RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

lozère

LE DÉPARTEMENT

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS N°20 - 06 - 01

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

n°CD_20_1014 à CD_20_1021
du 19 juin 2020

Le Conseil Départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Madame Sophie PANTEL, Présidente.

Le quorum étant atteint, la séance s'est ouverte à 9 h 30

Présents : Françoise AMARGER-BRAJON, Rémi ANDRE, Alain ASTRUC, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Bernard DURAND, Bruno DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Guylène PANTEL, Sophie PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Laurent SUAU, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

Absent excusé : Robert AIGOIN ayant donné pouvoir à Michèle MANOA

La séance a été ouverte par un hommage à Henri BOYER

Assistaient également à la réunion :

Thierry	BLACLARD	Directeur général des services
Sophie	MONTEL	Directrice de Cabinet et du Protocole
Frédéric	BOUET	Directeur Général Adjoint des Infrastructures Départementales.
Patrick	BOYER	Directeur des mobilités, des aménagements numériques et des transports
Eric	FORRE	Directeur des Routes
Marie	LAUZE	Directrice générale adjointe des Services de la Solidarité Sociale
Gilles	CHARRADE	Directeur Général Adjoint des services de la Solidarité Territoriale
Jérôme	LEGRAND	Direction Générale Adjointe des services de la Solidarité Territoriale
Nadège	FAYOL	Directrice des Affaires Juridiques, de la Commande Publique et de la Logistique
Martine	PRADEILLES	Directrice des Ressources Humaines, des Assemblées et des Finances

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

SOMMAIRE DU RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
CONSEIL DEPARTEMENTAL
Séance du Vendredi 19 juin 2020
- 09h30 -

COMMISSION : Finances et gestion de la collectivité

N° CD_20_1014 :	Gestion de l'Assemblée : modification de la composition de la commission permanente	p. 4
N° CD_20_1015 :	Gestion de l'Assemblée : désignations au sein des commissions et comités (remplacement de Monsieur Henri BOYER)	p. 9

COMMISSION : Eau, AEP, Environnement

N° CD_20_1016 :	Approbation de la feuille de route 2020-2027 issue de la démarche "Assises de l'Eau"	p. 21

COMMISSION : Développement

N° CD_20_1017 :	Covid-19 Agriculture : Soutien à la mise en place du drive fermier Lozère	p. 150

COMMISSION : Finances et gestion de la collectivité

N° CD_20_1018 :	Budget : approbation des comptes de gestion, des comptes administratifs 2019 et affectation du résultat 2019	p. 156
N° CD_20_1019 :	Budget : Modification des autorisations de programmes 2020 et antérieures	p. 341
N° CD_20_1020 :	Budget : Vote de la décision modificative n° 2 du budget primitif 2020	p. 352
N° CD_20_1021 :	Octroi de la protection fonctionnelle dans le cadre de diffamations publiques d'actes pris par Madame Sophie PANTEL en sa qualité de Présidente du Département de la Lozère	p. 467

Délibération n°CD_20_1014

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

Conseil Départemental

Séance du 19 juin 2020

Commission : Finances et gestion de la collectivité

Objet : Gestion de l'Assemblée : modification de la composition de la commission permanente

Dossier suivi par Ressources Humaines, Assemblées, Finances - Assemblées et Comptabilité

Le Conseil Départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 09h30

Présents : Françoise AMARGER-BRAJON, Rémi ANDRE, Alain ASTRUC, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Bruno DURAND, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Sophie PANTEL, Guylène PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Laurent SUAU, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

Pouvoirs : Robert AIGOIN ayant donné pouvoir à Michèle MANOA.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU la loi organique n°2014-125 du 14 février 2014 interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur ;

VU la décision de Madame Guylène PANTEL de démissionner de son poste de 4ème Vice-Présidente suite à sa nomination en qualité de Sénatrice de la Lozère ;

VU le décès de Monsieur Henri BOYER, 2ème Vice-Président du Conseil départemental;

VU les articles L3122-4, L3122-5 et et l'article L3122-6 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération n°CD_15_1002 du 2 avril 2015 constituant la Commission Permanente ;

VU la délibération n°CD_15_1009 du 27 avril 2015 approuvant le règlement intérieur de l'Assemblée Départementale et notamment son article 2.1 du chapitre II ;

VU l'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;

CONSIDÉRANT le rapport n°700 intitulé "Gestion de l'Assemblée : modification de la composition de la commission permanente" en annexe ;

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

VU l'avis de la commission plénière du 15 juin 2020 ;

ARTICLE 1

Rappelle que par délibération n°CD_15_1002 du 2 avril 2015, la Commission Permanente a été constituée et que depuis cette date :

- d'une part part, Madame Guylène PANTEL a succédé à Monsieur Alain Bertrand et ne peut plus occuper son poste de 4ème Vice-Présidente de l'Assemblée Départementale ;
- d'autre part, Monsieur Rémi ANDRE, suppléant de Monsieur Henri BOYER, a remplacé ce dernier suite à son décès.

ARTICLE 2

Décide :

- de maintenir le principe de la participation de tous les élus de l'Assemblée Départementale à la Commission Permanente adopté en avril 2015,
- de procéder au remplacement des postes de 2ème et 4ème Vice-Président(e) de l'Assemblée Départementale.

ARTICLE 3

Après avoir enregistré la liste unique de candidats aux postes de 2ème et 4ème vice-président(e) de Mme Sophie MALIGE et de M. Denis BERTRAND, les différents sièges de la commission permanente sont pourvus comme suit :

Délibération n°CD_20_1014

- La Présidente du Conseil départemental, Sophie PANTEL
- 1er vice-président : Laurent SUAU
- 2ème vice-présidente : Sophie MALIGE
- 3ème vice-président : Jean-Claude MOULIN
- 4ème vice-président : Denis BERTRAND
- 5ème vice-président : Bernard PALPACUER
- 6ème vice-présidente : Michèle MANOA
- 7ème vice-présidente : Régine BOURGADE
- 18 membres
  - Robert AIGOIN
  - Françoise AMARGER BRAJON
  - Alain ASTRUC
  - Rémi ANDRE
  - Laurence BEAUD
  - Patricia BREMOND
  - Eve BREZET
  - Francis COURTES
  - Sabine DALLE
  - Bernard DURAND
  - Bruno DURAND
  - Valérie FABRE
  - Christine HUGON
  - Guylène PANTEL
  - Jean-Paul POURQUIER
  - Patrice SAINT LEGER
  - Michel THEROND
  - Valérie VIGNAL

Adopté à l'unanimité des voix exprimées,

La Présidente du Conseil Départemental
Sophie PANTEL

Délibération n°CD_20_1014

Annexe à la délibération n°CD_20_1014 du Conseil Départemental du 19 juin 2020 : rapport n°700 "Gestion de l'Assemblée : modification de la composition de la commission permanente".

Je vous rappelle que par délibération n°CD_15_1002 du 2 avril 2015, la Commission Permanente a été constituée comme suit :

- La Présidente du Conseil départemental,
  - 1er vice-président : Laurent SUAU
  - 2ème vice-président : Henri BOYER
  - 3ème vice-président : Jean-Claude MOULIN
  - 4ème vice-présidente : Guylène PANTEL
  - 5ème vice-président : Bernard PALPACUER
  - 6ème vice-présidente : Michèle MANOA
  - 7ème vice-présidente : Régine BOURGADE
  - 18 membres

Depuis cette date, d'une part part, Madame Guylène PANTEL a succédé à Monsieur Alain Bertrand et ne peut plus occuper son poste de 4ème Vice-Présidente de l'Assemblée Départementale en raison de l'interdiction du cumul de fonctions exécutives locales avec son mandat de sénatrice.

D'autre part, Monsieur Rémi ANDRE, suppléant de Monsieur Henri BOYER, a remplacé ce dernier suite à son décès brutal fin avril 2020.

1/ Détermination du nombre de sièges de la commission permanente

Selon les termes de l'article L 3122-6 du code général des collectivités « En cas de vacance de siège de membre de la commission permanente autre que le président, le conseil départemental **peut décider de compléter la commission permanente.**

Dans un 1er temps, je vous propose de maintenir le principe de la participation de tous les élus de l'Assemblée Départementale à la Commission Permanente adopté en avril 2015.

2/ Remplacement des postes de vice-présidence vacants

Il revient à notre Assemblée de compléter la composition de la Commission Permanente afin que le nombre de Vice-Président(e)s soit en adéquation avec la composition fixée lors du renouvellement de l'Assemblée Départementale en avril 2015 (soit 7) **et de procéder au remplacement du poste de 2ème et 4ème Vice-Président(e) de l'Assemblée Départementale précédemment occupés par Monsieur Henri BOYER et Madame Guylène PANTEL.**

Les modalités relatives à cette élection sont déterminées par l'article L3122-5 du Code général des Collectivités Territoriales :

- Les listes sont déposées auprès du président dans l'heure qui suit la décision du conseil départemental relative à la composition de la commission permanente.

Si, à l'expiration de ce délai, une seule liste a été déposée, les différents sièges de la commission permanente sont alors pourvus immédiatement dans l'ordre de la liste et il en est donné lecture par le président.

- Dans le cas contraire, le conseil départemental procède d'abord à l'élection de la commission permanente, à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne, sans panachage ni vote préférentiel. Les sièges sont attribués aux candidats dans l'ordre de présentation sur chaque liste. Si plusieurs listes ont la même moyenne pour l'attribution du dernier siège, celui-ci revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages.
- Après la répartition des sièges de la commission permanente, le conseil départemental procède à l'élection des vice-présidents au scrutin de liste à la majorité absolue, sans panachage ni vote préférentiel. Sur chacune des listes, l'écart entre le nombre des candidats de chaque sexe ne peut être supérieur à un. Si, après deux tours de scrutin, aucune liste n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, les candidats de la liste ayant la moyenne d'âge la plus élevée sont élus.

Je vous propose donc dans ces conditions :

- **d'approuver le maintien du principe de la participation de tous les élus de l'Assemblée Départementale à la Commission Permanente ;**
- **d'approuver le remplacement des postes de 2ème et 4ème Vice-Président(e) de l'Assemblée Départementale.**

Sur la base de cette décision, je suspendrais la séance une heure afin que vous puissiez me faire part de vos candidatures. Si, à l'expiration de ce délai, une seule liste a été déposée, les différents sièges de la commission permanente sont alors pourvus immédiatement.

Délibération n°CD_20_1015

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

Conseil Départemental

Séance du 19 juin 2020

Commission : Finances et gestion de la collectivité

Objet : Gestion de l'Assemblée : désignations au sein des commissions et comités (remplacement de Monsieur Henri BOYER)

Dossier suivi par Ressources Humaines, Assemblées, Finances - Assemblées et Comptabilité

Le Conseil Départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 09h30

Présents : Françoise AMARGER-BRAJON, Rémi ANDRE, Alain ASTRUC, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Bruno DURAND, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Sophie PANTEL, Guylène PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Laurent SUAU, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

Pouvoirs : Robert AIGOIN ayant donné pouvoir à Michèle MANOA.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU l'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;

VU l'article L 3121-23 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération n°CD_15_1008 du 27 avril 2015 portant désignations au sein des divers comités et commissions modifiée par délibération n°CP_15_431 du 22 mai 2015 ;

VU le décès de Monsieur Henri BOYER ;

CONSIDÉRANT le rapport n°701 intitulé "Gestion de l'Assemblée : désignations au sein des commissions et comités (remplacement de Monsieur Henri BOYER)" en annexe ;

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

VU l'avis de la commission plénière du 15 juin 2020 ;
VU les précisions apportées en séance ;

ARTICLE 1

Décide, afin de procéder au remplacement de Monsieur Henri BOYER, au sein des diverses structures dans lesquelles il occupait un siège de titulaire ou de suppléant, de procéder aux différentes désignations, sans recourir au vote à bulletin secret.

ARTICLE 2

Sont élus, au sein des commissions organiques du Conseil départemental, les membres suivants :

Commission Infrastructures, désenclavement et mobilités :

- Denis BERTRAND, Président
- Rémi ANDRE, Vice-Président
  - Sophie PANTEL
  - Robert AIGOIN
  - Sophie MALIGE
  - Régine BOURGADE
  - Patricia BREMOND
  - Jean-Claude MOULIN
  - Bernard PALPACUER
  - Jean-Paul POURQUIER
  - Alain ASTRUC
  - Michel THEROND
  - Patrice SAINT-LEGER
  - Bruno DURAND
  - Eve BREZET

Commission Développement :

- Régine BOURGADE, Présidente
- Bernard PALPACUER, Vice-Président
  - Sophie PANTEL
  - Robert AIGOIN
  - Jean-Paul POURQUIER
  - Alain ASTRUC

- Patricia BREMOND
- Rémi ANDRE
- Francis COURTES
- Laurent SUAU
- Guylène PANTEL
- Michel THEROND
- Bruno DURAND
- Valérie VIGNAL
- Sabine DALLE

Commission Finances et gestion de la collectivité :

- Michèle MANOA, Présidente
- Robert AIGOIN, Vice-Président
  - Sophie PANTEL
  - Rémi ANDRE
  - Bernard DURAND
  - Francis COURTES
  - Bernard PALPACUER
  - Guylène PANTEL
  - Laurent SUAU
  - Jean-Paul POURQUIER
  - Alain ASTRUC
  - Michel THEROND
  - Valérie VIGNAL
  - Eve BREZET
  - Patrice SAINT-LEGER

ARTICLE 3

Sont élus, pour siéger au sein des commissions et organismes dont les désignations sont régies par des dispositions particulières, les représentants désignés dans le tableau joint en annexe.

ARTICLE 4

Désigne, selon les règles de la majorité des suffrages exprimés, les représentants du Département pour siéger au sein de divers conseils, comités ou commissions, tels que définis dans le tableau ci-joint.

ARTICLE 5

Prend acte des désignations faites par l'exécutif départemental en raison des règles spécifiques régissant ces organismes, telles que définies dans le tableau joint en annexe et de la liste des élus délégués de la Présidente dans divers domaines de compétence.

Adopté à l'unanimité des voix exprimées,

La Présidente du Conseil Départemental
Sophie PANTEL

Délibération n°CD_20_1015

Annexe à la délibération n°CD_20_1015 du Conseil Départemental du 19 juin 2020 : rapport n°701 "Gestion de l'Assemblée : désignations au sein des commissions et comités (remplacement de Monsieur Henri BOYER)".

A la suite du décès de Monsieur Henri BOYER, il convient de procéder à son remplacement au sein des diverses structures dans lesquelles il occupait un siège de titulaire ou de suppléant.

Les délégués du conseil départemental sont traditionnellement désignés par l'Assemblée départementale, mais ils peuvent l'être aussi par l'exécutif du Département. Ainsi, selon ce que les règles spécifiques à l'organisme prévoient pour la désignation de ses membres, il peut s'agir d'une représentation de l'exécutif ou de l'assemblée.

Par ailleurs, les règles encadrant ces désignations sont :

- les délibérations du conseil départemental sont prises à la majorité des suffrages exprimés avec une voix prépondérante pour la Présidente du conseil en cas de partage des voix.
- les votes sur les nominations ont toujours lieu au scrutin secret dans les cas où la loi ou le règlement le prévoit expressément mais dans les autres cas, le conseil départemental peut décider à l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations.

Afin de ne pas alourdir la gestion de ces remplacements, je vous propose de procéder à la désignation des membres de ces commissions, sans recourir au vote à bulletin secret.

1 / Commissions organiques internes

Au regard des changements opérés au sein de notre Assemblée, propose de procéder à la modification de la composition certaines de nos commissions dans les conditions suivantes :

Composition 2015	Composition 2020
Commission organique Infrastructures, désenclavement et mobilités	
Henri BOYER Denis BERTRAND Sophie PANTEL Robert AIGOIN Sophie MALIGE Régine BOURGADE Patricia BREMOND	**Rémi ANDRE** Denis BERTRAND Sophie PANTEL Robert AIGOIN Sophie MALIGE Régine BOURGADE Patricia BREMOND
Jean-Claude MOULIN Bernard PALPACUER Jean-Paul POURQUIER Alain ASTRUC Michel THEROND Patrice SAINT-LEGER Bruno DURAND Eve BREZET Henri BOYER, Président Denis BERTRAND, Vice-Président	Jean-Claude MOULIN Bernard PALPACUER Jean-Paul POURQUIER Alain ASTRUC Michel THEROND Patrice SAINT-LEGER Bruno DURAND Eve BREZET **Denis BERTRAND, Président** **Rémi ANDRE, Vice-Président**

Délibération n°CD_20_1015

Composition 2015	Composition 2020
Commission organique Développement	
Régine BOURGADE Bernard PALPACUER Sophie PANTEL Robert AIGOIN Patricia BREMOND Henri BOYER Francis COURTES Laurent SUAU Guylène PANTEL Jean-Paul POURQUIER Alain ASTRUC Michel THEROND Bruno DURAND Valérie VIGNAL Sabine DALLE Régine BOURGADE, Présidente Bernard PALPACUER, Vice-Président	Régine BOURGADE Bernard PALPACUER Sophie PANTEL Robert AIGOIN Patricia BREMOND **Rémi ANDRE** Francis COURTES Laurent SUAU Guylène PANTEL Jean-Paul POURQUIER Alain ASTRUC Michel THEROND Bruno DURAND Valérie VIGNAL Sabine DALLE Régine BOURGADE Présidente Bernard PALPACUER, Vice-Président
Commission organique Finances et gestion de la collectivité	
Laurent SUAU Francis COURTES Sophie PANTEL Laurence BEAUD Denis BERTRAND Henri BOYER Bernard DURAND	Laurent SUAU Francis COURTES Sophie PANTEL Laurence BEAUD Denis BERTRAND **Rémi ANDRE** Bernard DURAND
Michèle MANOA Jean-Claude MOULIN Jean-Paul POURQUIER Eve BREZET Christine HUGON Patrice SAINT-LEGER Valérie VIGNAL Alain ASTRUC Laurent SUAU, Président Francis COURTES, Vice-Président	Michèle MANOA Jean-Claude MOULIN Jean-Paul POURQUIER Eve BREZET Christine HUGON Patrice SAINT-LEGER Valérie VIGNAL Alain ASTRUC Laurent SUAU, Président Francis COURTES, Vice-Président

Composition 2015	Composition 2020
Commission organique Politiques territoriales et Europe	
Michèle MANOA Robert AIGOIN Sophie PANTEL Henri BOYER Bernard DURAND Francis COURTES Bernard PALPACUER Guylène PANTEL Laurent SUAU Jean-Paul POURQUIER Alain ASTRUC Michel THEROND Valérie VIGNAL Eve BREZET Patrice SAINT-LEGER Michèle MANOA, Présidente Robert AIGOIN, Vice-Président	Michèle MANOA Robert AIGOIN Sophie PANTEL **Rémi ANDRE** Bernard DURAND Francis COURTES Bernard PALPACUER Guylène PANTEL Laurent SUAU Jean-Paul POURQUIER Alain ASTRUC Michel THEROND Valérie VIGNAL Eve BREZET Patrice SAINT-LEGER Michèle MANOA, Présidente Robert AIGOIN, Vice-Président

2 / Comités, conseils et organismes

Dans un second temps, je vous invite, sur la base du tableau joint en annexe, à examiner les désignations à opérer, pour remplacer M. Henri BOYER, au sein des diverses comités, conseils et organismes.

Par ailleurs, vous trouverez également joint en annexe, pour information, la liste des élus délégués de la Présidente dans divers domaines de compétence.

Désignations opérées en Conseil départemental du 19 juin 2020 des membres ou de ses délégués du Conseil départemental pour siéger au sein de divers organismes

I - Désignations des représentants de l'Assemblée départementale au sein des organismes avec dispositions particulières.

Intitulé de l'organisme	Représentant(es) titulaire(s)	Représentant(es) suppléant(es)
CAO : Commission d'appel d'offres.	La Présidente ou son représentant 1 - Bernard PALPACUER 2 – Francis COURTES 3 – Laurent SUAU 4 – Jean-Paul POURQUIER 5 – Bruno DURAND Jean-Claude MOULIN est nommé représentant de la Présidente, en cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière	1 – Rémi ANDRE 2 – Patricia BREMOND 3 – Régine BOURGADE 4 – Sabine DALLE 5 – Michel THEROND
Commission de délégation d'un service public local.	La Présidente ou son représentant 1 - Bernard PALPACUER 2 – Francis COURTES 3 – Laurent SUAU 4 – Jean-Paul POURQUIER 5 – Bruno DURAND Jean-Claude MOULIN est nommé représentant de la Présidente, en cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière	1 – Rémi ANDRE 2 – Patricia BREMOND 3 – Régine BOURGADE 4 – Sabine DALLE 5 – Michel THEROND
Conseil d'administration du SDIS **Observations : Article R1424-15 du CGCT** En cas de vacance d'un siège de représentant titulaire du département... ce titulaire est remplacé par son suppléant, pour la durée du mandat restant à courir.	1 – Sophie PANTEL 2 - Francis COURTES 3 - Sophie MALIGE 4 – Denis BERTRAND 5 – Laurent SUAU 6 – Bernard PALPACUER 7 – Jean-Paul POURQUIER 8 – Alain ASTRUC 9 – Patrice SAINT LEGER Francis COURTES est nommé représentant de la Présidente	1 –Bernard DURAND 2 – Robert AIGOIN 3 – Patricia BREMOND 4 – Guylène PANTEL 5 – Régine BOURGADE 6 – Laurence BEAUD 7 – Valérie VIGNAL 8 – Eve BREZET 9 – Valérie FABRE

II - Désignations des représentants de l'Assemblée départementale à la majorité

Intitulé de l'organisme	Représentant(es) titulaire(s)	Représentant(es) suppléant(es)
AVICCA : Association des Villes et Collectivités pour les Communications Électroniques et l'Audiovisuel	- Denis BERTRAND	Le directeur des technologies numériques du Département
CCDSA : Commission Consultative Départementale de la Sécurité et de l'Accessibilité **Sous-commission gestion voirie.**	- Denis BERTRAND	Rémi ANDRE
Commission Départementale de la sécurité routière	- Denis BERTRAND - Jean-Paul POURQUIER	- Robert AIGOIN - Valérie FABRE
Comité Syndical du Syndicat Mixte Ouvert "Lozère Numérique"	- Sophie PANTEL - Denis BERTRAND - Bernard PALPACUER - Robert AIGOIN	- Sophie MALIGE - Laurent SUAU - Rémi ANDRE - Michèle MANOA
Syndicat mixte « Autoroute Numérique A 75 » – Comité Syndical.	- Denis BERTRAND	- Sophie PANTEL
Commission Départementale des Transports Scolaires	- Denis BERTRAND	- Guylène PANTEL
ADDA : Scènes croisées de Lozère.	- Robert AIGOIN - Jean-Claude MOULIN - Francis COURTES - Sophie MALIGE - Michèle MANOA - Bernard PALPACUER - Valérie FABRE - Valérie VIGNAL - Christine HUGON - Patricia BREMOND	
Association "Lozère Logistique Scénique".	- Robert AIGOIN - Jean-Claude MOULIN - Francis COURTES - Sophie MALIGE - Michèle MANOA - Bernard PALPACUER - Chistine HUGON	

Intitulé de l'organisme	Représentant(es) titulaire(s)	Représentant(es) suppléant(es)
CAUE : Conseil d'architecture, de l'urbanisme et de l'environnement.	- Régine BOURGADE - Sophie MALIGE Elus municipaux désignés par le conseil départemental. - Michel REYDON - Bruno DURAND - Michel THEROND - Eve BREZET	
CDESI - Commission Départementale des espaces, sites et itinéraires.	- Jean-Claude MOULIN - Sophie MALIGE - Alain ASTRUC	- Guylène PANTEL - Rémi ANDRE - Bruno DURAND
EDML : Syndicat mixte pour la gestion de l'école Départementale de musique.	- Sophie PANTEL - Robert AIGOIN - Jean-Claude MOULIN - Francis COURTES - Sophie MALIGE - Michèle MANOA - Bernard PALPACUER - Valérie VIGNAL - Valérie FABRE	- Laurence BEAUD - Régine BOURGADE - Laurent SUAU - Guylène PANTEL - Christine HUGON - Patricia BREMOND - Michel THEROND - Bruno DURAND - Eve BREZET
Commission technique AEP-Assainissement	- Bernard PALPACUER - Rémi ANDRE - Patricia BREMOND - Patrice SAINT LEGER	
Commission de gestion du SATESE	- Bernard PALPACUER - Rémi ANDRE - Bernard DURAND - Bruno DURAND	
Commission de gestion du SATEP	- Bernard PALPACUER - Rémi ANDRE - Sophie MALIGE - Bruno DURAND	
PNC : Conseil d'administration du parc national des Cévennes.	La Présidente - Robert AIGOIN - Michèle MANOA - Francis COURTES	Sophie MALIGE - Guylène PANTEL - Denis BERTRAND - Jean-Claude MOULIN

Intitulé de l'organisme	Représentant(es) titulaire(s)	Représentant(es) suppléant(es)
Commission consultative du plan Départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés.	- La Présidente - Sophie MALIGE - Bernard PALPACUER - Robert AIGOIN - Jean-Claude MOULIN - Michèle MANOA - Denis BERTRAND - Laurent SUAU - Rémi ANDRE - Patrice SAINT LEGER - Bruno DURAND - Sabine DALLE - Christine HUGON - Bernard DURAND - Patricia BREMOND - Valérie FABRE	
Lozère Énergie : Agence Locale de l'Énergie et du Climat de Lozère.	La Présidente - Bernard PALPACUER - Robert AIGOIN - Valérie FABRE - Jean-Paul POURQUIER	- Jean-Claude MOULIN - Laurence BEAUD - Rémi ANDRE - Eve BREZET - Patrice SAINT LEGER
SEM de l'abattoir d'Antrenas : Conseil d'Administration.	- Sophie PANTEL - Robert AIGOIN - Jean-Claude MOULIN - Jean-Paul POURQUIER - Alain ASTRUC	
Comité de gestion de l'aérodrome Mende-Brenoux	- Jean-Claude MOULIN - Francis COURTES	
ADULLACT : Association Dévelop. et Utilisateurs Logiciels Libres pour les Adm. et les Coll. Territoriales.	- Bernard PALPACUER	- Denis BERTRAND
Commission Départementale des valeurs locatives des locaux professionnels (CDVLLP).	- Laurent SUAU - Denis BERTRAND	- Valérie VIGNAL - Patricia BREMOND
PETR Pays du Gévaudan (Lozère).	- Michèle MANOA - Patrice SAINT LEGER - Patricia BREMOND - Rémi ANDRE - Sophie MALIGE - Jean-Paul POURQUIER - Valérie FABRE - Michel THEROND - Alain ASTRUC - Eve BREZET	

Intitulé de l'organisme	Représentant(es) titulaire(s)	Représentant(es) suppléant(es)
GAL Gévaudan Lozère : comité de programmation.	- Sophie MALIGE	- Rémi ANDRE
Syndicat Mixte du Bassin du Lot	- Rémi ANDRE - Bernard PALPACUER - Laurent SUAU - Jean-Paul POURQUIER - Bruno DURAND - Sophie MALIGE	- Sophie PANTEL - Francis COURTES - Régine BOURGADE - Valérie FABRE - Valérie VIGNAL - Patricia BREMOND
Lozère Ingénierie : Agence technique	La Présidente - Michèle MANOA - Robert AIGOIN - Laurent SUAU - Bernard PALPACUER - Denis BERTRAND - Jean-Paul POURQUIER - Patrice SAINT LEGER	- Rémi ANDRE - Alain ASTRUC - Christine HUGON

III - Désignations des représentants de l'Assemblée départementale relevant de l'exécutif départemental

Intitulé de l'organisme	Représentant(es) titulaire(s)	Représentant(es) suppléant(es)
Commission exécutive (COMEX) de la MDPH.	La Présidente - Francis COURTES - Laurence BEAUD - Robert AIGOIN - Sophie MALIGE - Françoise AMARGER BRAJON - Patricia BREMOND - Denis BERTRAND - Eve BREZET - Valérie FABRE - Valérie VIGNAL - Michel THEROND	- Régine BOURGADE - Sabine DALLE - Bernard PALPACUER - Michèle MANOA - Rémi ANDRE - Jean-Claude MOULIN- - Bernard DURAND - Guylène PANTEL - Alain ASTRUC - Jean-Paul POURQUIER - Bruno DURAND - Christine HUGON
ADF : Commission "Économie et Haut débit"	- Denis BERTRAND - Régine BOURGADE - Patricia BREMOND	

IV - Délégués de la Présidente du Conseil départemental

Les élu(e)s de l'Assemblée départementale ci-dessous reçoivent délégation dans les domaines de compétences définis seront les interlocuteurs privilégiés de la Présidente, des directions et services et de l'ensemble des organismes, associations, collectivités et partenaires de la collectivité et sont chargés de la représenter, sous sa surveillance et sa responsabilité.

Domaines de compétence **Élu référent désigné**

- Énergie, forêt, aménagement rural, foncier agricole et forestier.....Robert AIGOIN
- Foncier, Documents d'urbanisme, Suivi du SIG.....Robert AIGOIN

- Agriculture.....Robert AIGOIN
- Enfance Famille.....Françoise AMARGER-BRAJON
- Santé Autonomie et droits des femmes .....Laurence BEAUD
- Infrastructures routières.....Denis BERTRAND
- Patrimoine.....Régine BOURGADE
- Logement.....Régine BOURGADE
- Mobilités.....Denis BERTRAND
- Transports scolaires.....Denis BERTRAND
- Politiques d'Accueil.....Michèle MANOA
- Économie sociale et solidaire, artisanat et métiers d'arts.....Patricia BREMOND
- Solidarités.....Francis COURTES
- Ressources Humaines et moyens généraux.....Francis COURTES
- Infrastructures numériques.....Denis BERTRAND
- Culture.....Sophie MALIGE
- Environnement.....Sophie MALIGE
- Insertion .....Michèle MANOA
- Programmes européens.....Michèle MANOA
- Contractualisation, Réorganisation territoriale, Politiques territoriales Michèle MANOA
- Sports.....Jean-Claude MOULIN
- Eau, AEP.....Bernard PALPACUER
- Jeunesse.....Guylène PANTEL
- Enseignement .....Guylène PANTEL
- Aide aux entreprises .....Laurent SUAU
- Finances départementales.....Laurent SUAU

Délibération n°CD_20_1016

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

Conseil Départemental

Séance du 19 juin 2020

Commission : Eau, AEP, Environnement

Objet : Approbation de la feuille de route 2020-2027 issue de la démarche "Assises de l'Eau"

Dossier suivi par Ingénierie, Attractivité et Développement - Eau potable, SATEP

Le Conseil Départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 09h30

Présents : Françoise AMARGER-BRAJON, Rémi ANDRE, Alain ASTRUC, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Bruno DURAND, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Sophie PANTEL, Guylène PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Laurent SUAU, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

Pouvoirs : Robert AIGOIN ayant donné pouvoir à Michèle MANOA.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU l'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;

CONSIDÉRANT le rapport n°500 intitulé "Approbation de la feuille de route 2020-2027 issue de la démarche "Assises de l'Eau"" en annexe ;

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

VU l'avis de la commission plénière du 15 juin 2020 ;

VU les précisions apportées en séance ;

ARTICLE 1

Rappelle que le Département de Lozère a souhaité organiser des Assises de l'Eau en étroite collaboration avec la Préfecture et en partenariat avec la Région Occitanie, les Agences de l'Eau et la Chambre d'Agriculture de la Lozère qui a conduit, au cours de l'année 2019, à la mise en place de quatre groupes de travail autour des thématiques suivantes :

- la sobriété des usages animé par l'Agence de l'Eau Adour Garonne et le Syndicat Mixte du bassin versant du Tarn amont,
- la performance des réseaux et la mobilisation de nouvelles ressources pour l'alimentation en eau potable animé par l'Agence de l'Eau Adour Garonne et le Département,
- l'abreuvement du cheptel animé par le Département et le COPAGE,
- l'irrigation agricole animé par la Chambre d'Agriculture et la DDT.

ARTICLE 2

Précise qu'après trois sessions de travail collaboratif et une mise en commun, une feuille de route 2020-2027 a été élaborée pour permettre au Conseil départemental et à l'ensemble des acteurs de l'eau de répondre aux enjeux de demain.

ARTICLE 3

Approuve la feuille de route 2020-2027 qui a pour objectif de guider les politiques publiques en cours et à venir dans le domaine de la gestion quantitative de la ressource eau et qui se décline en trois axes stratégiques eux-mêmes déclinés en 7 enjeux, 17 objectifs spécifiques et 34 actions :

Axe : Favoriser la sobriété des usages et le changement de pratiques

- Enjeu : Pour une sensibilisation et une communication auprès du grand public
  - Sensibiliser aux bonnes pratiques
  - Économiser l'eau de la distribution publique
  - Faire connaître les usages agricoles de l'eau en Lozère
- Enjeu : Pour des réseaux d'eau potable performants
  - Améliorer la gestion patrimoniale des réseaux d'eau
  - Créer des conditions économiques favorables au renouvellement de réseaux
- Enjeu : Pour des activités économiques adaptées à la ressource en eau disponible
  - Intégrer la gestion de l'eau et la préservation de la ressource dans la formation agricole

- Définir le projet agricole en fonction de la disponibilité actuelle et future de la ressource en eau
- Promouvoir les pratiques économes en eau auprès des entreprises

Axe : Sécuriser la desserte des besoins actuels en eau pour les usages essentiels tout en préservant le patrimoine naturel

- Enjeu : Pour une alimentation en eau potable sécurisée
  - Améliorer la gestion de crise
  - Mobiliser les ressources en eau disponible pour satisfaire les besoins essentiels
- Enjeu : Pour des usages agricoles sécurisés et durables
  - Sécuriser la ressource sur les parcours
  - Sécuriser la ressource en eau sur les nouveaux bâtiments
  - Améliorer la connaissance sur les prélèvements agricoles actuels et potentiels pour l'irrigation

Axe : Développer des outils et dispositifs permettant de prévenir et anticiper l'avenir

- Enjeu : Pour une préservation et une valorisation des ressources mobilisées pour l'AEP
  - Protéger les ressources en eau
  - Valoriser les ressources en eau
- Enjeu : Pour une vision prospective et une gestion intégrée de l'eau
  - Optimiser l'utilisation et l'efficience des prélèvements d'eau actuels et potentiels
  - Étudier et partager à l'échelle de territoires pertinents

ARTICLE 4

Donne délégation à la Commission Permanente pour délibérer sur les éventuelles évolutions de cette feuille de route, et notamment celles qui interviendraient dans sa phase de validation par les différents partenaires.

Adopté à l'unanimité des voix exprimées,

La Présidente du Conseil Départemental
Sophie PANTEL

Annexe à la délibération n°CD_20_1016 du Conseil Départemental du 19 juin 2020 : rapport n°500 "Approbation de la feuille de route 2020-2027 issue de la démarche "Assises de l'Eau"".

Suite à la sécheresse 2017 et considérant la nécessité de définir les conditions favorables à l'adaptation au changement climatique, le Département de Lozère a souhaité organiser des Assises de l'Eau en étroite collaboration avec la Préfecture et en partenariat avec la Région Occitanie, les Agences de l'Eau et la Chambre d'Agriculture de la Lozère.

Élus locaux, acteurs socio-économiques dont la profession agricole, structures gestionnaires de l'eau, structures agissant dans le domaine de l'environnement et de la défense des droits des consommateurs sont donc réunis, le 18 juin 2018, pour une journée d'échanges qui s'est avérée riche en enseignements et débats.

Ainsi, les différentes interventions ont permis de mettre en exergue :

- une prise de conscience collective sur les conséquences du dérèglement climatique avec la nécessité d'économiser l'eau et de préserver nos ressources en eau ainsi que nos milieux aquatiques,
- un travail considérable engagé par les collectivités mais à poursuivre pour la sécurisation de l'alimentation en eau potable tout en préservant les milieux aquatiques,
- un monde agricole à la recherche de solutions dans ses pratiques actuelles pour une moindre dépendance à la ressource en eau.

Toutefois, cela s'avère insuffisant pour relever les défis annoncés. En effet, le territoire lozérien est confronté à des sécheresses sévères de plus en plus récurrentes, d'intensité croissante et de plus en plus longues.

Aussi, des problématiques persistent et apparaissent de plus en plus prégnantes face au changement climatique en cours :

- une tension forte sur la ressource en eau induite notamment par une diminution de sa disponibilité,
- la difficulté pour les collectivités d'assurer le renouvellement de leur patrimoine d'alimentation en eau potable nécessaire à l'atteinte et au maintien de rendement de réseau acceptable et donc à la stabilisation voire la réduction des fuites dans les réseaux,
- une centaine des réseaux d'eau potable qui ne peut assurer la desserte des besoins en eau représentant un déficit de ressource en eau de l'ordre de 5 000 m³/j,
- un abreuvement du cheptel dans les parcours non assuré par des ressources locales induisant des difficultés majeures pour la profession agricole (transport d'eau) et un report éventuel de ces consommations sur les réseaux d'eau potable déjà en tension,
- une production fourragère soumise aux aléas climatiques et insuffisante en cas de sécheresse au regard des besoins des exploitations actuelles,
- des prélèvements et/ou des stockages destinés à l'irrigation agricole faibles mais dont le développement reste à étudier.

Différents leviers d'intervention ont été mis en avant lors de la première session. Considérant l'enjeu et la complexité du sujet, la définition d'une feuille de route pour trouver un équilibre entre économie et environnement et guider les politiques publiques ne pouvait être immédiate.

Son élaboration a nécessité une réflexion plus poussée, globale, prospective et collective conduite en partenariat avec l'ensemble des structures associées, au cours de l'année 2019, et ce par l'intermédiaire de quatre groupes de travail :

- la sobriété des usages animé par l'Agence de l'Eau Adour Garonne et le Syndicat Mixte du bassin versant du Tarn amont,
- la performance des réseaux et la mobilisation de nouvelles ressources pour l'alimentation en eau potable animé par l'Agence de l'Eau Adour Garonne et le Département,
- l'abreuvement du cheptel animé par le Département et le COPAGE,
- l'irrigation agricole animé par la Chambre d'Agriculture et la DDT.

Un croisement, un partage et une confrontation des expressions et points de vue des participants divers et nombreux ont permis l'émergence d'actions partagées. Après trois sessions de travail collaboratif et une mise en commun, une feuille de route 2020-2027 est proposée.

Elle doit permettre au Conseil départemental et à l'ensemble des acteurs de l'eau de répondre aux enjeux de demain.

Les maîtres mots sont les suivants : sobriété des usages, évolutions des pratiques pour une moindre dépendance à la ressource en eau, sécurisation des besoins en eau essentiels, préservation de la ressource en eau et des milieux humides, partage des ressources disponibles et anticipation de l'avenir.

Cette feuille de route 2020-2027 se décline en trois axes stratégiques eux-mêmes déclinés en 7 enjeux et 17 objectifs spécifiques.

Les trois axes d'intervention identifiés ci-après s'avèrent intimement liés et une mise en action simultanée est indispensable à une desserte des besoins en eau actuels et futurs préservant notre patrimoine environnemental et prenant en considération le changement climatique en cours.

Axe : Favoriser la sobriété des usages et le changement de pratiques

- Enjeu : Pour une sensibilisation et une communication auprès du grand public
  - Sensibiliser aux bonnes pratiques
  - Économiser l'eau de la distribution publique
  - Faire connaître les usages agricoles de l'eau en Lozère
- Enjeu : Pour des réseaux d'eau potable performants
  - Améliorer la gestion patrimoniale des réseaux d'eau
  - Créer des conditions économiques favorables au renouvellement de réseaux
- Enjeu : Pour des activités économiques adaptées à la ressource en eau disponible
  - Intégrer la gestion de l'eau et la préservation de la ressource dans la formation agricole
  - Définir le projet agricole en fonction de la disponibilité actuelle et future de la ressource en eau
  - Promouvoir les pratiques économes en eau auprès des entreprises

Axe : Sécuriser la desserte des besoins actuels en eau pour les usages essentiels tout en préservant le patrimoine naturel

- Enjeu : Pour une alimentation en eau potable sécurisée
  - Améliorer la gestion de crise
  - Mobiliser les ressources en eau disponible pour satisfaire les besoins essentiels

- Enjeu : Pour des usages agricoles sécurisés et durables
  - Sécuriser la ressource sur les parcours
  - Sécuriser la ressource en eau sur les nouveaux bâtiments
  - Améliorer la connaissance sur les prélèvements agricoles actuels et potentiels pour l'irrigation

Axe : Développer des outils et dispositifs permettant de prévenir et anticiper l'avenir

- Enjeu : Pour une préservation et une valorisation des ressources mobilisées pour l'AEP
  - Protéger les ressources en eau
  - Valoriser les ressources en eau
- Enjeu : Pour une vision prospective et une gestion intégrée de l'eau
  - Optimiser l'utilisation et l'efficience des prélèvements d'eau actuels et potentiels
  - Étudier et partager à l'échelle de territoires pertinents

La feuille de route 2020-2027 contient plus de trente actions concrètes issues d'un travail collaboratif, d'échanges et de concertation qui s'est échelonné sur 18 mois. Pour chaque action, un pilote et des partenaires ont été identifiés pour assurer leur mise en œuvre.

La mise en œuvre de cette feuille de route doit être réalisée en poursuivant la démarche partenariale témoignant ainsi de l'enjeu du sujet traité et de la mobilisation de tous. Aussi, ce sont plus de 60 structures qui sont partie prenante pour la réalisation des actions retenues dont des pilotes d'actions tout particulièrement engagés.

Pour plus de précisions, les documents de restitution seront transmis avant la commission organique plénière.

Cette feuille de route 2020-2027 ne précise pas, à ce stade, les modalités d'interventions financières de chaque action inscrite. En effet, il conviendra de réunir les partenaires concernés afin d'influer sur les politiques publiques à venir et notamment le Programme de Développement Rural pour trouver les moyens financiers nécessaires à la mise en œuvre des actions. Aussi, certaines fiches devront être affinées et un certain nombre de règlements seront à construire prochainement.

Un suivi de cette feuille de route est également nécessaire pour s'assurer de la bonne mise en œuvre des actions mais aussi pour connaître et surmonter les difficultés rencontrées. Ce suivi permettra également la mise à jour d'actions suite à l'acquisition de données (notamment suite à l'approbation des programmes européens 2021 - 2027) et la prise en compte de nouvelles actions faisant suite à des problématiques et enjeux naissants.

Un comité de suivi sera donc chargé de faire vivre cette feuille de route et de veiller à l'atteinte des objectifs donnés. Ce comité de suivi se réunira autant que cela s'avérera nécessaire et à minima tous les ans.

Je vous propose donc de bien vouloir approuver la feuille de route 2020-2027 qui a pour objectif de guider les politiques publiques en cours et à venir dans le domaine de la gestion quantitative de la ressource eau.

Je vous demande également de donner délégation à la Commission Permanente pour délibérer sur les éventuelles évolutions de cette feuille de route, notamment celles qui interviendraient dans sa phase de validation par nos partenaires.

PRÉFÈTE
DE LA LOZÈRE

Liberté
Égalité
Fraternité

lozère
LE DÉPARTEMENT

ASSISES DE l'Eau

LA FEUILLE DE ROUTE 2020-2027

VERSION PROVISOIRE

PRÉFÈTE DE LA LOZÈRE
Liberté
Égalité
Fraternité

lozère
LE DÉPARTEMENT

LA PREFETE DE LA LOZERE

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Madame, Monsieur,

Suite à la sécheresse 2017 et considérant la nécessité de définir les conditions favorables à l'adaptation au changement climatique, nous avons souhaité organiser des Assises de l'Eau en partenariat avec la Région Occitanie, les Agences de l'Eau et la Chambre d'Agriculture de la Lozère.

Élus locaux, acteurs socio-économiques dont la profession agricole, structures gestionnaires de l'eau, structures agissant dans le domaine de l'environnement et de la défense des droits des consommateurs, vous avez été nombreux à répondre présents à la journée fondatrice du 19 juin 2018 qui s'est avérée riche en enseignements et échanges.

Toutefois, il nous est apparu nécessaire de poursuivre la réflexion engagée sur ce sujet essentiel, au-delà des trois ateliers afin de définir une feuille de route visant à guider les politiques publiques pour trouver un équilibre entre nos ressources et notre développement économique, une logique d'adaptation des usages et de promotion des bonnes pratiques, notamment celles qui préservent l'environnement.

A cette fin, quatre groupes de travail ont été instaurés pour expertiser plus en profondeur certains enjeux. Un croisement, partage et une confrontation des expressions et points de vue des participants divers et nombreux ont permis l'émergence d'actions partagées. Après trois sessions de travail collaboratif par groupe de travail et une mise en commun, une feuille de route 2020-2027 concertée a été écrite et arrêtée.

Nous vous invitons à prendre connaissance de ce document stratégique par l'intermédiaire du présent écrit.

Cette feuille de route élaborée à partir du terrain, a pour ambition d'apporter un faisceau de réponses pour favoriser la sobriété et le changement de pratiques, sécuriser les besoins essentiels des différents usages en préservant l'environnement naturel et développer des dispositifs permettant de prévenir et d'anticiper l'avenir. Il est de notre devoir collectivement d'y apporter une suite, notamment en mettant en œuvre les actions mises en exergue et un comité de suivi que nous co-présiderons y veillera.

Aussi, nous souhaitons vous faire part de notre engagement total et nous souhaitons vous remercier pour le travail accompli au sein des groupes de travail et l'implication forte des pilotes d'actions et des partenaires associés pour la mise en œuvre de cette feuille de route.

Une voie est donc tracée. Il s'agit donc désormais de témoigner de notre capacité collective à transformer cette feuille de route en réalité concrète et opérationnelle sur les sept prochaines années avec le soutien de tous.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de notre considération très distinguée.

La Préfète,

La Présidente du Conseil départemental,

Valérie HATSCH

Sophie PANTEL

LES ENGAGEMENTS RESPECTIFS

PRÉFÈTE DE LA LOZÈRE

Liberté
Égalité
Fraternité

Mesdames, Messieurs,

La gestion de la ressource en eau est aujourd'hui un enjeu fondamental posé à nos sociétés. En raison des dérèglements climatiques, les situations de stress hydrique se font de plus en plus fréquentes. La Lozère est un département particulièrement touché du fait de ses spécificités géologiques et de la remontée de l'arc méditerranéen.

C'est pourquoi une concertation inédite, tant par son ampleur que par ses ambitions, a été engagée depuis 2018 dans le cadre des Assises de l'eau. Les travaux coordonnés de l'ensemble des acteurs de l'eau, réunis à l'initiative de l'État au niveau national et local, ont permis des avancées réelles pour assurer une gestion maîtrisée et durable de cette ressource essentielle.

En Lozère, ce sont ainsi 34 actions pertinentes qui ont été élaborées pour atteindre 3 objectifs : favoriser la sobriété et le changement des pratiques, sécuriser les besoins des usages, mais aussi prévenir et anticiper l'avenir. Je tiens à remercier ici toutes celles et tous ceux qui, par leur expertise et leur engagement, ont contribué à ce résultat.

La mise en œuvre concrète de ces actions implique aujourd'hui la mobilisation de tous les acteurs, notamment pour dresser un état des lieux précis de nos ressources et de nos besoins en eau actuels et futurs. C'est sur le fondement de cet inventaire que nous pourrons adapter notre gestion de l'eau dans le respect de l'environnement et engager efficacement les investissements nécessaires.

L'État s'investira pleinement pour faire de cette nouvelle étape un succès. Au niveau départemental, les services de l'État seront au rendez-vous, en lien direct avec les acteurs locaux. Au niveau national, l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), nouvellement créée, pourra mobiliser des moyens complémentaires à ceux de l'échelon local, notamment en matière d'ingénierie financière et technique.

Vous pouvez compter sur l'engagement total de l'État pour mettre en œuvre cette feuille de route 2020-2027 et conduire avec vous une politique de l'eau durable, dynamique et ambitieuse.

Valérie HATSCH
Préfète de la Lozère

Mesdames, Messieurs,

Après deux ans de travail collaboratif, d'échanges et de concertation avec l'ensemble des acteurs de l'eau, une feuille de route 2020-2027 co-construite a été arrêtée. Face aux périodes de sécheresse accrues et intenses, elle doit nous permettre de répondre collectivement aux problématiques identifiées et de plus en plus prégnantes.

La sobriété des usages et l'adaptation de nos pratiques vers des modèles durables sont primordiaux. La desserte des besoins essentiels tant pour l'alimentation en eau potable que pour les usages économiques tout en préservant l'environnement est également indispensable à la pérennité de nos activités et à l'attractivité de notre territoire. Aussi, au regard des enjeux éminents, le Département de la Lozère participera activement à la mise en œuvre de cette feuille de route et s'engage tout particulièrement.

Ainsi, nous prévoyons d'accentuer notre ingénierie technique, déjà présente au quotidien sur le territoire, dans le domaine de l'eau au profit des collectivités afin de favoriser la diminution des fuites dans les réseaux, de préserver et valoriser les ressources mobilisées. Dans la limite de nos capacités budgétaires et de nos compétences, nous soutiendrons les opérations d'investissement visant à diminuer les prélèvements de ressources en eau (renouvellement de réseaux, ...) et sécuriser la satisfaction des besoins en eau essentiels pour l'alimentation en eau (mise en œuvre du schéma départemental et accompagnement des projets structurants) et pour les besoins agricoles (points d'abreuvement et irrigation). D'autre part, nous accompagnerons les actions de promotion et de mise en œuvre des bonnes pratiques de gestion de l'eau.

Nous serons également à vos côtés pour la recherche des moyens financiers nécessaires auprès des différents partenaires (et notamment en ce qui concerne les fonds européens).

A travers cette démarche, mais aussi de manière transversale, le Département s'emploie à mettre en œuvre des politiques publiques pour répondre aux défis induits par le changement climatique et compte sur la mobilisation de tous.

Mme Sophie PANTEL
Présidente du Conseil départemental de la Lozère

lozère
LE DÉPARTEMENT

Lors des Assises de l'Eau, les différentes interventions et nos échanges ont permis de mettre en exergue :

→ **une prise de conscience collective** sur les conséquences du dérèglement climatique avec la nécessité d'économiser l'eau et de préserver nos ressources en eau ainsi que nos milieux aquatiques,

→ **un travail considérable engagé par les collectivités mais à poursuivre** pour la sécurisation de l'alimentation en eau potable tout en préservant les milieux aquatiques,

→ **un monde agricole à la recherche de solutions** dans ses pratiques actuelles pour une moindre dépendance à la ressource en eau.

Toutefois, cela s'avère insuffisant pour relever les défis annoncés.

En effet, le territoire lozérien est confronté à des sécheresses sévères de plus en plus récurrentes, d'intensité croissante et de plus en plus longues.

Aussi, **des problématiques persistent et apparaissent de plus en plus prégnantes face au changement climatique** en cours :

- une **tension forte sur la ressource en eau** induite notamment par une diminution de sa disponibilité,
- la **difficulté** pour les collectivités **d'assurer le renouvellement de leur patrimoine d'alimentation en eau potable** nécessaire à l'atteinte et au maintien de rendement de réseau acceptable et donc à la stabilisation voire la réduction des fuites dans les réseaux,
- une **centaine de réseaux d'eau potable qui ne peut assurer la desserte des besoins en eau** représentant un déficit de ressource en eau de l'ordre de 5 000 m³/j,
- un **abreuvement du cheptel dans les parcours non assuré par des ressources locales** induisant des difficultés majeures pour la profession agricole (transport d'eau) et un report éventuel de ces consommations sur les réseaux d'eau potable déjà en tension,
- une **production fourragère soumise aux aléas climatiques** et insuffisante en cas de sécheresse au regard des besoins des exploitations actuelles,
- des **prélèvements et/ou des stockages destinés à l'irrigation agricole faibles** mais dont le développement reste à étudier.

Différents leviers d'intervention ont été mis en avant lors de la première session. Considérant l'enjeu et la complexité du sujet, la définition d'une feuille de route pour rechercher un équilibre entre ressource et développement, ce qui supposera une étude préalable par bassin versant pour identifier les ressources et les besoins en eau potable et guider les politiques publiques ne pouvait être immédiate.

Son élaboration a nécessité une réflexion plus poussée, globale, prospective et collective conduite en partenariat avec l'ensemble des structures associées, au cours de l'année 2019, et ce par l'intermédiaire de quatre groupes de travail.

Les sujets majeurs approfondis en groupe de travail :

→ la **sobriété des usages** animé par l'Agence de l'Eau Adour Garonne et le Syndicat Mixte du bassin versant du Tarn amont,

→ la **performance des réseaux et la mobilisation de nouvelles ressources** pour l'alimentation en eau potable animé par l'Agence de l'Eau Adour Garonne et le Département,

→ l'**abreuvement du cheptel** animé par le Département et le COPAGE,

→ l'**irrigation agricole** animé par la Chambre d'Agriculture et la DDT.

Une démarche concertée pour l'élaboration d'une feuille de route :

GROUPES DE TRAVAIL

Un travail collaboratif

Un partage, une écoute des besoins et des enjeux exprimés par les différents acteurs présents

DEPARTEMENT
PREFECTURE
Agences de l'eau
REGION
DDT
Structures de gestion de bassins versants
ADM
ARS
SAFER
REEL
Chambres consulaires
PNC
PNR Aubrac
SDEE
Représentants des COLLECTIVITES
COPAGE
Représentants des AGRICULTEURS

CO-CONSTRUCTION de fiches actions

Mise en commun
Traitement des recoupements
Absence de contradiction

Proposition d'une organisation commune

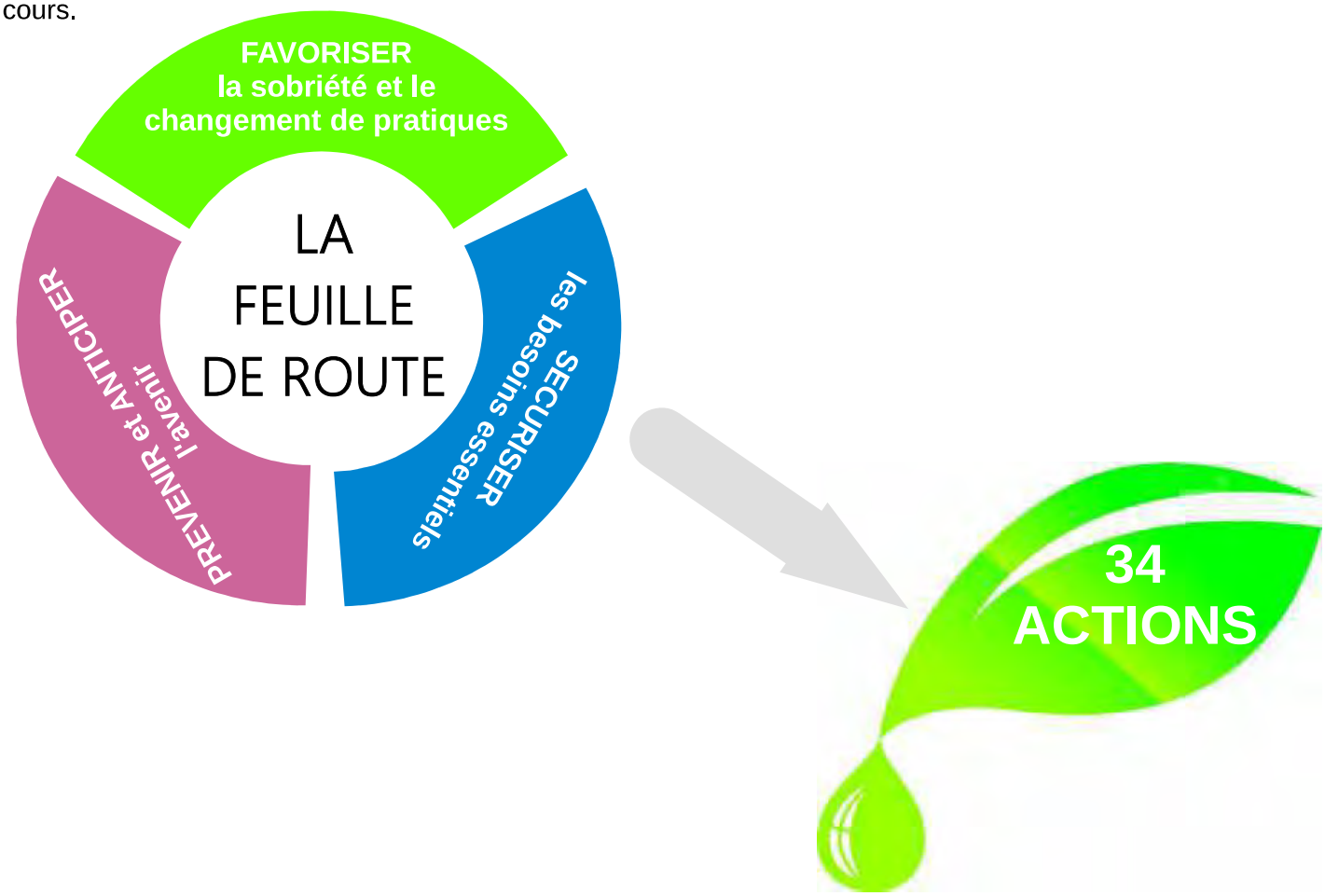
ANIMATEURS

LA FEUILLE DE ROUTE 2020-2027

La feuille de route 2020-2027 établie a pour objectif de guider les politiques publiques d'investissement en cours et à venir dans le domaine de la gestion quantitative de la ressource en eau pour faire face aux évolutions climatiques que nous subissons. Aussi, les maîtres mots sont les suivants : **sobriété des usages**, évolutions des usages pour une **moindre dépendance à la ressource en eau**, **sécurisation des besoins** en eau essentiels, **préservation de la ressource** en eau et des milieux humides, **partage** des ressources disponibles et **anticipation de l'avenir**.

Cette feuille de route 2020-2027 se décline en **TROIS AXES STRATEGIQUES** eux-mêmes déclinés en 7 enjeux et 17 objectifs spécifiques.

Les trois axes d'intervention identifiés ci-après s'avèrent intimement liés et une mise en action simultanée est indispensable à une connaissance des ressources et une desserte des besoins en eau actuels et futurs préservant notre environnement et prenant en considération le changement climatique en cours.



Un suivi de cette feuille de route est nécessaire pour s'assurer de la bonne mise en œuvre des actions mais aussi pour connaître et surmonter les difficultés rencontrées. Ce suivi permettra également la mise à jour d'actions suite à l'acquisition de données (notamment suite à l'approbation des programmes européens 2021 - 2027) et la prise en compte de nouvelles actions faisant suite à des problématiques et enjeux naissants.

Un comité de suivi sera donc chargé de faire vivre cette feuille de route et de rendre compte de son état d'avancement afin de veiller à l'atteinte des objectifs donnés. Piloté par la Préfecture de la Lozère et le Département, ce comité de suivi se réunira autant que cela s'avérera nécessaire et à minima tous les ans.

34 ACTIONS

La feuille de route 2020-2027 contient 34 actions. Pour chacune d'entre elles, un pilote et des partenaires ont été identifiés pour assurer leur mise en œuvre. Un objectif d'efficience sera recherché pour l'ensemble des actions de cette feuille de route.

Si la feuille de route a été élaborée dans le cadre d'un travail collaboratif, sa mise en œuvre doit être réalisée en poursuivant la démarche partenariale témoignant ainsi de l'enjeu du sujet traité et de la mobilisation de tous. Aussi, ce sont plus de 60 structures qui sont partie prenante pour la réalisation des actions retenues dont 14 pilotes d'actions tout particulièrement engagés et identifiés ci-après. Cela prouve que cette feuille de route résulte de la participation de tous les acteurs concernés et que la réussite de sa mise en œuvre demandera la mobilisation de tous ces acteurs.

***Plus de 60 structures** associées à la mise en œuvre des actions*

***14 pilotes** d'action*

Une mobilisation forte pour des résultats

FAVORISER LA SOBRIETE DES USAGES ET LE CHANGEMENT DE PRATIQUES

→ *Pour une sensibilisation et une communication auprès du grand public*

Sensibiliser aux bonnes pratiques

1 – Identifier les outils à mettre à disposition des acteurs de l'eau

2 – Réaliser des actions de promotion en faveur de la sobriété des usages domestiques auprès de tous les publics

3 – Inciter les collectivités à être exemplaires

Economiser l'eau de la distribution publique

4 – Inciter à la récupération et à la valorisation des eaux de pluie pour les usages domestiques

Faire connaître les usages agricoles de l'eau en Lozère

5 – Faire connaître au grand public les pratiques agricoles en matière d'irrigation

→ *Pour des réseaux d'eau potable performants*

Améliorer la gestion patrimoniale des réseaux d'eau

6 – Proposer une mutualisation des outils de gestion patrimoniale

7 – Mettre en place une assistance technique à la gestion patrimoniale des réseaux

8 – Proposer des formations aux exploitants de réseaux

Créer des conditions économiques favorables au renouvellement de réseaux

9 – Améliorer et augmenter l'accompagnement financier du Département pour mieux répondre aux enjeux

10 – Diffuser et vulgariser les modalités d'accompagnement de la Banque des Territoires

11 – Porter un AAP en faveur du renouvellement de réseaux permettant l'accès à des facilités bancaires

12 – Favoriser les commandes groupées à l'échelle des communautés de communes

13 – Réaliser des étude d'ingénierie financière à l'échelle de territoires organisés

→ *Pour des activités économiques adaptées à la ressource en eau disponible*

Intégrer la gestion de l'eau et la préservation de la ressource dans la formation agricole

14 – Former les prescripteurs

15 – Diffuser une information et sensibiliser les élèves, stagiaires, personnes en situation de primo-accueil et porteurs de projets

Définir le projet agricole en fonction de la disponibilité actuelle et future de la ressource en eau

16 – Transmettre la connaissance du cédant au repreneur d'une exploitation

17 – Réaliser des diagnostics « eau » des exploitations en adéquation avec la ressource disponible

18 – Acquérir des références techniques sur les pratiques de gestion de l'eau et accompagner pour la mise en place de solutions techniques face au changement climatique

Promouvoir les pratiques économes en eau auprès des entreprises

19 – Accompagner les entreprises vers la sobriété en eau des activités

20 – Mettre en place un plan d'économies d'eau au niveau des activités touristiques

SECURISER LA DESSERTE DES BESOINS ACTUELS EN EAU POUR LES USAGES ESSENTIELS TOUT EN PRESERVANT LE PATRIMOINE NATUREL

→ Pour une alimentation en eau potable sécurisée

Améliorer la gestion de crise

21 – Élaborer un plan départemental sur le tarissement des captages

Mobiliser les ressources en eau disponibles pour satisfaire les besoins essentiels

22 – Poursuivre la mise en œuvre du SDDAEP

23 – Accompagner les collectivités pour la mise ne œuvre des projets structurants de mobilisation de la ressource en eau

→ Pour des usages agricoles sécurisés et durables

Sécuriser la ressource sur les parcours

24 – Restaurer et mettre en place des points d'abreuvement sur les parcours

25 – Mettre place des systèmes collectifs d'apport d'eau aux parcelles à partir de ressources sécurisées

26 – Mettre en place un dispositif en faveur des échanges de parcelles pour favoriser l'accès à l'eau

Sécuriser la ressource en eau sur les nouveaux bâtiments

27 – Favoriser la mise en œuvre pour les nouveaux bâtiments de systèmes de récupération d'eau de pluie

Améliorer la connaissance sur les prélèvements agricoles actuels et potentiels pour l'irrigation

28 – Connaître et évaluer les prélèvements d'eau par gravité, puis adapter les pratiques le cas échéant

29 – Accompagner les irrigants sur les bassins dépourvus de gestion collective

DEVELOPPER DES OUTILS ET DISPOSITIFS PERMETTANT DE PREVENIR ET ANTICIPER L'AVENIR

→ Pour une préservation et une valorisation des ressources mobilisées pour l'AEP

Protéger les ressources en eau

30 – Poursuivre l'accompagnement des collectivités pour la protection des ressources

31 – Créer une cellule d'appui aux collectivités pour le respect des servitudes sur les périmètres de protection des ressources

Valoriser les ressources en eau

32 – Examiner les excédents valorisables et les possibilités d'interconnexion à partir des ressources stratégiques du département

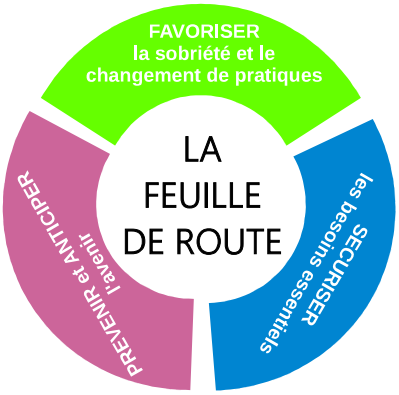
→ Pour une vision prospective et une gestion intégrée de l'eau

Optimiser l'utilisation et l'efficience des prélèvements d'eau actuels et potentiels

33 – Étudier le potentiel agricole du territoire

Étudier et partager à l'échelle de territoires pertinents

34 – Engager, partager ou décliner des réflexions ou des actions sur la gestion quantitative par bassin versant



FAVORISER la sobriété et le changement de pratiques

Le changement climatique est, désormais, une réalité que nous subissons depuis quelques années. Selon les experts scientifiques, les territoires en tête de bassin versant comme la Lozère seront très certainement les plus impactés au niveau de la disponibilité des ressources en eau en raison d'un climat méditerranéen qui va s'accentuer et d'une ressource en eau essentiellement superficielle.

Dans ces conditions, nous avons le devoir d'adapter nos pratiques en terme de consommation en eau afin que celles-ci soient les plus vertueuses possibles. Cette adaptation doit concerner les besoins domestiques et les besoins professionnels.

Ainsi, il est proposé d'accompagner nos concitoyens sur les bonnes pratiques, de soutenir nos collectivités locales gestionnaires de réseaux d'eau potable pour une diminution des fuites sur les réseaux et d'accompagner les usagers professionnels dont l'agriculture sur les pratiques vertueuses d'économie d'eau et sur la prise en compte de la gestion de l'eau dans le cadre de la formation initiale et du parcours d'installation.

Pour une sensibilisation et une communication auprès du grand public

Sensibiliser aux bonnes pratiques
1, 2, 3

Économiser l'eau de la distribution publique
4

Faire connaître les usages agricoles de l'eau
5

Pour des réseaux d'alimentation en eau potable performants

Améliorer la gestion patrimoniale
6, 7, 8

Créer des conditions économiques favorables au renouvellement de réseau
9, 10, 11, 12, 13

Pour des activités économiques adaptées à la ressource en eau disponible

Intégrer la gestion et la préservation de l'eau dans la formation et le conseil agricole
14, 15

Définir le projet agricole en fonction de la disponibilité de la ressource en eau
16, 17, 18

Promouvoir les pratiques économes auprès des entreprises
19, 20

Pour une sensibilisation et une communication auprès du grand public

OBJECTIF : SENSIBILISER AUX BONNES PRATIQUES

Contexte

En Lozère, la ressource en eau est mobilisée pour l'eau potable et pour les activités économiques, notamment l'agriculture. De plus, elle contribue à faire la richesse des milieux aquatiques du département, qui génèrent une multitude d'activités de pleine nature faisant vivre le territoire. Le grand public est de plus en plus sensible aux questions environnementales et il est important de lui confirmer que le maintien des activités humaines à long terme dépend de la préservation du fonctionnement naturel des écosystèmes.

Dans le domaine de l'eau, la préservation de la ressource passe aussi bien par des aménagements structurels au niveau des services publics ou des activités économiques que par la mobilisation du grand public, avec l'adoption de gestes quotidiens simples, le choix d'équipements hydro-économes dans les habitations, la sensibilisation des enfants, l'acceptation du changement …

Afin d'aider les acteurs de l'eau à développer des projets en ce sens, il est nécessaire d'identifier les outils existants ou à créer. Les actions de sensibilisation et de communication auprès du grand public peuvent être portées par différentes structures (associations, syndicats de bassin versant, etc.) et une coordination de ces démarches à l'échelle départementale est souhaitée. D'autre part, les collectivités territoriales et leurs groupements doivent s'engager pour montrer l'exemple et le faire savoir à leurs administrés.

ACTIONS	
1	Identifier les outils à mettre à disposition des acteurs de l'eau
2	Réaliser des actions de promotion en faveur de la sobriété des usages domestiques auprès de tous les publics
3	Inciter les collectivités à être exemplaires en matière de sobriété des usages

FAVORISER la sobriété et le changement de pratiques

ACTION 1

ENJEU	**Pour une sensibilisation et une communication auprès du grand public**
Objectif	*Sensibiliser aux bonnes pratiques*

Intitulé de l'action	**Identifier les outils à mettre à disposition des acteurs de l'eau**
Pilote	REEL / CPIE 48

CONTEXTE, ENJEUX ET OBJECTIFS

Chaque acteur de l'eau est susceptible de produire son propre outil de sensibilisation à la préservation de la ressource : pages de site internet, quizz, expositions, plaquettes, jeux, manifestations, etc. Les outils les plus efficaces méritent d'être valorisés et, dans la mesure du possible, adaptés à plusieurs territoires.
Il n'existe à ce jour aucun recensement de ces outils et supports existants.

Centraliser les différents outils de communication, les mutualiser et les mettre à disposition des acteurs du territoire serait une première étape importante pour initier la mise en réseau des structures et organismes travaillant sur les enjeux liés à la préservation des milieux aquatiques et la gestion des ressources en eau.

CONTENU DE L'ACTION ET MODALITES DE MISE EN OEUVRE

Recenser les outils de sensibilisation à la préservation de la ressource en eau existants dans diverses structures : syndicats de bassins versants / EPTB, parcs naturels régionaux, parc national, agences de l'eau, école des mines d'Alès, Irstea, associations d'éducation à l'environnement…

S'appuyer sur les syndicats de bassins versants / EPTB pour adapter voire créer (en cas de manque) la communication aux enjeux du territoire ; face au défi du changement climatique, privilégier les changements structurels travail à décliner de façon territorialisée sur les filières et les usages) aux mesures de mal adaptation.

Mettre à disposition les outils identifiés, permettre et organiser une diffusion efficace dans les territoires en s'appuyant sur les collectivités locales et les associations socio-culturelles.

ACTEURS PRINCIPALEMENT CONCERNES

Syndicats de bassin versant / EPTB / PNR Aubrac = relais locaux pour développer des opérations concourant aux économies d'eau et des actions de sensibilisation
Les associations environnementales (fédération de pêche, de chasse, Cen, Alepe, Copage…) pourront également s'approprier ces outils pour les diffuser dans le cadre d'opération et de campagne de sensibilisation, notamment auprès des publics scolaires et du grand public lors d'événements festifs ou thématiques.

RESULTATS ATTENDUS ET SUITES A ENVISAGER

Mobilisation citoyenne / diffusion d'information / structuration d'un réseau de relais de communication / appropriation des enjeux environnementaux par les élus locaux et les habitants

Amélioration des bonnes pratiques pour l'adaptation au changement climatique

Création d'un espace ressource d'outils de communication

PARTENAIRES

Partenaires techniques pré-identifiés :
CD 48
Syndicats de bassin versant / EPTB / PNR Aubrac

Partenaires financiers envisagés :
Agences de l'eau
CR Occitanie - CD 48

ELEMENTS FINANCIERS

Budget prévisionnel sur une année (à prévoir sur trois années)

Frais de coordination : 4 000 €
Mise en place de point relais d'information et mise à disposition des outils : 2 000 €
Veille informative et collecte de supports de communication : 2 000 €
Animation d'un réseau d'acteurs thématique départemental sur l'eau : 2 000 €

Total : 10 000 € / an

INDICATEUR DE SUIVI

- Nombre de point relais créé
- Outils de centralisation des ressources / prêt de matériel et support de communication
- Questionnaires / enquête et analyse des résultats sur une consultation informelle de la population autour des enjeux liés à la préservation et gestion de la ressource en eau

POINTS DE VIGILANCE

Lutter contre les mesures de mal-adaptation

CALENDRIER DE MISE EN OEUVRE

FAVORISER la sobriété et le changement de pratiques

ACTION 2

ENJEU	**Pour une sensibilisation et une communication auprès du grand public**
Objectif	*Sensibiliser aux bonnes pratiques*

Intitulé de l'action	**Réaliser des actions de promotion en faveur de la sobriété des usages domestiques auprès de tous les publics**
Pilote	REEL / CPIE 48

CONTEXTE, ENJEUX ET OBJECTIFS

Afin de promouvoir les économies d'eau auprès d'un grand nombre d'usagers, il est important de mobiliser différents leviers pour sensibiliser tous les citoyens : résidents permanents et secondaires, population touristique…
Plusieurs actions peuvent être lancées à l'échelle départementale ou plus locale.

Par exemple, le RÉEL a mis en place depuis quelques années le programme « En Lozère pour l'océan » consistant à réaliser plusieurs actions sur l'ensemble du département afin de sensibiliser les habitants aux enjeux locaux et globaux liés à la ressource et à la qualité de l'eau. L'intitulé de l'opération rappelle que, même au « pays des sources », la goutte d'eau qui tombe rejoint l'océan en passant par les rivières et emportant les éventuelles pollutions rencontrées.

Par la visibilité de certaines de ces actions, des personnes non sensibles à l'enjeu environnemental peuvent être interpellées et s'intéresser au sujet.
Cette opération permet également de favoriser l'implication des habitants autour d'animations collectives et d'actions locales et d'accompagner la réalisation de projets locaux ayant un impact mesurable sur la pollution de l'eau et la préservation quantitative de la ressource.

CONTENU DE L'ACTION ET MODALITES DE MISE EN OEUVRE

Diverses actions sont envisagées, par exemple :

- Mettre en place et animer un défi « Famille économe en eau » afin d'informer les particuliers sur les économies financières réalisées en s'équipant ou en changeant certaines pratiques (territoire du PNR Aubrac ? AAP départemental ?)

- Sensibiliser les particuliers sur l'esthétique des jardins secs en éditant/diffusant des supports de communication, en organisant des visites, etc. (en lien avec la fiche-action 3 « Inciter les collectivités à être exemplaires en matière de sobriété des usages »).

- Concevoir des supports de sensibilisation (expos, films…) et les mobiliser dans le cadre de manifestations dont le thème ne concerne pas l'environnement, la gestion de l'eau… (ex. : manifestations sportives) afin de ne pas toucher que des personnes déjà sensibles au sujet.

- Accompagner des groupes et initiatives citoyennes pour mettre en place des actions concrètes pour valoriser les rivières et les ressources en eau en y associant la population locale.

ACTEURS PRINCIPALEMENT CONCERNES

Grand public
Collectivités / Syndicats de bassin versant / EPTB / PNR Aubrac
Associations locales
Établissements scolaires

RESULTATS ATTENDUS ET SUITES A ENVISAGER

- Grand nombre de personnes touchées
- Actions mises en place par des citoyens ou associations sur leur territoire
- Dynamiques collectives pérennes à l'échelle d'une commune ou d'un hameau

PARTENAIRES

Partenaires techniques pré-identifiés :
GRAINE Occitanie
Syndicats de bassin versant / EPTB / PNR Aubrac
FDPPMA 48
Jardins nature 48
Foyers ruraux – Associations locales / culturelles / sportives

Partenaires financiers envisagés :
Agences de l'eau
CR Occitanie – CD 48

ELEMENTS FINANCIERS

Projet sur deux ans à hauteur de 45 000 €

INDICATEUR DE SUIVI

Nombre de plaquettes diffusées
Nombre de familles engagées dans le défi
Nombre de manifestations
Nombre de personnes associées à la démarche
Actions réalisées dans les communes

POINTS DE VIGILANCE

L'accompagnement des démarches citoyennes demande de réelles compétences en matière d'animation et de dialogue territorial. Les professionnels du CPIE ont été formés à ces compétences.

CALENDRIER DE MISE EN OEUVRE

FAVORISER la sobriété et le changement de pratiques

ACTION 3

ENJEU	**Pour une sensibilisation et une communication auprès du grand public**
Objectif	*Sensibiliser aux bonnes pratiques*

Intitulé de l'action	**Inciter les collectivités à être exemplaires en matière de sobriété des usages**
Pilote	Centre De Gestion

CONTEXTE, ENJEUX ET OBJECTIFS

Les pouvoirs publics ne peuvent être crédibles dans leur politique de sensibilisation des citoyens à économiser l'eau que s'ils participent eux-mêmes à l'effort collectif.
Les collectivités sont donc invitées à se mobiliser pour former leurs élus et agents aux bonnes pratiques et pour s'équiper en dispositifs hydroéconomes.

CONTENU DE L'ACTION ET MODALITES DE MISE EN OEUVRE

Organiser des formations sur la gestion économe de l'eau à destination des agents territoriaux, en particulier pour les agents de terrain ; réfléchir à une meilleure diffusion de l'information des restrictions des usages de l'eau au niveau de la population, en lien avec les agents de terrain.

Organiser des formations de sensibilisation aux enjeux de la gestion quantitative de l'eau à destination des élus (contexte du changement climatique).

Inciter et aider les collectivités à acquérir des équipements publics hydroéconomes adaptés, dans les bâtiments publics et à l'extérieur (espaces verts…), et à récupérer et utiliser les eaux de pluie (en lien avec la fiche-action 4 « Inciter à la récupération et à la valorisation des eaux de pluie pour les usages domestiques »).

ACTEURS PRINCIPALEMENT CONCERNES

Élus et agents des collectivités territoriales (communes, EPCI, syndicats mixtes, Département)
Services de l'État (sous réserve)

RESULTATS ATTENDUS ET SUITES A ENVISAGER

PARTENAIRES

Partenaires techniques pré-identifiés :
ADM 48
Syndicats de bassin versant / EPTB / PNR Aubrac
CNFPT

Partenaires financiers envisagés :
Agences de l'eau
CR Occitanie – CD 48

ELEMENTS FINANCIERS

INDICATEUR DE SUIVI

Nombre de collectivités engagées dans la démarche

POINTS DE VIGILANCE

Lutter contre les mesures de mal-adaptation (précautions sanitaires non respectées par exemple)

CALENDRIER DE MISE EN OEUVRE

Pour une sensibilisation et une communication auprès du grand public

OBJECTIF : ECONOMISER L'EAU DE LA DISTRIBUTION PUBLIQUE

Contexte

La préservation de la ressource en eau est indispensable pour en assurer tous les usages en Lozère (eau potable, agriculture, activités touristiques…) et maintenir un bon fonctionnement des milieux aquatiques qui font la richesse du département. Cela passe par diverses actions, notamment des aménagements structurels au niveau des services publics d'eau potable mais aussi des habitations et bâtiments publics et privés, par exemple en installant des équipements hydro-économes ou des systèmes permettant de récupérer et utiliser les eaux de pluie.

À l'échelle départementale, l'association Lozère Énergie est chargée de proposer, participer, coordonner ou piloter des démarches locales incitant les particuliers, collectivités ou professionnels à valoriser les eaux de pluie afin de ne pas utiliser l'eau de la distribution publique au moment où la ressource est la plus tendue (fin d'été notamment).

Ces opérations incluent une double dimension économique, devant être rentables pour l'investisseur sans déséquilibrer les services publics d'eau potable.

ACTIONS	
4	**Inciter à la récupération et à la valorisation des eaux de pluie pour les usages domestiques**

FAVORISER la sobriété et le changement de pratiques

ACTION 4

ENJEU	**Pour une sensibilisation et une communication auprès du grand public**
Objectif	*Économiser l'eau de la distribution publique*

Intitulé de l'action	**Inciter à la récupération et à la valorisation des eaux de pluie pour les usages domestiques**
Pilote	Lozère Énergie

CONTEXTE, ENJEUX ET OBJECTIFS

Dans le contexte du changement climatique et de raréfaction des ressources en eau, il est pertinent d'inciter à réserver l'eau potable aux usages domestiques « sanitaires » en utilisant d'autres ressources pour les usages « non sanitaires » branchés sur la distribution publique.
La récupération d'eau de pluie pour une utilisation spécifique suivant les secteurs et dans le respect des précautions sanitaires qui s'imposent (alimentation des toilettes, arrosage des jardins, remplissage des piscines dans le secteur résidentiel, nettoyage des voiries, arrosage des parcs pour les collectivités…) constitue ainsi une solution intéressante pour limiter le recours à l'eau potable du réseau public.

CONTENU DE L'ACTION ET MODALITES DE MISE EN OEUVRE

Il s'agit dans un premier temps de réaliser et de diffuser des fiches d'informations techniques sur les modalités de récupération et d'utilisation des eaux de pluie, en illustrant d'exemples concrets.

Une fiche pourra distinguer deux sous-parties :
- Usage résidentiel (particuliers) ;
- Usage tertiaire (collectivités).

Les fiches seront diffusées aux différents acteurs :
- Particuliers : au sein de l'Agence Lozère Énergie, lors des permanences effectuées sur le territoire (généralement en MSAP), par le biais des partenaires techniques ;
- Collectivités : contact direct avec les élus lorsque les collectivités sont adhérentes à l'Agence ; thématique abordée dans les diagnostics énergétiques sur les bâtiments tertiaires.

ACTEURS PRINCIPALEMENT CONCERNES

- Grand public, particuliers
- Collectivités (en lien avec la fiche-action 3 « Inciter les collectivités à être exemplaires en matière de sobriété des usages »)

RESULTATS ATTENDUS ET SUITES A ENVISAGER

L'objectif est d'entraîner la réalisation d'actions concrètes chez les particuliers et les collectivités. À la suite de la diffusion des fiches, un accompagnement technique pourrait être proposé aux maîtres d'ouvrages intéressés pour favoriser la mise en chantier. Pour les collectivités, la réalisation d'une journée de visite sur une installation exemplaire réalisée récemment pourrait également être bénéfique.

PARTENAIRES

Partenaires techniques pré-identifiés :
CCI 48 – CMA 48 – Capeb
Syndicats de bassin versant / EPTB / PNR Aubrac
CDG 48 – ADM 48

Partenaires financiers envisagés :
Agences de l'eau
CR Occitanie – CD 48

ELEMENTS FINANCIERS

INDICATEUR DE SUIVI

Étape 1 :
- Nombre de fiches diffusées
- Nombre de particuliers/collectivités demandant des explications complémentaires

Étape 2 :
- Nombre de particuliers/collectivités demandant un accompagnement technique pour entreprendre des travaux
- Nombre de particuliers/collectivités ayant réalisé des travaux

Étape 3 :
- Économies effectuées en eau potable (m^3)
- Investissement engagé (€ TTC)

POINTS DE VIGILANCE

Il faut veiller à attirer l'attention des personnes ou structures intéressées sur le cadre réglementaire de l'utilisation des eaux de pluie.

CALENDRIER DE MISE EN OEUVRE

Pour une sensibilisation et une communication auprès du grand public

OBJECTIF : FAIRE CONNAÎTRE LES USAGES AGRICOLES DE L'EAU

Contexte

Durant les groupes de travail préparant les actions issues des Assises de l'eau, il a été fait le constat que les outils de la gestion agricole de l'eau au niveau du département étaient largement méconnus. Ce manque de connaissances dans un contexte de raréfaction de la ressource et de restrictions plus fréquentes peut générer une mauvaise perception de l'irrigation agricole.

Pour lever les incompréhensions sur l'irrigation agricole, il est prévu de mettre en place une communication sous différents formats sur les pratiques agricoles notamment en période d'irrigation à destination du grand public.

ACTIONS	
5	**Faire connaître au grand public les pratiques agricoles en matière d'irrigation**

FAVORISER la sobriété et le changement de pratiques

ACTION 5

ENJEU	**Pour une sensibilisation et une communication auprès du grand public**
Objectif	*Faire connaître les usages agricoles de l'eau*

Intitulé de l'action	**Faire connaître au grand public les pratiques agricoles en matière d'irrigation**
Pilote	Chambre d'Agriculture

CONTEXTE, ENJEUX ET OBJECTIFS

Contexte :
Il est fait le constat d'une méconnaissance des outils de la gestion agricole de l'eau au niveau du département, ainsi d'une mauvaise perception de l'irrigation agricole.

Enjeux :
Informer le grand public sur les pratiques agricoles de gestion collective et les mettre en rapport avec le changement climatique, les notions d'autonomie et de garantie, au regard de l'enjeu de souveraineté alimentaire.
Valoriser les filières.
Rappeler le principe de gestion équilibrée et durable de la ressource en prenant en compte les adaptations nécessaires au changement climatique.

Objectifs :
Lever les incompréhensions sur l'irrigation agricole accentuées dans un contexte de changement climatique.

CONTENU DE L'ACTION ET MODALITES DE MISE EN OEUVRE

Communication sous différents formats (presse écrite grand public, réseaux sociaux, …) sur les pratiques agricoles, notamment en période d'irrigation. Les informations communiquées devront également aborder les questions de la nécessité de l'autonomie des exploitations, du changement climatique, du lien à la biodiversité et autres effets des pratiques d'irrigation.

ACTEURS PRINCIPALEMENT CONCERNES

Grand public, irrigants, Chambre d'Agriculture Lozère, COPAGE, syndicats mixtes

RESULTATS ATTENDUS ET SUITES A ENVISAGER

Meilleure connaissance et compréhension de la gestion de l'eau à usage d'irrigation en Lozère

PARTENAIRES

Partenaires techniques pré-identifiés : REEL-CPIE, syndicats mixtes, collectivités, association des maires.

Partenaires financiers envisagés : Département Lozère, Région Occitanie, 3 Agences de l'Eau (AEAG, AERMC, AELB), ADEME, État, Europe.

ELEMENTS FINANCIERS

INDICATEUR DE SUIVI

POINTS DE VIGILANCE

CALENDRIER DE MISE EN OEUVRE

Pour des réseaux d'alimentation en eau potable performants

OBJECTIF : AMELIORER LA GESTION PATRIMONIALE

Contexte

Sur le territoire lozérien, les entités gestionnaires de l'alimentation en eau potable ont à leur charge un patrimoine très conséquent avec peu de moyens techniques et financiers dédiés. Ce patrimoine, dont les réseaux d'origine datent des années 60 à 80, est vieillissant. Le rendement de réseau est alors évalué à 71,6 % à l'échelle du département, et nous pouvons craindre une hausse importante des pertes dans les réseaux dans les années à venir.

Dans un contexte d'une ressource en eau déjà contrainte et limitée, la performance des réseaux d'eau potable s'avère indispensable à la satisfaction des usages et à la préservation des milieux.

Pour atteindre un niveau de performance supérieur, il est nécessaire d'améliorer la gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable. En effet, seulement la moitié des entités gestionnaires possède des descriptifs détaillés des réseaux avec procédure de mise à jour, les outils de suivi sont insuffisants et très peu ont défini un plan d'actions permettant le maintien et/ou l'atteinte des objectifs de rendement.

Dans ces circonstances, il est proposé d'agir pour favoriser la mise en place d'outils de gestion patrimoniale et d'accompagner les collectivités pour le mise en place d'une gestion patrimoniale des réseaux.

ACTIONS	
6	Proposer une mutualisation des outils de gestion patrimoniale
7	Mettre en place une assistance technique à la gestion patrimoniale et performante des réseaux
8	Proposer des formations aux exploitants de réseaux et animer une charte qualité

FAVORISER la sobriété et le changement de pratiques

ACTION 6

ENJEU	Pour des réseaux d'eau potable performants
Objectif	*Améliorer la gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable*

Intitulé de l'action	Proposer une mutualisation des outils de gestion patrimoniale
Pilote	SDEE

CONTEXTE, ENJEUX ET OBJECTIFS

Depuis quelques années, le SDEE de la Lozère a mis en place des outils de gestion patrimoniale. Il les valorise auprès des collectivités, qui le souhaitent, dans le cadre d'une prestation de services. Il s'agit là d'un moyen de mutualisation de ces outils à une échelle supra-communale voire supra-communautaire.

CONTENU DE L'ACTION ET MODALITES DE MISE EN OEUVRE

Le SDEE réalise et met à jour des plans de réseaux pour le compte de collectivités. La localisation des réseaux est réalisée par un relevé des ouvrages affleurant à l'aide d'un GPS de précision décimétrique. A ce jour, le SDEE assure cette prestation sur le territoire de 65 communes ou communes déléguées. En 2019, le SDEE a mis en œuvre un outil de cartographie en ligne permettant aux collectivités une visualisation sur cadastre et photo aérienne. La prestation du SDEE comprend la mise à jour des plans.

D'autre part, le SDEE pose des outils de télégestion à la demande de collectivités. Afin d'assurer des meilleures modalités de visualisation et un moindre coût de fonctionnement pour les collectivités, le SDEE propose une centralisation de l'ensemble des informations avec un logiciel de supervision et avec possibilité de consultation en ligne. Les collectivités gestionnaires, et le SDEE dans le cadre de ses prestations peuvent utiliser les données issues de cet outil pour effectuer notamment la recherche de fuites, et l'évaluation en continu des rendements. Toutefois, le SDEE n'assure pas de surveillance régulière et, d'interprétation annuelle des données collectées.

ACTEURS PRINCIPALEMENT CONCERNES

Collectivités gestionnaires d'alimentation en eau potable

RESULTATS ATTENDUS ET SUITES A ENVISAGER

Mutualiser les outils de gestion patrimoniale (et notamment des outils nécessitant une compétence technique particulière) pour une plus grande accessibilité auprès des collectivités actuelles aux moyens peu importants

PARTENAIRES

Collectivités gestionnaires d'alimentation en eau potable, ayant souscrit à cette prestation

Département de la Lozère – SATEP : partenaire technique dans le cadre de sa missions d'assistance technique auprès des collectivités bénéficiaires

ELEMENTS FINANCIERS

Équipements principaux déjà réalisés
Augmentation du parc de télégestion au frais des collectivités concernées, modalités d'accompagnement financier à évaluer et éventuellement à améliorer

INDICATEUR DE SUIVI

Nombre de plans de réseaux
Nombre de compteurs télégérés

POINTS DE VIGILANCE

RAS

CALENDRIER DE MISE EN OEUVRE

Action déjà mise en place
Action à valoriser et à poursuivre

FAVORISER la sobriété et le changement de pratiques

ACTION 7

ENJEU	Pour des réseaux d'eau potable performants
Objectif	*Améliorer la gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable*

Intitulé de l'action	Mettre en place une assistance technique à la gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable
Pilote	Département de la Lozère – SATEP

CONTEXTE, ENJEUX ET OBJECTIFS

Dans le décret n°2019-589 du 14 juin 2019, le champ d'intervention de l'assistance technique mise à disposition par le Département pour aider les communes et les établissements publics a été élargi à la « définition des mesures de gestion quantitative des ressources en eau potable et de gestion patrimoniale et performante des réseaux d'eau potable ».
Il appartient donc au Département de la Lozère de proposer une nouvelle mission d'assistance technique à la gestion patrimoniale et performante des réseaux d'eau potable qui réponde aux attentes des collectivités éligibles et qui s'inscrive en cohérence dans l'offre globale déjà proposée aux collectivités.

CONTENU DE L'ACTION ET MODALITES DE MISE EN OEUVRE

En première approche, l'assistance technique départementale en matière de gestion patrimoniale devra comprendre les actions suivantes :

- proposer un outil de visualisation des plans de réseaux aux collectivités gestionnaires d'eau qui puisse être valorisé par l'ensemble des collectivités (en lien avec la réflexion en cours du devenir de SCINPAT)
- former et accompagner les exploitants de réseaux à la mise à jours des plans de réseaux et au recueil des interventions réalisées
- analyser les données issues des outils de suivi de la performance des réseaux (outils de télégestion, relevés de compteur fournis)
- définir et formaliser un plan d'actions permettant le maintien et/ou l'atteinte des objectifs de rendement tant sur l'exploitation que sur les investissements à réaliser
- accompagner à la mise en œuvre des plans d'actions (appui technique et ingénierie financière).

ACTEURS PRINCIPALEMENT CONCERNES

Collectivités éligibles à l'assistance technique selon les conditions définies à l'article L.3232-1 du CGCT.

RESULTATS ATTENDUS ET SUITES A ENVISAGER

Mettre en place une assistance technique à la gestion patrimoniale et performante des réseaux d'eau potable
Mettre en œuvre / Partager d'un outil de visualisation et mise à jour des plans de réseaux
Améliorer la connaissance de l'état des réseaux d'eau potable par l'évaluation annuelle des données fournies par les outils de gestion
Définir des plans d'actions à l'échelle des entités gestionnaires d'eau potable

PARTENAIRES

Collectivités bénéficiaires de l'assistance technique et participant au financement de la mission

Agences de l'Eau, partenaires techniques et financiers

DDT, ARS, partenaires techniques

ELEMENTS FINANCIERS

A définir

INDICATEUR DE SUIVI

Mise en place de la mission
Nombre d'entités gestionnaires ayant souscrit à cette mission
Nombre de descriptif détaillé des réseaux
Nombre de plans d'actions produits

POINTS DE VIGILANCE

RAS

CALENDRIER DE MISE EN OEUVRE

Septembre 2020 : proposition de la mission d'assistance technique envisagée lors du comité de gestion du SATEP puis présentation aux collectivités éligibles
Octobre – Novembre 2020 : réalisation de la mission sur quelques collectivités tests
Janvier 2021 : mise en œuvre de la mission
→ réalisation de la mission dans la durée

FAVORISER la sobriété et le changement de pratiques

ACTION 8

ENJEU	Pour des réseaux d'eau potable performants
Objectif	*Améliorer la gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable*

Intitulé de l'action	Proposer des formations aux exploitants et animer une charte qualité
Pilote	Département de la Lozère – SATEP

CONTEXTE, ENJEUX ET OBJECTIFS

Une amélioration de la performance des réseaux ne peut être envisagée sans la mise en place de moyens humains principalement dédiés à la gestion du service eau potable et une montée en compétences du personnel technique et administratif.
Les exploitants de réseaux doivent avoir pleinement conscience des enjeux de la gestion patrimoniale des réseaux afin de mettre en place des procédures et/ou charte pour une exploitation de qualité et des investissements sur les réseaux pertinents et correctement réalisés.

CONTENU DE L'ACTION ET MODALITES DE MISE EN OEUVRE

Une professionnalisation des exploitants de réseaux et du personnel administratif est indispensable à l'amélioration globale du service eau potable et à l'amélioration de la gestion patrimoniale en particulier.
Ce besoin de formation sera accru avec la création en cours et à venir de services communautaires.
Dans ces circonstances, des formations pourraient être organisées à l'échelle départementale. Elles permettraient de mettre en évidence l'intérêt et la nécessité d'une gestion patrimoniale. Des formations spécifiques et concrètes pourraient également être organisées (exemple : gestion de la pression sur un réseau d'eau potable et maintenance des ouvrages de régulation, …)

En cas de régularité dans l'organisation, ces formations seraient également un lieu d'échanges, de partage de connaissance et de retours d'expériences (création d'un réseau d'exploitants).
Aussi, ce groupe d'échanges pourra également animer une charte de qualité de pose de réseaux dans le domaine de l'eau potable. La charte ne se substitue pas aux textes réglementaires et autres référentiels en vigueur. Elle a pour objectif de définir les principes de bonnes pratiques et de gérer les interfaces entre chaque acteur (des études à la mise en service) afin de s'assurer notamment du bon dimensionnement des réseaux à venir et de conditions de pose appropriées. Elle permet ainsi de faciliter l'exploitation à venir et d'augmenter la durée de vie des investissements.
Des chartes qualité existent déjà et pourront être valorisées (notamment la charte qualité des réseaux d'eau potable développée par l'ASTEE et reprise par l'Agence de l'Eau RMC comme critère d'éligibilité).
Il s'agira alors d'adapter, d'expliciter et de valoriser cette charte au niveau local auprès des entités gestionnaires d'eau potable mais aussi des bureaux d'études et des entreprises intervenant principalement sur le territoire lozérien.
Au-delà de la charte qualité des réseaux d'eau potable, cette action pourrait être étendue au référencement de bonnes pratiques et à l'établissement de modèles appropriés de rendu (diagnostic de réseaux, définition de performance de réseaux, plans d'actions pour le maintien et/ou l'atteinte des objectifs de rendement).

ACTEURS PRINCIPALEMENT CONCERNES

Agents techniques et administratifs des collectivités gestionnaires d'alimentation en eau potable

RESULTATS ATTENDUS ET SUITES A ENVISAGER

Améliorer la prise en compte de la performance des réseaux dans l'exploitation des services
Montée en compétences du personnel assurant la gestion du service eau potable

PARTENAIRES

CDG, CNFPT

ASTEE

ADM

DDT, ARS

Bureaux d'études, Entreprises de travaux publics

ELEMENTS FINANCIERS

A définir

INDICATEUR DE SUIVI

Nombre de sessions de formation inscrites
Nombre de collectivités représentées lors des sessions

POINTS DE VIGILANCE

RAS

CALENDRIER DE MISE EN OEUVRE

Fin 2020 : Définition d'un plan de formation sur une durée de deux ans
Début 2021 : présentation de ce plan de formation aux collectivités, inscriptions
2021 – 2022 : organisation des sessions de formation qualifiantes et de réunions d'information
Début 2023 : analyse des retours des collectivités
→ En fonction des retours des collectivités, cette action pourra être poursuivie voire étendue à d'autres domaines de l'alimentation en eau potable

Pour des réseaux d'alimentation en eau potable performants

OBJECTIF : CREER DES CONDITIONS ECONOMIQUES FAVORABLES AU RENOUVELLEMENT DE RESEAU

Contexte

Sur le territoire lozérien, les entités gestionnaires de l'alimentation en eau potable ont à leur charge un patrimoine très conséquent avec peu de moyens techniques et financiers dédiés. Ce patrimoine, dont les réseaux d'origine datent des années 60 à 80, est vieillissant. Le rendement de réseau est alors évalué à 71,6 % à l'échelle du département, et nous pouvons craindre une hausse importante des pertes dans les réseaux dans les années à venir.

Dans un contexte d'une ressource en eau déjà contrainte et limitée, la performance des réseaux d'eau potable s'avère indispensable à la satisfaction des usages et à la préservation des milieux.

Face à ce vieillissement du patrimoine, les collectivités vont se trouver face à un besoin important en matière de renouvellement de réseau et des moyens financiers contraints.

Ainsi, nous devons trouver et mettre en œuvre des mécanismes financiers (tarification du service, subventions, facilités bancaires) pour permettre un renouvellement de réseau dans des conditions économiques acceptables pour les collectivités gestionnaires. D'autre part, il est également nécessaire de faciliter la mise en œuvre de ce renouvellement comme pour toutes autres opérations par la mise en place d'une mutualisation de moyens, de groupements de commande et par la réalisation d'analyse et d'ingénierie financière.

ACTIONS	
9	Améliorer et augmenter l'accompagnement financier du Département pour mieux répondre aux enjeux
10	Diffuser et vulgariser les modalités d'accompagnement de la Banque des Territoires en matière d'alimentation en eau potable
11	Porter un appel à projets en faveur du renouvellement de réseau permettant l'accès à des facilités bancaires
12	Favoriser des commandes groupées à l'échelle des communautés de communes
13	Réaliser des études d'ingénierie financière à l'échelle de territoires organisés

FAVORISER la sobriété et le changement de pratiques

ACTION 9

ENJEU	Pour des réseaux d'eau potable performants
Objectif	*Créer des conditions économiques favorables au renouvellement de réseau*

Intitulé de l'action	Améliorer et augmenter l'accompagnement financier du Département pour mieux répondre aux enjeux
Pilote	Conseil Départemental

CONTEXTE, ENJEUX ET OBJECTIFS

Sur le territoire lozérien, les entités gestionnaires de l'alimentation en eau potable ont à leur charge un patrimoine très conséquent avec peu de moyens techniques et financiers dédiés. Ce patrimoine, dont les réseaux d'origine datent des années 60 à 80, est vieillissant. Le rendement de réseau est alors évalué à 71,6 % à l'échelle du département, et nous pouvons craindre une hausse importante des pertes dans les réseaux dans les années à venir.
Dans un contexte d'une ressource en eau déjà contrainte et limitée, la performance des réseaux d'eau potable s'avère indispensable à la satisfaction des usages et à la préservation des milieux.
Face à ce vieillissement du patrimoine, les collectivités vont se trouver face à un besoin important en matière de renouvellement de réseau et des moyens financiers contraints.

Le Département de la Lozère accompagne au titre de la solidarité territoriale, et ce dans le cadre des contrats territoriaux, les opérations de renouvellement de réseaux. Toutefois, cet accompagnement est limité aux opérations de renouvellement de réseaux dans le cadre d'un rendement inférieur aux objectifs réglementaires ou d'un déficit de ressources en eau pouvant être rétabli.
Dans le cadre du diagnostic, ces critères de financement se sont révélés incompris par les collectivités (« accompagnement des mauvais élèves »).
D'autre part, les besoins des collectivités en matière d'accompagnement financier au renouvellement de réseau s'avèrent croissants.
Dans ces circonstances, et à la lumière des avis recueillis dans le cadre de la démarche des assises de l'eau, le Conseil départemental propose de revoir ses conditions d'accompagnement financier avec pour double objectif : améliorer l'efficacité des investissements et créer les conditions économiques favorables au renouvellement de réseau.

CONTENU DE L'ACTION ET MODALITES DE MISE EN OEUVRE

Les conditions et règles d'attribution des aides départementales auprès des collectivités sont fixées jusqu'à la fin des contrats territoriaux en cours soit fin 2021. De nouvelles règles devront alors être définies. Toutefois, ce délai permettra aux collectivités de définir leur plan d'action avec l'appui su SATEP et ce dans le cadre de l'assistance technique.
Un travail collaboratif pourra être mise en œuvre avec les autres financeurs potentiels (Agences de l'eau et Etat) afin de privilégier une synergie des financements. Toutefois, il appartiendra au Conseil Départemental d'arrêter les futurs règlements d'aides mi-2021.

En première approche, l'accompagnement suivant pourrait être envisagé :

- maintien de l'accompagnement du renouvellement d'opportunité dans le cadre de l'enveloppe territoriale des contrats territoriaux (taux maximum de 30%)
- création d'un appel à projet annuel et reproductible chaque année du contrat pour l'accompagnement financier du renouvellement de réseau issu et recommandé suite à la gestion patrimoniale. Sur une enveloppe dédiée à l'échelle départementale, l'accompagnement du renouvellement de réseau justifié sera ainsi facilité. Un taux maximum d'intervention à 50 % (fonction du prix du service) pourrait être privilégié afin de valoriser la gestion patrimoniale effectuée et l'enjeu d'un renouvellement priorisé. Le montant de l'enveloppe reste à définir et pourra dépendre des politiques publiques mises en œuvre par les autres financeurs.

ACTEURS PRINCIPALEMENT CONCERNES

Collectivités gestionnaires d'eau potable

RESULTATS ATTENDUS ET SUITES A ENVISAGER

Augmenter le linéaire de réseau renouvelé annuellement
Encourager la mise en place d'une gestion patrimoniale adéquate
Favoriser le renouvellement de réseaux selon une priorisation définie à partie d'une gestion patrimoniale
Poursuivre l'accompagnement du renouvellement de réseau d'opportunité mais dans une moindre mesure

PARTENAIRES

ELEMENTS FINANCIERS

A définir

INDICATEUR DE SUIVI

Mise en place de nouveaux règlements d'aides
Linéaire de réseau renouvelé annuellement
Montant annuel global de subvention accordée au renouvellement de réseau
Répartition entre le renouvellement d'opportunité et le renouvellement priorisé réalisés

POINTS DE VIGILANCE

RAS

CALENDRIER DE MISE EN OEUVRE

A mettre en œuvre lors de la prochaine période de contractualisation des aides départementales (qui sera en vigueur à compter 2022)

FAVORISER la sobriété et le changement de pratiques

ACTION 10

ENJEU	Pour des réseaux d'eau potable performants
Objectif	*Créer des conditions économiques favorables au renouvellement de réseau*

Intitulé de l'action	Diffuser et vulgariser les modalités d'accompagnement de la Banque des Territoires en matière d'alimentation en eau potable
Pilote	Banque des Territoires

CONTEXTE, ENJEUX ET OBJECTIFS

Face au vieillissement du patrimoine et au défi du renouvellement de réseaux nécessaire à la maîtrise des prélèvements, et suite aux conclusions des Assises Nationales de l'Eau, la Banque des Territoires a décidé de développer des offres pour soutenir les investissements des collectivités compétentes en matière d'eau potable. Son appui intervient donc par l'intermédiaire d'offres de financement d'une part et d'une offre en matière d'ingénierie mobilisable à l'échelle de territoires pertinents d'autre part.

CONTENU DE L'ACTION ET MODALITES DE MISE EN OEUVRE

Suite aux assises nationales, les collectivités peuvent bénéficier de l'offre « Aqua Prêt » de la Banque des Territoires. Cette offre doit faciliter la relance de l'investissement et favoriser l'accélération du renouvellement des réseaux d'eau. Aussi, les caractéristiques financières de l'offre prévoient un taux du Livret A + 0,75 % pour des durées d'emprunt longues jusqu'à 40 ans (voire 60 ans sur justificatif) soit un taux fixe jusqu'à 50 % du montant d'investissement du projet sur une durée de 15, 20 ou 25 ans.
Ses offres financières sont conditionnées à la qualité de la gestion patrimoniale de la collectivité concernée, à la qualité des réalisations et au partage des données pour une meilleure connaissance du réseau.

Au-delà de ces offres financières, la Banque des Territoires propose aux collectivités un accompagnement en matière d'ingénierie selon les modalités suivantes :

- un accompagnement en ingénierie territoriale sur la phase amont des investissements (stratégie territoriale en matière de transition écologique et énergétique, développement rural diagnostic de réseaux, gestion patrimoniale)
- un accompagnement en méthodologie de travail pas le service Territoires Conseils.

Afin de favoriser le renouvellement de réseau, les offres bancaires mais aussi les offres en matière d'ingénierie devront être présentées et explicitées auprès des collectivités gestionnaires d'eau potable. A cette fin, des présentations seront organisées auprès des élus lozériens (et ce notamment suite aux élections municipales). Outre la description de l'appel à projet, il serait opportun :

- de mettre en exergue les conditions d'éligibilité à l'appel à projet et de présenter la nécessaire amélioration de la gestion patrimoniale pour y prétendre
- d'illustrer, par des cas concrets, de l'intérêt financier de l'appel à projet pour les collectivités
- d'étudier la pertinence de cette offre financière dans le cadre des études d'ingénierie financière à l'échelle de territoires organisés.

ACTEURS PRINCIPALEMENT CONCERNES

Collectivités compétentes en eau potable

RESULTATS ATTENDUS ET SUITES A ENVISAGER

Augmenter le linéaire de réseau renouvelé annuellement
Encourager la mise en place d'une gestion patrimoniale adéquate
Favoriser le renouvellement de réseaux selon une priorisation définie à partie d'une gestion patrimoniale
Améliorer le rendement des réseaux

PARTENAIRES

ARS, CD, DDT et Préfecture, partenaires techniques

ELEMENTS FINANCIERS

Aqua prêt : 2 Mds € sur la période 2019 – 2022 à l'échelle nationale

INDICATEUR DE SUIVI

Nombre de réunions de présentation effectuées
Mobilisation du service ingénierie de la Banque des Territoires
Nombre de financements étudiés de projets via les offres financières de la Banque des Territoires
Linéaire de canalisations renouvelées dans le cadre de ces offres financières

POINTS DE VIGILANCE

CALENDRIER DE MISE EN OEUVRE

Des présentations à prévoir dès mi-2020

FAVORISER la sobriété et le changement de pratiques

ACTION 11

ENJEU	Pour des réseaux d'eau potable performants
Objectif	*Créer des conditions économiques favorables au renouvellement de réseau*

Intitulé de l'action	Porter un AAP en faveur du renouvellement du réseau permettant l'accès à des facilités bancaires
Pilote	Agence de l'eau Adour Garonne

CONTEXTE, ENJEUX ET OBJECTIFS

Face au vieillissement du patrimoine et au défi du renouvellement de réseaux nécessaire à la maîtrise des prélèvements, l'agence de l'eau Adour Garonne et la Banque des Territoires ont décidé dans le cadre de partenariat de lancer un appel à projet destiné à faciliter l'accès des collectivités à des financements. Cette offre de financement innovante a été imaginée à l'issue des Assises nationales de l'eau.

CONTENU DE L'ACTION ET MODALITES DE MISE EN OEUVRE

Sur la durée de son 11ème programme d'intervention, l'agence de l'eau Adour Garonne a lancé un appel à projet afin de favoriser le renouvellement des réseaux d'eau potable.

Ainsi, pour accompagner les collectivités et leur permettre de renforcer leurs capacités d'autofinancement, la Caisse des Dépôts et des Consignations via la Banque des Territoires et l'agence de l'eau Adour Garonne proposent une offre financière conjointe. Celle-ci combine :

- un emprunt de longue durée (de 25 à 60 ans) au taux du livret A + 0,75 % : offre aqua prêt,
- une prise en charge des intérêts de la dette sur les dix premières années et dans la limite de 350 000 €.

Ces modalités permettent à la collectivité d'augmenter progressivement le prix de l'eau afin de rembourser l'emprunt mais aussi de restaurer une capacité d'autofinancement satisfaisante, lui permettant d'assumer seule d'autres investissements nécessaires.

Afin de favoriser le renouvellement de réseau, cet appel à projet devra être promu auprès des collectivités gestionnaires d'eau potable. A cette fin, cet appel à projet pourra faire l'objet de présentations auprès des élus lozériens (et ce notamment suite aux élections municipales). Outre la description de l'appel à projet, il serait opportun :

- de mettre en exergue les conditions d'éligibilité à l'appel à projet et de présenter la nécessaire amélioration de la gestion patrimoniale pour y prétendre
- d'illustrer, par des cas concrets, de l'intérêt financier de l'appel à projet pour les collectivités
- d'étudier la pertinence de cette offre financière dans le cadre des études d'ingénierie financière à l'échelle de territoires organisés.

ACTEURS PRINCIPALEMENT CONCERNES

Collectivités du bassin Adour-Garonne compétentes en eau potable

RESULTATS ATTENDUS ET SUITES A ENVISAGER

Augmenter le linéaire de réseau renouvelé annuellement
Encourager la mise en place d'une gestion patrimoniale adéquate
Favoriser le renouvellement de réseaux selon une priorisation définie à partie d'une gestion patrimoniale
Améliorer le rendement des réseaux

PARTENAIRES

Banque des Territoires, partenaire technique et financier

ARS, CD, DDT et Préfecture, partenaires techniques

ELEMENTS FINANCIERS

Aqua prêt : 2 Mds € sur la période 2019 – 2022 à l'échelle nationale
Dotation de l'agence de l'eau Adour Garonne de 5 M€ pour l'année 2020 sur l'ensemble du bassin

INDICATEUR DE SUIVI

Nombre de réunions de présentation effectuées
Nombre de financements étudiés de projets via cette offre financière
Nombre de projets déposés à l'appel à projet
Nombre de projets retenus à l'appel à projet
Linéaire de canalisations renouvelées dans le cadre de cette offre financière

POINTS DE VIGILANCE

CALENDRIER DE MISE EN OEUVRE

AAP à projet déjà initiée
Des présentations à prévoir dès mi-2020

FAVORISER la sobriété et le changement de pratiques

ACTION 12

ENJEU	Pour des réseaux d'eau potable performants
Objectif	*Créer des conditions économiques favorables au renouvellement de réseau*

Intitulé de l'action	Favoriser des commandes groupées à l'échelle des communautés de communes
Pilote	Département de la Lozère

CONTEXTE, ENJEUX ET OBJECTIFS

Dans le cadre du diagnostic, il a été mis en évidence qu'une mutualisation des services actuels de gestion de l'eau potable était nécessaire à la mise en commun de moyens techniques et financiers et indispensable à l'émergence, la faisabilité et la réalisation d'un programme pluriannuel de renouvellement de réseau.
Cependant, le transfert de la compétence eau potable est retardé sur une partie du territoire en raison de l'expression d'une minorité de blocage par les communes. Aussi, il semble opportun de mettre en place des solutions temporaires pour faciliter le renouvellement de réseaux d'eau potable.
Dans ces circonstances, il pourrait être proposé de procéder à des groupements de commande en matière de renouvellement de réseaux à l'échelle des communautés de communes. Cela aurait pour avantage de constituer des marchés plus conséquents et de bénéficier de prix unitaires plus intéressants. L'implication de la communauté de communes, future gestionnaire du service, serait également bénéfique pour valoriser ces moyens humains au profit des communes d'une part et faciliter le transfert de compétences à venir d'autre part.

CONTENU DE L'ACTION ET MODALITES DE MISE EN OEUVRE

Dans le cadre de sa mission d'assistance technique à la gestion patrimoniale, le SATEP du Département appuie les collectivités gestionnaires d'eau potable à la définition et à la mise en œuvre de leur plan d'actions issus de la gestion patrimoniale.
Aussi, sur la base des actions de renouvellement de réseaux prévues à même échéance et avec l'appui administratif et technique du SATEP, un marché unique de maîtrise d'œuvre pourrait être attribué par la communauté de communes en cas d'implication de sa part, ou à défaut par un groupement de commande formé des collectivités concernées.
Sur la base des études projet réalisées, et après constitution du groupement de commande, une unique consultation des entreprises serait réalisée. Chaque collectivité serait ensuite signataire de son marché.

Cette action propre au renouvellement de réseau peut également être élargie à l'ensemble de la gestion patrimoniale du réseau d'eau potable. Des groupements de commandes multiples pourraient être envisagés : achat de fournitures (compteurs abonnés, compteurs généraux, appareils de régulation, …), travaux d'entretien, travaux de réhabilitation spécifique (cuve des réservoirs, …).

ACTEURS PRINCIPALEMENT CONCERNES

Collectivités gestionnaires d'eau potable
Communautés de communes

RESULTATS ATTENDUS ET SUITES A ENVISAGER

Initier une dynamique en faveur du renouvellement de réseaux d'eau potable fondé sur la gestion patrimoniale sur l'ensemble du territoire
Impliquer les communautés de communes en amont du transfert de compétences
Diminuer le coût des travaux de renouvellement de réseaux

PARTENAIRES

Lozère Ingénierie

ELEMENTS FINANCIERS

INDICATEUR DE SUIVI

Nombre de réunions de sensibilisation réalisées à l'échelle de la communauté de communes
Nombre de commandes groupées initiées

POINTS DE VIGILANCE

CALENDRIER DE MISE EN OEUVRE

Avant la mise en œuvre de commandes groupées de renouvellement de réseaux, les plans d'actions issus de la gestion patrimoniale devront être établis. Aussi, cette action pourra être mise en place à compter du second semestre 2021.

FAVORISER la sobriété et le changement de pratiques

ACTION 13

ENJEU	Pour des réseaux d'eau potable performants
Objectif	*Créer des conditions économiques favorables au renouvellement de réseau*

Intitulé de l'action	Réaliser des études d'ingénierie financière à l'échelle de territoires organisés
Pilote	Entités gestionnaires structurées (CC et Syndicats)

CONTEXTE, ENJEUX ET OBJECTIFS

Dans le cadre du diagnostic, il a été mis en évidence qu'une mutualisation des services actuels de gestion de l'eau potable était nécessaire à la mise en commun de moyens techniques et financiers et indispensable à l'émergence, la faisabilité et la réalisation d'un programme pluriannuel de renouvellement de réseau.
Dès lors que la compétence est assurée à l'échelle d'un territoire suffisamment structurés et qu'un plan pluriannuel d'investissements issu d'une étude patrimoniale a été déterminé, il est primordial de définir les conditions économiques et financières propres à la collectivité et favorables à la mise en œuvre du plan.

CONTENU DE L'ACTION ET MODALITES DE MISE EN OEUVRE

Dans le cadre d'études patrimoniales ou d'études de transfert de compétences, des plans pluriannuels d'investissement sont définis. Toutefois, les études réalisées ne détaillent suffisamment pas les mécanismes financiers internes et les offres financières à privilégier.
Aussi, il est proposé de réaliser des études d'ingénierie financière à l'échelle de gestionnaires d'eau potable supra-communaux. Ces études devront permettre d'optimiser les marges financières propres à la collectivité (capacité d'investissement, étalement de la dette, politique tarifaire, ...).

Une incidence sur le prix du service mal maîtrisée étant un véritable frein à un investissement régulier de la collectivité, la réalisation d'études financières serait un atout pour une concrétisation du plan d'investissement dans la durée.

D'autre part, dans une démarche de promotion d'une gestion économe de l'eau auprès des usagers, ces études d'ingénierie financière doivent engager une réflexion et examiner la mise en œuvre d'une tarification incitative du service.

ACTEURS PRINCIPALEMENT CONCERNES

Collectivités compétentes en eau potable suffisamment structurées : communautés de communes compétentes et syndicats

RESULTATS ATTENDUS ET SUITES A ENVISAGER

Trouver les mécanismes financiers permettant la mise en œuvre des plans pluriannuels d'investissements
Améliorer le taux de renouvellement des réseaux
Améliorer le rendement des réseaux

PARTENAIRES

Agences de l'eau
Banque des Territoires
Conseil Départemental
ARS
DDT
Préfecture

ELEMENTS FINANCIERS

En première approche, le coût d'une étude d'ingénierie financière est évalué à 30 000 €HT.

INDICATEUR DE SUIVI

Nombre d'études financières réalisées

POINTS DE VIGILANCE

CALENDRIER DE MISE EN OEUVRE

Pour des activités économiques adaptées à la ressource en eau disponible

OBJECTIF : INTEGRER LA GESTION DE L'EAU ET LA PRESERVATION DE LA RESSOURCE DANS LA FORMATION ET LE CONSEIL AGRICOLE

Contexte

Dans un contexte où la mobilisation de la ressource en eau constitue un enjeu majeur pour le maintien et le développement des activités agricoles sur le territoire lozérien, il apparaît nécessaire et évident que cette dimension doit être prise en compte par l'ensemble des acteurs concernés en amont de la mise en œuvre de tout nouveau projet.

Pour que cette prise de conscience soit effective, il semble nécessaire que l'ensemble des intervenants, techniciens et conseillers, qui accompagnent les porteurs de projets soient sensibilisés à cette problématique.

De même, les futurs porteurs de projets, notamment les personnes en formation, doivent être sensibilisés très en amont de la mise en œuvre de leur projet.

Cela nécessite par ailleurs de concevoir une boîte à outils partagée pour intégrer cet enjeu à la formation et au conseil.

ACTIONS	
14	Former les prescripteurs
15	Diffuser une information et sensibiliser les élèves, stagiaires, personnes en situation de primo-accueil et porteurs de projets

FAVORISER la sobriété et le changement de pratiques

ACTION 14

ENJEU	**Pour des activités économiques adaptées à la ressource en eau disponible**
Objectif	*Intégrer la gestion de l'eau et la préservation de la ressource en eau dans la formation et le conseil agricole*

Intitulé de l'action	**Former les prescripteurs**
Pilote	Chambre d'Agriculture / COPAGE co-pilote

CONTEXTE, ENJEUX ET OBJECTIFS

Former les techniciens et conseillers agricoles accompagnant les porteurs de projets d'installation et/ou de développement des exploitations agricoles, à la problématique de la gestion et préservation de la ressource en eau et des milieux humides sur une exploitation agricole, afin d'intégrer cet enjeu dès la construction du projet :
- de tous les futurs exploitants dans le cadre du parcours à l'installation ;
- des agriculteurs dans les projets de développement de leur activité.

CONTENU DE L'ACTION ET MODALITES DE MISE EN OEUVRE

Formation des techniciens agricoles, accompagnant les agriculteurs dans la définition de leurs projets d'entreprise, pour la réalisation d'un diagnostic « eau » lors de l'installation ou du développement d'activité.

Formation des formateurs qui interviennent dans cadre du parcours à l'installation (stage 21h) et des formations VIVEA
Utilisation du catalogue de formations proposées par l'APCA (Resolia)

Construction du contenu de la formation (dont un volet réglementaire)
Mise en œuvre de la formation

ACTEURS PRINCIPALEMENT CONCERNES

CFPPA, Point accueil installation, Chambre d'agriculture, SAFER, ALODEAR, Terres de lien, CIVAM.

RESULTATS ATTENDUS ET SUITES A ENVISAGER

Former les agriculteurs pour une meilleure gestion et préservation de la ressource en eau et des milieux humides sur l'exploitation

PARTENAIRES

Partenaires techniques pré-identifiés Chambre Agriculture, CFPPA, COPAGE, CEN, FDPPMA, DDT/OFB, Réel48, PAI, ALODEAR, CIVAM, SAFER, Terres de lien, Collectivités, Gestionnaires AEP, Agences de l'eau, ASA.

Partenaires financiers envisagés :Département, Région, État
Les Agences de l'Eau financent différents organismes qui peuvent apporter des conseils et données, CATZHs notamment.

ELEMENTS FINANCIERS

Module sur l'eau à l'attention des techniciens : formation technique sur 2 jours, 3 intervenants (5 500 €/an/formation)

INDICATEUR DE SUIVI

Nombre de jours de formations : une session de formation par an, ouverte à l'ensemble des structures bénéficiaires (5 à 10 participants).

POINTS DE VIGILANCE

Co-élaboration du contenu des formations par l'ensemble des partenaires concernés

CALENDRIER DE MISE EN OEUVRE

Temps de construction de l'action : 2020
Mobilisation des partenaires
Réalisation du contenu de la formation

Temps de déploiement de l'action : A partir de 2021
Formation annuelle, évolutive

FAVORISER la sobriété et le changement de pratiques

ACTION 15

ENJEU	**Pour des activités économiques adaptées à la ressource en eau disponible**
Objectif	*Intégrer la gestion de l'eau et la préservation de la ressource en eau dans la formation et le conseil agricole*

Intitulé de l'action	**Diffuser une information et sensibiliser les élèves, stagiaires, personnes en situation de primo accueil et porteurs de projets**
Pilote	COPAGE / CA et EPLEFPA de Lozère co-pilotes

CONTEXTE, ENJEUX ET OBJECTIFS

Sensibiliser les élèves et porteurs de projets à la problématique de la gestion et préservation de la ressource en eau et des milieux humides sur une exploitation agricole, très en amont de l'installation, pour que tous les futurs exploitants soient conscients des difficultés pouvant être rencontrées, d'une part pour avoir accès à une ressource en eau suffisante, et d'autre part pour prendre conscience de l'importance de la recherche de solutions et d'adaptation du projet dès sa construction.

CONTENU DE L'ACTION ET MODALITES DE MISE EN OEUVRE

Recenser les interventions et/ou programmes déjà existants dans les établissements (par exemple, conventions avec l'Agence de l'Eau Adour-Garonne qui vise à promouvoir et conforter le rôle des Établissements publics locaux d'Enseignement et de Formation professionnelle agricoles (EPLEFPA) et de leurs exploitations agricoles et /ou ateliers technologiques **en matière d'exemplarité et d'innovation dans les pratiques agricoles au regard des enjeux de la politique de l'eau et du développement de l'agroécologie dans la majorité des exploitations à l'échéance 2025.**)

Intervenir auprès des établissements d'enseignement agricole, des organismes de formation professionnelle agricole, des organismes qui accompagnent les nouveaux installés dans leurs démarches afin que la problématique de la gestion et préservation de la ressource en eau et des milieux humides soit bien prise en compte dans les enseignements dispensés.

Organiser des visites et retours d'expériences (cas concrets) et/ou participer à des chantiers pédagogiques.

Sensibiliser les personnes qui sont le point d'entrée des porteurs de projets à la problématique de la gestion de l'eau dans le cadre d'un projet d'installation (en amont de l'accompagnement).

Pour ce faire, il conviendra de procéder à la :
- Recenser les outils et supports existants
- Définition de supports pédagogiques et contenus de formation.
- Création une fiche technique de présentation,
- La mise en œuvre de sessions d'information.

ACTEURS PRINCIPALEMENT CONCERNES

Lycées d'enseignement agricole, CFPPA, Point accueil installation, Chambre d'agriculture, SAFER, ALODEAR, CIVAM, Terres de lien, MFR, CFAA, Entreprises travaux agricoles.

RESULTATS ATTENDUS ET SUITES A ENVISAGER

Cette information et cette sensibilisation permettront la prise en compte de la problématique de la gestion et préservation de la ressource en eau et des milieux humides dans le montage des projets agricoles à venir par l'ensemble des acteurs concernés.

PARTENAIRES

Partenaires techniques pré-identifiés Chambre Agriculture, Lycées Agricoles, CFPPA, Sup Agro Florac, COPAGE, CEN, FDPPMA, DDT/OFB, Réel48, PAI, ALODEAR, CIVAM, SAFER, Terres de lien, Collectivités, Agences de l'eau.

Partenaires financiers envisagés : Département, Région, Agences de l'eau, État

ELEMENTS FINANCIERS

Phase préalable : Recensement des supports et projets pédagogiques existants.
Phase opérationnelle :

- Réalisation des supports, animation du dispositif et financement des intervenants (20 000 €/an).
- Investissement travaux des chantiers pédagogiques (5 000 €/an).

INDICATEUR DE SUIVI

Nombre de jours d'intervention dans les établissements ; thèmes abordés
Nombre d'établissements/élèves/étudiants/nouveaux installés sensibilisés
Nombre de jour d'animations
Evaluation des connaissances (?) → certificat de bonnes pratiques de gestion de l'eau ?

POINTS DE VIGILANCE

Travailler les projets pédagogiques en amont en associant les professeurs et chefs d'établissements
Caler les interventions en tenant compte des années scolaires (et non civiles)
Définir le mode d'intervention (intervenant extérieur, intégration dans le cursus de formation ?)
Formation à privilégier : BTA/BTSA/BPREA .. ?

CALENDRIER DE MISE EN OEUVRE

Temps de construction de l'action : 2020
Mobilisation des partenaires
Réalisation des supports en concertation

Temps de déploiement de l'action : A partir de 2021
Deux options :

1. intégration d'un module sur l'eau dans les programmes annuels de formation dispensés par les établissements (à privilégier) ;
2. projets pédagogiques ponctuels animés par des intervenants extérieurs, à cibler en fonction des formations qui ne pourraient pas intégrer le module sur l'eau dans les programmes annuels (3 à 5 jours/an/intervention).

Pour des activités économiques adaptées à la ressource en eau disponible

OBJECTIF : DEFINIR LE PROJET AGRICOLE EN FONCTION DE LA DISPONIBILITE ACTUELLE ET FUTURE DE LA RESSOURCE EN EAU

Contexte

Le calibrage de tout nouveau projet d'installation, mais également de tout projet de développement d'un atelier existant ou à venir, doit se faire avec une connaissance de la disponibilité de la ressource en eau, de l'état des milieux associés et de leur évolution, afin de les mettre en adéquation, et ainsi adapter au mieux le projet au contexte de l'exploitation.

Pour bien concevoir son projet, cette connaissance peut se faire lors de la transmission d'une exploitation. Dans ce cas un diagnostic préalable permettra d'identifier l'état de la ressource et son évolution, et les facteurs clés d'une bonne adaptation d'un projet de développement économique dans son contexte territorial et climatique.

D'autre part, il est indispensable d'acquérir des références techniques sur les pratiques de gestion de l'eau en matière d'irrigation afin d'accompagner les agriculteurs pour la mise en place de solutions techniques face au changement climatique.

ACTIONS	
16	**Transmettre la connaissance du cédant au repreneur d'une exploitation**
17	**Réaliser des diagnostics « eau » des exploitations en adéquation avec la ressource disponible**
18	**Acquérir des références techniques sur les pratiques de gestion de l'eau et accompagner les agriculteurs pour la mise en place de solutions techniques face au changement climatique**

FAVORISER la sobriété et le changement de pratiques

ACTION 16

ENJEU	**Pour des activités économiques adaptées à la ressource en eau disponible**
Objectif	*Définir le projet agricole en fonction de la disponibilité actuelle et future de la ressource en eau*

Intitulé de l'action	**Transmettre la connaissance du cédant au repreneur d'une exploitation**
Pilote	Chambre d'Agriculture / COPAGE co-pilote

CONTEXTE, ENJEUX ET OBJECTIFS

Inciter les cédants à partager leur connaissance des parcelles et du territoire : localisation de la ressource (milieux humides, sources et cours d'eau, réseau AEP, eaux pluviales), historique et localisation des aménagements hydrauliques anciens ou existants, quel que soit leur état de fonctionnement (points d'abreuvement, rases, béals, drains, captage de sources, circulation d'eau souterraine, etc.)
Identification des parcelles dépourvues en eau.
Recensement des problèmes déjà rencontrés : inondations, déficits, etc.

CONTENU DE L'ACTION ET MODALITES DE MISE EN OEUVRE

Diagnostic de la ressource en eau sur les exploitations agricoles en phase de transmission
Cartographie et visites des parcelles concernées
Alimentation des bâtiments en eau
Ce diagnostic viendra compléter le diagnostic déjà réalisé dans le cadre de cession d'exploitations

ACTEURS PRINCIPALEMENT CONCERNES

Exploitants agricoles en fin d'activité (cédants)
Repreneurs d'exploitations agricoles
Intervenants entre cédants et repreneurs : Terre de lien, SAFER, CA

RESULTATS ATTENDUS ET SUITES A ENVISAGER

Améliorer la connaissance du repreneur pour mieux appréhender les différents usages de l'eau lors de son installation
Le cas d'échéant, réaliser un programme de travaux pour améliorer/compléter les aménagements existants (lien avec les fiches actions 24, 25, 26, 27)

PARTENAIRES

Partenaires techniques pré-identifiés Chambre Agriculture, COPAGE, ASTAF, SAFER, DDT/OFB, Terres de lien, ALODEAR, CIVAM, Agrijurys.

Partenaires financiers envisagés : État

ELEMENTS FINANCIERS

Financement des diagnostics (20 000 €/an)

INDICATEUR DE SUIVI

Nombre de diagnostics réalisés, nombre d'agriculteurs accompagnés (cédants et/ou repreneurs)

POINTS DE VIGILANCE

Etat de la connaissance du cédant sur le sujet de l'eau (intégration par le technicien des questions sur l'eau à aborder).
Faire le lien avec le dispositif d'échange parcellaire (fiche action 26) et le diagnostic eau (fiche action 17)

CALENDRIER DE MISE EN OEUVRE

A partir de 2021
5 à 10 diagnostics/an

FAVORISER la sobriété et le changement de pratiques

ACTION 17

ENJEU	**Pour des activités économiques adaptées à la ressource en eau disponible**
Objectif	*Définir le projet agricole en fonction de la disponibilité actuelle et future de la ressource en eau*

Intitulé de l'action	**Réaliser des diagnostics « eau » des exploitations en adéquation avec la ressource disponible**
Pilote	COPAGE / Chambre d'Agriculture co-pilote

CONTEXTE, ENJEUX ET OBJECTIFS

Afin de faire les meilleurs choix dans le cadre d'un projet d'installation ou d'un développement d'activité sur une exploitation, la réalisation d'un diagnostic permet d'évaluer les besoins en eau de l'exploitation/du troupeau, la ressource disponible et l'état des milieux pour les mettre en adéquation et ainsi adapter le projet au contexte de l'exploitation.

CONTENU DE L'ACTION ET MODALITES DE MISE EN OEUVRE

Effectuer un diagnostic de la ressource en eau sur les exploitations agricoles, des usages actuels et de l'évolution souhaitée dans le cadre d'une installation ou d'un projet de développement agricole.

Dans le cas d'une installation par transmission (voir fiche action 16), travailler avec le cédant sur la transmission de la connaissance des parcelles et du territoire : localisation de la ressource historique, et des aménagements hydrauliques anciens ou existants quel que soit leur état ; identification des parcelles dépourvues d'eau, recensement des problématiques rencontrées.

Pour chaque projet d'installation ou de développement de l'activité, il s'agit d'adapter le plan de gestion et le programme de travaux en tenant compte des enjeux liés à l'accessibilité de la ressource en eau et de la présence de milieux associés, et du changement climatique. Il conviendra pour cela d'avoir des échanges avec l'État et les collectivités locales pour connaître la réglementation, les enjeux du territoire liés à l'eau et les disponibilités sur le réseau AEP.

Dans le cadre de la construction d'un bâtiment nouveau, il faudra prévoir le dimensionnement de l'investissement à réaliser pour procéder à la récupération et au stockage de l'eau en fonction des besoins de l'exploitation (voir fiche action 27).

ACTEURS PRINCIPALEMENT CONCERNES

Agriculteurs

RESULTATS ATTENDUS ET SUITES A ENVISAGER

Appréhender les enjeux liés à l'eau pour concevoir durablement et adapter les projets d'installation et de développement en adéquation avec la ressource et le changement climatique.

PARTENAIRES

Partenaires techniques pré-identifiés Chambre Agriculture, COPAGE, ASTAF, SAFER, ALODEAR, CIVAM, Collectivités, CEN, FDPPMA, Syndicats de rivière, PNR Aubrac, PNC

Partenaires financiers envisagés : État, Région, Département

ELEMENTS FINANCIERS

Phase préalable (2020) : Conception de l'outil et 10 tests (7 500 €/an)
Phase opérationnelle (à partir de 2021) : Diagnostics (20 000 à 30 000 €/an).

INDICATEUR DE SUIVI

Nombre de diagnostics réalisés, nombre d'agriculteurs accompagnés
Adaptation des systèmes au potentiel du territoire

POINTS DE VIGILANCE

Lien avec la fiche action 15 sur la sensibilisation et la formations des acteurs entourant le porteur de projets et la fiche action 16 sur la transmission (pour la partie repreneur)

Conditionner l'aide à l'installation et la bonifier dans le cas de la réalisation de ce diagnostic eau
Conditionner le soutien aux investissements « eau » à la réalisation du diagnostic

CALENDRIER DE MISE EN OEUVRE

Temps de construction de l'action : 2020
Définition des contours du diagnostic

Temps de déploiement de l'action : A partir de 2021
Objectif : 20 à 30 diagnostics/an

FAVORISER la sobriété et le changement de pratiques

ACTION 18

ENJEU	**Pour des activités économiques adaptées à la ressource en eau disponible**
Objectif	*Définir le projet agricole en fonction de la disponibilité actuelle et future de la ressource en eau*

Intitulé de l'action	**Acquérir des références techniques sur les pratiques de gestion de l'eau et accompagner les agriculteurs pour la mise en place de solutions techniques face au changement climatique**
Pilote	Chambre d'Agriculture

CONTEXTE, ENJEUX ET OBJECTIFS

Contexte :
Valoriser la ressource (changement climatique)
Évolution des cultures (besoin d'adaptation (eau et climat)
Évolution des connaissances techniques (projection climat futur)
Expériences déjà acquises (retour d'expériences)

Enjeux :
Efficience de l'eau. Justifier à l'aval et auprès du grand public les besoins agricoles.

Objectifs :
Identifier les cultures et les pratiques d'irrigation à développer, qui permettent une meilleure efficience de l'eau reçu, selon les contraintes du milieu et dans le contexte du changement climatique.

CONTENU DE L'ACTION ET MODALITES DE MISE EN OEUVRE

Mise en place d'outils de suivi (réseaux de parcelles) tels que des sondes tensiométriques, notamment sur le Lot. Des parcelles non irriguées seront suivies en parallèle sur les mêmes cultures afin de comparer à témoin. Suivi à déployer sur différents territoires et pour les différentes formes d'irrigation.

Approche filière : de l'eau à la valorisation. Il s'agit d'acquérir des connaissances sur les filières actuelles et potentielles d'un point de vue économique et de la mobilisation de la ressource en eau.

ACTEURS PRINCIPALEMENT CONCERNES

Irrigants, Chambre d'Agriculture Lozère, filières économiques…

RESULTATS ATTENDUS ET SUITES A ENVISAGER

Références mobilisables pour les porteurs de projet et leurs accompagnants.
Meilleure efficience de l'utilisation de l'eau.
Mise en place d'un outil d'information sur l'existant et d'un conseil collectif / individuel.
Appui à la mise en place des nouvelles filières et amélioration des techniques sur les autres cultures.
Valorisation de la production. Diversification (autres leviers) et techniques.

PARTENAIRES

Partenaires techniques pré-identifiés : Réseau des Chambres d'Agriculture, opérateurs dans l'irrigation, instituts techniques.

Partenaires financiers envisagés : Département Lozère, Région Occitanie, 3 Agences de l'Eau (AEAG, AERMC, AELB).

ELEMENTS FINANCIERS

INDICATEUR DE SUIVI

POINTS DE VIGILANCE

CALENDRIER DE MISE EN OEUVRE

Pour des activités économiques adaptées à la ressource en eau disponible

OBJECTIF : PROMOUVOIR LES PRATIQUES ECONOMES AUPRES DES ENTREPRISES

Contexte

La préservation de la ressource en eau est indispensable pour en assurer tous les usages en Lozère (eau potable, agriculture, activités économiques…) et maintenir un bon fonctionnement des milieux aquatiques qui font la richesse du département. Pour cela, tous les publics doivent être sensibilisés et tous les acteurs du territoire doivent être impliqués.

En Lozère, il existe une multitude de petites entreprises qui n'ont pas forcément le temps et les moyens de chercher comment aménager leur activité de façon à réduire leur consommation en eau.

Il est donc proposé d'identifier puis de valoriser auprès de ses ressortissants les solutions permettant d'accroître la sobriété en eau des activités, et de les accompagner dans ces démarches.

De plus, l'activité touristique étant fortement développée dans le département, il est envisagé de piloter la mise en place d'un plan d'économies d'eau pour les professionnels de ce secteur, permettant, outre la réduction des consommations, de sensibiliser la population touristique, de soulager la distribution publique et de réduire les prélèvements sur les milieux aquatiques, ceux-ci étant particulièrement vulnérables à cette période.

ACTIONS	
19	**Accompagner des entreprises vers la sobriété en eau des activités**
20	**Mettre en place un plan d'économies d'eau au niveau des activités touristiques**

FAVORISER la sobriété et le changement de pratiques

ACTION 19

ENJEU	**Pour des activités économiques adaptées à la ressource en eau disponible**
Objectif	*Promouvoir les pratiques économes en eau auprès des entreprises*

Intitulé de l'action	**Accompagner les entreprises vers la sobriété en eau des activités**
Pilote	Chambre de Commerce et d'Industrie

CONTEXTE, ENJEUX ET OBJECTIFS

Les entreprises ayant une importante consommation d'eau doivent pouvoir bénéficier d'un appui professionnel pour améliorer la maîtrise et la réduction de leur consommation en eau.

CONTENU DE L'ACTION ET MODALITES DE MISE EN OEUVRE

La première partie de l'action consiste à identifier les entreprises consommant beaucoup d'eau, notamment dans leur process de fabrication. Pour cela, une enquête est menée (réponses basées sur le volontariat).

Ensuite, en fonction des activités identifiées, deux phases sont mises en place :

- Un premier niveau qui permet d'avoir une cartographie des besoins en eau et des outils d'économie déjà mis en place (recensement des bonnes pratiques existantes, valorisation des références locales en termes de pratiques économes) ;
- Un second niveau ayant comme objectif d'entrer dans une analyse plus fine, au cas par cas, avec une identification des actions et équipements à mettre en place.

La piste des achats groupés peut aussi être creusée, en fonction des activités et besoins identifiés.

ACTEURS PRINCIPALEMENT CONCERNES

Entreprises à identifier (secteur d'activité pré-identifié : industries agroalimentaires)

RESULTATS ATTENDUS ET SUITES A ENVISAGER

La thématique n'étant pas toujours une priorité pour les entreprises, elles devront trouver un avantage à entrer volontairement dans l'action, notamment par un gain financier ou par l'accès à des aides spécifiques aux équipements hydro-économes.

PARTENAIRES

Partenaires techniques pré-identifiés :
CMA 48
Dreal (unité départementale)
Syndicats de branche ou autre structure ressource

Partenaires financiers envisagés :
Agences de l'eau
CR Occitanie – CD 48

ELEMENTS FINANCIERS

La CCI de la Lozère compte sur la mobilisation des partenaires financiers pour pouvoir mener à bien cette action. Pour mener à bien l'ensemble de l'action, elle devra être accompagnée par un prestataire externe. Les modalités de gestion, paiement et suivi du prestataire devront être définies en amont du lancement de l'action.

Plusieurs étapes sont prévues :

- Étape 1 : identification des entreprises consommatrices d'eau : réalisation d'un questionnaire et envoi (par la CCI) : 2 jours ;
- Étape 2 : état de lieux des entreprises pour identifier leurs besoins et les bonnes pratiques déjà mises en place (CCI) : nombre de jours à fixer selon la cible identifiée lors de la première étape ;
- Étape 3 : analyse individuelle de ces entreprises par un prestataire extérieur : coût à estimer suivant les éléments définis dans les étapes précédentes.

Le coût journalier d'un agent CCI est de 550 euros.

INDICATEUR DE SUIVI

Nombre d'entreprises accompagnées
Identification du potentiel d'économies d'eau

POINTS DE VIGILANCE

CALENDRIER DE MISE EN OEUVRE

FAVORISER la sobriété et le changement de pratiques

ACTION 20

ENJEU	**Pour des activités économiques adaptées à la ressource en eau disponible**
Objectif	*Promouvoir les pratiques économes en eau auprès des entreprises*

Intitulé de l'action	**Mettre en place un plan d'économies d'eau au niveau des activités touristiques**
Pilote	Chambre de Commerce et d'Industrie

CONTEXTE, ENJEUX ET OBJECTIFS

En Lozère, l'activité touristique emploie 4 100 personnes en haute saison et génère 100 millions d'euros de chiffre d'affaires ; elle fait partie des activités les plus représentatives du département. En effet, celui-ci compte de forts atouts et attraits touristiques, avec une inscription de l'agropastoralisme des Causses & Cévennes au patrimoine mondial de l'Unesco, la présence du Parc national des Cévennes et du Parc naturel régional de l'Aubrac, une grande richesse patrimoniale naturelle et culturelle, une remarquable diversité de paysages, de multiples offres d'activités de pleine nature (randonnées, canoë, pêche…) rendues notamment possibles par la forte présence de l'eau (rivières, cascades, lacs).

Les infrastructures touristiques peuvent avoir un impact sur les ressources en eau, notamment en haute saison. Une maîtrise et une réduction des consommations passe par un appui et des conseils personnalisés auprès de ces établissements.

CONTENU DE L'ACTION ET MODALITES DE MISE EN OEUVRE

Une action d'accompagnement est mise en place, comprenant plusieurs étapes :

- Le recensement de bonnes pratiques ;
- La communication auprès des campings pour proposer un accompagnement personnalisé par un conseiller entreprises ;
- Des visites sur site ;
- L'élaboration de rapports de visite comprenant un plan d'actions à mettre en place pour permettre des économies d'eau avec l'identification d'équipements adéquats si nécessaire, des exemples de bonnes pratiques (dans les bâtiments, les sanitaires et à l'extérieur : piscine, espaces verts…) et des modèles de supports de sensibilisation à l'attention des clients, etc. Une présentation des labels environnementaux pourra également être faite, avec l'objectif secondaire d'améliorer l'attractivité des établissements lozériens.

Une action d'animation peut aussi être envisagée autour du jeu. Les campings lozériens pourraient être accompagnés pour mettre en place une animation avec leurs clients, sur le thème des économies d'eau. Pour cela, il faudra identifier le jeu ou l'animation qui pourra être proposé.

ACTEURS PRINCIPALEMENT CONCERNES

Tous les établissements touristiques peuvent être concernés. Cependant, il semble plus opportun, dans une perspective d'efficacité, de cibler prioritairement les campings et certains territoires selon des critères à définir avec les partenaires des assises de l'eau (services de l'État et du Département, agences de l'eau, syndicats de bassin). Dans un second temps, l'opération peut être étendue aux hôtels et gîtes.

RESULTATS ATTENDUS ET SUITES A ENVISAGER

L'objectif est d'impulser une démarche qui retienne l'attention des établissements touristiques afin de les sensibiliser aux nécessaires économies d'eau et de leur donner envie de s'engager, pour qu'ils puissent ensuite à leur tour communiquer auprès de leur clientèle.

Une identification des économies potentielles pourra être envisagée, avec le suivi de la réalisation de ces économies sur un an.

PARTENAIRES

Partenaires techniques pré-identifiés :
Fédération de l'hôtellerie de plein air (section départementale)
Offices de tourisme – CDT

Partenaires financiers envisagés :
Agences de l'eau
CR Occitanie – CD 48

ELEMENTS FINANCIERS

La CCI de la Lozère compte sur la mobilisation des partenaires financiers pour pouvoir mener à bien cette action.

Plusieurs étapes sont prévues :

- La conception du modèle de rapport avec la recherche des bonnes pratiques, la communication auprès des campings avec prises de rendez-vous individuels : 4 jours ;
- La réalisation de 10 à 20 visites avec rédaction des rapports : 1,5 jour / établissement ;
- La recherche d'animation pouvant être apportée dans les campings avec mise en place : à définir (suivant l'animation, il faudra définir si la présence d'un conseiller CCI est nécessaire ou si le gestionnaire de camping peut animer seul).

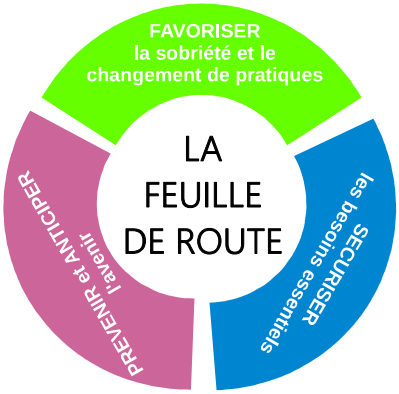
Le coût journalier d'un agent CCI est de 550 euros.

INDICATEUR DE SUIVI

Nombre d'établissements engagés dans la démarche
Nombre de personnes sensibilisées par l'animation
Économies d'eau potentielles (estimation)

POINTS DE VIGILANCE

CALENDRIER DE MISE EN OEUVRE



SECURISER
les besoins essentiels

Face aux évolutions climatiques en cours, il apparaît nécessaire de sécuriser la desserte en eau afin de répondre aux besoins actuels et à leur évolution. Il est primordial que cette sécurisation soit pensée et mise en œuvre de manière à préserver la ressource et les milieux et doit donc être concomitante à une sobriété des usages et à la mise en place de bonnes pratiques.

La sécurisation des besoins essentiels doit intervenir dans différents domaines particulièrement majeurs sur notre territoire : l'alimentation en eau potable et l'utilisation de l'eau en agriculture pour l'abreuvement du cheptel ou pour l'irrigation des cultures.

Pour la desserte en eau potable, il est nécessaire de se doter de moyens pour mieux connaître et anticiper les situations de crise et de mettre en œuvre un plan global et cohérent d'investissements essentiels et efficients garantissant la satisfaction des besoins.

Pour les usages agricoles, une évolution des systèmes d'exploitation et des pratiques pastorales conduisent à des situations où l'on doit faire face à des besoins accrus alors que les ressources sont moindres. Ainsi, il est nécessaire de réfléchir au bien fondé de ces évolutions puis de développer des actions permettant de sécuriser la desserte des besoins tout en préservant la ressource.

Pour une alimentation en eau potable sécurisée

Améliorer la gestion de crise
21

Mobiliser les ressources disponibles pour satisfaire les besoins essentiels
22, 23

Pour des usages agricoles sécurisés et durables

Sécuriser la ressource en eau sur les parcours
24, 25, 26

Sécuriser la ressource sur les nouveaux bâtiments
27

Améliorer la connaissance sur les prélèvements agricoles actuels et potentiels pour l'irrigation
28, 29

Pour une alimentation en eau potable sécurisée

OBJECTIF : AMELIORER LA GESTION DE CRISE

Contexte

Sur le territoire lozérien, des entités gestionnaires de l'alimentation en eau potable ne disposent de ressources suffisamment productives en période d'étiage sévère pour assurer la desserte des besoins en eau potable. Ces déficits de ressources en eau concernent une centaine de réseaux soit 19 % des réseaux publics pour un volume total de déficit de l'ordre de 5 100 m³/j.

Au regard des retours des collectivités, 30 réseaux soit 5,7 % des réseaux publics ont été en situation de rupture de la desserte en eau potable en 2017. Ils ont donc eu recours à des portages d'eau pour la plupart ou à la connexion de points d'eau non référencés, à la mise en œuvre d'interconnexion provisoire.

Dans le cadre du diagnostic, il a été mis en évidence que peu d'information était disponible sur la gestion de pénurie d'eau et/ou la gestion de crise. Or, il s'avère qu'une amélioration de la connaissance et une diffusion de celle-ci en temps réel est indispensable pour anticiper les crises, mieux accompagner les collectivités, coordonner les différentes situations et veiller à la sécurité et à la santé publique.

A cette fin, il est envisagé d'acquérir de la connaissance sur le tarissement des captages afin d'anticiper les situations de crise et de trouver des solutions.

ACTIONS	
21	**Élaborer un plan départemental sur le tarissement des captages**

SECURISER
les besoins essentiels

ACTION
21

ENJEU	**Pour une alimentation en eau potable sécurisée**
Objectif	*Améliorer la gestion de crise*

Intitulé de l'action	**Élaborer un plan départemental sur le tarissement des captages**
Pilote	Direction Départementale des Territoires

CONTEXTE, ENJEUX ET OBJECTIFS

De façon accrue par le changement climatique, des collectivités subissent des tarissements de petites ressources les amenant à trouver des solutions improvisées et de courte durée, qui ne permettent pas de se prémunir de la répétition des crises.
Ces cas sont signalés de façon erratique aux autorités locales, qui faute de connaissance, se retrouvent dans l'incapacité d'apporter un accompagnement adapté.

CONTENU DE L'ACTION ET MODALITES DE MISE EN OEUVRE

Dans ces circonstances, il est envisagé d'initier une réflexion d'ampleur départementale sur la problématique du tarissement, pilotée par la Direction Départementale des Territoires.

Cette réflexion globale sera organisée en deux temps :

- la réalisation d'un état des lieux par le recensement et l'analyse des situations en recoupant les informations collectées par les différents services (Département, Préfecture, ARS, DDT) et éventuellement de combler le manque d'informations auprès des collectivités
- l'animation d'une démarche de recherche de solutions structurelles adaptées à chaque cas, sans plaquer des solutions toutes faites mais en privilégiant les solutions qui préservent au maximum les ressources.

Cette réflexion doit permettre d'aboutir à un plan départemental de gestion des tarissements des captages, dont la mise en œuvre devra fait l'objet d'un suivi par le pilote.

Au-delà de cette action à l'échelle départementale, des initiatives pourront également être prévues à l'échelle des collectivités gestionnaires d'eau potable afin de compléter et/ou détailler les mesures proposées dans ce pla.

ACTEURS PRINCIPALEMENT CONCERNES

Collectivités compétentes en eau potable.
Préfecture
ARS
DDT

RESULTATS ATTENDUS ET SUITES A ENVISAGER

Améliorer la connaissance des situations de crise subies
Accompagner les collectivités gestionnaires dans la recherche de solutions adaptées à chaque cas

PARTENAIRES

Département de la Lozère
Agences de l'eau
Région Occitanie

ELEMENTS FINANCIERS

INDICATEUR DE SUIVI

Production d'un état des lieux départemental des situations de tarissement des captages
Réalisation d'un plan départemental de gestion des tarissements de captages
Nombre de collectivités accompagnées

POINTS DE VIGILANCE

CALENDRIER DE MISE EN OEUVRE

2021 : acquisition de données et réalisation de l'état des lieux
2022- : réalisation du plan de gestion des tarissements des captages et accompagnement des collectivités

Pour une alimentation en eau potable sécurisée

OBJECTIF : MOBILISER LES RESSOURCES EN EAU DISPONIBLES POUR SATISFAIRE LES BESOINS ESSENTIELS

Contexte

Sur le territoire lozérien, des entités gestionnaires de l'alimentation en eau potable ne disposent de ressources suffisamment productives en période d'étiage sévère pour assurer la desserte des besoins en eau potable. Ces déficits de ressources en eau concernent une centaine de réseaux soit 19 % des réseaux publics pour un volume total de déficit de l'ordre de 5 100 m³/j.

Si des mesures de sobriété tant sur la diminution des besoins en eau des différents usagers du service que la performance du service sont indispensables et sont la priorité, nous devons également mettre en œuvre les opérations permettant d'assurer la satisfaction des besoins en eau essentiels.

Le Département de la Lozère a défini le Schéma Départemental d'Alimentation en Eau Potable (SDDAEP), en collaboration avec les collectivités concernées et les différents partenaires techniques. Ce schéma détaille un programme cohérent d'investissements permettant de garantir la desserte en eau potable en quantité et en qualité tout en préservant notre capital environnemental. Ce programme global doit être poursuivi tout comme les projets structurants, répondant à des problématiques lourdes, qui y sont intégrés.

Une implication de l'ensemble des acteurs est indispensable pour la définition de solutions opportunes et partagées de sécurisation de la desserte en eau potable et pour accompagner techniquement et financièrement les collectivités en vue de leur mise en œuvre.

ACTIONS	
22	**Poursuivre la mise en œuvre du SDDAEP**
23	**Accompagner les collectivités pour la mise en œuvre des projets structurants de mobilisation de la ressource en eau**

SECURISER
les besoins essentiels

ACTION
22

ENJEU	**Pour une alimentation en eau potable sécurisée**
Objectif	*Mobiliser des ressources en eau disponibles pour satisfaire les besoins essentiels*

Intitulé de l'action	**Poursuivre la mise en œuvre du Schéma Départemental d'Alimentation en Eau Potable (SDDAEP)**
Pilote	Département de la Lozère

CONTEXTE, ENJEUX ET OBJECTIFS

Le Département de la Lozère a défini, en 2006, le Schéma Départemental d'Alimentation en Eau Potable (SDDAEP), en collaboration avec les collectivités concernées et les différents partenaires techniques.
A partir d'un état des lieux réalisé en 2003, un programme cohérent d'investissements a été défini à l'échelle départementale afin de garantir la desserte en eau potable en quantité et en qualité tout en préservant notre capital environnemental. Il s'agissait d'un programme d'équipement ambitieux et structurant, nécessitant la mobilisation de l'ensemble des partenaires techniques et financiers. D'un montant global de 35,5 M€, une réalisation sur la période 2007 – 2013 était souhaitée.
L'actualisation (évolution de la connaissance sur la ressource ou les besoins en eau) et le suivi (opérations réalisées) du SDDAEP sont assurés par le Département annuellement.

Depuis la définition du SDDAEP, les opérations financées en matière d'alimentation en eau potable représentent 63,5 M€ de travaux et études, avec une répartition par tiers équitable entre :

- les opérations relevant d'une problématique quantitative
- les opérations relevant d'une problématique qualitative ou relative à la régularisation des captages,
- les opérations ne relevant pas de problématiques identifiées dans le SDDAEP correspondant essentiellement aux renouvellements et extensions de réseaux.

Seulement 21,2 M€ des opérations financées ont été pris en compte dans le chiffrage du SDDAEP (d'un montant global de 35,5 M€). Aussi, la mise en œuvre du SDDAEP doit être poursuivie.

CONTENU DE L'ACTION ET MODALITES DE MISE EN OEUVRE

Dans ces circonstances, il est proposé de poursuivre l'animation du SDDAEP réalisée par le SATEP de la Lozère. Cette animation comprendra, bien entendu, le suivi et l'actualisation du SDDAEP.

Pour les années à venir et après le déploiement de la nouvelle mission d'assistance technique du SATEP, il est nécessaire d'ajouter la problématique de la gestion patrimoniale au SDDAEP avec la considération des investissements nécessaires correspondants.

Ensuite, dans le cadre de l'animation globale du SDDAEP, il est envisagé :

- de produire des documents synthétiques afin de mettre en lumière son avancement d'une part et d'exposer les opérations restant à réaliser, leur montant et leur programmation d'autre part
- d'organiser un comité de suivi du SDDAEP pour valoriser ces éléments et mettre en évidence les enjeux à venir et les actions envisagées en lien avec l'eau potable issues des Assises de l'Eau.

Par l'intermédiaire du suivi et de l'actualisation continue du SDDAEP, il s'agit de disposer d'un guide des investissements à réaliser dans le domaine de l'alimentation en eau potable qui tiennent compte des problématiques des collectivités et des enjeux à venir.

ACTEURS PRINCIPALEMENT CONCERNES

Collectivités gestionnaires d'eau potable

RESULTATS ATTENDUS ET SUITES A ENVISAGER

Suivre et actualiser de façon continue le SDDAEP
Intégrer la gestion patrimoniale aux problématiques identifiées et prises en compte dans le SDDAEP
Communiquer sur les enjeux départementaux et le programme du SDDAEP (comité de suivi)

PARTENAIRES

Agences de l'Eau, Préfecture, Région : partenaires techniques et financiers
ARS, DDT : partenaires techniques

ELEMENTS FINANCIERS

INDICATEUR DE SUIVI

Production de documents synthétiques du SDDAEP actualisé
Organisation du comité de suivi du SDDAEP
Montant d'opérations financées en lien avec les problématiques du SDDAEP
Montant d'opérations financées prises en compte dans les chiffrages du SDDAEP
Intégration de la gestion patrimoniale au programme d'actions du SDDAEP

POINTS DE VIGILANCE

CALENDRIER DE MISE EN OEUVRE

Production de documents synthétiques du SDDAEP actualisé : début 2021
Organisation du comité de suivi du SDDAEP : juin 2021
Intégration de la gestion patrimoniale au programme d'actions du SDDAEP : selon l'avancement des plans d'actions

SECURISER
les besoins essentiels

ACTION
23

ENJEU	**Pour une alimentation en eau potable sécurisée**
Objectif	*Mobiliser des ressources en eau disponibles pour satisfaire les besoins essentiels*

Intitulé de l'action	**Accompagner les collectivités pour la mise en œuvre des projets structurants de mobilisation de la ressource en eau**
Pilote	Département de la Lozère

CONTEXTE, ENJEUX ET OBJECTIFS

Depuis la définition du SDDAEP, les opérations financées en matière d'alimentation en eau potable représentent 63,5 M€ de travaux et études dont un tiers relève d'une problématique quantitative.
Seulement 21,2 M€ des opérations financées ont été pris en compte dans le chiffrage du SDDAEP. Un retard important est observé entre les travaux réalisés et les prévisions financières déterminées lors de l'élaboration du SDDAEP. Ce constat est à l'origine de la mise en place en 2011 d'un programme exceptionnel d'accompagnement visant à garantir l'approvisionnement en eau potable en quantité et en qualité sur les bassins de vie les plus affectés et de sa révision en 2018.

Dans ces circonstances, 25 problématiques de desserte en eau potable d'intérêt départemental ont été retenues. Des projets structurants de mobilisation de ressources en eau associés (connus ou restants à définir) doivent être mis en œuvre afin d'apporter une réponse pérenne à des déficits (quantitatif, sanitaire ou environnemental) de ressource en eau dans des conditions satisfaisantes sur le plan de la qualité de l'eau distribuée et de la préservation des milieux aquatiques.

Début 2020, l'état d'avancement de ce programme global évalué à 28,1 M€ est le suivant :

- 8 problématiques résolues représentant un déficit global de 2 030 m³/j et un investissement de 4,75 M€
- 4 problématiques en cours de résolution (étude de maîtrise d'œuvre réalisée, autorisation réglementaire obtenue et financement acquis) représentant un déficit global de 460 m³/j et un investissement de 3,12 M€
- 7 problématiques en cours d'études à des stades multiples
- 6 problématiques en dormance.

Ce programme correspondant à un ensemble ambitieux d'équipements structurants visant à sécuriser durablement la desserte des besoins en eau potable doit être poursuivi. Bien qu'il soit porté par le Département, ce programme correspond à des problématiques quantitatives lourdes constatées par l'ensemble des partenaires techniques et financiers. Aussi, une implication de l'ensemble des acteurs est indispensable pour la définition de solutions opportunes et partagées de sécurisation de la desserte en eau potable et pour accompagner les collectivités en vue de leur mise en œuvre.

CONTENU DE L'ACTION ET MODALITES DE MISE EN OEUVRE

Il est alors proposé de poursuivre l'accompagnement exceptionnel en faveur des problématiques de desserte en eau potable d'intérêt départemental.
Au-delà de l'animation globale et du suivi de ce programme, une implication forte du SATEP mais également de l'ensemble des partenaires techniques et financiers pré-identifiés est attendue sur les dossiers suivants :

- sécurisation de l'alimentation en eau potable du bassin de vie de Meyrueis, identifiée comme opération prioritaire du contrat de rivière du Tarn Amont : il s'agira d'accompagner la collectivité (CC Gorges Causses Cévennes) pour s'assurer de la faisabilité technique, réglementaire et financière de la substitution de ses prises d'eau à partir des ressources en eau du SIAEP du Causse Noir (prise d'eau du Trévezel et forage de la Tride)
- sécurisation et renforcement de la desserte en eau potable sur la CC du Gévaudan : un accompagnement dans l'attribution et le suivi des études de maîtrise d'œuvre d'une part et dans l'ingénierie financière associée aux deux projets d'un montant global de 9,15 M€ d'autre part sont attendus
- sécurisation de la desserte en eau potable de Ste Enimie : un appui au lancement des études de

déplacement du point de prélèvement de la Burle et leur suivi sont attendus, dans un premier temps.

- sécurisation en eau potable du bassin de vie d'Aumont Aubrac (substitution de la prise d'eau du Rieu frech) et du bassin de vie de St Chély d'Apcher (substitution de la prise d'eau de Mialanes) : sur ces deux collectivités, des études ont été menées afin de définir les solutions adéquates à mettre en œuvre. Celles-ci n'ont pas été mises en œuvre en raison des difficultés liées au partage de la ressource en eau et aux acquisitions foncières rencontrées. Un accompagnement des collectivités concernées est indispensable afin de rappeler les enjeux et de mettre en œuvre des solutions propices
- Brenoux, Chateauneuf de Randon, Bagnols les Bains, Saint Alban sur Limagnole et St Germain du Teil : sur ces dossiers moins avancés, il s'agira d'accompagner les collectivités concernées dans la recherche de solutions durables permettant la desserte des besoins en eau potable et d'en vérifier la faisabilité technique, réglementaire et financière.

ACTEURS PRINCIPALEMENT CONCERNES

Collectivités gestionnaires d'eau potable concernées par des problématiques de desserte en eau potable d'intérêt départemental

RESULTATS ATTENDUS ET SUITES A ENVISAGER

Animer et suivre le programme d'accompagnement exceptionnel en faveur de projets de desserte en eau potable d'intérêt départemental
Accompagner les collectivités pour la mise en œuvre de leur projet

PARTENAIRES

Agences de l'Eau, Préfecture, Région Occitanie : partenaires techniques et financiers
ARS, DDT : partenaires techniques

ELEMENTS FINANCIERS

Le programme restant à financer est évalué à 16,27 M€, répartis sur 10 dossiers.

INDICATEUR DE SUIVI

Etat d'avancement financier du programme
Nombre de projets réalisés

POINTS DE VIGILANCE

CALENDRIER DE MISE EN OEUVRE

Action en cours, à poursuivre

Pour des usages agricoles sécurisés et durables

OBJECTIF : SECURISER LA RESSOURCE EN EAU SUR LES PARCOURS

Contexte

Dans un contexte où le maintien des animaux en pâturage en période d'étiage est souvent privilégié, il est important de sécuriser l'accès à l'eau sur les parcours en quantité et en qualité.

Il est cependant nécessaire de rester vigilant et de minimiser les impacts des prélèvements sur les milieux naturels tout en veillant à sécuriser l'approvisionnement en eau des parcours.

Cette sécurisation implique une amélioration des points d'eau non aménagés ou anciens, à l'aide de techniques garantissant l'équilibre hydraulique des milieux humides et aquatiques et limitant par ailleurs les volumes prélevés à l'échelle du bassin versant.

Il paraît également important de favoriser la mise en place de réflexions collectives par secteur pour définir et orienter la stratégie à adopter en matière de prélèvement en eau pour l'abreuvement des cheptels.

ACTIONS	
24	Restaurer et mettre en place des points d'abreuvement sur les parcelles
25	Mettre en place des systèmes collectifs d'apport d'eau aux parcelles à partir de ressources sécurisées
26	Mettre en place un dispositif en faveur des échanges de parcelles pour favoriser l'accès à l'eau

SECURISER
les besoins essentiels

ACTION
24

ENJEU	**Pour des usages agricoles sécurisés et durables**
Objectif	*Sécuriser la ressource en eau sur les parcours*

Intitulé de l'action	**Restaurer et mettre en place des points d'abreuvement sur les parcelles**
Pilote	COPAGE / Chambre d'Agriculture co-pilote

CONTEXTE, ENJEUX ET OBJECTIFS

Favoriser l'accès à l'eau pour l'abreuvement du cheptel, en quantité et en qualité.
Permettre le maintien des animaux en extérieur dans de bonnes conditions (qualité d'eau, déplacements).
Améliorer l'état des points d'eau non aménagés ou anciens, à l'aide de techniques garantissant l'alimentation en eau des milieux humides et aquatiques et limitant les volumes prélevés à l'échelle du bassin versant.
Garantir le bon état de fonctionnement hydraulique des milieux aquatiques et humides dépendant de la ressource en eau.

CONTENU DE L'ACTION ET MODALITES DE MISE EN OEUVRE

Investissements réalisés après diagnostic de la ressource en eau et des milieux associés, plan de gestion de la ressource en eau, programme de travaux à l'échelle de l'exploitation, et engagement de l'agriculteur à l'entretien des aménagements pour garantir leur durabilité

Animation et conseil technique pour rechercher des solutions adaptées en accord avec les bénéficiaires

Financement d'investissements permettant le ravitaillement en eau des bêtes dans les pâturages : pompes, citernes fixes, canalisations et bacs pour du gravitaire équipés de niveau constant, descentes aménagées au cours d'eau ; aménagements connexes : franchissements, plantations, clôtures fixes ou temporaires, restauration de milieux dégradés…

ACTEURS PRINCIPALEMENT CONCERNES

Agriculteurs, propriétaires fonciers (dont collectivités/sections)

RESULTATS ATTENDUS ET SUITES A ENVISAGER

Permettre aux agriculteurs de maintenir les bêtes dans les parcelles éloignées ou dépourvues en eau et faciliter le ravitaillement en eau d'abreuvement en période de pâturage, en quantité et en qualité
Améliorer la gestion pastorale des parcelles, l'état sanitaire des troupeaux, l'autonomie fourragère des exploitations

PARTENAIRES

Partenaires techniques pré-identifiés : Chambre d'agriculture, COPAGE, ASTAF, Collectivités, FDPPMA, CEN48, EPTB, syndicats de rivières, PNR Aubrac.

Partenaires financiers envisagés : Europe (FEADER), Etat, Région, Département, Agences de l'Eau, Communautés de communes (GEMAPI)
Via la mesure 413 du PDR LR, mesure 441 du PDR MP et nouveaux PDR en 2022 (?), contrats territoriaux (Haut Allier)
Aides individuelles ou collectives via les syndicats de bassins ou les CATZHs lorsque la dégradation liée à l'abreuvement est avérée et significative

ELEMENTS FINANCIERS

Financement des investissements (taux à définir), contribution des bénéficiaires :
20 à 30 chantiers/an (150 000 €/an)

INDICATEUR DE SUIVI

Nombre d'exploitations, de parcelles concernées par l'équipement
Nombre de bêtes concernées
Le cas échéant, économie d'eau sur le réseau AEP ? Gain pour les milieux (amélioration de l'état, moindre prélèvement)
Types d'aménagements réalisés
Nombre de projets non aboutis

POINTS DE VIGILANCE

Privilégier une approche globale et collective sur la gestion de la ressource.
Pas de financement de nouveaux captages, sauf collectifs
Les travaux envisagés doivent rechercher un partage de la ressource.

Engagement des bénéficiaires à respecter l'équilibre des milieux humides.
Réalisation d'un diagnostic préalable imposée (lien avec les fiches action 16 et 17).

CALENDRIER DE MISE EN OEUVRE

Temps de construction de l'action : 2020-2021
Test de l'action sur quelques projets avant son déploiement si les tests sont concluants : cf projets antérieurs et en cours en 2020 ; suivi-évaluation des chantiers réalisés.

Temps de déploiement de l'action : A partir de 2022 (futur PDR)

SECURISER
les besoins essentiels

ACTION
25

ENJEU	**Pour des usages agricoles sécurisé et durables**
Objectif	*Sécuriser la ressource en eau sur les parcours*

Intitulé de l'action	**Mettre en place des systèmes collectifs d'apport d'eau aux parcelles à partir de ressources sécurisées**
Pilote	Chambre d'Agriculture / ASTAF et COPAGE co-pilotes

CONTEXTE, ENJEUX ET OBJECTIFS

Favoriser la mise en place de réflexions collectives pour définir et orienter la stratégie à adopter en matière de prélèvement en eau pour l'abreuvement des cheptels.
Réduire les impacts des prélèvements sur les milieux naturels tout en veillant à sécuriser l'approvisionnement en eau des parcours.
Favoriser les projets collectifs d'approvisionnement en eau des parcelles pour l'abreuvement du cheptel.
Permettre le maintien des animaux en extérieur dans de bonnes conditions.
Mutualiser les investissements matériels.
Garantir le bon état de fonctionnement des milieux aquatiques et humides et leur approvisionnement en eau, la rationalisation étant effectivement plus efficiente pour améliorer la qualité des milieux.
Limiter les prélèvements sur les réseaux publics en période d'étiage sévère en allongeant la période de pâturage extérieur (ex Larzalier).

CONTENU DE L'ACTION ET MODALITES DE MISE EN OEUVRE

Valorisation des retenues existantes (Naussac Puylaurent...)
Création de stockages collectifs intersaisonniers dédiées à l'abreuvement (alimentation par un impluvium ou par prélèvement en cours d'eau, par des captages, ou des excédents de captage)
Réalisation de prélèvement en cours d'eau si le prélèvement est compatible avec le débit d'étiage du cours et les autres usages.
Financement d'investissements permettant le ravitaillement en eau des bêtes dans les pâturages : pompes, citernes, canalisations et bacs pour du gravitaire avec niveau constant ; aménagements connexes : franchissements, clôtures fixes ou temporaires, restauration de milieux dégradés…

Investissement réalisé après résultats d'une étude préalable (diagnostic) des besoins d'un secteur et des capacités à y répondre en fonction de la ressource disponible et de l'état des milieux dépendant de cette ressource : structuration collective des agriculteurs (ASA), plan de gestion collectif de la ressource en eau, entretien des aménagements.
Recenser et favoriser les secteurs dont les réseaux publics sont tendus en période d'étiage, et dont la part d'abreuvement est importante.

ACTEURS PRINCIPALEMENT CONCERNES

Groupement d'exploitants agricoles (ASA)

Cas particulier des sectionaux et des communaux :
portage public possible pour les travaux concernant des parcelles communales ou appartenant à une section.
DUP requise pour les travaux engagés par les communes et les EPCI

Cas particulier des projets concernant des zones à enjeux forts sur les milieux humides : portage pouvant être envisagé par les structures publique ayant la compétence GEMAPI ou les syndicats de rivière.
Dans ce cas, une DIG est requise.

Dans tous les cas, un fonds de concours sera demandé aux agriculteurs.

RESULTATS ATTENDUS ET SUITES A ENVISAGER

Permettre aux agriculteurs de maintenir les bêtes dans les prés et faciliter le ravitaillement en eau d'abreuvement en période d'étiage

Réduire le nombre d'adduction publique déficitaire en période d'étiage sévère.

PARTENAIRES

Partenaires techniques pré-identifiés : Chambre d'agriculture, COPAGE, ASTAF, EPTB/Syndicats de bassins versants/de rivière, FDPPMA, CEN48, exploitants de réseau d'eau potable

Partenaires financiers envisagés : Europe (FEADER), Etat, Région, Département, Agences de l'Eau, autres collectivités partenaires (GEMAPI)

ELEMENTS FINANCIERS

Animation collective : 5 à 10 jours par an (5 000 €/an)
Financement des investissements (taux à définir), contribution des bénéficiaires :
1 à 2 projets par an (100 000 €/an)

INDICATEUR DE SUIVI

Nombre d'exploitations, de parcelles concernées par l'équipement
Nombre de bêtes concernées
Économie d'eau sur le réseau AEP en période d'étiage?
Gain pour les milieux (amélioration de l'état, moindre prélèvement)
Volume de stockage

POINTS DE VIGILANCE

Engagement des bénéficiaires à entretenir le réseau collectivement et respect des plans de gestion
Engagement des bénéficiaires à réaliser un Plan d'amortissement de l'investissement

CALENDRIER DE MISE EN OEUVRE

Temps de construction de l'action : 2020
Suivi des projets en cours.

Test de l'action sur quelques projets avant son déploiement si les tests sont concluants : 2021
1 à 3 projets (en cours)

Temps de déploiement de l'action : A partir de 2022 (futur PDR)

SECURISER
les besoins essentiels

ACTION
26

ENJEU	**Pour des usages agricoles sécurisés et durables**
Objectif	*Sécuriser la ressource en eau sur les parcours*

Intitulé de l'action	**Mettre en place un dispositif en faveur des échanges de parcelles pour favoriser l'accès à l'eau**
Pilote	CD / partenaires : CA/SAFER/COPAGE

CONTEXTE, ENJEUX ET OBJECTIFS

Certaines parcelles qui ont accès à l'eau sont exploitées par des éleveurs qui possèdent un accès à l'eau en quantité suffisante. Ces exploitants peuvent avoir intérêt à échanger ces parcelles dans le but d'obtenir des parcelles qui répondent plus à leurs besoins et pouvoir satisfaire l'accès à la ressource en eau sur un parcellaire exploité par d'autre agriculteurs.

L'objectif de cette action est de favoriser les échanges de parcelles entre agriculteurs pour permettre l'accès de l'un ou plusieurs d'entre eux à un point d'eau aménagé, favorisant l'abreuvement des bêtes en pâturage et donc leur maintien en pâturage en période d'étiage.

CONTENU DE L'ACTION ET MODALITES DE MISE EN OEUVRE

Financement des frais d'échange (80 % du montant HT) entre au moins 2 agriculteurs.
Dossier mis en place avec l'accompagnement de la SAFER qui présentera le dossier en CDAF pour avis.

ACTEURS PRINCIPALEMENT CONCERNES

Exploitants agricoles, ayant la qualité de propriétaires fonciers des parcelles concernées par les échanges

RESULTATS ATTENDUS ET SUITES A ENVISAGER

Favoriser l'accès à l'eau en pâturage par le partage de la ressource entre agriculteurs.
Permettre aux agriculteurs de maintenir les bêtes dans les champs en période d'étiage.

PARTENAIRES

Partenaires techniques pré-identifiés : Chambre d'agriculture, COPAGE, SAFER, CDAF

Partenaires financiers envisagés : Département

ELEMENTS FINANCIERS

Prise en charge des frais liés à l'échange de parcelles à hauteur de 80% (notaires, géomètres, actes administratifs..).

INDICATEUR DE SUIVI

Nombre d'exploitations, de parcelles concernées par l'échange
Nombre de bêtes concernées
Nombre de tonnes à eau économisées, volume estimé sur une année (temps, impact carbone)
Allongement de la période de pâturage

POINTS DE VIGILANCE

Diagnostic préalable / SAFER
Présentation des dossiers en CDAF pour avis

CALENDRIER DE MISE EN OEUVRE

A partir du 2ème semestre 2020

Pour des usages agricoles sécurisés et durables

OBJECTIF : SECURISER LA RESSOURCE EN EAU SUR LES NOUVEAUX BATIMENTS

Contexte

Étant données la récurrence et la durée des sécheresses, ainsi que la tension sur certains réseaux d'eau potable observées ces dernières années, notamment lorsque les animaux d'élevage se trouvent dans les bâtiments, il est important de permettre aux agriculteurs de gagner en autonomie et de soulager temporairement le recours au transport d'eau organisé par la collectivité.

Pour cela, de même que pour les particuliers, l'installation de dispositifs pour la récupération et le stockage des eaux de toiture sur les bâtiments agricoles est une solution à développer en partenariat avec les collectivités concernées par des réseaux déficitaires.

ACTIONS	
27	**Favoriser la mise en œuvre pour les nouveaux bâtiments de systèmes de récupération d'eau de pluie**

SECURISER
les besoins essentiels

ACTION
27

ENJEU	**Pour des usages agricoles sécurisés et durables**
Objectif	*Sécuriser la ressource en eau sur les nouveaux bâtiments*

Intitulé de l'action	**Mettre en œuvre des systèmes de récupération et de stockage des eaux de pluie sur les bâtiments (avec phase expérimentale préalable)**
Pilote	Chambre d'Agriculture / COPAGE co-pilote

CONTEXTE, ENJEUX ET OBJECTIFS

Favoriser les installations visant à la récupération des eaux de pluie sur les constructions nouvelles de bâtiments d'élevage pour pallier les défaillances d'alimentation en eau en période d'étiage sévère et prolongé et soulager les réseaux AEP déficitaires.
Pour que cela soit possible, il convient de mettre en place un dispositif qui responsabilise l'agriculteur et qu'un véritable partenariat se crée avec la collectivité gestionnaire de la ressource. Cet investissement doit être favorable à chacune des parties ; il doit être « gagnant/gagnant ».

CONTENU DE L'ACTION ET MODALITES DE MISE EN OEUVRE

Financement d'études, d'aménagements et d'équipements permettant la récupération et le stockage des eaux de pluies sur les constructions nouvelles de bâtiments d'élevage.

Cette action fera dans un premier temps l'objet d'une nouvelle expérimentation auprès de quelques éleveurs (4 ou 5) implantés **prioritairement dans des zones où la ressource sera qualifiée de « tendue »** (réseau déficitaire public, projet de développement de la commune, etc.).
Elle se fera donc prioritairement sur les territoires identifiés en tension sur la ressource AEP avec une forte dominante de la consommation de l'eau liée à l'élevage.

Elle fait suite aux projets déjà réalisés en 2010/2011 qui n'ont pas permis de mesurer de façon systématique la plus-value réelle pour les collectivités gestionnaires de la ressource. D'autre part, ces projets étaient réalisés sur des bâtiments existants et non sur des nouveaux bâtiments.

Cette action se déclinera en trois temps :

1er temps : Retour d'expériences et suivi de la qualité de l'eau sur les aménagements existants (3) ; réalisation d'études de faisabilité et d'opportunité (10) en vue de réaliser 4 ou 5 aménagements expérimentaux.

Elles démontreront l'intérêt de réaliser l'investissement du point de vue de l'agriculteur et permettront de dimensionner le projet au regard des besoins de l'exploitation, mais également d'évaluer l'intérêt du point de vue du gestionnaire de la ressource (autonomie du bâtiment pendant la période d'étiage et impact de l'investissement sur les volumes prélevés).

Elles permettront par ailleurs de définir les indicateurs à utiliser pour évaluer la pertinence du projet au terme de 3 ans de mise en place du point de vue de chacune des parties (indicateurs financiers pour l'agriculteur et pour le gestionnaire, indicateur en terme de taux de remplissage et de volumes prélevés ou non en fonction des périodes, indicateur concernant l'entretien et la pérennité de l'ouvrage, la qualité de l'eau, la durée de stockage).

Ces études permettront d'identifier 4 ou 5 éleveurs pour lesquels un tel investissement serait pertinent.

Elles cibleront tous types d'élevages prioritairement dans des territoires où la ressource est déficitaire ou tendue.

<u>2ème temps :</u> Aménagements expérimentaux (4 ou 5).

Financement de l'investissement à réaliser en matière de récupération et de stockage des eaux de toiture dans le cadre de la réalisation d'un nouveau bâtiment.

Une réflexion est à mener pour définir les modalités techniques de suivi des niveaux de remplissage des réserves d'eau. De même, il faudra se poser la question des moyens de vérifier la qualité de l'eau ainsi stockée sur de longues périodes (qualité bactériologique, température, autres critères ?).

<u>3ème temps :</u> Déploiement de l'action (à l'issue des expérimentations).

On ne peut mesurer la pertinence d'un tel investissement qu'au bout de 3 ans.

L'expérimentation sera étendue si :
- les engagements pris par l'ensemble des bénéficiaires au sein de la charte sont jugés acceptables et peuvent être respectés
- l'aménagement et l'investissement qu'il représente s'avèrent satisfaisants et rentables pour l'agriculteur
- l'impact de l'aménagement pour la collectivité en terme de recettes et de meilleure disponibilité de la ressource en période d'étiage s'avère positif

Les indicateurs définis dans l'étude permettront de mesurer objectivement l'impact de l'aménagement et sa pertinence.

ACTEURS PRINCIPALEMENT CONCERNES

Exploitants agricoles/Réseaux AEP

RESULTATS ATTENDUS ET SUITES A ENVISAGER

Pouvoir répondre aux besoins en eau du cheptel en stabulation lorsque les autres ressources ne peuvent plus assurer l'approvisionnement.

PARTENAIRES

<u>Partenaires techniques pré-identifiés :</u> Chambre d'agriculture, COPAGE, ASTAF

<u>Partenaires financiers envisagés</u> : Europe (FEADER), État, Région, Département, autres collectivités partenaires

ELEMENTS FINANCIERS

Phase expérimentale (2021-2023) : 30 000 € sur 3 ans ; suivi température et analyses bactériologiques de qualité de l'eau (1 500 à 2000 €/an), investissement des sites expérimentaux*
Phase opérationnelle (à partir de 2023) : Financement des investissements* (taux à définir), contribution des bénéficiaires
Modalités de financements à définir (en lien avec les mesures existantes du FEADER présent et à venir)
** le montant des investissements sera évalué en fonction des études préalables*

INDICATEUR DE SUIVI

Nombre d'exploitations concernées par l'équipement
Nombre d'UGB concernées
Taux de remplissage de la réserve en eau
Impact financier de l'aménagement pour l'agriculteur et la collectivité

POINTS DE VIGILANCE

Partenariat à mettre en œuvre entre les collectivités gestionnaires et l'agriculteur pour que l'investissement soit véritablement une opération gagnant/gagnant.
Nécessité d'engagement dans **une charte de bonne utilisation** des stocks d'eau ainsi effectués : l'eau ainsi stockée permet à l'agriculteur d'avoir de la ressource disponible en période d'étiage lorsque les autres ressources sont déficientes.
Cette charte pourrait être co-signée avec la collectivité.

CALENDRIER DE MISE EN OEUVRE

Construction de l'action : 2020

Phase d'expérimentation :
Etudes préalables : 2021/2022
Aménagements expérimentaux : 2022/2023

Déploiement de l'action suite à l'expérimentation :
A partir de 2025, après avoir réalisé un bilan de l'usage de l'aménagement sur 3 exercices pour les agriculteurs et les collectivités gestionnaires (en fonction des indicateurs définis d'après les études préalables).

Pour des usages agricoles sécurisés et durables

OBJECTIF : AMELIORER LA CONNAISSANCE SUR LES PRELEVEMENTS ACTUELS ET POTENTIELS POUR L'IRRIGATION

Contexte

L'irrigation gravitaire est une pratique très ancienne dans le département de la Lozère. Autrefois très répandue, la diminution de la main d'œuvre dans les exploitations agricoles a conduit à une réduction importante de cette pratique. Là où elle est toujours présente, cette irrigation joue un rôle important pour le territoire en permettant le maintien d'une activité agricole dans des secteurs au relief difficile et constitue un patrimoine culturel très ancien. Cependant, l'irrigation gravitaire a la réputation d'être peu économe en eau. Dans un contexte de raréfaction de la ressource, il est nécessaire d'améliorer la connaissance de ces pratiques afin de les pérenniser tout en préservant l'équilibre des milieux aquatiques.

L'irrigation est présente aujourd'hui de façon inégale dans le département. Elle est présente et bien structurée sur certains bassins versants avec des associations d'irrigants. Cependant sur d'autres bassins versants, aucune structuration n'existe. Le changement climatique peut faire émerger de nouveaux besoins sur ces bassins. Il convient de mettre en place un cadre collectif permettant une mobilisation de ces ressources dans un objectif de gestion équilibrée et durable.

ACTIONS	
28	**Connaître et pérenniser les prélèvements d'eau par gravité**
29	**Accompagner les irrigants sur les bassins versants dépourvus de gestion collective**

SECURISER
les besoins essentiels

ACTION
28

ENJEU	**Pour des usages agricoles sécurisés et durables**
Objectif	*Améliorer la connaissance sur les prélèvements actuels et potentiels pour l'irrigation*

Intitulé de l'action	**Connaître et pérenniser les prélèvements d'eau par gravité**
Pilote	Chambre d'Agriculture

CONTEXTE, ENJEUX ET OBJECTIFS

Contexte :
L'irrigation est une pratique culturelle, répandue, ancestrale et patrimoniale sur le département de la Lozère. Il est néanmoins constaté une méconnaissance des prélèvements existants et par conséquent des volumes prélevés et restitués au milieu par les ouvrages gravitaires.

Enjeux :
Sécuriser l'accès à l'eau dans les reliefs en tenant compte du changement climatique.

Objectifs :
Pérenniser les prélèvements gravitaires et le patrimoine culturel qu'ils incarnent, tout en préservant l'équilibre des milieux aquatiques et en tenant compte des changements climatiques.

CONTENU DE L'ACTION ET MODALITES DE MISE EN OEUVRE

Privilégier une approche globale à l'échelle d'un territoire cohérent ou d'un bassin versant afin de favoriser l'implication des acteurs.
Évaluer l'état initial et de fonctionnement du bassin versant ou de l'entité à considérer, où se trouvent les prélèvements.
Recensement des ouvrages existants et de leurs caractéristiques techniques de prélèvement.

ACTEURS PRINCIPALEMENT CONCERNES

Irrigants, Chambre d'Agriculture Lozère, DDT Lozère, COPAGE, Syndicats mixtes.

RESULTATS ATTENDUS ET SUITES A ENVISAGER

Régulariser ou mettre en œuvre l'adaptation du système de prélèvement des ouvrages.
À terme, cela pourra se traduire par la réflexion globale à l'échelle du territoire.

PARTENAIRES

Partenaires techniques pré-identifiés : DDT Lozère, Supagro, autres Chambres d'agriculture, EPTB, Syndicats mixtes, COPAGE, PNC, Entente Unesco…

Partenaires financiers envisagés : Département Lozère, Région Occitanie, 3 Agences de l'Eau (AEAG, AERMC, AELB), ADEME, État, Europe.

ELEMENTS FINANCIERS

INDICATEUR DE SUIVI

POINTS DE VIGILANCE

CALENDRIER DE MISE EN OEUVRE

SECURISER
les besoins essentiels

ACTION
29

ENJEU	**Pour des usages agricoles sécurisés et durables**
Objectif	*Améliorer la connaissance sur les prélèvements actuels et potentiels pour l'irrigation*

Intitulé de l'action	**Accompagner les irrigants sur les bassins versants dépourvus de gestion collective**
Pilote	Chambre d'Agriculture

CONTEXTE, ENJEUX ET OBJECTIFS

Contexte :
Le changement climatique fait émerger de nouveaux besoins d'accès à l'eau pour l'irrigation agricole sur des bassins où l'usage est peu déployé et sans outil de gestion collective des prélèvements.

Enjeux :
Organiser la mobilisation de la ressource en eau disponible dans un contexte de nouveaux besoins et de changement climatique.

Objectifs :
Évaluer les possibilités et la pertinence de mise en place d'une gestion collective.

CONTENU DE L'ACTION ET MODALITES DE MISE EN OEUVRE

Recenser les usages actuels non organisés et les nouveaux besoins. Étudier la faisabilité de la mise en place d'une gestion collective tout en permettant une gestion équilibrée et durable de la ressource.

ACTEURS PRINCIPALEMENT CONCERNES

Irrigants actuels et porteurs de projet d'irrigation, Chambre d'Agriculture Lozère, DDT Lozère.

RESULTATS ATTENDUS ET SUITES A ENVISAGER

Cette action aboutira le cas échéant à :
- la mise en place d'une gestion collective organisée,
- une gestion équilibrée et durable de la ressource,
- une coordination en gestion de crise,
- une adéquation des besoins avec la ressource disponible.

À terme, cela pourra contribuer à une réflexion plus globale (gouvernance « eau » à l'échelle du territoire).

PARTENAIRES

Partenaires techniques pré-identifiés : DDT Lozère, Syndicats mixtes, EPTB, gestionnaires de ressources.

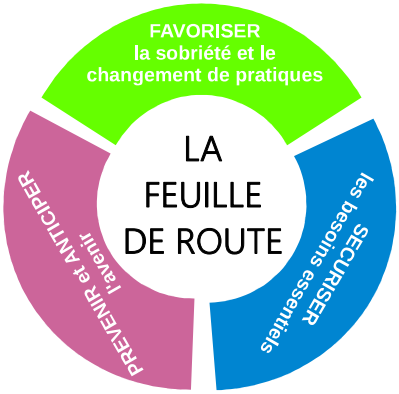
Partenaires financiers envisagés : Département Lozère, Région Occitanie, 3 Agences de l'Eau (AEAG, AERMC, AELB).

ELEMENTS FINANCIERS

INDICATEUR DE SUIVI

POINTS DE VIGILANCE

CALENDRIER DE MISE EN OEUVRE



PREVENIR et ANTICIPER l'avenir

Parce que la ressource en eau est particulièrement vulnérable en tête de bassin versant, c'est tout le territoire lozérien qui est concerné pour garantir la qualité et la quantité des nombreuses ressources.

Face à cet enjeu, il convient de préserver au mieux les ressources mobilisées (régularisation des captages, mise en place et respect des servitudes...), d'en assurer une gestion commune et collective pour valoriser du mieux possible toutes les ressources mais aussi d'avoir une vision prospective de la ressource pour l'ensemble des usages dans un contexte de raréfaction lié aux tensions qui vont s'accentuer dans l'avenir.

Pour une préservation et une valorisation des ressources mobilisées pour l'AEP

Protéger les ressources en eau
30, 31

Valoriser les ressources mobilisées
32

Pour une vision prospective et une gestion intégrée de l'eau

Optimiser l'utilisation et l'efficience des prélèvements d'eau actuels et potentiels
33

Étudier et partager à l'échelle de territoire pertinents
34

Pour une préservation et une valorisation des ressources mobilisées pour l'alimentation en eau potable

OBJECTIF : PROTEGER LES RESSOURCES EN EAU

Contexte

Sur le territoire lozérien, la desserte en eau potable des 53 300 abonnés au service public est assurée par l'intermédiaire de 940 points de prélèvement. Toutefois, la ressource en eau disponible pour l'alimentation en eau potable reste très limitée au regard d'une productivité moyenne des captages à l'étiage inférieure à 60 m³/j, des cours d'eau de tête de bassin versant ne permettant pas le maintien de prises d'eau et des nappes alluviales extrêmement réduites. La ressource en eau potable s'avère donc multiple, dispersée et au potentiel limité.

Afin d'anticiper les déficits de ressources en eau à venir, il est primordial de préserver les ressources en eau actuellement mobilisées dans un souci de maintien de la qualité de l'eau produite d'une part et de diminution moindre de leur productivité.

L'intégrité et la pérennité de nos ressources en eau passent par leur régularisation et leur protection d'une part et le respect des prescriptions définies sur le périmètre de protection rapprochée, et listées dans l'arrêté préfectoral, d'autre part.

Il est alors proposé de poursuivre l'accompagnement actuel pour la protection des ressources en eau et d'apporter un appui plus prononcé aux collectivités pour la préservation à long terme.

ACTIONS	
30	**Poursuivre l'accompagnement des collectivités pour la protection des ressources en eau**
31	**Créer une cellule d'appui aux collectivités gestionnaires pour le respect des servitudes sur les périmètres de protection des ressources en eau**

PREVENIR et ANTICIPER l'avenir

ACTION 30

ENJEU	**Pour une préservation et une valorisation des ressources mobilisées pour l'AEP**
Objectif	*Protéger les ressources en eau*

Intitulé de l'action	**Poursuivre l'accompagnement des collectivités pour la protection des ressources en eau**
Pilote	Département de la Lozère

CONTEXTE, ENJEUX ET OBJECTIFS

Afin d'anticiper les déficits de ressources en eau à venir, il est primordial de préserver les ressources en eau actuellement mobilisées dans un souci de maintien de la qualité de l'eau produite d'une part et de diminution moindre de leur productivité.
L'intégrité et la pérennité de nos ressources en eau passent par leur régularisation et leur protection d'une part et le respect des prescriptions définies sur le périmètre de protection rapprochée, et listées dans l'arrêté préfectoral, d'autre part.
Dans ces circonstances, il est proposé de poursuivre l'accompagnement des collectivités pour la protection des ressources en eau. La mise en œuvre de cette action nécessite l'intervention de nombreux acteurs (assistance technique, services instructeurs, partenaires financiers). Toutefois, il est proposé que le Département de la Lozère et plus particulièrement le SATEP soit identifié comme pilote afin de produire un état d'avancement à l'échelle départementale et assurer un suivi global.
Un appui aux collectivités gestionnaires d'eau potable pour le respect des servitudes sur les périmètres de protection des ressources en eau est également envisagé.

CONTENU DE L'ACTION ET MODALITES DE MISE EN OEUVRE

Au 1er janvier 2020, l'état d'avancement de la protection des ressources en eau est le suivant :

- 78 % des ressources publiques en eau à conserver sont régularisées,
- la procédure de régularisation n'a pas été initiée sur près de 85 ressources en eau (après déduction des ressources non régularisables et des ressources de service d'eau potable sans tarification, la régularisation peut être lancée sur une vingtaine de ressources),
- 71 ressources sont en cours d'abandon (ressources dont la régularisation n'a pas été poursuivie et qui devront être abandonnées),
- 45 % des ressources publiques en eau à conserver sont protégées.

Dans le cadre du nouveau programme d'intervention des agences de l'eau et des dispositifs contractuels Agences de l'eau – Département, des objectifs en matière de protection des ressources ont été définis et sont les suivants :

- 92 % des ressources publiques en eau à conserver régularisées au 31 décembre 2024,
- 82 % des ressources publiques en eau à conserver protégées au 31 décembre 2024.

Dans le cadre de sa mission d'assistance technique auprès des collectivités, le Département accompagne les collectivités éligibles et volontaires pour une protection de leurs ressources en eau. Ce travail nécessite un partenariat et une collaboration étroite avec les bureaux d'études, les services instructeurs de l'État et les partenaires techniques et financiers.
De plus, au-delà de cet appui individuel, le Département produit chaque année un état d'avancement de la protection de la ressource en eau, des moyens financiers dédiés et des priorités pour l'année à venir. L'ensemble de ces éléments font l'objet d'une restitution annuelle dans le rapport d'activités et lors du comité de gestion du SATEP.

ACTEURS PRINCIPALEMENT CONCERNES

Collectivités gestionnaires d'eau potable

RESULTATS ATTENDUS ET SUITES A ENVISAGER

Régulariser les ressources en eau assurant la desserte en eau potable
Protéger les ressources en eau assurant la desserte en eau potable

PARTENAIRES

ARS et DDT : partenaires techniques

Agences de l'Eau et Préfecture : partenaires techniques et financiers

ELEMENTS FINANCIERS

En première approche, à partir des coûts moyens observés et pour l'atteinte des objectifs préalablement définis, les moyens financiers nécessaires à la protection des ressources en eau sont évalués à :

- 1,2 M€ pour la régularisation des ressources en eau
- 5,2 M€ pour les acquisitions foncières et les travaux de protection.

INDICATEUR DE SUIVI

Taux de ressources en eau régularisées
Taux de ressources en eau protégées
Montant d'opérations réalisées pour la protection des ressources en eau

POINTS DE VIGILANCE

CALENDRIER DE MISE EN OEUVRE

Action déjà mise en œuvre
→ à poursuivre

PREVENIR et ANTICIPER l'avenir

ACTION 31

ENJEU	**Pour une préservation et une valorisation des ressources mobilisées pour l'AEP**
Objectif	*Protéger les ressources en eau*

Intitulé de l'action	**Créer une cellule d'appui aux collectivités pour le respect des servitudes sur les périmètres de protection des ressources**
Pilote	Agence Régionale de Santé

EN COURS D'ECRITURE PAR LE PILOTE ENVISAGE

CONTEXTE, ENJEUX ET OBJECTIFS

CONTENU DE L'ACTION ET MODALITES DE MISE EN OEUVRE

ACTEURS PRINCIPALEMENT CONCERNES

RESULTATS ATTENDUS ET SUITES A ENVISAGER

PARTENAIRES

ELEMENTS FINANCIERS

INDICATEUR DE SUIVI

POINTS DE VIGILANCE

CALENDRIER DE MISE EN OEUVRE

Pour une préservation et une valorisation des ressources mobilisées pour l'alimentation en eau potable

OBJECTIF : VALORISER LES RESSOURCES MOBILISEES

Contexte

Les collectivités gestionnaires d'eau potable doivent faire face à des étiages plus fréquents, plus marqués et sur des périodes plus longues. Avec le changement climatique, la productivité des ressources en eau devrait encore diminuer.

Si des mesures de sobriété tant sur la diminution des besoins en eau des différents usagers du service que la performance du service sont indispensables à l'adaptation au changement climatique, nous devons, tout de même, mettre en place des politiques publiques complémentaires permettant d'anticiper les déficits de ressources en eau à venir.

Au cours des années 2000, de nombreuses études de prospection de ressources en eau d'intérêt départemental ont été initiées. Cependant, ces études n'ont pas eu les résultats escomptés et n'ont donc pu permettre la connaissance et la mobilisation de nouvelle ressource à forte productivité.

A cette fin, il est proposé d'examiner les excédents de ressources en eau déjà mobilisées afin d'étudier les possibilités de sécurisation et maillage des systèmes d'alimentation en eau potable.

ACTIONS	
32	**Examiner les excédents valorisables et les possibilités d'interconnexion à partir des ressources stratégiques du département**

PREVENIR et ANTICIPER l'avenir

ACTION 32

ENJEU	**Pour une préservation et une valorisation des ressources mobilisées pour l'AEP**
Objectif	*Valoriser les ressources mobilisées*

Intitulé de l'action	**Examiner les excédents de ressources valorisables et les possibilités d'interconnexion à partir des ressources stratégiques**
Pilote	Département de la Lozère

CONTEXTE, ENJEUX ET OBJECTIFS

Le potentiel des ressources en eau et leur sensibilité aux sécheresses dépendent notamment de l'horizon géologique. Ainsi, les résurgences karstiques et les sources basaltiques déjà captées ont une productivité à l'étiage supérieure à 200 m³/j tandis que les sources en milieux granitique ou schisteux ont un potentiel moyen à l'étiage inférieur à 30 m³/j. La ressource en eau s'avère donc inégalement répartie sur le territoire lozérien et, dans la majorité des cas, les sources les plus productives sont éloignées des lieux à forte consommation.
Au cours des années 2000, de nombreuses études de prospection de ressources en eau d'intérêt départemental ont été initiées. Cependant, ces études n'ont pas eu les résultats escomptés et n'ont donc pu permettre la connaissance et la mobilisation de nouvelle ressource à forte productivité.

Or, les collectivités gestionnaires d'eau potable doivent faire face à des étiages plus fréquents, plus marqués et sur des périodes plus longues. Avec le changement climatique, la productivité des ressources en eau devraient encore diminuer.
Si des mesures de sobriété tant sur la diminution des besoins en eau des différents usagers du service que la performance du service sont indispensables à l'adaptation au changement climatique, nous devons, tout de même, mettre en place des politiques publiques complémentaires permettant d'anticiper les déficits de ressources en eau à venir.
A cette fin, il est proposé d'examiner les excédents de ressources en eau déjà mobilisées afin d'étudier les possibilités de sécurisation et maillage des systèmes d'alimentation en eau potable.

CONTENU DE L'ACTION ET MODALITES DE MISE EN OEUVRE

Il est alors envisagé de :

- établir la liste des ressources en eau stratégiques (en première approche, une liste de 80 ressources d'un débit supérieur à 100 m³/j peut être considéré)
- évaluer les besoins en eau actuellement alimentés par chacune de ces ressources
- déterminer les excédents valorisables tout en garantissant la préservation des milieux
- définir le périmètre sur lequel chaque ressource stratégique pourrait être valorisée et l'enveloppe de travaux nécessaire.

Ces examens seront réalisés à partir des connaissances existantes et de l'utilisation des outils de gestion présents sur le territoire. Le SATEP du Département aura en charge le pilotage de cette action qui devra être réalisée de manière collaborative et partenariale.

Ils alimenteront le Schéma Départemental d'Alimentation en Eau Potable, et feront également l'objet d'une restitution à l'échelle des communautés de communes.
En effet, ces examens s'avèrent très concrets et permettront de mettre en lumière les enjeux principaux du territoire et les solutions disponibles. Il s'agit donc d'un levier important pour une appropriation de la gestion quantitative des ressources en eau par les communautés de communes et syndicats.

ACTEURS PRINCIPALEMENT CONCERNES

Collectivités gestionnaires d'eau potable

RESULTATS ATTENDUS ET SUITES A ENVISAGER

Déterminer les excédents de ressources en eau et examiner les possibilités de valorisation
Communiquer auprès du territoire et notamment des communautés de communes

PARTENAIRES

Agences de l'Eau, ARS et DDT : partenaires techniques

ELEMENTS FINANCIERS

INDICATEUR DE SUIVI

Nombre de ressources en stratégiques examinées
Intégration des données du SDDAEP
Restitution auprès des communautés de communes

POINTS DE VIGILANCE

CALENDRIER DE MISE EN OEUVRE

Liste des ressources stratégiques : automne 2020
Examen : fin 2020 à fin 2021
Restitution : 2022

OBJECTIF : OPTIMISER L'UTILISATION ET L'EFFICIENCE DES PRELEVEMENTS D'EAU ACTUELS ET POTENTIELS

Contexte

Le département de la Lozère se situe en tête de bassin versant et ne dispose pas de réserves naturelles : son approvisionnement en eau est conditionné par les apports des précipitations, ce qui le rend particulièrement vulnérable. L'eau est une ressource stratégique qui doit être gérée au mieux, dans une approche systémique au niveau des territoires et en prenant en considération l'ensemble des usages (AEP, agriculture, énergie, continuité biologique des milieux, usages récréatifs, …) et non pas dans une pure approche de pénurie et de restriction.

L'amélioration de la gestion quantitative à l'échelle de territoires pertinents tels que les bassins versants est indispensable. Aussi, des études globales et prévues dans le cadre des Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux et/ou des Contrats de Rivières devront être menées et valorisées. Elles permettront de définir les conditions pour une meilleure valorisation de la ressource en eau disponible pour l'ensemble des usages et ce notamment à partir des retenues existantes.

Ces études pourront être complétées par des études plus spécifiques sur les enjeux principaux et notamment l'agriculture. Aussi, des études du potentiel agricole permettront de mieux connaître les potentialités agricoles du territoire afin d'anticiper les évolutions à opérer (conduites agricoles, filières, outils structurants…) pour une pérennité de l'activité sur le territoire.

Leur bonne réalisation nécessite le sérieux et l'implication de l'ensemble des acteurs tant sur l'évaluation de la situation actuelle que sur les méthodes de prospection employées.

ACTIONS	
33	**Etudier le potentiel agricole du territoire**

PREVENIR et ANTICIPER l'avenir

ACTION 33

ENJEU	Pour une vision prospective et une gestion intégrée de l'eau
Objectif	*Optimiser l'utilisation et l'efficience des prélèvements d'eau actuels et potentiels*

Intitulé de l'action	Étudier le potentiel agricole du territoire
Pilote	Chambre d'Agriculture

CONTEXTE, ENJEUX ET OBJECTIFS

Contexte :
Le potentiel de production du territoire lozérien et son économie sont affectés par le changement climatique. D'autre part, les ressources en place au niveau du territoire sont peut-être sous-valorisées, sous-utilisées car méconnues ou mal optimisée. L'inégalité d'accès aux infrastructures actuelles est également constatée.

Enjeux :
Valoriser le territoire au travers des cultures et filières actuelles voire celles nouvelles, à identifier et développer. Connaître et valoriser les ressources en eau actuellement disponibles, voire identifier les nouvelles ressources à mobiliser.

Objectifs :
Mieux connaître les ressources et potentialités du territoire au niveau des aspects agro-sociaux économiques (notamment via la mise en place de nouvelles filières) et de la disponibilité de la ressource en eau. Cela afin d'anticiper les évolutions à opérer (conduites agricoles, filières, outils structurants…) pour une pérennité de l'activité sur le territoire.

CONTENU DE L'ACTION ET MODALITES DE MISE EN OEUVRE

Étude agronomique du sol, topographique, climatique, ainsi que des cultures potentielles actuelles et à développer. Ce travail se fera en prenant en compte les résultats de travaux tels AP3C. Évaluation de la valorisation de la ressource en eau.

ACTEURS PRINCIPALEMENT CONCERNES

Porteurs de projets, agriculteurs en place, filières économiques, coopératives agricoles, collectivités/EPCI, DDT Lozère, Département Lozère, Chambre d'Agriculture Lozère, Lozère Développement, COPAGE, EPTB, Syndicats mixtes…

RESULTATS ATTENDUS ET SUITES A ENVISAGER

Identifier les potentiels et forces d'adaptation et d'évolution du territoire, ainsi que le portage pour leur mobilisation. Cette action permettra de mieux valoriser les ressources en place et identifier les leviers et optimisations de production et d'accès à l'eau nécessaires afin de conserver une activité agricole locale tout en envisageant les évolutions à opérer pour l'avenir (confortement des filières actuelles, création de nouvelles filières, circuits de commercialisation…). Elle permettra également de prendre en compte les demandes émergentes et les nouveaux besoins dans un contexte de changement climatique, de recherche de souveraineté alimentaire et de nouvelle aspiration du consommateur, tout cela dans un souci d'un d'accès durable à l'eau.
Études pilotées par la Chambre d'Agriculture de Lozère sur l'ensemble du territoire lozérien mais réalisées à l'échelle de territoires avec des enjeux spécifiques en s'appuyant des acteurs / partenaires qui y travaillent.

PARTENAIRES

Partenaires techniques pré-identifiés : DDT Lozère, SAFER, collectivités, EPTB, syndicats mixtes, coopératives agricoles, groupements d'agriculteurs…

Partenaires financiers envisagés : Département Lozère, Région Occitanie, 3 Agences de l'Eau (AEAG, AERMC, AELB), collectivités…

ELEMENTS FINANCIERS

INDICATEUR DE SUIVI

POINTS DE VIGILANCE

CALENDRIER DE MISE EN OEUVRE

OBJECTIF : ETUDIER ET PARTAGER A L'ECHELLE DE TERRITOIRES PERTINENTS

Contexte

Le département de la Lozère se situe en tête de bassin versant et ne dispose pas de réserves naturelles : son approvisionnement en eau est conditionné par les apports des précipitations, ce qui le rend particulièrement vulnérable. L'eau est une ressource stratégique qui doit être gérée au mieux, dans une approche systémique au niveau des territoires et en prenant en considération l'ensemble des usages (AEP, agriculture, énergie, continuité biologique des milieux, usages récréatifs, …) et non pas dans une pure approche de pénurie et de restriction.

L'amélioration de la gestion quantitative à l'échelle de territoires pertinents tels que les bassins versants est indispensable. Aussi, des études globales et prévues dans le cadre des Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux et/ou des Contrats de Rivières devront être menées et valorisées. Elles permettront de définir les conditions pour une meilleure valorisation de la ressource en eau disponible pour l'ensemble des usages et ce notamment à partir des retenues existantes.

Leur bonne réalisation nécessite le sérieux et l'implication de l'ensemble des acteurs tant sur l'évaluation de la situation actuelle que sur les méthodes de prospection employées.

ACTIONS	
34	**Engager, partager ou décliner des réflexions ou des actions sur la gestion quantitative par bassin versant**

PREVENIR et ANTICIPER l'avenir

ACTION 34

ENJEU	**Pour une vision prospective et une gestion intégrée de l'eau**
Objectif	*Étudier et partager à l'échelle de territoires pertinents*

Intitulé de l'action	**Engager, partager ou décliner des réflexions ou des actions sur la gestion quantitative**
Pilote	Direction Départementale des Territoires

CONTEXTE, ENJEUX ET OBJECTIFS

L'amélioration de la gestion quantitative à l'échelle d'un bassin versant cohérent constitue un volet important des contrats de rivière établis par les syndicats de bassin versant en concertation avec les différents acteurs locaux et partenaires. Ceux-ci sont notamment co-signés par l'État, la Région, le Département.
Les actions intégrées aux contrats de rivière sont issues d'une démarche participative et ont fait l'objet d'une validation et d'une priorisation par les acteurs du territoire : représentants des collectivités, des usagers et de l'État. Elles présentent donc un intérêt certain et s'avèrent légitimes.

Dans ces circonstances, il semble indispensable d'engager, de partager ou de décliner les réflexions ou actions qui ont été retenues dans les contrats de rivière.
Les études réalisées devront également être valorisées à l'échelle départementale auprès des acteurs du territoire en lien avec la gestion quantitative.

CONTENU DE L'ACTION ET MODALITES DE MISE EN OEUVRE

Aussi, au regard des contrats de rivière en cours, les réflexions ou actions suivantes devront être engagées, menées et diffusées :

- bassin versant du Lot Amont :
  - inventaires des prélèvements par rases sur la Colagne par la Chambre d'Agriculture
  - étude de l'efficacité des lâchers depuis le barrage de Charpal
  - élaboration d'un programme local de gestion des étiages sur la Colagne
- bassin versant du Tarn Amont :
  - qualifier l'équilibre quantitatif de chaque sous unité de gestion locale
  - élaborer un plan de gestion locale de la ressource en eau sur les sous unités de gestion locale qualifiées de déficitaire
- bassin versant des Gardons :
  - étude sur l'impact du changement climatique sur la ressource en eau du bassin versant des Gardons
- bassin versant de la Cèze :
  - étude pré-diagnostique des eaux souterraines du BV de la Cèze
- bassin versant du Chassezac :
  - précision et tests de débits objectifs d'étiage et de modalités de gestion adaptées
- bassin versant du Haut Allier :
  - contrat territorial Naussac en cours de définition

Au-delà des actions prévues à travers les contrats, il semble également nécessaire d'assurer une valorisation de ces études à l'échelle des expériences afin de partager l'état d'avancement des démarches, la méthodologie employée, les difficultés rencontrées, les résultats obtenus, …. . Cette valorisation pourrait être réalisée sous l'égide de la DDT.

ACTEURS PRINCIPALEMENT CONCERNES

Tout le territoire

RESULTATS ATTENDUS ET SUITES A ENVISAGER

Amélioration de la connaissance
Évaluation de l'impact du changement climatique
Élaboration de plans de gestion locaux de la ressource en eau

PARTENAIRES

Agences de l'Eau, ARS, Chambre d'agriculture, Département de la Lozère, PNC, PNR Aubrac, Syndicats de bassin versant : partenaires techniques

ELEMENTS FINANCIERS

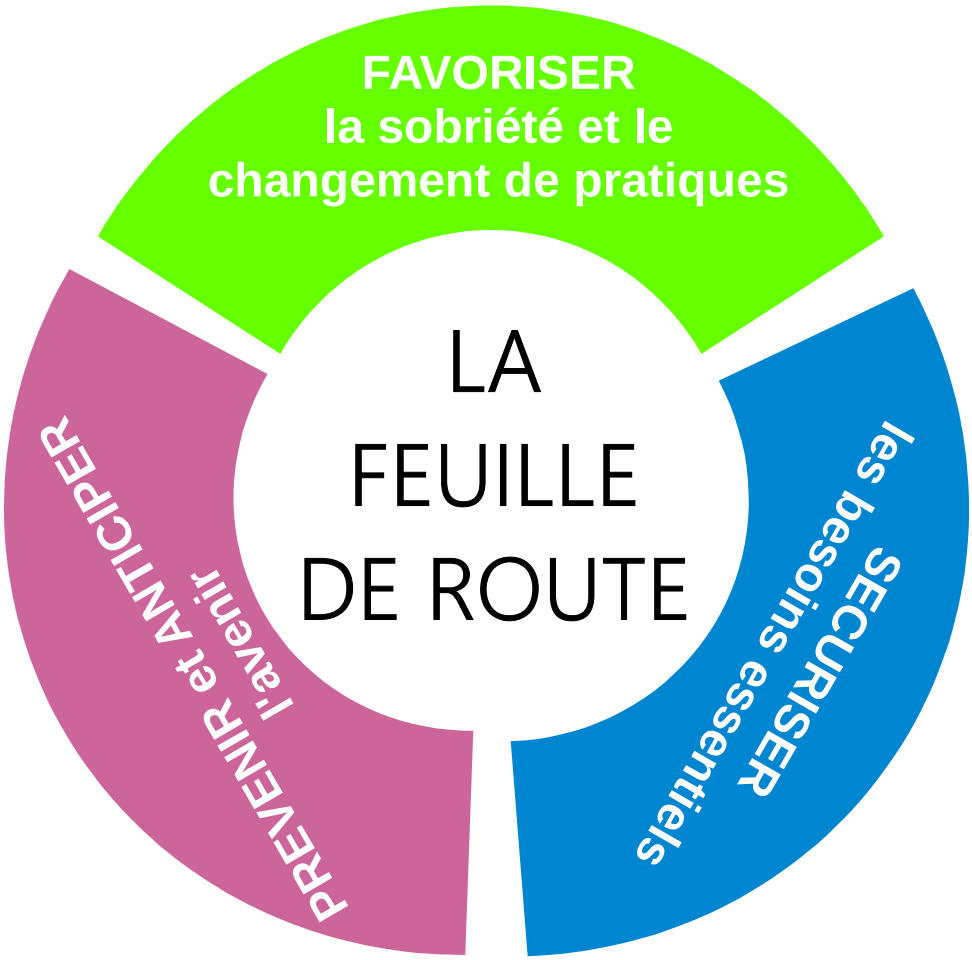
Montant global des actions envisagées : 400 000 € (selon inscriptions dans les contrats de rivières)

INDICATEUR DE SUIVI

Réalisation des études ou actions envisagées

POINTS DE VIGILANCE

CALENDRIER DE MISE EN OEUVRE


FAVORISER
la sobriété et le
changement de pratiques
LA
FEUILLE
DE ROUTE
SECURISER
les besoins essentiels
PREVENIR et ANTICIPER
l'avenir

Délibération n°CD_20_1017

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

Conseil Départemental

Séance du 19 juin 2020

Commission : Développement

Objet : Covid-19 Agriculture : Soutien à la mise en place du drive fermier Lozère

Dossier suivi par Ingénierie, Attractivité et Développement - Développement et Tourisme

Le Conseil Départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 09h30

Présents : Françoise AMARGER-BRAJON, Rémi ANDRE, Alain ASTRUC, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Bruno DURAND, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Sophie PANTEL, Guylène PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Laurent SUAU, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

Pouvoirs : Robert AIGOIN ayant donné pouvoir à Michèle MANOA.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU l'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;

VU le Programme de développement rural(PDR) 2014-2020 ;

VU les articles L 1611-4, L 3212-3, et L 3232-1-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération n°CP_17_126 du 15 mai 2017 approuvant la convention entre la Région et le Département en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

VU la délibération n°CD_19_1019 du 15 mars 2019 approuvant le règlement général d'attribution des subventions d'investissement et de fonctionnement ;

VU la délibération n°CD_19_1080 du 20 décembre 2019 approuvant la politique départementale et le budget 2020 « Agriculture et forêt» ;

VU la délibération n°CD_19_1093 du 20 décembre 2019 votant le Budget Primitif 2020 et la délibération n°CD_20_1009 du 20 avril 2020 votant la DM1 au budget primitif 2020 ;

CONSIDÉRANT le rapport n°600 intitulé "Covid-19 Agriculture : Soutien à la mise en place du drive fermier Lozère" en annexe ;

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

VU l'avis de la commission plénière du 15 juin 2020 ;

ARTICLE 1

Prend acte que le Département de la Lozère et la Chambre d'Agriculture ont travaillé conjointement dans ce contexte de crise du coronavirus et de confinement pour aider les agriculteurs à écouler leur production autour d'une plate-forme d'achat en ligne (lozere.mondrivefermier.fr) afin de mettre en place un drive fermier.

ARTICLE 2

Précise que :

- le Comité de Développement Local de Mende (CDL) porte le projet de drive et contractualise avec le prestataire du site internet, engage un organisme comptable, gère les transactions bancaires et rémunère les producteurs ;
- ce projet a été élaboré au départ comme une solution éphémère pour soutenir les producteurs mais que l'objectif consiste à faire perdurer cette solution au-delà de la crise de la COVID-19 et s'auto-financer par la suite.

ARTICLE 3

Approuve la participation du Département à la mise en œuvre de ce Drive Fermier et individualise une aide de 16 000 € (imputé au chapitre 930-0202/6574 (fonds COVID-19)) en faveur du Comité de Développement Local de Mende (CDL), sur la base du budget prévisionnel suivant, établit de la phase de lancement jusqu'au 11 juillet :

Dépenses

- Comptabilité spécifique avec assujettissement TVA
  (Organisme comptable, commissions bancaires) : .....3 000 €
- Convention d'utilisation marque Drive fermier Lozère :..... 1 300 €
- Contrat de prestation hébergeur du site : .....1 690 €
- Contrat de prestation Chambre d'Agriculture : .....20 720 €
- TOTAL DEPENSES : .....26 710 €

Recettes

- Subvention Conseil départemental Lozère : .....16 000 €
- Subvention Conseil Régional Occitanie (demandée) : .....3 000 €
- Autofinancement : .....7 710 €
- TOTAL RECETTES : .....26 710 €

ARTICLE 4

Autorise la signature de l'ensemble des documents nécessaires à la mise en œuvre de ce financement.

Adopté à l'unanimité des voix exprimées,

La Présidente du Conseil Départemental
Sophie PANTEL

Annexe à la délibération n°CD_20_1017 du Conseil Départemental du 19 juin 2020 : rapport n°600 "Covid-19 Agriculture : Soutien à la mise en place du drive fermier Lozère".

Le présent rapport a pour objet de proposer une aide à la mise en place du drive fermier Lozère. La demande de subvention a été instruite selon les dispositions de la loi NOTRe, conformément aux orientations régionales et départementales, et en cohérence avec la convention Région Occitanie et le Département de la Lozère, en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture (dont la pêche et l'aquaculture), de la forêt et de l'agro-alimentaire signée le 1er juillet 2017 et renouvelable par tacite reconduction jusqu'en 2021.

Soutien au lancement du Drive fermier Lozère

Le Département de la Lozère et la Chambre d'Agriculture ont travaillé conjointement dans ce contexte de crise du coronavirus et de confinement pour aider les agriculteurs à écouler leur production. En effet, la fermeture des marchés de plein vent et des restaurants scolaires et privés a entraîné une forte baisse des ventes et la crainte de perte de la production et d'un gaspillage.

Le mode de commercialisation en circuits-courts est alors devenu une urgence et la Chambre d'Agriculture a mobilisé les producteurs fermiers autour d'une plate-forme d'achat en ligne (lozere.mondrivefermier.fr) afin de mettre en place un drive fermier éphémère.

Un arrêté préfectoral autorise et encadre le déroulement de ces drives sur 4 lieux (Mende, St Chély d'Apcher, Marvejols et Florac) et précise les mesures « barrières » de circonstance. Cet arrêté est valable durant toute la période d'état d'urgence sanitaire, (a priori jusqu'au 10 juillet).

C'est le Comité de Développement Local de Mende (CDL) qui porte le projet de drive (Président : Jean-François Maurin). Les comités de développement locaux des 5 pôles décentralisés de la Chambre d'Agriculture réunissent les représentants locaux des organisations professionnelles agricoles et proposent des actions de développement prioritaires.

Le CDL de Mende contractualise avec le prestataire du site internet, engage un organisme comptable, gère les transactions bancaires et rémunère les producteurs. Un contrat de prestation avec la Chambre d'Agriculture précise les missions assurées par les agents de la Chambre.

La Chambre d'Agriculture assure une prestation auprès du CDL pour le fonctionnement opérationnel de la plate-forme : choix de la plateforme, recrutement des producteurs, référencement des produits, cohérences réglementaires, gestion du back-office du site avec animation et actualisation, appui logistique sur les points de retraits.

A noter qu'en plus de ce dossier porté par le CDL de Mende, la Chambre d'Agriculture, au titre de sa participation à des projets de développement agricole, a pris en direct l'ingénierie et l'animation nécessaire à ce projet : conception du projet, analyse de sa faisabilité, élaboration du modèle économique, portage juridique, fiscal et social, ingénierie financière. La Chambre d'Agriculture poursuivra son accompagnement du drive pour le compte du CDL au-delà du 11 juillet pour la partie gestion du back-office uniquement.

Parallèlement, le Département, accompagne également cette action depuis le démarrage : participation et organisation du comité de pilotage, conception des visuels, mise en place de la communication grand public (réseaux sociaux, campagnes radios, relations presse), organisation logistique amont (affichages consignes, circulation, flags) pour assurer le bon déroulement des distributions. Pour le démarrage de ce projet, jusqu'à l'été, des agents du Département sont également mobilisés chaque semaine pour mettre en place le drive (signalétique, circulation et communication) et accueillir les consommateurs. Jusqu'au 11 juillet, on peut estimer à 25 jours de travail pour des agents départementaux.

Un accompagnement financier de ce dispositif auprès de la Région Occitanie a été sollicité. Vous trouverez ci-dessous le plan de financement de la mise en place du drive fermier (jusqu'au 11 juillet 2020, sortie de l'état d'urgence sanitaire).

Budget prévisionnel de la phase de lancement juqu'au 11 juillet :

Dépenses		Recettes	
Comptabilité spécifique avec assujettissement TVA (Organisme comptable, commissions bancaires)	3 000 €	**Subvention Conseil départemental Lozère**	16 000 €
Convention d'utilisation marque Drive fermier Lozère	1 300 €	**Subvention Conseil Régional Occitanie (demandée)**	3 000 €
Contrat de prestation hébergeur du site	1 690 €	**Autofinancement**	7 710 €
Contrat de prestation Chambre d'Agriculture	20 720 €	*Dont adhésions des producteurs à la section Drive du CDL : 40 producteurs x 10 € = 400 €*	
		Dont prélèvements sur vente Drive : 10 % du chiffre d'affaires (estimé 30 000 €) = 3000 €	
TOTAL DEPENSES	**26 710 €**	**TOTAL RECETTES**	**26 710 €**

Ce projet a été élaboré au départ comme une solution éphémère pour soutenir les producteurs. L'objectif consiste à faire perdurer cette solution au-delà de la crise de la COVID-19 et s'auto-financer par la suite.

Le Département ne perçoit aucune recette liée à cette opération.

Quelques chiffres

A ce jour, 40 producteurs fermiers (agriculteurs) sont inscrits et ce sont 350 références de produits qui ont été renseignées par la Chambre d'Agriculture, principalement des produits laitiers, de la viande et de l'épicerie.

700 clients ont créé un compte et samedi 2 Mai les premiers consommateurs du drive ont pu récupérer leurs paniers pré-commandés en toute sécurité à Florac et Saint-Chély d'Apcher. Au 28 mai 2020, le chiffre d'affaires du drive s'élève à 16 612 €. Le budget prévisionnel table sur un chiffre d'affaires de 30 000 € au terme de la période de lancement.

Dans ce contexte, je vous propose de procéder à une attribution de subvention en faveur du projet décrit ci-après :

Lancement du Drive fermier Lozère

Bénéficiaire	Montant de l'aide
Comité de Développement Local de Mende	**16 000 € imputé au chapitre 930-0202/6574 (fonds COVID-19)**

La mise en place de cette opération est liée à la crise Covid, aussi les crédits seront prélevés sur le fonds COVID-19 constitué lors de la décision modificative n°2 au chapitre 930-0202/6574 (DIAD).

Si vous en êtes d'accord, je vous propose donc :

- **d'approuver l'individualisation d'un crédit total de 16 000 € en faveur du projet décrit ci-dessus ;**
- **de m'autoriser à signer les conventions et/ou avenants à intervenir avec le Comité de Développement Local de Mende.**

Délibération n°CD_20_1018

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

Conseil Départemental

Séance du 19 juin 2020

Commission : Finances et gestion de la collectivité

Objet : Budget : approbation des comptes de gestion, des comptes administratifs 2019 et affectation du résultat 2019

Dossier suivi par Ressources Humaines, Assemblées, Finances - Affaires financières

Le Conseil Départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 09h30

Présents : Françoise AMARGER-BRAJON, Rémi ANDRE, Alain ASTRUC, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Bruno DURAND, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Sophie PANTEL, Guylène PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Laurent SUAU, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

Pouvoirs : Robert AIGOIN ayant donné pouvoir à Michèle MANOA.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU l'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;

VU les articles L 3212-1, L 3311-1 et suivants, L3312-1 et suivants, R 3311-2 et suivants, R 3312-3 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le livre VI du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération n°CD_18_1050 du 22 octobre 2018 approuvant le règlement financier du Département ;

VU la délibération n°CD_19_1004 du 15 février 2019 relative au débat des orientations budgétaires 2019 ;

VU la délibération n°CD_19_1060 du 8 novembre 2019 votant les autorisations de programmes 2019 et antérieures ;

VU la délibération n°CD_19_1029 du 15 mars 2019 votant le Budget Primitif 2019 et la délibération n°CD_19_1049 du 28 juin 2019 votant la décision modificative n°1 et n°CD_19_1061 du 8 novembre 2019 votant la DM2 ;

CONSIDÉRANT le rapport n°702 intitulé "Budget : approbation des comptes de gestion, des comptes administratifs 2019 et affectation du résultat 2019" en annexe ;

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

VU l'avis favorable de la commission plénière du 15 juin 2020;

Madame Sophie PANTEL, ayant quitté la séance et n'ayant pris part ni au débat ni au vote ;

ARTICLE 1

Statuant sur les opérations de l'exercice 2019, sauf le règlement et l'apurement par la Chambre régionale des comptes, admet les opérations effectuées pendant la gestion 2019, à savoir :

Budget Principal :

- Recettes :.....175 456 410,80 €

- Dépenses : .....169 518 816,78 €

Excédent de recettes :..... 5 937 594,02 €

- Le résultat définitif de l'exercice 2019 s'établit comme suit :
  - résultat définitif de l'exercice 2018 : .....1 314 669,92 €
  - excédent de recettes 2019 : .....5 937 594,02 €
  - part de l'excédent de fonctionnement 2018 affecté à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement :.....- 6 288 531,74 €
  - Total..... 963 732,20 €

Le résultat définitif de l'exercice 2018 ayant présenté un excédent de recettes de 1 314 669,92 €, après couverture du besoin de financement de la section d'investissement, le résultat définitif de l'exercice 2019, égal au résultat du compte administratif du même exercice, est un excédent de recettes de 963 732,20 €.

Budget annexe Laboratoire Départemental d'Analyses :

- Recettes :.....2 248 361,92 €
- Dépenses : .....2 239 977,43 €

Excédent de recettes : .....8 384,49 €

Le résultat définitif de l'exercice 2018 ayant présenté un excédent de recettes de 662 928,51 €, le résultat définitif de l'exercice 2019, égal au résultat du compte administratif du même exercice, est un excédent de recettes de 671 313 €.

Budget annexe Aire de la Lozère :

- Recettes :.....1 095 448,37 €
- Dépenses : .....841 894,28 €

Excédent de recettes : .....253 554,09 €

Le résultat définitif de l'exercice 2018 ayant présenté un excédent de recettes de 1 825 289,93 €, le résultat définitif de l'exercice 2019, égal au résultat du compte administratif du même exercice, est un excédent de recettes de 2 078 844,02 €.

Budget annexe Domaine de Boissets :

- Recettes :.....111 757,04 €
- Dépenses : .....91 090,92 €

Excédent de recettes : .....20 666,12 €

Le résultat définitif de l'exercice 2018 ayant présenté un excédent de recettes de 602 746,26 €, le résultat définitif de l'exercice 2019, égal au résultat du compte administratif du même exercice, est un excédent de recettes de 623 412,38 €.

ARTICLE 2

Demande qu'il plaise à la Chambre régionale des comptes de faire droit aux motifs ci-dessus énoncés, exigés du comptable, à savoir : Néant.

ARTICLE 3

Approuve les comptes administratifs 2019 du Département qui se résument comme suit :

Budget principal	Fonctionnement	Investissement	Total
Recettes de l'exercice	132 978 239,32 €	42 478 171,48 €	175 456 410,80 €
Dépenses de l'exercice	121 457 908,33 €	48 060 908,45 €	169 518 816,78 €
Résultat de l'exercice	11 520 330,99 €	-5 582 736,97 €	5 937 594,02 €
Résultats reportés 2018	1 314 669,92 €	- 6 288 531,74 €	-4 973 861,82 €
Résultat de clôture 2019	12 835 000,91 €	-11 871 268,71 €	963 732,20 €

Laboratoire départemental d'analyses	Fonctionnement	Investissement	Total
Recettes de l'exercice	2 077 105,24 €	171 256,68 €	2 248 361,92 €
Dépenses de l'exercice	2 077 105,24 €	162 872,19 €	2 239 977,43 €
Résultat de l'exercice		8 384,49 €	8 384,49 €
Résultats reportés 2018		662 928,51 €	662 928,51 €
Résultat de clôture 2019		671 313,00 €	671 313,00 €

Aire de la Lozère	Fonctionnement	Investissement	Total
Recettes de l'exercice	738 045,62 €	357 402,75 €	1 095 448,37 €
Dépenses de l'exercice	738 045,62 €	103 848,66 €	841 894,28 €
Résultat de l'exercice		253 554,09 €	253 554,09 €
Résultats reportés 2018		1 825 289,93 €	1 825 289,93 €
Résultat de clôture 2019		2 078 844,02 €	2 078 844,02 €

Domaine des Boissets	Fonctionnement	Investissement	Total
Recettes de l'exercice	66 957,85 €	44 799,19 €	111 757,04 €
Dépenses de l'exercice	66 957,85 €	24 133,07 €	91 090,92 €
Résultat de l'exercice		20 666,12 €	20 666,12 €
Résultats reportés 2018		602 746,26 €	602 746,26 €
Résultat de clôture 2019		623 412,38 €	623 412,38 €

ARTICLE 4

Décide d'affecter à la décision modificative n°2 de l'exercice 2020, sur la base du solde du compte administratif 2019 du budget principal qui se traduit par un excédent de fonctionnement de 12 835 000,91 € et par un déficit d'investissement de 11 871 268,71 €, comme suit :

- sur le budget principal :
  - 11 871 268,71 € à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement. Ce montant sera inscrit en décision modificative n° 2/2020 en recettes d'investissement au chapitre 923, article 1068 : Excédents de fonctionnement capitalisés.
  - 963 732,20 € en report à la section de fonctionnement, soit une recette à l'article budgétaire 002 : Résultat de fonctionnement reporté, qui sera employée pour le financement de la Décision Modificative n° 2 de l'exercice 2020.

- sur les 3 budgets annexes, les excédents d'investissement de clôture, repris par la procédure d'anticipation, ont été portés en recette d'investissement à la décision modificative n° 1 de l'exercice 2020.

Adopté à l'unanimité des voix exprimées,

La Présidente du Conseil Départemental
Sophie PANTEL

Délibération n°CD_20_1018

Annexe à la délibération n°CD_20_1018 du Conseil Départemental du 19 juin 2020 : rapport n°702 "Budget : approbation des comptes de gestion, des comptes administratifs 2019 et affectation du résultat 2019".

I – Comptes de gestion 2019

Etabli par le Payeur Départemental, le compte de gestion retrace l'ensemble des opérations de l'exercice en dépenses et recettes. Il comporte une balance générale de tous les comptes tenus par le Payeur (comptes budgétaires et compte de tiers notamment correspondant aux créanciers et débiteurs de la collectivité) ainsi que le bilan comptable de la collectivité décrivant l'actif et le passif de la collectivité.

J'ai l'honneur de soumettre à votre examen puis validation les comptes de gestion 2019 du budget principal et des budgets annexes établis par Monsieur PEYRE - Payeur Départemental.

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA LOZERE

VU le compte rendu par Monsieur PEYRE, Payeur départemental, des recettes et dépenses pour l'exercice 2019 comprenant :

1) l'excédent des recettes du compte administratif de l'exercice 2018,

2) les recettes et les dépenses faites au titre de l'exercice 2019,

VU les pièces justificatives rapportées à l'appui dudit compte,

VU le budget principal, les budgets annexes et les décisions modificatives desdits budgets de l'exercice 2019 présentés par Mme PANTEL, Présidente du Conseil Départemental de la Lozère,

CONSIDERANT que l'examen de ces comptes n'a donné lieu à aucune observation.

D E L I B E R E :

ARTICLE 1 - Statuant sur les opérations de l'exercice 2019, sauf le règlement et l'apurement par la Chambre régionale des comptes, le Conseil Départemental admet les opérations effectuées pendant la gestion 2019, à savoir :

Budget Principal :

- Recettes	175 456 410,80 €
- Dépenses	169 518 816,78 €
D'où il résulte un excédent de recettes de :	5 937 594,02 €

Le résultat définitif de l'exercice 2019 s'établit comme suit :

. résultat définitif de l'exercice 2018 :	1 314 669,92 €
. excédent de recettes 2019 :	5 937 594,02 €
. part de l'excédent de fonctionnement 2018 affecté à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement :	- 6 288 531,74 €
Total	963 732,20 €

Le résultat définitif de l'exercice 2018 ayant présenté un excédent de recettes de 1 314 669,92 €, après couverture du besoin de financement de la section d'investissement, le résultat définitif de l'exercice 2019, égal au résultat du compte administratif du même exercice, est un excédent de recettes de 963 732,20 €.

Budget annexe Laboratoire Départemental d'Analyses :

Recettes :	2 248 361,92 €
Dépenses :	2 239 977,43 €

D'où il résulte un excédent de recettes de : 8 384,49 €

Le résultat définitif de l'exercice 2018 ayant présenté un excédent de recettes de 662 928,51 €, le résultat définitif de l'exercice 2019, égal au résultat du compte administratif du même exercice, est un excédent de recettes de 671 313 €.

Budget annexe Aire de la Lozère :

Recettes :	1 095 448,37 €
Dépenses :	841 894,28 €

D'où il résulte un excédent de recettes de : 253 554,09 €

Le résultat définitif de l'exercice 2018 ayant présenté un excédent de recettes de 1 825 289,93 €, le résultat définitif de l'exercice 2019, égal au résultat du compte administratif du même exercice, est un excédent de recettes de 2 078 844,02 €.

Budget annexe Domaine de Boissets :

Recettes :	111 757,04 €

Dépenses :	91 090,92 €

D'où il résulte un excédent de recettes de : 20 666,12 €

Le résultat définitif de l'exercice 2018 ayant présenté un excédent de recettes de 602 746,26 €, le résultat définitif de l'exercice 2019, égal au résultat du compte administratif du même exercice, est un excédent de recettes de 623 412,38 €.

ARTICLE 2 - Le Conseil Départemental demande qu'il plaise à la Chambre régionale des comptes de faire droit aux motifs ci-dessus énoncés, exigés du comptable, à savoir : Néant.

II – Comptes administratifs 2019

Conformément à l'article L.1612-12 - 1er alinéa du code général des collectivités territoriales, j'ai l'honneur de soumettre à votre examen les comptes administratifs 2019 du Département qui se résument ainsi qu'il suit :

Budget principal

	Fonctionnement	Investissement	Total
Recettes de l'exercice	132 978 239,32 €	42 478 171,48 €	175 456 410,80 €
Dépenses de l'exercice	121 457 908,33 €	48 060 908,45 € ~~54 349 440,19 €~~	169 518 816,78 € ~~121 457 908,33 €~~
Résultat de l'exercice	**11 520 330,99 €**	**-5 582 736,97 €** ~~- 11 871 268,71 €~~	**5 937 594,02 €** ~~- 350 937,72 €~~
Résultats reportés 2018	1 314 669,92 €	- 6 288 531,74 €	-4 973 861,82 € ~~1 314 669,92 €~~
Résultat de clôture 2019	**12 835 000,91 €**	**-11 871 268,71 €**	**963 732,20 €**

Délibération n°CD_20_1018

Budgets annexes :

Laboratoire départemental d'analyses

	Fonctionnement	Investissement	Total
Recettes de l'exercice	2 077 105,24 €	171 256,68 €	2 248 361,92 €
Dépenses de l'exercice	2 077 105,24 €	162 872,19 €	2 239 977,43 €
Résultat de l'exercice		**8 384,49 €**	**8 384,49 €**
Résultats reportés 2018		662 928,51 €	662 928,51 €
Résultat de clôture 2019		**671 313,00 €**	**671 313,00 €**

Aire de la Lozère

	Fonctionnement	Investissement	Total
Recettes de l'exercice	738 045,62 €	357 402,75 €	1 095 448,37 €
Dépenses de l'exercice	738 045,62 €	103 848,66 €	841 894,28 €
Résultat de l'exercice		**253 554,09 €**	**253 554,09 €**
Résultats reportés 2018		1 825 289,93 €	1 825 289,93 €
Résultat de clôture 2019		**2 078 844,02 €**	**2 078 844,02 €**

Domaine des Boissets

	Fonctionnement	Investissement	Total
Recettes de l'exercice	66 957,85 €	44 799,19 €	111 757,04 €
Dépenses de l'exercice	66 957,85 €	24 133,07 €	91 090,92 €
Résultat de l'exercice		**20 666,12 €**	**20 666,12 €**
Résultats reportés 2018		602 746,26 €	602 746,26 €
Résultat de clôture 2019		**623 412,38 €**	**623 412,38 €**

Les résultats, détaillés par nature de dépenses, sont présentés dans le dossier annexé au présent rapport, document auquel vous pouvez vous reporter avant de statuer définitivement.

En concordance avec les comptes de gestion du Payeur Départemental, tels sont les chiffres des comptes administratifs 2019 du budget principal et des 3 budgets annexes soumis à votre vérification et que je vous propose de bien vouloir approuver.

III – Affectation du résultat de fonctionnement 2019

Après validation du compte administratif, l'assemblée doit procéder à l'affectation du résultat de fonctionnement.

L'affectation du résultat concerne le seul budget principal ; les budgets annexes se soldant en équilibre de fonctionnement par ajustement de la subvention d'équilibre.

Comme présenté ci-dessus le compte administratif 2019 du budget principal se solde par :

- un excédent de fonctionnement de : + 12 835 000,91 €
- un déficit d'investissement de : - 11 871 268,71 €

L'instruction comptable M52 prévoit que le résultat excédentaire de la section de fonctionnement doit servir en premier lieu à couvrir le déficit d'investissement.

Je vous propose donc d'affecter le résultat de clôture de la section de fonctionnement d'un montant de 12 835 000,91 € ainsi qu'il suit :

- 11 871 268,71 € à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement. Ce montant sera inscrit en décision modificative n° 2/2020 en recettes d'investissement au chapitre 923, article 1068 : Excédents de fonctionnement capitalisés.
- 963 732,20 € en report à la section de fonctionnement, soit une recette à l'article budgétaire 002 : Résultat de fonctionnement reporté, qui sera employée pour le financement de la Décision Modificative n° 2 de l'exercice 2020.
- Pour les 3 budgets annexes les excédents d'investissement de clôture, repris par la procédure d'anticipation, ont été portés en recette d'investissement à la décision modificative n° 1 de l'exercice 2020.

Les comptes de gestion, ainsi que les comptes administratifs, sont joints au dossier du rapporteur.

COMPTE ADMINISTRATIF 2019

lozère
LE DÉPARTEMENT

lozere.fr

Table des matières

INTRODUCTION GÉNÉRALE....5

BUDGET PRINCIPAL : RÉSULTATS 2019 - LE CONTRAT AVEC L'ETAT....7

LES AUTRES PRINCIPAUX CHIFFRES 2019....13

LA SECTION DE FONCTIONNEMENT....21

INTRODUCTION....22

LES RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT....24

Les dotations globalisées (DGF, DGD, Compensations fiscales) : 43 746 K€....27

Les concours et fonds spécifiques (CNSA, FMDI): 5 386 K€....29

La fiscalité indirecte de compensation : 19 372 K€....32

La fiscalité directe : 34 336 K€ (hors Part État DMTO)....35

La fiscalité indirecte classique : 18 483 K€....38

Autres recettes : 5 624 K€....44

ÉVOLUTION DES DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT....47

LES SUBVENTIONS PLAN D'ÉQUIPEMENT DÉPARTEMENTAL (PED)....58

LA SECTION D'INVESTISSEMENT....59

LES RECETTES D'INVESTISSEMENT....60

La D.D.E.C. et les amendes de radars automatiques....62

La Dotation de Soutien à l'Investissement des Départements (D.S.I.D.)....64

Le Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (F.C.T.V. A.)....66

Les subventions et participations....66

Les autres recettes....68

Les emprunts....68

ÉVOLUTION DES DÉPENSES RÉELLES D'INVESTISSEMENT....69

LES SUBVENTIONS D'ÉQUIPEMENT....79

LES DÉPENSES PAR DIRECTIONS....83

PÔLE INFRASTRUCTURES DEPARTEMENTALES....85

Direction des Routes....86

Direction des mobilités, des aménagements numériques et des transports – Mission Technologies de l'information et de la communication....89

Direction des mobilités, des aménagements numériques et des Transports – Mission Transports et Mobilités....90

PÔLE SOLIDARITE TERRITORIALE....93

Direction de l'Ingénierie, de l'Attractivité et du Développement (contrats territoriaux)....94

Direction de l'Ingénierie, de l'Attractivité et du Développement (hors contrats)....96

Direction du Développement Éducatif et Culturel....100

Direction rattachée Lecture publique Médiathèque Départementale de Lozère....105

Direction des Archives Départementales....106
PÔLE SOLIDARITE SOCIALE....107
Direction Générale Adjointe de la Solidarité Sociale....108
RESSOURCES INTERNES....129
Direction des Affaires Juridiques, de la Commande Publique et de la Logistique – Service de la Commande Publique – Mission Achats et Moyens....130
Direction des Affaires Juridiques, de la Commande Publique et de la Logistique – Mission Affaires Juridiques....132
Direction des Affaires Juridiques, de la Commande Publique et de la Logistique – Service de la Commande Publique – Mission Marchés publics....133
Direction des Affaires Juridiques, de la Commande Publique et de la Logistique – Service des Bâtiments départementaux....134
Direction adjointe en charge des systèmes d'information et télécommunications....137
Direction adjointe des Ressources Humaines....139
Direction des Ressources Humaines, Assemblées et Finances – Service des Affaires financières et Service des Assemblées et de la Comptabilité....145
CABINET, COMMUNICATION & PROTOCOLE....147
Direction du Cabinet et du Protocole....148
Direction de la Communication....149
SDIS....151
La contribution au Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS)....152
AUTOFINANCEMENT ENDETTEMENT....153
L'AUTOFINANCEMENT....154
L'ENDETTEMENT....157
LA TRÉSORERIE....160
BUDGETS ANNEXES....163
LABORATOIRE DÉPARTEMENTAL D'ANALYSES....164
AIRE DE LA LOZÈRE....167
DOMAINE DES BOISSETS....170
RÉSULTATS D'ACTIVITÉ DES BUDGETS ANNEXES (EN RECETTES ET DÉPENSES RÉELLES)....172
SYNTHESE....173
SYNTHÈSE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2019....174

INTRODUCTION GÉNÉRALE

La gestion 2019 s'est déroulée dans le contexte contraint du Contrat de Cahors signé avec l'État le 29 juin 2018 avec pour objectifs, sur les 3 années 2018, 2019 et 2020 :

- la maîtrise de la dépense publique sur la base d'une trajectoire d'évolution annuelle des dépenses de fonctionnement de 1,2 % hors AIS , 2 % pour les AIS ;
- l'amélioration du besoin de financement ;
- l'amélioration de la capacité de désendettement.

Cette deuxième année d'exécution du contrat fait ressortir :

- des dépenses de fonctionnement d'un total de 100 733 K€, dépenses en diminution de 4,3 M€ par rapport à 2018 (105 075 K€) avec le transfert définitif à la Région de la dépense Transports hors personnes handicapées. Après retraitements réglementaires le contrat est respecté. Dans ce contexte, les subventions aux associations, les participations aux organismes ont été globalement maintenues permettant à ces structures de maintenir la vie et l'animation locale sur le territoire lozérien ;
- des recettes à hauteur de 126 947 K€ ;
- une épargne brute d'un niveau élevé de 26 203 K€ :
  - améliorant le besoin de financement et finançant 62,43% des dépenses réelles d'investissement (26 203 K€ / 41 970 K€),
  - limitant le recours à l'emprunt à 3 M€ pour une prévision de 14,5 M€.

L'encours de dette s'élève au 31/12/2019 à 39 324 K€ contre 44 193 K€ en 2018 soit 4 869 K€ de moins avec une faible capacité de désendettement de 1,5 années (2,07 en 2018). Trois emprunts ont été remboursés par anticipation.

Les taux d'exécution atteignent 97,69 % en fonctionnement (99,78 % pour les crédits routiers) et 92,88 % en investissement.

Le niveau d'investissement est conséquent avec 41 970 K€ répartis en :

équipements départementaux : 22 309 K€

équipements non départementaux : 10 768 K€

Opérations non ventilées : 8 893 K€ (capital emprunts : 7 869 K€, régularisation opérations patrimoniales aménagements fonciers : 824 K€, participations : 200 K€)

BUDGET PRINCIPAL : RÉSULTATS 2019 - LE CONTRAT AVEC L'ETAT

Les résultats de la gestion 2019

Section d'investissement

Les dépenses de l'exercice 2019 s'élèvent à 48 060 908 € et les recettes à 42 478 171 € soit un déficit d'exercice de – 5 582 737 €.

Au déficit de l'exercice 2019 s'ajoute le déficit reporté de l'année 2018 de – 6 288 532 € **(1).**

La section d'investissement 2019 se solde par un déficit de clôture de - 11 871 269 €.

Section de fonctionnement

Les dépenses de l'exercice 2019 s'élèvent à 121 457 908 € et les recettes à 132 978 239 € soit un excédent d'exercice de + 11 520 331 €.

A cet excédent 2019 s'ajoute l'excédent reporté de l'année 2018 de + 1 314 670 € **(2).**

La section de fonctionnement 2019 se solde par un excédent de clôture de + 12 835 001 €.

L'excédent de clôture de fonctionnement permet de :

- couvrir le déficit d'investissement de clôture : 11 871 269 €

- d'obtenir un résultat final : **963 732 €**

Structure du Compte Administratif 2019 par fonctions

	DEPENSES		RECETTES	
	Services généraux	2 523 765	Services généraux	150 000
	Sécurité	616 008		
I	Enseignement	4 096 818	Enseignement	1 009 762
N	Culture, vie sociale, jeunesse, sports	703 637	Culture, vie sociale, jeunesse, sports	14 167
V	Prévention médico-sociale	4 826		
E	Action sociale	716 764		
S	Réseaux et infrastructures	19 294 636	Réseaux et infrastructures	1 150 734
T	Aménagement et environnement	3 551 998	Aménagement et environnement	5 039 747
I	Transports		Transports	
S	Développement	1 568 202	Développement	1 026 408
S	***TOTAL EQUIPEMENTS***	***33 076 653***	***TOTAL EQUIPEMENTS***	***8 390 819***
E	Dotations et participations	*200 000*	Dotations et participations	3 230 883
M	Dettes, autres opérations financières	*7 869 425*	Dettes	9 288 532
E	Opérations pour compte de tiers	824 230	Opérations pour compte de tiers	783 141
N	Opérations patrimoniales	59 631	Opérations patrimoniales	59 631
T	Transferts entre les sections	6 030 969	Transferts entre les sections	20 725 166
	TOTAL EXECUTION 2019	**48 060 908**	**TOTAL EXECUTION 2019**	**42 478 171**
	Déficit de l'exercice 2019	**-5 582 737**		
	Déficit reporté 2018	**-6 288 532**	**(1)**	
	Déficit de clôture 2019	**-11 871 269**		

	Services généraux	8 971 121	Services généraux	372 281
	Sécurité	3 899 672	Sécurité	25 575
F	Enseignement	6 186 971	Enseignement	723 389
O	Culture, vie sociale, jeunesse, sports	3 443 381	Culture, vie sociale, jeunesse, sports	252 961
C	Prévention médico-sociale	302 232	Prévention médico-sociale	28 306
T	Action sociale	52 221 010	Action sociale	7 344 690
I	Réseaux et infrastructures	15 383 739	Réseaux et infrastructures	977 460
O	Aménagement et environnement	678 834	Aménagement et environnement	92 379
N	Transports	3 554 264	Transports	593 591
N	Développement	4 722 701	Développement	575 194
E	***TOTAL SERVICES INDIVIDUALISES***	***99 363 926***	***TOTAL SERVICES INDIVIDUALISES***	***10 985 825***
M			Impositions directes	32 682 772
E	Reversement Impositions directes	524 514	Autres impôts et taxes	38 609 379
N	Charges d'intérêts	716 103	Dotations et participations	44 661 521
T	Transferts entre les sections	20 725 166	Opérations financières	3 161
	Fonctionnement des groupes d'élus	68 452	Transferts entre les sections	6 030 969
	Provisions	59 748	Reprises sur provisions	4 612
	TOTAL EXECUTION 2019	**121 457 908**	**TOTAL EXECUTION 2019**	**132 978 239**
			Excédent de l'exercice 2019	**11 520 332**
			Excédent reporté 2018 (2)	**1 314 670**
			Résultat de clôture 2019	**12 835 001**
			Solde d'exécution finale	**963 732**

Le Contrat avec l'État

Signataire le 29 juin 2018 du Contrat de Cahors, le Département de la Lozère avait pour objectif sur les 3 exercices 2018, 2019 et 2020 de maîtriser sa dépense publique, améliorer son besoin de financement et améliorer également sa capacité de désendettement.

Pour l'exercice 2019 les trajectoires fixées et le bilan d'exécution s'établissent ainsi qu'il suit :

A - Maîtrise de la dépense publique

1 - Trajectoire

Evolution annuelle des dépenses réelles de fonctionnement (DRF) - comptes de classe 6 - limitée à 1,2 % sur la base des DRF du compte administratif 2017 soit un **plafonnement des DRF** 2019 de **102 915 177 €.**

CA 2017	1,2 %	CA 2018	1,2 %	CA 2019
100 488 971 €	1 205 868 €	101 694 839 €	1 220 338 €	102 915 177 €

Le retraitement des dépenses intervient dans le cadre d'une augmentation :

- significative des dépenses d'accueil et prise en charge des mineurs non accompagnés ;

- au-delà de + 2 % des dépenses des allocations individuelles de solidarité (RSA, APA, PCH).

Également, les éléments susceptibles d'affecter la comparaison des DRF notamment les changements de périmètre, les transferts de charges entre collectivités, la survenance d'éléments exceptionnels affectant significativement le résultat seront pris en compte.

2 - Exécution

Les DRF 2019 s'élèvent à 98 408 535 €.

Elles sont inférieures de – 4 954 805 € (- 4,79%) par rapport aux DRF 2018 (103 363 341 €) suite au terme le 31/12/2018 de la compétence déléguée Transports (scolaires lignes régulières et touristiques) définitivement transférée à la Région.

Chapitre	Objet	2017	2018	2019
011	**Charges générales**	**16 043 363 €**	**15 727 605 €**	**9 348 401 €**
012	Charges de personnels	29 214 374 €	29 342 267 €	29 436 846 €
013	Atténuation charges personnel	-1 097 424 €	-1 286 127 €	-1 600 983 €
012	**Charges nettes personnel**	**28 116 950 €**	**28 056 140 €**	**27 835 863 €**
65	**Autres charges de gestion**	**53 993 836 €**	**58 671 042 €**	**60 388 358 €**
	AIS	*20 913 975 €*	*21 544 959 €*	*21 922 842 €*
	Compensation Région Transports		*3 165 647 €*	*3 165 647 €*
66	**Charges financières**	**882 784 €**	**774 846 €**	**705 907 €**
67	**Charges exceptionnelles**	**1 452 037 €**	**133 708 €**	**130 007 €**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**100 488 971 €**	**103 363 341 €**	**98 408 535 €**

3 - Retraitements

Allocations Individuelles de solidarité

Sur la base de la trajectoire suivante la part des dépenses supérieure à 2 % d'évolution est déduite du total des DRF soit **254 369 €** pour l'exercice 2019.

	2017	2018	2019
Base AIS	20 238 129 €		
+ 2 %		404 763 €	412 858 €
Trajectoire	**20 238 129 €**	**20 642 892 €**	**21 055 750 €**

Le retraitement des AIS ramène les DRF 2019 à 98 154 166 €.

	2017	2018	2019
Total AIS	20 913 975 €	21 544 959 €	21 922 842 €
Déduction ACTP (en baisse)	-675 847 €	-625 672 €	-612 723 €
Total AIS hors ACTP	20 238 129 €	20 919 287 €	21 310 119 €
A déduire – Dépassement des 2 %		**276 395 €**	**254 369 €**
TOTAL DRF RETRAITEES DES AIS	**100 488 971 €**	**103 086 946 €**	**98 154 166 €**

Transfert compétence transports

Le transfert à la Région de la compétence transport (transports scolaires, transports à la demande, lignes régulières et touristiques) a induit pour le Département le versement d'une compensation arrêtée par la CLERCT d'un montant de 3 165 657 €. Il s'agit d'une dépense nouvelle 2018 affectant significativement la comparaison avec les DRF 2017 et qui impactera dorénavant chacun des exercices suivants. Le montant de cette compensation CLERCT a été retiré des DRF 2018.

Au 1er janvier 2019, la compétence Transports, exercée par délégation en 2017 (6 507 K€) et 2018 (6 264 K€), par le Département de la Lozère a définitivement basculé à la Région.

Pour la comparaison des exercices 2018 / 2019 les DRF 2019 sont minorées du montant CLERCT et majorées de la dépense Transports transférée à la Région. Le coût est défini sur la base d'un taux d'évolution de 1,125 % appliqué à la dépense 2018.

	2017	2018	2019
Versement CLERCT	0 €	-3 165 657 €	-3 165 657 €
Compétence transférée Transports	6 507 090 €	6 264 056 €	6 334 527 €
TOTAL DRF RETRAITEES DES AIS ET TRANSPORTS	**100 488 971 €**	**99 921 289 €**	**101 323 036 €**

Le retraitement des dépenses AIS et Compétence Transports situent les DRF 2019 à hauteur de 101 323 036 € soit en deçà de l'objectif fixé au contrat.

Mineurs non accompagnés

Les dépenses MNA évoluent entre 2018 et 2019 de + 645 232 € (+ 56,01 %).

	2017	2018	2019
Phase accueil / évaluation	84 647 €	147 172 €	519 873 €
Phase ASE	952 953 €	1 004 812 €	1 277 343 €
TOTAL DEPENSES MNA	**1 037 599 €**	**1 151 984 €**	**1 797 216 €**

B - Amélioration du besoin de financement

1 - Trajectoire

Dans le cadre du contrat, le besoin de financement, soit les emprunts minorés des remboursements de dette, avait pour trajectoire :

2017	2018	2019
1 549 354 €	7 977 313 €	7 468 040 €

2 - Exécution

L'exécution 2019 se clôture avec un besoin de financement négatif de – 4 869 424 €.

	2017	2018	2019
Emprunt 2016 - CDC - 2 456 077 € - solde	456 077 €		
Emprunt 2016 – Société générale - 3 M€	3 000 000 €		
Emprunt 2017 – Crédit Agricole - 5 M€		5 000 000 €	
Emprunt 2018 – Crédit Agricole - 2 M€		2 000 000 €	
Emprunt 2018 – Crédit Coopératif - 3 M€			3 000 000 €
Tirages sur revolving	4 500 000 €		
Total emprunts nouveaux	**7 956 077 €**	**7 000 000 €**	**3 000 000 €**

Capital dette ancienne	5 406 723 €	5 323 643 €	5 396 955 €
Capital remboursé par anticipation		1 125 000 €	2 472 469 €
Remboursement tirages emprunts Revolving	1 000 000 €	4 500 000 €	
Remboursement cautions Polen		1 500 €	
Total Remboursement dette	**6 406 723 €**	**10 950 143 €**	**7 869 424 €**

Besoin de financement	**1 549 354 €**	**- 3 948 643 €**	**-4 869 424 €**

C - Amélioration de la capacité de désendettement

L'encours de dette de 44 193 277 € au 31/12/2018 est ramené à 39 323 853 € au 31/12/2019 soit une baisse de – 4 869 424 € (- 11,02 %).

Amorcés en 2018 (1 125 K€) les efforts d'amélioration de la capacité de désendettement se sont poursuivis en 2019 avec le remboursement par anticipation du solde de :

- 2 emprunts 2013 de la Banque Postale pour 1 404 K€, avec indemnité de sortie de 28 K€,

- emprunt 2012 du Crédit Agricole pour 1 068 K€, avec indemnité de sortie de 49 K€.

Notre très bon ratio d'Épargne brute soit 26,203 M€ et notre effort de désendettement nous permettent de faire ressortir une excellente capacité de désendettement de 1,5 années.

LES AUTRES PRINCIPAUX CHIFFRES 2019

Les évolutions des comptes administratifs (en K€)

Budget principal	2017	2018	**2019**
Dépenses de fonctionnement	122 339	125 462	**121 458**
Recettes de fonctionnement	127 057	133 065	**134 293**
Dépenses d'investissement	48 765	48 921	**54 349**
Recettes d'investissement	44 806	42 633	**42 478**
Résultat	759	1 315	**964**

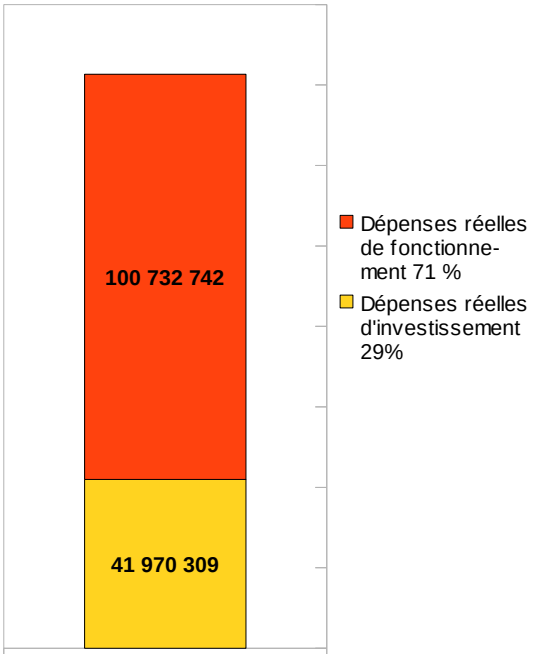
Budget annexe Laboratoire Départemental	2017	2018	**2019**
Dépenses de fonctionnement	1 892	2 037	**2 077**
Recettes de fonctionnement	1 892	2 037	**2 077**
Dépenses d'investissement	184	161	**163**
Recettes d'investissement	142	154	**171**
Résultat	-42	-7	**8**

Budget annexe Aire de la Lozère	2017	2018	**2019**
Dépenses de fonctionnement	727	736	**738**
Recettes de fonctionnement	727	736	**738**
Dépenses d'investissement	138	134	**104**
Recettes d'investissement	343	349	**357**
Résultat	205	215	**253**

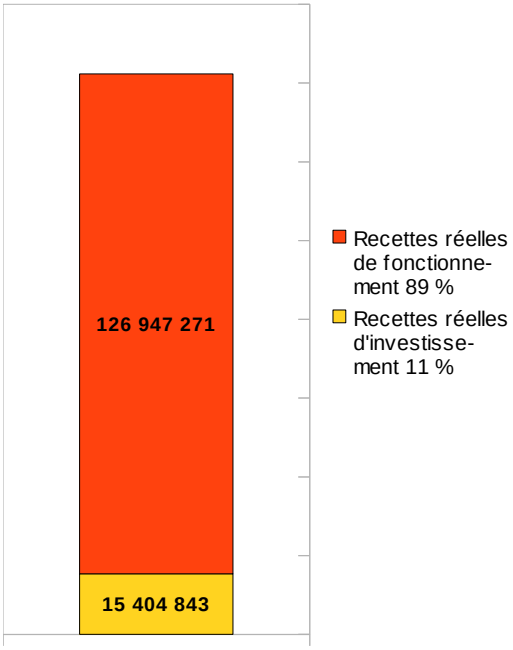
Budget annexe domaine des Boissets	2017	2018	**2019**
Dépenses de fonctionnement	57	62	**67**
Recettes de fonctionnement	57	62	**67**
Dépenses d'investissement	14	19	**24**
Recettes d'investissement	44	45	**45**
Résultat	30	26	**21**

Les grandes masses budgétaires 2019 (budget principal)

DEPENSES

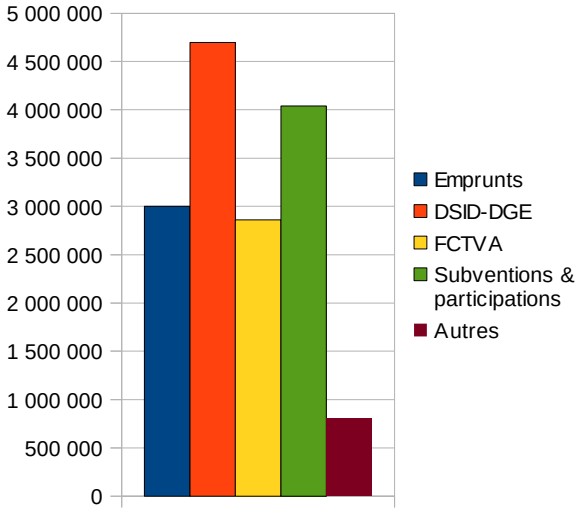


RECETTES

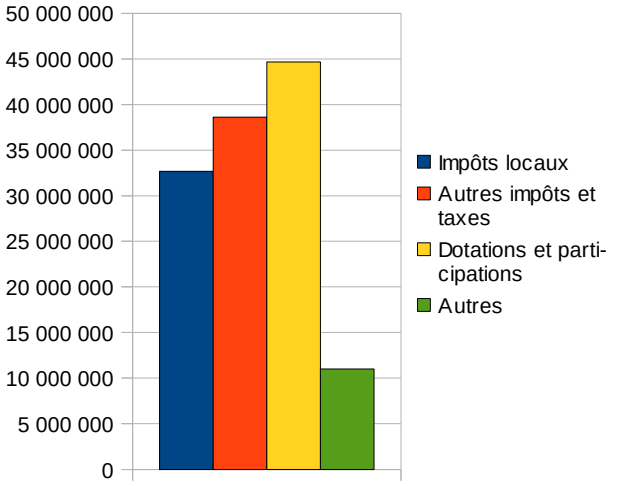


Les montants d'investissement, en dépenses et en recettes, incluent les mouvements de tirages et de remboursements sur emprunt revolving.

RECETTES INVESTISSEMENT

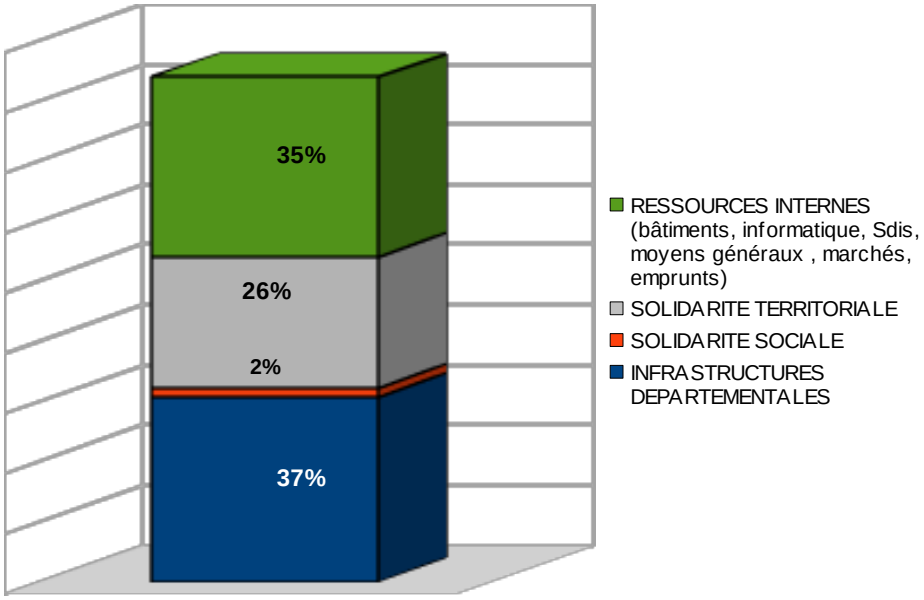


RECETTES FONCTIONNEMENT

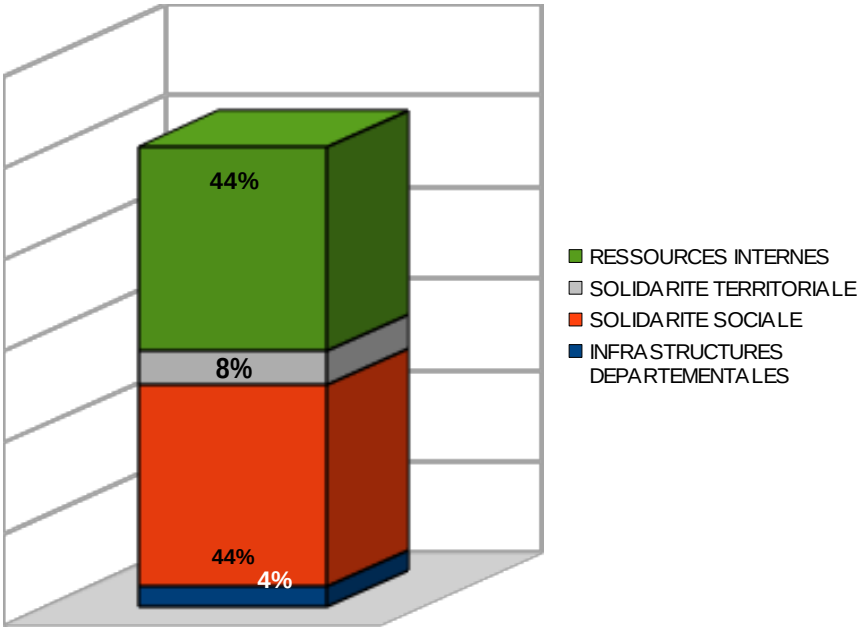


Répartition des dépenses réelles par pôle

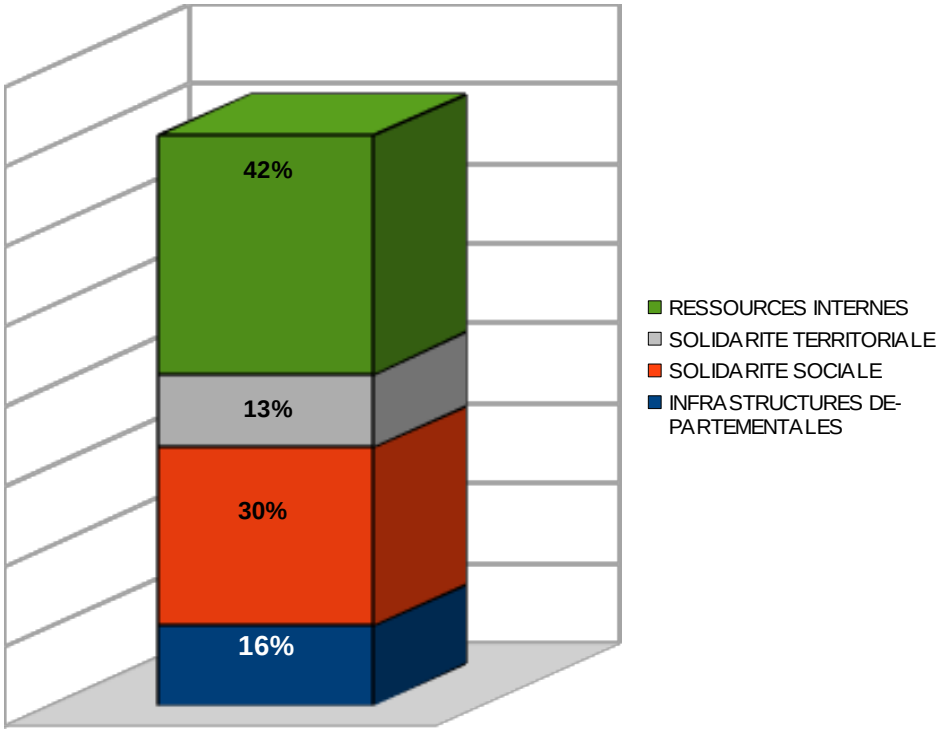
INVESTISSEMENT (41 970 K€)



FONCTIONNEMENT (100 733 K€)



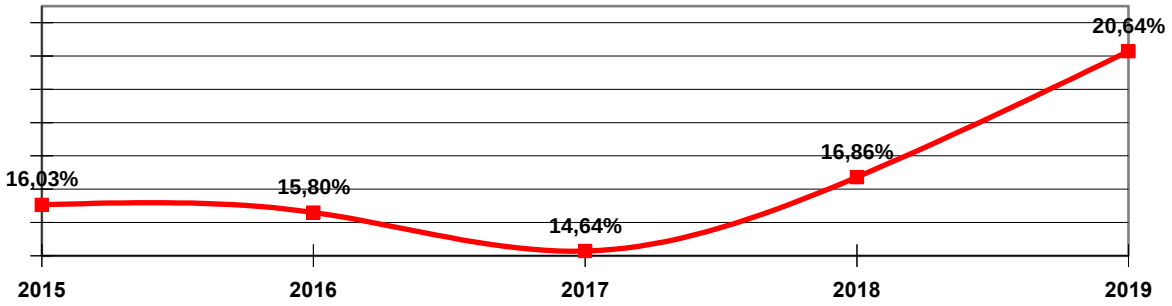
BUDGET TOTAL (142 703 K€)



L'épargne brute

Les dépenses de fonctionnement contractualisées avec l'État sur la base d'une évolution de 1,2 % ont diminué de – 4,13% par rapport à 2018, hors retraitements.

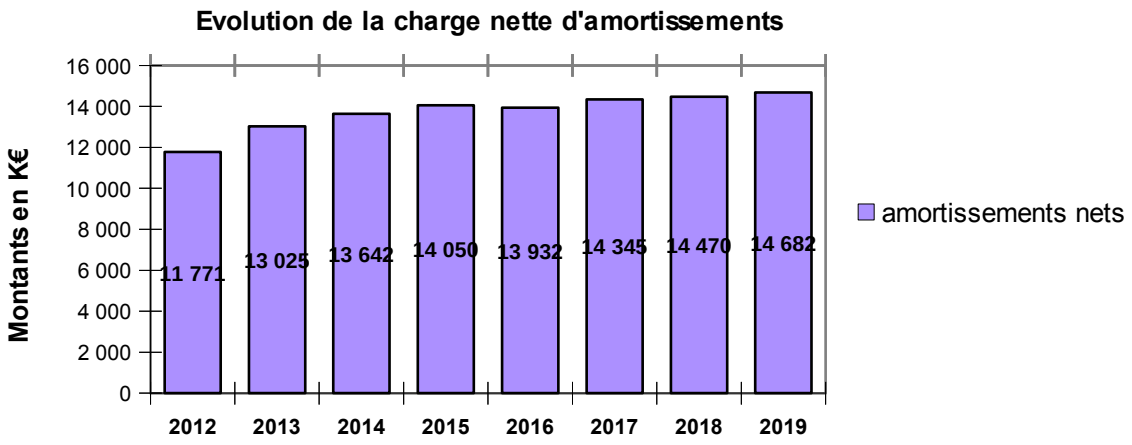
L'évolution du taux d'épargne brute est la suivante :



Les amortissements

La dépense des amortissements achats/travaux s'élève à 20 712 K€. La recette est de 6 030 K€ incluant amortissement des dotations et subventions pour 5 549 K€ et neutralisations : 481 K€.

La charge nette est donc de **14 682 K€**.

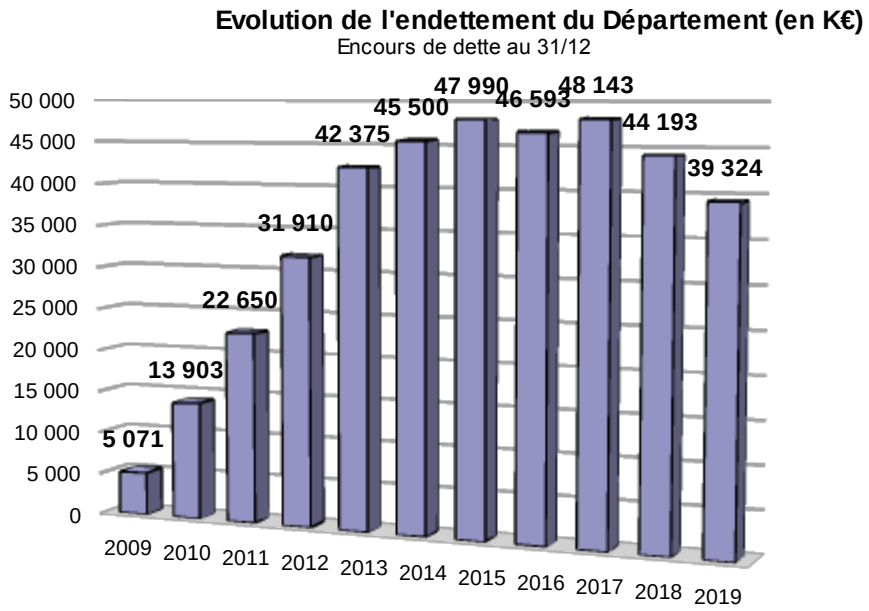


La dette en baisse

Au 31/12/2019, 59 % de la dette du Département est à taux fixe, 28 % à taux variable et 13% indexée sur le livret A.

Encours au 31/12/2019	39 323 852,72 €
Capacité de désendettement au 31/12/2019	1,5 années

La capacité de désendettement moyenne des départements de – 250 000 habitants est en 2017 supérieure à 4 années.



Engagements externes

Garanties d'emprunts	
Encours au 31/12/2019	19 580 K€
Dont organismes œuvrant dans le logement social	15 380 K€
Nombre d'organismes garantis	10
Dont organismes œuvrant dans le logement social	5

Le ratio Galland qui compare les annuités de dette propre et de dette garantie aux recettes réelles de fonctionnement ne doit pas excéder 50 % de ces dernières.

Annuité de la dette propre au 31/12/19	7 869 K€
Annuité de la dette garantie au 31/1/19	1 648 K€
Recettes réelles de fonctionnement	126 947 €
Ratio Galland	**7,49 %**

Ratios légaux

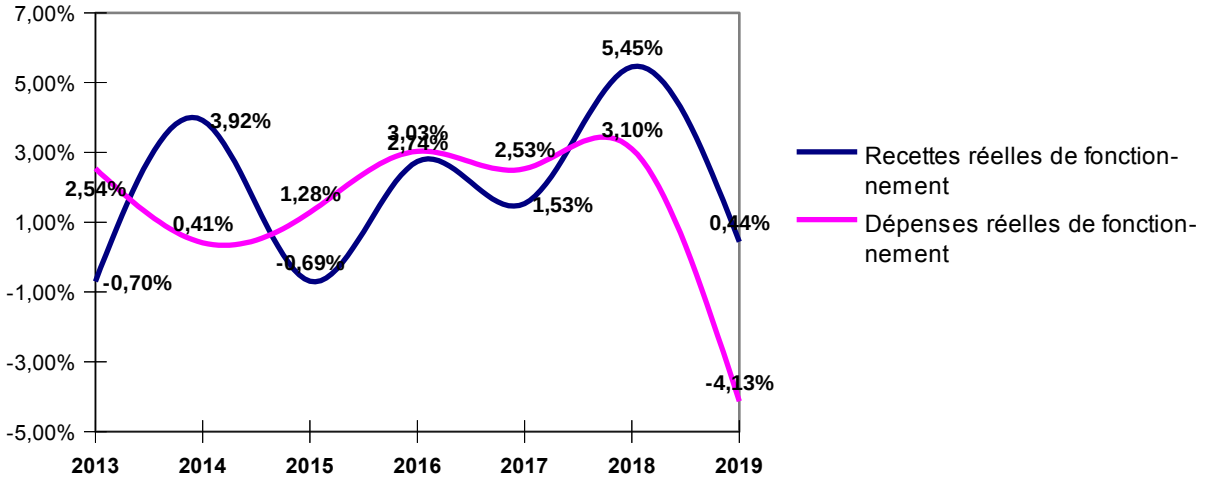
	2016	2017	2018	2019
Dépenses réelles de fonctionnement en euros par habitant	1 231,57	1 334,73	1 376,98	1 318,11
Produit des impositions directes en euros par habitant	277,33	266,16	309,05	318,47
Recettes réelles de fonctionnement en euros par habitant	1 462,62	1 569,60	1 656,29	1 661,14
Dépenses d'équipement (art.20+21+23) en euros par habitant	364,70	391,31	351,38	443,06
Encours de la dette en euros par habitant	577,27	630,48	579,14	514,56
Dotation globale de fonctionnement en euros par habitant	558,31	541,18	541,52	541,46
Part des dépenses de personnel dans les dépenses de fonctionnement	0,28	0,29	0,29	0,30
Dépenses d'équipement brut / recettes de fonctionnement	0,28	0,26	0,21	0,27
Encours de la dette rapporté aux recettes réelles de fonctionnement	0,39	0,40	0,35	0,31

LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

INTRODUCTION

Les recettes de fonctionnement réelles progressent entre 2018 et 2019 de + 0,44 %, les dépenses de fonctionnement diminuent elles de – 4,13 %, soit un différentiel de 4,57 %.

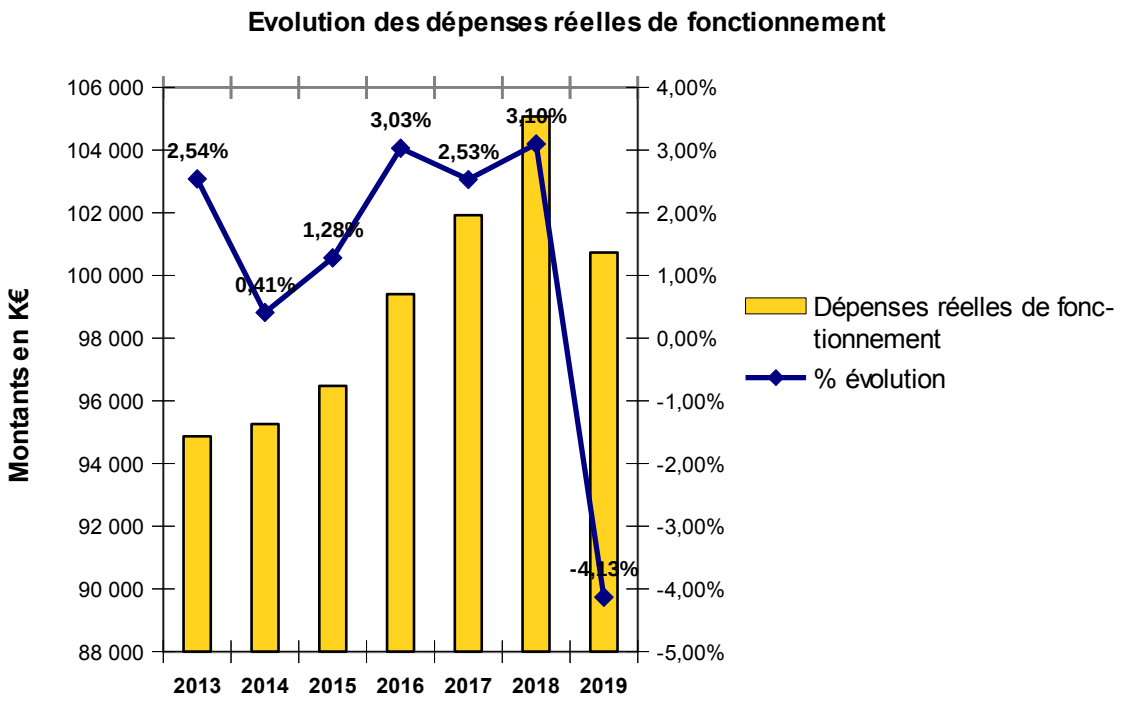
Comparaison % d'EVOLUTION des recettes et dépenses réelles de fonctionnement



Dans le cadre de la procédure de rattachements 6,368 M€ de charges ont été rattachées à l'exercice 2019 dont 5,198 M€ au titre de la Solidarité Sociale. 0,575 M€ de recettes ont été rattachées à l'exercice 2019.

Mise en place en 2012, cette procédure, effectuée en application du principe d'indépendance des exercices, vise à faire apparaître dans le résultat d'un exercice donné seulement les charges et recettes qui s'y rapportent. Cette opération comptable entraîne une augmentation des charges correspondant aux services réalisés en 2019 mais payés en 2020, de même qu'une augmentation des recettes réalisées en 2019, mais encaissées en 2020.

Le taux d'épargne brute est de 20,64 % en 2019. Son montant est de 26 203 K€.


Evolution des dépenses réelles de fonctionnement
Montants en K€
106 000
104 000
102 000
100 000
98 000
96 000
94 000
92 000
90 000
88 000
4,00%
3,00%
2,00%
1,00%
0,00%
-1,00%
-2,00%
-3,00%
-4,00%
-5,00%
2,54%
0,41%
1,28%
3,03%
2,53%
3,10%
-4,13%
2013
2014
2015
2016
2017
2018
2019
Dépenses réelles de fonctionnement
% évolution

LES RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT

En 2019, le total des recettes réelles de fonctionnement s'élève à 126 947 271 €, soit une augmentation de + 557 462 € (+ 0,44 %) par rapport à l'année 2018.

Cette augmentation s'explique par les principales évolutions suivantes :

Évolutions à la baisse	
Compensation Région - Transports	- 4 519 K€
Participation Communes - Transports	- 534 K€
Participation familles - Transports	- 286 K€
Subventions : Etat, Satese, FSE, Maia...,	- 580 K€
Produits exceptionnels et reprise sur provisions	-452 K€
Dotation CNSA - APA	- 360 K€
Taxe produit énergétique et électricité	- 111 K€
Compensation d'État, DCRTP	- 84 K€
Recouvrement sur dépenses sociales	- 46 K€
TOTAL	**- 6 972 K€**

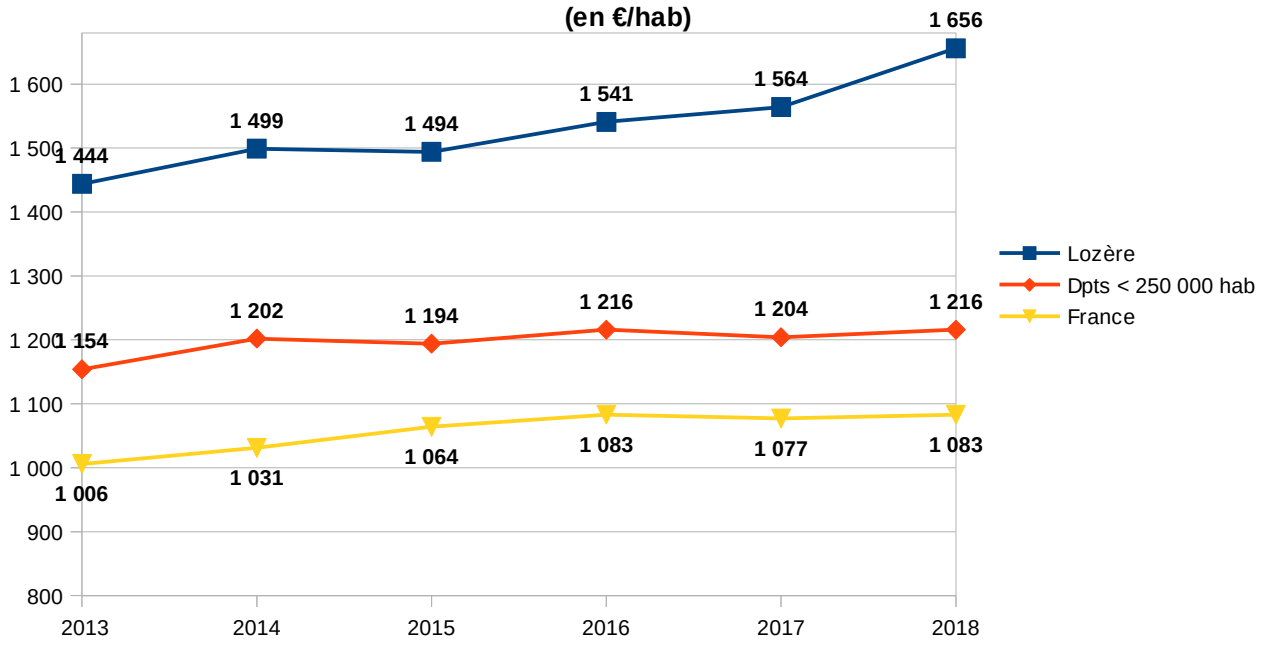
Évolutions à la hausse	
Fonds de soutien interdépartemental DMTO	+ 5 209 K€
Taxe foncière	+ 614 K€
DMTO Département	+ 438 K€
TSCA + TSCA part Etat	+ 385 K€
Remboursement indemnités journalières	+ 314 K€
Subvention Etat Plan pauvreté	+ 176 K€
Frais gestion TF – Dispositif péréquée	+ 174 K€
CVAE	+ 163 K€
Dotation globale de fonctionnement	+ 56 K€
TOTAL	**+ 7 529 K€**

Elles se répartissent comme suit :

FONCTIONNEMENT	2018	2019
SERVICES GENERAUX (remboursements sur rémunération de personnel, sur charges, revenus des immeubles, produits exceptionnels...)	288 189,76 €	372 280,96 €
SECURITE (remb frais SDIS groupement commande, Coriolis, médecine travail)	34 860,92 €	25 575,03 €
ENSEIGNEMENT (FARPI, participations autres départements remboursements sur rémunérations)	640 812,04 €	723 389,12 €
CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS (subventions Région, DRAC...)	156 613,14 €	252 960,84 €
PREVENTION MEDICO SOCIALE (remboursements sur rémunération de personnel ; recouvrement sur SS...)	55 233,48 €	28 305,54 €
ACTION SOCIALE (dotations APA, PCH, MDPH, FMDI, recouvrements sur bénéficiaires, tiers payants et successions , remboursements sur rémunération de personnel...)	7 988 370,07 €	7 344 690,39 €
RESEAUX ET INFRASTRUCTURES (participations agences de l'eau, redevances EDF, France Télécom, usage parc, remboursements sur rémunération de personnel...)	1 299 323,90 €	977 459,67 €
AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT (participation, subventions PIG, remboursements sur rémunération de personnel)	350 602,39 €	92 379,32 €
TRANSPORTS (participation Région, communes, familles aux transports scolaires...)	5 926 860,06 €	593 590,50 €
DEVELOPPEMENT (participations, subventions ...)	544 987,97 €	575 193,91 €
IMPOSITIONS DIRECTES	31 896 321,14 €	32 682 772,32 €
AUTRES TAXES (publicité foncière, TADE, TSCA, TICPE, aménagement, électricité ...)	32 429 652,53 €	38 609 379,04 €
DOTATIONS ET PARTICIPATIONS (DGF, DGD, FCTVA, compensations,...)	44 686 390,00 €	44 661 521,00 €
OPERATIONS FINANCIERES (parts sociales)	3 404,25 €	3 161,17 €
REPRISE SUR PROVISIONS	88 187,00 €	4 612,00 €
TOTAL	126 389 808,65 €	126 947 270,81 €

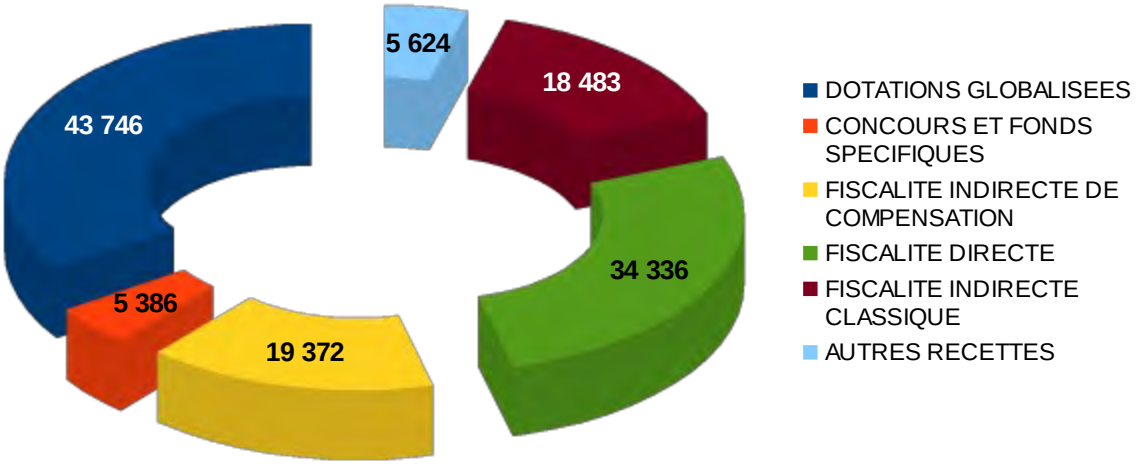
En 2018, le département de la Lozère a perçu près de 1 656 € de recettes par habitant, pour une moyenne des départements métropolitains de moins de 250 000 habitants de 1 216 €, et de 1 083 € pour l'ensemble des départements (hors départements Outre Mer).

Evolution des recettes réelles de fonctionnement



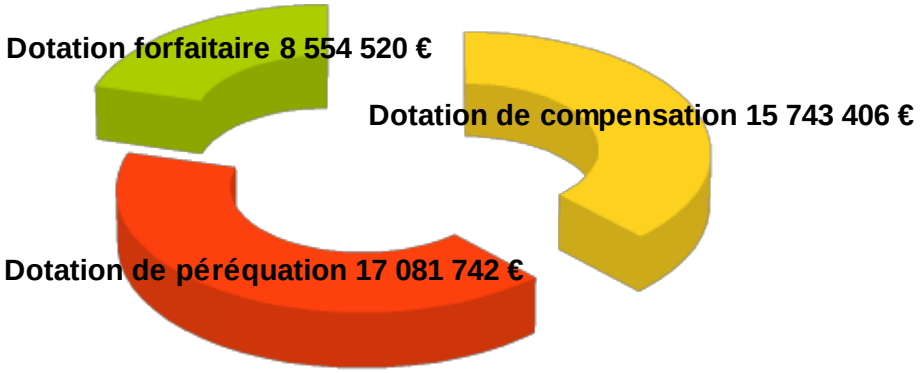
Regroupées en six catégories elles se déclinent en montants et proportions suivantes et sont ensuite explicitées par catégorie respective.

	Catégories	Montant	Proportion
A	Dotations globalisées	43 746 K€	34,46 %
B	Concours et fonds spécifiques	5 386 K€	4,24 %
C	Fiscalité indirecte de compensation	19 372 K€	15,26 %
D	Fiscalité directe	34 336 K€	27,05 %
E	Fiscalité indirecte classique	18 483 K€	14,56 %
F	Autres recettes	5 624 K€	4,43 %
	Total	**126 947 K€**	**100,00%**



Les dotations globalisées (DGF, DGD, Compensations fiscales) : 43 746 K€

1 - La Dotation Globale de Fonctionnement : 41 380 K€



Évolution de 2016 à 2019 :

	2016	2017	2018	2019
Dotation forfaitaire	9 849 895 €	8 529 945 €	8 528 168 €	8 554 520 €
Dotation de péréquation (DFM)	17 051 173 €	17 051 173 €	17 051 173 €	17 081 742 €
Dotation de compensation	15 869 209 €	15 743 406 €	15 743 406 €	15 743 406 €
TOTAL	42 770 277 €	41 324 524 €	41 322 747 €	41 379 668 €
Evolution en euros	-1 304 293 €	-1 445 753 €	-1 777 €	56 921 €
Evolution N-1 en %	-2,96%	-3,38%	0,00%	0,14%

Au titre de l'année 2019, la DGF totale représente 32,59 % des recettes réelles de fonctionnement.

2 - La Dotation Globale de Décentralisation : 1 543 K€

Destinée à compenser en partie les charges résultant des transferts de compétences intervenus entre l'État et les collectivités territoriales, la DGD a été intégrée pour 95% à la dotation forfaitaire.

Chaque département perçoit depuis une DGD résiduelle égale à 5% de la DGD 2003.

Le montant perçu est figé depuis 2008 à hauteur de 1 543 322 €.

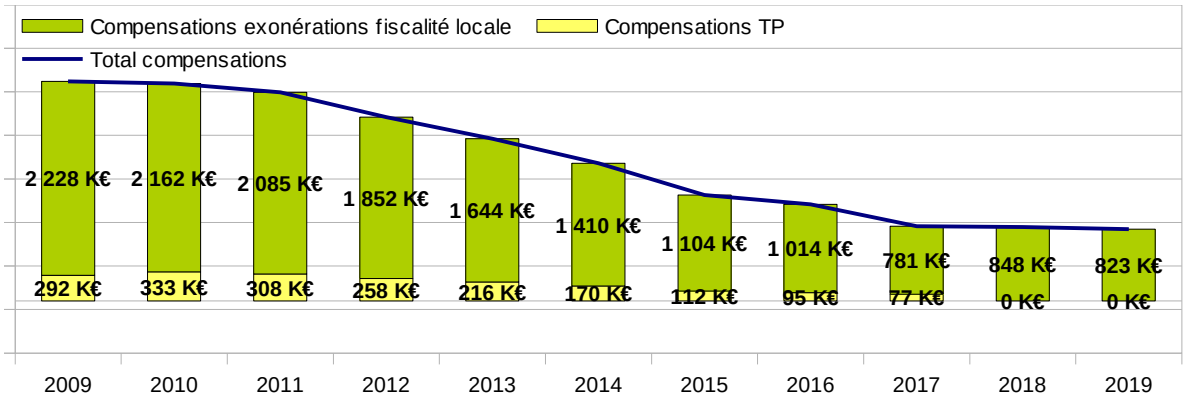
3 - Compensations des exonérations et dégrèvements fiscaux : 823 K€

En contrepartie des pertes de recettes subies par le Département du fait des exonérations et dégrèvements qu'il instaure, le législateur a prévu le versement de compensations au titre des taxes foncières, de la taxe d'habitation et de l'ancienne taxe professionnelle.

Intégrées à l'enveloppe normée, ces compensations servent de variables d'ajustement permettant la maîtrise de cette enveloppe qui ne doit pas dépasser une certain montant fixé tous les ans dans la Loi de Finances.

Compensation au titre de	2016	2017	2018	2019
Taxe professionnelle	95 181 €	77 016 €	76 817 €	74 292 €
Exonérations fiscalité directe	923 509 €	751 919 €	742 591 €	718 184 €
Exonérations taxes foncières	65 767 €	24 974 €	25 273 €	25 941 €
Contribution économique territoriale	24 956 €	3 720 €	2 964 €	4 291 €
TOTAL	**1 109 413 €**	**857 629 €**	**847 645 €**	**822 708 €**
Evolution année n/n-1	-8,74%	-22,70%	-1,16%	-2,94%

Toujours dans le cadre de la mise en place de la contribution des collectivités à l'effort de redressement des comptes publics au même titre que la DGF, **la baisse des allocations compensatrices s'élève à - 2,94 % (– 24 937 €) en 2019 par rapport à 2018**.



Les concours et fonds spécifiques (CNSA, FMDI): 5 386 K€

1 - La Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie : 5 065 K€

La caisse nationale de solidarité pour l'autonomie contribue au financement des allocations dans le cadre de l'accompagnement de la perte d'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées.

L'ensemble des dotations versées représente 4 % des recettes de fonctionnement.

Ces dotations concernent l'allocation pour l'autonomie APA, la prestation de compensation du handicap PCH et le fonctionnement de la maison départementale des personnes handicapées MDPH.

A.P.A. : 3 611 K€

	Comptes administratifs					
	2014	**2015**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**
Dépenses APA	9 334 698 €	9 480 719 €	9 905 507 €	9 716 269 €	10 030 769 €	10 466 982 €
Dotation CNSA	3 395 524 €	3 207 341 €	3 877 360 €	3 996 254 €	3 972 156 €	3 611 466 €
Reste à charge	**5 939 174 €**	**6 273 378 €**	**6 028 147 €**	**5 720 015 €**	**6 058 613 €**	**6 855 516 €**
Evolution RAC		**334 204 €**	**-245 231 €**	**-308 132 €**	**338 598 €**	**796 903 €**

Au titre de l'A.P.A la charge nette du Département connaît en 2019 une augmentation de 13 % (796 903 €) pesant significativement sur la section de fonctionnement.

P.C.H. : 976 K€

	Comptes administratifs					
	2014	**2015**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**
Dépenses ACTP	832 948 €	786 383 €	772 450 €	675 847 €	625 672 €	612 723 €
Dépenses PCH	3 536 884 €	3 478 226 €	3 710 844 €	3 625 726 €	3 798 308 €	3 683 594 €
TOTAL DEPENSES	**4 369 832 €**	**4 264 609 €**	**4 483 294 €**	**4 301 572 €**	**4 423 980 €**	**4 296 317 €**
Dotation CNSA	939 420 €	940 284 €	948 109 €	958 810 €	982 430 €	976 389 €
Reste à charge	**3 430 412 €**	**3 324 325 €**	**3 535 185 €**	**3 342 762 €**	**3 441 550 €**	**3 319 928 €**
Evolution RAC		**-106 087 €**	**210 860 €**	**-192 423 €**	**98 788 €**	**-121 622 €**

Concernant la PCH, le reste à charge pour le Département présente une diminution de 121 622 € en lien avec une baisse de la dépense et de la dotation CNSA .

M.D.P.H. : 300 K€

	Comptes administratifs					
	2014	**2015**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**
Dotation CNSA	251 659 €	278 250 €	260 928 €	256 513 €	270 345 €	300 000 €

Cette dotation est intégralement reversée à la MDPH.

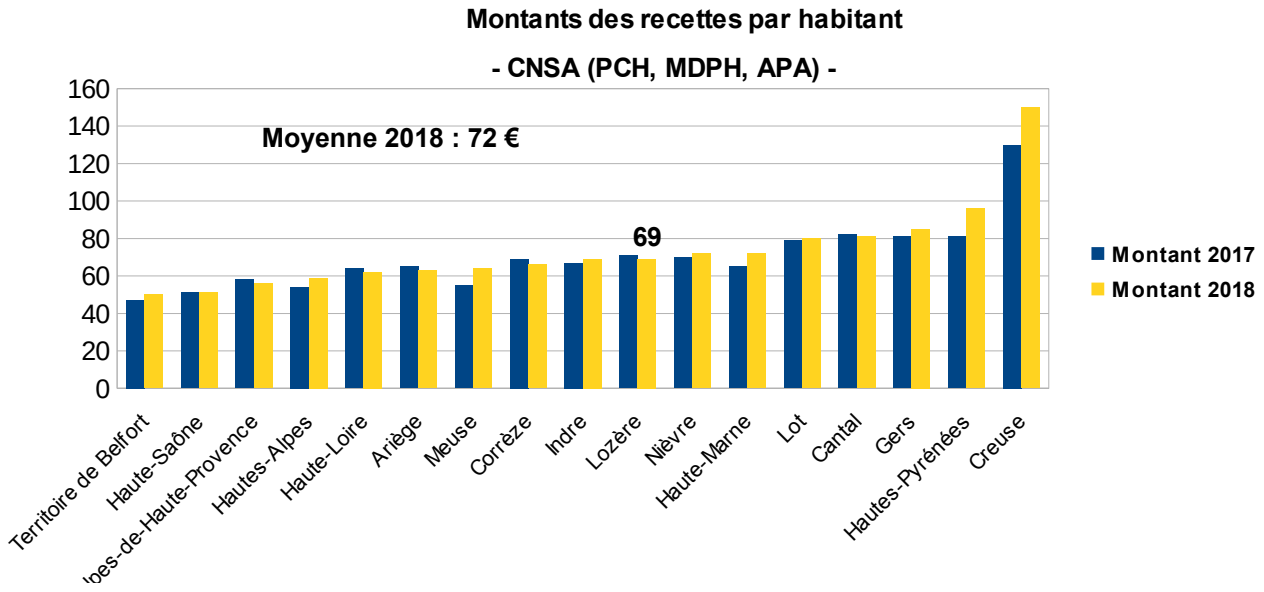
Pour information, en complément, le Département verse une participation : 30 000 € en 2019 (50 000 € en 2017 et 2018).

Conférence des financeurs : 178 K€

La conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées est l'un des dispositifs phares de la loi ° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement. Il a pour objectif de coordonner dans chaque département les financements de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées de 60 et plus, autour d'une stratégie commune.

Le montant de ce concours varie selon l'avancement des actions programmées : 178 267 € en 2019 (65 766 € pour l'année 2018, 177 000 € en 2017).

Les dotations versées par la CNSA au titre de l'APA, de la PCH et de la MDPH, ont représenté en 2018 un montant de 69€/hab pour une moyenne des départements métropolitains de la même strate de 72€/hab.



2 - *Le Fonds de Mobilisation Départemental pour l'Insertion (FMDI) : 321 K€*

Le FMDI a été créé par l'article 14 de la L.F.R. 2006 pour compenser une partie de l'écart entre les dépenses de R.M.I des départements et la compensation versée par l'État. Mis en place pour une durée initiale de trois ans (2005-2007), il a été modifié tant dans sa durée que dans son montant.

Comptes administratifs					
2014	**2015**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**
329 802 €	365 183 €	366 127 €	489 581 €	345 318 €	321 283 €

La fiscalité indirecte de compensation : 19 372 K€

Elle représente 15,26 % des recettes de fonctionnement soit un montant de 19 371 K€, et diminue de 284 K€, soit – 1,44 % par rapport à 2018 (19 655 K€).

1 - Compensations RSA : 3 152 K€

La TICPE : 2 841 K€

Pour faire face à leurs nouvelles charges, liées à la décentralisation de la gestion du revenu minimum d'insertion et à la création du revenu minimum d'activité, le département bénéficie, depuis 2004, d'une fraction du produit de la Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Énergétiques.

Ce montant est figé depuis 2008 à hauteur de 2 841 122 €.

La TICPE au titre du RSA : 311 K€

La généralisation du revenu de solidarité active (RSA), qui s'est substitué au revenu minimum d'insertion (RMI) et à l'allocation de parent isolé (API) à compter du 1er juillet 2009, a constitué une extension de compétence pour les départements.

L'article 51 de la loi de finances pour 2009 a institué un dispositif de financement du RSA calqué sur celui du RMI, le montant définitif du droit à compensation étant arrêté au vu des dépenses constatées dans les comptes administratifs 2014 des départements.

Ce montant est figé depuis 2014 à hauteur de 310 973 €.

Tableau récapitulatif :

	Comptes administratifs				
	2015	2016	2017	2018	2019
DEPENSES RSA	**5 856 294 €**	**7 248 775 €**	**6 896 134 €**	**7 090 210 €**	**7 159 543 €**
TICPE + TICPE RSA	3 152 095 €	3 152 095 €	3 152 095 €	3 152 096 €	3 152 095 €
FMDI	365 183 €	366 127 €	489 581 €	345 318 €	321 283 €
Total recettes	**3 517 278 €**	**3 518 222 €**	**3 641 676 €**	**3 497 414 €**	**3 473 378 €**
Reste à charge	**2 339 016 €**	**3 730 553 €**	**3 254 458 €**	**3 592 796 €**	**3 686 165 €**
Evolution RAC		1 391 537 €	-476 095 €	338 339 €	93 369 €

2 - Compensations transferts de compétences : 16 220 K€

(hors TICPE - Part RSA : cf paragraphe précédent)

L'article 52 de la loi de finances pour 2005 a prévu l'attribution aux départements d'une fraction de tarif de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers (TICPE Complémentaire), ainsi que d'une fraction de taux de la taxe spéciale sur les conventions d'assurances (TSCA) afin de financer les transferts de compétences prévus par la loi « libertés et responsabilités locales » du 13 août 2004, **notamment le transfert du personnel de l'équipement des routes et des collèges.**

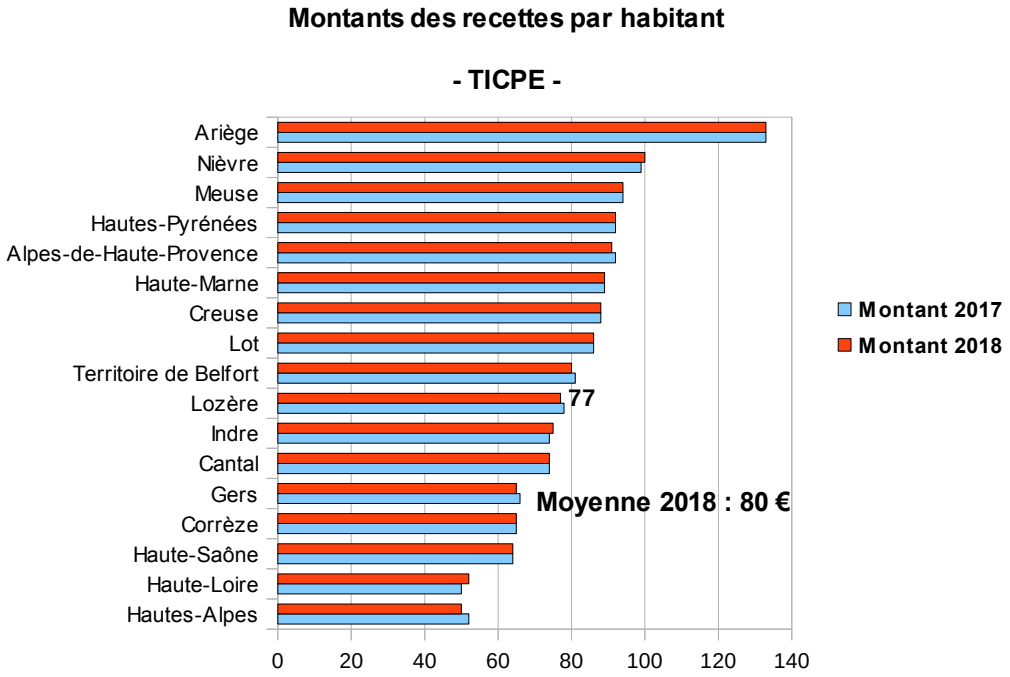
	Comptes administratifs					
	2014	2015	2016	2017	2018	2019
TICPE COMPLEMENTAIRE	**2 855 433 €**	**2 582 404 €**	**2 763 616 €**	**2 787 702 €**	**2 757 100 €**	**2 700 001 €**
TICPE - PART RSA	**310 973 €**	**310 973 €**	**310 973 €**	**310 973 €**	**310 973 €**	**310 973 €**
TSCA	**10 731 605 €**	**9 961 636 €**	**11 331 329 €**	**10 633 315 €**	**11 493 794 €**	**11 758 335 €**
TOTAL COMPENSATIONS	**13 898 011 €**	**12 855 013 €**	**14 405 918 €**	**13 731 990 €**	**14 561 867 €**	**14 769 309 €**
EVOLUTION	**7,36%**	**-7,50%**	**12,06%**	**-4,68%**	**6,04%**	**1,42%**

La TICPE complémentaire : 2 700 K€

L'assiette de la TSCA ne suffisant pas à financer le droit de compensation, il a été prévu, à compter de 2008, d'attribuer aux départements un financement complémentaire sous la forme d'une part supplémentaire du produit de la TICPE. Cette part de TICPE dite « complémentaire » est totalement distincte de la TICPE de base (2 841 K€ voir page précédente).

En 2019, le montant perçu au titre de la TICPE complémentaire s'élève à 2 700 000 € contre 2 757 100 € en 2018 soit – 57 000 € (- 2,06%).

En 2018, la TICPE représentait une recette de 77 € par habitant contre 78 € en 2017 pour une moyenne des départements métropolitains de moins de 250 000 habitants de 80 €.



La Taxe spéciale sur les contrats d'assurances (T.S.C.A) : 11 758 K€

En 2019, le montant perçu au titre de la TSCA s'élève à 11 758 335 €, contre 11 493 794 € en 2018 soit une augmentation de + 264 541 € (+ 2,30%).

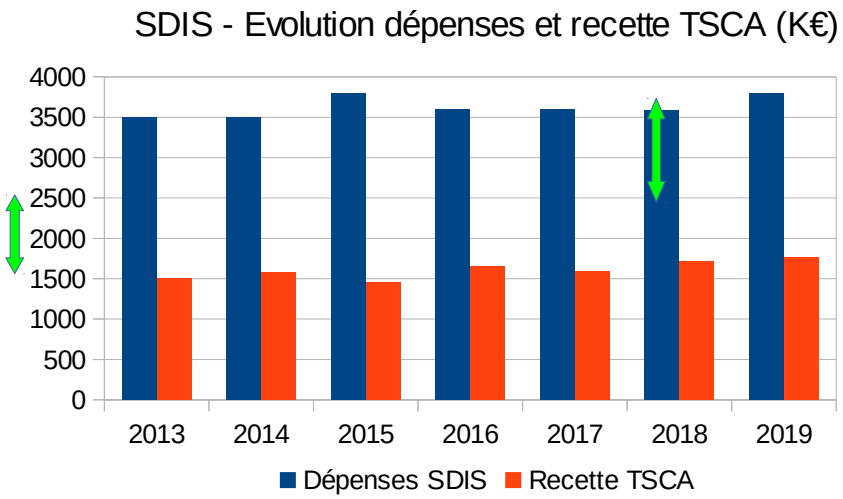
La T.S.C.A – SDIS (article 53) : 1 762 K€

L'article 53 de la loi de finances pour 2005 a prévu pour les départements l'attribution d'une deuxième fraction de TSCA, en contrepartie d'une réfaction opérée sur leur dotation globale de fonctionnement (DGF), destinée à contribuer au financement des services départementaux d'incendie et de secours (SDIS).

Elle est distincte de celle attribuée au titre des transferts de compétences prévus par la loi « libertés et responsabilité locales » du 13 août 2004 (article 52).

Au titre de l'année 2019, le montant perçu s'élève à 1 761 739 € soit une progression de + 39 565 € par rapport à 2018 (1 722 174 €).

La charge nette de la contribution départementale aux dépenses de fonctionnement du SDIS est de 2 038 261 € en (3 800 000 € - 1 761 739 €). Elle était de 1 857 826 € en 2018.



La fiscalité directe : 34 336 K€ (hors Part État DMTO)

Les recettes fiscales directes représentent 27,05 % des recettes réelles de fonctionnement et affichent une hausse de + 955 K€ soit + 2,86 % par rapport à l'année 2018, soit un montant de 34 336 K€ pour l'année 2019 (pour 33 381 K€ en 2018).

L'augmentation résulte de l'évolution des bases du foncier bâti (614 K€), de la progression de la CVAE (163 K€), du dispositif de compensation péréquée (175 K€) et autres produits (3 K€).

La fiscalité directe : 29 048 K€

	COMPTES ADMINISTRATIFS					
	2014	2015	2016	2017	2018	2019
FONCIER BATI	16 404 989 €	16 964 937 €	17 312 077 €	17 525 594 €	20 764 410 €	21 378 359 €
FNGIR *	918 061 €	918 061 €	918 061 €	918 061 €	918 061 €	918 061 €
DCRTP *	1 183 791 €	1 183 791 €	1 183 791 €	957 871 €	955 393 €	898 401 €
CVAE	4 305 515 €	4 620 420 €	4 544 438 €	2 273 052 €	2 282 564 €	2 445 488 €
IFER *	465 494 €	468 722 €	527 736 €	525 635 €	536 565 €	516 573 €
PART ETAT TSCA	2 784 281 €	2 589 059 €	2 781 223 €	2 605 990 €	2 810 682 €	2 890 967 €
TOTAL	26 062 131 €	26 744 990 €	27 267 326 €	24 806 203 €	28 267 675 €	29 047 849 €
PART ETAT DMTO	251 967 €	251 967 €	251 967 €	251 967 €	251 967 €	251 968 €

* FNGIR : Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources

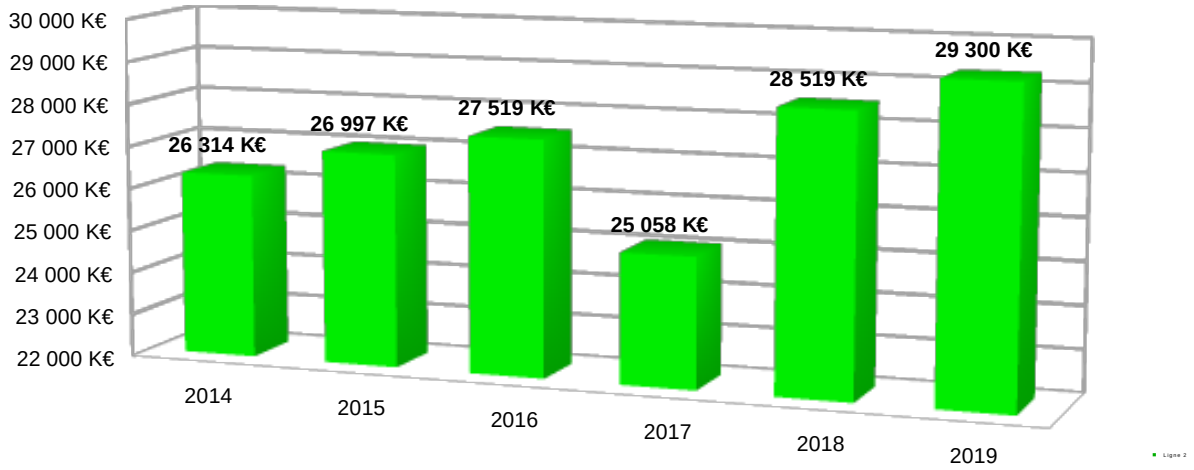
* DCRTP : Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle

* IFER : Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux

Le point de fiscalité 2019 s'élève à 211 612 € pour 205 588 € en 2018.

La seule évolution des bases génère un produit de + 613 949 € entre les deux mêmes exercices.

Évolution du produit fiscal y compris part État DMTO



Le Dispositif de Compensation Péréquée (DCP) : 5 288 K€

Deux nouvelles recettes ont été créées par la loi de finances de 2014 :

Frais de gestion de la taxe sur le foncier bâti :

L'article 26 de la Loi de finances 2014 dans le premier volet de la mise en œuvre du pacte de confiance et de responsabilité État-Collectivités locales dans sa dimension relative au financement des trois **allocations individuelles de solidarité (AIS)**, a transféré aux départements des frais de gestion de la taxe foncière sur le bâti.

Ces frais de gestion correspondent à un taux de 3 % soit :

- - 2 % au titre des frais de dégrèvement et de non-valeurs,
- - 1 % pour les frais d'assiette et de recouvrement.

La somme ainsi levée, soit 827 M€, est répartie entre les départements afin d'améliorer le financement des trois AIS sur la base de deux parts :

- - 70 % soit 578,9 M€ sont distribués sur la base de la part du reste à charge total du département dans le reste à charge total national ;
- - 30 % soit 248,1 M€ sont distribués en fonction d'un indice synthétique de ressources et de charges qui s'avère être celui utilisé pour répartir la première section du fonds de soutien de l'article 48 de la LFR 2012 soit la somme de :

- la part des bénéficiaires de l'allocation personnalisée pour l'autonomie (APA pondérée par 0,3) ;
- la part des bénéficiaires de la prestation de compensation du handicap (PCH) et de l'attribution de compensation pour tierce personne (ACTP pondéré par 0,2) ;
- la part des bénéficiaires du revenu de solidarité active (pour la partie « socle », RSA, pondérée par 0,2) ;
- du ratio revenu par habitant de l'ensemble des départements sur revenu par habitant du département (pondéré par 0,3).

La somme des deux reversements ainsi obtenue est ensuite pondérée par le ratio du revenu par habitant de l'ensemble des départements sur le revenu par habitant du département.

Au titre de l'année 2019, le Département de la Lozère a perçu un montant de 5 287 780 €.

Relèvement du taux des DMTO

En complément de l'aide versée au titre de la DCP, l'article 77 de la LFI 2014 a ouvert la faculté pour les conseils départementaux de relever le plafond des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) de 3,8 % à 4,5 % (taux maximum).

Sur ces 0,70 % d'augmentation des taux, 0,35 % sont reversés pour alimenter le fonds de solidarité pour lequel le Département de la Lozère contribue en 2018 à hauteur de 362 745 € (298 505 € en 2017).

Cette disposition a été pérennisée dans le cadre de la Loi de Finances 2016.

La fiscalité indirecte classique : 18 483 K€

Elle représente 14,56 % des recettes de fonctionnement pour un montant total de 18 483 K€, soit une augmentation de + 42,85 % (5 544 K€) par rapport à 2018 (12 939 K€).

L'augmentation, conséquente, provient de la recette nouvelle du fond de soutien interdépartemental des DMTO.

Elle comprend :

1 - Les droits et taxes départementaux d'enregistrement et taxe additionnelle : 6 362 K€

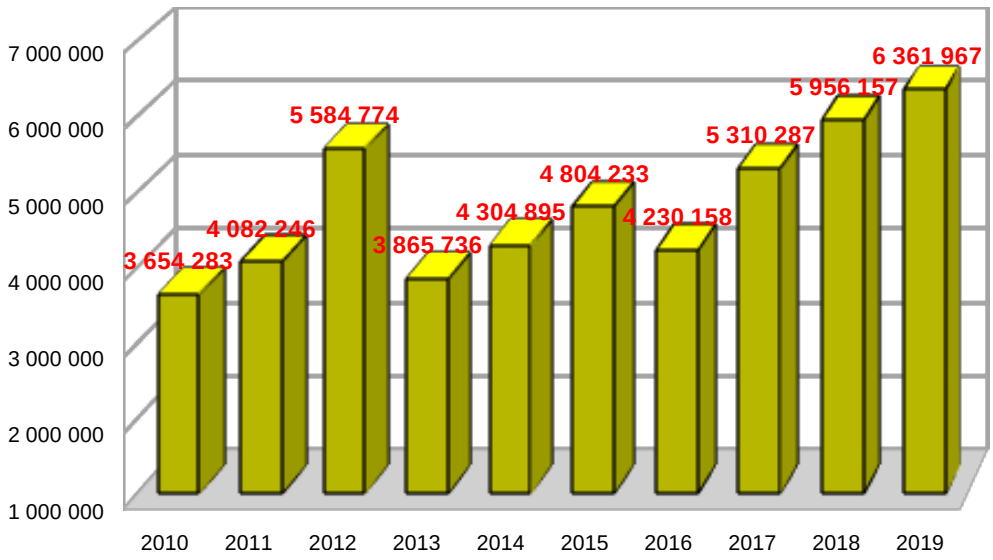
La taxe départementale de publicité foncière ou droit départemental d'enregistrement sur les mutations d'immeubles est un impôt perçu par les départements sur les ventes et sur tous les actes civils et judiciaires translatifs de propriété ou d'usufruit de biens immeubles à titre onéreux.

Évolution des droits d'enregistrement :

	Comptes administratifs				
Taxe départementale	**2015**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**
Publicité foncière	4 769 098 €	4 209 870 €	5 236 868 €	5 861 759 €	6 300 333 €
Additionnelle à certains droits d'enregistrement TADE	35 135 €	20 288 €	73 419 €	94 398 €	61 634 €
TOTAL	**4 804 233 €**	**4 230 158 €**	**5 310 287 €**	**5 956 157 €**	**6 361 967 €**
Evolution		**-574 075 €**	**1 080 129 €**	**645 869 €**	**405 810 €**
		-12%	26%	12%	7%

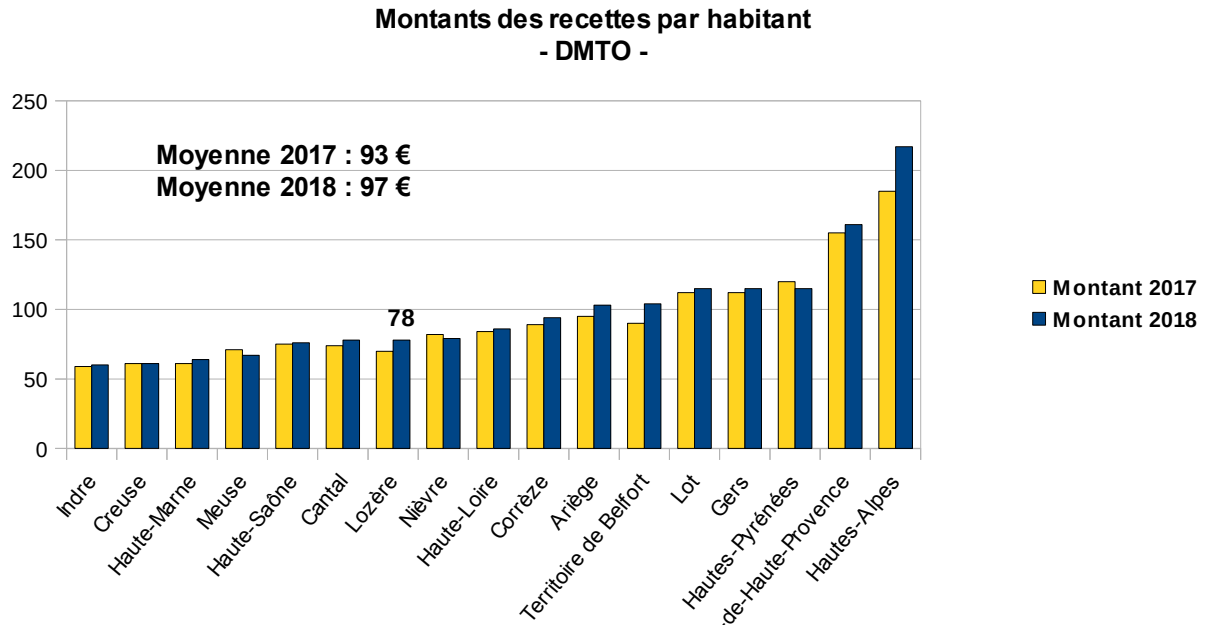
L'évolution positive se poursuit depuis 2015. L'augmentation 2019 est de + 405 810 € par rapport à l'exercice 2018 (+ 7%).

Évolution des droits de mutations à titre onéreux :



Les droits de mutation à titre onéreux associés à la taxe additionnelle représentaient en 2018 un montant de 78 € par habitant, contre 70 € en 2017. La moyenne pour les départements métropolitains de moins de 250 000 habitants se situe quant à elle à 97 € par habitant en 2018 contre 93 € en 2017.

Le montant moyen national des DMTO 2018 par habitant est de 180 €. Le montant maximum est 533 €/hab (Paris), le montant minimum 7 €/hab. (Mayotte).



2 - Le Fonds départemental de péréquation des DMTO : 5 277 K€

La péréquation : 4 664 K€

Les ressources de ce fonds sont réparties, chaque année, entre les départements dont le potentiel financier par habitant est inférieur à la moyenne des potentiels financiers par habitant de l'ensemble des départements, de la manière suivante :

- pour 1/3 au prorata du rapport entre le potentiel financier par habitant de l'ensemble des départements et le potentiel financier par habitant du département ;
- pour 1/3 au prorata du rapport entre le potentiel financier par habitant de l'ensemble des départements et le potentiel financier par habitant du département, multiplié par la population du département ;
- pour 1/3 au prorata du rapport entre le montant par habitant des droits de mutation à titre onéreux perçus par l'ensemble des départements et le montant par habitant de ces mêmes droits perçus par le département.

L'introduction du critère du revenu par habitant au niveau de l'éligibilité et de la population au niveau de la répartition a pénalisé les départements ruraux mais a également réduit l'effet péréquateur visant à diminuer les écarts de richesse.

Le Département a perçu au titre de ce fonds un montant de 4 664 160 € pour 2019. Depuis 2017 aucune réserve de fonds n'a été constituée .

Le fonds de solidarité : 613 K€

Par ailleurs, dans le cadre de la loi de finances pour 2014 qui met en œuvre les conclusions du Pacte de confiance et de responsabilité établi entre l'État et les collectivités territoriales, il a été décidé la mise en place d'un fonds de solidarité alimenté par un prélèvement correspondant à 0,35 % des bases des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) des départements en 2013 (827 millions d'euros).

En 2019, le département de la Lozère a perçu au titre de ce fonds 613 029 € correspondant au 0,7 % d'augmentation de taux, pour un écrêtement de 411 248 €, soit les 0,35 % d'augmentation de taux, **soit une recette réelle de 201 781 € (274 163 € en 2018).**

DMTO	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Fds national de péréquation	1 872 187 €	1 877 001 €	4 021 719 €	4 949 397 €	4 670 361 €	4 664 160 €
Fds de solidarité	582 940 €	506 409 €	489 227 €	424 099 €	636 908 €	613 029 €
TOTAL	**2 455 127 €**	**2 383 410 €**	**4 510 946 €**	**5 373 496 €**	**5 307 269 €**	**5 277 189 €**
Evolution		**-71 717 €**	**2 127 536 €**	**862 550 €**	**-66 227 €**	**-30 080 €**
	23,38%	-2,92%	89,26%	19,12%	-1,23%	-0,57%

Le Fonds de solidarité créé par la loi de finance de 2014 est loin de compenser le manque à gagner.

La hausse constatée respectivement en 2016 puis 2017 résulte de la libération du fonds de réserve redistribué à tous les Départements.

3 - Le Fonds de soutien interdépartemental des DMTO : 5 210 K€

Le fonds de soutien interdépartemental des DMTO constitue la recette nouvelle du compte administratif 2019.

Créé par la loi de finances pour 2019, il revient aux départements qui ne bénéficient pas de la dynamique nationale sur les droits de mutation à titre onéreux. Il est alimenté par un prélèvement proportionnel sur le montant de l'assiette de la taxe de publicité foncière et des droits d'enregistrement perçus par les départements en 2018 en application des articles 1594 A et 1595 du code gé-

néral des impôts soit 0,11 % qui s'ajoute à celui de 0,35 % déjà appliqué au titre du fonds de solidarité. Ce nouveau fonds échappe au plafonnement de 12 % appliqué au fonds de solidarité.

Les critères d'éligibilité et de répartition entre départements éligibles sont les suivants :

Première fraction (60 % des ressources)

Éligibilité :

- potentiel financier net par km² inférieur à 50 % du potentiel financier net moyen par km²
- nombre d'habitants par km² inférieur à 70

Répartition en fonction d'un indice synthétique composé de :

- 1/3 rapport entre le potentiel financier net moyen par habitant et le potentiel net par habitant du département
- 1/3 rapport entre le revenu moyen par habitant et le revenu par habitant du département
- **1/3 rapport entre le taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties du département et le taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties de l'ensemble des départements**

Seconde fraction (40 % des ressources)

Éligibilité :

- produit des DMTO par habitant inférieur à 90 % du produit moyen des DMTO par habitant de l'ensemble des départements
- revenu par habitant inférieur au revenu moyen national par habitant
- taux de pauvreté supérieur à 15 %

Répartition en fonction d'un indice synthétique composé de :

- 1/2 rapport entre le potentiel financier net moyen par habitant et le potentiel financier net par habitant du département
- 1/2 rapport entre le revenu moyen par habitant et le revenu par habitant du département. Cet indice est pondéré par la population

En 2019, le département de la Lozère a perçu au titre de ce fonds **5 210 245 €** représentant 4,10 % des recettes de fonctionnement avec un écrêtement de 119 514 € **soit une recette réelle de 5 090 731 €.**

Prévu initialement pour 3 ans, ce fonds est aujourd'hui pérennisé.

4 - Le Fonds départemental de péréquation CVAE : 194 K€

Les ressources du fonds sont réparties au bénéfice de la moitié des départements de métropole classés en fonction décroissante d'un indice synthétique de ressources et de charges, ainsi que de tous les départements d'Outre-mer. Cet indice est constitué de quatre critères :

- - le potentiel financier par habitant,
- - le revenu par habitant,
- - la proportion de personnes âgées de plus de 75 ans dans le département,
- - la proportion de bénéficiaires du RSA dans le département.

Le montant perçu en 2019 est de 193 577 €, soit - 15 053 € comparé au produit 2018 (208 630 €).

5 - La taxe sur l'électricité : 1 110 K€

Cette taxe, assise sur la consommation d'électricité, est mise en recouvrement par les distributeurs (EDF, GDF, POWEO, ENERCOP, etc) puis reversée au Département.

	Comptes administratifs				
	2015	2016	2017	2018	2019
PRODUIT GLOBAL	**1 035 054 €**	**1 068 775 €**	**1 060 130 €**	**1 164 513 €**	**1 109 782 €**
COMMUNE DE MENDE	91 000 €	91 000 €			
SDEE	342 000 €	342 000 €			
TOTAL VERSEMENTS	**433 000 €**	**433 000 €**			
PRODUIT NET	**602 054 €**	**635 775 €**	**1 060 130 €**	**1 164 513 €**	**1 109 782 €**

6 - La taxe d'aménagement : 330 K€

Le 1er janvier 2012, la taxe d'aménagement s'est substituée à toutes les taxes d'urbanisme existantes. Elle est assise sur toutes les surfaces de planchers, des combles et sous-sols au-delà de 1,80 m de hauteur et également les surfaces aménagées en vue du stationnement des véhicules.

Par délibération du 17 octobre 2011, le Conseil Général a institué sur l'ensemble du territoire départemental la taxe d'aménagement au taux de 0,6 % porté par délibérations des 31 octobre 2013, et 27 juillet 2015 à 1 %.

De 2013 à 2015 la répartition du taux est déclinée à hauteur de :

- - 0,6 % pour le financement des espaces naturels sensibles,
- - 0,4 % pour le financement du conseil d'urbanisme et d'environnement (CAUE).

A compter du 1er janvier 2019 (délibération du 29 juin 2018) cette répartition a été modifiée :

- - 0,65 % pour le financement des espaces naturels sensibles,
- - 0,35 % pour le financement du conseil d'urbanisme et d'environnement (CAUE).

Le produit de la taxe d'aménagement a évolué ainsi qu'il suit :

Comptes administratifs					
2014	2015	2016	2017	2018	2019
203 166 €	309 180 €	288 249 €	300 872 €	300 751 €	330 000 €

7 - Les autres taxes : 0 K€

Elles correspondaient aux redevances sur l'énergie produite par les usines hydroélectriques.

A compter de 2019, ces taxes sont dorénavant rattachées à la taxe sur l'électricité.

Comptes administratifs					
2013	2014	2015	2016	2017	2018
6 196 €	7 040 €	7 601 €	623 €	9 420 €	575 €

Autres recettes : 5 624 K€

Elles représentent 4,43 % des recettes de fonctionnement pour un montant de 5 624 K€, soit une baisse de – 5 971 K€ (-51,50 %) par rapport à 2018 (11 595 K€).

Elles comprennent le FARPI, les recouvrements de dépenses sociales, les subventions État, Région, collectivités et autres organismes, les remboursements sur les rémunérations et charges des personnels, les produits des services, les revenus des immeubles, et autres produits divers.

La diminution importante s'explique par le terme de la compétence déléguée Transports (scolaires, lignes régulières et touristiques) avec les financements Région, Communes et familles correspondants.

1 - Les anciens fonds académiques de rémunérations des personnels d'internat (FARPI) : 298 K€

Depuis le 1er janvier 2006, les régions et les départements perçoivent la participation des familles antérieurement versée aux FARPI . Cette participation contribue au financement (40 % environ) de la rémunération des personnels techniciens, ouvriers et de service affectés aux services de restauration et d'internat (40 % environ).

Un conventionnement Département/Collège fixe les modalités de reversement au Département. Le taux fait l'objet d'une délibération annuelle.

Ces reversements évoluent de la manière suivante :

Comptes administratifs					
2014	2015	2016	2017	2018	2019
284 961 €	264 125 €	280 756 €	288 789 €	288 609 €	297 988 €

2 - Les transports : 575 K€

Déléguée au Département de la Lozère pour les exercices 2017 et 2018 la compétence Transports hors transports des personnes en situation de handicap a définitivement basculé à la Région au 1er janvier 2019.

L'exercice 2019 comprend la seule recette de 574 849 € correspondant à la régularisation de la participation de la Région pour les dépenses Transports 2018 (scolaires, lignes régulières et touristiques) supportées pour la dernière année par le Département de la Lozère.

3 - Recouvrements spécifiques : 634 K€

Les recouvrements sur dépenses d'aide sociale s'élèvent en 2019 à 634 K€ (671 K€ en 2018) : sécurité sociale/organismes mutualistes (22 K€), bénéficiaires/tiers-payants/successions (459 K€), APA (65 K€), RSA (41 K€), PCH (47 K€).

4 - Autres : 4 117 K€

Les autres recettes d'un montant de 4 714 K€ correspondent aux remboursements sur rémunérations et charges de personnel, aux produits des services, revenus des immeubles, produits exceptionnels divers.

- **les remboursements sur rémunérations et charges de personnels : 1 601 K€** indemnités journalières sur rémunérations et charges

Comptes administratifs					
2014	2015	2016	2017	2018	2019
817 167 €	1 617 236 €	1 350 260 €	1 097 424 €	1 286 127 €	1 600 983 €
Evolution	800 069 €	-266 976 €	-252 836 €	188 703 €	314 856 €

- **le produit des services et de gestion** : **1 036 K€**

  - redevances pour occupation du domaine départemental : 210 K€ (Ste Lucie, Les Bouviers, relais, pylônes téléphonie mobile),

  - remboursement de frais par des tiers (frais de personnels, charges locatives) : 801 K€ (MDPH, SDIS, IUFM, LDA, CDOS – Cté Cnes Coeur de Lozère – Mission Locale – Office tourisme St Alban – Lozère Ingénierie, Lozère Numérique , POLEN, autres redevables),

  - produit des régies : 25 K€ (6 K€ archives, 2 K€ tickets restaurant, 10 K€ Pass jeunesse, 7 K€ boissons manifestations).

- **les subventions et participations** : **1 209 K€**

  - Etat : 472 K€ MNA solde 2018 (72 K€), ANAH (PIG 16 K€), DRAC (plan objet d'art 70 K€, actions MDL 44 K€, numérisation archives 12 K€, projet architectural pavillon Lozère province du Ghuizhou 31 K€), fonds appui politique d'insertion (32 K€), DREAL (lignes touristiques 18 K€, 177 K€ plan pauvreté,

  - Etat : 17 K€ FCTVA de fonctionnement,

  - Départements : 113 K€ fonctionnement collèges Ardèche (29 K€), Gard (76 K€), Hérault (8 K€),

  - Communes/Cté Cnes : 95 K€ (SATESE : 62 K€ - SATEP : 33 K€),

  - Organismes publics: 466 K€ (260 K€ ARS MAIA – 6 K€ Lozère Ingénierie (véhicules), 68 K€ Ademe (zéro déchet/zéro gaspillage), 133 K€ Agences de l'Eau (Satese, Satep),

  - Autres : 46 K€ Particuliers : 43 K€ - La Lozère refait sa comédie (28 K€) - Pus belle la vie Lozère Marseille (3 K€ - solde) – salon international de l'agriculture (12 K€), FIPHFP (3 K€).

- **les produits de gestion courante** : **88 K€**

  - revenu des immeubles : 88 K€ ALEC - Maison de la Lozère Montpellier et Paris – CDT locaux les Ravines - Lozère Ingénierie – POLEN (Cté Cnes Coeur de Lozère – Lozère Développement – Région Occitanie) – UT Villefort, location principal collège Bleymard, Airdie, locaux SELO.

- **les produits exceptionnels : 175 K€** remboursement de sinistres (véhicules 13 K€, locaux 32 K€, voirie 38 K€), vente enchères (57 K€), pénalités sur marchés (20 K€), remboursements divers/avoirs (15 K€).

- **les produits financiers** : **3 K€** (parts sociales).

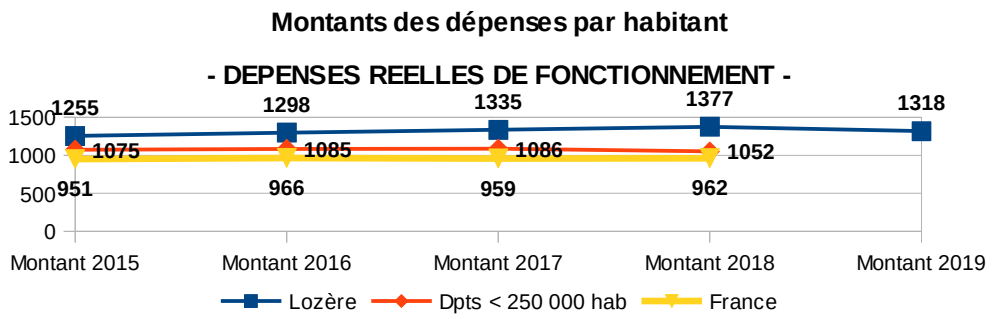
- **les reprises sur provisions constituées : 5 K€.**

ÉVOLUTION DES DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT.

Les dépenses réelles de fonctionnement sont de **100,73 M€,** soit une diminution de – 4,34 M€ (- 4,13 %) par rapport aux dépenses du compte administratif 2018 (105,07 M€).

Cette variation est consécutive au terme de la compétence déléguée Transport (-6,38 M€) définitivement basculée à la Région au 1er janvier 2019. Cette dernière en supporte dorénavant l'entière charge.

Ces dépenses représentent 1 318 € par habitant (population 2019 : 76 422 hab.).



Les dépenses de la direction de la Solidarité Sociale (hors frais de personnel, subventions et participations) représentent la principale dépense de fonctionnement du Département avec **42,35 M€**, soit + 5,6 % de hausse par rapport à l'année 2018 (40,09 M€). Les augmentations portent sur l'APA (436 K€), le RSA (69 K€), l'hébergement des personnes en situation de handicap (1 M€ dont 650 K€ de régularisation de factures 2018), l'accueil et l'hébergement Enfance et mineurs non accompagnés (858 K€).

30,7 M€ concernent les dépenses de personnel (+ 0,5 %), soit 30,47 % des dépenses réelles en sachant que le pourcentage d'évolution des dépenses de personnel liées au glissement vieillesse technicité est de 2,5 %.

Les intérêts de la dette (hors ICNE) se sont élevés à 0,72 M€ (0,79 M€ en 2018) et ne représentent que 0,71 % du budget de fonctionnement (0,75 % en 2018).

Les autres dépenses de fonctionnement représentent 26,96 M€ soit 26,76 % des dépenses réelles de fonctionnement et diminuent de – 19,85 %.

Elles se composent de :

- contributions obligatoires pour 8,691 M€ (+2,01%) :

Objet	2018	2019
Dotation collèges publics	800 003,89 €	766 565,01 €
Dotation collèges privés	780 053,71 €	733 816,40 €
Service d' Incendie et Secours	3 580 000,00 €	3 800 000,00 €
Compensation Région - Transports	3 165 657,19 €	3 165 657,19 €
Compensation Région - Déchets	15 341,00 €	15 341,00 €
Fonds de solidarité pour le Logement	150 000,00 €	170 000,00 €
Université de Montpellier	20 000,00 €	40 000,00 €
Total	**8 511 055,79 €**	**8 691 379,60 €**

- participations pour 1,917 M€ (- 7,8 %) :

Objet	2018	2019
Ecole Départementale de Musique	563 000,00 €	588 000,00 €
Entente Interdépartementale Vallée du Lot	48 000,00 €	45 000,00 €
Entente Interdépartementale Causses Cévennes	70 000,00 €	80 000,00 €
Entente Forêt Méditerranéenne	46 730,00 €	47 197,00 €
Établissement Public Loire	2 085,00 €	1 860,00 €
SM Grand Site Gorges du Tarn	-879,64 €	
SM Aménagement Gestion PNR Aubrac	79 831,00 €	79 834,00 €
SM Ligne Verte des Cévennes	1 665,00 €	2 910,00 €
Lozère Numérique	177 690,80 €	177 774,80 €
MDPH	50 000,00 €	30 000,00 €
Résidence Loz d'Olt	417 524,67 €	417 608,94 €
Subvention CAMSP	88 311,29 €	88 841,16 €
Autres organismes sociaux	44 327,00 €	20 000,00 €
Région Occitanie : réseau collèges	220 806,02 €	77 134,00 €
Région Occitanie : site de Javols	5 861,16 €	8 713,80 €
SELO : contrainte service public Ste Lucie, Les Bouviers	101 561,91 €	102 406,44 €
Département Gard : fonctionnement collèges publics		4 574,02 €
Participations au titre des contrats CAE/CIE	107 715,79 €	107 000,00 €

Comité Départemental d'accès au droit		1 500,00 €
ADDOC – Animation pépinière entreprises POLEN		1 925,00 €
Partenaires Pass' Jeunesse	56 520,00 €	34 815,48 €
Total	**2 080 750,00 €**	**1 917 094,64 €**

- subventions pour 6,01 M€ (- 9,35 %). Le soutien aux personnes, aux associations et aux autres organismes de droit privé représente un effort de près de 5 M€ et plus de 1 M€ ont été versés aux organismes publics :

Objet	2018	2019
Transports : natation/TAD/TUM/scolaires	15 705,00 €	2 464,00 €
Crèches	97 076,50 €	70 602,44 €
Plan prévention déchets	12 800,00 €	19 200,00 €
Etude transfert de compétence	10 000,00 €	7 350,00 €
Offices de Tourisme	59 650,00 €	63 550,00 €
Aérodrome	38 457,10 €	25 386,21 €
Stations ski	72 800,00 €	222 800,00 €
Réserve des Bisons - étude		3 664,80 €
Animations culturelles, touristiques	43 750,00 €	46 402,23 €
Musée Javols	19 000,00 €	19 000,00 €
SM Grand site Gorges du Tarn	1 068,65 €	
SDEE	104 185,00 €	4 864,00 €
Chambre Agriculture	120 000,00 €	120 000,00 €
Chambre de Commerce	60 000,00 €	57 851,56 €
Chambre des Métiers et de l'Artisanat	60 000,00 €	60 000,00 €
Lozère Ingénierie	23 000,00 €	26 000,00 €
PETR Pays Gévaudan/Sud Lozère	19 043,55 €	29 467,34 €
Université Perpignan	162 500,00 €	162 500,00 €
Université Montpellier + réseau Canopé	60 000,00 €	53 000,00 €
Collèges – projets établissements	40 165,00 €	40 312,00 €
Centre de Gestion	16 900,00 €	
Total	**1 036 100,80 €**	**1 034 414,58 €**

- achats, services extérieurs, charges diverses de gestion courante pour 10,352 M€ (- 36,98 %).

Les taux d'exécution des dépenses réelles de fonctionnement (hors provision pour imprévus) sont les suivants :

	2015	2016	2017	2018	2019
Montant des dépenses de fonctionnement en K€	96 481	99 403	101 920	105 076	100 733
Taux d'exécution dépenses réelles de fonctionnement	96,71%	97,30%	98,16%	97,70%	97,69%

Répartition par direction :

Direction ou service	Crédits consommés 2018	Crédits inscrits 2019	Crédits consommés 2019	% d'évolution consommation	Taux d'exécution
Solidarité Sociale	42 050 140	44 809 463	44 262 390	5,26%	98,78%
Ressources Humaines	30 545 147	31 074 515	30 696 587	0,50%	98,78%
Assemblées comptabilité-affaires financières	6 868 628	7 857 201	6 911 844	0,63%	87,97%
DIAD	3 947 553	3 987 803	3 804 213	-3,63%	95,40%
SDIS	3 580 000	3 800 000	3 800 000	6,15%	100,00%
Routes	3 820 648	3 729 028	3 720 704	-2,62%	99,78%
Développement Educatif et Culturel	3 654 448	3 453 360	3 445 551	-5,72%	99,77%
Achats et Moyens	1 012 802	1 100 000	1 051 658	3,84%	95,61%
Bâtiments départementaux	925 242	1 020 022	942 447	1,86%	92,39%
Systèmes Information - Télécommunications	790 077	758 634	698 516	-11,59%	92,08%
Communication	454 359	475 000	452 379	-0,44%	95,24%
Transports et Mobilités	6 764 806	402 500	376 217	-94,44%	93,47%
Technologies Information Communication	391 516	322 000	303 846	-22,39%	94,36%
Médiathèque	87 817	80 000	79 983	-8,92%	99,98%
Marchés Publics et Contentieux	44 701	81 000	62 914	40,75%	77,67%
POLEN	45 849	78 415	53 195	16,02%	67,84%
Cabinet	50 556	60 000	43 333	-14,29%	72,22%
Archives	41 466	30 000	26 963	-34,98%	89,88%
	105 075 755	**103 118 941**	**100 732 743**	**-4,13%**	**97,69%**

Ces dépenses sont détaillées dans la partie « DEPENSES PAR DIRECTIONS »

Répartition par catégorie :

Les dépenses obligatoires liées aux lois de décentralisation et au fonctionnement du Département :

Elles représentent 93,85 M€ soit 93,17 % des dépenses de la section de fonctionnement.

Elles sont en baisse de – 4,08 %.

En M€	CA 2018	CA 2019
Action sociale	42,05	44,26
Charges de personnel	30,55	30,70
Transports	9,93	3,54
Routes	3,82	3,72
SDIS	3,58	3,80
Affaires financières	2,91	2,94
Collèges	2,17	2,15
Moyens généraux	1,39	1,43
Service informatique	0,7	0,62
Bâtiments (hors collèges)	0,57	0,52
Médiathèque	0,09	0,08
Marchés	0,04	0,06
Archives	0,04	0,03
TOTAL	97,84	93,85

Les dépenses choisies par le Département à la suite de décisions prises en assemblées :

Elles représentent 6,88 M€ soit 6,83 % des dépenses de la section de fonctionnement.

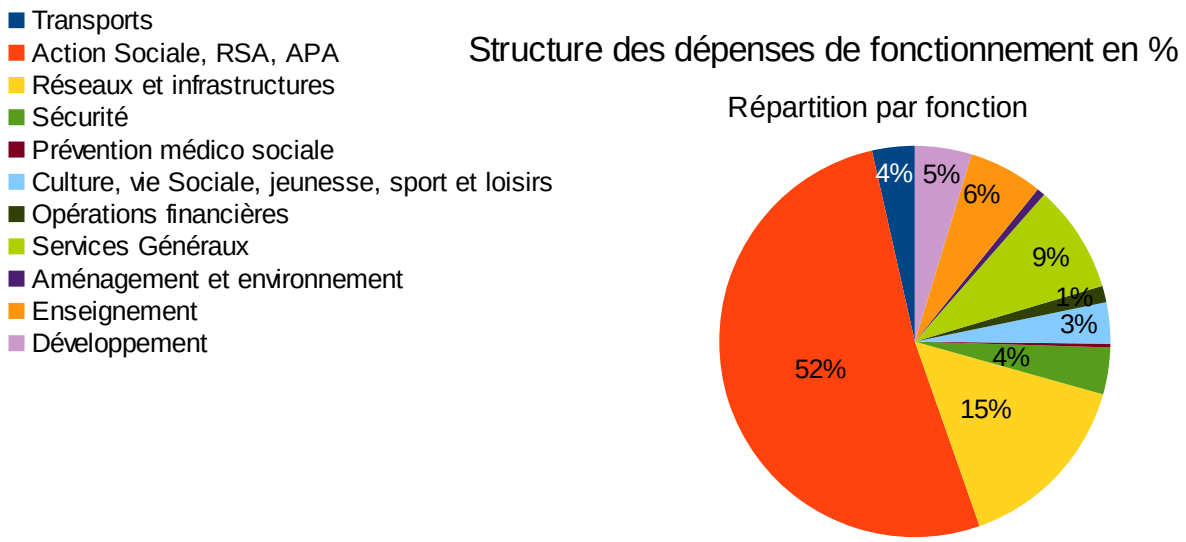
Elles sont en baisse de – 4,89 %.

En M€	CA 2018	CA 2019
Pôle Solidarité Territoriale	5,56	5,31
Pôle Infrastructures Départementales	0,38	0,29
Autres	1,3	1,28
TOTAL	7,24	6,88

Répartition par fonction :

Par fonction (charges de personnel comprises et toutes directions confondues), le montant des dépenses réelles de fonctionnement, soit **100 732 743 €**, se décompose comme suit :

Dépenses réelles de fonctionnement (en K€) par fonction	2017	2018	2019	Evolution 2018/2019 en K€
Action Sociale, RSA, APA	48 595	49 695	52 221	2 526
Réseaux et infrastructures	14 974	15 521	15 384	-137
Services Généraux	9 067	8 930	8 971	41
Enseignement	6 368	6 204	6 187	-17
Développement	6 136	5 013	4 723	-290
Sécurité	3 519	3 692	3 900	208
Transports	7 362	10 229	3 554	-6 675
Culture, vie Sociale, jeunesse, sport et loisirs	3 628	3 616	3 443	-173
Opérations financières	1 294	1 259	1 369	110
Aménagement et environnement	714	558	679	121
Prévention médico sociale	263	359	302	-57
Total	**99 403**	**105 076**	**100 733**	-4 343



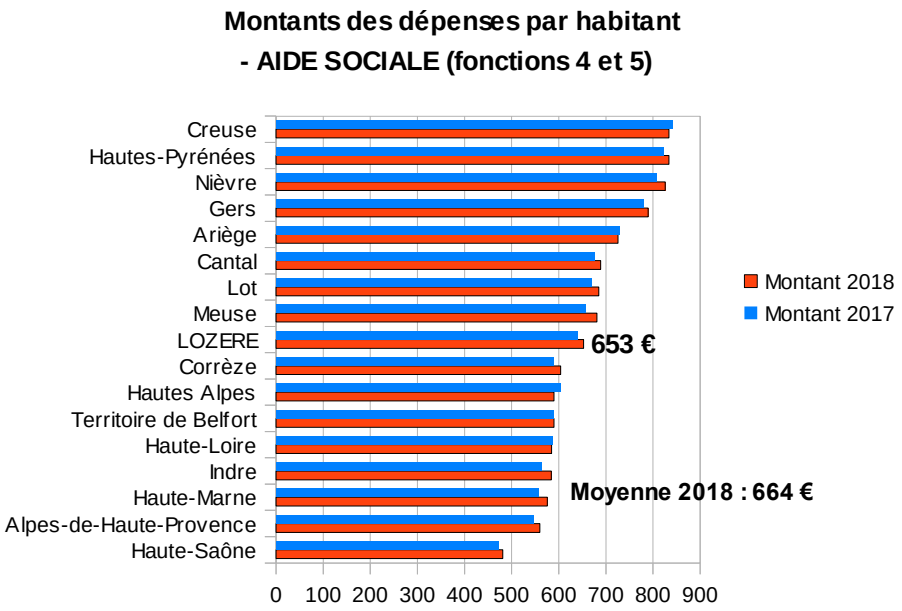
En volume, les principales fonctions qui ont subi des variations importantes, sont :

- les transports avec le transfert définitif à la Région de la dépense des transports scolaires, lignes régulières et touristiques pour – 6 675 K€,
- l'action sociale avec + 2 526 K€ principalement sur les secteurs Famille-Enfance et Personnes handicapées,
- le développement avec – 290 K€ (- 248 K€ hors part salariale), sur les subventions de droit privé (- 254 K€ dont – 203 K€ sécheresse) et les subventions d'équilibre des budgets annexes (-129 K€),
- la sécurité avec + 208 K€ (+ 220 K€ pour le SDIS).

Fonction Action sociale, RSA, APA et fonction Prévention médico-sociale

Les dépenses d'aide sociale (charges de personnels comprises), total des fonctions Prévention médico-sociale et Action sociale, RSA , APA s'élèvent à **52,52 M€** soit + 4,93 % et représentent 52,14 % des dépenses de fonctionnement.

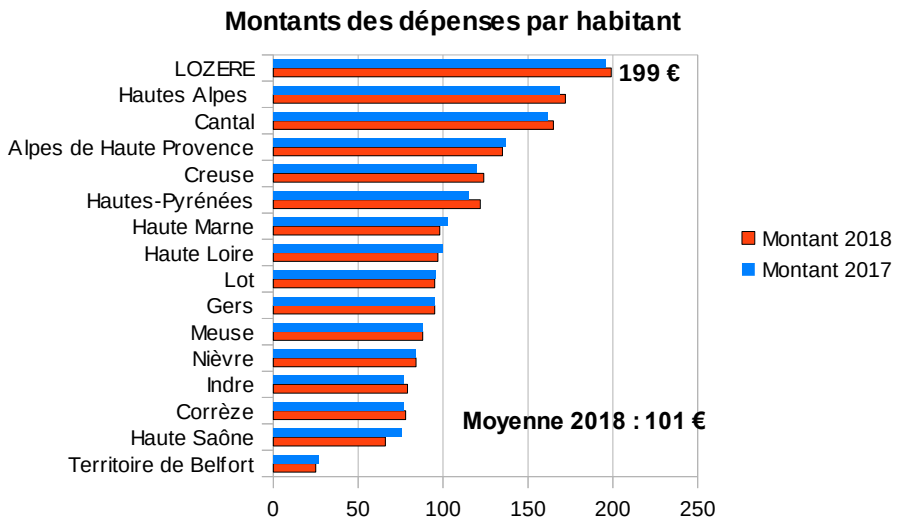
En 2019, le Département a consacré 683 €/habitant aux dépenses obligatoires d'aide sociale (653 € en 2018 contre 664 € en moyenne des départements de – de 250 000 habitants).



Fonction Réseaux et Infrastructures

Les dépenses (charges de personnel comprises) s'élèvent à 15,38 M€, en baisse de -0,88 % et représentent 15,27 % des dépenses de fonctionnement.

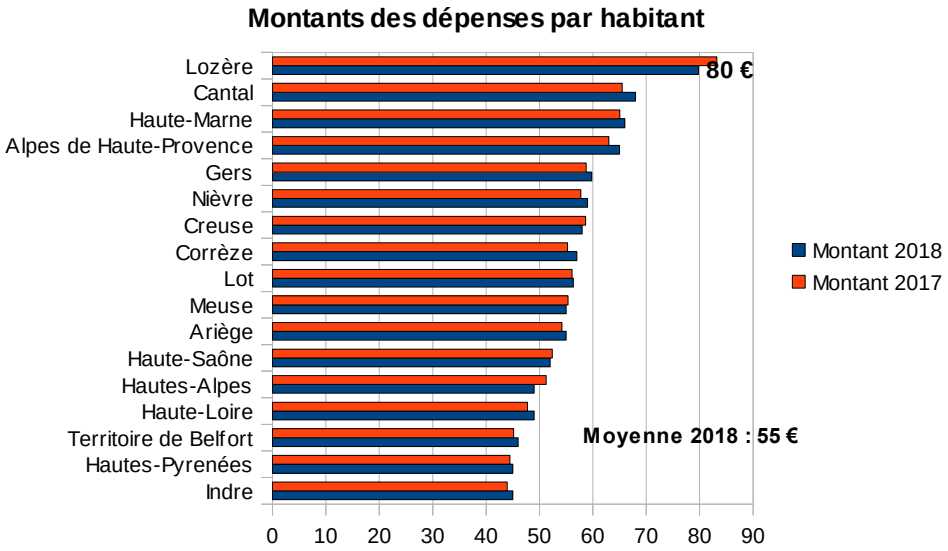
En 2019 le Département a consacré 201 €/habitant pour les réseaux et infrastructures (199 € en 2018 contre 101 € en moyenne des départements de – de 250 000 habitants).



Fonction Enseignement

Les dépenses (charges de personnel comprises) s'élèvent à 6,19 M€, en baisse de – 0,27 % et représentent 6,14 % des dépenses de fonctionnement.

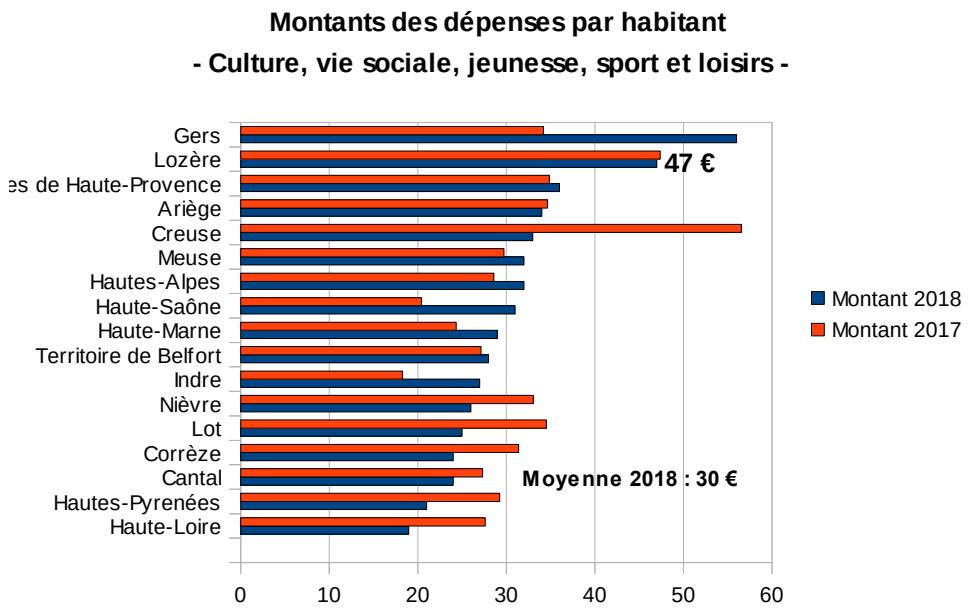
En 2019, le Département a consacré 81 €/habitant pour l'enseignement (80 € en 2018 contre 55 € en moyenne des départements de – de 250 000 habitants).



Fonction Culture, Vie sociale, Jeunesse, Sports et Loisirs

Les dépenses (charges de personnel comprises) s'élèvent à 3,443 M€, en baisse de – 4,78 % et représentent 3,42 % des dépenses de fonctionnement.

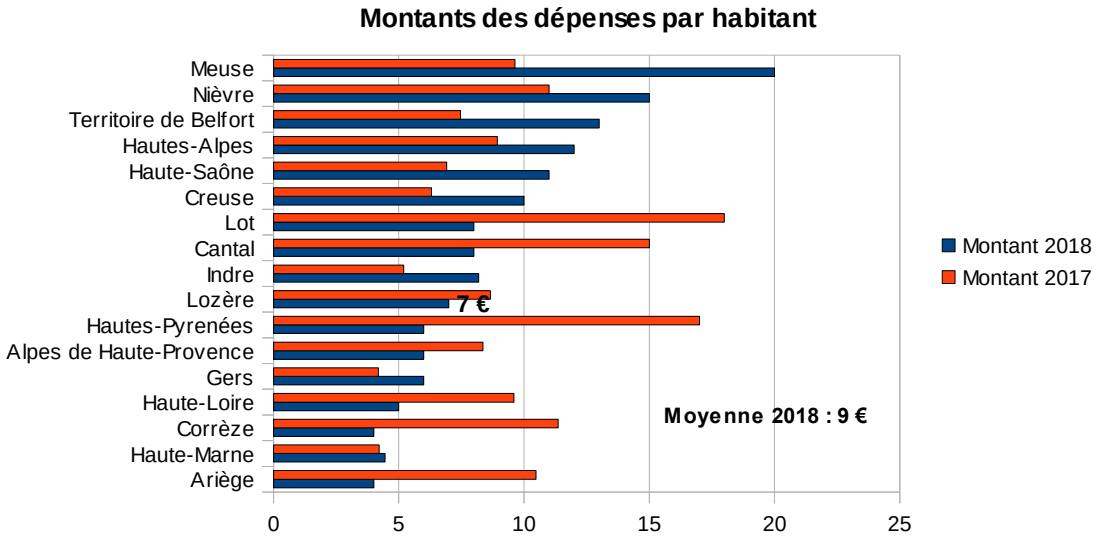
En 2019, le Département a consacré 45 €/habitant pour la culture, vie sociale, jeunesse, sport et loisirs (47 € en 2018 contre 30 € en moyenne des départements de – de 250 000 habitants).



Fonction Aménagement et environnement

Les dépenses (charges de personnel comprises) s'élèvent à 0,679 M€, en hausse de 21,68 %.

En 2019, le Département a consacré 8,88 €/habitant pour l'aménagement et l'environnement (7 € en 2018 contre 9 € en moyenne des départements de – de 250 000 habitants).



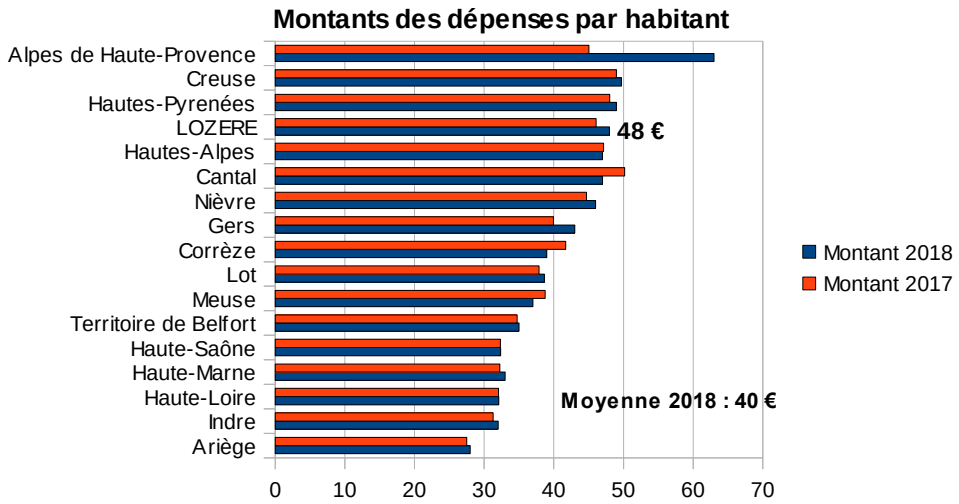
Fonction Sécurité

Les dépenses s'élèvent à 3,9 M€, en hausse de + 5,63 % et représentent 3,87 % des dépenses de fonctionnement.

Contribution SDIS : 3,8 M€

Subventions Entente Forêt Méditerranéenne, Union départementale et amicales des sapeurs-pompiers,… : 0,1 M€.

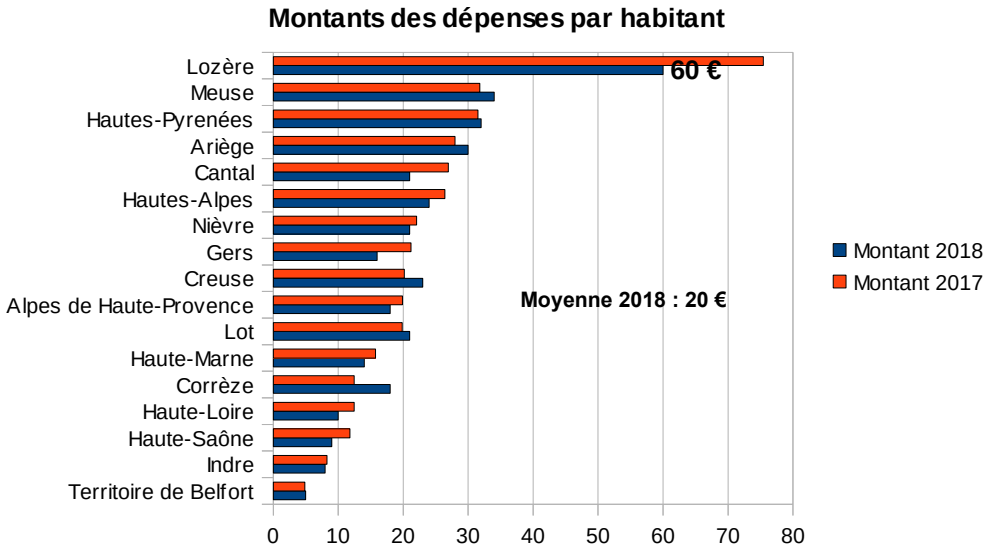
En 2019, le Département a consacré 51 €/habitant pour la Sécurité (48 € en 2018 contre 40 € en moyenne des départements de – de 250 000 habitants).



Fonction Développement

Les dépenses (charges de personnel comprises) s'élèvent à 4,72 M€, en baisse de – 5,378 % et représentent 4,69 % des dépenses de fonctionnement.

En 2019, le Département a consacré 62 €/habitant pour le Développement (60 € en 2018 contre 20 € en moyenne des départements de – de 250 000 habitants). A noter que l'année 2017 avait été impactée par le transfert partiel de la part salariale de la fonction Aménagement et environnement et par le renouvellement de la DSP de l'établissement thermal de Bagnols Les Bains.



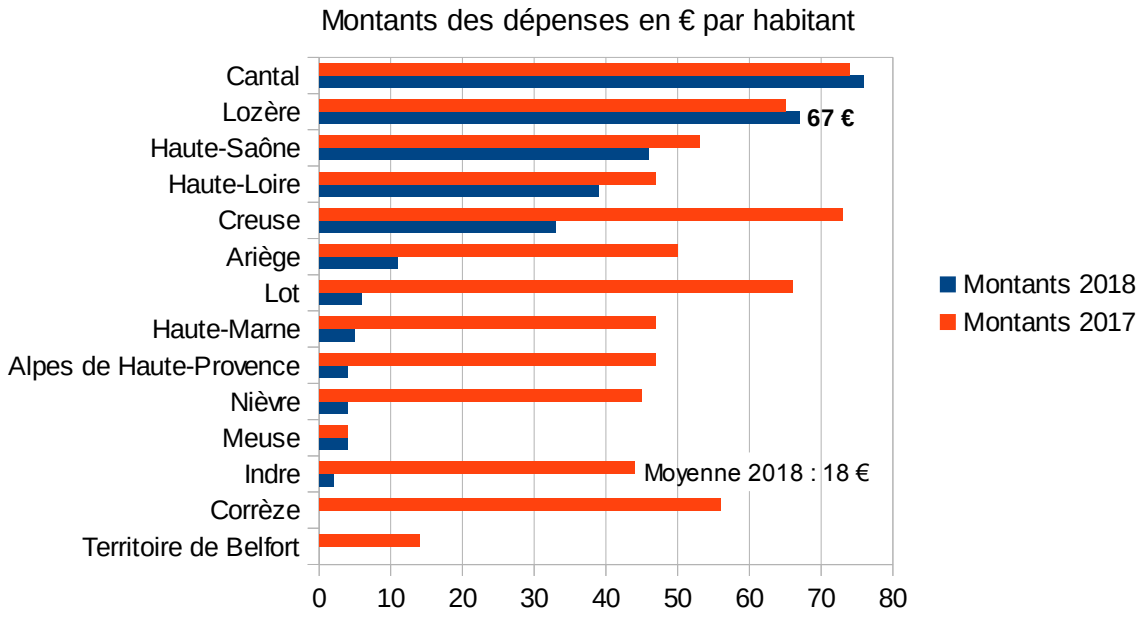
Fonction Transports

Les dépenses (charges de personnel comprises) s'élèvent à 3,55 M€ (- 6,67 M€) et représentent 3,53 % des dépenses de fonctionnement.

Dans le cadre de la loi NOTRE, la compétence Transports (scolaires, lignes régulières et touristiques) a été transférée en 2017 à la Région Occitanie. Pour les années 2017 et 2018 elle en a délégué la gestion au Département moyennant une recette compensatoire de 5,094 M€.

A compter de 2019 les dépenses Transports (hors personnes handicapées) sont supportées par la Région, le Département versant la compensation CLERCT de 3,166 M€.

Les transports scolaires ont représenté en 2018 un coût par habitant de 67 € (65 € en 2017) contre une moyenne pour les départements de la même strate de 18 €.



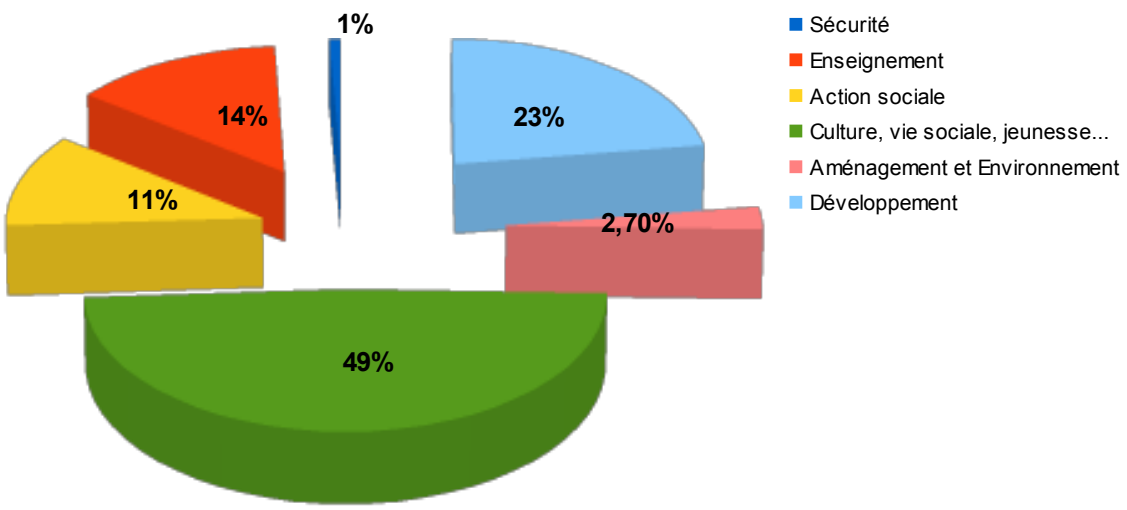
LES SUBVENTIONS PLAN D'ÉQUIPEMENT DÉPARTEMENTAL (PED)

En 2019, les crédits PED ont permis d'apporter une aide au fonctionnement des associations (941 dossiers) pour un montant total de **789 970 €.**

Ils se répartissent de la manière suivante :

- - Sécurité (Amicales et Union Départementale des Sapeurs pompiers) : 6 050 €
- - Enseignement : 109 700 €
- - Action sociale : 88 782 €
- - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs : 384 705 €
- - Aménagement et environnement : 21 349 €
- - Développement : 179 384 €

Répartition des subventions PED



LA SECTION D'INVESTISSEMENT

LES RECETTES D'INVESTISSEMENT

En 2019 les recettes réelles d'investissement (hors emprunt) s'élèvent à **12 404 843 €** contre 10 410 702 € en 2018 soit + 1 994 141 € (+ 19,15 %).

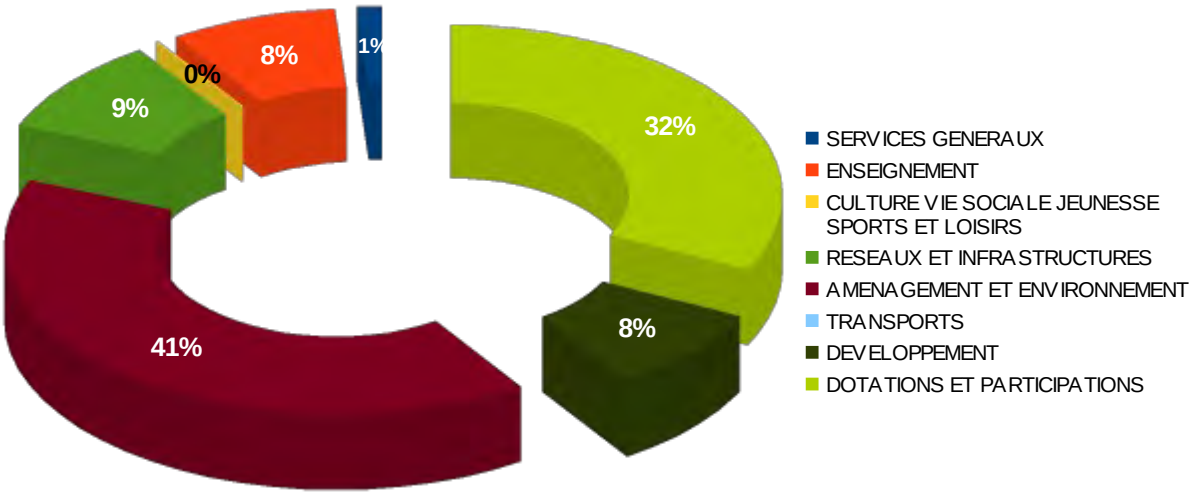
Les augmentations portent sur :

- la dotation de soutien à l'investissement des départements (DSID auparavant DGE) : 650 000 €,
- les subventions Europe collège St Chély, rénovation thermique de bâtiments : 200 000 €,
- la constatation à l'actif du fonds de commerce de la maison de la Lozère à Montpellier : 1 M€,
- la passation des écritures 2014 à 2016, 2018 des aménagements fonciers : 740 000 €.

Les subventions voirie ont diminué avec l'achèvement des chantiers RD 906, 808 (- 596 000 €).

RECETTES D'INVESTISSEMENT	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019
SERVICES GENERAUX (remb. Informatique MDPH)	180 333,06	169 917,35	196 700,00	150 000,00
ENSEIGNEMENT (DDEC, FEDER, RG)	835 419,07	1 232 871,98	834 974,00	1 009 761,69
CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS (Médiathèque)			68 983,95	14 167,00
RESEAUX ET INFRASTRUCTURES (subventions voirie Etat, Région...)	2 819 198,26	1 060 972,81	1 746 650,85	1 150 734,35
AMENAGEMENT / ENVIRONNEMENT(DGE/DSID, croissance verte, Régordane)	4 891 796,00	4 830 696,18	4 045 803,20	5 039 747,05
TRANSPORTS (subvention Etat aires covoiturage)			139 779,30	
DEVELOPPEMENT (Remb. Avances Javols, fromagerie, Auroux)	58,20	982 597,24	12 311,18	1 026 408,49
DOTATIONS ET PARTICIPATIONS(FCTVA, amendes radars, aménagements fonciers)	3 235 801,00	2 584 620,87	3 365 500,00	4 014 024,06
TOTAL RECETTES REELLES	11 962 605,59	10 861 676,43	10 410 702,48	12 404 842,64
EMPRUNTS	12 000 000,00	7 956 077,00	7 000 000,00	3 000 000,00
TOTAL GENERAL RECETTES avec emprunts	23 962 605,59	18 817 753,43	17 410 702,48	15 404 842,64

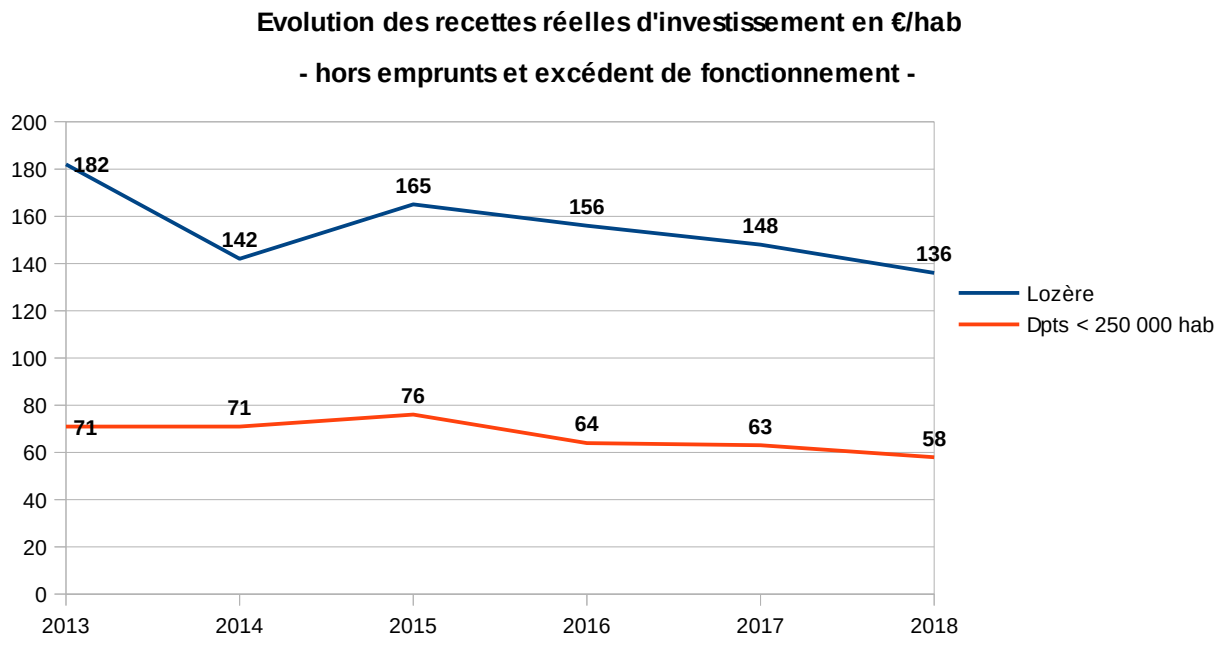
- Répartition des recettes réelles d'investissement 2019 (hors emprunt) -



Le taux de recouvrement des recettes réelles d'investissement (hors emprunt) est passé de 93,96 % en 2012 à 100 % en 2019.

(En K€)	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Recettes budgétées	11 251	14 107	12 031	13 160	12 205	11 168	10 733	12 400
Recettes recouvrées	10 571	13 970	10 957	12 658	11 963	10 862	10 411	12 404
Taux de recouvrement	93,96%	99%	91%	96%	98%	97%	97%	100%

En 2018, les recettes d'investissement hors emprunts et excédent de fonctionnement, représentent un montant de **136 €** par habitant pour une moyenne des départements métropolitains de la même strate de **58 €** par habitant.



Les recettes réelles d'investissement se déclinent en 6 groupes :

- - la dotation départementale d'équipement des collèges (DDEC) et les amendes des radars automatiques,
- - la dotation de soutien à l'investissement des départements – DSID (anciennement DGE),
- - le fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (F.C.T.V.A),
- - les subventions et participations ,
- - les autres recettes,
- - les emprunts.

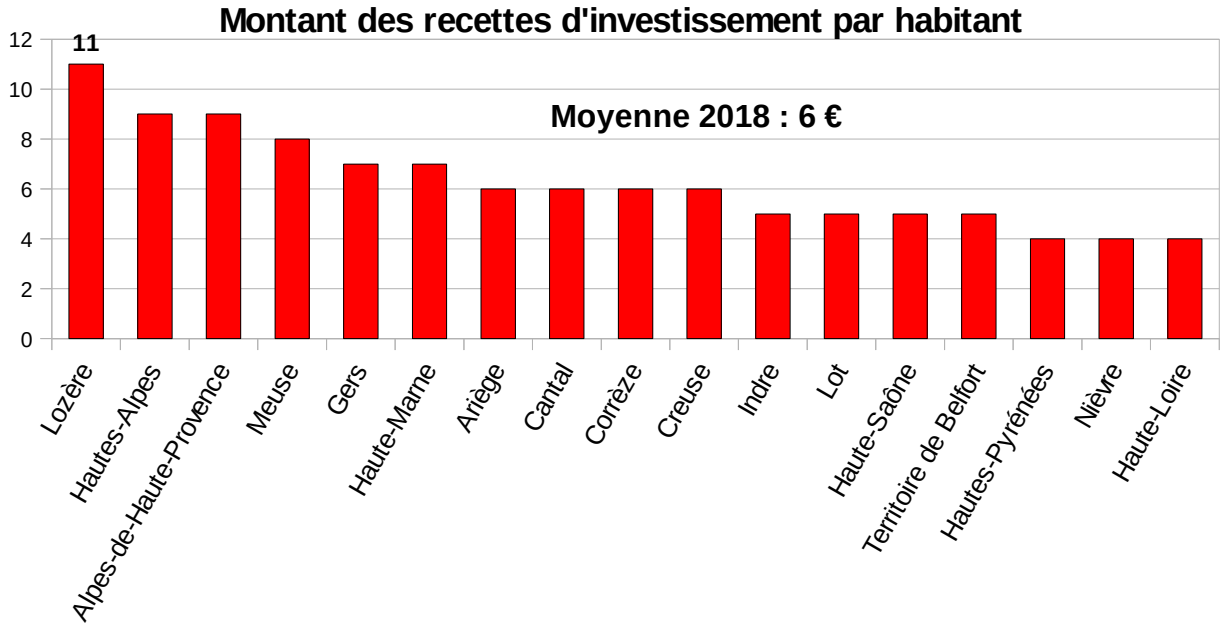
La D.D.E.C. et les amendes de radars automatiques

Ces recettes d'un montant de 1 206 K€ représentent 9,72 % des recettes réelles d'investissement hors emprunt (11,63 % en 2018).

1 - La Dotation Départementale d'Équipement des Collèges (D.D.E.C)

Le montant de la DDEC est figé depuis 2009 à 834 974 €.

Le montant de la DDEC représente en 2018, comme en 2017, une recette de 11 € par habitant, la moyenne pour les départements métropolitains de moins de 250 000 habitants étant de 6 €.



2 - Les amendes de radars automatiques

L'article 40 de la LFI 2008 a réservé aux départements une part du produit des amendes dressées par voie de radars automatiques afin de financer des opérations contribuant à la sécurisation de leur réseau routier.

Une valeur unitaire du produit des amendes de police reversé aux départements est définie par le comité des finances locales (CFL) et est appliquée au nombre de kilomètres de voirie appartenant à chaque département pour déterminer le montant des attributions à verser.

La dotation perçue en 2019 est de 371 091 €, montant légèrement inférieur (5 000 €) par rapport à l'exercice 2018. La dégradation des radars lors des premiers mouvements des « Gilets jaunes » de fin d'année 2018 n'a pas impactée la recette 2019. Vraisemblablement l'impact portera sur le produit 2020.

2014	2015	2016	2017	2018	2019
379 115 €	378 923 €	377 868 €	376 165 €	376 097 €	371 091 €

La Dotation de Soutien à l'Investissement des Départements (D.S.I.D.)

Principale recette d'investissement, elle représente 35,90 % des recettes réelles d'investissement hors emprunt pour un montant de 4 453 K€.

La dotation globale d'équipement (DGE) instituée en 1983 pour soutenir l'effort d'investissement des départements en matière d'équipement rural (aménagements agricoles, hydrauliques et fonciers, tourisme vert, habitat des exploitants et retraités agricole, infrastructures eau, assainissement, énergie électrique) est remplacée depuis la loi de Finances 2019 **par la Dotation de Soutien à l'Investissement des Départements (DSID)**.
La DSID est composée :
- d'une **<u>première part « Projets»</u>** (77 % de l'enveloppe totale) destinée **à soutenir les projets locaux prioritaires.**

Répartie par le Préfet de Région, l'enveloppe régionale est déterminée pour :

40 % en fonction de la population des communes situées dans une unité urbaine de mois de 50 000 habitants ou n'appartenant pas à une unité urbaine.

35 % en fonction de la longueur de voirie classée dans le domaine public départemental, la longueur de voirie située en zone de montagne étant affectée d'un coefficient multiplicateur de 2.

25 % en fonction du nombre d'enfants de 11 à 15 ans domiciliés dans les communes de la région.

L'enveloppe régionale est au minimum de 1,5 M€ et au maximum de 20 M€.
Une commission est créée pour fixer les projets considérés "prioritaires".
La programmation s'articule autour de quatre principes :
- cohérence des dossiers proposés avec les politiques nationales et les divers contrats menés par l'État sur le territoire ;
- priorités aux projets favorisant l'accès aux services publics et la mobilité ;
- soutien aux dépenses effectuées dans le cadre de la transition énergétique ;
- exclusion des travaux d'entretien.

Les catégories d'investissement retenues sont les suivantes :
- les opérations de voirie consécutives à des catastrophes naturelles, ou autres incidents ;
- la création de voiries de raccordement ou de contournement ;
- la création ou la réhabilitation de collèges ;
- les voies vertes et vélo-routes dès lors que celles-ci ne sont pas ou pas assez financées par ailleurs,
- par exception, et au cas par cas, tout autre projet structurant entrant dans la compétence du département.

Un socle de 600 000 € par département permet de financer les premières priorités. Le solde de la dotation régionale fera l'objet d'une programmation régionale concertée.
La loi prévoit une bonification pour les départements ayant signé et respecté le pacte financier du contrat de Cahors.
- d'une **<u>deuxième part « Péréquation »</u>** pour **"insuffisance de potentiel fiscal"** (23 %) libre d'emploi, attribuée aux départements, à la métropole de Lyon, à la collectivité de Corse et aux

collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, sous réserve que leur potentiel fiscal par habitant ne soit pas supérieur au double du potentiel fiscal moyen par habitant de l'ensemble des départements et que leur potentiel fiscal par kilomètre carré ne soit pas supérieur au double du potentiel fiscal moyen par kilomètre carré de l'ensemble des départements.
L'attribution au titre de cette seconde part ne peut pas être inférieure à 70 % ou supérieure au double de la moyenne des fractions attribuées à la collectivité au cours des trois derniers exercices au titre de la DGE.

L'exercice 2019 constitue l'année de transition avec l'encaissement :

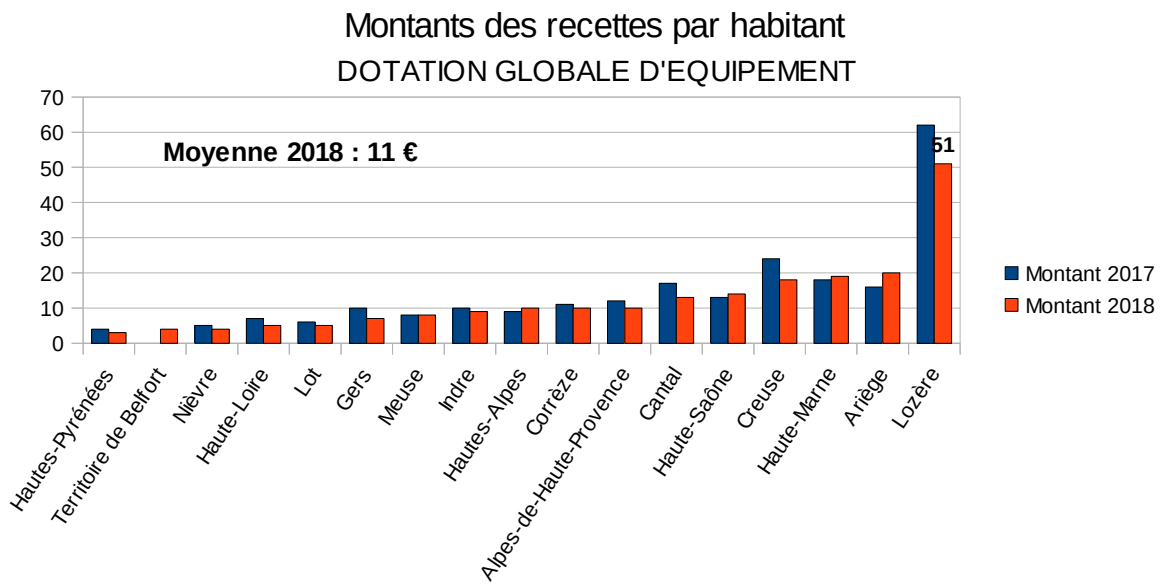
- du solde de l'ancienne dotation DGE pour 244 851 € (3ème et 4ème trimestre 2018),

- de la 2ème part « Péréquation » 2019 pour 4 453 559 €, la 1ère part étant conditionnée à la réalisation des projets.

Evolution du produit

DGE				DSID 2ème part
CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2019
4 773 347 €	4 697 511 €	3 917 666 €	244 851 €	4 453 559 €

En 2018, la DGE représente une recette de 51 € par habitant pour une moyenne des départements métropolitains de la même strate de 11 €.

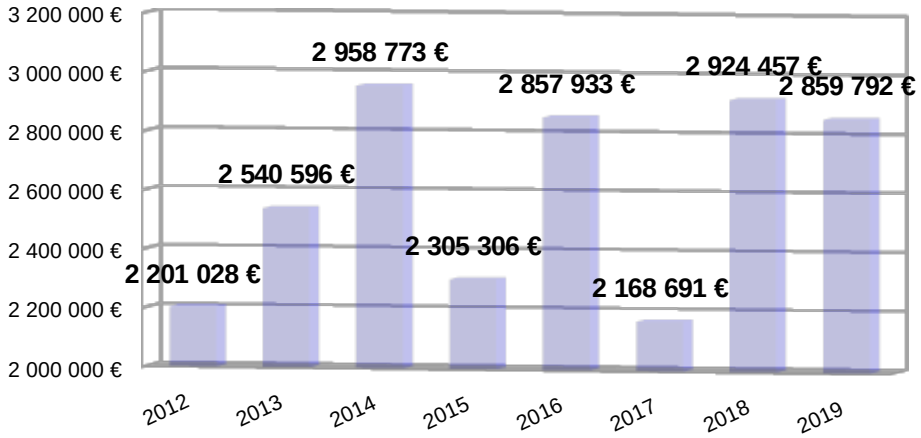


Le Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (F.C.T.V. A.)

Le fonds de compensation de la TVA est une dotation de l'État qui assure aux collectivités, la compensation, à un taux forfaitaire, de la TVA qu'elles acquittent sur leurs dépenses réelles d'investissement et qu'elles ne peuvent pas récupérer par la voie fiscale. Le taux applicable depuis le 1er janvier 2016 est de **16,404 %.**

Le FCTVA représente 23,05 % des recettes réelles d'investissement hors emprunt, soit un montant de 2 859 K€ (2 924 K€ en 2018).

Évolution 2012-2019 du FCTVA



Calculé sur les investissements directs éligibles année n-1 (17,433 M€) le FCTVA 2019 diminue de - 64 665 € rapport au montant perçu en 2018.

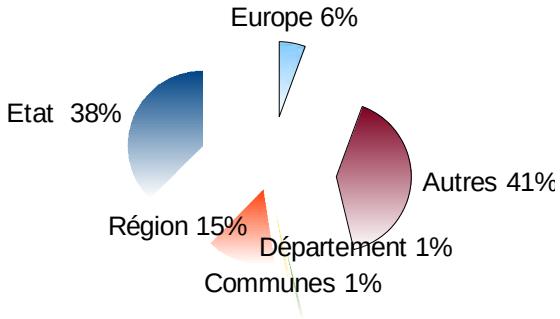
	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019
Assiette - année n-1	14 626 651 €	17 422 171 €	13 220 501 €	17 827 708 €	17 433 505 €
Montant	2 305 306 €	2 857 933 €	2 168 691 €	2 924 457 €	2 859 792 €
Evolution n / n-1	-22,09%	23,97%	-24,12%	34,85%	-2,21%

Les subventions et participations

Elles s'élèvent à 2 834 K€ et représentent 22,85 % des recettes réelles d'investissement hors emprunt.

Elles concernent les subventions et participations de l'Europe, de l'État, de la Région, autres départements, communes et établissements publics dont la répartition s'établit ainsi qu'il suit :

	2015	2016	2017	2018	2019
Etat	463 020 €	1 510 086 €	261 760 €	948 400 €	1 065 302 €
Région	725 996 €	1 364 511 €	674 353 €	810 198 €	421 138 €
Département		16 363 €	21 367 €	297 386 €	19 798 €
Communes Cté de Cnes	65 474 €	27 898 €	110 324 €	13 720 €	18 242 €
Autres			234 838 €	8 380 €	1 150 000 €
Europe	2 000 000 €	21 000 €	394 348 €		159 548 €
TOTAL	**3 254 490 €**	**2 939 858 €**	**1 696 990 €**	**2 078 083 €**	**2 834 028 €**



Ces subventions et participations ont participé au financement des opérations suivantes :

Organismes	Objet	Montants
ETAT	RD 806 Axe Mende St Chély – solde	638 332,37 €
	Réparations dégâts inondations 2014 et 2015	89 497,01 €
	Territoire Energie positive : rénovation thermique bâtiments	319 133,35 €
	DRAC Médiathèque – Achat véhicule	14 167,00 €
	Mise en place panneaux 80 km	4 172,33 €
	TOTAL ETAT	**1 065 302,06 €**
EUROPE	FEDER : Collège St Chély - rénovation thermique	159 547,69 €
	TOTAL EUROPE	**159 547,69 €**

REGION	Diverses RD (12, 20, 901, 983, 984)	398 934,29 €
	Chemin Régordane	22 203,70 €
	TOTAL REGION	**421 137,99 €**
DEPARTEMENT	Département Haute-Loire : Pont de Jonchères - solde	19 798,35 €
	TOTAL DEPARTEMENT	**19 798,35 €**
COMMUNAUTE DE COMMUNES	Immobilier touristique :	
	Cté Gorges Causses Cévennes : Brasseurs de la Jonte	2 611,00 €
	Cté Aubrac Lot Causses Tarn : Sarl Malakoff	10 909,89 €
	Sci Florimar	2 221,00 €
	Gîte Mme Astruc - Les Hermaux	2 500,00 €
	TOTAL COMMUNAUTES COMMUNES	**18 241,89 €**
AUTRES	MDPH : participation informatisation	150 000,00 €
	Fonds commerce maison de la Lozère Montpellier	1 000 000,00 €
	TOTAL AUTRES	**1 150 000,00 €**
	TOTAL GENERAL SUBVENTIONS	**2 834 027,98 €**

Les autres recettes

2015	2016	2017	2018	2019
69 335 €	178 625 €	1 087 345 €	279 425 €	806 549 €

D'un montant de 806 549 € en 2019, elles concernent pour :

- 783 141,06 € les aménagements fonciers : régularisation des années 2014/2016 (686 891,90 €), année 2018 (55 160 €) et 2019 (41 089,16 €),
- 8 166,60 € le remboursement des avances accordées à la Fromagerie des Cévennes et à la Maison Familiale Rurale d'Education et d'Orientation de Javols,
- 15 240 € de non reversement d'une retenue de garantie sur le chantier du collège de St Chély d'Apcher.

Les emprunts

3 000 000 € de recettes d'emprunt ont été réalisées sur l'exercice 2019.

Il s'agit de l'emprunt de 3 M€ souscrit auprès du Crédit Coopératif en juillet 2018 et mobilisé un an plus tard en juillet 2019.

ÉVOLUTION DES DÉPENSES RÉELLES D'INVESTISSEMENT

Les dépenses réelles d'investissement représentent **41,97 M€.**

Elles augmentent de + 24,65 % (+ 8,3 M€) et intègrent une progression de + 2,4 M€ des dépenses consacrées aux travaux sur les réseaux de voirie, + 2,1 M€ pour la solidarité territoriale, + 1,4 M€ de travaux dans les divers bâtiments et + 2,47 M€ de remboursement anticipé de capital de la dette.

Les taux d'exécution des dépenses réelles d'investissement (hors remboursements sur emprunts revolving et provisions pour imprévus), se situent à 92,88 % en 2019.

Taux d'exécution				
2015	2016	2017	2018	2019
84,40%	86,07%	90,22%	93,78%	92,88%

Au 31/12/19, le Conseil départemental disposait d'un stock d'autorisations de programmes (AP) de 61 744 K€ pour les années 2019 et suivantes.

32 280 K€ de crédits de paiement sur AP ont été consommés en 2019 sur un total de crédits de paiement 2019 (BP et DM) de 34 260 K€, d'où un ratio de capacité de couverture des AP de 1,9 années.

Ce ratio est bien inférieur à la durée de vie moyenne des AP qui est de 3 ans.

Le montant des dépenses réelles d'investissement 2019 se répartit comme suit :

Par direction :

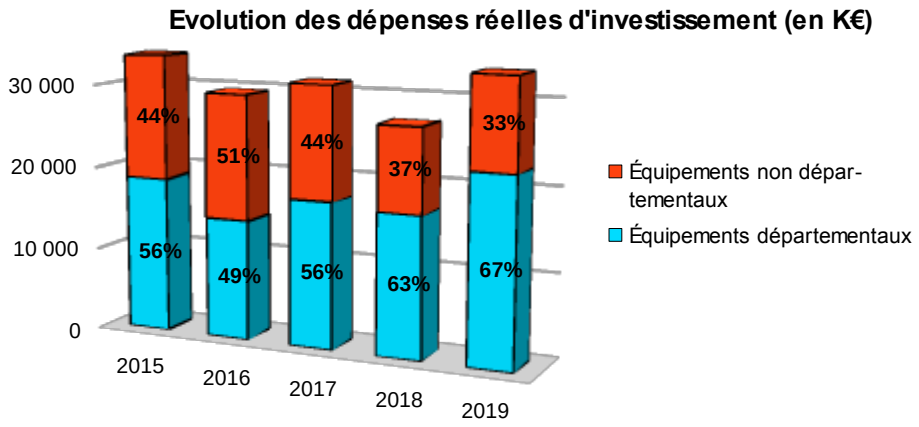
Investissement (en €)	Total consommé	Taux d'exécution
Infrastructures Départementales – Routes	14 795 517	98,64%
Solidarité Territoriale – DIAD	10 375 428	91,52%
DRHAF – Affaires Financières et Assemblées	8 869 425	88,04%
DAJCL – Bâtiments	4 260 005	86,52%
Solidarité Sociale	702 745	99,86%
DAJCL – Information et Télécommunications	996 018	90,21%
SDIS	600 000	100,00%
Solidarité Territoriale – DDEC	387 614	98,26%
DMNT – Techno. Information et Communication	631 670	97,18%
Archives	65 292	98,93%
Solidarité Territoriale – Médiathèque	113 517	87,82%
DAJCL – Marchés publics	57 119	81,70%
DAJCL – Achats et Moyens	77 893	89,,68%
POLEN	38 066	76,13%
TOTAL	**41 970 309**	**92,88%**

Ces dépenses sont détaillées dans la partie « DEPENSES PAR DIRECTIONS »

Par nature d'investissements :

En K€	2018	2019	Evolution en %
Équipements départementaux	**16 883**	**22 309**	**32,14**
- Routes	12 444	14 796	18,90
- Bâtiments	2 857	4 298	77,70
- Informatique, culture, moyens généraux et autres	1 582	3 215	53,85
Équipements non départementaux	**10 018**	**10 768**	**7,48**
- Ingénierie, attractivité, développement et autres	7 864	9 165	16,54
- Solidarité sociale	1 477	703	-52,40
- Enseignement, sport et culture	277	300	8,30
- SDIS	400	600	50,00
Opérations non ventilées	**6 769**	**8 893**	**31,38**
- Capital emprunts	6 449	7 869	22,02
- Aménagements fonciers et participations	255	241	-5,49
- Aménagements fonciers (subventions)	65	783	
TOTAL	**33 670**	**41 970**	**24,65**

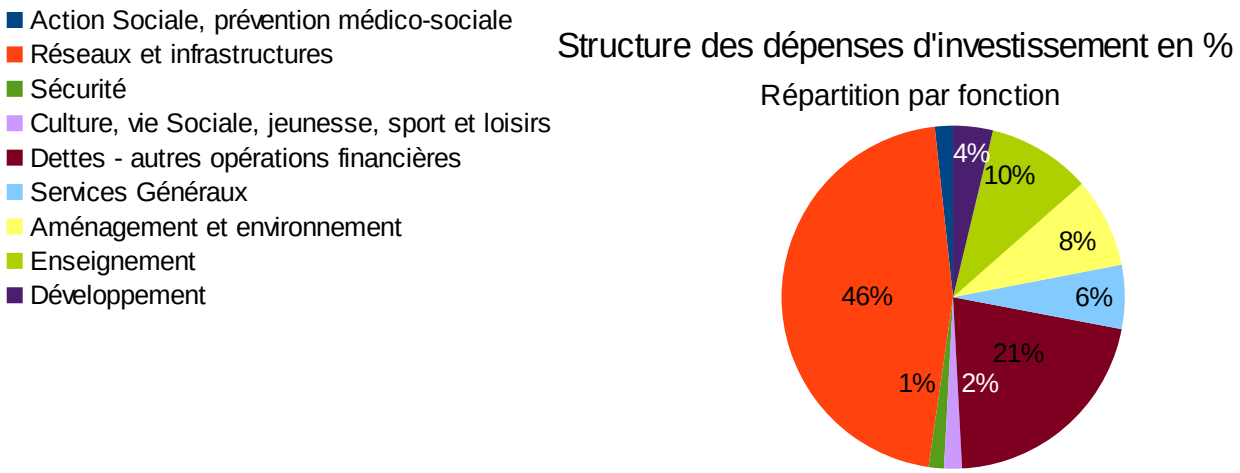
En 2019, les équipements non départementaux représentent 33 % du total de la section d'investissement (en dépenses réelles hors opérations non ventilées) contre 67 % pour les équipements directs.



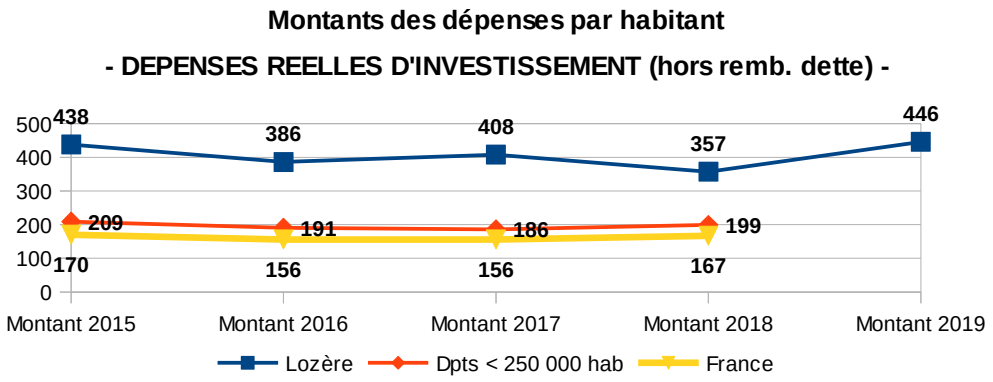
Par fonction :

FONCTIONS	Total consommé (en €)	
	2018	2019
Réseaux et infrastructures	15 174 617	19 294 636
Dettes - autres opérations financières (1) (2)	6 768 749	8 893 655
Enseignement	2 878 722	4 096 818
Aménagement et environnement	3 428 111	3 551 998
Services généraux (3)	1 805 046	2 523 765
Développement (2)	977 872	1 568 202
Action sociale – Prévention médico-sociale	1 491 539	721 590
Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	700 906	703 637
Sécurité	443 013	616 008
Transports	744	
TOTAL	**33 669 319**	**41 970 309**

(1) N'est pas comptabilisée à hauteur de 4,5 M€ la mobilisation temporaire sur emprunt revolving (encaissement et remboursement en 2018).



Ces dépenses d'investissement, hors remboursement de la dette, représentent 357 € par habitant (population 2019 : 76 422 hab.).



Fonction Réseaux et infrastructures

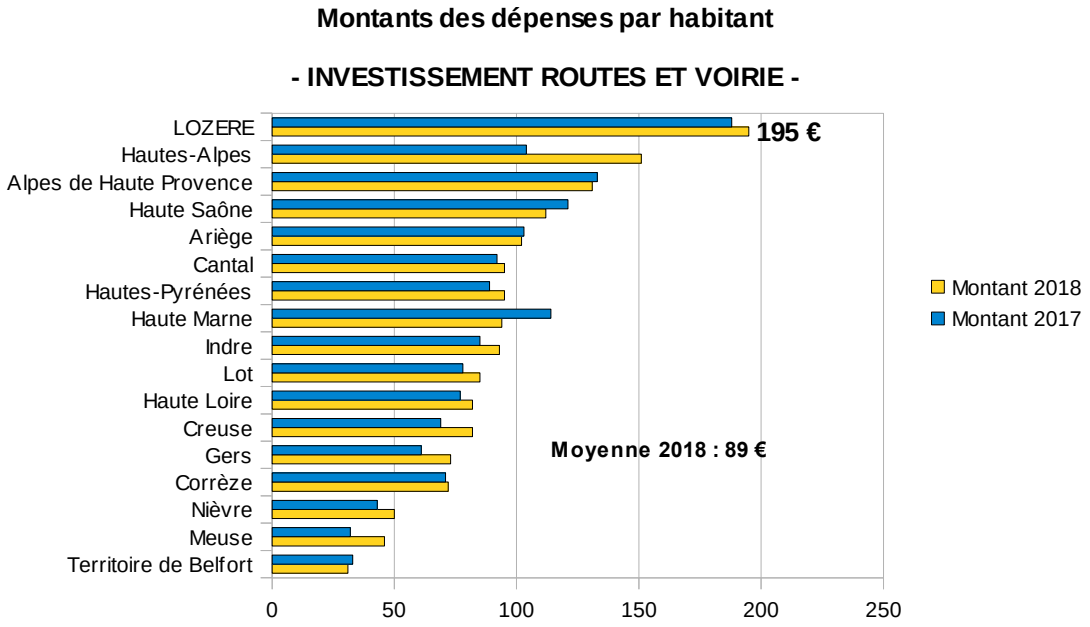
Prés de 46 % des dépenses réelles d'investissement du Département ont été consacrés aux réseaux et infrastructures, dont 79 % de dépenses directes qui correspondent à des acquisitions mobilières, travaux neufs et grosses réparations.

En €	2017	2018	2019
Routes et voirie	**14 356 521**	**14 846 191**	**18 662 966**
- Réseau routier départemental	11 732 179	12 100 307	14 247 459
- Viabilité hivernale – matériel	18 000	479 640	933 000
- Autres réseaux de voirie	2 606 342	2 266 244	3 482 507
Autres réseaux	**243 535**	**328 426**	**631 670**
TOTAL	**14 600 056**	**15 174 617**	**19 294 636**

En 2019, la part des investissements réalisés sur le réseau routier départemental représente 73,84 % du budget global consacré aux réseaux et infrastructures.

4 112 K€ de subventions d'équipement, soit 21,31 % des dépenses globales réseaux et infrastructures, ont été versées aux organismes publics, dont 2 084 K€ aux communes et structures intercommunales, 1 303 K€ à la DREAL pour la rocade ouest de Mende, 95 K€ au SDEE pour le programme d'enfouissement des réseaux et 630 K€ de contribution à l'investissement au Syndicat Mixte Lozère Numérique.

En 2019, le Département a consacré 244 €/habitant pour les routes et réseaux de voirie (195 € en 2018 contre 89 € en moyenne des départements de – de 250 000 habitants).



Fonction Aménagement et environnement

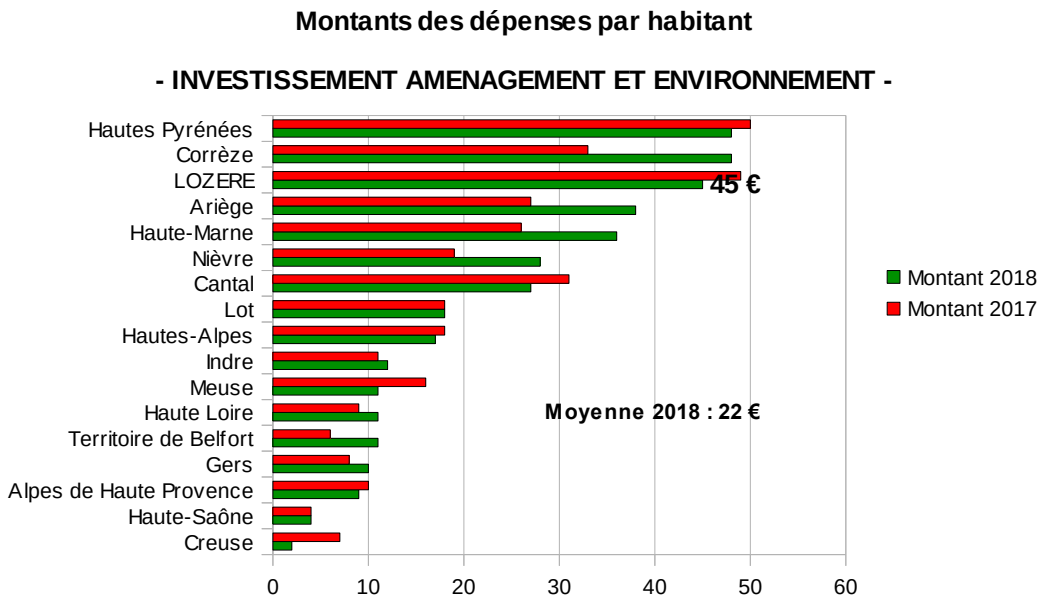
Les montants consacrés à l'aménagement et l'environnement représentent 8,49 % des dépenses d'investissement.

En €	2017	2018	2019
Logement	105 674	175 422	122 905
Traitement des déchets	51 867	95 363	123 058
Autres actions en faveur du milieu naturel	61 398	95 288	98 738
Aménagement et développement rural	3 491 477	3 062 038	3 207 297
TOTAL	**3 710 416**	**3 428 111**	**3 551 998**

Plus de 90 % de ces dépenses concernent le développement rural.

3 529 K€, soit près de la totalité des crédits alloués à l'aménagement et l'environnement, sont versés sous forme de subventions d'équipement, dont 98,22 %, soit 3 466 K€ pour les communes et structures intercommunales.

En 2019, le Département a consacré plus de 46 €/habitant pour l'aménagement et l'environnement (45 € en 2018 contre 22 € en moyenne des départements de – de 250 000 habitants).



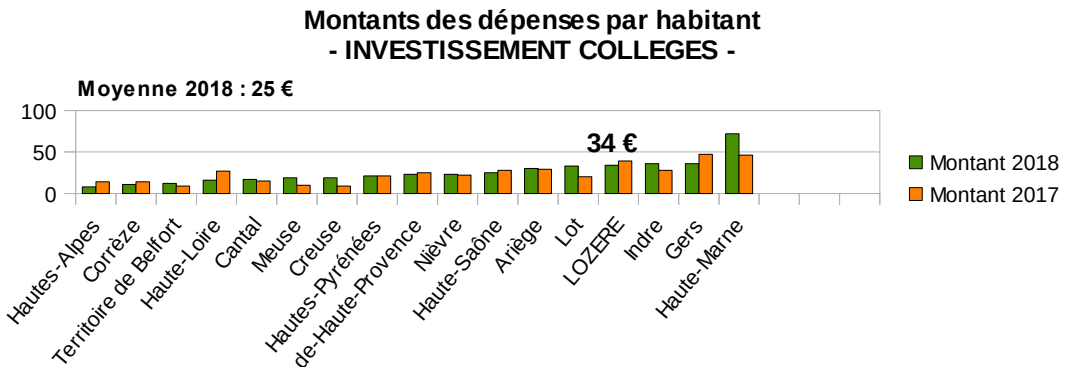
Fonction Enseignement

Les dépenses d'investissement liées à l'enseignement atteignent en 2019, 4 097 K€, en hausse de + 42,3 % par rapport à 2018.

97,67 % de ces investissements concernent les collèges du département pour un montant de 4 002 K€.

En €	2017	2018	2019
Enseignement 1er degré	665 383	152 473	73 303
Collèges	2 989 598	2 627 396	4 001 574
Enseignement supérieur (travaux IUFM)		95 953	12 880
Autres	26 550	2 900	9 060
TOTAL	**3 681 531**	**2 878 722**	**4 096 817**

En 2019, le Département a consacré plus de 52 €/habitant d'investissement dans ses collèges (34 € en 2018 contre 25 € en moyenne des départements de – de 250 000 habitants).



Fonction Services généraux

Les montants consacrés aux services généraux sont en hausse de + 39,82 %. Ils représentent 6% des dépenses d'investissement.

La hausse est due principalement à l'acquisition du bâtiment sis boulevard Henri Bourrillon à Mende et à l'achat de matériel informatique, d'outillage et mobilier de bureau. Les subventions aux communes et structures intercommunales ont diminué de – 181 K€.

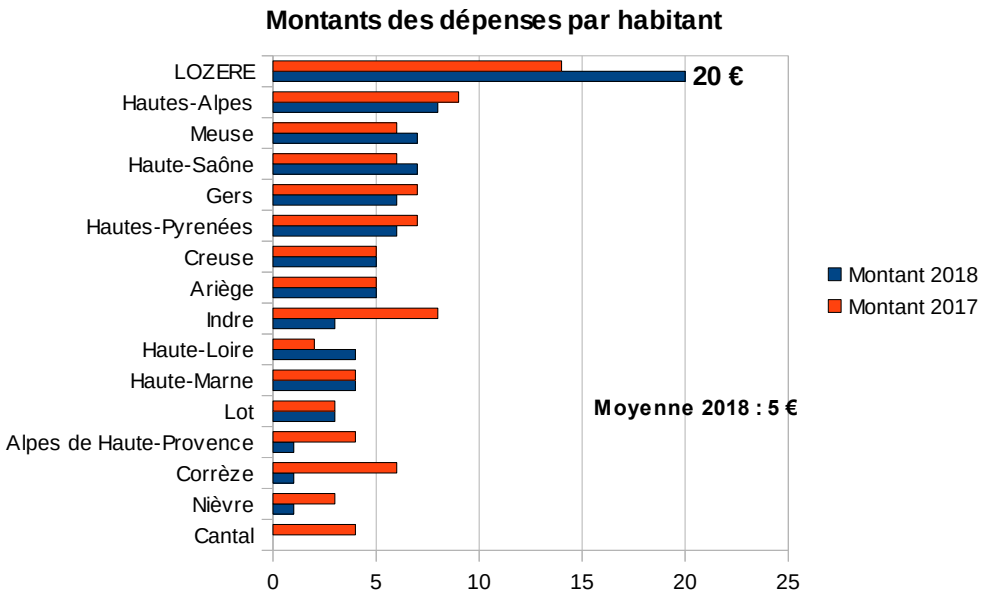
En €	2017	2018	2019
Bâtiments	1 787 200	479 139	1 075 103
Concessions-droits-licences	322 093	348 403	370 308
Matériel informatique	257 082	121 278	362 436
Matériel, outillage et mobilier du bureau	46 240	42 140	82 927
Créance sur collectivité publique	195 000		
Subventions	545 740	814 086	632 991
TOTAL	**3 153 355**	**1 805 046**	**2 523 765**

Fonction Action Sociale et Fonction Prévention Médico-sociale

Les montants consacrés à ces fonctions représentent un montant de 722 K€, soit une baisse de – 51,62 %, principalement sur les travaux de réhabilitation des EHPAD.

Plus de 97 % de ces dépenses correspondent à des aides pour l'aménagement des EHPAD (dont 92 % pour les établissements publics et 8 % pour les établissements privés).

En 2019, le Département a consacré plus de 9 €/habitant d'investissement (20 € en 2018 contre 5 € en moyenne des départements de – de 250 000 habitants).



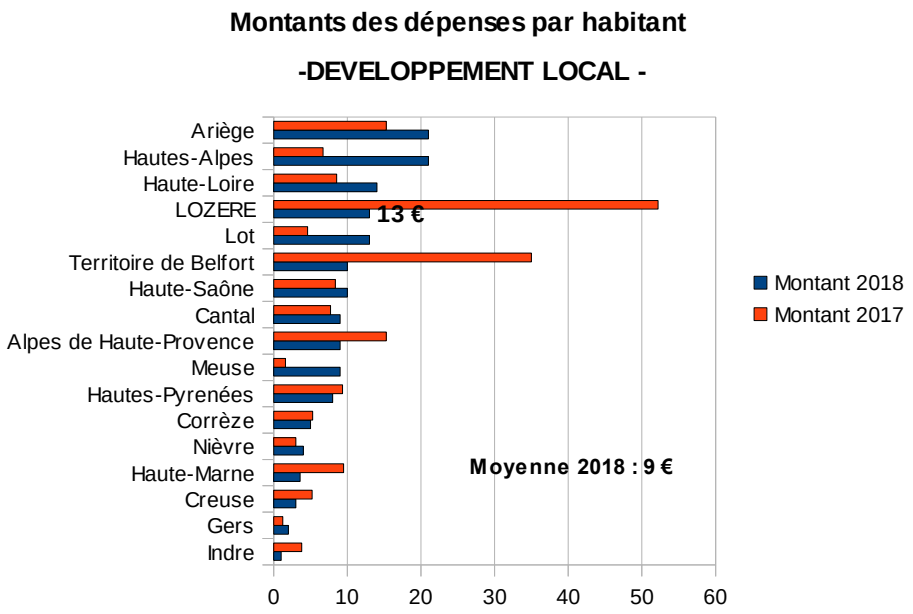
Fonction Développement Local

Les montants consacrés à cette fonction s'établissent à 1 568 K€, soit + 590 K€ par rapport à 2018.

Le poste développement touristique est fortement impacté par la comptabilisation dans l'inventaire du fonds de commerce de la maison de la Lozère à Montpellier pour une valeur d'1 M€.

En €	2017	2018	2019
Services communs	144 663	54 075	96 234
Agriculture et pêche	67 663	41 916	18 627
Industrie, commerce et artisanat	15 393	443 052	201 117
Développement touristique	3 542 965	389 080	1 234 743
Maintien et développement des services publics non dép.	214 000	49 749	17 481
TOTAL	**3 984 684**	**977 872**	**1 568 202**

En 2019, le Département a consacré plus de 20 €/habitant aux investissement liés au développement local (13 € en 2018 contre une moyenne de 9 € par habitant pour les départements de la même strate).



Fonction Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

704 K€ ont été consacrés aux dépenses d'investissement culture, vie sociale, jeunesse et sports, soit un montant en hausse de 0,39 % par rapport à 2018.

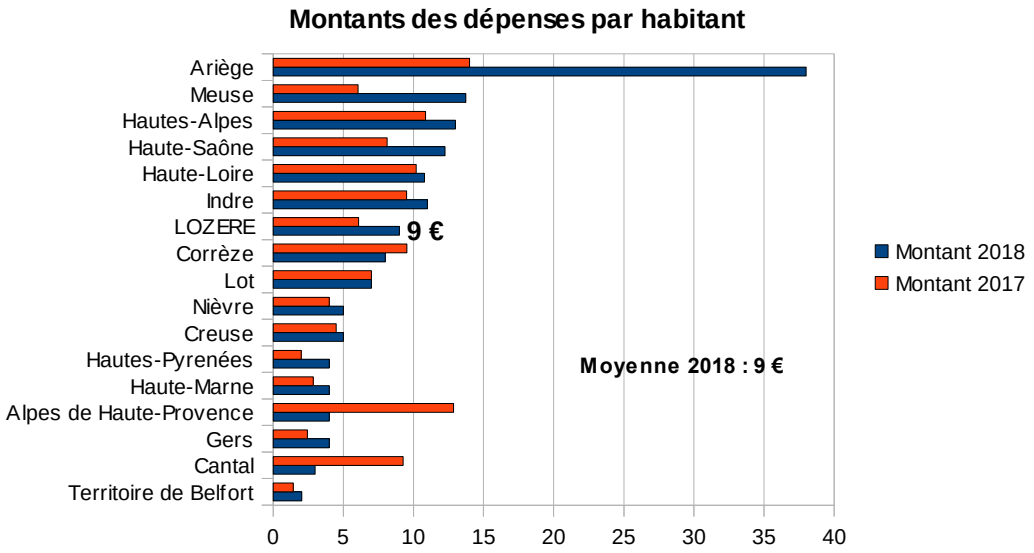
La principale hausse des dépenses se situe dans le secteur Archives (+ 44 K€) principalement pour divers travaux dans le bâtiment des archives et la numérisation d'archives anciennes.

Les dépenses «patrimoine » représentent près de la moitié des dépenses de cette fonction.

Dans le secteur Jeunesse et Loisirs, la baisse des subventions depuis 2017 s'explique par la fin du programme de construction de crèches et de Maisons d'Assistants Maternels et d'Accueil de Loisirs sans Hébergement.

En €	2017	2018	2019
Patrimoine	399 842	354 809	339 997
Médiathèques	4 688	172 255	154 605
Archives	26 588	128 019	172 242
Sports	34 994	34 943	34 285
Jeunesse et loisirs	24 106	8 195	2 508
TOTAL	**490 218**	**700 906**	**703 637**

En 2019, le Département a consacré plus de 9 €/habitant d'investissement à la culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (9 € en 2018 conforme à la moyenne des départements de – de 250 000 habitants).



LES SUBVENTIONS D'ÉQUIPEMENT

	2017	2018	2019
Montant total en K€ des subventions d'équipement	**12 632**	**9 933**	**11 551**
Organismes publics	**11 506**	**9 034**	**10 241**
- Communes	7 318	7 314	7 158
- Autres	4 188	1 719	3 083
Personnes de droit privé	**1 099**	**875**	**1 273**
Etablissements scolaires	**27**	**24**	**37**

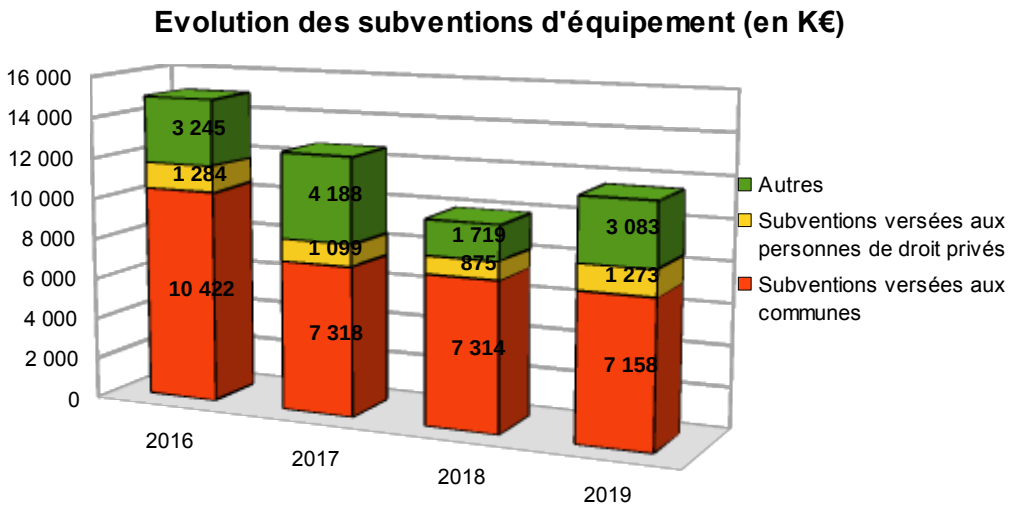
Les subventions d'équipement représentent 27,52 % des dépenses réelles d'investissement et 35 % des dépenses d'équipements départementaux et non départementaux.

Entre 2018 et 2019, elles sont en hausse de + 1 618 K€, (+ 16 %) avec pour explications :

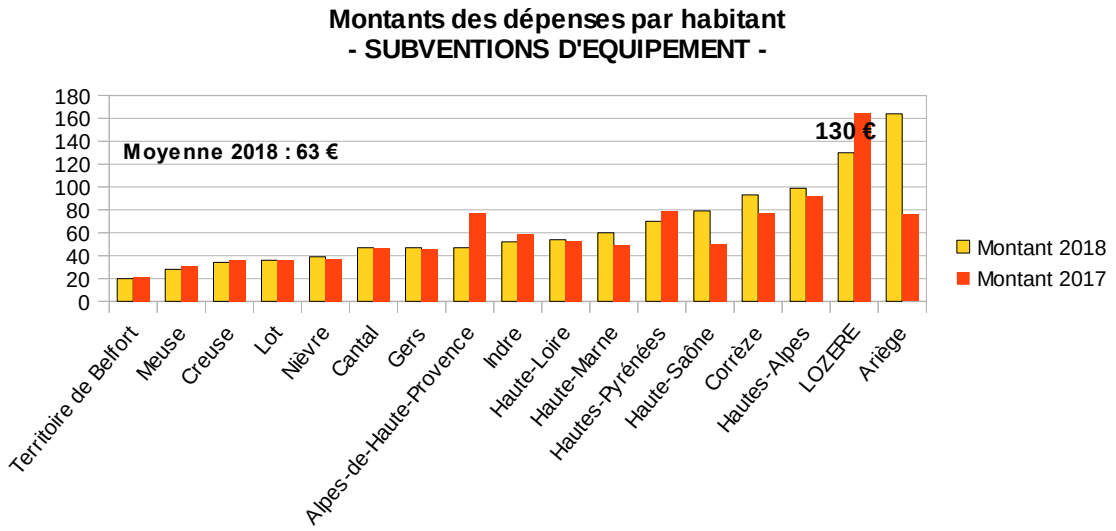
- Subventions organismes publics : + 1 207 K€
  + 588 K€ à la DREAL pour les travaux de la rocade ouest de Mende,
  + 629 K€ au syndicat mixte Lozère Numérique,
  + 37 K€ d'écritures de régularisation des aménagements fonciers,
  + 200 K€ de subventions au SDIS,
  - 200 K€ au secteur social avec l'achèvement des chantiers engagés,
  - 47 K€ d'aides aux communes et intercommunalités (moins de projets financés sur les enveloppes aides diverses, aménagements villages, patrimoine).

- Subventions personnes de droit privé : + 398 K€
  + 681 K€ d'écritures de régularisation des aménagements fonciers,
  + 141 K€ pour le développement économique,
  - 424 K€ au secteur social (fin des chantiers engagés).

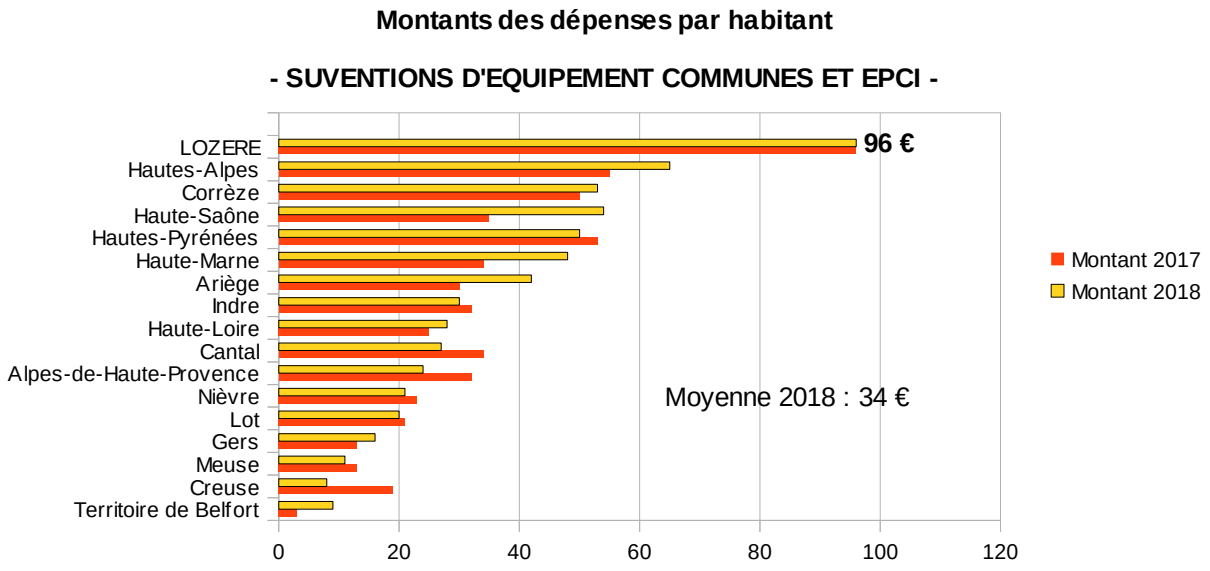
- Subventions établissements scolaires : + 13 K€



En 2019, 151 € par habitant de subvention d'équipement ont été versés par le Département, (130 € en 2018 soit plus de 2 fois la moyenne des départements de la même strate, confirmant la participation très importante du Département).



Le Département de la Lozère a versé en 2019, 94 € par habitant aux communes et EPCI sous forme de subventions à l'investissement soulignant la forte implication de celui-ci dans le développement local. En 2018, la moyenne pour les départements de la même strate était de 34 €, soit près de 3 fois moins que le Département de la Lozère : 96 €.



Les subventions d'un montant de **11 551 K€** se décomposent comme suit :

<u>Direction générale adjointe de la Solidarité territoriale : 9 618 K€</u>

- - Autres réseaux de voirie → 3 483 K€
- - Développement touristique → 235 K€
- - Maintien et développement des services publics → 17 K€
- - Patrimoine → 249 K€
- - Autres actions diverses → 648 K€
- - Logement → 123 K€
- - Développement → 96 K€
- - Industrie, commerce et artisanat → 201 K€
- - Agriculture → 19 K€
- - Actions en matière de traitement des déchets → 123 K€
- - Actions en faveur du milieu naturel → 75 K€
- - Aménagement et développement rural → 3 207 K€
- - Aménagements fonciers → 784 K€
- - Collèges → 228 K€
- - Lycées → 9 K€
- - Écoles Primaires → 73 K€
- - Équipements sportifs → 34 K€
- - Bibliothèques → 14 K€

Direction générale adjointe de la Solidarité Sociale : 703 K€

- Travaux maisons de retraite → 700 K€
- Achats matériels crèches → 3 K€

Direction générale des Infrastructures départementales : 630 K€

- Syndicat Lozère Numérique → 630 K€

SDIS : 600 K€ Plan pluriannuel d'investissement 2018/2028

LES DÉPENSES PAR DIRECTIONS

PÔLE

INFRASTRUCTURES

DEPARTEMENTALES

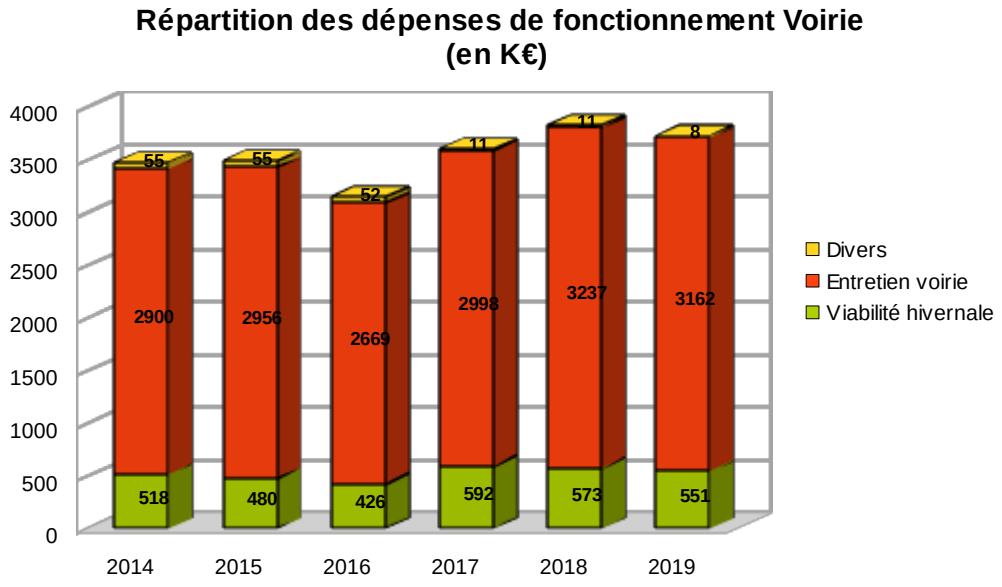
Direction des Routes

3 720 704 € en fonctionnement

En K€	CA 2017	CA 2018	CA 2019
TOTAL	3 602	3 821	3 721

Les dépenses de voirie (hors dépenses de personnel) gérées par la Direction des Routes s'élèvent en 2019 à **3 720 704 €.**

Les dépenses de fonctionnement liées aux routes se répartissent principalement entre l'entretien de la voirie (**3 162 K€**) et la viabilité hivernale (**551 K€**).



Entretien de la voirie : 3 162 K€

- Les crédits d'entretien sont gérés par les UTCD et le Parc Technique Départemental.
- En 2019, 1 257 K€ de crédits GPER (gestion prévisionnelle de l'entretien routier) ont été consacrés à :

  - la location de matériel pour les travaux d'entretien du réseau assurés en régie par les agents de la route : 320 K€,

  - l'achat de fournitures et des prestations d'entretien réalisées par des entreprises : 937 K€.
- Un montant de 1 905 K€ a été dépensé par le Parc Technique Départemental pour l'entretien des véhicules et matériels et leur fonctionnement, dont 858 K€ pour le poste carburant.

  Les principaux postes de dépenses concernent l'achat de pièces de rechange, de pneumatiques, d'huiles et lubrifiants, les frais de réparation des engins et véhicules effectués par des professionnels, les frais de contrôle technique, les taxes et impôts sur véhicules et le carburant.

Viabilité hivernale : 551 K€

Ces crédits ont majoritairement permis de financer les fournitures de consommables : sel, pouzzolane, dont les commandes sont effectuées par les UTCD.

La convention avec Météo France, le déneigement de l'Aire de la Lozère qui est externalisé, ainsi que le paiement de prestations aux communes ou groupements de communes dont les interventions sont conventionnées, sont pris en charge sur les crédits de fonctionnement de la viabilité hivernale.

Subventions : 8 K€

Une subvention de 7 875 € a été versée à la Prévention Routière de la Lozère.

14 795 517 € en investissement

En K€	CA 2017	CA 2018	CA 2019
TOTAL	11 388	12 444	14 796

Amélioration de la route (Chap 906) :

Les dépenses induites par les travaux d'amélioration du réseau départemental (frais d'études et travaux neufs) ont été de 491 180 €.

Il convient d'ajouter à ces dépenses 68 301 € de frais liés aux interventions de géomètres, d'acquisitions foncières et de frais notariés.

Entretien des 2 262 km de voirie départementale (chaussées et ouvrages d'art) (Chap 906) :

12 207 294 € de crédits d'investissement ont été mobilisés pour le renforcement et l'entretien des chaussées ainsi que pour les murs et ponts :

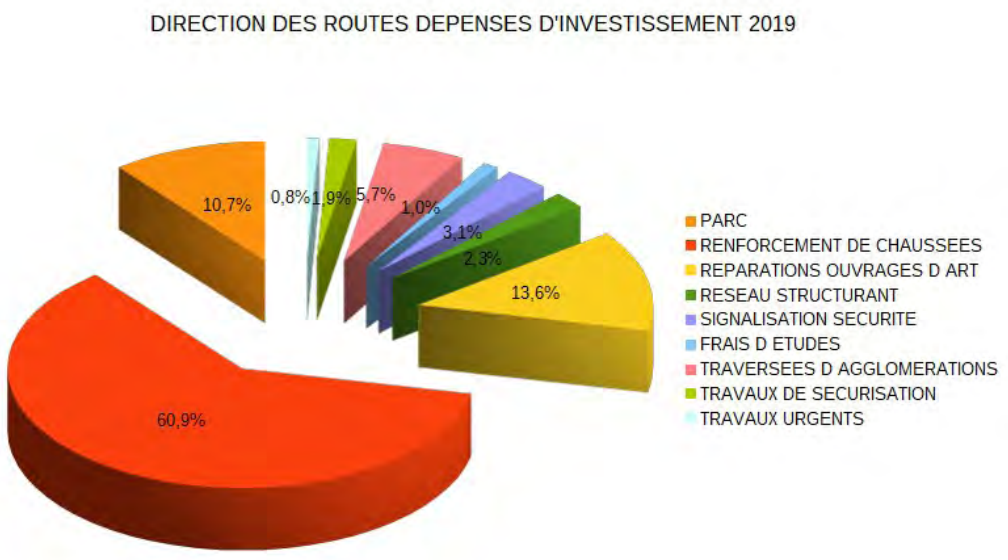
- - 121 976 € de travaux urgents,
- - 834 116 € pour des réfections de chaussées liées aux projets en agglomération sous maîtrise d'ouvrage communale,
- - 8 964 491 € pour les chantiers de renforcement et grosses réparations de chaussées,
- - 278 691 € de travaux de sécurisation liés à la stabilisation de talus et glissements,
- - 2 008 019 € pour l'entretien des murs et ponts.

Exploitation de la route (Chap 906) :

451 088 € ont été consacrés à l'acquisition de dispositifs de protection et de panneaux de signalisation.

Entretien et acquisition de matériel (Chap 906) :

L'acquisition de véhicules et matériel (camions, véhicules utilitaires ou légers, étraves, saleuses, etc...) pour les directions et services du Département a mobilisé un budget de 1 577 652 €.



Direction des mobilités, des aménagements numériques et des transports – Mission Technologies de l'information et de la communication

303 846 € en fonctionnement

En K€	CA 2017	CA 2018	CA 2019
TOTAL	157	392	304

Les dépenses ont diminué de 88 K€, soit - 22 % et se répartissent comme suit :

- 178 K€ de participation aux frais de fonctionnement du Syndicat Mixte Lozère Numérique,
- 99 K€ de contribution à la Société Net 48 au titre des coûts d'exploitation 2016 de la délégation de service public pour l'établissement et l'exploitation d'un réseau de communication électronique à haut débit. Le versement de cette contribution est intervenu dans le cadre d'un protocole d'accord après paiement par la Société Net 48 de la TVA sur les investissements réalisés revenant au Département (334 869,83 €),
- 20 K€ pour le paiement des redevances NETWORKS, ONF, location pylônes TDF,
- 5 K€ pour la maintenance des pylônes TDF pour la téléphonie mobile,
- 2 K€ de cotisation à l'association AVICCA (Association des villes et collectivités pour les communications électroniques et l'audiovisuel).

631 670 € en investissement

En K€	CA 2017	CA 2018	CA 2019
TOTAL	244	328	632

630 K€ constituent la contribution d'investissement du Département au Syndicat Mixte Lozère Numérique en fonction des appels de fonds du SIEDA Aveyron, coordinateur du groupement de délégation de service public créé entre les départements du Lot, de l'Aveyron et de la Lozère.

2 K€ concernent la réparation d'un dysfonctionnement du réseau sur le tronçon ZA Langogne – Fontanes.

Certains biens ont également été transférés au 31 décembre 2019 du Département vers le SM Lozère Numérique pour une valeur brute de 1,6 M€. Ce transfert a été réalisé dans le cadre du transfert de la compétence THD au syndicat mixte Lozère numérique créé à cet effet.

Direction des mobilités, des aménagements numériques et des Transports – Mission Transports et Mobilités

376 217 € en fonctionnement

En K€	CA 2017	CA 2018	CA 2019
TOTAL	7 150	6 765	376

Les transports scolaires (hors personnel)

Depuis la loi NOTRe, les Régions sont compétentes en matière de Transports - scolaires, lignes régulières et touristiques - à l'exclusion du transport des personnes en situation de handicap.

Toutefois, pour les années 2017 et 2018 la Région Occitanie a délégué par convention cette compétence au Département.

Cette délégation a pris fin le 31 décembre 2018, ce qui explique la diminution importante de la dépense entre les exercices 2018 et 2019.

Les dépenses de transport de l'exercice ont été les suivantes :

- 368 011 € pour le transport des élèves en situation de handicap,
- 5 946 € de bourses de premier internat,
- 2 260 € en annulation de titres de participation des familles sur les exercices antérieurs.

0€ en investissement

En K€	CA 2017	CA 2018	CA 2019
TOTAL	221	1	0

PÔLE SOLIDARITE TERRITORIALE

Direction de l'Ingénierie, de l'Attractivité et du Développement (contrats territoriaux)

7 110 654 € en investissement

En K€	CA 2018	CA 2019
TOTAL	6 141	7 111

Sur l'année 2019, **7 110 654 €** de crédits de paiements ont été consommés au titre des contrats répartis comme suit :

- **409 415 €** pour des projets de restructuration ou de confortement d'adductions en eau potable, des créations de réseaux d'assainissement et de stations d'épuration, des protections de captages ou pose de compteurs dans 28 collectivités,
- **1 770 €** pour les travaux sur les rivières en faveur d'un syndicat,
- **101 612 €** pour la rénovation et mise aux normes de 7 déchetteries,
- **73 303 €** pour l'agrandissement ou l'aménagement des écoles publiques primaires de Mende (Chabrits), Saint Etienne Vallée Française, Bagnols les Bains, Le Bleymard, Grandrieu, le Pont de Montvert, Sainte Enimie, Saint Germain de Calberte notamment,
- **90 155 €** pour la réhabilitation de logements dans 11 communes,
- **648 777 €** pour les projets d'aménagements de places, parkings, rues, aires de jeux, murs de soutènement, ponts desservant des hameaux ou villages, enfouissement des réseaux électriques et téléphoniques et traversées de villages dans 34 collectivités,
- **991 984 €** pour les projets :
- - de rénovation ou création d'équipements sportifs ou de loisirs (tennis, plateau sportif, dojo, terrains de sports) dans 6 communes,
- - de construction, rénovation et mise aux normes d'accessibilité de bâtiments communaux (mairie, salle des fêtes, maisons des services, gîtes, centres d'accueil, garages communaux, maisons médicales) dans 38 communes,
- **155 414 €** au titre du patrimoine pour les travaux de restauration d'édifices classés ou inscrits (églises, temples, châteaux) et de patrimoine rural vernaculaire (fours, moulin, lavoirs, filature) dans 14 communes,
- **12 791 €** pour l'aménagement d'une structure d'accueil de la petite enfance à Saint Germain du Teil,
- **31 502 €** pour des projets visant à améliorer l'accueil touristique dans 4 communes,
- **1 964 771 €** pour des projets d'aménagement et d'entretien de la voirie communale dans 99 collectivités,

- **526 844 €** pour divers projets au titre des Travaux exceptionnels en faveur de 34 collectivités,
- **1 918 971 €** pour des projets d'envergure départementale notamment la rocade ouest de Mende (1 302 K€), l'enfouissement des lignes électriques par le SDEE (95 K€), la restauration du pont de Quézac (93 KF), le projet de Grand Lac de Naussac, la maison du tourisme et le gymnase de Florac, l'hangar pour l'hélicoptère à l'aérodrome de Mende, l'aménagement paysager du cirque des Beaumes, le parc à bisons, l'immobilier d'entreprise et les projets d'AEP et assainissement structurants et/ou d'intérêt départemental.
- **183 345 €** au titre du Fonds de Réserve Appels à Projets au bénéfice de 9 collectivités pour les contreparties du Département dans le cadre d'appels à projets pour la résorption des fuites d'eaux sur les réseaux et la mise en conformité de déchèteries, et aux programmes LEADER.

Direction de l'Ingénierie, de l'Attractivité et du Développement (hors contrats)

Le Département met en œuvre, au sens de la Loi NOTRe, sa compétence de chef de file de la solidarité territoriale.

=> En matière d'Ingénierie :

L'ingénierie départementale poursuit et développe ses missions pour répondre précisément aux besoins des collectivités locales dans les domaines de l'ingénierie financière, de l'ingénierie technique (eau potable, assainissement, déchets et énergie) ainsi que de l'ingénierie de projets (émergence de projets structurants).
Le Département poursuit son action de sorte que nos collectivités territoriales infra départementales puissent bénéficier des conseils, de l'expertise, et de l'accompagnement nécessaire à la mise en œuvre de projets structurants s'inscrivant dans nos politiques départementales.
Le Département est structuré pour offrir un "point d'entrée des collectivités", qui a pour objectif de guider toute collectivité locale vers un interlocuteur qui pourra apporter, au regard de son domaine de compétence, l'appui et le conseil attendus par nos élus locaux.

=> En matière de Développement :

Le Département accompagne désormais les territoires pour la mise en œuvre de politiques publiques nécessaires au maintien des activités vitales au développement et au rayonnement de la Lozère.
Le Département contribue également à travers ses compétences à maintenir des structures d'appui territorial et plus particulièrement ses organismes satellites qui œuvrent fortement à l'attractivité du territoire (Lozère Développement et Lozère Tourisme), avec la nécessité de mobiliser davantage de financements au-delà de notre Collectivité pour assurer leur pérennité.
Le Département se voit également confier la possibilité de pouvoir intervenir en matière de développement agricole. En ce qui concerne les dispositifs agricoles, le Département peut, par convention avec la Région et en complément de celle-ci, participer, par des subventions d'investissement, au financement d'aides accordées par la Région en faveur d'organisations de producteurs pour leur permettre ainsi qu'à ces entreprises d'améliorer l'équipement ou de mettre en œuvre des mesures en faveur de l'environnement, en particulier dans le cadre du Programme de Développement Rural.
=> En matière d'Attractivité :

Afin de créer les conditions économiques et sociales favorables au maintien des populations et aux conditions d'accueil de celles qui s'installent en Lozère, des politiques ont été initiées et seront poursuivies en 2020 en matière de jeunesse, de développement touristique, d'accueil de nouvelles populations et de démographie médicale.

L'objectif est de s'inscrire dans une logique de regain démographique. Face à un déficit de population lié à l'érosion du solde naturel, l'enjeu est d'accueillir de nouveaux arrivants, seule alternative pour inverser la courbe démographique.

Le Département s'est inscrit dans un appel à projets du Massif central 2018-2021 afin de mettre en œuvre de nombreuses actions en faveur de l'attractivité et de l'accueil de nouvelles populations.

3 804 213 € en fonctionnement

En K€	CA 2018	CA 2019
TOTAL	3 948	3 804

Les principaux organismes financés dans le cadre de ces enveloppes au titre des participations et programmes divers ont été en 2019 :

- 1 272 0000 € en faveur du Comité Départemental de Tourisme, participation fixée après étude de leur situation financière dont 72 000 € pour la maison de la Lozère à Paris,
- 54 851 € en faveur de la Chambre de Commerce et d'Industrie (mission bois énergie, programme d'animation économique),
- 60 560 € pour les actions en faveur du Tourisme,
- 25 386 € pour la participation aux frais de gestion de l'aérodrome,
- 120 000 € en faveur de la Chambre d'Agriculture,
- 60 000 € en faveur de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat,
- 102 406 € en faveur de la SELO (DSP du site des Bouviers et du parc à loups de Sainte Lucie),
- 228 800 € pour les stations de ski du Mont Lozère, du Mas de la Barque, Les Bouviers, Laubert, Nasbinals et Bonnecombe,
- 130 000 € en faveur de Lozère Développement,
- 77 750 € en faveur du Fonds de Développement et l'économie sociale et solidaire,
- 45 000 € en faveur du Syndicat mixte du Bassin du Lot,
- 128 157 € en faveur de la politique territoriale,
- 183 485 € en faveur de la politique pour la jeunesse,
- 137 400 € en faveur des offices de tourisme,
- 71 332 € en faveur de l'attractivité et de l'accueil et de la démographie médicale,
- 80 000 € en faveur de l'Entente interdépartementale Causses Cévennes,
- 120 856 € en faveur du logement,

- 26 000 € en faveur de Lozère Ingénierie,
- 243 186 € en faveur de l'Agriculture, la forêt et le foncier,
- 47 197 € en faveur de l'Entente de la Foret Méditerranéenne,
- 88 000 € en faveur de Lozère Energie,
- 47 355 € pour diverses subventions pour les activités de pleine nature, les espaces naturels sensibles,
- 384 340 € pour les locations et charges des bâtiments administratifs,
- le solde pour la réduction des déchets, les transferts de compétences, les frais d'analyses des eaux de rivières, Agrilocal, le SATESE, le SATEP, etc....

3 264 775 € en investissement (hors contrats)

En K€	CA 2018	CA 2019
TOTAL	2 072	3 265

Sur l'année 2019, 3 264 775 € de crédits de paiement ont été consommés au titre de diverses opérations mises en place antérieurement aux contrats ou en complément des contrats et ont concerné les dispositifs suivants :

- **59 213 €** au titre du Plan d'Equipement Départemental (PED) pour la réfection de voirie, la création, l'entretien et la mise aux normes de bâtiments communaux, l'achat de matériel informatique, divers aménagements de villages, dans 14 collectivités,
- **283 789 €** pour des aménagements de villages, de bâtiments communaux, de la restauration du patrimoine et la construction de halles sportives dans 10 collectivités,
- **21 446 €** pour des études sur la tarification incitative et l'achat de composteurs et de broyeurs à végétaux en faveur de 3 collectivités et d'une association,
- **418 903 €** correspondant pour 24 collectivités aux échéances de versement de subvention dans le cadre du programme exceptionnel d'eau potable et d'assainissement structurant et/ou prioritaire d'intérêt départemental,
- **32 750 €** en faveur de 69 particuliers pour des travaux d'amélioration énergétique de leur résidence principale,
- **20 068 €** pour l'aménagement d'habitation chez 5 agriculteurs (solde du programme),
- **778 875 €** pour l'acquisition de bâtiments administratifs,
- **27 000 €** pour financer la licence du logiciel de cartographie,

- **119 530 €** en faveur de collectivités pour la remise en état des dégâts provoqués par les inondations 2014 et 2015,
- **87 973 €** en faveur de 3 collectivités et une association pour la réhabilitation des villages de vacances de La Bastide Puylaurent et Pied de Borne. le Centre Pierre Monestier à Saint Rome de Dolan et la lac de Ganivet,
- **82 178 €** en faveur de 8 entreprises pour l'aménagement de structures d'accueil touristiques ou d'ateliers,
- **166 944 €** en faveur d'organismes pour la réalisation d'investissements pour le développement local,
- **42 620 €** en faveur de 9 communes pour des travaux de plantations, nettoyages dans les forêts sectionnales,
- **16 008 €** pour des travaux de défense des forêts contre les incendies sur ce territoire des Cévennes,
- **824 230 €** pour les échanges amiables de parcelles agricoles ou forestières en faveur de la SAFER, du CRPF, d'une collectivité et de 7 particuliers et la régularisation des écritures comptables de 2014 à 2016,
- **19 374 €** pour la réalisation d'études de mobilisation de la propriété sectionnale, la revitalisation agricole et forestière et la maîtrise de l'eau en agriculture,
- **209 525 €** pour l'agriculture et notamment en faveur de la SEM l'abattoir de d'Antrenas,
- **54 348 €** en faveur du schéma Espaces Naturels Sensibles (ENS) et des Activités de Pleine Nature (APN).

Direction du Développement Éducatif et Culturel

3 445 551 € en fonctionnement

En K€	CA 2017	CA 2018	CA 2019
TOTAL	3 687	3 654	3 446

L'enseignement

Les dépenses consacrées à l'enseignement s'élèvent à **1 859 843 €**.

En 2019, les effectifs dans les collèges publics et privés ont diminué de 26 élèves.

Nombre d'élèves	2015	2016	2017	2018	2019
Collèges publics	**2 486**	**2 447**	**2 531**	**2 597**	**2 571**
Collèges privés	**1 130**	**1 147**	**1 106**	**1 060**	**1 060**
TOTAL	**3 616**	**3 594**	**3 637**	**3 657**	**3 631**

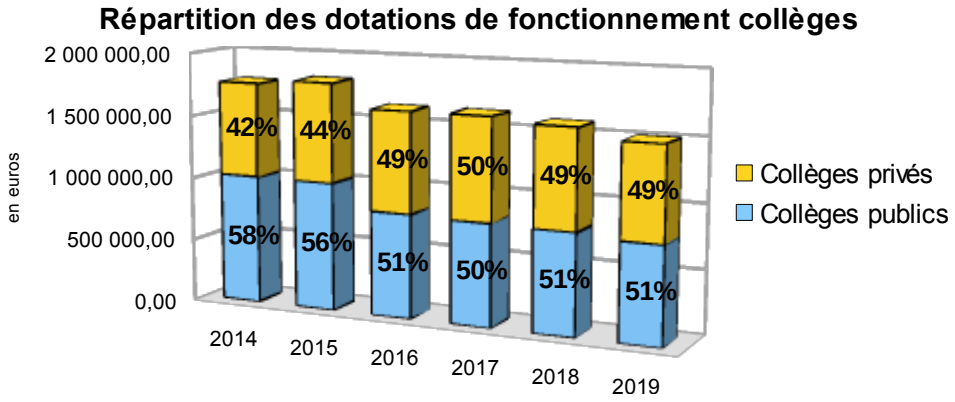
Les dotations de fonctionnement des collèges sont attribuées pour financer les dépenses de viabilisation et d'administration des collèges et sont déterminées en fonction du nombre d'élèves inscrits mais tiennent compte également de la surface des bâtiments et des enseignements dispensés.

La dotation globale de fonctionnement des collèges n'a pas subi de diminution. La baisse constatée des dotations accordées aux collèges publics **découle uniquement** de la prise en charge de plus en plus importante par le Département de certains contrats (contrôle et entretien des extincteurs, contrôles des systèmes de sécurité incendie, contrôle annuel thermique, contrôle des unités de production culinaire, contrôles électriques, contrôle des aires de jeux, contrôle du désenfumage, contrôles des ascenseurs et abonnements au raccordement au réseau régional haut débit), des dépenses d'électricité depuis le 1er janvier 2016 et des dépenses de chauffage pour certains collèges. Le Département récupère 30 % du montant des loyers perçus par les établissements qui louent les logements libres ou leurs locaux à des associations ou à des particuliers.

Des dotations complémentaires sont accordées pour l'accès aux équipements sportifs à hauteur de 33 527 € et 2 400 € sont consacrés à l'abonnement au logiciel documentaire BCDI, fourni à chaque collège public.

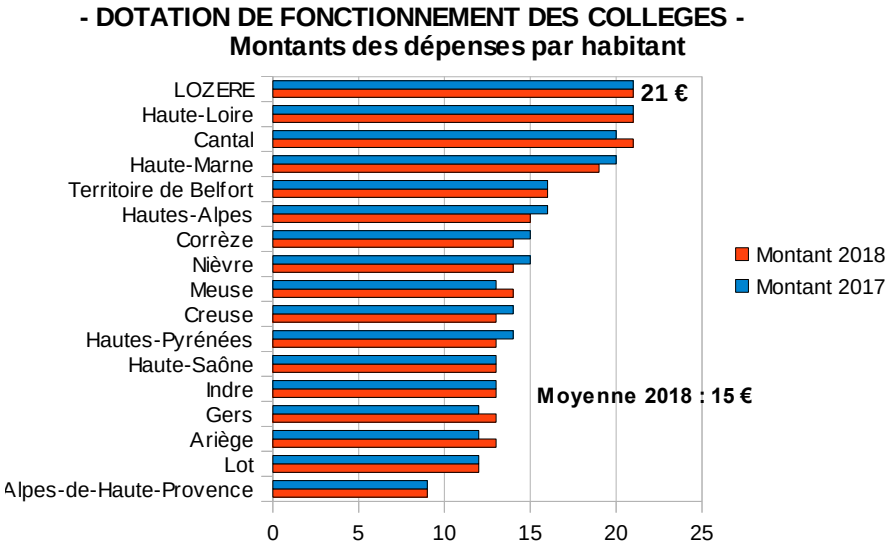
Les dotations de fonctionnement des collèges publics et privés évoluent de la manière suivante :

en K€	2015	2016	2017	2018	2019
Collèges publics	1 016	823	810	800	767
Evolution	1,30%	-19,00%	-1,58%	-1,23%	-4,13%
Collèges privés	786	796	810	780	734
Evolution	25,36%	1,27%	1,76%	-3,70%	-5,90%
Total	**1 802**	**1 619**	**1 620**	**1 580**	**1 501**
Evolution	10,55%	-10,16%	0,06%	-2,47%	-5,00%



La dotation moyenne par élève en 2019 s'élève à 431 € (433,05 € en 2018) y compris la prise en charge des contrats.

En moyenne, en 2018, les dotations versées aux collèges publics et privés représentent un coût par habitant de 21 € (19,63 € en 2019) contre 15 € par habitant pour les départements métropolitains de la même strate, soit un tiers de plus.



Le Département accompagne également les projets pédagogiques des collèges :

64 065 €	Subventions pour les projets culturels, scientifiques, sportifs et d'éducation à la citoyenneté ainsi que les voyages mis en œuvre par les collèges publics et privés dans le cadre de leurs projets d'établissements	
10 323 €	Subventions dans le cadre du dispositif « Collège au cinéma »	680 collégiens
10 000 €	Accordés aux Scènes Croisées de Lozère pour les actions culturelles menées dans les collèges	

Le Département a également une action forte auprès de l'enseignement supérieur : 242 500 € ont été accordés en 2019 aux antennes universitaires présentes sur le territoire de la Lozère : Université Perpignan Via Domitia pour l'antenne de Mende dont l'échange d'étudiants avec la province de Guizhou en Chine, Université de Montpellier pour l'antenne d'Orfeuillette et la faculté d'Education (ex.IUFM). Cette dernière a ouvert un cursus complet licence et master sur les métiers de l'éducation à la rentrée de septembre 2019 (37 étudiants à la rentrée, 70 prévus en 2020 et 115 en 2021).

La culture

Les dépenses pour les activités artistiques et actions culturelles s'élèvent à **1 125 855 €**.

Parmi les organismes aidés, la participation du Conseil départemental au conservatoire à rayonnement intercommunal (école départementale de musique de Lozère) a augmenté par rapport à 2018 et s'élève à 588 000 € (+25 000 €). La participation au fonctionnement des Scènes Croisées de Lozère, comme en 2018, s'élève à 185 000 €. Une avance de 80 000 € sur la subvention 2020 a été accordée en 2019.

En 2019, le Département a financé de nombreuses structures dont notamment Logistique Scénique (65 000 €), la Fédération départementale des Foyers Ruraux (62 000 €), la Fédération des Hauts Gardons (34 000 €), le Ciné Théâtre de Saint-Chély-d'Apcher (15 000 €), la saison culturelle de la Ville de Mende (13 000 €), la Genette Verte à Florac (13 000 €), la Forge à Villefort (11 000 €). Il a accompagné également de nombreuses associations pour leurs saisons et festivals, notamment Détours du Monde (10 500 €), le Festival d'Olt (12 000 €), le Festiv' Allier (9 000 €), Cultures du Monde (6 000 €), le 48° de rue (4 000 €) et le Marveloz Pop festival (4 000 €).

Participation du Département	2015	2016	2017	2018	2019
Ecole départementale de Musique de Lozère	563 059 €	563 059 €	563 000 €	563 000 €	588 000 €
ADDA Scènes Croisées	199 000 €	198 000 €	255 000 € *	185 000 € **	265 000 € ***

dont 70 000 € avance sur 2018 ** dont 70 000 € avance sur 2019 *** dont 80 000 € d'avance sur 2020

Le patrimoine culturel

En 2019, le Département a consacré **95 434 €** au patrimoine culturel dont 72 714 € au financement des structures agissant pour le patrimoine (5 000 € pour l'animation du château de St Alban, 19 000 € pour l'animation de Javols, 8 714 € pour l'entretien paysager de Javols, 15 000 € pour la Fondation du patrimoine, 25 000 € pour l'animation des Boissets), 10 000 € pour la mise en conservation préventive des objets mobiliers des communes et 12 720 € pour la réalisation architecturale du pavillon de la Lozère au parc de Duyun (province du Guizhou, Chine) dans le cadre du jumelage entre le Département et la province.

Le sport

En 2019, **364 420 €** de crédits ont été consacrés au sport.

	2016	2017	2018	2019
Montants annuels effectifs	466 554 €	442 212 €	448 243 €	467 420 €
Montants compte administratif avec des avances	466 554 €	502 212 € *	491 243 € *	364 420 €

* 2017 : dont 60 000 € avances sur 2018

* 2018 : dont 103 000 € avances sur 2019

Ces crédits se répartissent comme suit :

- Équipes sportives au niveau national : 69 000 €,
- Subventions comités sportifs : 79 500 €,
- Subventions pour le fonctionnement sports : 96 920 €,
- Subventions pour les manifestations sportives :119 000 €.

Le Département accompagne les associations sportives, notamment l'UNSS et l'USEP (33 650 €), l'UGSEL (27 870 €), le centre omnisports de Lozère (30 400 € dont 15 000 € d'avance votée en 2018), le semi-marathon (20 000 €), le Tour du Gévaudan (15 000 €) et Lozère endurance équestre (15 000 €).

387 614 € en investissement

En K€	CA 2017	CA 2018	CA 2019
TOTAL	470	386	388

L'enseignement :

237 055 € de subventions ont été versés pour l'achat de matériel pédagogique pour les collèges privés et publics et pour les travaux d'investissements des collèges privés, étant précisé que les travaux d'investissement et l'informatisation pour les collèges publics sont pris en charge directement par le Département :

- 200 526 € - Collèges privés,
- 27 469 € - Collèges publics.

En €	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019
Collèges privés – subventions	252 722	154 280	283 306	201 225	200 526

Le montant des subventions accordées au titre de l'année 2019 est resté stable.

Le patrimoine culturel

116 274 € ont été consacrés au patrimoine culturel dont 87 900 € pour la conservation préventive des collections et œuvres d'art des communes, programme subventionné annuellement par la DRAC à hauteur de 70 000 € et 28 374 € de subventions attribuées aux communes pour la restauration des collections et œuvres d'art dont elles sont propriétaires. Cette dernière enveloppe évolue en fonction des dossiers déposés par les communes.

Le sport :

34 285 € ont été attribués aux clubs sportifs pour l'acquisition d'équipements sportifs. Cette enveloppe est stable.

Direction rattachée Lecture publique Médiathèque Départementale de Lozère

79 983 € en fonctionnement

En K€	CA 2017	CA 2018	CA 2019
TOTAL	145	88	80

Les dépenses de la Médiathèque départementale se répartissent comme suit :

- 30 793 € pour l'accès aux ressources numériques et documents en ligne, pour les abonnements aux magazines, pour les adhésions aux associations professionnelles spécialisées et pour le « réassort » ;
- 49 190 € pour le programme d'animations (Printemps des poètes, Premières pages, Mois du film documentaire, etc.) et de formations du réseau départemental des bibliothèques.

Ces dépenses restent essentielles, compte tenu de l'augmentation du nombre de bibliothèques de niveau 1, 2 et 3 au sein du réseau départemental.

113 517 € en investissement

En K€	CA 2017	CA 2018	CA 2019
TOTAL	5	86	114

- 99 956 € des dépenses d'investissement ont été consacrées à l'achat de nouvelles collections

- 13 561 € pour aider les communes à l'aménagement de leurs bibliothèques.

L'augmentation des dépenses s'explique par le transfert des achats de livres et de documents en investissement (collections nouvelles), mais aussi, par le nombre plus important de bibliothèques de niveau 1, 2 ou 3.

Direction des Archives Départementales

26 963 € en fonctionnement

En K€	CA 2017	CA 2018	CA 2019
TOTAL	23	41	27

Les dépenses de fonctionnement des archives ont été consacrées à hauteur de :

- - 9 977 € pour l'action culturelle (hors publications) : exposition 80 ans de la *Retirada*, Journées européennes du patrimoine, exposition Loul Combres, conférences, lectures d'archives, indexation des registres matricules pour le Grand mémorial ;
- - 5 546 € pour la publication d'ouvrages (éditions critiques des carnets de Marius Balmelle en deux volumes et publication de la lettre d'information semestrielle intitulée *Histoire & patrimoine) ;*
- - 7 477 € pour la documentation et aux frais de reliure ;
- - 3 458 € pour le fonctionnement courant des archives ;
- - 505 € de cotisations à l'Association des Archivistes française et au Conseil International des Archives.

65 292 € en investissement

En K€	CA 2017	CA 2018	CA 2019
TOTAL	10	91	65

Les dépenses d'investissement ont été consacrées à hauteur de :

- - 42 992 € à la restauration des minutes de notaires, des registres du contrôle des actes notariés, des registres de l'Enregistrement, de 2 registres des hôpitaux lozériens, et tous types et supports de documents d'archives publiques et privées ;
- - 2 000 € à l'acquisition de documents d'archives visant à enrichir les fonds ;
- - 14 989 € à la numérisation de fonds iconographiques et de quelques compoix ;
- - 5 311 € au financement des opérations de rétro-conversion des catalogues de la bibliothèque patrimoniale et de numérisation de la presse ancienne en partenariat avec Occitanie Livre et Lecture.

PÔLE SOLIDARITE SOCIALE

Direction Générale Adjointe de la Solidarité Sociale

44 262 390 € en fonctionnement

En K€	CA 2017	CA 2018	CA 2019
TOTAL	41 139	42 050	44 262

L'année 2019 a été marquée par la poursuite et la mise en place des différentes évolutions législatives décidées au niveau national et leur nécessaire déclinaison au niveau départemental.

L'ensemble de ces évolutions a impacté le budget de fonctionnement de la Direction Générale Adjointe de la Solidarité Sociale, qui passe de 42 050 K€ en 2018 à 44 262 K€ en 2019, soit une augmentation de 5,26 % (+ 2 212 K€).

A noter que les rattachements des dépenses à l'exercice 2019 ont été faits de manière précise et complète. Ces rattachements représentent une somme de 5,199 M€. Ils avaient été réalisés à hauteur de 4, 176 M€ en 2018.

L'augmentation globale de + 5,26 % des dépenses reflète, malgré l'évolution des compétences départementales, de la structure de la population et de la réglementation, une politique volontariste de maîtrise du budget. La majeure partie de cette augmentation porte sur des dépenses non maîtrisables, que ce soit pour ce qui concerne la prise en charge des mineurs confiés par la justice ou l'accueil des personnes isolées se présentant comme mineures sur le territoire.

Cette augmentation doit également être analysée au regard des 3 allocations individuelles de solidarité - AIS (APA, PCH et RSA), dépenses contraintes et compensées partiellement par l'État, qui représentent 21 929 K €, soit 49,55 % du budget.

Le Département a ainsi poursuivi sa politique en direction de l'ensemble des publics du territoire.

C'est pourquoi, le compte administratif 2019 du budget en faveur de l'autonomie des personnes âgées ou en situation de handicap, à domicile ou en établissement, a progressé de 4,83 %.

Le budget enfance-famille progresse de 12,41 % compte tenu de l'augmentation du nombre d'enfants pris en charge au titre du dispositif MNA, et ce malgré les alternatives ou solutions nouvelles proposées par le Département.

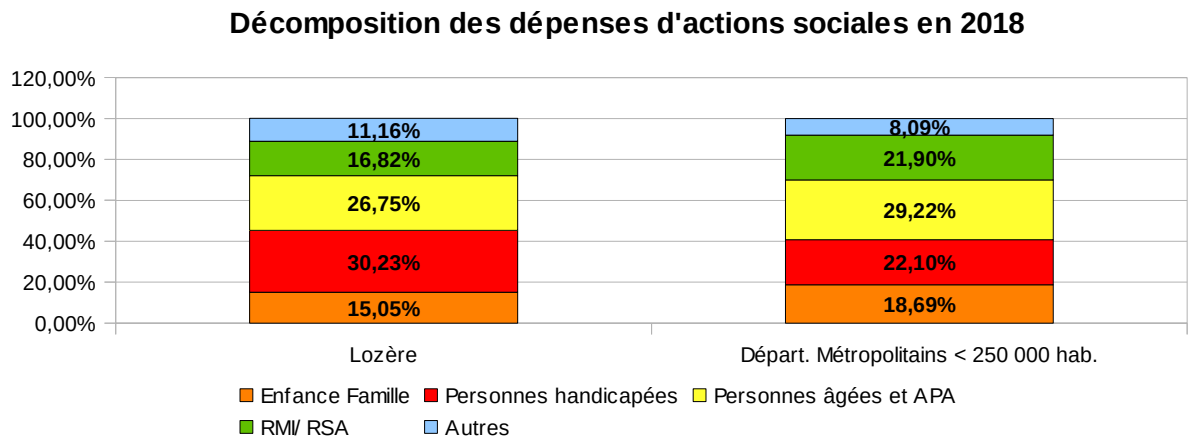
Quant au budget lié au lien et à l'action sociale, il s'est stabilisé malgré l'augmentation du montant dédié au RSA.

Les dépenses d'aide sociale, charges de personnel comprises et toutes directions confondues

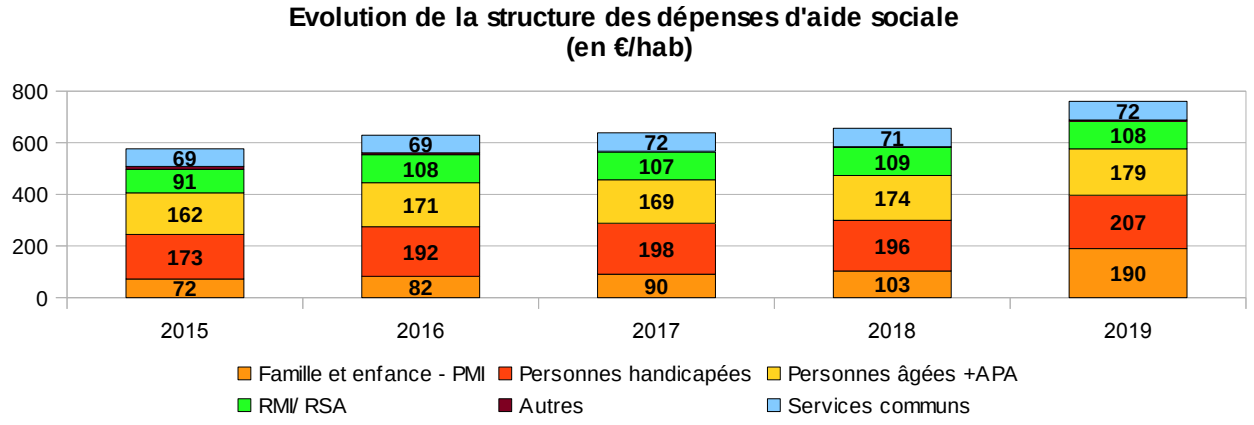
Les dépenses d'aide sociale représentent un montant total de 52 523 K€, soit 52,14 % du total des dépenses de fonctionnement 2019 du Département et se décomposent ainsi :

- 44 262 K€ au titre de l'action sociale portée par la Direction Générale Adjointe de la Solidarité Sociale : enfance-famille, personnes âgées, personnes en situation de handicap, RSA, insertion, etc...,
- 533 K€ au titre des actions portées par le service Affaires Financières pour des créances éteintes, des titres annulés, le fonctionnement des CMS et de la MDPH, le Programme d'Équipement Départemental aux associations Personnes âgées et diverses, le reversement de la dotation au titre de la Maison Départementale des Personnes Handicapées de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie,
- 7 728 K€ au titre des Ressources Humaines.

Elles sont en hausse de 4,93 % (+ 2 469 K€) par rapport à 2018.



Par habitant, les dépenses d'aide sociale (charges de personnel incluses) ont évolué de la manière suivante :



On constate une évolution forte pour le poste « Famille - Enfance ». Celle-ci doit être analysée au regard de l'accueil de nouveaux publics, qui font également l'objet de compensation de l'État.

Les dépenses d'aide sociale de la DGASOS, hors charges de personnel

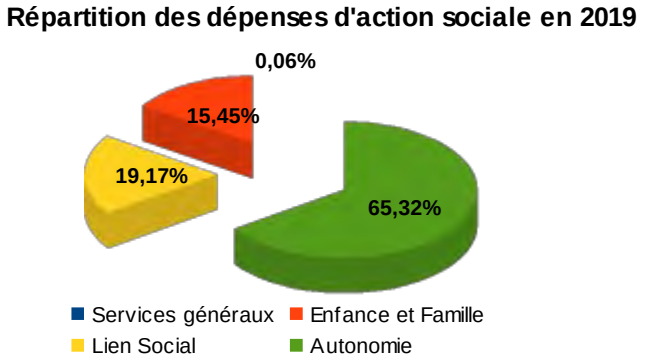
Les dépenses de fonctionnement (hors charges de personnel) consacrées à l'action sociale départementale par la Direction générale adjointe de la Solidarité Sociale s'élèvent à 44 262 K€, y compris les rattachements (5 198 K€), soit 43,94 % du total des dépenses de fonctionnement 2019.

Elles se décomposent de la manière suivante dans une présentation classique par chapitre budgétaire :

en K€	2018	2019	Evolution 2018/2019
Personnes âgées	13 224	13 648	3,2%
Personnes handicapées	14 358	15 266	6,3%
Insertion (dont RSA)	8 270	8 200	-0,8%
Action Sociale	227	284	25,1%
Famille et Enfance	5 657	6 604	16,7%
PMI	287	234	-18,5%
Autres	27	27	0,0%
TOTAL	**42 050**	**44 262**	**5,3%**

Dans une présentation plus conforme à l'organisation de la Direction Générale Adjointe de la Solidarité Sociale, les dépenses se répartissent ainsi :

Présentation par directions et par missions			
	2018	2019	Évolution 18/19
Direction Enfance Famille	**5 944 K€**	**6 838 K€**	**15,00%**
Prestations individuelles	*1 258 K€*	*1 404 K €*	*+ 11,60 %*
Hébergements	*4 321 K€*	*5 139 K €*	*+ 18,94 %*
Subventions et participations	*78 K€*	*60 K €*	*- 23,08 %*
Protection Maternelle Infantile	*287 K€*	*234 K€*	*-18,40%*
Direction Maison de l'Autonomie	**27 582 K€**	**28 914 K€**	**4,83%**
Les personnes âgées	13 224 K€	13 648 K€	3,21%
APA à domicile	*4 851 K€*	*5 119 K€*	5,50%
APA en établissement	*5 183 K€*	*5 355 K€*	3,32%
Prestations de services – Aides ménagères	*42 K€*	*10 K€*	- 76 %
Aide sociale à l'Hébergement	*2 915 K€*	*2 936 K€*	0,71%
Prévention et accompagnement des publics	*208 K€*	*224 K€*	7,69%
Les subventions et autres dépenses	*7 K€*	*4 K€*	-42,86%
Les personnes en situation de handicap	14 358 K€	15 266 K€	6,32%
Prestations individuelles (dont PCH et ACTP)	*4 433 K€*	*4 301 K€*	-2,97%
Aide sociale à l'Hébergement	*9 411 K€*	*10 493 K€*	11,49 %
Subventions et participations	*512 K€*	*469 K€*	-8,40%
Autres dépenses	*2 K€*	*3 K€*	50,00%
Direction du Lien Social	**8 496 K€**	**8 484 K€**	**-0,14%**
Prestations individuelles	*7 119 k€*	*7 212 K €*	*1,30%*
Subventions, Participations, contrats, FSE	*1 151 k€*	*987 K €*	*-14,26%*
Action sociale	*227 k€*	*284 K €*	*25,26%*
Services généraux	**27 K€**	**27 K€**	**0,00%**
Services Communs	*25 K€*	*25 K€*	*0,00%*
Subventions	*2 K€*	*2 K€*	*0,00%*
TOTAL	**42 050 K€**	**44 262 K€**	**5,26 %**



La répartition par politique sociale diffère de la plupart des départements qui, en général, ont leurs budgets les plus importants sur l'action sociale et l'insertion (rSa) en première position ou l'enfance et la famille.

En Lozère, conformément à la démographie de la population, c'est le secteur de l'autonomie qui arrive en tête avec 65,32 % des crédits consommés. L'augmentation globale des dépenses est liée mécaniquement aux revalorisations nationales des différentes prestations individuelles comme le rSa, la PCH ou l'APA à domicile et au développement des logiques de contractualisation avec des contributions nationales prises en charge dans les dépenses (appel à projet, stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté…).

Evolution des AIS

Concernant les 3 allocations individuelles de solidarité (AIS), le différentiel entre les crédits inscrits aux comptes administratifs 2018 et 2019 évoluent dans les conditions suivantes :

	2018	2019	Évolution 18/19
RSA	7 090 210 €	7 159 543 €	1%
APA	10 030 769 €	10 466 982 €	4%
PCH	4 423 980 €	4 296 317 €	-3%
Dépenses fonctionnement	**21 544 959 €**	**21 922 842 €**	**2%**
RSA	3 497 413 €	3 473 378 €	-1%
APA	3 972 156 €	3 611 466 €	-9%
PCH	982 430 €	976 389 €	-1%
Recettes	**8 451 999 €**	**8 061 233 €**	**-5%**
RSA	3 592 797 €	3 686 165 €	3%
APA	6 058 613 €	6 855 516 €	13%
PCH	3 441 550 €	3 319 928 €	-4%
Différentiel Reste à charge Département	**13 092 960 €**	**13 861 609 €**	**6%**

702 745 € en investissement

Évolution des dépenses d'investissement d'aide sociale

En K€	CA 2017	CA 2018	CA 2019
TOTAL	1 055	1 477	703

703 K€ ont été consacrés aux dépenses d'investissement Action sociale.

Les subventions allouées par la Direction Générale Adjointe de la Solidarité Sociale concernent pour l'essentiel le programme de réhabilitation des Établissements d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes – EHPAD.

En €	2017	2018	2019
EHPAD	1 030 982	1 468 508	700 237

En 2019, 3 établissements ont vu leurs investissements subventionnés :

- - EHPAD Hôpital de Langogne : 323 K€,
- - EHPAD d'Aumont Aubrac : 57 K€,
- - EHPAD de Chanac : 320 K€.

2 506 € de subventions ont été versées aux crèches pour l'achat de matériel.

En €	2017	2018	2019
Crèches - MAM – Accueil de loisirs sans hébergement	24 106	8 195	2 506

1 - Direction Enfance Famille

6 837 787 € en fonctionnement

La complexité des situations nécessite des réponses parfois hors cadre classique de l'accompagnement. Ces mesures confiées à des structures ad hoc (lieux de vie et d'accueil) ou mises en place par le biais de combinaisons d'intervention ont un impact sur le budget.

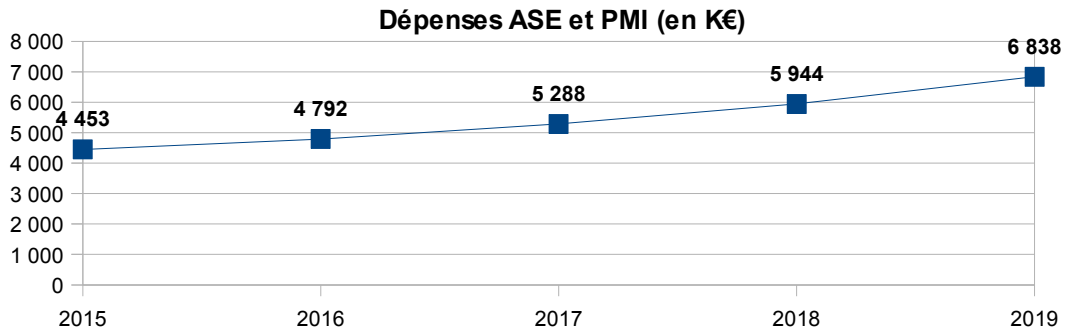
Indépendamment de cette complexité, l'augmentation du nombre d'enfants confiés, la prise en charge de la phase de mise à l'abri des personnes se déclarant comme isolées et mineurs pèsent sur le compte administratif 2019, atteignant des chiffres bien au-delà de ceux anticipés.

Ainsi, malgré des dispositifs innovants, la Direction Enfance-Famille enregistre la plus forte hausse de consommation budgétaire.

Ces principales variations de dépenses portent sur l'hébergement qui montre une augmentation de 19%.

Même si des recettes sont enregistrées sur ce chapitre, notamment sur la mise à l'abri, ces dépenses impactent fortement le fonctionnement du département.

Évolution des dépenses de la Direction Enfance Famille



Structure des dépenses de la Direction Enfance Famille

	2017	2018	2019
Frais d'accueil en Établissements (Maisons d'enfants à caractère social…)	3 706 033 €	4 320 986 €	5 139 178 €
Prestations individuelles (AEMO, TISF, TDC, Bourse, visites médiatisées)	894 389 €	992 538 €	1 041 840 €
Aides Financières (AMT, secours, bons alimentaires)	186 682 €	137 419 €	173 290 €
Prise en charge quotidienne	120 639 €	128 249 €	189 196 €
Subventions et participations	117 324 €	78 291 €	60 354 €
PMI	262 613 €	286 688 €	233 929 €
TOTAL	**5 287 680 €**	**5 944 171 €**	**6 837 787 €**

L'aide sociale à l'enfance

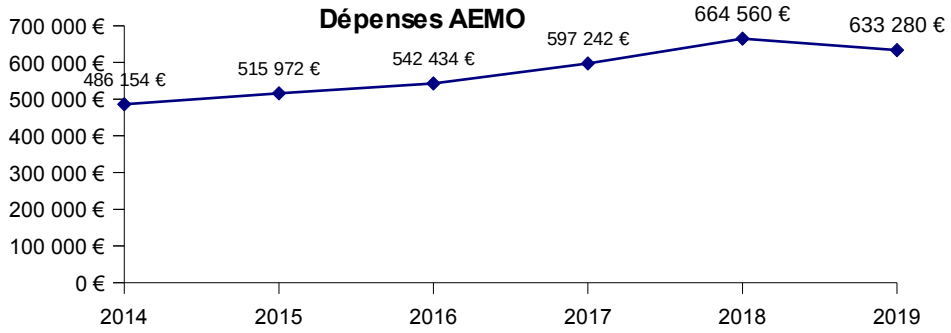
6 603 858 € en fonctionnement

Les prestations individuelles : 1 404 326 €

- Aides Éducatives en Milieu Ouvert et à Domicile (AEMO/AED) : 633 280 €

On constate une diminution des dépenses sur les mesures d'Actions Éducatives. Ces mesures administratives ou judiciaires, sont contractualisées entre les services du Département et les parents, ou ordonnées par le juge. Elles peuvent être exercées par les services départementaux ou par des services extérieurs (CPEAG) pour lesquels une convention encadre le budget et la mise en œuvre de ces dernières.

	2015	2016	2017	2018	2019
Dépenses AEMO	515 972 €	542 434 €	597 242 €	664 560 €	633 280 €



- Technicien d'Intervention Sociale et Familiale (TISF) : 284 266 €

En 2019, le montant de la dotation accordée au service d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD) tarifé est de 284 266 € contre 254 814 € en 2018, évolution liée en partie à l'augmentation du nombre d'heures, notamment sur l'accompagnement des jeunes majeurs et jeunes en semi autonomie.

- Allocation Mensuelle Temporaire (AMT) et Bons Alimentaires (BA) : 128 000 €

On constate une augmentation de + 45 % de dépenses en plus par rapport à 2018 compte tenu de l'évolution des publics accueillis.

- Secours d'urgence : 45 290 €

Les aides allouées pour satisfaire les besoins primaires et immédiats sont en baisse de – 7,83 %.

- Bourses Jeunes Majeurs : 4 571 €

La diminution des dépenses constatée en 2017 et 2018 s'est poursuivie en 2019 compte tenu du nombre de jeunes dans la tranche d'âge concernée par ce dispositif. Toutefois, les actions relatives aux « sorties sèches de l'ASE » découlant de la mise en œuvre de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté porteront leurs effets en 2020 avec une augmentation du nombre de jeunes.

- Visites médiatisées : 63 423 €

Le montant de la dotation annuelle accordée à l'espace rencontre de l'institution Notre-Dame de la Providence est stable entre 2018 et 2019, en passant de 63 203 € à 63 423 €.

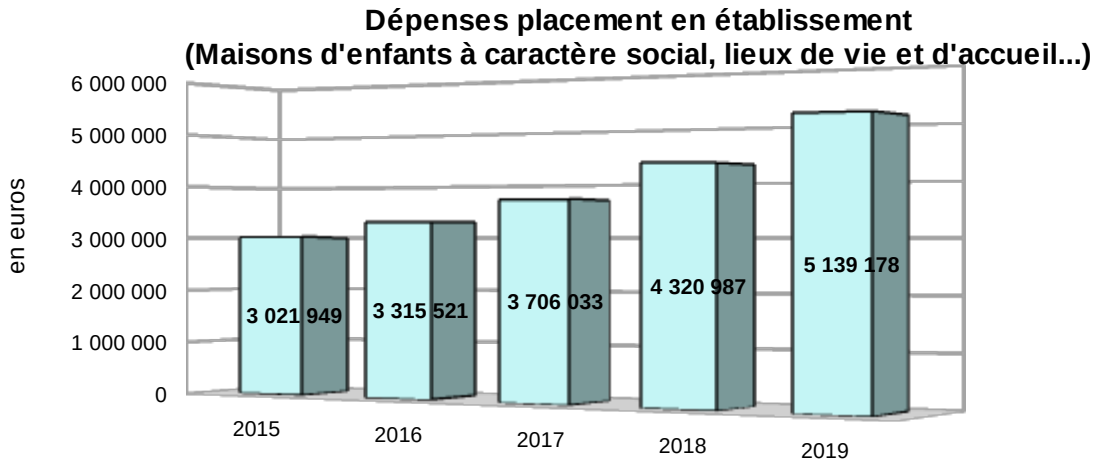
- Tiers Digne de Confiance (TDC) : 56 300 €

Cette modalité de placement permet l'accueil d'un enfant chez un parent. L'indemnité versée au tiers permet de couvrir les besoins primaires de l'enfant. Le budget TDC était précédemment géré au sein du budget des ressources humaines. Cette ligne budgétaire a été rattachée en 2019 au budget de la Solidarité sociale.

- Autres prestations individuelles :189 196 €

Les aides individuelles permettant de financer les actes usuels des enfants pris en charge par l'Aide Sociale à l'Enfance augmentent de + 47,52 %, corrélées à l'augmentation du nombre d'enfants pris en charge.

L'hébergement : 5 139 178 €



	2015	2016	2017	2018	2019
MECS (Pouponnière, Accueil d'urgence, MIE, Accueil Mère-enfant)	2 704 429 €	2 810 203 €	2 996 849 €	3 376 821 €	3 994 547 €
Lieux de vie et d'accueil	317 520 €	505 318 €	709 184 €	944 166 €	1 144 631 €
TOTAL	3 021 949 €	3 315 521 €	3 706 033 €	4 320 987 €	5 139 178 €

Les dépenses de l'hébergement augmentent de + 18,94 %.

Les variations d'une année sur l'autre restent difficilement prévisibles car ordonnées par le juge (nombre d'enfants placés et durée du placement). 75 % du budget de fonctionnement de la Direction Enfance Famille est consommé par l'hébergement au titre de l'ASE.

L'évolution des dépenses liées aux frais d'hébergement au titre de l'aide sociale à l'enfance s'explique par la complexité des situations et donc les placements en lieux de vie et d'accueil et le financement du dispositif de mise à l'abri de personnes se déclarant mineures et isolées sur le territoire.

Le montant total de ce dispositif est de 349 K€ en 2019 contre 43 K€ en 2018.

La prise en charge des mineurs non accompagnés suite à évaluation passe quant à elle à 1 187 K€ contre 932 K€ au compte administratif 2018. Ces dépenses pèsent donc fortement sur ce chapitre malgré les compensations de l'État.

Ce poste ne prend pas en compte la rémunération des assistants familiaux qui accueillent des enfants à leurs domiciles, celle-ci étant intégrée aux dépenses des Ressources Humaines (1 459 K€ en 2019, 1 293 K€ en 2018).

Les subventions et participations : 60 354 €

En 2019, le montant des subventions et des participations est de 60 354 €. Il concerne les subventions accordées dans le cadre de la prévention de la marginalisation, de la facilitation de l'insertion

et promotion sociale, de la prévention en faveur des familles et de l'enfance, et le soutien à la parentalité. Le montant de la participation au 119 Allo-Enfance, fixé par décret, est de 2 265 €.

La Protection Maternelle Infantile

233 928,62 € en fonctionnement

Cette mission regroupe toutes les actions de prévention et de promotion de la santé exercées par les professionnels médicaux et para-médicaux du Département, ainsi que les dépenses liées à l'offre d'accueil de la petite enfance (formations des assistantes maternelles et aides aux crèches).

Le compte administratif fait apparaître un montant de 116 K€ au titre de la politique en faveur des structures « petite enfance » pour l'aide au fonctionnement des crèches.

La participation du Département au fonctionnement du Centre d'Action Médico-Social Précoce (CAMSP), en partenariat avec l'État, reste stable et s'établit à 88 841 € en 2019.

2 - Direction des Territoires, de l'Insertion et de la Proximité

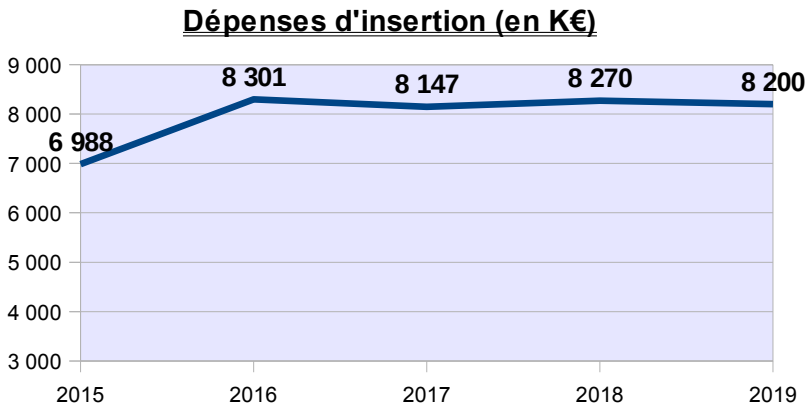
8 484 183 € en fonctionnement

Les dépenses de la direction restent relativement stables en 2019 (-12 K€). Cette stabilité doit être mise en perspective au regard des augmentations des différents postes compensées notamment par la réalisation partielle des marchés conclus avec les prestataires.

L'insertion

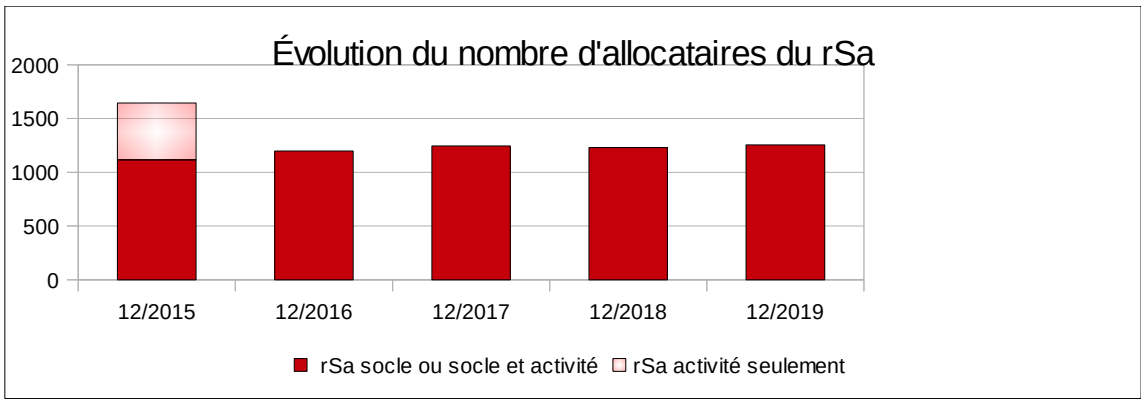
8 199 954 € en fonctionnement

Les dépenses de l'insertion sont cette année en baisse de – 0,84 % . Sur la période 2015 – 2019, elles ont augmenté de 17,34 %.



Le Revenu de Solidarité Active (rSa) : 7 159 543 €

Depuis le 1er janvier 2016, le gouvernement a supprimé le RSA activité ainsi que la prime pour l'emploi pour laisser place à un nouveau dispositif : la prime d'activité.



Pour le rSa, malgré les évolutions de fin 2016 ouvrant le dispositif à de nouveaux publics, le nombre de bénéficiaires demeure stable pour s'établir fin 2019 à 1 254. Les évolutions relatives aux montants payés sont imputables aux revalorisations nationales successives ainsi qu'à l'évolution de la composition des familles.

Participation de l'État aux dépenses RSA

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Allocations RSA	5 785 883 €	5 856 294 €	7 248 775 €	6 896 134 €	7 090 210 €	7 159 543 €
Participation Etat (TICPE -TICPE RSA- FMDI)	3 481 897 €	3 517 278 €	3 518 222 €	3 641 676 €	3 497 413 €	3 497 413 €
Ecart dép. / part. Etat	-2 303 986 €	-2 339 016 €	-3 730 553 €	-3 254 458 €	-3 592 797 €	-3 662 130 €

En 2019, le reste à charge pour le Conseil Départemental de la Lozère est de 51 % contre 40 % en 2014.

Les dépenses liées à l'accompagnement des démarches liées à l'insertion (1 040 412 €)

- Les aides financières individuelles (AFI) : 36 463 €

Le montant des AFI payées et rattachées au compte administratif de 2019 s'élève à 36 463 €. Les aides accordées ont permis d'apporter un financement aux bénéficiaires du rSa pour les soutenir dans des actions d'accès aux soins, de formation ou l'insertion professionnelle, de mobilité…

- Les subventions contrats : 107 000 €

Le montant total des financements des contrats aidés à destination des bénéficiaires du rSa s'élève à 107 000 € et permet une ré-inscription dans le parcours professionnel, avec pour objectif l'inclusion durable dans l'emploi. Les modifications de doctrines nationales ont ralenti le recours à ce dispositif en 2019.

- Les subventions aux associations : 813 260 €

Le montant total des actions subventionnées dans le cadre du Programme Départemental d'Insertion (PDI) reste stable. Ces subventions sont versées aux associations promouvant des actions d'insertion par l'activité économique, l'accompagnement professionnel et social ainsi que le soutien dans l'accès aux soins, au logement et à la mobilité.

- Les marchés – Fond social Européen : 66 866 €

Les dépenses liées aux marchés concernent principalement l'aide à la mobilité et l'accès à l'emploi. Ce chapitre est en diminution de 160 484 € compte tenu des rattachements à l'exercice budgétaire réalisé lors du compte administratif 2018.

- Autres dépenses : 16 823 €

Ce montant correspond principalement à des créances éteintes mais également à l'adhésion à l'association Alliances Villes Emploi dans le cadre du suivi de la clause d'insertion.

L'action sociale

284 229 € en fonctionnement

Les Mesures d'accompagnement social personnalisé (MASP) : 22 773 €

Les MASP augmentent de + 19 % soit + 3 652 €, (contre + 34% en 2018) en raison de l'augmentation du nombre de MASP. Il correspond à 20 MASP validées en 2019 pour 14 mesures en cours au 31 décembre 2019.

Les différents secours et frais de transport : 23 886 €

Les dépenses liées aux secours au titre de l'action sociale diminuent de – 18 % pour s'établir à 23 886 € en 2019 contre 29 161 € en 2018.

Les subventions aux associations : 67 570 €

Si l'ensemble des aides accordées en 2019 a été stabilisé, l'octroi d'une nouvelle subvention visant à conduire à titre expérimental des actions notamment en faveur de la sécurisation des sorties de dispositif est venue impacter cette enveloppe.

Le Fonds solidarité Logement (FSL) : 170 000 €

Outil de solvabilité du Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALPHD), le FSL permet le financement d'aides aux ménages (accès et maintien dans le logement) sous forme de prêts ou de subventions, mais également le financement de mesures d'accompagnement. La participation du Département au FSL en 2019 est en hausse de 20 000 €.

3 - Direction Maison de l'Autonomie

28 913 676 € en fonctionnement

Les dépenses liées au maintien de l'autonomie, la compensation du handicap, l'aide aux personnes âgées et aux personnes en situation de handicap constituent le poste le plus important avec 28 914 K€, soit 65,32 % des dépenses d'aide sociale.

Les personnes âgées

13 647 638 € en fonctionnement

L'allocation personnalisée d'autonomie (APA) : 10 473 963 €

L'APA à domicile et en établissement représentent 23,66 % des dépenses de fonctionnement du budget de la Direction Générale Adjointe de la Solidarité Sociale. Globalement, la progression est de + 4,39 %.

- L'APA à domicile progresse de + 5,59 %. La dépense passe ainsi de 4 848 K€ en 2018 à 5 119 K€ en 2019. Cette augmentation est directement liée à 3 éléments :
  - élément démographique (vieillissement de la population augmentant le nombre de nos aînés ayant besoin d'un soutien à domicile),
  - l'augmentation des tarifs nationaux,
  - évolution des tarifs des services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD).

- L'APA en établissement augmente de + 3,32 % pour un montant de 5 183 K€ en 2018 et 5 355 K€ en 2019, en lien avec l'évolution des taux directeurs et l'évolution du nombre de résidents.

Montants en K€	2015	2016	2017	2018	2019
APA à domicile	4 398	4 634	4 628	4 848	5 119
APA versée à l'établissement	5 083	5 272	5 089	5 183	5 355
Total dépenses	**9 481**	**9 906**	**9 717**	**10 031**	**10 474**
Titres émis sur recouvrement	19	32	45	67	65
Dépense effective (1)	**9 462**	**9 874**	**9 672**	**9 964**	**10 409**
(1) Dépense effective : mandats – mandats annulés – titres émis conformément à l'état transmis à la CNSA					

Prestations de services – Aides ménagères : 9 885 €

Synthèse des dépenses et nombre de bénéficiaires à domicile (au 31/12 de l'année) :

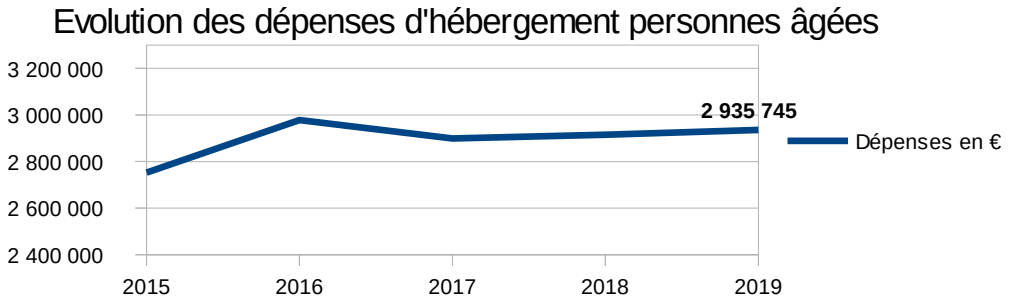
	2016	2017	2018	2019
Dépenses	74 435 €	50 817 €	42 044 €	9 885 €
Bénéficiaires	30	25	22	6

Depuis 2015, on remarque une baisse du nombre de bénéficiaires des aides ménagères personnes âgées, ce résultat est dû à un travail de régulation sur l'éligibilité des personnes et des reports vers d'autres solutions, autres caisses ou APA.

La diminution forte constatée entre 2018 et 2019 provient de l'arrêt d'un Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile (SAAD) en 2019. Certains bénéficiaires qui émargeaient auparavant à ce dispositif ont fait valoir leur droit à l'APA : la continuité de prise en charge d'une aide par le Département a été assurée en impactant d'autant les dépenses liées à l'APA.

L'aide sociale à l'hébergement : 2 935 745 €

	2015	2016	2017	2018	2019
Dépenses	2 752 527 €	2 977 968 €	2 899 133 €	2 915 181 €	2 935 745 €
% d'évolution	12,90%	8,19%	-2,65%	0,55%	0,71%
Bénéficiaires payés (moyenne des 4 trimestres)	242	230	215	233	248



Le montant de ces dépenses est cohérent au regard des décisions prises dans le cadre de la tarification des EHPAD et au regard de l'évolution du nombre de personnes accueillies.

La prévention et l'accompagnement des publics : 224 009 €

La prévention et l'accompagnement du public âgé, de leurs aidants ainsi que les services d'aide à domicile se renforcent au travers des différents dispositifs réglementaires qui ont vu le jour :

- La Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie (CFPPA) et les actions mises en place pour les personnes âgées et leurs aidants : 207 400 €

Cette dépense a permis de cofinancer diverses actions permettant :

- l'attribution d'un forfait d'autonomie,

- la mise en place de 30 actions visant à soutenir les aidants familiaux s'occupant dans les actes de la vie quotidienne d'une personne âgée dépendante,

- le lancement d'un nouvel appel à projet à destination d'actions au sein des EHPAD : 7 projets ont été lancés,

Ce poste de dépenses est intégralement compensé par des recettes de la CNSA.

- La MAIA : 16 609 €

Ce dispositif vise à améliorer l'accueil, l'orientation et la prise en charge des personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer ou d'une maladie apparentée et des personnes âgées en perte d'autonomie.

Les subventions et dépenses diverses : 4 036 €

Cette enveloppe correspond au montant des subventions aux associations menant des actions en faveur des personnes âgées (3 300 €) et des frais d'actes et de contentieux (736 €).

Les personnes en situation de handicap

15 266 038 € en fonctionnement

Les prestations individuelles : 4 301 364 €

4 301 K€ ont été consacrés en 2019 au titre des diverses prestations, ce qui correspond à une baisse de - 123 K€, par rapport à 2018, soit – 2,97 %.

- L'Allocation Compensatrice Tierce Personne (ACTP) : 612 723 €

Les dépenses d'ACTP baissent en 2019 de – 12 949 €, soit –2,07 %. Fin 2019, elles concernent 77 personnes, soit 6 bénéficiaires en moins par rapport à 2018. Cependant, ceux qui en bénéficient encore aujourd'hui sont ceux qui touchent l'allocation la plus élevée ; c'est pourquoi ils n'ont pas opté pour la PCH.

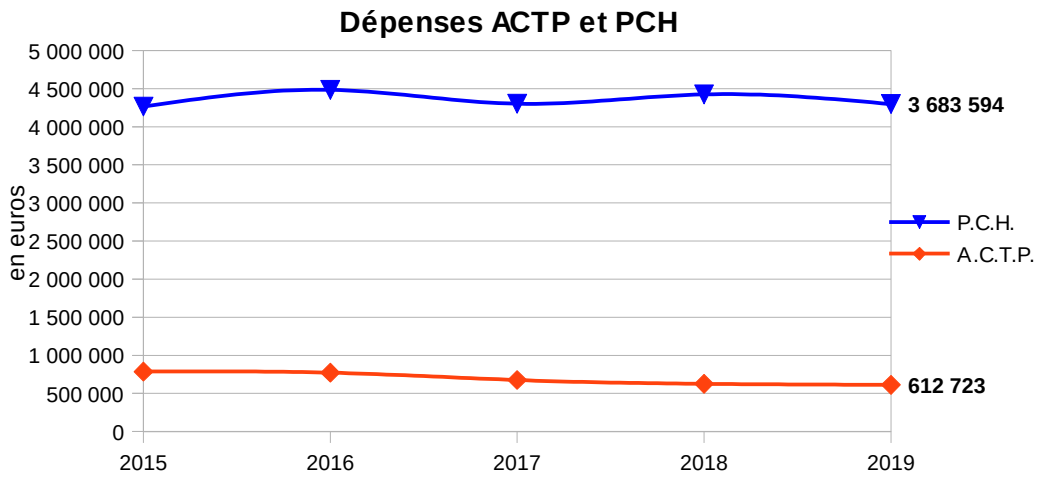
- La Prestation de Compensation du Handicap (PCH) : 3 683 594 €

Les dépenses de PCH sont en baisse par rapport à l'année précédente avec – 3,02 % pour l'ensemble des dépenses PCH :

- pour les plus de 20 ans : - 3,63 % entre 2018 et 2019 (+5,18 % entre 2017 et 2018),
- pour les moins de 20 ans : + 5,08 % entre 2018 et 2019 (-0,5 % entre 2017 et 2018).

Sur ce chapitre, en 2019, le paiement direct aux prestataires sur présentation des factures a été porté par les services afin d'éviter les avances faites aux bénéficiaires et par conséquent la création d'indus. Le montant global s'en trouve diminué alors même que le montant de l'aide est identique.

	2015	2016	2017	2018	2019
Dépenses ACTP	786 383 €	772 450 €	675 847 €	625 672 €	612 723 €
Bénéficiaires ACTP	109	104	96	83	77
Dépenses PCH	3 478 226 €	3 710 844 €	3 625 726 €	3 798 308 €	3 683 594 €
Bénéficiaires PCH	545	571	550	585	573
Droits ouverts	736	778	774	769	775
TOTAL DEPENSES	4 264 609 €	4 483 294 €	4 301 573 €	4 423 980 €	4 296 317 €



- Prestations de services – Aides ménagères : 5 047 €

En 2019, les dépenses concernent 2 bénéficiaires de l'aide sociale à domicile. Au regard des besoins des personnes et des interventions réalisées, le montant de cette enveloppe diminue de 45 % par rapport à 2018.

L'aide sociale à l'hébergement : 10 492 601 €

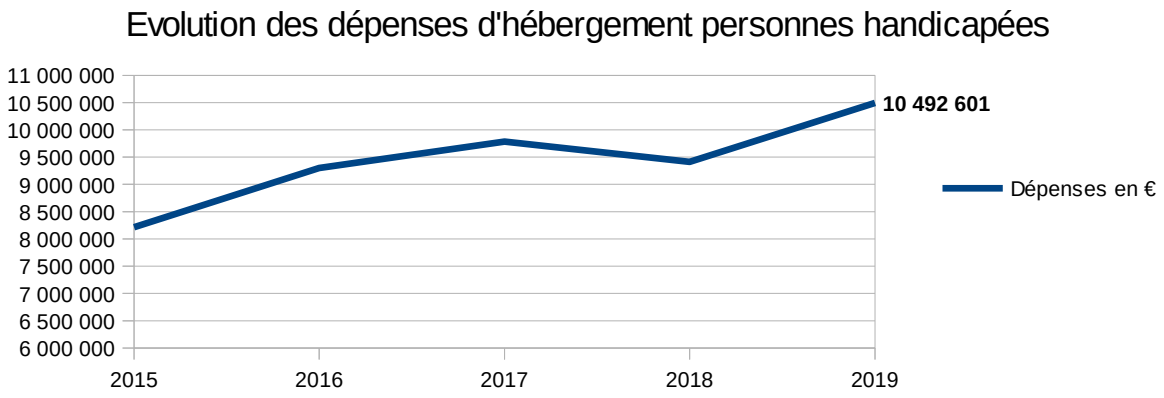
Cette mission recouvre la prise en charge de l'hébergement des personnes handicapées, y compris l'accueil de jour et les personnes handicapées en EHPAD.

Globalement, les dépenses de cette mission augmentent de + 11,49 %, soit + 1 081 102 € par rapport à l'année 2018. Cette évolution résulte, indépendamment des dispositifs annexes (accueil de jour et Unité Personnes Handicapées Vieillissantes) de :

- l'augmentation du nombre de bénéficiaires Lozère et hors Lozère,
- la prise en compte de facturations de 2018 arrivées sur le premier trimestre 2019 et non rattachées à l'exercice 2018.

L'année 2019 est la 3ème année pour laquelle des résidents sont pris en charge par le Département de la Lozère au titre de l'aide sociale au sein de l'UPHV (Unité pour Personnes en situation de Handicap Vieillissantes), pour un montant de 33 723 €.

	2015	2016	2017	2018	2019
Dépenses	8 213 763 €	9 299 556 €	9 786 597 €	9 411 499 €	10 492 601 €
% d'évolution	-2,64%	13,22%	5,24%	-3,83%	11,49%
Bénéficiaires	247	258	271	268	287
dont Accueil de jour	74 053 €	131 652 €	96 881 €	115 247 €	113 925 €
dont PHV	-	-	17 551 €	34 273 €	33 723 €



Les subventions et participations : 469 109 €

- Le Service d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés – SAMSAH

La participation pour le SAMSAH en 2019 est de 273 629 €, identique à celle de 2018.

- Le Service d'Accompagnement à la Vie Sociale – SAVS

En 2019, la participation a été augmentée de 0,05 %, soit 143 979 €.

- Le Groupement d'Entraide Mutuelle – GEM

La participation globale au GEM est en baisse de – 50 %, soit 20 000 €. Le financement 2019 a était priorisé sur la participation à un dispositif expérimental dans l'attente du renouvellement de convention à des GEM fusionnés.

- Les subventions aux associations

Cette enveloppe correspond au montant des subventions aux associations menant des actions en faveur des personnes en situation de handicap (1 500 €).

- Participation MDPH

La participation du Département s'établit en 2019 à 30 000 € contre 50 000 € les années précédentes. Celle-ci prend en compte la part du coût des travaux d'entretien du bâtiment de la MDPH réalisés par le Département.

Autres dépenses : 2 965 €

Ce montant correspond à l'annulation de titres.

4 - Services généraux

26 744 € en fonctionnement

La supervision des travailleurs sociaux : 24 654 €

Le Département a mis en place une supervision des travailleurs sociaux selon une modélisation systémique. Cet espace vise à améliorer les conditions de prise en charge des usagers, à apporter de nouveaux modèles de compréhension des réalités sociales et familiales et à soutenir les professionnels dans leur pratique quotidienne.

Subventions : 1 980 €

Ce montant correspond à la cotisation versée à l'ODAS (Observatoire national de l'action sociale et décentralisée).

Frais divers : 110 €

Ce poste recouvre les frais d'alimentation pour un montant de 110 €.

RESSOURCES INTERNES

Direction des Affaires Juridiques, de la Commande Publique et de la Logistique – Service de la Commande Publique – Mission Achats et Moyens

1 051 658 € en fonctionnement

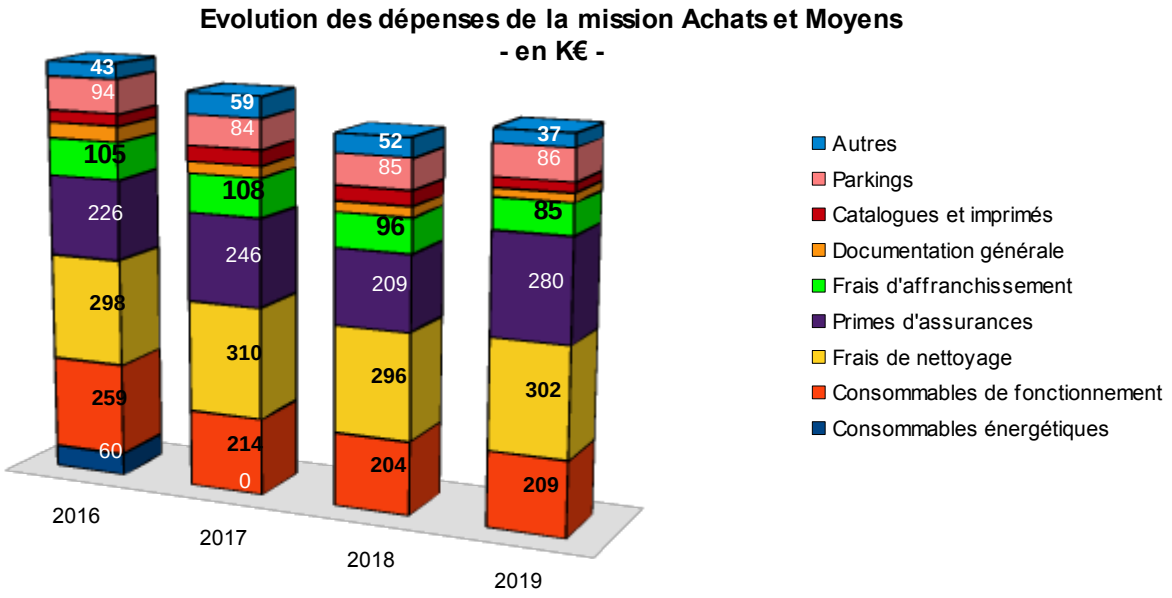
En K€	CA 2017	CA 2018	CA 2019
TOTAL	1 097	1 013	1 052

Le budget total de la mission Achats et Moyens atteint au 31 décembre 2019, 1 052 K€ soit une hausse de + 3,84 % par rapport à 2018.

Cette hausse est essentiellement due à la prime d'assurance auto, car en 2018 la prime a été facturée HT, il a fallu régulariser en 2019 (+ 20 233 €). A cela s'est ajoutée l'augmentation de la prime (achat de matériels neufs :+ 24 727 €). Les autres primes d'assurances ont également augmentées (dommages aux Biens + 3 000 € - responsabilités + 2 500 €).

Toutefois, les crédits alloués à la documentation, à l'impression de documents, au transport de biens (déménagements) et d'affranchissement ont diminué.

en K€	2016	2017	2018	2019
Fournitures non stockées	**109**			
Combustibles	60	Compétence transférée vers le service des bâtiments		
Carburants	49	Compétence transférée vers le Parc Technique		
Fournitures d'entretien et de petit équipement	**149**	**162**	**148**	**156**
Fournitures d'entretien	10	9	6	9
Fournitures de petit équipement	92	93	89	92
Habillement et vêtements de travail	47	60	53	55
Fournitures administratives	**71**	**61**	**62**	**62**
Contrats de prestations de services	**25**	**20**	**18**	**16**
Entretien et réparations	**5**	**3**	**4**	**4**
Primes d'assurances	**226**	**246**	**209**	**280**
Divers	**44**	**32**	**29**	**24**
Documentation générale et technique	41	29	24	19
Autres frais divers	3	3	5	5
Publicité, publications, relations publiques	**42**	**52**	**50**	**36**
Annonces et insertions	8	8	8	8
Catalogues et imprimés et publications	34	44	42	28
Transports de biens	**3**	**26**	**21**	**9**
Frais d'affranchissement	**105**	**108**	**96**	**85**
Frais de nettoyage des locaux	**288**	**301**	**290**	**293**
Autres charges – Parkings	**95**	**85**	**86**	**86**
Autres charges exceptionnelles	**1**	**1**		
TOTAL	**1 163**	**1 097**	**1 013**	**1 051**



77 893 € en investissement

En K€	CA 2017	CA 2018	CA 2019
TOTAL	55	53	78

Outre le renouvellement de mobiliers, matériels et sièges de bureau, nous avons eu, en 2019, des dépenses supplémentaires ponctuelles :

- quelques travaux de réaménagement rue de la Rovère,

- le remplacement d'une tente endommagée pour le service de la communication,

- l'achat d'un débimètre et d'une glacière pour le SATESE,

- l'achat de valises de transport de livres pour la Médiathèque.

Direction des Affaires Juridiques, de la Commande Publique et de la Logistique – Mission Affaires Juridiques

14 293 € en fonctionnement

En K€	CA 2017	CA 2018	CA 2019
TOTAL	1 287	1	14

La Mission Affaires Juridiques est chargée de gérer les procédures pré-contentieuses et contentieuses du Département. Elle est également en charge du suivi des délégations de service public.

En 2017, le renouvellement de la DSP de l'établissement thermal de Bagnols les Bains avait entraîné des frais d'acte et de droits de sortie de 1 282 K€ compensés par une recette de droits d'entrée de 1 262 K€.

Au titre de l'année 2018, les charges supportées concernent uniquement des frais de signification de décisions de justice par voie d'huissier.

Elle peut être amenée à prendre en charge des frais de condamnation, de recours indemnitaires et de protocoles transactionnels.

Direction des Affaires Juridiques, de la Commande Publique et de la Logistique – Service de la Commande Publique – Mission Marchés publics

48 621 € en fonctionnement

En K€	CA 2017	CA 2018	CA 2019
TOTAL	58	44	49

En fonctionnement, les frais d'annonces et d'insertion s'élèvent à 48 621 € et se déclinent dans les domaines suivants :

- - Forfaits BOAMP/MAPA : 25 513 €,
- - Voirie : 11 044 €
- - Bâtiments : 3 346 €
- - Moyens généraux : 2 074 €
- - Médiathèque : 1 694 €
- - Social : 1 591 €
- - Informatique : 1 223 €
- - Développement : 1 148 €
- - Environnement : 988 €

57 119 € en investissement

En K€	CA 2017	CA 2018	CA 2019
TOTAL	51	60	57

En investissement, les frais d'annonces et d'insertion pour la passation des marchés s'élèvent à 57 119 € et se décomposent comme suit :

- - 36 941 € pour la voirie,
- - 12 219 € pour les collèges,
- - 7 959 € pour divers bâtiments.

Direction des Affaires Juridiques, de la Commande Publique et de la Logistique – Service des Bâtiments départementaux

942 447 € en fonctionnement

En K€	CA 2017	CA 2018	CA 2019
TOTAL	963	925	942

Les différents postes gérés par le service des Bâtiments évoluent de la manière suivante :

en euros	2016	2017	2018	2019
Consommables énergétiques	579 057	732 264	685 744	749 624
Prestations de services	28 244	18 358	27 603	20 220
Locations mobilières et immobilières	442 447	3 634	3 577	3 320
Charges locatives	41 895	0	0	0
Entretiens et réparations	206 790	198 143	203 376	163 899
Taxes et autres impôts locaux	33 228	0	0	0
Autres	10 131	10 460	4 942	5 384
Total	**1 341 792**	**962 859**	**925 242**	**942 447**

Les dépenses de fonctionnement du service des Bâtiments sont de 942 K€ au 31 décembre 2019, soit en hausse de + 1,86 % par rapport à 2018.

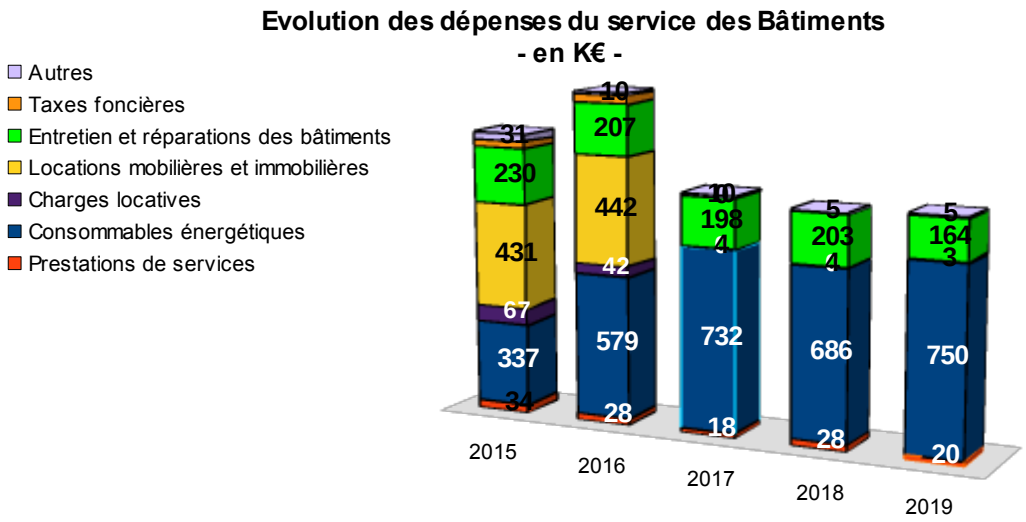
La hausse constatée en 2016 se justifie par l'intégration de la gestion en direct des coûts de fourniture d'énergie électrique des différents collèges du Département.

La hausse constatée en 2017 des crédits pour les consommables énergétiques se justifie par l'intégration de la gestion en direct des coûts de fourniture de fioul et de granulés bois des différents bâtiments du Département.

La gestion des locations mobilières et immobilières, des charges locatives ainsi que des impôts locaux et taxes a été transférée en 2017 à la DIAD.

La hausse des consommables énergétiques entre 2018 et 2019 s'explique par l'intégration de la fourniture d'électricité du collège de Langogne et de la fourniture de fioul pour le bâtiment de la SELO acquis fin 2019.

En 2019, 15% des dépenses concernent les bâtiments de l'administration générale, 50% les bâtiments scolaires, 8 % les bâtiments médico-sociaux, 5 % les bâtiments culturels et 22% les bâtiments liés à la route.



4 260 005 € en investissement

En K€	CA 2017	CA 2018	CA 2019
TOTAL	4 549	2 857	4 260

Les dépenses d'investissement du service des Bâtiments sont de 4 260 K€ au 31 décembre 2019, soit une hausse de + 49,1 % par rapport à 2018.

Cette augmentation est liée au démarrage du chantier de construction d'un nouvel internat à Meyrueis et aux multiples travaux de mise en conformité des collèges dans le cadre de l'agenda d'accessibilité (Marvejols, La Canourgue, Mende, Langogne, Villefort, Le Bleymard, St Etienne Vallée Française) pour un montant total dépensé en 2019 de 3 399 480 €.

Travaux réalisés dans les bâtiments administratifs

En 2019, 520 000 € de dépenses ont été consacrées aux bâtiments administratifs dont :

- - la fin des travaux d'accessibilité handicapé de la médiathèque départementale de la Lozère et l'installation d'un monte-charge,
- - le ravalement des façades de la MDPH,
- - les travaux de rénovation des locaux des Restaurants du Cœur à Mende,
- - les travaux de rénovation et de mise en sécurité à l'Hôtel du Département,
- - les travaux préalables à la construction d'un bâtiment annexe des archives départementales,
- - divers travaux sur les différents bâtiments institutionnels.

Travaux réalisés dans les collèges

En 2019, 3 399 480 € de dépenses ont été consacrées aux bâtiments scolaires dont :

- - la fin des travaux du collège de St Chély d'Apcher,
- - les travaux d'accessibilité aux personnes handicapées dans les collèges de Florac, Mende, Villefort, le Bleymard, la Canourgue, Langogne, Marvejols, St Etienne Vallée Française et Vialas,
- - le démarrage des travaux de construction du nouvel internat du collège de Meyrueis,
- - les travaux de maintenance dans divers collèges,
- - la fourniture de matériels et mobiliers.

Travaux réalisés dans les centres techniques du Conseil départemental (CTCD)

En 2019, 340 520 € de dépenses ont été consacrées aux bâtiments liés aux infrastructures dont :

- - les travaux de rénovation et d'aménagement aux centres techniques de Rieutort-de-Randon et d'Aumont-Aubrac,
- - la construction de la couverture des silos à matériaux des centres techniques de St-Chély-d'Apcher et de La Bastide-Puylaurent,
- - la création d'une fosse et la rénovation des dalles dans les garages du centre technique de Grandrieu,
- - les travaux de maintenance dans divers centres et unités techniques.

Direction adjointe en charge des systèmes d'information et télécommunications

698 516 € en fonctionnement

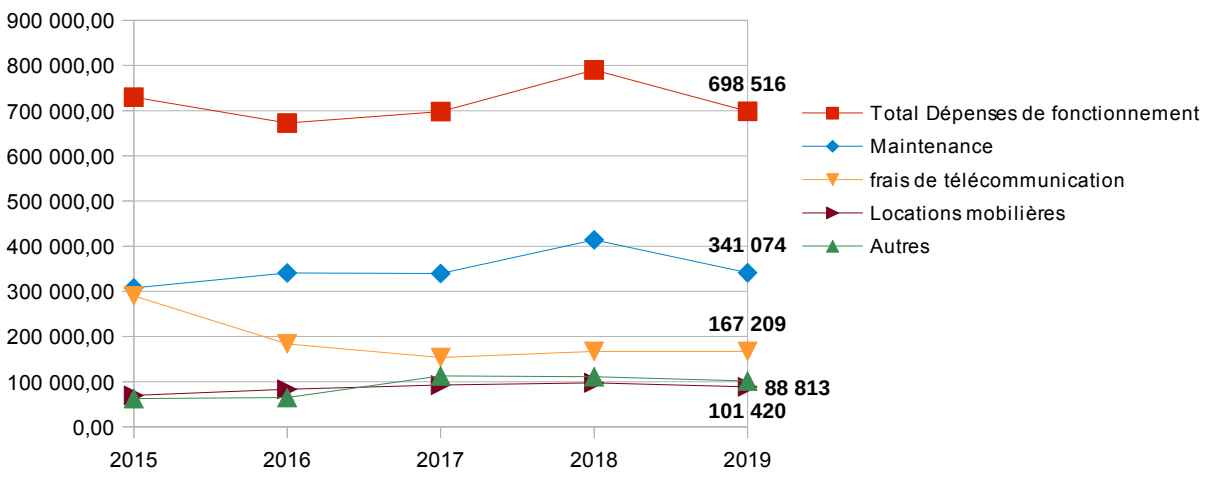
En K€	CA 2017	CA 2018	CA 2019
TOTAL	698	790	699

Les dépenses de fonctionnement 2019 sont en baisse de – 11,59 % et s'établissent à 699 K€.

La DASIT s'est engagée sur 3 pistes de réduction de dépenses. La première a consisté à favoriser l'investissement au lieu du fonctionnement en négociant les contrats de maintenance dès l'origine des projets. La deuxième piste a consisté à négocier les propositions commerciales en prenant en charge les travaux. La troisième piste suivie est la renégociation des contrats en cours ou renouvelés.

Pour mémoire, les frais de maintenance et d'hébergement continuent d'augmenter compte tenu de la hausse régulière des contrats de maintenance, de la mise en place de nouveaux modules applicatifs et des nouveaux projets (Pass jeunesse, analyse des données RH, analyse des données financières...) et aussi de la prise en charge de nouveaux équipements informatiques (maintenance du réseau fibre optique, copieurs, maintenance de la salle informatique…)

Dépenses Direction adjointe SIT (en euros)



996 018 € en investissement

En K€	CA 2017	CA 2018	CA 2019
TOTAL	708	824	996

Les dépenses d'investissement 2019 sont en hausse de + 20,89 % et s'élèvent à 996 K€.

Pour l'opération collège, le renouvellement du parc informatique des collèges se poursuit pour la dernière année. Il s'agit principalement de finir d'équiper les collèges en classes mobiles, en ordinateurs portables.

Pour l'opération infrastructure, il s'agit du renouvellement des baies de stockage de l'ensemble des données produites par la Collectivité et de la prise en charge financière des travaux de raccordement du site Orfeuillette au très haut débit.

Pour l'opération projets métiers, les dépenses les plus significatives sont :

Acquisition de licences pour la dématérialisation de la MDA afin d'intégrer dans la GED (Gestion Electronique Documents) les dossiers du stock

Mise en œuvre du SI MDPH Harmonisé

Montée de version du site des Archives départementales

Evolution logiciel de gestion des ouvrages d'art

Mise en œuvre de la Déclaration Sociale Nominative

etc....

Direction adjointe des Ressources Humaines

30 696 587 € pour le budget principal et 1 245 020 € pour le budget du LDA

Budget K€	CA 2017	CA 2018	CA 2019
Principal	30 390	30 545	30 697
Laboratoire Départemental	1 170	1 260	1 245
TOTAL	31 560	31 805	31 942

Les dépenses de personnel (toutes dépenses confondues) ont évolué de + 0,50 % pour le budget principal et de - 1,19 % pour le budget du Laboratoire Départemental d'Analyses.

Budget principal :

À effectif constant, le budget des Ressources Humaines a progressé de +0,5 % (+ 152 K€) entre 2018 et 2019, soit le même pourcentage d'augmentation qu'entre 2017 et 2018.

Cette progression correspond à + 87 K€ pour les charges de personnel (chapitre 012) et + 65 K€ sur les autres charges (formation, déplacements, indemnités élus) (chapitre 011 et 65).

Il est à noter en 2019, la difficulté à recruter sur les postes vacants des agents titulaires de la fonction publique, particulièrement dans le secteur social et médico-social.

Par ailleurs a pris fin en 2019 la convention de mise à disposition par la Région d'agents dans le cadre des transports scolaires qui a impacté le Département à hauteur de 86K€ contre 172K€ l'année précédente.

Les rémunérations des ASFAM continuent quant à elles de progresser en raison du nombre toujours croissants de mesures de placements ainsi que de la prise en charge de plus en plus fréquente d'enfants ayant des troubles comportementaux.

Les évolutions des dépenses de personnels sont présentées dans le tableau ci-dessous :

	2018	**2019**	**Evolution**
Personnels extérieurs	257	70	-187
Personnels titulaires	16 997	16 947	-50
Personnels non titulaires	1 498	1 585	87
Contrats aidés	18		-18
Assistants familiaux	1 293	1 410	117
Charges sociales et retraite	7 766	7 888	122

Assurances	832	780	-52
Médecine du travail	107	96	-11
CNAS, prestations directes	149	145	-4
Formation	150	138	-12
Déplacements	290	308	18
Elus	832	835	3
Tickets restaurant, stationnement, EPI ...	356	495	139
TOTAL K€	**30 545**	**30 697**	**152**

Ces données sont à mettre en parallèle avec les montants remboursés par d'autres structures au titre de la mise à disposition des agents du Département :

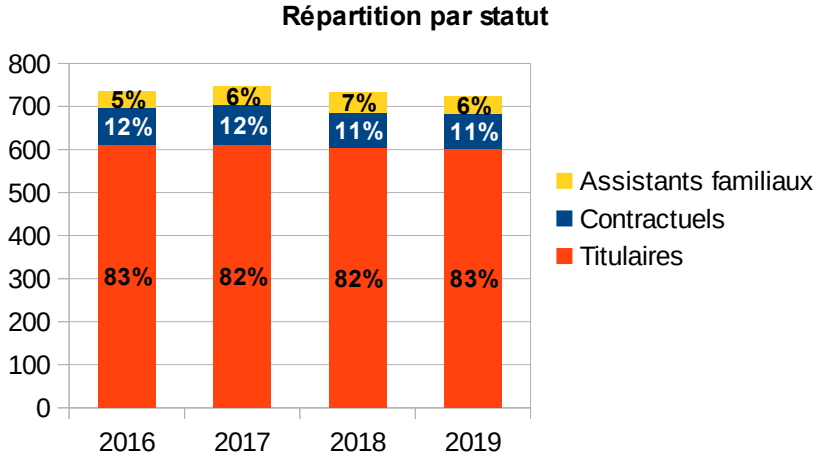
Au 31 décembre 2019, 25 agents (12,2 ETP) étaient mis à disposition du GIP de la Maison Départementale des Personnes Handicapées (mise à disposition en moyenne pour 1/3 du temps de travail).

Il en est de même pour 8 ETP mis à disposition de l'Agence Lozère Ingénierie et également de 2,3 ETP auprès du syndicat Lozère Numérique.

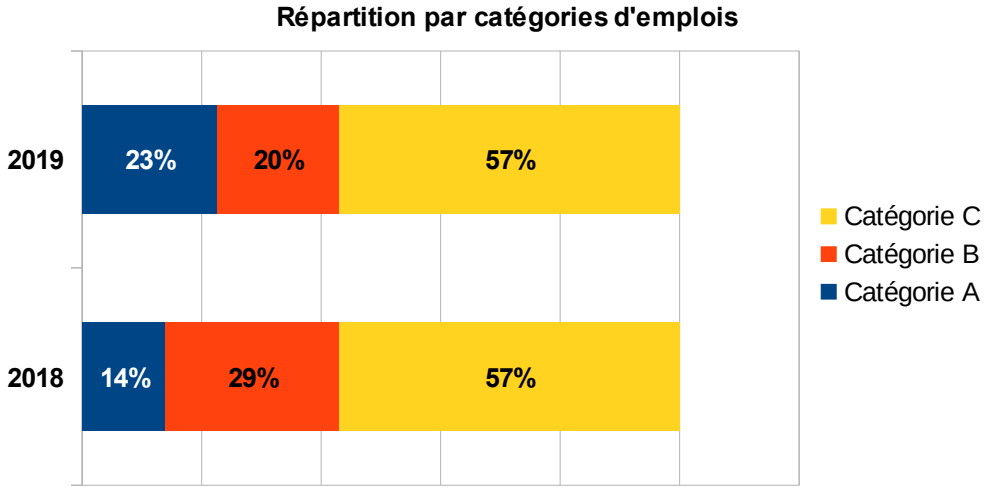
Au total, entre les remboursements des indemnités journalières des agents en arrêt de travail et des rémunérations des agents mis à disposition ou détachés, 2 203 K€ de recettes ont été encaissées au titre des ressources humaines en 2019.

Remboursements	2018	2019
MDPH	637	585
Lozère Ingénierie	397	395
Lozère Numérique	110	110
Indemnités journalières Assurances/ CPAM	681	931
Participation Etat Contrats aidés	13	
Divers organismes (agents détachés), SDIS, FIPHP, tickets restaurants ...	122	182
TOTAL K€	**1 960**	**2 203**

La répartition par statuts au sein de la collectivité reste stable par rapport aux années précédentes, à savoir :

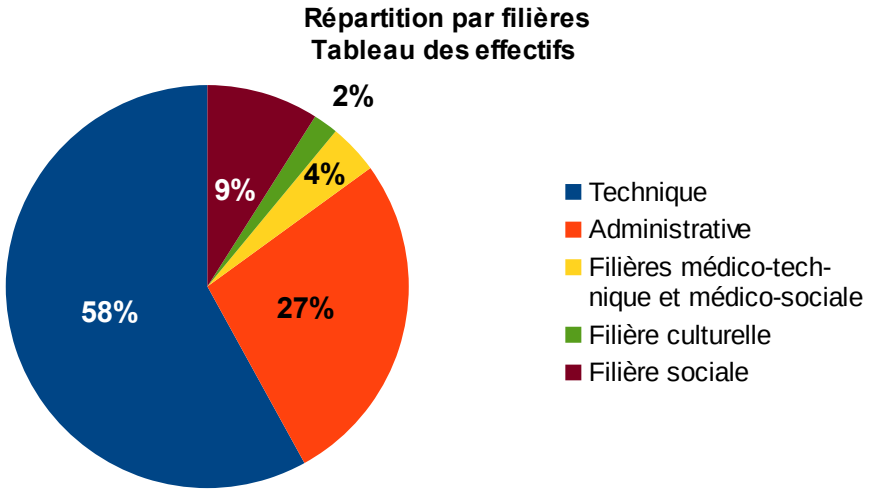


Suite à la valorisation du cadre d'emploi des assistants socio-éducatifs de B en A du fait de l'application du PPCR (Parcours professionnels, carrières et rémunérations), la répartition par catégories d'emploi évolue de la manière suivante :



Répartition de l'effectif du Département

(tableau des effectifs au 01/01/2020)



Personnel œuvrant pour le Département (y compris les non titulaires sur remplacement ou besoin occasionnel) :

Au 31 décembre 2019, le nombre d'agents rémunérés (y compris les remplacements d'agents titulaires) est de 739 agents contre 726 au 31 décembre 2018, avec une évolution du nombre de contractuels sur remplacements.

Ce tableau reprend le total des fiches de payes émises au 31 décembre de l'année. Il s'agit d'une photo de l'effectif, le nombre de personnels rémunérés pouvant varier en fonction du nombre d'agents remplacés par des non titulaires (congés maternité, congé longue maladie…).

	2016	2017	2018	2019
Personnel rémunéré par le Département au 31 décembre dont les assistants familiaux	740	747	726	739
Personnel mis à disposition à titre gratuit ou OPA	7	2	1	1
Total personnel œuvrant pour le Département	**747**	**749**	**727**	**740**

Frais de déplacement :

Les frais de déplacement des agents progressent de + 18 K€ (+ 6,2 %) en 2019 (308 K€) par rapport à 2018 (290 K€).

La direction générale adjointe de la solidarité sociale (+ 6 K€) et la direction des infrastructures (+ 8 K€) sont les directions les plus impactées par l'augmentation des frais de déplacement. Cette augmentation est due non seulement aux frais de déplacement des ASSFAM dont le nombre est en augmentation, mais également liée à **l'éloignement des services publics** (ex. : transfert de la Région à Toulouse au lieu de Montpellier antérieurement).

Les frais de déplacement des élus ont été exécutés à hauteur de 40 676 € contre 40 219 € en 2018.

Frais de formation des agents :

	2016	2017	2018	2019
Versements à des organismes de formation	117	156	151	138
Cotisations CNFPT et CDG	160	168	168	172
Total K€	**276**	**324**	**319**	**310**

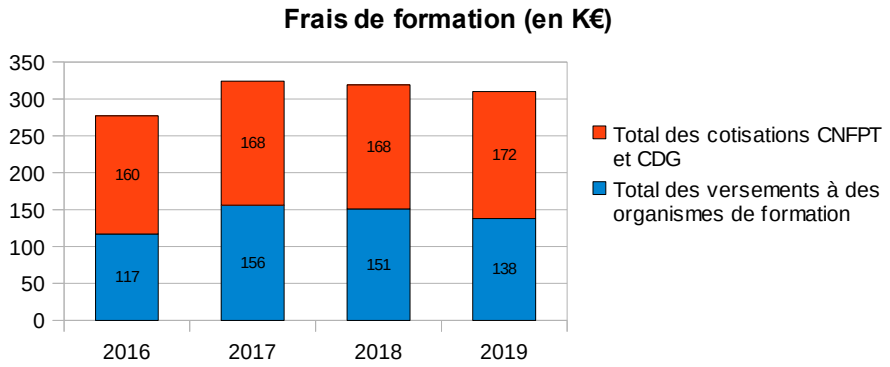
Depuis 2016 le taux de cotisation CNFPT est de 0,90 % du traitement brut. Il était de 1 % en 2015.

Ont été réalisés en 2019 :

- 2 279 jours de formations contre 2 397 jours en 2018, soit une diminution de -5% (2 756 jours en 2017, 2 475 en 2016, 1 964 en 2015).

  À noter que l'année 2017 a été une année très chargée du fait d'une nouvelle réglementation pour les habilitations AIPR et de la montée en puissance du programme éco-conduite.

- 246 stages (256 en 2018, 247 en 2017, 298 en 2016).



Budget Laboratoire Départemental d'Analyses :

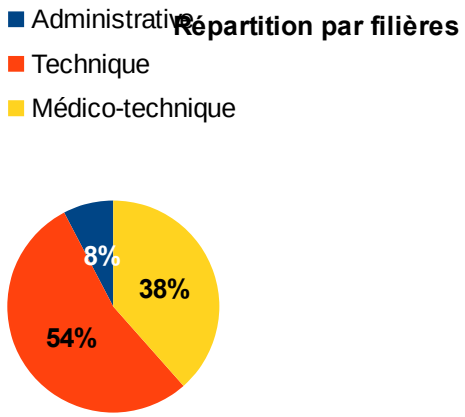
Au 31 décembre 2019 l'exécution du budget Ressources Humaines du LDA atteint 1 245 K€ contre 1 260 K€ en 2018.

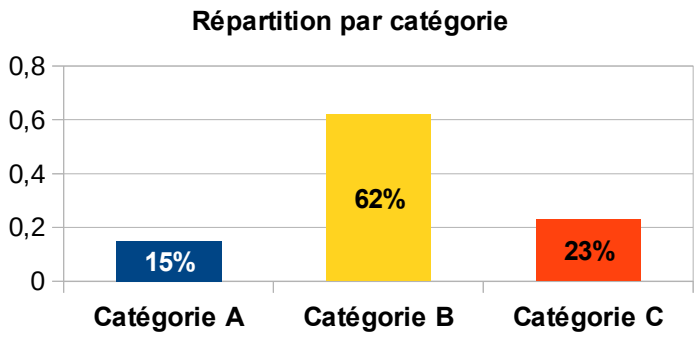
Chapitre	2018	2019
012 : Rémunérations, charges sociales	1 238 K€	1 227 K€
011 : Formation, déplacements	22 K€	18 K€

Entre les 2 exercices la diminution de 15 K€ porte sur :

→ le transfert d'un poste de non titulaire vers un poste de titulaire :
personnel titulaire : + 15 K€, personnel non titulaire : - 23 K€.
→ la diminution des charges Urssaf, Assedic, assurance : - 9 K€,
→ l'augmentation des cotisations retraite : + 6 K€,
→ la diminution de la formation : - 3 K€ et des déplacements : - 1 K€,

26 postes figurent au tableau des effectifs du LDA se répartissant comme suit :





En termes de recettes, 23 810 € ont été perçus de l'assurance (22 575 €) et de la CPAM (1 235 €) en remboursement des arrêts de travail maladie et/ou accident de travail.
Pour l'exercice 2018 la recette était de 1 494 €.

Direction des Ressources Humaines, Assemblées et Finances – Service des Affaires financières et Service des Assemblées et de la Comptabilité

6 911 844 € en fonctionnement

En K€	CA 2017	CA 2018	CA 2019
TOTAL	7 083	6 869	6 912

Les dépenses de fonctionnement du Service des Affaires Financières et du Service des Assemblées et de la Comptabilité se répartissent comme suit :

- Intérêts de la dette (629 K€), indemnités sortie prêts remboursés par anticipation (77 K€), frais bancaires (10 K€), ligne de trésorerie (156 €) : 716 K€,
- Subventions d'équilibre des budgets annexes : 935 K€
  - LDA : 581 K€
  - AIRE de la Lozère : 291 K€
  - Les BOISSETS : 63 K€
- Subventions diverses : 928 K€ (PED : 790 K€),
- Reversements : 664 K€ Fonds de solidarité DMTO (411 K€), fonds de soutien inter-départemental (120 K€), taxe d'aménagement CAUE (133 K€),
- Reversement dotation CNSA à la MDPH : 311 K€,
- Créances éteintes, admises en non valeur : 49 K€,
- Titres annulés : 2 K€,
- Provisions pour litiges, contentieux : 60 K€,
- Cotisations, dotations, frais Assemblées et autres : 32 K€,
- Taxes foncières et habitation : 34 K€,
- Montant CLERCT (Commission Locale d'évaluation des Ressources et des Charges Transférées) versée à la Région : 3 166 K€ pour la compétence transports (scolaires, lignes régulières et touristiques), 15 K€ pour la compétence déchets.

8 869 425 € en investissement

En K€	CA 2017	CA 2018	CA 2019
TOTAL	7 840	10 949	8 869

8 869 K€ de crédits d'investissement se répartissent ainsi :

- - le remboursement de l'annuité en capital 2019 : 5 397 K€,
- - le remboursement anticipé :
  - de deux emprunts de 2013 de la Banque Postale : 1 404 K€
  - d'un emprunt de 2012 du Crédit Agricole : 1 068 K€.
- - inscription à l'inventaire du fonds de commerce de la Maison de la Lozère à Montpellier : 1 000 K€.

CABINET, COMMUNICATION & PROTOCOLE

Direction du Cabinet et du Protocole

43 333 € en fonctionnement

En K€	CA 2017	CA 2018	CA 2019
TOTAL	54	51	43

Les dépenses de la Direction du Cabinet et du Protocole restent en dessous des enveloppes votées en début d'année au BP soit 60 000 € et sont relativement stables.

Direction de la Communication

452 379 € en fonctionnement

En K€	CA 2017	CA 2018	CA 2019
TOTAL	538 *	454	452

* dont 100 K€ subvention pour le Tour de France

A noter que la Communication reste en dessous des enveloppes votées en début d'année au BP : 475 000 €. Les dépenses concernent essentiellement des reconductions d'actions récurrentes.

Les autres points marquants sont :

- émissions TV : Objectif Top Chef et World on board Air France,
- sacs à baguettes Lozère Nouvelle Vie,
- événements type Salon de l'Agriculture (nouveau concept de stand), La Lozère à Marseille,
- mise à jour signalétique sur Mende (médiathèque, LDA, collège Henri Bourrillon),
- livre pour enfants « Quelle histoire » Editions.

SDIS

La contribution au Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS)

La contribution annuelle du Département au SDIS, Fonctionnement et Investissement, est fixée lors du vote du budget primitif dans le cadre :

- de l'évolution prévisionnelle des recettes du Département,
- de la mise en place d'un moyen aérien de secours pour la période estivale,
- du plan pluriannuel d'investissement 2018/2028 du SDIS ,

et ce conformément à la convention définissant les relations entre le Conseil départemental et le SDIS.

En 2019, la participation du Département au SDIS a été de :

- Contribution de fonctionnement : 3 800 K€

  en augmentation de + 220 K€ par rapport à 2018 en lien avec une progression de l'activité opérationnelle (8 renforts, durant l'été 2019, de lutte contre les incendies auprès des départements Gard, Aude, Hérault, Corse et la surveillance de la tenue du G7 à Biarritz).

  La rallonge financière du Département de 300 000 € en DM2 a permis au SDIS de payer sur l'exercice 2019 l'ensemble des vacations pompiers de l'année (janvier à décembre).

- Subvention d'investissement : 600 K€ pour l'achat de véhicules et engins

  en augmentation de + 200 K€ par rapport à 2018,

  Le SDIS a ainsi investi 1 376 K€ dans le renouvellement de son parc véhicules/matériels : 7 véhicules de liaison et/ou de terrain, 2 véhicules de secours aux victimes, 3 camions citerne feux dont 1 feux urbains, achat et équipement d'un châssis en camion citerne grande capacité, 1 remorque, 1 motopompe remorquable.

AUTOFINANCEMENT

ENDETTEMENT

L'AUTOFINANCEMENT

L'épargne brute

Solde de la section de fonctionnement, **l'épargne brute** conditionne le degré de solvabilité de la collectivité : c'est un i**ndicateur fondamental d'indépendance financière reflétant la capacité du Département à rembourser ses emprunts et à autofinancer ses investissements.**

L'épargne brute enregistre une augmentation en 2019 de + 22,94 % et s'établit à 26,203 M€.

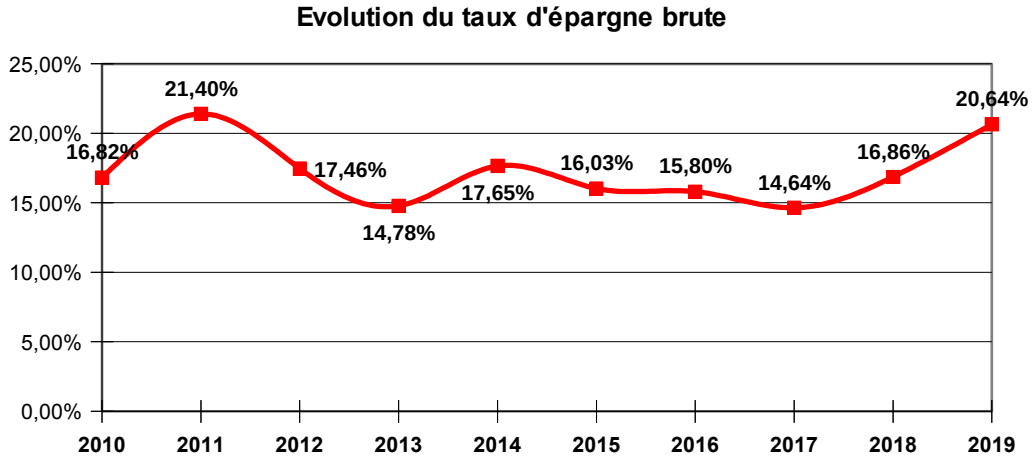
	2016	2017	2018	2019
Recettes réelles de fonctionnement	118 049 703	119 393 219	126 389 809	126 935 521
Dépenses réelles de fonctionnement hors intérêts	98 423 833	101 037 017	104 300 910	100 103 745
Epargne de gestion	19 625 870	18 356 202	22 088 899	26 831 776
Intérêts de la dette	978 736	882 784	774 846	628 997
Epargne brute	**18 647 134**	**17 473 418**	**21 314 053**	**26 202 779**

Cette évolution positive de l'épargne est due à des dépenses de fonctionnement en baisse et des recettes de fonctionnement en hausse (- 4 343 € de dépenses et + 557 K€ de recettes).

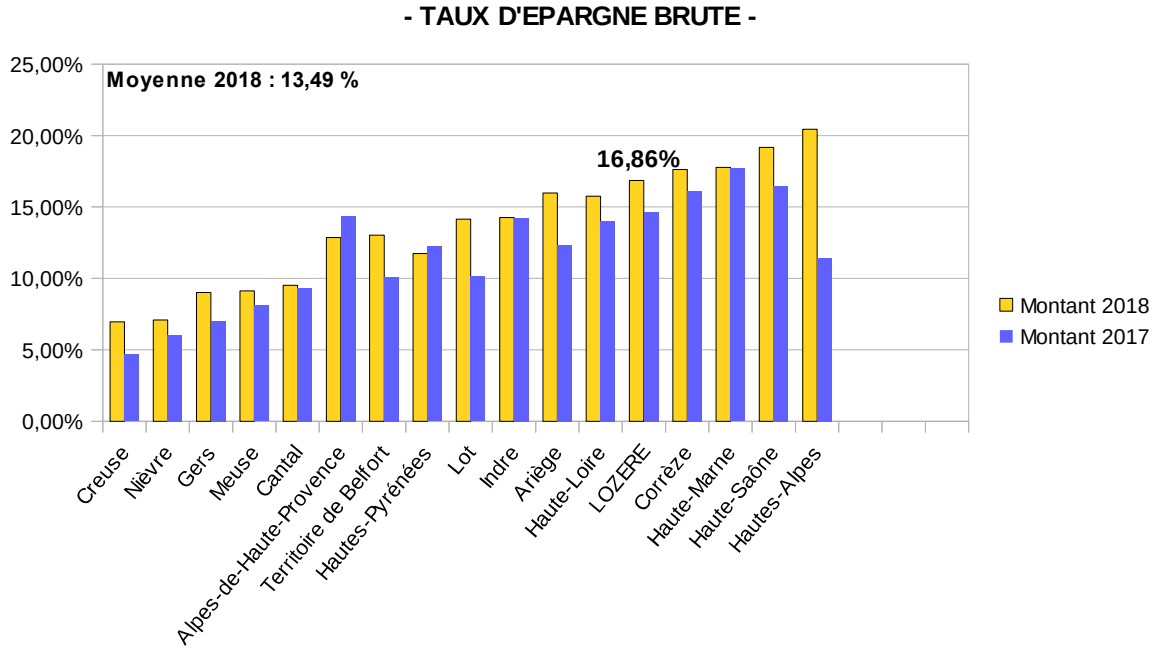
L'épargne brute reste l'indicateur le plus pertinent de l'endettement de la collectivité en mettant en évidence sa capacité à se désendetter. Afin de préserver la situation financière du département, il convient de maintenir un taux d'épargne brute (à savoir le rapport épargne brute sur recettes réelles de fonctionnement) supérieur à 12 %.

En 2019, le taux d'épargne brute atteint 20,64 %, soit un niveau supérieur à 2018.

En K€	2015	2016	2017	2018	2019
Montant de l'épargne brute	18 413	18 647	17 473	21 314	26 203
Taux d'épargne brute	16,03%	15,80%	14,64%	16,86%	20,64%



En 2018 alors que le taux d'épargne brute du Conseil départemental de la Lozère se situait à 16,86 %, il était en moyenne autour de 13,5 % pour les départements métropolitains de la même strate (moins de 250 000 habitants).



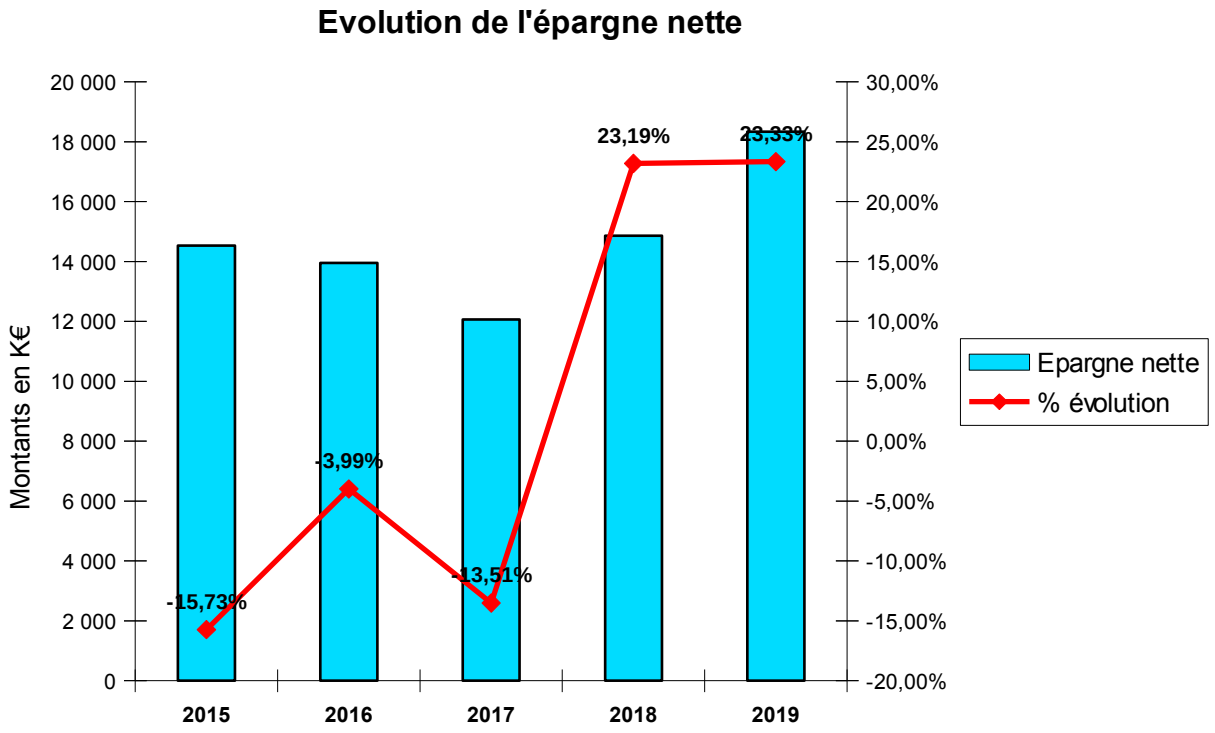
L'épargne nette

L'épargne nette constitue l'épargne disponible pour l'investissement après remboursement du capital de la dette.

L'épargne nette d'un montant de 18 333 K€ en 2019 augmente de 23,33 % entre 2018 et 2019.

Cette évolution positive, malgré un remboursement du capital de la dette supérieur de 22 % (+ 1 421 K€) à celui de 2018, s'explique par la hausse de l'épargne brute de + 22,94 % (baisse des dépenses de fonctionnement et hausse des recettes de fonctionnement).

Le taux d'épargne nette atteint 14,84 % en 2019. Il était de 11,76 % en 2018.

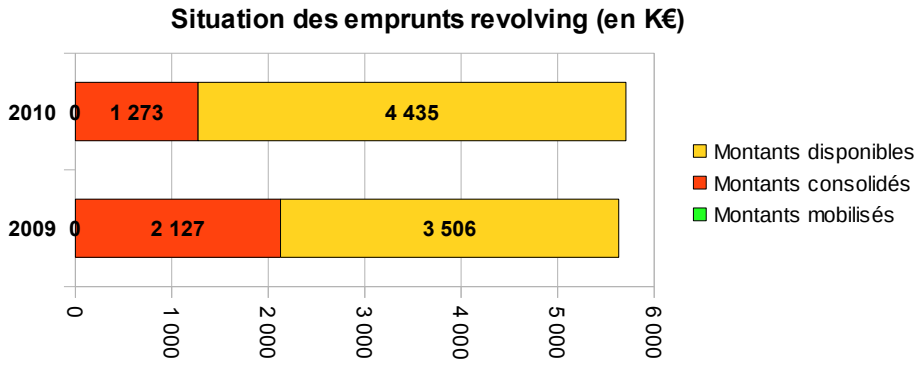


L'ENDETTEMENT

Réalisations de l'exercice 2019

Les investissements 2019 ont été financés par un emprunt souscrit en 2018 auprès du Crédit Coopératif, emprunt de 3 M€ sur 12 ans au taux fixe 1,15 %.

Aucun tirage sur emprunts revolving (taux variable) n'a été effectué sur l'exercice. Au 31/12/2019, le Département disposait d'une capacité de mobilisation d'emprunts révolving de 7,941 M€ :



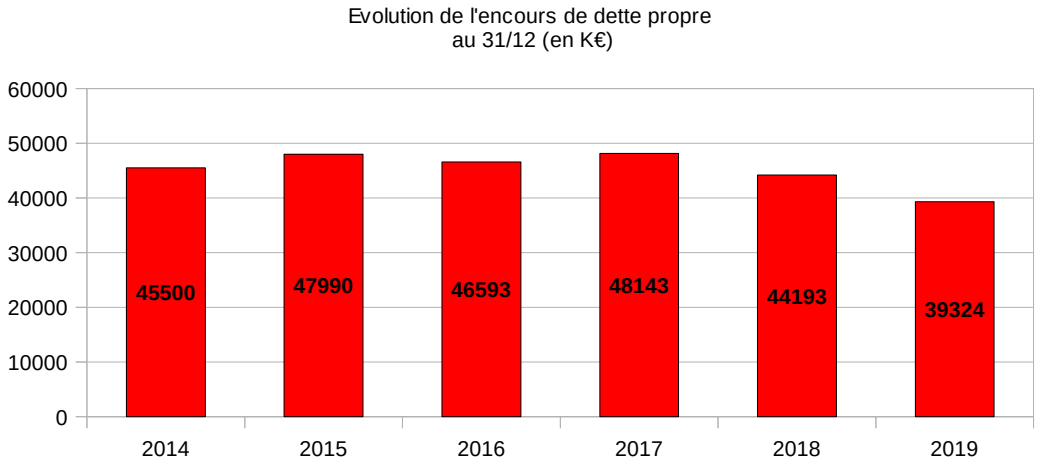
Dans le cadre des objectifs du contrat de Cahors (maîtrise de l'évolution des dépenses de fonctionnement – amélioration du besoin de financement et désendettement) 2,5 M€ ont été remboursés par anticipation :

- ➔ 1,1 M€ au Crédit Agricole du Languedoc le 17/04/2019,
- ➔ 1,1 M€ à la Banque Postale le 01/07/2019,
- ➔ 0,3 M€ à la Banque Postale le 01/10/2019.

L'encours de la dette

Le ratio, encours de dette sur épargne brute, indique en nombre d'années le temps nécessaire pour rembourser le capital restant dû en consacrant toute l'épargne disponible.

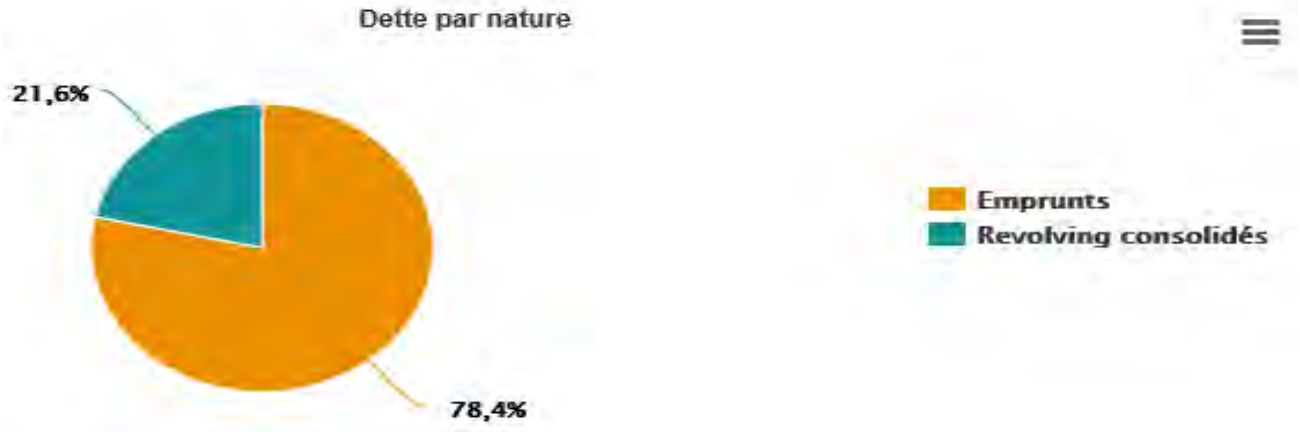
En K€	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Encours de dettes au 31/12	45 500	47 990	46 593	48 143	44 193	39 324
Épargne brute	20 432	18 420	18 649	17 473	21 314	26 203
Capacité de désendettement	2,23	2,61	2,5	2,76	2,07	1,5

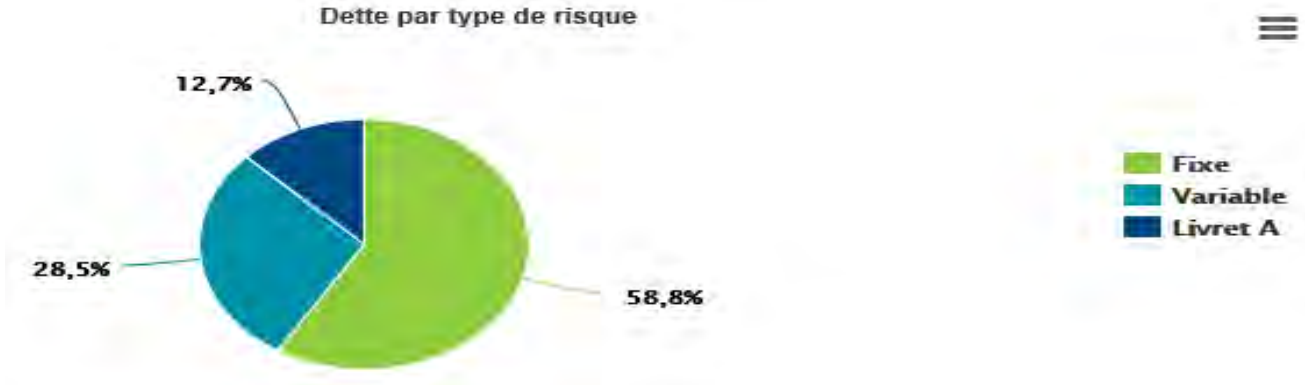


L'encours de la dette au 31/12/2019 est de 39 324 K€ pour une capacité de désendettement de 1,5 années.

58,83 % de cette dette est à taux fixe.

L'encours total de dette au 31/12/2019 se décompose comme suit :





Par prêteur, l'encours de dette se répartit comme suit :

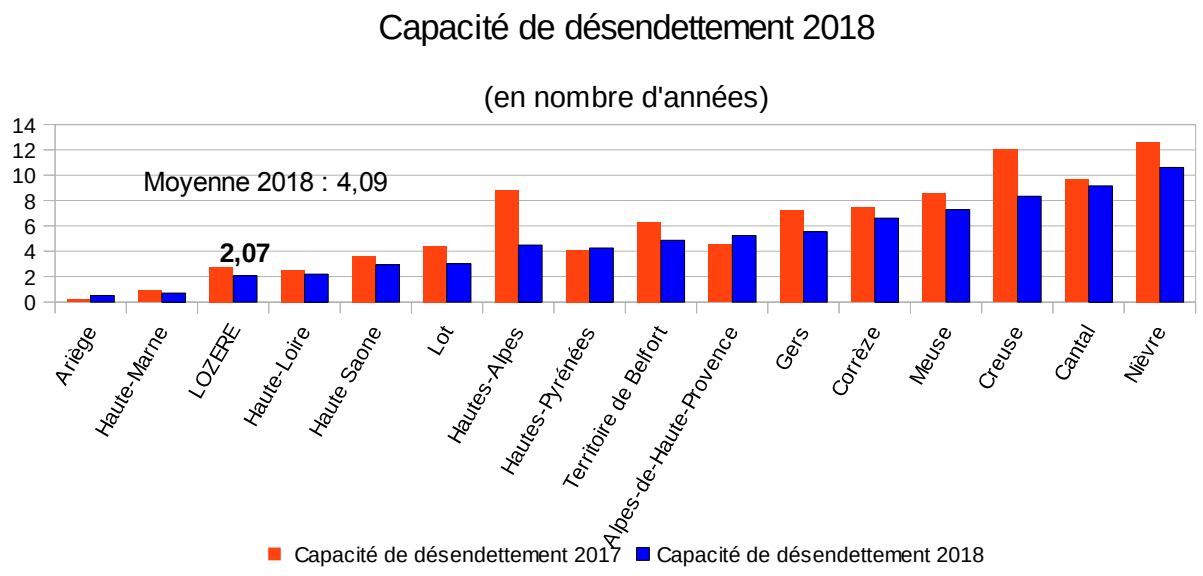
Prêteur	Capital restant dû	% de l'encours
CREDIT AGRICOLE	**10 316 889,18 €**	26%
BANQUE POSTALE	**7 395 833,30 €**	19%
CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	**7 067 472,02 €**	18%
SOCIETE GENERALE	**6 937 500,06 €**	18%
CREDIT COOPERATIF	**2 941 623,69 €**	7%
CREDIT FONCIER DE FRANCE	**2 708 333,25 €**	7%
CAISSE D'EPARGNE	**1 416 666,62 €**	4%
DEXIA CL	**539 534,28 €**	1%
Total	**39 323 852,40 €**	100,00%

La durée de vie résiduelle des emprunts est de 10 ans et 1 mois pour un taux moyen de 1,48 %.

La capacité de désendettement moyenne des départements de – 250 000 habitants est en 2018 supérieure à 4 années.

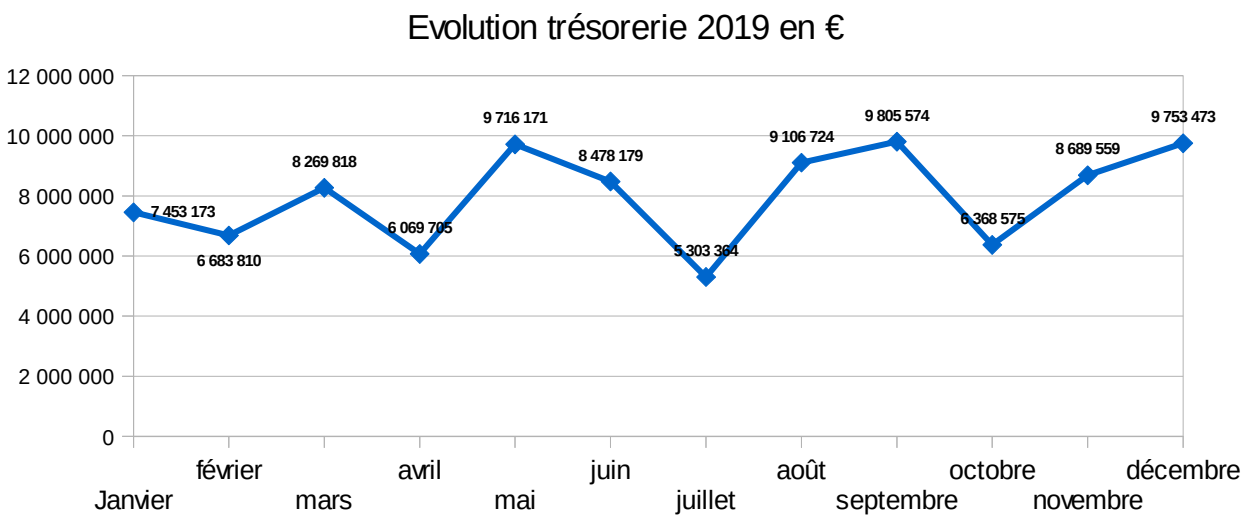
Pour la Lozère la capacité de désendettement passe de 2,07 années en 2018 à 1,5 années en 2019.

Cette diminution de la capacité de désendettement résulte de l'augmentation de 22,94 % de l'épargne brute.



LA TRÉSORERIE

Compte au trésor :



Soldes compte au trésor début et fin de période:

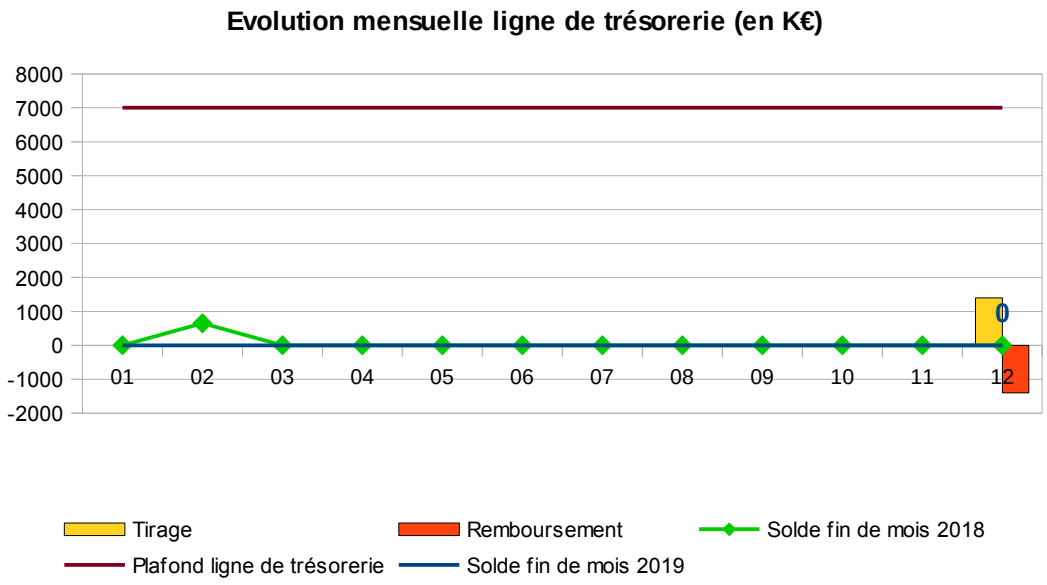
Solde trésorerie (en K€)	2015	2016	2017	2018	2019
Solde initial	4 999	5 954	10 420	7 684	8 283
Solde final	5 954	6 290	7 684	8 283	9 753

Ligne de Trésorerie

Pour financer les besoins de trésorerie à court terme et couvrir les décalages entre le paiement des dépenses et l'encaissement des recettes, le Conseil départemental dispose d'une ligne de trésorerie de 7 M€, ainsi que de lignes d'emprunts revolving auprès du Crédit Agricole (cf. partie sur l'endettement, section d'investissement).

Suite à la consultation lancée en Mars 2019 cette ligne de trésorerie est détenue auprès du Crédit Agricole à hauteur de 7 M€ sur la base du taux Euribor 3 mois + marge de 0,63 %.

En 2019, elle a été utilisée en fin de gestion, du 13 au 20 décembre, à hauteur de 1,4 M€ pour 62,73 € d'intérêts. Son remboursement intégral est intervenu au 20/12/2019.



BUDGETS

ANNEXES

LABORATOIRE DÉPARTEMENTAL D'ANALYSES

Évolution des dépenses réelles

Dépenses réelles	2015	2016	2017	2018	2019
Investissement	57 696 €	95 491 €	173 968 €	148 865 €	152 256 €
Fonctionnement	1 528 068 €	1 653 485 €	1 749 678 €	1 883 403 €	1 905 849 €
TOTAL	**1 585 764 €**	**1 748 976 €**	**1 923 646 €**	**2 032 268 €**	**2 058 105 €**

Fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement augmentent entre 2018 et 2019 de + 1,19 % (+ 22 446 €) :

- l'augmentation concerne les charges d'exploitation (678 531 €) en progression de + 33 633 € (+ 5,22 %). Cette augmentation porte sur les postes de dépenses entretien/maintenance (+ 33 419 €), petit équipement (+ 5 242 €), honoraires (+ 4 861 €), frais d'affranchissement (+ 3 240 €), autres charges de gestion (+ 8 409 €). A l'inverse les dépenses diminuent sur les postes combustible (gaz (- 10 643 €), produits pharmaceutiques (- 7 421 €), formation (- 3 474 €).

- les charges de personnel d'un montant de 1 227 317 € sont en diminution de - 11 188 € par rapport à 2018 (1 238 505 €). Les rémunérations ont progressé de + 2,04 % (+ 15 290 €) pour les agents titulaires, + 948 € pour les personnels extérieurs et diminué de – 23 205 € pour les agents non titulaires. Les charges (Urssaf, Assedic, assurances …) sont en diminution de – 4 220 €.

Investissement

Les dépenses d'investissement (152 256 €) sont en hausse de 3 391 € (+ 2,28 %) entre 2018 et 2019.

Les dépenses courantes d'investissement du LDA, d'un montant de 85 629 €, en baisse de – 60 057 € sont liées aux besoins de renouvellement d'appareils techniques vieillissants ou défectueux, ces besoins étant variables d'une année sur l'autre.

Viennent s'ajouter le remplacement de trois véhicules pour une dépense de 41 184 € ainsi que divers travaux de mise en conformité du bâtiment pour 17 025 € et 8 177 € pour l'acquisition d'un nouveau logiciel.

Évolution des recettes réelles (hors subvention d'équilibre)

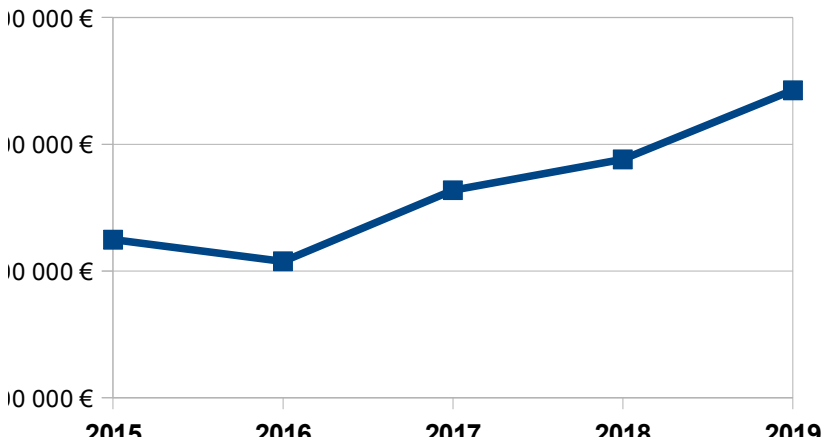
Recettes réelles	2015	2016	2017	2018	2019
Investissement	318 500 €				
Fonctionnement	1 249 320 €	1 215 029 €	1 327 403 €	1 376 048 €	1 485 086 €
TOTAL	**1 567 820 €**	**1 215 029 €**	**1 327 403 €**	**1 376 048 €**	**1 485 086 €**

Les recettes de fonctionnement poursuivent leur progression et sont en hausse de **+ 7,92 %** entre 2018 et 2019 (+ 109 037 €).

Elles se décomposent comme suit :

- taxes d'analyses : 1 181 390 € (+ 57 661 € par rapport à 2018),
- participations de l'État : 278 879 € (+ 37 685 € par rapport à 2018),
- règlement d'indemnités journalières : 23 810 € (+ 22 316 € par rapport à 2018),
- produits exceptionnels, remboursement de frais et reprises sur provisions : 1 007 €.

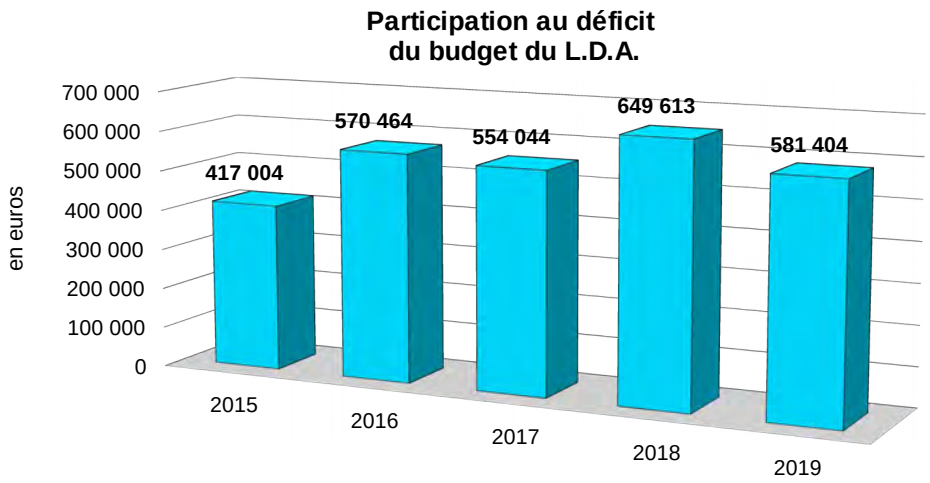
Recettes réelles de fonctionnement



Subvention d'équilibre :

La progression des recettes est supérieure à celle des dépenses.

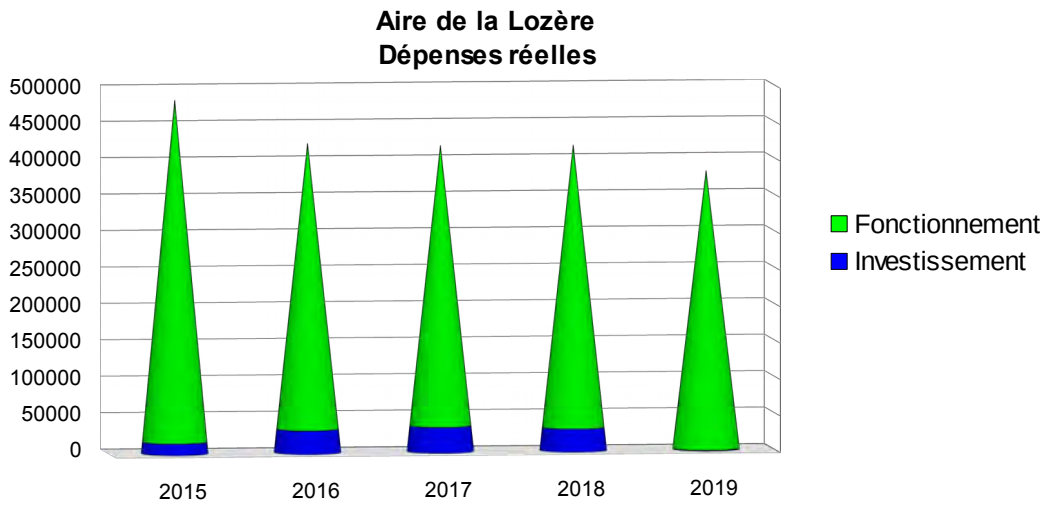
La subvention d'équilibre du budget principal diminue donc en 2019 et représente un montant de 581 404 € (contre 649 613 € en 2018).



AIRE DE LA LOZÈRE

Évolution des dépenses réelles

	2015	2016	2017	2018	2019
Investissement	15 882 €	32 312 €	35 542 €	31 772 €	1 217 €
Fonctionnement	468 954 €	391 616 €	384 006 €	386 809 €	380 643 €
TOTAL	**484 836 €**	**423 928 €**	**419 548 €**	**418 581 €**	**381 860 €**



Fonctionnement

En 2019, les dépenses de fonctionnement diminuent de – 6 166 €, soit – 1,59 %. Elles se décomposent comme suit :

Nettoyage des locaux : 83 441 €,
Combustibles, énergie, eau, assurances : 65 087 €,
Entretien espaces verts et déneigement : 87 295 € (- 12 775 € par rapport à 2018),
Entretien bâtiments, contrôles périodiques, impositions : 36 069 €,

Participation à l'entretien de la station d'épuration-Commune d'Albaret Ste Marie (+ 4 000 € par rapport à 2018),
Redevance domaniale : 21 102 €,
Subvention au CDT : 78 000 €.

Investissement

Les dépenses d'investissement 2019 s'élèvent à 1 217 € (contre 31 772 € en 2018) et concernent :

- l'avis d'attribution de la nouvelle DSP de la boutique de produits pour 317 €,

- l'achat, dans le cadre du tri sélectif, de 3 colonnes emballages pour 900 €.

Évolution des recettes réelles d'exploitation

2015	2016	2017	2018	2019
290 708 €	262 106 €	269 340 €	281 290 €	344 203 €

Les recettes réelles évoluent de + 22,36 %. Elles concernent :

- la participation des délégataires aux charges communes (eau, électricité, chauffage), entretien espaces verts et impositions,

- la location du CDT pour la maison du Tourisme :

- les redevances sur le chiffre d'affaires (cafétéria, boutique des produits locaux)

Elles se décomposent comme suit :

	2015	2016	2017	2018	2019
Redevance cafétéria (6 % du CA n-1 et 10 % à compter du 05/07/2018)	116 006 €	119 170 €	114 737 €	125 602 €	177 367 €
Redevance boutique produits locaux (3 % du CA n-1)	16 557 €	16 565 €	17 159 €	19 308 €	18 875 €
Loyer maison du tourisme	12 617 €	12 617 €	12 617 €	12 617 €	12 617 €
Participation aux charges communes, entretien espaces extérieurs, impôts	145 528 €	113 754 €	124 827 €	123 763 €	135 344 €
Total recettes réelles	**290 708 €**	**262 106 €**	**269 340 €**	**281 290 €**	**344 203 €**

Le montant correspondant aux charges communes remboursées par les sous-concessionnaires en 2019 (98 362 €) est en hausse de + 9,54 % en raison de la récupération de la taxe foncière et d'enlèvement des ordures ménagères (12 753 €).

La participation à l'entretien aux espaces verts et au déneigement évolue à 34 161 €, soit + 0,6 %, celle-ci étant révisée annuellement sur l'indice des salaires de la Fonction Publique.

Une recette exceptionnelle de 2 821 € est comptabilisée suite à des révisions favorables sur le marché du déneigement.

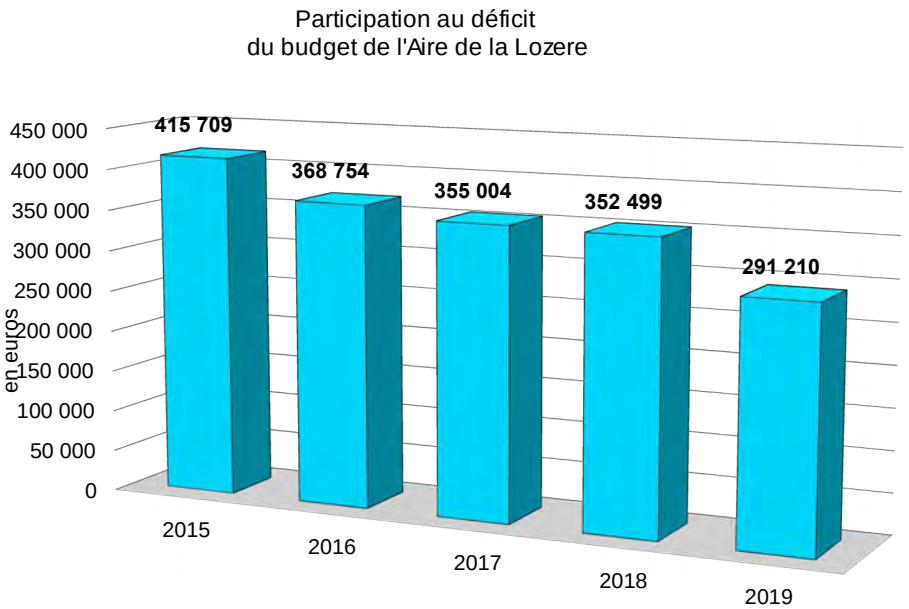
En 2019, les redevances de la cafétéria et de la Boutique des produits locaux (196 241 €) ont progressé de + 51 332 € (+35,42 %), étant précisé que le calcul de ces dernières est basé sur les chiffres d'affaires de l'année n-1 qui évoluent de la manière suivante :

C.A. HT	**2016**	évolution	**2017**	évolution	**2018**	évolution
Cafétéria	**1 912 288 €**	-3,72%	**2 093 371 €**	9,47%	**2 101 343 €**	0,38%
Boutique produits locaux	**571 955 €**	3,58%	**643 603 €**	12,53%	**629 164 €**	- 2,24 %

Le chiffre d'affaires de la cafétéria a augmenté de + 0,38 % mais la redevance progresse de + 51 764 € en raison du changement de son taux de 6 % à 10 % appliqué sur le chiffre d'affaires à compter du 5 juillet 2018.

Pour la boutique des produits, il est en baisse de – 2,24 % suite à une saison d'été en recul et surtout par l'abandon de la refacturation d'achats à BienManger.com qui n'impacte donc plus le chiffre d'affaires de la boutique de produits locaux.

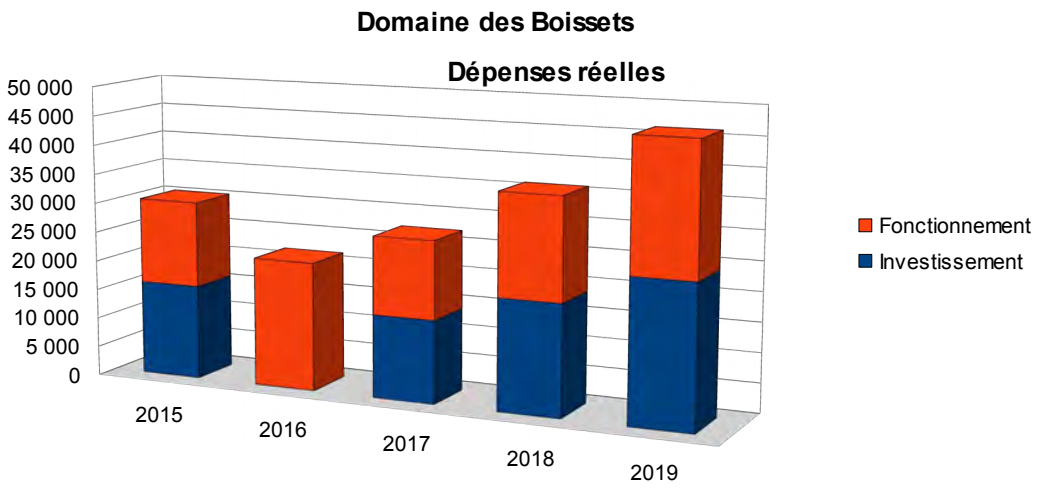
La participation 2019 du Conseil départemental au déficit du budget de l'Aire de la Lozère, en raison d'une baisse des dépenses conjuguée à une hausse des recettes, diminue de - 61 289 € par rapport à l'exercice 2018.



DOMAINE DES BOISSETS

Évolution des dépenses réelles :

	2015	2016	2017	2018	2019
Investissement	16 003 €	0 €	14 044 €	18 794 €	24 133 €
Fonctionnement	14 414 €	21 684 €	13 127 €	17 211 €	22 159 €
TOTAL	**30 417 €**	**21 684 €**	**27 171 €**	**36 005 €**	**46 292 €**



Les dépenses réelles de fonctionnement 2019 (22 159 €) se déclinent en deux principaux postes électricité (10 685 €) et Taxe foncière (9 394 €) le solde (2 080 €) constituant les dépenses d'entretien et assurances des bâtiments.

Elles augmentent de 28,75 % (+ 4 948 €) par rapport aux dépenses de 2018 principalement sur le poste électricité (+ 7 305 €) suite au passage du tarif bleu à jaune et à une hausse de la consommation. Les travaux d'entretien ont diminué de - 1 425 €, ainsi que la prime d'assurance (- 640 €).

Les dépenses réelles d'investissement (24 133 €) correspondent à :

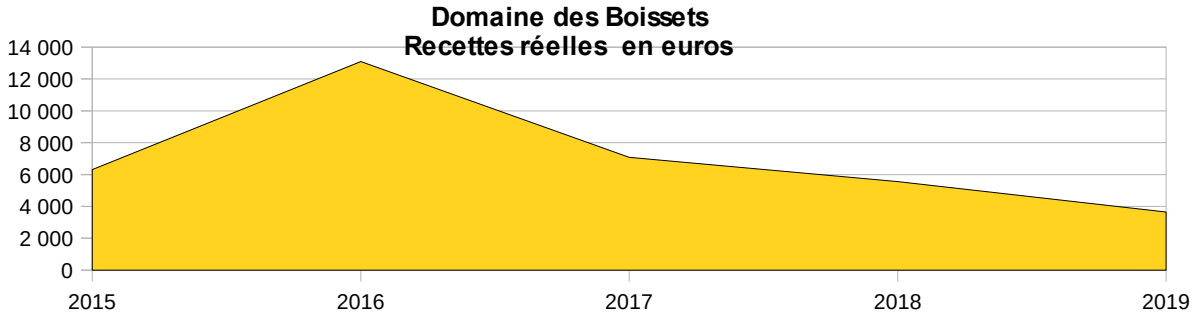
- 15 770 € de travaux électriques : remplacement et raccordement du compteur, installation électrique salle d'eau, contrôle et mise en conformité des installations,

- 4 696 € de chauffage : achat d'un poêle à granulés 3 722 €, d'un extincteur (80 €), pose d'une plaque de cheminée 894 €,

- 3 667 € pour l'aménagement de la salle de bains : travaux de menuiseries 1 716 € et plomberie 1 951 €.

Évolution des recettes réelles d'exploitation

en euros	2015	2016	2017	2018	2019
Recettes réelles	6 310 €	13 096 €	7 085 €	5 563 €	3 643 €

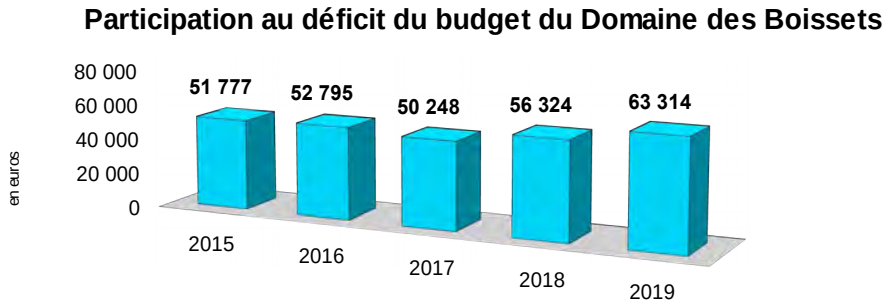


Les recettes réelles de fonctionnement diminuent de – 34,51 % par rapport aux recettes de 2018 suite à la fin de la location du four à pain et de l'absence de mise à disposition du domaine.

Les seules recettes perçues par le Département (3 643 €) correspondent à :

- - le fermage de Monsieur PARADAN (3 299 €) exploitant des terrains,
- - la régularisation (solde 2018) au titre de l'utilisation du four à pain, de l'indemnité d'occupation du domaine public (280 €) et du remboursement des charges eau et électricité (64 €),

La participation du Conseil départemental pour la couverture du déficit du budget du domaine des Boissets s'élève en 2019 à 63 314 € contre 56 324 € en 2018 soit une hausse de 12,41 %, qui s'explique par une augmentation des dépenses conjuguée à une diminution des recettes.



RÉSULTATS D'ACTIVITÉ DES BUDGETS ANNEXES (EN RECETTES ET DÉPENSES RÉELLES)

Les résultats d'activité (hors subventions d'équilibre) des budgets annexes évoluent de la manière suivante :

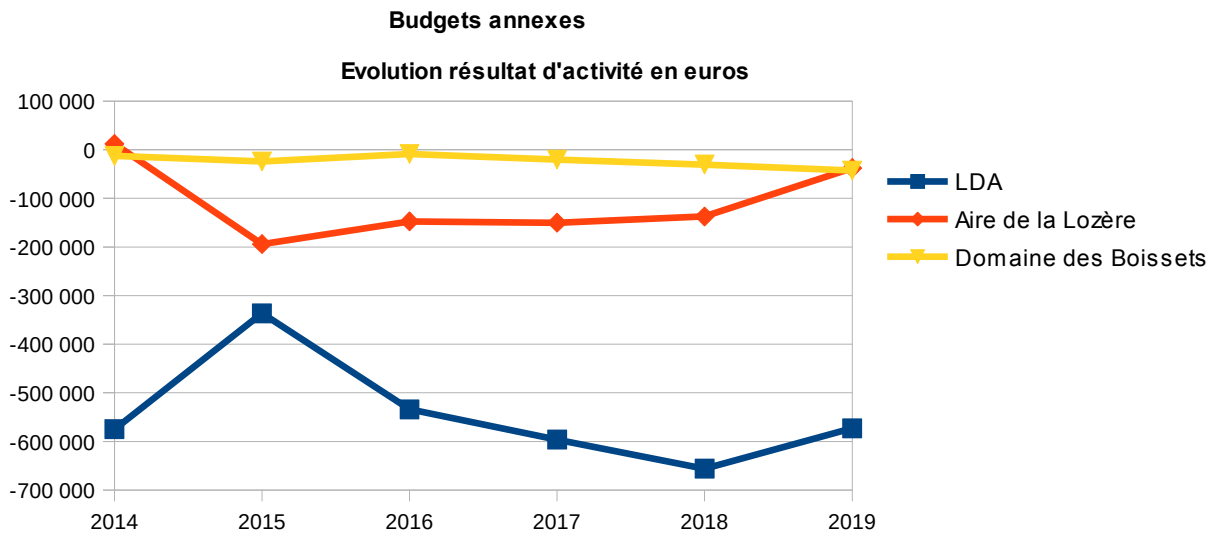
	2015	2016	2017	2018	2019
LDA	-336 444 €	-533 947 €	-596 244 €	-656 219 €	-573 019 €
Aire de la Lozère	-194 128 €	-147 474 €	-150 207 €	-137 291 €	-37 656 €
Domaine des Boissets	-24 106 €	-8 588 €	-20 086 €	-30 443 €	-42 648 €
TOTAL	**-554 678 €**	**-690 009 €**	**-766 537 €**	**-823 953 €**	**-653 323 €**

L'augmentation des recettes de 109 K€ et une hausse des dépenses de 26 K€ permet au Laboratoire départemental d'analyses de réduire le déficit de son résultat d'activité 2019 de - 83 K€ par rapport à celui de 2018.

L'Aire de la Lozère réduit également son déficit de - de 99 K€ avec une augmentation de ses recettes de fonctionnement conjuguée à une diminution des dépenses d'investissement.

Le Domaine des Boissets creuse son déficit de 12 K€ suite à une baisse des recettes (- 2 K€) corrélée à une hausse des dépenses de 10 K€.

Les déficits sont pris en charge par le budget principal dans les dépenses de fonctionnement (subvention d'équilibre).



SYNTHESE

SYNTHÈSE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2019

INVESTISSEMENT

	Budget Principal	Budgets annexes			TOTAL
		Laboratoire Départemental d'analyses	Aire de la Lozère	Domaine de Boissets	
DEPENSES	**48 060 908,45 €**	**162 872,19 €**	**103 848,66 €**	**24 133,07 €**	**48 351 762,37 €**
Réelles	41 970 308,63 €	152 256,19 €	1 216,66 €	24 133,07 €	42 147 914,55 €
Ordres	6 090 599,82 €	10 616,00 €	102 632,00 €	0,00 €	6 203 847,82 €
RECETTES	**42 478 171,48 €**	**171 256,68 €**	**357 402,75 €**	**44 799,19 €**	**43 051 630,10 €**
Réelles	21 693 374,38 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	21 693 374,38 €
Ordres	20 784 797,10 €	171 256,68 €	357 402,75 €	44 799,19 €	21 358 255,72 €

FONCTIONNEMENT

	Budget Principal	Budgets annexes			TOTAL
		Laboratoire Départemental d'analyses	Aire de la Lozère	Domaine de Boissets	
DEPENSES	**121 457 908,33 €**	**2 077 105,24 €**	**738 045,62 €**	**66 957,85 €**	**124 340 017,04 €**
Réelles	100 732 742,54 €	1 905 848,56 €	380 642,87 €	22 158,66 €	103 041 392,63 €
Ordres	20 725 165,79 €	171 256,68 €	357 402,75 €	44 799,19 €	21 298 624,41 €
RECETTES	**132 978 239,32 €**	**2 077 105,24 €**	**738 045,62 €**	**66 957,85 €**	**135 860 348,03 €**
Réelles	126 947 270,81 €	2 066 489,24 €	635 413,62 €	66 957,85 €	129 716 131,52 €
Ordres	6 030 968,51 €	10 616,00 €	102 632,00 €	0,00 €	6 144 216,51 €

Délibération n°CD_20_1019

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

Conseil Départemental

Séance du 19 juin 2020

Commission : Finances et gestion de la collectivité

Objet : Budget : Modification des autorisations de programmes 2020 et antérieures

Dossier suivi par Ressources Humaines, Assemblées, Finances - Affaires financières

Le Conseil Départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 09h30

Présents : Françoise AMARGER-BRAJON, Rémi ANDRE, Alain ASTRUC, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Bruno DURAND, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Sophie PANTEL, Guylène PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Laurent SUAU, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

Pouvoirs : Robert AIGOIN ayant donné pouvoir à Michèle MANOA.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU l'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;

VU les articles L 3212-1, L 3311-1 et suivants, L3312-1 et suivants, R 3311-2 et suivants, R 3312-3 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le livre VI du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération n°CD_18_1050 du 22 octobre 2018 approuvant le règlement financier du Département ;

VU la délibération n°CD_20_1008 du 20 avril 2020 votant les autorisations de programmes 2020 et antérieures ;

VU la délibération n°CD_19_1093 du 20 décembre 2019 votant le Budget Primitif 2020 et la délibération n°CD_20_1009 du 20 avril 2020 votant la DM1 au budget primitif 2020 ;

CONSIDÉRANT le rapport n°703 intitulé "Budget : Modification des autorisations de programmes 2020 et antérieures" en annexe ;

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

VU l'avis de la commission plénière du 15 juin 2020 ;

VU les informations complémentaires apportées en séance concernant la nécessité d'ouvrir des autorisations de programmes supplémentaires à la suite des intempéries de juin 2020 ;

ARTICLE 1

Décide de procéder aux mouvements budgétaires sur le budget principal, tels que détaillés en annexe, modifiant les autorisations de programmes comme suit :

- AP 2015.....-407 913,67 €
- AP 2018.....-121,14 €
- AP 2019.....-1 063,43 €
- AP 2020.....267 384,00 €

ARTICLE 2

Décide, afin de faire face aux dépenses engendrées par les intempéries de juin 2020, d'ouvrir deux autorisations de programmes supplémentaires dans les conditions suivantes :

AP 2020 - Routes départementales - Inondations Juin 2020	2 000 000 €
AP 2020 - Aides aux collectivités et Tourisme	2 000 000 €

ARTICLE 3

Prend acte que le montant du solde des autorisations de programmes, à la suite de ces modifications et de ces créations d'AP, porte les besoins en crédits de paiement comme suit :

Budget Principal

Années	Soldes des autorisations de programmes	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022	Crédits de paiement 2023 et plus
2011	792 654,00 €	132 109,00 €	132 109,00 €	132 109,00 €	396 327,00 €
2012	854 744,00 €	122 106,00 €	122 106,00 €	122 106,00 €	488 426,00 €
2013	435 627,00 €	54 454,00 €	54 454,00 €	54 454,00 €	272 265,00 €
2014	473 276,00 €	52 586,00 €	52 586,00 €	52 586,00 €	315 518,00 €
2015	2 629 168,34 €	2 508 856,34 €	13 368,00 €	13 368,00 €	93 576,00 €
2016	8 351 081,88 €	3 393 733,73 €	3 367 248,32 €	1 429 438,83 €	160 661,00 €
2017	4 142 112,72 €	602 317,71 €	1 849 641,01 €	169 018,00 €	1 521 136,00 €
2018	38 908 861,50 €	9 875 255,83 €	11 561 715,85 €	9 544 987,82 €	7 926 902,00 €
2019	12 752 901,89 €	6 581 568,81 €	2 716 791,46 €	12 359,22 €	3 442 182,40 €
2020	37 620 427,66 €	16 186 400,00 €	18 176 027,66 €	3 188 000,00 €	70 000,00 €
Total	106 960 854,99 €	39 509 387,42 €	38 046 047,30 €	14 718 426,87 €	14 686 993,40 €

Adopté à l'unanimité des voix exprimées,

La Présidente du Conseil Départemental
Sophie PANTEL

Délibération n°CD_20_1019

Annexe à la délibération n°CD_20_1019 du Conseil Départemental du 19 juin 2020 : rapport n°703 "Budget : Modification des autorisations de programmes 2020 et antérieures".

Préalablement au vote de la décision modificative n° 2 de 2020, il convient de procéder à la régularisation des AP 2020 et antérieures sur le budget principal.

En effet, l'article 2 du chapitre II du titre II du règlement financier adopté par le Département le 22 octobre 2018 prévoit que la modification des autorisations de programmes ne peut intervenir que lors d'une assemblée du Conseil départemental.

L'annexe ci-jointe récapitule par millésime d'autorisations de programmes les mouvements les affectant.

2011	0,00 €
2012	0,00 €
2013	0,00 €
2014	0,00 €
2015	-407 913,67 €
2016	0,00 €
2017	0,00 €
2018	-121,14 €
2019	-1 063,43 €
2020	267 384,00 €
Total	-141 714,24 €

	Soldes des autorisations de programmes	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022	Crédits de paiement 2023 et plus
Bilan AP avant DM	103 102 569,23 €	39 309 387,66 €	38 983 663,30 €	18 049 426,87 €	6 760 091,40 €
Bilan Mouvements	-141 714,24 €	199 999,76 €	-4 937 616,00 €	-3 331 000,00 €	7 926 902,00 €
Bilan AP après DM	102 960 854,99 €	39 509 387,42 €	34 046 047,30 €	14 718 426,87 €	14 686 993,40 €

Vous trouverez par ailleurs en annexe le détail avant et après la décision modificative n° 2 de 2020 par autorisation de programmes.

Je vous propose d'approuver ces régularisations à inscrire lors de la décision modificative n° 2 de 2020, le montant du solde des autorisations de programmes, sur le budget principal, qui porteront les besoins en crédits de paiement comme suit :

Budget principal

Années	Soldes des autorisations de programmes	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022	Crédits de paiement 2023 et plus
2011	792 654,00 €	132 109,00 €	132 109,00 €	132 109,00 €	396 327,00 €
2012	854 744,00 €	122 106,00 €	122 106,00 €	122 106,00 €	488 426,00 €
2013	435 627,00 €	54 454,00 €	54 454,00 €	54 454,00 €	272 265,00 €
2014	473 276,00 €	52 586,00 €	52 586,00 €	52 586,00 €	315 518,00 €
2015	2 629 168,34 €	2 508 856,34 €	13 368,00 €	13 368,00 €	93 576,00 €
2016	8 351 081,88 €	3 393 733,73 €	3 367 248,32 €	1 429 438,83 €	160 661,00 €
2017	4 142 112,72 €	602 317,71 €	1 849 641,01 €	169 018,00 €	1 521 136,00 €
2018	38 908 861,50 €	9 875 255,83 €	11 561 715,85 €	9 544 987,82 €	7 926 902,00 €
2019	12 752 901,89 €	6 581 568,81 €	2 716 791,46 €	12 359,22 €	3 442 182,40 €
2020	33 620 427,66 €	16 186 400,00 €	14 176 027,66 €	3 188 000,00 €	70 000,00 €
Total	102 960 854,99 €	39 509 387,42 €	34 046 047,30 €	14 718 426,87 €	14 686 993,40 €

1/ Mouvements sur les Autorisations de Programmes 2011

le montant du solde sur AP 2011 avant la DM est de : 792 654,00 €

le bilan des mouvements de crédits sur AP 2011 est de : 0,00 €

le montant du solde des AP 2011 après modification est de : 792 654,00 €

Corrélativement, le montant des crédits de paiement correspondant à ces autorisations de programmes après modification des crédits se décompose comme suit :

	SOLDE SUR AP	2020	2021	2022	2023 et +
MONTANT AP 2011 AVANT DM	792 654,00 €	132 109,00 €	132 109,00 €	132 109,00 €	396 327,00 €
MONTANT MOUVEMENTS	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
MONTANT AP 2011 APRES DM	792 654,00 €	132 109,00 €	132 109,00 €	132 109,00 €	396 327,00 €

2/ Mouvements sur les Autorisations de Programmes 2012

le montant du solde sur AP 2012 avant la DM est de : 854 744,00 €

le bilan des mouvements de crédits sur AP 2012 est de : 0,00 €

le montant du solde des AP 2012 après modification est de : 854 744,00 €

Corrélativement, le montant des crédits de paiement correspondant à ces autorisations de programmes après modification des crédits se décompose comme suit :

	SOLDE SUR AP	2020	2021	2022	2023 et +
MONTANT AP 2012 AVANT DM	854 744,00 €	122 106,00 €	122 106,00 €	122 106,00 €	488 426,00 €
MONTANT MOUVEMENTS	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
MONTANT AP 2012 APRES DM	854 744,00 €	122 106,00 €	122 106,00 €	122 106,00 €	488 426,00 €

3/ Mouvements sur les Autorisations de Programmes 2013

le montant du solde sur AP 2013 avant la DM est de : 435 627,00 €

le bilan des mouvements de crédits sur AP 2013 est de : 0,00 €

le montant du solde des AP 2013 après modification est de : 435 627,00 €

Corrélativement, le montant des crédits de paiement correspondant à ces autorisations de programmes après modification des crédits se décompose comme suit :

	SOLDE SUR AP	2020	2021	2022	2023 et +
MONTANT AP 2013 AVANT DM	435 627,00 €	54 454,00 €	54 454,00 €	54 454,00 €	272 265,00 €
MONTANT MOUVEMENTS	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
MONTANT AP 2013 APRES DM	435 627,00 €	54 454,00 €	54 454,00 €	54 454,00 €	272 265,00 €

4/ Mouvements sur les Autorisations de Programmes 2014

le montant du solde sur AP 2014 avant la DM est de : 473 276,00 €

le bilan des mouvements de crédits sur AP 2014 est de : 0,00 €

le montant du solde des AP 2014 après modification est de : 473 276,00 €

Corrélativement, le montant des crédits de paiement correspondant à ces autorisations de programmes après modification des crédits se décompose comme suit :

	SOLDE SUR AP	2020	2021	2022	2023 et +
MONTANT AP 2014 AVANT DM	473 276,00 €	52 586,00 €	52 586,00 €	52 586,00 €	315 518,00 €
MONTANT MOUVEMENTS	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
MONTANT AP 2014 APRES DM	473 276,00 €	52 586,00 €	52 586,00 €	52 586,00 €	315 518,00 €

5/ Mouvements sur les Autorisations de Programmes 2015

le montant du solde sur AP 2015 avant la DM est de : 3 037 082,01 €

le bilan des mouvements de crédits sur AP 2015 est de : -407 913,67 €

le montant du solde des AP 2015 après modification est de : 2 629 168,34 €

Corrélativement, le montant des crédits de paiement correspondant à ces autorisations de programmes après modification des crédits se décompose comme suit :

	SOLDE SUR AP	2020	2021	2022	2023 et +
MONTANT AP 2015 AVANT DM	3 037 082,01 €	2 916 770,01 €	13 368,00 €	13 368,00 €	93 576,00 €
MONTANT MOUVEMENTS	-407 913,67 €	-407 913,67 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
MONTANT AP 2015 APRES DM	2 629 168,34 €	2 508 856,34 €	13 368,00 €	13 368,00 €	93 576,00 €

6/ Mouvements sur les Autorisations de Programmes 2016

le montant du solde sur AP 2016 avant la DM est de : 8 351 081,88 €

le bilan des mouvements de crédits sur AP 2016 est de : 0,00 €

le montant du solde des AP 2016 après modification est de : 8 351 081,88 €

Corrélativement, le montant des crédits de paiement correspondant à ces autorisations de programmes après modification des crédits se décompose comme suit :

	SOLDE SUR AP	2020	2021	2022	2023 et +
MONTANT AP 2016 AVANT DM	8 351 081,88 €	3 393 733,73 €	3 367 248,32 €	1 429 438,83 €	160 661,00 €
MONTANT MOUVEMENTS	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
MONTANT AP 2016 APRES DM	8 351 081,88 €	3 393 733,73 €	3 367 248,32 €	1 429 438,83 €	160 661,00 €

7/ Mouvements sur les Autorisations de Programmes 2017

le montant du solde sur AP 2017 avant la DM est de : 4 142 112,72 €

le bilan des mouvements de crédits sur AP 2017 est de : 0,00 €

le montant du solde des AP 2017 après modification est de : 4 142 112,72 €

Corrélativement, le montant des crédits de paiement correspondant à ces autorisations de programmes après modification des crédits se décompose comme suit :

	SOLDE SUR AP	2020	2021	2022	2023 et +
MONTANT AP 2017 AVANT DM	4 142 112,72 €	602 317,71 €	1 849 641,01 €	169 018,00 €	1 521 136,00 €
MONTANT MOUVEMENTS	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
MONTANT AP 2017 APRES DM	4 142 112,72 €	602 317,71 €	1 849 641,01 €	169 018,00 €	1 521 136,00 €

8/ Autorisations de Programmes 2018 sur le budget principal

le montant du solde sur AP 2018 avant la DM est de : 38 908 982,64 €

le bilan des mouvements de crédits sur AP 2018 est de : -121,14 €

le montant du solde des AP 2018 après modification est de : 38 908 861,50 €

Corrélativement, le montant des crédits de paiement correspondant à ces autorisations de programmes se décompose comme suit :

	MONTANT AP	2020	2021	2022	2023 et +
MONTANT AP 2018 AVANT DM	38 908 982,64 €	9 282 278,97 €	16 781 715,85 €	12 844 987,82 €	0,00 €
MONTANT MOUVEMENTS	-121,14 €	592 976,86 €	-5 220 000,00 €	-3 300 000,00 €	7 926 902,00 €
MONTANT AP 2018 APRES DM	38 908 861,50 €	9 875 255,83 €	11 561 715,85 €	9 544 987,82 €	7 926 902,00 €

9/ Autorisations de Programmes 2019 sur le budget principal

le montant du solde sur AP 2019 avant la DM est de : 12 753 965,32 €

le bilan des mouvements de crédits sur AP 2019 est de : -1 063,43 €

le montant du solde des AP 2019 après modification est de : 12 752 901,89 €

Corrélativement, le montant des crédits de paiement correspondant à ces autorisations de programmes se décompose comme suit :

	MONTANT AP	2020	2021	2022	2023 et +
MONTANT AP 2019 AVANT DM	12 753 965,32 €	6 382 632,24 €	2 916 791,46 €	12 359,22 €	3 442 182,40 €
MONTANT MOUVEMENTS	-1 063,43 €	198 936,57 €	-200 000,00 €	0,00 €	0,00 €
MONTANT AP 2019 APRES DM	12 752 901,89 €	6 581 568,81 €	2 716 791,46 €	12 359,22 €	3 442 182,40 €

10/ Autorisations de Programmes 2020 sur le budget principal

le montant du solde sur AP 2020 avant la DM est de : 33 353 043,66 €

le bilan des mouvements de crédits sur AP 2020 est de : 267 384,00 €

le montant du solde des AP 2019 après modification est de : 33 620 427,66 €

Corrélativement, le montant des crédits de paiement correspondant à ces autorisations de programmes se décompose comme suit :

	MONTANT AP	2020	2021	2022	2023 et +
MONTANT AP 2020 AVANT DM	33 353 043,66 €	16 370 400,00 €	13 693 643,66 €	3 219 000,00 €	70 000,00 €
MONTANT MOUVEMENTS	267 384,00 €	-184 000,00 €	482 384,00 €	-31 000,00 €	0,00 €
MONTANT AP 2020 APRES DM	33 620 427,66 €	16 186 400,00 €	14 176 027,66 €	3 188 000,00 €	70 000,00 €
	SOLDE SUR AP	**2020**	**2021**	**2022**	**2023 et +**
BILAN AP AVANT DM	**103 102 569,23 €**	**39 309 387,66 €**	**38 983 663,30 €**	**18 049 426,87 €**	**6 760 091,40 €**
BILAN MOUVEMENTS	**-141 714,24 €**	**199 999,76 €**	**-4 937 616,00 €**	**-3 331 000,00 €**	**7 926 902,00 €**
BILAN AP APRES DM	**102 960 854,99 €**	**39 509 387,42 €**	**34 046 047,30 €**	**14 718 426,87 €**	**14 686 993,40 €**

PHASAGE AP DM2 2020

AP 2011

AVANT DM

LIBELLE AP	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	TOTAL SOLDE AP AVANT DM
AEP ASSAINISSEMENT	132 109,00 €	132 109,00 €	132 109,00 €	396 327,00 €	**792 654,00 €**
Total DEAE	**132 109,00 €**	**132 109,00 €**	**132 109,00 €**	**396 327,00 €**	**792 654,00 €**
TOTAL AP 2011	**132 109,00 €**	**132 109,00 €**	**132 109,00 €**	**396 327,00 €**	**792 654,00 €**

APRES DM

CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	TOTAL SOLDE AP APRES DM	EVOLUTION TOTALE DM
132 109,00 €	132 109,00 €	132 109,00 €	396 327,00 €	**792 654,00 €**	0,00
132 109,00 €	**132 109,00 €**	**132 109,00 €**	**396 327,00 €**	**792 654,00 €**	**0,00**
132 109,00 €	**132 109,00 €**	**132 109,00 €**	**396 327,00 €**	**792 654,00 €**	**0,00**
0,00 €	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	

AP 2012

AVANT DM

LIBELLE AP	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	TOTAL SOLDE AP AVANT DM
AEP ASSAINISSEMENT	122 106,00 €	122 106,00 €	122 106,00 €	488 426,00 €	**854 744,00 €**
Total DEAE	**122 106,00 €**	**122 106,00 €**	**122 106,00 €**	**488 426,00 €**	**854 744,00 €**
TOTAL AP 2012	**122 106,00 €**	**122 106,00 €**	**122 106,00 €**	**488 426,00 €**	**854 744,00 €**

APRES DM

CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	TOTAL SOLDE AP APRES DM	EVOLUTION TOTALE DM
122 106,00 €	122 106,00 €	122 106,00 €	488 426,00 €	**854 744,00 €**	0,00 €
122 106,00 €	**122 106,00 €**	**122 106,00 €**	**488 426,00 €**	**854 744,00 €**	**0,00 €**
122 106,00 €	**122 106,00 €**	**122 106,00 €**	**488 426,00 €**	**854 744,00 €**	**0,00 €**
0,00 €	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	

AP 2013

AVANT DM

LIBELLE AP	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	TOTAL SOLDE AP AVANT DM
AEP ASSAINISSEMENT	54 454,00 €	54 454,00 €	54 454,00 €	272 265,00 €	**435 627,00 €**
Total DEAE	**54 454,00 €**	**54 454,00 €**	**54 454,00 €**	**272 265,00 €**	**435 627,00 €**
TOTAL AP 2013	**54 454,00 €**	**54 454,00 €**	**54 454,00 €**	**272 265,00 €**	**435 627,00 €**

APRES DM

CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	TOTAL SOLDE AP APRES DM	EVOLUTION TOTALE DM
54 454,00 €	54 454,00 €	54 454,00 €	272 265,00 €	**435 627,00 €**	0,00 €
54 454,00 €	**54 454,00 €**	**54 454,00 €**	**272 265,00 €**	**435 627,00 €**	**0,00 €**
54 454,00 €	**54 454,00 €**	**54 454,00 €**	**272 265,00 €**	**435 627,00 €**	**0,00 €**
0,00 €	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	

AP 2014

AVANT DM

LIBELLE AP	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	TOTAL SOLDE AP AVANT DM
POLITIQUE DE L'EAU	52 586,00 €	52 586,00 €	52 586,00 €	315 518,00 €	**473 276,00 €**
Total DEAE	**52 586,00 €**	**52 586,00 €**	**52 586,00 €**	**315 518,00 €**	**473 276,00 €**
TOTAL AP 2014	**52 586,00 €**	**52 586,00 €**	**52 586,00 €**	**315 518,00 €**	**473 276,00 €**

APRES DM

CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	TOTAL SOLDE AP APRES DM	EVOLUTION TOTALE DM
52 586,00 €	52 586,00 €	52 586,00 €	315 518,00 €	**473 276,00 €**	0,00 €
52 586,00 €	**52 586,00 €**	**52 586,00 €**	**315 518,00 €**	**473 276,00 €**	**0,00 €**
52 586,00 €	**52 586,00 €**	**52 586,00 €**	**315 518,00 €**	**473 276,00 €**	**0,00 €**
0,00 €	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	

AP 2015

AVANT DM

LIBELLE AP	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	TOTAL SOLDE AP AVANT DM
POLITIQUE DE L'EAU	13 368,00 €	13 368,00 €	13 368,00 €	93 576,00 €	133 680,00 €
CONTRAT	539 416,20 €				539 416,20 €
Total DEAE	**552 784,20 €**	**13 368,00 €**	**13 368,00 €**	**93 576,00 €**	**673 096,20 €**
CONTRAT	2 363 985,81 €				2 363 985,81 €
Total DATE	**2 363 985,81 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**2 363 985,81 €**
TOTAL AP 2015	**2 916 770,01 €**	**13 368,00 €**	**13 368,00 €**	**93 576,00 €**	**3 037 082,01 €**

APRES DM

CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	TOTAL SOLDE AP APRES DM	EVOLUTION TOTALE DM
13 368,00 €	13 368,00 €	13 368,00 €	93 576,00 €	133 680,00 €	0,00 €
472 530,00 €				472 530,00 €	-66 886,20 €
485 898,00 €	**13 368,00 €**	**13 368,00 €**	**93 576,00 €**	**606 210,00 €**	**-66 886,20 €**
2 022 958,34 €				2 022 958,34 €	-341 027,47 €
2 022 958,34 €	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**2 022 958,34 €**	**-341 027,47 €**
2 508 856,34 €	**13 368,00 €**	**13 368,00 €**	**93 576,00 €**	**2 629 168,34 €**	**-407 913,67 €**
-407 913,67 €	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**-407 913,67 €**	

AP 2016

AVANT DM

LIBELLE AP	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	TOTAL SOLDE AP AVANT DM
POLITIQUE DE L'EAU	20 082,00	20 082,00	20 082,00	160 661,00	220 907,00
Total DEAE	**20 082,00**	**20 082,00**	**20 082,00**	**160 661,00**	**220 907,00**
AUTRES DISPOSITIFS PRIVES	4 000,00				4 000,00
ECONOMIE ET TOURISME	26 333,00				26 333,00
PROLONGATION AP 2010/2011	54 284,44				54 284,44
Total DATE	**84 617,44**				**84 617,44**
BATIMENTS ENSEIGNEMENT	253 385,48				253 385,48
PROJET BATIMENT ADMINISTRATIF	224 648,81	1 456 166,32	516 795,00		2 197 610,13
CONSTRUCTION COLLEGE DE MEYRUEIS	2 811 000,00	1 891 000,00	892 561,83		5 594 561,83
Total DAJCL Bâtiments	**3 289 034,29**	**3 347 166,32**	**1 409 356,83**		**8 045 557,44**
TOTAL AP 2016	**3 393 733,73**	**3 367 248,32**	**1 429 438,83**	**160 661,00**	**8 351 081,88**

APRES DM

CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	TOTAL SOLDE AP APRES DM	EVOLUTION TOTALE DM
20 082,00	20 082,00	20 082,00	160 661,00	220 907,00	0,00 €
20 082,00	**20 082,00**	**20 082,00**	**160 661,00**	**220 907,00**	**0,00 €**
4 000,00				4 000,00	0,00 €
26 333,00				26 333,00	0,00 €
54 284,44				54 284,44	0,00 €
84 617,44				**84 617,44**	**0,00 €**
253 385,48				253 385,48	0,00 €
224 648,81	1 456 166,32	516 795,00		2 197 610,13	0,00 €
2 811 000,00	1 891 000,00	892 561,83		5 594 561,83	0,00 €
3 289 034,29	**3 347 166,32**	**1 409 356,83**		**8 045 557,44**	**0,00 €**
3 393 733,73	**3 367 248,32**	**1 429 438,83**	**160 661,00**	**8 351 081,88**	**0,00 €**
0,00 €	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	

AP 2017

AVANT DM

LIBELLE AP	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	TOTAL SOLDE AP AVANT DM
PROLONGATION AUTORISATIONS PROGRAMMES ANTERIEURES DID	86 439,01 €				86 439,01 €
HABITER MIEUX URBANISME ET RESERVES FONCIERES	8 000,00 €	3 000,00 €			11 000,00 €
GESTION DES DECHETS	2 250,00 €				2 250,00 €
AEP ET ASSAINISSEMENT EXCEPTIONNEL	217 053,50 €	604 733,50 €	169 018,00 €	1 521 136,00 €	2 511 941,00 €
Total DID	**313 742,51 €**	**607 733,50 €**	**169 018,00 €**	**1 521 136,00 €**	**2 611 630,01 €**
DEVELOPPEMENT AGRICULTURE ET TOURISME	7 696,00 €	1 218 750,00 €			1 226 446,00 €
AMENAGEMENTS AGRICOLES ET FORESTIERS	52 779,20 €	2 449,00 €			55 228,20 €
Total DAD	**60 475,20 €**	**1 221 199,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**1 281 674,20 €**
INVESTISSEMENTS ROUTIERS	0,00 €	0,00 €			0,00 €
Total DGAID Routes	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**
BATIMENTS ENSEIGNEMENT	228 100,00 €	20 708,51 €			248 808,51 €
Total DAJCL Bâtiments	**228 100,00 €**	**20 708,51 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**248 808,51 €**
TOTAL AP 2017	***602 317,71 €***	***1 849 641,01 €***	***169 018,00 €***	***1 521 136,00 €***	***4 142 112,72 €***

APRES DM

CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	TOTAL SOLDE AP APRES DM	EVOLUTION TOTALE DM
86 439,01 €				86 439,01 €	0,00 €
8 000,00 €	3 000,00 €			11 000,00 €	0,00 €
2 250,00 €				2 250,00 €	0,00 €
217 053,50 €	604 733,50 €	169 018,00 €	1 521 136,00 €	2 511 941,00 €	0,00 €
313 742,51 €	**607 733,50 €**	**169 018,00 €**	**1 521 136,00 €**	**2 611 630,01 €**	**0,00 €**
7 696,00 €	1 218 750,00 €			1 226 446,00 €	0,00 €
52 779,20 €	2 449,00 €			55 228,20 €	0,00 €
60 475,20 €	**1 221 199,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**1 281 674,20 €**	**0,00 €**
0,00 €	0,00 €			0,00 €	0,00 €
0,00 €	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**
228 100,00 €	20 708,51 €			248 808,51 €	0,00 €
228 100,00 €	**20 708,51 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**248 808,51 €**	**0,00 €**
602 317,71 €	***1 849 641,01 €***	***169 018,00 €***	***1 521 136,00 €***	***4 142 112,72 €***	**0,00 €**
0,00 €	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	

AP 2018

AVANT DM

LIBELLE AP	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	TOTAL SOLDE AP AVANT DM
ACHAT MATERIEL POUR SIG	27 000,00 €				27 000,00 €
URBANISME ET LOGEMENT	4 000,00 €		0,00 €		4 000,00 €
GESTION DES DECHETS	5 864,59 €		0,00 €		5 864,59 €
PROLONGATION AUTORISATIONS PROGRAMMES ANTERIEURES DID	538 023,18 €				538 023,18 €
CONTRATS V2	4 145 112,28 €	13 957 743,85 €	11 552 552,68 €		29 655 408,81 €
Total DID	**4 720 000,05 €**	**13 957 743,85 €**	**11 552 552,68 €**	**0,00 €**	**30 230 296,58 €**
DEVELOPPEMENT AGRICULTURE ET TOURISME	983 700,14 €	1 783 972,00 €	0,00 €		2 767 672,14 €
AMENAGEMENTS AGRICOLES ET FORESTIERS	53 615,05 €	20 000,00 €	0,00 €		73 615,05 €
SCHEMA ENS ET ACTIVITES PLEINE NATURE	76 004,00 €	30 000,00 €	12 519,00 €		118 523,00 €
Total DAD	**1 113 319,19 €**	**1 833 972,00 €**	**12 519,00 €**	**0,00 €**	**2 959 810,19 €**
INVESTISSEMENTS ROUTIERS	81 000,00 €	10 000,00 €	1 161 005,74 €		1 252 005,74 €
Total DGAID Routes	**81 000,00 €**	**10 000,00 €**	**1 161 005,74 €**	**0,00 €**	**1 252 005,74 €**
TELEPHONIE MOBILE ET TRES HAUT DEBIT HORS DSP TIC3	50 000,00 €	50 000,00 €	98 494,40 €		198 494,40 €
DSP TRES HAUT DEBIT	950 000,00 €	400 000,00 €	20 416,00 €		1 370 416,00 €
Total DGAID TIC	**1 000 000,00 €**	**450 000,00 €**	**118 910,40 €**	**0,00 €**	**1 568 910,40 €**
BATIMENTS ENSEIGNEMENT	318 585,67 €				318 585,67 €
BATIMENTS INSTITUTIONNELS	466 020,18 €				466 020,18 €
BATIMENTS ROUTES	687 427,84 €	530 000,00 €			1 217 427,84 €
Total DAJCL Bâtiments	**1 472 033,69 €**	**530 000,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**2 002 033,69 €**
PROJETS SYSTEMES INFORMATIONS ET TELECOMMUNICATIONS	822 254,12 €				822 254,12 €
Total DAJCL SIT	**822 254,12 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**822 254,12 €**
ENSEIGNEMENT	12 965,42 €				12 965,42 €
Total DDEC	**12 965,42 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**12 965,42 €**
RESTAURATION ET ACQUISITIONS ARCHIVES	45 000,00 €				45 000,00 €
Total Archives	**45 000,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**45 000,00 €**
AIDES AMENAGEMENT BIBLIOTHEQUES	15 706,50 €				15 706,50 €
Total Médiathèque	**15 706,50 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**15 706,50 €**
TOTAL AP 2018	**9 282 278,97 €**	**16 781 715,85 €**	**12 844 987,82 €**	**0,00 €**	**38 908 982,64 €**

APRES DM

CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	TOTAL SOLDE AP APRES DM	EVOLUTION TOTALE DM
27 000,00 €				27 000,00 €	0,00 €
4 000,00 €		0,00 €		4 000,00 €	0,00 €
5 864,59 €		0,00 €		5 864,59 €	0,00 €
537 902,04 €				537 902,04 €	-121,14 €
4 738 210,28 €	8 737 743,85 €	8 252 552,68 €	7 926 902,00 €	29 655 408,81 €	0,00 €
5 312 976,91 €	**8 737 743,85 €**	**8 252 552,68 €**	**7 926 902,00 €**	**30 230 175,44 €**	**-121,14 €**
983 700,14 €	1 783 972,00 €	0,00 €		2 767 672,14 €	0,00 €
53 615,05 €	20 000,00 €	0,00 €		73 615,05 €	0,00 €
76 004,00 €	30 000,00 €	12 519,00 €		118 523,00 €	0,00 €
1 113 319,19 €	**1 833 972,00 €**	**12 519,00 €**	**0,00 €**	**2 959 810,19 €**	**0,00 €**
81 000,00 €	10 000,00 €	1 161 005,74 €		1 252 005,74 €	0,00 €
81 000,00 €	**10 000,00 €**	**1 161 005,74 €**	**0,00 €**	**1 252 005,74 €**	**0,00 €**
50 000,00 €	50 000,00 €	98 494,40 €		198 494,40 €	0,00 €
950 000,00 €	400 000,00 €	20 416,00 €		1 370 416,00 €	0,00 €
1 000 000,00 €	**450 000,00 €**	**118 910,40 €**	**0,00 €**	**1 568 910,40 €**	**0,00 €**
318 585,67 €				318 585,67 €	0,00 €
466 020,18 €				466 020,18 €	0,00 €
687 427,84 €	530 000,00 €			1 217 427,84 €	0,00 €
1 472 033,69 €	**530 000,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**2 002 033,69 €**	**0,00 €**
822 254,12 €				822 254,12 €	0,00 €
822 254,12 €	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**822 254,12 €**	**0,00 €**
12 965,42 €				12 965,42 €	0,00 €
12 965,42 €	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**12 965,42 €**	**0,00 €**
45 000,00 €				45 000,00 €	0,00 €
45 000,00 €	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**45 000,00 €**	**0,00 €**
15 706,50 €				15 706,50 €	0,00 €
15 706,50 €	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**15 706,50 €**	**0,00 €**
9 875 255,83 €	**11 561 715,85 €**	**9 544 987,82 €**	**7 926 902,00 €**	**38 908 861,50 €**	**-121,14 €**
592 976,86 €	**-5 220 000,00 €**	**-3 300 000,00 €**	**7 926 902,00 €**	**-121,14 €**	

AP 2019

AVANT DM

DETAIL PAR DIRECTIONS	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	TOTAL SOLDE AP AVANT DM
AIDE AU TITRE DE L'HABITAT	30 000,00 €	11 000,00 €		0,00 €	41 000,00 €
GESTION ET MAITRISE DES DECHETS	28 016,21 €			0,00 €	28 016,21 €
DEVELOPPEMENT AGRICULTURE ET TOURISME	261 923,00 €	60 000,00 €	12 359,22 €	585,95 €	334 868,17 €
AMENAGEMENTS FONCIERS ET FORESTIERS	84 287,74 €	35 000,00 €		0,00 €	119 287,74 €
SCHEMA ENS ET ACTIVITES PLEINE NATURE	40 120,55 €	13 273,91 €		0,00 €	53 394,46 €
ACQUISITIONS IMMOBILIERES	90 000,00 €	0,00 €			90 000,00 €
Total DIAD	**534 347,50 €**	**119 273,91 €**	**12 359,22 €**	**585,95 €**	**666 566,58 €**
CRECHES INVESTISSEMENT COURANT	10 000,00 €	5 492,42 €			15 492,42 €
PROGRAMME REHABILITATION EHPAD	1 040 000,00 €	236 000,00 €			1 276 000,00 €
Total DGASOS	**1 050 000,00 €**	**241 492,42 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**1 291 492,42 €**
INVESTISSEMENTS ROUTIERS	2 785 000,00 €	1 146 025,13 €		2 580 730,53 €	6 511 755,66 €
VEHICULES ET MOYENS MATERIELS	500 000,00 €	870 000,00 €		860 865,92 €	2 230 865,92 €
Total DGAID Routes	**3 285 000,00 €**	**2 016 025,13 €**	**0,00 €**	**3 441 596,45 €**	**8 742 621,58 €**
BATIMENTS ENSEIGNEMENT	862 643,95 €	0,00 €			862 643,95 €
Total DAJCL Bâtiments	**862 643,95 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**862 643,95 €**
PLAN OBJET ET RESTAURATION DES OBJETS MOBILIERS	109 109,94 €	0,00 €			109 109,94 €
ENSEIGNEMENT	1 530,85 €				1 530,85 €
Total DDEC	**110 640,79 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**110 640,79 €**
NUMERISATION DES DOCUMENTS	15 000,00 €	15 000,00 €			30 000,00 €
Total Archives	**15 000,00 €**	**15 000,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**30 000,00 €**
COLLECTIONS NOUVELLES	125 000,00 €	125 000,00 €			250 000,00 €
Total Médiathèque	**125 000,00 €**	**125 000,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**250 000,00 €**
SDIS	400 000,00 €	400 000,00 €			800 000,00 €
Total SDIS	**400 000,00 €**	**400 000,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**800 000,00 €**
TOTAL AP 2019	**6 382 632,24 €**	**2 916 791,46 €**	**12 359,22 €**	**3 442 182,40 €**	**12 753 965,32 €**

APRES DM

CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	TOTAL SOLDE AP APRES DM	EVOLUTION TOTALE DM
30 000,00 €	11 000,00 €		0,00 €	41 000,00 €	0,00 €
27 996,21 €			0,00 €	27 996,21 €	-20,00 €
261 923,00 €	60 000,00 €	12 359,22 €	585,95 €	334 868,17 €	0,00 €
84 287,74 €	35 000,00 €		0,00 €	119 287,74 €	0,00 €
39 077,12 €	13 273,91 €		0,00 €	52 351,03 €	-1 043,43 €
90 000,00 €	0,00 €			90 000,00 €	0,00 €
533 284,07 €	**119 273,91 €**	**12 359,22 €**	**585,95 €**	**665 503,15 €**	**-1 063,43 €**
10 000,00 €	5 492,42 €			15 492,42 €	0,00 €
1 040 000,00 €	236 000,00 €			1 276 000,00 €	0,00 €
1 050 000,00 €	**241 492,42 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**1 291 492,42 €**	**0,00 €**
2 785 000,00 €	1 146 025,13 €		2 580 730,53 €	6 511 755,66 €	0,00 €
500 000,00 €	870 000,00 €		860 865,92 €	2 230 865,92 €	0,00 €
3 285 000,00 €	**2 016 025,13 €**	**0,00 €**	**3 441 596,45 €**	**8 742 621,58 €**	**0,00 €**
862 643,95 €	0,00 €			862 643,95 €	0,00 €
862 643,95 €	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**862 643,95 €**	**0,00 €**
109 109,94 €	0,00 €			109 109,94 €	0,00 €
1 530,85 €				1 530,85 €	0,00 €
110 640,79 €	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**110 640,79 €**	**0,00 €**
15 000,00 €	15 000,00 €			30 000,00 €	0,00 €
15 000,00 €	**15 000,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**30 000,00 €**	**0,00 €**
125 000,00 €	125 000,00 €			250 000,00 €	0,00 €
125 000,00 €	**125 000,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**250 000,00 €**	**0,00 €**
600 000,00 €	200 000,00 €			800 000,00 €	0,00 €
600 000,00 €	**200 000,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**800 000,00 €**	**0,00 €**
6 581 568,81 €	**2 716 791,46 €**	**12 359,22 €**	**3 442 182,40 €**	**12 752 901,89 €**	**-1 063,43 €**
198 936,57 €	**-200 000,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**-1 063,43 €**	

AP 2020

DETAIL PAR DIRECTIONS	AVANT DM CP 2020	AVANT DM CP 2021	AVANT DM CP 2022	AVANT DM CP 2023 et +	AVANT DM TOTAL SOLDE AP AVANT DM	APRES DM CP 2020	APRES DM CP 2021	APRES DM CP 2022	APRES DM CP 2023 et +	APRES DM TOTAL SOLDE AP APRES DM	EVOLUTION TOTALE DM
HABITAT ET MAITRISE DES DECHETS	40 000,00 €	35 000,00 €	25 000,00 €		100 000,00 €	40 000,00 €	40 000,00 €	20 000,00 €		100 000,00 €	0,00 €
DEVELOPPEMENT AGRICULTURE ET TOURISME	225 000,00 €	300 000,00 €	195 000,00 €	70 000,00 €	790 000,00 €	310 000,00 €	220 000,00 €	179 000,00 €	70 000,00 €	779 000,00 €	-11 000,00 €
AMENAGEMENTS FONCIERS ET FORESTIERS	76 400,00 €	70 600,00 €	45 000,00 €		192 000,00 €	92 400,00 €	65 600,00 €	45 000,00 €		203 000,00 €	11 000,00 €
SCHEMA ENS ET ACTIVITES PLEINE NATURE	32 000,00 €	35 000,00 €	35 000,00 €		102 000,00 €	52 000,00 €	25 000,00 €	25 000,00 €		102 000,00 €	0,00 €
ACQUISITIONS IMMOBILIERES	1 290 000,00 €	160 000,00 €			1 450 000,00 €	985 000,00 €	465 000,00 €			1 450 000,00 €	0,00 €
REPRISE CONTRATS V1		887 043,66 €	212 500,00 €		1 099 543,66 €		1 154 427,66 €	212 500,00 €		1 366 927,66 €	267 384,00 €
Total DIAD	**1 663 400,00 €**	**1 487 643,66 €**	**512 500,00 €**	**70 000,00 €**	**3 733 543,66 €**	**1 479 400,00 €**	**1 970 027,66 €**	**481 500,00 €**	**70 000,00 €**	**4 000 927,66 €**	**267 384,00 €**
2020 EHPAD	750 000,00 €	20 000,00 €			770 000,00 €	750 000,00 €	20 000,00 €			770 000,00 €	0,00 €
Total DGASOS	**750 000,00 €**	**20 000,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**770 000,00 €**	**750 000,00 €**	**20 000,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**770 000,00 €**	**0,00 €**
INVESTISSEMENTS ROUTIERS	10 484 000,00 €	7 764 000,00 €	252 000,00 €		18 500 000,00 €	10 484 000,00 €	7 764 000,00 €	252 000,00 €		18 500 000,00 €	0,00 €
VEHICULES ET MOYENS MATERIELS	1 150 000,00 €	1 000 000,00 €	350 000,00 €		2 500 000,00 €	1 150 000,00 €	1 000 000,00 €	350 000,00 €		2 500 000,00 €	0,00 €
Total DGAID Routes	**11 634 000,00 €**	**8 764 000,00 €**	**602 000,00 €**	**0,00 €**	**21 000 000,00 €**	**11 634 000,00 €**	**8 764 000,00 €**	**602 000,00 €**	**0,00 €**	**21 000 000,00 €**	**0,00 €**
BATIMENTS INSTITUTIONNELS	700 000,00 €	1 100 000,00 €	450 000,00 €		2 250 000,00 €	700 000,00 €	1 100 000,00 €	450 000,00 €		2 250 000,00 €	0,00 €
BATIMENTS ROUTES	100 000,00 €	225 000,00 €	200 000,00 €		525 000,00 €	100 000,00 €	225 000,00 €	200 000,00 €		525 000,00 €	0,00 €
BATIMENTS ENSEIGNEMENT	710 000,00 €	700 000,00 €	450 000,00 €		1 860 000,00 €	710 000,00 €	700 000,00 €	450 000,00 €		1 860 000,00 €	0,00 €
Total DAJCL Bâtiments	**1 510 000,00 €**	**2 025 000,00 €**	**1 100 000,00 €**	**0,00 €**	**4 635 000,00 €**	**1 510 000,00 €**	**2 025 000,00 €**	**1 100 000,00 €**	**0,00 €**	**4 635 000,00 €**	**0,00 €**
PROJETS SYSTEMES INFORMATIONS ET TELECOMMUNICATIONS	324 000,00 €	1 120 000,00 €	827 500,00 €		2 271 500,00 €	324 000,00 €	1 120 000,00 €	827 500,00 €		2 271 500,00 €	0,00 €
Total DAJCL SIT	**324 000,00 €**	**1 120 000,00 €**	**827 500,00 €**	**0,00 €**	**2 271 500,00 €**	**324 000,00 €**	**1 120 000,00 €**	**827 500,00 €**	**0,00 €**	**2 271 500,00 €**	**0,00 €**
PLAN OBJET ET RESTAURATION DES OBJETS MOBILIERS	45 000,00 €	85 000,00 €			130 000,00 €	45 000,00 €	85 000,00 €			130 000,00 €	0,00 €
ENSEIGNEMENT	235 000,00 €				235 000,00 €	235 000,00 €				235 000,00 €	0,00 €
AIDE A L'EQUIPEMENT SPORTIF POUR LES ASSOCIATIONS	35 000,00 €				35 000,00 €	35 000,00 €				35 000,00 €	0,00 €
Total DDEC	**315 000,00 €**	**85 000,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**400 000,00 €**	**315 000,00 €**	**85 000,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**400 000,00 €**	**0,00 €**
MOBILIER, MATERIEL ET OUTILLAGE	80 000,00 €	70 000,00 €	70 000,00 €		220 000,00 €	80 000,00 €	70 000,00 €	70 000,00 €		220 000,00 €	0,00 €
Total Achats et Moyens	**80 000,00 €**	**70 000,00 €**	**70 000,00 €**	**0,00 €**	**220 000,00 €**	**80 000,00 €**	**70 000,00 €**	**70 000,00 €**	**0,00 €**	**220 000,00 €**	**0,00 €**
FRAIS D'INSERTION	70 000,00 €	60 000,00 €	60 000,00 €		190 000,00 €	70 000,00 €	60 000,00 €	60 000,00 €		190 000,00 €	0,00 €
Total Commande publique	**70 000,00 €**	**60 000,00 €**	**60 000,00 €**	**0,00 €**	**190 000,00 €**	**70 000,00 €**	**60 000,00 €**	**60 000,00 €**	**0,00 €**	**190 000,00 €**	**0,00 €**
RESTAURATION ET ACQUISITIONS ARCHIVES		47 000,00 €	47 000,00 €		94 000,00 €		47 000,00 €	47 000,00 €		94 000,00 €	0,00 €
NUMERISATION DES DOCUMENTS	4 000,00 €				4 000,00 €	4 000,00 €				4 000,00 €	0,00 €
Total Archives	**4 000,00 €**	**47 000,00 €**	**47 000,00 €**	**0,00 €**	**98 000,00 €**	**4 000,00 €**	**47 000,00 €**	**47 000,00 €**	**0,00 €**	**98 000,00 €**	**0,00 €**
AIDES AMENAGEMENT BIBLIOTHEQUES	10 000,00 €	15 000,00 €			25 000,00 €	10 000,00 €	15 000,00 €			25 000,00 €	0,00 €
SUBVENTION VEHICULES	10 000,00 €				10 000,00 €	10 000,00 €				10 000,00 €	0,00 €
Total Médiathèque	**20 000,00 €**	**15 000,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**35 000,00 €**	**20 000,00 €**	**15 000,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**35 000,00 €**	**0,00 €**
TOTAL AP 2020	**16 370 400,00 €**	**13 693 643,66 €**	**3 219 000,00 €**	**70 000,00 €**	**33 353 043,66 €**	**16 186 400,00 €**	**14 176 027,66 €**	**3 188 000,00 €**	**70 000,00 €**	**33 620 427,66 €**	**267 384,00 €**
						-184 000,00 €	482 384,00 €	-31 000,00 €	0,00 €	267 384,00 €	

TOTAL GENERAL DES AP BUDGET PRINCIPAL

DETAIL PAR DIRECTIONS	AVANT DM CP 2020	AVANT DM CP 2021	AVANT DM CP 2022	AVANT DM CP 2023 et +	AVANT DM TOTAL SOLDE AP AVANT DM	DETAIL PAR DIRECTIONS	APRES DM CP 2020	APRES DM CP 2021	APRES DM CP 2022	APRES DM CP 2023 et +	APRES DM TOTAL SOLDE AP APRES DM	EVOLUTION TOTALE DM
DEAE (Solidarité Territoriale)	934 121,20 €	394 705,00 €	394 705,00 €	1 726 773,00 €	3 450 304,20 €	DEAE (Solidarité Territoriale)	867 235,00 €	394 705,00 €	394 705,00 €	1 726 773,00 €	**3 383 418,00 €**	**-66 886,20 €**
DATE (Solidarité Territoriale)	2 448 603,25 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	2 448 603,25 €	DATE (Solidarité Territoriale)	2 107 575,78 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	**2 107 575,78 €**	**-341 027,47 €**
DID (Solidarité Territoriale)	5 033 742,56 €	14 565 477,35 €	11 721 570,68 €	1 521 136,00 €	32 841 926,59 €	DID (Solidarité Territoriale)	5 626 719,42 €	9 345 477,35 €	8 421 570,68 €	9 448 038,00 €	**32 841 805,45 €**	**-121,14 €**
DAD (Solidarité Territoriale)	1 173 794,39 €	3 055 171,00 €	12 519,00 €	0,00 €	4 241 484,39 €	DAD (Solidarité Territoriale)	1 173 794,39 €	3 055 171,00 €	12 519,00 €	0,00 €	**4 241 484,39 €**	**0,00 €**
DIAD (Solidarité Territoriale)	2 197 747,50 €	1 606 917,57 €	524 859,22 €	70 585,95 €	4 400 110,24 €	DIAD (Solidarité Territoriale)	2 012 684,07 €	2 089 301,57 €	493 859,22 €	70 585,95 €	**4 666 430,81 €**	**266 320,57 €**
DGASOS (Solidarité Sociale)	1 800 000,00 €	261 492,42 €	0,00 €	0,00 €	2 061 492,42 €	DGASOS (Solidarité Sociale)	1 800 000,00 €	261 492,42 €	0,00 €	0,00 €	**2 061 492,42 €**	**0,00 €**
Bâtiments départementaux (DAJCL)	7 361 811,93 €	5 922 874,83 €	2 509 356,83 €	0,00 €	15 794 043,59 €	Bâtiments départementaux (DAJCL)	7 361 811,93 €	5 922 874,83 €	2 509 356,83 €	0,00 €	**15 794 043,59 €**	**0,00 €**
Direction des Routes (Infrastructures Départementales)	15 000 000,00 €	10 790 025,13 €	1 763 005,74 €	3 441 596,45 €	30 994 627,32 €	Direction des Routes (Infrastructures Départementales)	15 000 000,00 €	10 790 025,13 €	1 763 005,74 €	3 441 596,45 €	**30 994 627,32 €**	**0,00 €**
Médiathèque (Solidarité Territoriale)	160 706,50 €	140 000,00 €	0,00 €	0,00 €	300 706,50 €	Médiathèque (Solidarité Territoriale)	160 706,50 €	140 000,00 €	0,00 €	0,00 €	**300 706,50 €**	**0,00 €**
Archives Départementales (Solidarité Territoriale)	64 000,00 €	62 000,00 €	47 000,00 €	0,00 €	173 000,00 €	Archives Départementales (Solidarité Territoriale)	64 000,00 €	62 000,00 €	47 000,00 €	0,00 €	**173 000,00 €**	**0,00 €**
Marchés Publics (DAJCL – Service de la commande publique)	70 000,00 €	60 000,00 €	60 000,00 €	0,00 €	190 000,00 €	Marchés Publics (DAJCL – Service de la commande publique)	70 000,00 €	60 000,00 €	60 000,00 €	0,00 €	**190 000,00 €**	**0,00 €**
Informatique (DAJCL – Direction adjointe en charge des systèmes d'information et télécommunications)	1 146 254,12 €	1 120 000,00 €	827 500,00 €	0,00 €	3 093 754,12 €	Informatique (DAJCL – Direction adjointe en charge des systèmes d'information et télécommunications)	1 146 254,12 €	1 120 000,00 €	827 500,00 €	0,00 €	**3 093 754,12 €**	**0,00 €**
Achats et Moyens (DAJCL – Service de la commande publique)	80 000,00 €	70 000,00 €	70 000,00 €	0,00 €	220 000,00 €	Achats et Moyens (DAJCL – Service de la commande publique)	80 000,00 €	70 000,00 €	70 000,00 €	0,00 €	**220 000,00 €**	**0,00 €**
Direction du Développement Educatif et Culturel (Solidarité Territoriale)	438 606,21 €	85 000,00 €	0,00 €	0,00 €	523 606,21 €	Direction du Développement Éducatif et Culturel (Solidarité Territoriale)	438 606,21 €	85 000,00 €	0,00 €	0,00 €	**523 606,21 €**	**0,00 €**
Technologies de l'information et de la communication (Infrastructures Départementales – Direction des mobilités, des aménagements numériques et des transports)	1 000 000,00 €	450 000,00 €	118 910,40 €	0,00 €	1 568 910,40 €	Technologies de l'information et de la communication (Infrastructures Départementales – Direction des mobilités, des aménagements numériques et des transports)	1 000 000,00 €	450 000,00 €	118 910,40 €	0,00 €	**1 568 910,40 €**	**0,00 €**
SDIS	400 000,00 €	400 000,00 €	0,00 €	0,00 €	800 000,00 €	SDIS	600 000,00 €	200 000,00 €	0,00 €	0,00 €	**800 000,00 €**	**0,00 €**
	39 309 387,66 €	**38 983 663,30 €**	**18 049 426,87 €**	**6 760 091,40 €**	**103 102 569,23 €**		**39 509 387,42 €**	**34 046 047,30 €**	**14 718 426,87 €**	**14 686 993,40 €**	**102 960 854,99 €**	**-141 714,24 €**
							199 999,76 €	**-4 937 616,00 €**	**-3 331 000,00 €**	**7 926 902,00 €**	**-141 714,24 €**	

Délibération n°CD_20_1020

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

Conseil Départemental

Séance du 19 juin 2020

Commission : Finances et gestion de la collectivité

Objet : Budget : Vote de la décision modificative n° 2 du budget primitif 2020

Dossier suivi par Ressources Humaines, Assemblées, Finances - Affaires financières

Le Conseil Départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 09h30

Présents : Françoise AMARGER-BRAJON, Rémi ANDRE, Alain ASTRUC, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Bruno DURAND, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Sophie PANTEL, Guylène PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Laurent SUAU, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

Pouvoirs : Robert AIGOIN ayant donné pouvoir à Michèle MANOA.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU l'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;

VU les articles L 3212-1, L 3311-1 et suivants, L3312-1 et suivants, R 3311-2 et suivants, R 3312-3 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le livre VI du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération n°CD_18_1050 du 22 octobre 2018 approuvant le règlement financier du Département ;

VU la délibération n°CD_19_1063 du 8 novembre 2019 relative au débat des orientations budgétaires 2019 ;

VU la délibération n°CD_20_1008 du 20 avril 2020 votant les autorisations de programmes 2020 et antérieures ;

VU la délibération n°CD_19_1093 du 20 décembre 2019 votant le Budget Primitif 2020 et la délibération n°CD_20_1009 du 20 avril 2020 votant la DM1 au budget primitif 2020 ;

CONSIDÉRANT le rapport n°704 intitulé "Budget : Vote de la décision modificative n° 2 du budget primitif 2020" en annexe ;

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

VU l'avis de la commission plénière du 15 juin 2020 ;

ARTICLE 1

Acte l'état des virements de crédits effectués conformément au règlement financier en investissement par opérations et en fonctionnement par imputations budgétaires.

ARTICLE 2

Vote, chapitre par chapitre, sachant que le budget principal est présenté par fonction et les budgets annexes présentés par nature, la décision modificative n°2 au budget primitif de 2020 qui se traduit :

- pour le budget principal par :
  - l'abondement du fonds COVID de fonctionnement voté en DM1, complété de la création d'un fonds COVID Investissement,
  - une révision à la baisse des recettes, principalement les DMTO.
  - L'intégration du résultat de la gestion 2019 et l'ajustement des dépenses d'ordre.
- pour le budget du Laboratoire est augmenté des frais d'analyses pour la prophylaxie bovine et d'une provision dans l'éventualité d'une sollicitation pour la réalisation de tests de dépistage du coronavirus.

Délibération n°CD_20_1020

	INVESTISSEMENT					
	DEPENSES K€			RECETTES K€		
	Réelles	Ordres	Total	Réelles	Ordres	Total
BP	45 316	7 045	52 361	26 995	25 366	52 361
DM1	187		187	187		187
DM2	12 072		12 072	11 988	84	12 072
TOTAL	57 575	7 045	64 620	39 170	25 450	64 620

	FONCTIONNEMENT					
	DEPENSES K€			RECETTES K€		
	Réelles	Ordres	Total	Réelles	Ordres	Total
BP	103 742	24 366	128 108	122 063	6 045	128 108
DM1	1 515		1 515	1 515		1 515
DM2	1 170	84	1 254	1 254		1 254
TOTAL	106 427	24 450	130 877	124 832	6 045	130 877

Adopté à l'unanimité des voix exprimées,

La Présidente du Conseil Départemental
Sophie PANTEL

Délibération n°CD_20_1020

Annexe à la délibération n°CD_20_1020 du Conseil Départemental du 19 juin 2020 : rapport n°704 "Budget : Vote de la décision modificative n° 2 du budget primitif 2020".

La décision modificative n° 2 intervient dans le contexte de la crise sanitaire du COVID 19 et se traduit pour le budget principal par :

- l'abondement du fonds COVID de fonctionnement voté en DM1, complété de la création d'un fonds COVID Investissement,
- une révision à la baisse des recettes, principalement les DMTO.

Elle intègre également le résultat de la gestion 2019 et l'ajustement des dépenses d'ordre.

Le budget du Laboratoire est augmenté des frais d'analyses pour la prophylaxie bovine et d'une provision dans l'éventualité d'une sollicitation pour la réalisation de tests de dépistage du coronavirus.

L'ensemble des mouvements relatifs à cette deuxième décision modificative vous est présenté ci-après dans le détail.

BUDGET PRINCIPAL

I – RÉSULTAT DE LA GESTION 2019 ET AFFECTATION

Résultat de la gestion 2019 :	Fonctionnement :	Excédent :	+ 12 835 000,91 €
	Investissement :	Déficit :	- 11 871 268,71 €
		Solde	+ 963 732,20 €

Affectation du résultat :

→ Couverture du déficit d'investissement : 11 871 268,71 €

→ Report en recette de fonctionnement : 963 732,20 €

II – INVESTISSEMENT

A – Recettes

Les recettes sont augmentées de + **12 072 317,68 €** réparties comme suit :

- Affectation du résultat de fonctionnement 2019 .....11 871 268,71 €
- Participation Etat travaux salle des fêtes commune Préfecture/Département . .110 000,00 €
- FCTVA .....6 828,97 €
- Ajustement des amortissements .....84 220,00 €

B – Dépenses

Les dépenses sont augmentées de **+ 12 072 317,68 €** décomposées comme suit :

- **Reprise du déficit de clôture 2019 : .....11 871 268,71 €**

Crédits sur autorisations de programme : ..... 199 999,76 €

- **Direction de l'Ingénierie de l'Attractivité et du Développement : .....- 0,24 €**

  Le rephasage des crédits de paiement au sein des différentes autorisations de programme en fonction de l'avancement des opérations fait apparaître un solde de 0,24 € qu'il convient d'annuler.

- **Service Départemental d'incendie et de secours : ..... 200 000,00 €**

  Sur les crédits de paiement 2021 de l'autorisation de programme SDIS, 200 000 € sont rephasés sur 2020. Le total des crédits 2020 réservés pour les investissements du SDIS est donc porté à 600 000 € (BP : 400 000 € DM2 : 200 000 €).

Crédits hors autorisations de programme : ..... 1 049,21 €

- **Fonds COVID : ..... 500 000,00 €**
- **Remboursement capital de la dette :..... - 354 713,65 €**
- **Dépenses imprévues : .....-144 237,14 €**

  Un fonds COVID pour les dépenses d'investissement est créé. Il est abondé de 144 237,14 € disponibles sur les dépenses imprévues et de 354 713,65 € pris sur le remboursement du capital de la dette, le recours à l'emprunt étant moindre avec le ralentissement des investissements 2020.

III - FONCTIONNEMENT

A - Recettes

Les recettes de fonctionnement sont augmentées de **+ 1 253 801,76 €** ainsi qu'il suit :

Excédent de fonctionnement reporté : .....+ 963 732,20 €
Recettes réelles : .....290 069,56 €

- D.G.F. forfaitaire .....+ 49 023,00 €
- D.G.F. de fonctionnement minimale .....+ 515 607,00 €
- C.V.A.E .....+ 298 968,00 €
- Compensation Etat sur exonérations de fiscalité.....+ 17 836,00 €
- Taxe frais de gestion TFPB - Dispositif péréquée .....+ 88 733,00 €
- Conférence des Financeurs – Actions de prévention .....+ 93 700,00 €
- D.M.T.O. - Fonds de soutien interdépartemental .....- 700 000,00 €
- Taxe foncière sur les propriétés bâties .....- 32 033,00 €
- Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux .....- 17 194,00 €
- Fonds social européen .....- 24 570,44 €

B - Dépenses

Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à **+ 1 253 801,76 €** et répondent aux besoins suivants des Directions :

Ressources internes : ..... + 1 253 801,76 €

- **Direction des Ressources Humaines, Assemblées et Finances :**
  - **Ressources Humaines : ..... + 130 000,00 €**

Au regard de la consommation des crédits depuis le début de l'exercice la ligne budgétaire de rémunération des assistants familiaux doit être abondée.

  - **Service des Affaires Financières : ..... + 1 085 101,76 €**

Le besoin de crédits porte sur les postes suivants :

- Abondement du Fonds COVID : ..... + 700 000,00 €

Voté à hauteur de 1 M€ en DM 1 il est abondé de + 700 000 € pour couvrir de nouvelles dépenses.

- Dépenses sociales RSA – MNA : ..... + 550 000,00 €

La situation de crise sanitaire induit le renouvellement automatique des droits des bénéficiaires du RSA et la prolongation, dans le cadre du confinement, de la durée de prise en charge des Mineurs Non Accompagnés. Cela se traduit par une augmentation des postes de dépenses suivants :

- RSA : ..... + 250 000,00 €

Le mois de mars enregistre une hausse du RSA de + 50 000 € sans augmentation pour autant du nombre d'allocataires dont les droits sont renouvelés automatiquement sans sortie éventuelle envisagée avant le mois d'octobre.

- Mise à l'abri et hébergement des Mineurs Non Accompagnés : ..... + 300 000,00 €

  Les durées de prise en charge dans le dispositif sont passées de 21 à 31 jours soit 10 jours de plus, soit 410 € par personne et par mois. Si les évaluations ont pu être réalisées, les décisions de justice confiant les mineurs à d'autres départements n'ont pu être rendues et les jeunes sont maintenus sur notre département vraisemblablement jusqu'à la levée de la période d'urgence sanitaire. A ce jour 53 jeunes sont accueillis.

- Alimentation de fonds de soutien : ..... + 150 000,00 €

Le tissu économique est également fragilisé par la crise du Covid-19 et le Département se mobilise pour apporter selon ses compétences et ses moyens, appui et soutien à tous les acteurs du territoire à travers sa participation à différents fonds :

- Fond régional L'OCCAL, Fonds de secours petits entrepreneurs : ..... + 150 000,00 €

150 000 € complémentaires sont ajoutés pour compléter la participation du Département au fonds régional L'OCCAL (240 720 €) et constituer un fonds de secours de 200 000 € pour travailleurs indépendants et très petites entreprises en situation de fragilité sociale.

- Subventions d'équilibre budgets annexes : Laboratoire d'Analyses : **+ 100 000,00 €**
Domaine des Boissets : **+ 881,76 €**

- Provisions pour imprévus : + 200 000,00 €

- Ajustement des amortissements : **+ 84 220,00 €**

- **Direction des Affaires Juridiques, de la Commande publique et de la Logistique :** ..... **+ 38 700,00 €**
  - **Mission Achats et Moyens..... + 38 700,00 €**

    Equipe mobile - entretien des collèges : + 10 000 €

Nettoyage locaux SELO et Maison de Santé de Marvejols : + 28 700 €.

IV – Virements de crédits

Conformément au règlement financier il vous est présenté dans l'annexe ci-jointe l'état des virements de crédits d'investissement et de fonctionnement intervenus depuis le début de l'exercice 2020.

V – Positionnement par rapport au contrat de Cahors

Par amendement n°79 du 19 mars 2020 le respect du pacte de Cahors encadrant les dépenses de fonctionnement est écarté pour 2020. Ainsi les dépenses réelles de fonctionnement engagées au titre de l'année 2020 ne seront pas comparées au montant contractualisé en 2018. Elles ne pourront donc pas faire l'objet d'une reprise financière en cas de dépassement de la trajectoire.

RECAPITULATIF

- Section d'investissement : + 12,072 M€ représentant une hausse de + 22,97 % par rapport au total des crédits initialement votés. L'augmentation résulte de la reprise du déficit de l'exercice 2019 (11,87 M€), de la création d'un fonds Covid Investissement (0,5 M€), d'un complément de subvention pour le PPI du SDIS (0,2 M€) et d'une diminution sur le remboursement du capital de la dette (-0,35 M€) et la suppression des dépenses imprévues (-0,14 M€).

- Section de fonctionnement : + 1,25 M€ représentant une hausse de + 0,97% par rapport au total des crédits initialement votés. Les crédits nouveaux complètent les besoins des ressources humaines (rémunération des ASSFAM 0,13 M€), des moyens généraux (0,04 M€), l'augmentation du fonds Covid Fonctionnement (0,70 M€), l'augmentation des subventions des budgets annexes du Laboratoire et Domaine des Boissets (0,10 M€), une provision pour imprévus (0,2 M€) et l'ajustement des amortissements (0,08 M€).

	INVESTISSEMENT					
	DEPENSES K€			RECETTES K€		
	Réelles	Ordres	Total	Réelles	Ordres	Total
BP	45 316	7 045	52 361	26 995	25 366	52 361
DM1	187		187	187		187
DM2	12 072		12 072	11 988	84	12 072
TOTAL	**57 575**	**7 045**	**64 620**	**39 170**	**25 450**	**64 620**

	FONCTIONNEMENT					
	DEPENSES K€			RECETTES K€		
	Réelles	Ordres	Total	Réelles	Ordres	Total
BP	103 742	24 366	128 108	122 063	6 045	128 108
DM1	1 515		1 515	1 515		1 515
DM2	1 170	84	1 254	1 254		1 254
TOTAL	**106 427**	**24 450**	**130 877**	**124 832**	**6 045**	**130 877**

BUDGETS ANNEXES

I / LABORATOIRE DEPARTEMENTAL D'ANALYSES :

I - Section investissement

Dépenses :	0,00 €
Recettes :	2 080,00 €

Recettes d'ordres - ajustement des amortissements : + 2 080,00 €

II - Section de fonctionnement

Dépenses			Recettes	
Produits pharmaceutiques	- analyses BVD	65 000,00 €	Facturation analyses	117 080,00 €
	- provision en cas de sollicitation pour la réalisation de tests de dépistage du coronavirus	150 000,00 €	Subvention d'équilibre du budget principal	100 000,00 €
Ordres : ajustement amortissements		2 080,00 €		
	Total	**217 080,00 €**	**Total**	**217 080,00 €**

II / AIRE DE LA LOZÈRE : Néant

III / DOMAINE DES BOISSETS :

I - Section investissement

Dépenses :	0,00 €
Recettes :	881,76 €

Recettes d'ordres - ajustement des amortissements : + 881,76 €

II - Section de fonctionnement

Dépenses		Recettes	
Ordres : ajustement amortissements	881,76 €	Subvention d'équilibre du budget principal	881,76 €

Telles sont les données de ce projet de décision modificative n° 2 du budget principal et des budgets annexes Laboratoire Départemental d'Analyses et Domaine des Boissets sur lesquels je vous demande de bien vouloir vous prononcer.

Décision modificative n°2 du budget 2020

votée le 19 juin 2020

Budget principal

Dépenses d'investissement (00)		Total crédits inscrits	Crédits votés en DM 2	Total budgétaire après DM 2
	001 SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE	0,00	11 871 268,71 €	11 871 268,71 €
900	SERVICES GENERAUX	2 161 251,57	36 143,00 €	2 197 394,57 €
902	ENSEIGNEMENT	5 427 557,92	0,00 €	5 427 557,92 €
903	CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS	1 606 251,25	-240 000,00 €	1 366 251,25 €
904	PREVENTION MEDICO-SOCIALE	53 041,87	0,00 €	53 041,87 €
905	ACTION SOCIALE	11 138,04	0,00 €	11 138,04 €
906	RESEAUX ET INFRASTRUCTURES	16 002 427,84	-55 000,00 €	15 947 427,84 €
907	AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT	12 000,00	0,00 €	12 000,00 €
908	TRANSPORTS	0,00	0,00 €	0,00 €
909	DEVELOPPEMENT	275 000,00	-35 000,00 €	240 000,00 €
910	SERVICES GENERAUX	606 125,00	503 857,00 €	1 109 982,00 €
911	SECURITE	499 839,60	200 000,00 €	699 839,60 €
912	ENSEIGNEMENT	323 526,27	20 000,00 €	343 526,27 €
913	CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS	394 972,00	100 000,00 €	494 972,00 €
915	ACTION SOCIALE (HORS 9154 RMI)	1 790 000,00	0,00 €	1 790 000,00 €
916	RESEAUX ET INFRASTRUCTURES	2 887 836,75	130 754,00 €	3 018 590,75 €
917	AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT	5 173 922,95	-49 736,24 €	5 124 186,71 €
918	TRANSPORTS	0,00	0,00 €	0,00 €
919	DEVELOPPEMENT	1 878 411,80	88 982,00 €	1 967 393,80 €
922	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	186 500,00	0,00 €	186 500,00 €

Dépenses d'investissement (00)		Total crédits inscrits	Crédits votés en DM 2	Total budgétaire après DM 2
923	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	26 000 000,00	-354 713,65 €	25 645 286,35 €
924	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	69 584,80	0,00 €	69 584,80 €
925	OPERATIONS PATRIMONIALES	1 000 000,00	0,00 €	1 000 000,00 €
926	TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS	6 044 529,00	0,00 €	6 044 529,00 €
950	DEPENSES IMPREVUES	144 237,14	-144 237,14 €	0,00 €
953	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	0,00	0,00 €	0,00 €
	Total	72 548 153,80	12 072 317,68 €	84 620 471,48 €

Dépenses de fonctionnement (00)		Total crédits inscrits	Crédits votés en DM 2	Total budgétaire après DM 2
930	SERVICES GENERAUX	10 849 381,00	757 200,00 €	11 606 581,00 €
931	SECURITE	3 884 669,00	-2 000,00 €	3 882 669,00 €
932	ENSEIGNEMENT	6 247 290,00	32 357,00 €	6 279 647,00 €
933	CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS	3 740 307,00	-25 568,24 €	3 714 738,76 €
934	PREVENTION MEDICO-SOCIALE	348 250,00	0,00 €	348 250,00 €
935	ACTION SOCIALE	52 879 075,00	113 600,00 €	52 992 675,00 €
936	RESEAUX ET INFRASTRUCTURES	15 669 920,00	36 300,00 €	15 706 220,00 €
937	AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT	762 801,00	-61 457,00 €	701 344,00 €
938	TRANSPORTS	3 654 488,00	-20 000,00 €	3 634 488,00 €
939	DEVELOPPEMENT	5 453 755,00	139 150,00 €	5 592 905,00 €
940	IMPOSITIONS DIRECTES	560 000,00	0,00 €	560 000,00 €
943	OPERATIONS FINANCIERES	800 000,00	0,00 €	800 000,00 €
944	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS	83 000,00	0,00 €	83 000,00 €

Dépenses de fonctionnement (00)		Total crédits inscrits	Crédits votés en DM 2	Total budgétaire après DM 2
945	PROVISIONS ET AUTRES OPERATIONS MIXTES	60 000,00	0,00 €	60 000,00 €
946	TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS	19 265 779,77	84 220,00 €	19 349 999,77 €
952	DEPENSES IMPREVUES	263 697,23	200 000,00 €	463 697,23 €
953	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	5 100 000,00	0,00 €	5 100 000,00 €
	Total	129 622 413,00	1 253 801,76 €	130 876 214,76 €

Recettes d'investissement (00)		Total crédits inscrits	Crédits votés en DM 2	Total budgétaire après DM 2
900	SERVICES GENERAUX	0,00	110 000,00 €	110 000,00 €
902	ENSEIGNEMENT	834 974,00	0,00 €	834 974,00 €
903	CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS	0,00	0,00 €	0,00 €
906	RESEAUX ET INFRASTRUCTURES	875 834,00	0,00 €	875 834,00 €
907	AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT	0,00	0,00 €	0,00 €
908	TRANSPORTS	0,00	0,00 €	0,00 €
909	DEVELOPPEMENT	0,00	0,00 €	0,00 €
917	AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT	5 000 000,00	0,00 €	5 000 000,00 €
919	DEVELOPPEMENT	132 920,00	0,00 €	132 920,00 €
922	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	3 522 414,03	6 828,97 €	3 529 243,00 €
923	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	36 460 232,00	11 871 268,71 €	48 331 500,71 €
924	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	56 000,00	0,00 €	56 000,00 €
925	OPERATIONS PATRIMONIALES	1 000 000,00	0,00 €	1 000 000,00 €
926	TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS	19 265 779,77	84 220,00 €	19 349 999,77 €
951	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	5 100 000,00	0,00 €	5 100 000,00 €
954	PRODUIT DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS (RECETTES)	300 000,00	0,00 €	300 000,00 €
	Total	72 548 153,80	12 072 317,68 €	84 620 471,48 €

Recettes de fonctionnement (00)		Total crédits inscrits	Crédits votés en DM 2	Total budgétaire après DM 2
	002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	0,00	963 732,20 €	963 732,20 €
930	SERVICES GENERAUX	325 500,00	0,00 €	325 500,00 €
931	SECURITE	20 000,00	0,00 €	20 000,00 €
932	ENSEIGNEMENT	679 500,00	0,00 €	679 500,00 €
933	CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS	111 500,00	0,00 €	111 500,00 €
934	PREVENTION MEDICO-SOCIALE	26 000,00	0,00 €	26 000,00 €
935	ACTION SOCIALE	7 529 600,00	69 129,56 €	7 598 729,56 €
936	RESEAUX ET INFRASTRUCTURES	608 500,00	0,00 €	608 500,00 €
937	AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT	80 000,00	0,00 €	80 000,00 €
938	TRANSPORTS	0,00	0,00 €	0,00 €
939	DEVELOPPEMENT	347 000,00	0,00 €	347 000,00 €
940	IMPOSITIONS DIRECTES	33 344 061,00	338 474,00 €	33 682 535,00 €
941	AUTRES IMPOTS ET TAXES	35 889 095,00	- 700 000,00 €	35 189 095,00 €
942	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	44 539 128,00	582 466,00 €	45 121 594,00 €
943	OPERATIONS FINANCIERES	3 000,00	0,00 €	3 000,00 €
945	PROVISIONS ET AUTRES OPERATIONS MIXTES	75 000,00	0,00 €	75 000,00 €
946	TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS	6 044 529,00	0,00 €	6 044 529,00 €
	Total	129 622 413,00	1 253 801,76	130 876 214,76

Budgets annexes

Laboratoire départemental d'Analyses

Dépenses d'investissement (01)			Total crédits inscrits	Montant voté DM 2	Total crédits après DM 2
00	001	SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE	0,00	0,00 €	0,00 €
13	13913	SUBVENTION D'EQUIPEMENT TRANSFEREES AU CPTE RESULTAT	10 616,00	0,00 €	10 616,00 €
20	2031	FRAIS D'ETUDES	0,00		0,00 €
20	2033	FRAIS D'INSERTION	2 000,00	0,00 €	2 000,00 €
20	2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	24 731,60	0,00 €	24 731,60 €

Dépenses d'investissement (01)			Total crédits inscrits	Montant voté DM 2	Total crédits après DM 2
21	2182	MATERIEL DE TRANSPORT	20 720,48	0,00 €	20 720,48 €
21	21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS	3 000,00	0,00 €	3 000,00 €
21	2188	AUTRES	213 319,53	0,00 €	213 319,53 €
23	231318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS	108 711,00	0,00 €	108 711,00 €
28	28188	AUTRES	0,00	0,00 €	0,00 €
		Total	383 098,61	0,00 €	383 098,61 €

Dépenses de fonctionnement (01)			Total crédits inscrits	Montant voté DM 2	Total crédits après DM 2
00	002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	0,00	0,00 €	0,00 €
011	60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	3 100,00	0,00 €	3 100,00 €
011	60612	ENERGIE - ELECTRICITE	30 200,00	0,00 €	30 200,00 €
011	60621	COMBUSTIBLES	58 000,00	0,00 €	58 000,00 €
011	60622	CARBURANTS	11 000,00	0,00 €	11 000,00 €
011	60623	ALIMENTATION	350,00	0,00 €	350,00 €
011	60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	92 000,00	0,00 €	92 000,00 €
011	60636	HABILLEMENT ET VETEMENTS DE TRAVAIL	3 800,00	0,00 €	3 800,00 €
011	6064.1	FOURNITURES ADMINISTRATIVES HT	2 000,00	0,00 €	2 000,00 €
011	60668	AUTRES PRODUITS PHARMACEUTIQUES	203 229,24	215 000,00 €	418 229,24 €
011	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	12 500,00	0,00 €	12 500,00 €
011	61521	TERRAINS	0,00	0,00 €	0,00 €
011	615221	BATIMENTS PUBLICS	5 500,00	0,00 €	5 500,00 €
011	61551	MATERIEL ROULANT	15 000,00	0,00 €	15 000,00 €
011	61558	AUTRES BIENS MOBILIERS	7 550,00	0,00 €	7 550,00 €
011	6156	MAINTENANCE	104 150,00	0,00 €	104 150,00 €
011	6161	MULTIRISQUES	3 800,00	0,00 €	3 800,00 €
011	6168	AUTRES	1 000,00	0,00 €	1 000,00 €
011	6182.1	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	1 500,00	0,00 €	1 500,00 €

Dépenses de fonctionnement (01)			Total crédits inscrits	Montant voté DM 2	Total crédits après DM 2
011	6184.1	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	20 000,00	0,00 €	20 000,00 €
011	6184.2	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION AVEC TVA	0,00	0,00 €	0,00 €
011	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	52 000,00	0,00 €	52 000,00 €
011	62268	AUTRES HONORAIRES, CONSEILS...	65 700,00	0,00 €	65 700,00 €
011	6231	ANNONCES ET INSERTIONS	100,00	0,00 €	100,00 €
011	6236	CATALOGUES ET IMPRIMES ET PUBLICATIONS	1 000,00	0,00 €	1 000,00 €
011	6241	TRANSPORTS DE BIENS	3 000,00	0,00 €	3 000,00 €
011	6251	VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS	10 000,00	0,00 €	10 000,00 €
011	6251.1	VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS	0,00	0,00 €	0,00 €
011	6261	FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT	5 000,00	0,00 €	5 000,00 €
011	6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	0,00	0,00 €	0,00 €
011	6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS...)	1 100,00	0,00 €	1 100,00 €
011	6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX	41 200,00	0,00 €	41 200,00 €
011	6355	TAXES ET IMPOTS SUR LES VEHICULES	540,76	0,00 €	540,76 €
012	6218	AUTRE PERSONNEL EXTERIEUR	10 000,00	0,00 €	10 000,00 €
012	6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	3 300,00	0,00 €	3 300,00 €
012	6332	COTISATIONS VERSEES AU FNAL	3 600,00	0,00 €	3 600,00 €
012	6336	COTISATIONS AU CNFPT ET AU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION	6 300,00	0,00 €	6 300,00 €
012	64111	REMUNERATION PRINCIPALE	599 280,00	-400,00 €	598 880,00 €
012	64112	SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDEMNITE DE RESIDENCE	25 000,00	-2 200,00 €	22 800,00 €
012	64113	NBI	15 000,00	-1 400,00 €	13 600,00 €
012	64118	AUTRES INDEMNITES	140 000,00	0,00 €	140 000,00 €
012	64118.1	AUTRES INDEMNITES-HS	10 600,00	0,00 €	10 600,00 €
012	64118.2	AUTRES INDEMNITES-ASTREINTES	20 000,00	0,00 €	20 000,00 €
012	64131	REMUNERATIONS	90 000,00	2 200,00 €	92 200,00 €
012	64131.1	AUTRES INDEMNITES-HS	0,00	0,00 €	0,00 €
012	64131.2	AUTRES INDEMNITES-ASTREINTES	0,00	0,00 €	0,00 €

Dépenses de fonctionnement (01)			Total crédits inscrits	Montant voté DM 2	Total crédits après DM 2
012	6451	COTISATIONS A L'U.R.S.S.A.F	120 000,00	0,00 €	120 000,00 €
012	6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITE	189 000,00	400,00 €	189 400,00 €
012	6454	COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C	5 000,00	0,00 €	5 000,00 €
012	6455	COTISATIONS POUR ASSURANCE DU PERSONNEL	36 000,00	0,00 €	36 000,00 €
012	6472	PRESTATIONS FAMILIALES DIRECTES	0,00	0,00 €	0,00 €
012	6474	VERSEMENTS AUX OEUVRES SOCIALES	6 200,00	0,00 €	6 200,00 €
012	6475	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	700,00	0,00 €	700,00 €
012	6488	AUTRES CHARGES	20 000,00	1 400,00 €	21 400,00 €
023	023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	0,00	0,00 €	0,00 €
65	6541	CREANCES ADMISES EN NON VALEUR	0,00	0,00 €	0,00 €
65	6542	CREANCES ETEINTES	7 000,00	0,00 €	7 000,00 €
65	65738	ORGANISMES PUBLICS DIVERS	1 000,00	0,00 €	1 000,00 €
65	6574.1	PARTICIPATION ETAT ESB TVA 0%	2 000,00	0,00 €	2 000,00 €
65	65888	AUTRES	22,00	0,00 €	22,00 €
67	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	10 000,00	0,00 €	10 000,00 €
68	6811	DOTATIONS AMORTISSEMENTS IMMO. INCORPORELLES ET CORPORELLES	165 467,00	2 080,00 €	167 547,00 €
68	6817	DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR DEPRECIATION ACTIFS CIRCULANTS	1 500,00	0,00 €	1 500,00 €
		Total	2 241 289,00	217 080,00 €	2 458 369,00 €

Recettes d'investissement (01)			Total crédits inscrits	Montant voté DM 2	Total crédits après DM 2
00	001	SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE	671 313,00	0,00	671 313,00 €
02	024	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	0,00	0,00	0,00 €
021	021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	0,00	0,00	0,00 €
13	1313	SUBV. EQUIPEMENT	0,00	0,00	0,00 €

		TRANSFERABLES- DEPARTEMENTS			
20	2031	FRAIS D'ETUDES	30 000,00	0,00	30 000,00 €
20	2033	FRAIS D'INSERTION	0,00	0,00	0,00 €
28	28031	AMORTISSEMENTS DES FRAIS D'ETUDES	0,00	0,00	0,00 €
28	28033	FRAIS INSERTION	0,00	0,00	0,00 €
28	2805	AMORTIS. CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	0,00	0,00	0,00 €
28	28051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	5 974,00	0,00	5 974,00 €
28	281318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS	63 664,00	0,00	63 664,00 €
28	2814	CONSTRUCTIONS SUR SOL D'AUTRUI	0,00	0,00	0,00 €
28	28182	MATERIEL DE TRANSPORT	8 234,00	0,00	8 234,00 €
28	281838	AMORTIS. AUTRE MATERIEL INFORMATIQUE	0,00	0,00	0,00 €
28	281841	MATERIEL DE BUREAU ET MOBILIER SCOLAIRES	0,00	0,00	0,00 €
28	281848	AMORTIS. AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS	242,00	0,00	242,00 €
28	28188	AMORTIS. AUTRES IMMO CORPORELLES	87 353,00	2 080,00	89 433,00 €
		Total	866 780,00	2 080,00	868 860,00 €

Recettes de fonctionnement (01)			Total crédits inscrits	Montant voté DM 2	Total crédits après DM 2
00	002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	0,00	0,00	0,00 €
013	6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERSONNEL	0,00	0,00	0,00 €
70	7061	TAXES D'ANALYSES	8 000,00	0,00	8 000,00 €
70	7061.2	TAXES D'ANALYSES - TVA 7	0,00	0,00	0,00 €
70	7061.3	TAXES D'ANALYSES - TVA 19,6	100,00	0,00	100,00 €
70	7061.4	TAXES D'ANALYSES - TVA 10	305 000,00	0,00	305 000,00 €
70	7061.7	TAXES D'ANALYSES - TVA 20	820 000,00	117 080,00	937 080,00 €
70	7061.8	TAXES D'ANALYSES ESB - TVA 20	400,00	0,00	400,00 €
70	7061.9	TAXES D'ANALYSES SATEP SATESE - TVA 20	15 000,00	0,00	15 000,00 €

Recettes de fonctionnement (01)			Total crédits inscrits	Montant voté DM 2	Total crédits après DM 2
74	74718	AUTRES	1 000,00	0,00	1 000,00 €
74	74718.1	PARTICIPATION ETAT - TVA 19,6	0,00	0,00	0,00 €
74	74718.4	PARTICIPATION DE L'ETAT (TVA 20 %)	25 000,00	0,00	25 000,00 €
74	74718.5	PARTICIPATION ETAT E.S.B. - TVA 0 %	50,00	0,00	50,00 €
74	74718.6	PARTICIPATIONS ETAT AUTRES (TVA 8.5 %)	1 200,00	0,00	1 200,00 €
74	74718.7	PARTICIPATION DE L'ETAT - E.S.B. EQUARISSAGE (TVA 20 %)	217 000,00	0,00	217 000,00 €
74	74718.8	PARTICIPATION DE L'ETAT (TVA 10 %)	150,00	0,00	150,00 €
74	74788	PARTICIPATION ETAT ESB TVA 0%	0,00	0,00	0,00 €
75	75822	PRISE EN CHARGE DU DEFICIT DU BUDGET ANNEXE A CARACTERE ADM.	836 271,00	100 000,00	936 271,00 €
75	7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	2,00	0,00	2,00 €
77	7718	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIONS DE GESTION	0,00	0,00	0,00 €
77	773	MANDATS ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	0,00	0,00	0,00 €
77	777	QUOTE-PART SUBV INVESTIS TRANSFEREES AU CPTE DE RESULTAT	10 616,00	0,00	10 616,00 €
77	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	0,00	0,00	0,00 €
78	7811	REPRISE SUR AMORTISSEMENT	0,00	0,00	0,00 €
78	7817	REPRISES SUR PROVISIONS POUR DEPRECIATION ACTIFS CIRCULANTS	1 500,00	0,00	1 500,00 €
		Total	2 241 289,00	217 080,00	2 458 369,00 €

Aire de Lozère

Dépenses d'investissement (02)			Total crédits inscrits	Montant voté DM 2	Total crédits après DM 2
00	001	SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE	0,00	0,00 €	0,00 €
13	13912	SUBV. INVESTIS. TRANSFEREES AU C.R.- REGION	302,00	0,00 €	302,00 €
13	13913	SUBV.INVESTISSEMENT TRANSFEREES AU C.R. - DEPARTEMENTS	102 330,00	0,00 €	102 330,00 €
19	192	DIF./REALISATION D'IMMO.- POSTERIEURES AU 01/01/04	0,00	0,00 €	0,00 €

Dépenses d'investissement (02)			Total crédits inscrits	Montant voté DM 2	Total crédits après DM 2
20	2031	FRAIS D'ETUDES	0,00	0,00 €	0,00 €
20	2033	FRAIS D'INSERTION	2 000,00	0,00 €	2 000,00 €
21	21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIER	5 000,00	0,00 €	5 000,00 €
23	2314	CONSTRUCTIONS SUR SOL D'AUTRUI	6 000,00	0,00 €	6 000,00 €
23	2314.31	TRAVAUX AMENAGEMENT AIRE	46 566,20	0,00 €	46 566,20 €
		Total	162 198,20	**0,00 €**	**162 198,20 €**

Dépenses de fonctionnement (02)			Total crédits inscrits	Montant voté DM 2	Total crédits après DM 2
00	002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	0,00	0,00 €	0,00 €
011	60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	52 000,00	0,00 €	52 000,00 €
011	60612	ENERGIE - ELECTRICITE	15 000,00	0,00 €	15 000,00 €
011	60621	COMBUSTIBLES	15 000,00	0,00 €	15 000,00 €
011	60631	FOURNITURES D'ENTRETIEN	700,00	0,00 €	700,00 €
011	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	125 000,00	0,00 €	125 000,00 €
011	615221	BATIMENTS PUBLICS	20 500,00	0,00 €	20 500,00 €
011	615231	VOIRIES	10 000,00	0,00 €	10 000,00 €
011	61558	ENTRETIEN ET REPARATIONS AUTRES BIENS MOBILIERS	500,00	0,00 €	500,00 €
011	6156	MAINTENANCE	7 000,00	0,00 €	7 000,00 €
011	6161	MULTIRISQUES	300,00	0,00 €	300,00 €
011	6188.1	AUTRES FRAIS DIVERS - FONCT STATION EPURATION ALBARET	15 000,00	0,00 €	15 000,00 €
011	6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX	100 000,00	0,00 €	100 000,00 €
011	63512	TAXES FONCIERES	8 600,00	0,00 €	8 600,00 €
011	63513	AUTRES IMPOTS LOCAUX	10 000,00	0,00 €	10 000,00 €
023	023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	0,00	0,00 €	0,00 €
65	6542	CREANCES ETEINTES	1 000,00	0,00 €	1 000,00 €
65	6574.3	SUBVENTION CDT - AIRE DE LA LOZERE	78 000,00	0,00 €	78 000,00 €

Dépenses de fonctionnement (02)			Total crédits inscrits	Montant voté DM 2	Total crédits après DM 2
65	65888	AUTRES	25 000,00	0,00 €	25 000,00 €
67	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	3 000,00	0,00 €	3 000,00 €
68	6811	DOTATIONS AMORTIS.IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	356 553,00	0,00 €	356 553,00 €
		Total	843 153,00	0,00 €	843 153,00 €

Recettes d'investissement (02)			Total crédits inscrits	Montant voté DM 2	Total crédits après DM 2
00	001	SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE	2 078 844,02	0,00	2 078 844,02 €
021	021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	0,00	0,00	0,00 €
13	1313	SUBV. EQUIPEMENT TRANSFERABLES - DEPARTEMENTS	0,00	0,00	0,00 €
20	2031	FRAIS D'ETUDES	3 000,00	0,00	3 000,00 €
20	2033	FRAIS D'INSERTION	3 000,00	0,00	3 000,00 €
28	28031	AMORTISSEMENTS DES FRAIS D'ETUDES	0,00	0,00	0,00 €
28	2804142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	3 333,00	0,00	3 333,00 €
28	28121	PLANTATIONS D'ARBRES ET ARBUSTES	3 808,00	0,00	3 808,00 €
28	2814	AMORTISSEMENT CONSTRUCTION SUR SOL D'AUTRUI	214 489,00	0,00	214 489,00 €
28	2817318	AMORTISSEMENT AUTRES BATIMENTS PUBLICS	134 158,00	0,00	134 158,00 €
28	28181	AUTRES IMMO CORPO-INSTAL.GENERALES,AGENCE. ET AMENAG DIVERS	0,00	0,00	0,00 €
28	281848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS	765,00	0,00	765,00 €
		Total	2 441 397,02	0,00	2 441 397,02 €

Recettes de fonctionnement (02)			Total crédits inscrits	Montant voté DM 2	Total crédits après DM 2
00	002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	0,00	0,00	0,00 €
70	7068	AUTRES REDEVANCES ET DROITS	140 000,00	0,00	140 000,00 €
75	757	REDEVANCES VERSEES PAR LES FERMIERS ET CONCESSIONNAIRES	260 000,00	0,00	260 000,00 €
75	75822	PRISE EN CHARGE DU DEFICIT DU BUDGET ANNEXE A CARACTERE ADM.	340 519,00	0,00	340 519,00 €
75	7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	2,00	0,00	2,00 €
77	773	MANDATS ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	0,00	0,00	0,00 €
77	777	QUOTE-PART SUBVENTIONS INVESTISS. TRANSFEREES CPTE RESULTAT	102 632,00	0,00	102 632,00 €
77	7788	PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS	0,00	0,00	0,00 €
		Total	843 153,00	0,00	843 153,00 €

Domaine des Boissets

Dépenses d'investissement (03)			Total crédits inscrits	Montant voté DM 2	Total crédits après DM 2
00	001	SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE	0,00	0,00 €	0,00 €
13	13911	SUBV.INV.TRANSFEREES AU C.R.-ETAT ET ETBS NATIONAUX	0,00	0,00 €	0,00 €
19	192	DIF./REALISATION IMMO POSTERIEURES AU 01/01/04	0,00	0,00 €	0,00 €
20	2031	FRAIS D'ETUDES	0,00	0,00 €	0,00 €
21	21314	BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS	0,00	0,00 €	0,00 €
21	21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIER	20 000,00	0,00 €	20 000,00 €
21	2188	AUTRES	0,00	0,00 €	0,00 €
23	231314	BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS	333 681,67	0,00 €	333 681,67 €
23	23188	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	0,00	0,00 €	0,00 €
		Total	353 681,67	0,00 €	353 681,67 €

Dépenses de fonctionnement (03)			Total crédits inscrits	Montant voté DM 2	Total crédits après DM 2
00	002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	0,00	0,00 €	0,00 €
011	60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	800,00	0,00 €	800,00 €
011	60612	ENERGIE - ELECTRICITE	6 000,00	0,00 €	6 000,00 €
011	60631	FOUNITURES D'ENTRETIEN	100,00	0,00 €	100,00 €
011	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	700,00	0,00 €	700,00 €
011	615221	BATIMENTS PUBLICS	5 000,00	0,00 €	5 000,00 €
011	61558	AUTRES BIENS MOBILIERS	500,00	0,00 €	500,00 €
011	6161	MULTIRISQUES	600,00	0,00 €	600,00 €
011	6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	0,00	0,00 €	0,00 €
011	6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX	800,00	0,00 €	800,00 €
011	63512	TAXES FONCIERES	9 800,00	0,00 €	9 800,00 €
023	023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	0,00	0,00 €	0,00 €
65	6541	CREANCES ADMISES EN NON VALEUR	300,00	0,00 €	300,00 €
65	65888	AUTRES	502,00	0,00 €	502,00 €
67	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	0,00	0,00 €	0,00 €
67	675	VALEURS COMPTABLES DES IMMOBILISATIONS CEDEES	0,00	0,00 €	0,00 €
67	6761	DIF./REALISATINS POSITIVES TRANSFEREES EN INVESTIS.	0,00	0,00 €	0,00 €
68	6811	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS IMMO.INCORPOREL.ET CORPORELLES	45 277,00	881,76 €	46 158,76 €
		Total	70 379,00	881,76 €	71 260,76 €

Recettes d'investissement (03)			Total crédits inscrits	Montant voté DM 2	Total crédits après DM 2
00	001	SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE	623 412,38	0,00	623 412,38 €
021	021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	0,00	0,00	0,00 €
13	1313	DEPARTEMENTS	0,00	0,00	0,00 €
21	21314	BATIMENTS CULTURELS ET	0,00	0,00	0,00 €

Recettes d'investissement (03)			Total crédits inscrits	Montant voté DM 2	Total crédits après DM 2
		SPORTIFS			
28	281314	AMORTISSEMENTS BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS	45 277,00	801,76	46 078,76 €
28	281841	MATERIEL DE BUREAU ET MOBILIER SCOLAIRES	0,00	0,00	0,00 €
28	281848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS	0,00	80,00	80,00 €
28	28188	AMORTIS. AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	0,00	0,00	0,00 €
		Total	668 689,38	881,76	669 571,14 €

Recettes de fonctionnement (03)			Total crédits inscrits	Montant voté DM 2	Total crédits après DM 2
00	002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	0,00	0,00	0,00 €
70	70878	PAR DES TIERS	0,00	0,00	0,00 €
73	73918	AUTRES REVERSEMENTS SUR AUTRES IMPOTS LOCAUX OU ASSIMILES	0,00	0,00	0,00 €
75	752	REVENUS DES IMMEUBLES	3 500,00	0,00	3 500,00 €
75	75822	PRISE EN CHARGE DU DEFICIT DU BUDGET ANNEXE A CARACTERE ADM.	66 877,00	881,76	67 758,76 €
75	7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	2,00	0,00	2,00 €
77	773	MANDATS ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	0,00	0,00	0,00 €
77	777	QUOTE-PART SUBV.INVESTIS. TRANSFEREES AU C.R.	0,00	0,00	0,00 €
77	7788	PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS	0,00	0,00	0,00 €
		Total	70 379,00	881,76	**71 260,76 €**

LISTE DES VIREMENTS DE CREDITS DU 01/01/2020 AU 30/04/2020

0 Budget principal :

N°	Date	Libellé	Montant	Imputation source				Enveloppe source		Opération source			Imputation destination				Enveloppe destination		Opération destination		
1	08/01/20	Changement Article	**320 000,00 €**	935	538	7475	BL	0		0		0	935	538	74718	BL	0		0		0
2	08/01/20	Changement Article	**3 700 000,00 €**	941		73261	BB	0		0		0	941		7326	BB	0		0		0
3	08/01/20	Changement Article	**640 000,00 €**	941		73262	BB	0		0		0	941		7326	BB	0		0		0
4	08/01/20	Changement Article	**400 000,00 €**	940		739262	BB	0		0		0	940		73926	BB	0		0		0
5	09/01/20	Virement de crédits	**140,00 €**	935	51	6523	BLASE	0		0		0	935	51	6251	BLASE	0		0		0
6	10/01/20	Virement de crédits	**20,00 €**	935	51	6523	BLASE	0		0		0	935	51	6251	BLASE	0		0		0
7	16/01/20	besoin credit	**50 000,00 €**	906	621	23151	R	2019	TXVOIRIE	2019	SEOP	2019000	906	621	2152	R	2019	TXVOIRIE	2019	SEOP	2019000
8	14/01/20	besoin credit 2020	**4 000,00 €**	906	621	23151	R	2018	TXVOIRIE	2018	RC	2018000	906	621	23151	R	2018	TXVOIRIE	2018	ROA	2018000
9	14/01/20	Transfert de ligne	**400,00 €**	930	0202	60628	CAB	0		0		0	930	0202	60632.20	CAB	0		0		0
10	15/01/20	COUVERTURE BESOIN FE	**30 000,00 €**	906	621	23151	R	2018	TXVOIRIE	2018	RC	2018000	906	621	23151	R	2018	TXVOIRIE	2018	FE	2018000
11	15/01/20	COUVERTURE BESOIN FE	**20 000,00 €**	906	621	23151	R	2018	TXVOIRIE	2018	RC	2018000	906	621	2031	R	2018	TXVOIRIE	2018	FE	2018000
12	15/01/20	DE TM2019000 VERS TS20190	**185 000,00 €**	906	621	23151	R	2019	TXVOIRIE	2019	TM	2019000	906	621	23151	R	2019	TXVOIRIE	2019	TS	2019000
13	15/01/20	DE TU2019000 VERS TS20190	**120 000,00 €**	906	621	23151	R	2019	TXVOIRIE	2019	TU	2019000	906	621	23151	R	2019	TXVOIRIE	2019	TS	2019000
14	15/01/20	DE TU2019000 VERS RC20190	**120 000,00 €**	906	621	23151	R	2019	TXVOIRIE	2019	TU	2019000	906	621	23151	R	2019	TXVOIRIE	2019	RC	2019000
15	16/01/20	Ajustement de crédit	**5 000,00 €**	930	023	6231	COM	0		2020	PCOM	1002	930	023	60623	COM	0		2019	PCOM	1002
17	16/01/20	Ajustement de crédit	**5 000,00 €**	930	023	60623	COM	0		2019	PCOM	1002	930	023	60623	COM	0		2020	PCOM	1002
18	16/01/20	VIREMENT DE CREDIT JANVI 2	**5 000,00 €**	930	0201	64118.1	BFH	0		0		0	930	0201	64118.2	BFH	0		0		0
19	16/01/20	VIREMENT DE CREDIT JANVI 2	**1 500,00 €**	930	0201	64118.1	BFH	0		0		0	930	0201	64131.2	BFH	0		0		0
20	16/01/20	VIREMENT DE CREDIT JANVI 2	**1 500,00 €**	932	20	64118.1	BFH	0		0		0	932	20	64118.2	BFH	0		0		0
21	16/01/20	VIREMENT DE CREDIT JANVI 2	**1 000,00 €**	932	20	64118.1	BFH	0		0		0	932	20	64131.1	BFH	0		0		0
22	16/01/20	VIREMENT DE CREDIT JANVI 2	**3 000,00 €**	935	50	64118.1	BFH	0		0		0	935	50	64118.2	BFH	0		0		0
23	16/01/20	VIREMENT DE CREDIT JANVI 2	**3 000,00 €**	935	50	64118.1	BFH	0		0		0	935	50	64131.2	BFH	0		0		0
24	16/01/20	VIREMENT DE CREDIT JANVI 2	**150 000,00 €**	936	621	64118.1	BFH	0		0		0	936	621	64118.2	BFH	0		0		0
25	16/01/20	VIREMENT DE CREDIT JANVI 2	**25 000,00 €**	936	621	64118.1	BFH	0		0		0	936	621	64131.1	BFH	0		0		0
26	16/01/20	VIREMENT DE CREDIT JANVI 2	**25 000,00 €**	936	621	64118.1	BFH	0		0		0	936	621	64131.2	BFH	0		0		0

28	16/01/20	Ajustement de crédit	**740,00 €**	930	023	6231	COM	0		2020	PCOM	1002	930	023	6135	COM	0		2020	PCOM	1002
29	17/01/20	VIREMENT DE CREDITS	**50,00 €**	939	90	6574	DIAD	0		2020	PDIAD	1000	939	94	6281	DIAD	0		2020	PDIAD	1000
30	17/01/20	Vu avec UTCD le 17/01/20	**1 000,00 €**	936	621	60633	R	0		0		0	936	621	615231	R	0		0		0
31	17/01/20	Besoin Credit Location	**15 000,00 €**	936	621	60633	R	0		0		0	936	621	6135	R	0		0		0
32	17/01/20	Virement de crédits 2020	**400,00 €**	939	90	6574.90	DIAD	0		2020	PDIAD	1000	939	90	65734.90	DIAD	0		2020	PDIAD	1000
33	20/01/20	VIREMENT DE CREDIT JANVI 2	**12 000,00 €**	939	90	64111	BFH	0		0		0	939	90	64131	BFH	0		0		0
34	20/01/20	VIREMENT DE CREDIT JANVI 2	**500,00 €**	939	90	64111	BFH	0		0		0	939	90	6454	BFH	0		0		0
35	21/01/20	RBT COLL H BOURRILLON VIT	**317,00 €**	932	221	60632	BMG	0		0		0	932	221	6188	BMG	0		0		0
36	22/01/20	VRT INTERNE A FE SUR IMPU	**50 000,00 €**	906	621	2031	R	2019	TXVOIRIE	2019	FE	2019000	906	621	23151	R	2019	TXVOIRIE	2019	FE	2019000
37	22/01/20	Virement de crédits	**35,00 €**	935	51	6523	BLASE	0		0		0	935	51	6251	BLASE	0		0		0
38	28/01/20	MEUBLES CUISINE COLL LAN	**3 200,00 €**	902	221	2157	BMG	2020	MOBI.MAT	2020	OUTIL	202002	902	221	2181	BMG	2020	MOBI.MAT	2020	OUTIL	202002
39	24/01/20	Virement de crédits 2020	**3 000,00 €**	939	90	6574.90	DIAD	0		2020	PDIAD	1000	939	90	65734.90	DIAD	0		2020	PDIAD	1000
40	24/01/20	Virement de crédits	**2 000,00 €**	935	551	651141.1	BL	0		0		0	935	551	673	BL	0		0		0
42	27/01/20	AJUSTEMENT CREDITS BB	**50 000,00 €**	935	58	6574	BB	0		2020	PDFB	1003	935	538	6574	BB	0		2020	PDFB	1003
43	27/01/20	VIREMENT	**1 200,00 €**	930	0202	6135	BFI	0		0		0	930	0202	6281	BFI	0		0		0
44	27/01/20	VIREMENT VERS 6156	**1 000,00 €**	930	0202	61558	RB	0		0		0	930	0202	6156	RB	0		0		0
45	28/01/20	Nouvelle SDG redevance	**500,00 €**	936	621	678	R	0		0		0	936	621	6188	R	0		0		0
46	29/01/20	VIREMENT DE CREDITS	**3 900,00 €**	930	0202	6281	DIAD	0		2020	PDIAD	1000	930	0202	6574	DIAD	0		2020	PDIAD	1000
47	30/01/20	VIREMENT DE CREDITS	**8 279,81 €**	939	91	65737.4	DIAD	0		2020	PDIAD	1000	939	91	6574.43	DIAD	0		2020	PDIAD	1000
48	31/01/20	VIREMENT DE CREDITS	**6 703,00 €**	939	928	6574.86	DIAD	0		2020	PDIAD	1000	939	90	6574.90	DIAD	0		2020	PDIAD	1000
49	03/02/20	Virement de crédits	**7 500,00 €**	935	532	6188	BL	0		0		0	935	532	6188.1	BL	0		0		0
50	03/02/20	ANNULATION TITRE 101105/20	**121,00 €**	938	81	673	BB	0		0		0	938	81	673	RT	0		0		0
51	03/02/20	REPARTITION BUDGET UT	**45 000,00 €**	936	621	60622	R	0		0		0	936	621	60633	R	0		0		0
53	03/02/20	REPARTITION BUDGET UT	**28 000,00 €**	936	621	615231	R	0		0		0	936	621	60633	R	0		0		0
54	03/02/20	REPARTITION BUDGET UT	**50 000,00 €**	936	621	61551	R	0		0		0	936	621	60633	R	0		0		0
55	03/02/20	REPARTITION BUDGET UT	**10 000,00 €**	936	621	61551	R	0		0		0	936	621	678	R	0		0		0
56	03/02/20	REPARTITION BUDGET UT	**36 700,00 €**	936	621	6135	R	0		0		0	936	621	678	R	0		0		0
57	03/02/20	REPARTITION BUDGET UT	**90 000,00 €**	936	621	60628	R	0		0		0	936	622	60633	R	0		0		0
58	03/02/20	REPARTITION BUDGET UT	**1 000,00 €**	936	621	615231	R	0		0		0	936	621	60633	R	0		0		0
59	03/02/20	REPARTITION BUDGET UT	**15 000,00 €**	936	621	6135	R	0		0		0	936	621	60633	R	0		0		0
60	05/02/20	Virement de crédits	**35,00 €**	935	51	6523	BLASE	0		0		0	935	51	6251	BLASE	0		0		0
61	05/02/20	Virement de crédits	**30,00 €**	935	51	6523	BLASE	0		0		0	935	51	6251	BLASE	0		0		0
62	10/02/20	DEAMNDE UT CHANAC DU 07	**4 000,00 €**	936	622	611	R	0		0		0	936	621	615231	R	0		0		0

63	10/02/20	DEAMNDE UT CHANAC DU 07	**20 000,00 €**	936	622	60633	R	0		0		0	936	621	615231	R	0		0		0
64	10/02/20	DEAMNDE UT CHANAC DU 07	**4 000,00 €**	936	621	60633	R	0		0		0	936	621	615231	R	0		0		0
65	10/02/20	DEAMNDE UT CHANAC DU 07	**15 000,00 €**	936	621	60633	R	0		0		0	936	621	6135	R	0		0		0
66	11/02/20	TRANSFERT P/AUTRES IMPUT	**100 000,00 €**	906	621	231318	RB	2020	BATROUTES	2020	6RENO	2020000	906	621	23181	RB	2020	BATROUTES	2020	UTCHA	2020000
67	11/02/20	TRANSFERT P/AUTRES IMPUT	**50 000,00 €**	902	221	2317312	RB	2020	BATENSEIGN	2020	2ADAP	2020000	902	221	2317312	RB	2020	BATENSEIGN	2020	RTBLE	2020000
68	11/02/20	TRANSFERT P/AUTRES IMPUT	**140 000,00 €**	902	221	2317312	RB	2020	BATENSEIGN	2020	2MAIN	2020000	902	221	2317312	RB	2020	BATENSEIGN	2020	ENIMI	2020000
69	11/02/20	TRANSFERT P/AUTRES IMPUT	**40 000,00 €**	902	221	231312	RB	2020	BATENSEIGN	2020	2MAIN	2020000	902	221	2317312	RB	2020	BATENSEIGN	2020	ENIMI	2020000
70	12/02/20	TRANSFERT P/AUTRES IMPUT	**60 000,00 €**	902	221	21841	RB	2020	BATENSEIGN	2020	2MAIN	2020000	902	221	2317312	RB	2020	BATENSEIGN	2020	ENIMI	2020000
71	12/02/20	TRANSFERT P/AUTRES IMPUT	**19 000,00 €**	902	23	2317312	RB	2020	BATENSEIGN	2020	2MAIN	2020000	902	221	2317312	RB	2020	BATENSEIGN	2020	ENIMI	2020000
72	12/02/20	TRANSFERT P/AUTRES IMPUT	**1 000,00 €**	902	23	21841	RB	2020	BATENSEIGN	2020	2MAIN	2020000	902	221	2317312	RB	2020	BATENSEIGN	2020	ENIMI	2020000
73	11/02/20	TRANSFERT P/AUTRES IMPUT	**100 000,00 €**	902	221	2317312	RB	2020	BATENSEIGN	2020	2RENO	2020000	902	221	2317312	RB	2020	BATENSEIGN	2020	RTBLE	2020000
74	12/02/20	TRANSFERT P/AUTRES IMPUT	**40 000,00 €**	902	221	231312	RB	2020	BATENSEIGN	2020	2RENO	2020000	902	221	2317312	RB	2020	BATENSEIGN	2020	RTBLE	2020000
75	12/02/20	TRANSFERT P/AUTRES IMPUT	**40 000,00 €**	902	221	21841	RB	2020	BATENSEIGN	2020	2RENO	2020000	902	221	2317312	RB	2020	BATENSEIGN	2020	ENIMI	2020000
76	12/02/20	TRANSFERT P/AUTRES IMPUT	**19 000,00 €**	902	23	2317312	RB	2020	BATENSEIGN	2020	2RENO	2020000	902	221	2317312	RB	2020	BATENSEIGN	2020	ENIMI	2020000
77	12/02/20	TRANSFERT P/AUTRES IMPUT	**1 000,00 €**	902	23	21841	RB	2020	BATENSEIGN	2020	2RENO	2020000	902	221	2317312	RB	2020	BATENSEIGN	2020	ENIMI	2020000
78	11/02/20	TRANSFERT P/AUTRES IMPUT	**90 000,00 €**	900	0202	231351	RB	2020	BATINSTITU	2020	0MAIN	2020000	900	0202	231351	RB	2020	BATINSTITU	2020	CDOS	2020000
80	11/02/20	TRANSFERT P/AUTRES IMPUT	**400 000,00 €**	900	0202	231351	RB	2020	BATINSTITU	2020	0RENO	2020000	900	0202	231351	RB	2020	BATINSTITU	2020	MLI	2020000
81	11/02/20	TRANSFERT P/AUTRES IMPUT	**10 000,00 €**	900	0202	231351	RB	2020	BATINSTITU	2020	0RENO	2020000	900	0202	231351	RB	2020	BATINSTITU	2020	HDDES	2020000
82	11/02/20	TRANSFERT P/AUTRES IMPUT	**68 355,00 €**	900	0202	231351	RB	2018	BATINSTITU	2018	0MAIN	2018000	900	0202	231351	RB	2018	BATINSTITU	2018	0RENO	2018000
83	11/02/20	TRANSFERT P/AUTRES IMPUT	**2 500,00 €**	903	312	231351	RB	2018	BATINSTITU	2018	0MAIN	2018000	903	312	231351	RB	2018	BATINSTITU	2018	0RENO	2018000
84	11/02/20	TRANSFERT P/AUTRES IMPUT	**2 633,38 €**	903	313	231351	RB	2018	BATINSTITU	2018	0MAIN	2018000	903	313	231351	RB	2018	BATINSTITU	2018	0RENO	2018000
85	11/02/20	TRANSFERT P/AUTRES IMPUT	**2 500,00 €**	903	314	231351	RB	2018	BATINSTITU	2018	0MAIN	2018000	903	314	231351	RB	2018	BATINSTITU	2018	0RENO	2018000
86	11/02/20	TRANSFERT P/AUTRES IMPUT	**2 500,00 €**	903	315	231351	RB	2018	BATINSTITU	2018	0MAIN	2018000	903	315	231351	RB	2018	BATINSTITU	2018	0RENO	2018000
87	11/02/20	TRANSFERT P/AUTRES IMPUT	**17 677,35 €**	904	40	231351	RB	2018	BATINSTITU	2018	0MAIN	2018000	904	40	231351	RB	2018	BATINSTITU	2018	0RENO	2018000
88	11/02/20	TRANSFERT P/AUTRES IMPUT	**11 000,00 €**	905	50	231351	RB	2018	BATINSTITU	2018	0MAIN	2018000	905	50	231351	RB	2018	BATINSTITU	2018	0RENO	2018000
89	11/02/20	TRANSFERT P/AUTRES IMPUT	**1 000,00 €**	903	312	21848	RB	2018	BATINSTITU	2018	0MAIN	2018000	903	312	21848	RB	2018	BATINSTITU	2018	0RENO	2018000
90	11/02/20	TRANSFERT P/AUTRES IMPUT	**1 500,00 €**	903	313	21848	RB	2018	BATINSTITU	2018	0MAIN	2018000	903	313	21848	RB	2018	BATINSTITU	2018	0RENO	2018000
91	11/02/20	TRANSFERT P/AUTRES IMPUT	**1 000,00 €**	903	314	21848	RB	2018	BATINSTITU	2018	0MAIN	2018000	903	314	21848	RB	2018	BATINSTITU	2018	0RENO	2018000
92	11/02/20	TRANSFERT P/AUTRES IMPUT	**1 000,00 €**	903	315	21848	RB	2018	BATINSTITU	2018	0MAIN	2018000	903	315	21848	RB	2018	BATINSTITU	2018	0RENO	2018000
93	11/02/20	TRANSFERT P/AUTRES IMPUT	**2 170,59 €**	904	40	21848	RB	2018	BATINSTITU	2018	0MAIN	2018000	904	40	21848	RB	2018	BATINSTITU	2018	0RENO	2018000
94	11/02/20	TRANSFERT P/AUTRES IMPUT	**531,11 €**	905	50	21848	RB	2018	BATINSTITU	2018	0MAIN	2018000	905	50	21848	RB	2018	BATINSTITU	2018	0RENO	2018000
95	11/02/20	TRANSFERT P/AUTRES IMPUT	**500,00 €**	904	40	23181	RB	2018	BATINSTITU	2018	0MAIN	2018000	904	40	23181	RB	2018	BATINSTITU	2018	0RENO	2018000
97	11/02/20	VIREMENT DE CREDIT FEV 20	**1 000,00 €**	933	30	64118.1	BFH	0		0		0	933	30	64118.2	BFH	0		0		0

98	11/02/20	VIREMENT DE CREDIT FEV 20	**600,00 €**	93	628	64118.1	BFH	0		0		0	936	628	64118.2	BFH	0		0		0
99	11/02/20	VIREMENT DE CREDIT FEV 20	**2 000,00 €**	93	90	64118.1	BFH	0		0		0	939	90	64118.2	BFH	0		0		0
100	11/02/20	TRANSFERT P/AUTRES IMPUT	**10 000,00 €**	902	221	2031	RB	2018	BATENSEIGN	2018	2ADAP	2018000	902	221	2317312	RB	2018	BATENSEIGN	2018	2RENO	2018000
101	11/02/20	TRANSFERT P/AUTRES IMPUT	**20 000,00 €**	902	221	2317312	RB	2018	BATENSEIGN	2018	2ADAP	2018000	902	221	2317312	RB	2018	BATENSEIGN	2018	2RENO	2018000
102	12/02/20	TRANSFERT P/AUTRES IMPUT	**67 897,71 €**	902	221	2317312	RB	2018	BATENSEIGN	2018	2MAIN	2018000	902	221	21841	RB	2018	BATENSEIGN	2018	2RENO	2018000
103	11/02/20	TRANSFERT P/AUTRES IMPUT	**5 883,07 €**	902	221	21841	RB	2018	BATENSEIGN	2018	2MAIN	2018000	902	221	21841	RB	2018	BATENSEIGN	2018	2RENO	2018000
104	12/02/20	TRANSFERT P/AUTRES IMPUT	**30 594,15 €**	902	221	231312	RB	2018	BATENSEIGN	2018	2MAIN	2018000	902	23	2317312	RB	2018	BATENSEIGN	2018	2RENO	2018000
105	12/02/20	TRANSFERT P/AUTRES IMPUT	**15 000,00 €**	902	221	231312	RB	2018	BATENSEIGN	2018	2MAIN	2018000	902	221	2317312	RB	2018	BATENSEIGN	2018	2RENO	2018000
107	11/02/20	TRANSFERT P/AUTRES IMPUT	**1 002,00 €**	902	23	21841	RB	2018	BATENSEIGN	2018	2MAIN	2018000	902	23	21841	RB	2018	BATENSEIGN	2018	2RENO	2018000
108	11/02/20	TRANSFERT P/AUTRES IMPUT	**10 000,00 €**	902	23	2317312	RB	2018	BATENSEIGN	2018	2MAIN	2018000	902	23	2317312	RB	2018	BATENSEIGN	2018	2RENO	2018000
109	11/02/20	TRANSFERT P/AUTRES IMPUT	**10 000,00 €**	900	0202	231351	RB	2020	BATINSTITU	2020	0MAIN	2020000	900	0202	231351	RB	2020	BATINSTITU	2020	TRIMA	2020000
110	11/02/20	TRANSFERT P/AUTRES IMPUT	**10 000,00 €**	900	0202	21848	RB	2020	BATINSTITU	2020	0MAIN	2020000	900	0202	231351	RB	2020	BATINSTITU	2020	TRIMA	2020000
111	12/02/20	TRANSFERT P/AUTRES IMPUT	**2 856,88 €**	902	221	231312	RB	2018	BATENSEIGN	2018	2MAIN	2018000	902	221	21841	RB	2018	BATENSEIGN	2018	2RENO	2018000
112	12/02/20	Virement de crédits	**328,00 €**	935	51	6523	BLASE	0		0		0	935	51	673	BLASE	0		0		0
113	12/02/20	TRANSFERT P/AUTRES IMPUT	**2 097,60 €**	906	621	21848	RB	2018	BATROUTES	2018	6MAIN	2018000	906	621	231318	RB	2018	BATROUTES	2018	6RENO	2018000
114	12/02/20	TRANSFERT P/AUTRES IMPUT	**48 239,86 €**	906	621	231318	RB	2018	BATROUTES	2018	6MAIN	2018000	906	621	231318	RB	2018	BATROUTES	2018	6RENO	2018000
116	12/02/20	TRANSFERT P/AUTRES IMPUT	**14 000,00 €**	906	621	23181	RB	2018	BATROUTES	2018	6MAIN	2018000	906	621	231318	RB	2018	BATROUTES	2018	6RENO	2018000
117	12/02/20	TRANSFERT P/AUTRES IMPUT	**33 877,76 €**	906	621	2317318	RB	2018	BATROUTES	2018	6MAIN	2018000	906	621	231318	RB	2018	BATROUTES	2018	6RENO	2018000
118	12/02/20	TRANSFERT P/AUTRES IMPUT	**4 609,05 €**	906	621	2031	RB	2018	BATROUTES	2018	6RENO	2018000	906	621	231318	RB	2018	BATROUTES	2018	6RENO	2018000
119	12/02/20	TRANSFERT P/AUTRES IMPUT	**273 000,00 €**	906	621	2317318	RB	2018	BATROUTES	2018	6RENO	2018000	906	621	231318	RB	2018	BATROUTES	2018	6RENO	2018000
120	12/02/20	VIREMENT DE CREDITS	**3 948,00 €**	939	91	65737.4	DIAD	0		2020	PDIAD	1000	939	91	6574.43	DIAD	0		2020	PDIAD	1000
121	12/02/20	AJUSTEMENT CREDITS RT	**2 000,00 €**	938	81	673	BB	0		0		0	938	81	673	RT	0		0		0
122	12/02/20	VIREMENTS OTSI PUBLICS	**6 000,00 €**	939	94	6574	BB	0		2020	PDFB	1003	939	94	65738	BB	0		2020	PDFB	1003
123	12/02/20	VIREMENTS OTSI PUBLICS	**5 000,00 €**	930	0202	6574.41	BB	0		2020	PDFB	1003	930	0202	65737	BB	0		2020	PDFB	1003
124	12/02/20	ajustement	**5 200,00 €**	930	023	6234	COM	0		2020	PCOM	1002	930	023	6231	COM	0		2020	PCOM	1002
125	12/02/20	DE ROA2020000 VERS RS2020	**500 000,00 €**	906	621	23151	R	2020	TXVOIRIE	2020	ROA	2020000	906	621	23151	R	2020	TXVOIRIE	2020	RS	2020000
126	12/02/20	DE RC2020000 VERS RS20200	**500 000,00 €**	906	621	23151	R	2020	TXVOIRIE	2020	RC	2020000	906	621	23151	R	2020	TXVOIRIE	2020	RS	2020000
127	13/02/20	Virement de crédits	**2 034,60 €**	935	51	652412.3	BLASE	0		0		0	935	51	652412.2	BLASE	0		0		0
128	13/02/20	TRANSFERT P/AUTRES IMPUT	**8 121,32 €**	900	0202	21848	RB	2018	BATINSTITU	2018	0MAIN	2018000	900	0202	21848	RB	2018	BATINSTITU	2018	0RENO	2018000
129	14/02/20	Virement de crédits	**32,40 €**	935	538	6132	BLMAIA	0		0		0	935	538	60622	BLMAIA	0		0		0
131	17/02/20	Virements de crédits	**9 103,00 €**	917	738	20421.300	BS3	2019	ENSAPN	2019	ENS	735	917	738	204142.30	BS3	2019	ENSAPN	2019	ENS	735
132	17/02/20	Formation	**750,00 €**	930	021	6531	BFH	0		0		0	930	021	6535	BFH	0		0		0
133	17/02/20	Ajustement de crédit	**1 000,00 €**	930	023	60632	COM	0		2020	PCOM	1002	930	023	6188	COM	0		2020	PCOM	1002

134	17/02/20	Ajustement de crédit	**3 000,00 €**	930	023	6233	COM	0		2020	PCOM	1002	930	023	6188	COM	0		2020	PCOM	1002
135	17/02/20	VIREMENT VERS 6568	**2 000,00 €**	930	0202	6262	POLEN	0		0		0	930	0202	6568	POLEN	0		0		0
136	17/02/20	VIREMENT DE CREDITS	**169,00 €**	931	18	6574	DIAD	0		2020	PDIAD	1000	931	12	6561	DIAD	0		2020	PDIAD	1000
137	17/02/20	VIREMENT DE CREDITS	**2 000,00 €**	937	70	6236	DIAD	0		2020	PDIAD	1000	937	72	6188	DIAD	0		2020	PDIAD	1000
138	17/02/20	VIREMENT DE CREDITS	**5 276,00 €**	937	731	65734	DIAD	0		2020	PDIAD	1000	937	72	6188	DIAD	0		2020	PDIAD	1000
139	17/02/20	VIREMENT DE CREDITS	**2 688,00 €**	939	91	65737.4	DIAD	0		2020	PDIAD	1000	939	91	6574.43	DIAD	0		2019	PDIAD	1000
141	18/02/20	VIREMENT DE CREDITS	**5 000,00 €**	917	738	20421.300	BS3	2020	ENSAPN	2020	ENS	735	917	738	204142.30	BS3	2020	ENSAPN	2020	ACTPN	734
142	18/02/20	VIREMENT DE CREDITS	**5 000,00 €**	917	738	204142.300	BS3	2020	ENSAPN	2020	ENS	735	917	738	204142.30	BS3	2020	ENSAPN	2020	ACTPN	734
143	19/02/20	VIREMENT DE CREDIT FEV 20	**10,00 €**	930	0201	64111	BFH	0		0		0	930	0201	65888	BFH	0		0		0
144	19/02/20	VIREMENT VERS 6156	**1 500,00 €**	930	0202	611	RB	0		0		0	930	0202	6156	RB	0		0		0
145	19/02/20	Ajustement de crédit	**4 500,00 €**	930	023	6233	COM	0		2020	PCOM	1002	930	023	6231	COM	0		2020	PCOM	1002
146	20/02/20	PROJETS ETABLISSEMENTS (	**200,00 €**	932	221	65737	BD	0		2020	PDDEC	1004	932	20	6574	BD	0		2020	PDDEC	1004
147	20/02/20	PROJET ETABLISSEMENT COI	**1 000,00 €**	932	221	6574.36	BD	0		2020	PDDEC	1004	932	221	65737	BD	0		2020	PDDEC	1004
148	24/02/20	Virement de crédits	**140,05 €**	935	538	6132	BLMAIA	0		0		0	935	538	61551	BLMAIA	0		0		0
149	24/02/20	VIREMENT DE CREDIT FEV 20	**4 000,00 €**	936	621	6184	BFH	0		0		0	936	628	6184	BFH	0		0		0
150	26/02/20	VIREMENT DE CREDITS	**4 500,00 €**	939	90	6188	DIAD	0		2020	PDIAD	1000	939	95	6233.2	DIAD	0		2020	PDIAD	1000
151	26/02/20	TRANSFERT P/AUTRES IMPUT	**100,00 €**	933	312	611	RB	0		0		0	933	315	611	RB	0		0		0
152	26/02/20	VIREMENT FIPHFP	**820,00 €**	935	52	673	BB	0		0		0	935	50	6488	BB	0		0		0
153	26/02/20	BUS ANGOULEME	**170,00 €**	933	313	6281	BI	0		2020	PMDL	1005	933	313	6248	BI	0		2020	PMDL	1005
154	28/02/20	PROJET ARCHI CHINE	**5 500,00 €**	933	30	673	BB	0		0		0	933	312	62268	BD	0		2020	PDDEC	1004
155	02/03/20	Virement de crédits	**2,25 €**	935	51	6523	BLASE	0		0		0	935	51	673	BLASE	0		0		0
156	04/03/20	RECH ET DVT CONVENTION	**38 161,00 €**	906	621	2031	R	2020	TXVOIRIE	2020	FE	2020000	906	621	2032	R	2020	TXVOIRIE	2020	FE	2020000
158	02/03/20	TRANSFERT P/AUTRES IMPUT	**1 500,00 €**	903	315	21848	RB	2018	BATINSTITU	2018	0RENO	2018000	903	315	231351	RB	2018	BATINSTITU	2018	0RENO	2018000
159	09/03/20	PAIEMENT MAINTENANCE	**528,00 €**	936	621	678	R	0		0		0	936	621	6156	R	0		0		0
160	11/03/20	TRANSFERT P/AUTRES IMPUT	**1 250,00 €**	903	314	21848	RB	2018	BATINSTITU	2018	0RENO	2018000	903	312	231351	RB	2018	BATINSTITU	2018	0RENO	2018000
161	11/03/20	TRANSFERT P/AUTRES IMPUT	**1 750,00 €**	903	314	231351	RB	2018	BATINSTITU	2018	0RENO	2018000	903	312	231351	RB	2018	BATINSTITU	2018	0RENO	2018000
162	11/03/20	TRANSFERT P/AUTRES IMPUT	**1 250,00 €**	903	312	21848	RB	2018	BATINSTITU	2018	0RENO	2018000	903	312	231351	RB	2018	BATINSTITU	2018	0RENO	2018000
163	11/03/20	TRANSFERT P/AUTRES IMPUT	**1 500,00 €**	903	313	21848	RB	2018	BATINSTITU	2018	0RENO	2018000	903	315	231351	RB	2018	BATINSTITU	2018	0RENO	2018000
164	11/03/20	TRANSFERT P/AUTRES IMPUT	**750,00 €**	903	315	21848	RB	2018	BATINSTITU	2018	0RENO	2018000	903	315	231351	RB	2018	BATINSTITU	2018	0RENO	2018000
165	10/03/20	VIREMENT	**1 200,00 €**	930	0202	6135	BFI	0		0		0	930	0202	6281	BFI	0		0		0
166	11/03/20	VIREMENT VERS 615221	**364,00 €**	933	312	615221	RB	0		0		0	933	313	615221	RB	0		0		0
167	11/03/20	Virement de crédits	**15,00 €**	935	51	6523	BLASE	0		0		0	935	51	6251	BLASE	0		0		0
168	12/03/20	Virement de crédits	**394,75 €**	935	51	6523	BLASE	0		0		0	935	51	62261	BLASE	0		0		0

169	16/03/20	TRANSFERT P/AUTRES IMPUT	**200,00 €**	93	315	615221	RB	0		0		0	933	313	615221	RB	0		0		0
170	16/03/20	VIREMENT DE CREDITS	**1 350,00 €**	93	94	6574.88	DIAD	0		2020	PDIAD	1000	939	94	65734.19	DIAD	0		2020	PDIAD	1000
171	16/03/20	VIREMENT DE CREDITS	**53 250,00 €**	91	628	204142	DID	2018	CONTRATSV2	2018	C2VOI	694	916	628	2041782	DID	2018	CONTRATSV2	2018	FRED2	702
172	16/03/20	TRANSFERT P/AUTRES IMPUT	**20,00 €**	90	315	21848	RB	2018	BATINSTITU	2018	0RENO	2018000	903	315	231351	RB	2018	BATINSTITU	2018	0RENO	2018000
173	19/03/20	Virement de crédits	**9 884,00 €**	93	561	611.6	BLRSA	0		0		0	935	564	65738	BLRSA	0		2020	PDSD	1007
174	19/03/20	Virement de crédits	**500,00 €**	93	538	65243.1	BL	0		0		0	935	538	6574	BL	0		2020	PDSD	1007
175	19/03/20	Virement de crédits	**38 500,00 €**	93	52	6511211.1	BL	0		0		0	935	52	6574	BL	0		2020	PDSD	1007
176	19/03/20	Virement de crédits	**9 500,00 €**	93	52	6511211.1	BL	0		0		0	935	58	6574.68	BL	0		2020	PDSD	1007
177	20/03/20	Virement de crédits	**1 000,00 €**	93	51	652412	BLASE	0		0		0	935	51	62261	BLASE	0		0		0
178	20/03/20	Virement de crédits	**40 000,00 €**	93	52	6511211	BL	0		0		0	935	58	65738	BL	0		2020	PDSD	1007
179	25/03/20	COMPLEMENT MASQUES RH	**75 000,00 €**	93	023	6233	COM	0		2020	PCOM	1002	930	0201	6475	BFH	0		0		0
180	25/03/20	COMPLEMENT MASQUES RH	**75 000,00 €**	93	0201	6475	BFH	0		0		0	930	023	6233	COM	0		2020	PCOM	1002
181	25/03/20	COMPLEMENT MASQUES RH	**15 000,00 €**	93	023	673	BB	0		0		0	930	0201	6475	BFH	0		0		0
182	25/03/20	COMPLEMENT MASQUES RH	**25 000,00 €**	93	0202	6283	BMG	0		0		0	930	0201	6475	BFH	0		0		0
183	25/03/20	COMPLEMENT MASQUES RH	**25 000,00 €**	93	0202	6283	BMG	0		0		0	930	0201	6475	BFH	0		0		0
184	25/03/20	COMPLEMENT MASQUES RH	**10 000,00 €**	93	0202	6283	BMG	0		0		0	930	0201	6475	BFH	0		0		0
186	31/03/20	VRT DE 52 VERS 61	**2 500,00 €**	93	621	678	R	0		0		0	936	621	60633	R	0		0		0
189	02/04/20	COMPLEMENT MASQUES RH (	**25 000,00 €**	93	0202	63512	BB	0		0		0	930	0201	6475	BFH	0		0		0
191	09/04/20	PRIME ASS AUTO 2020	**5 000,00 €**	93	0202	6261	BMG	0		0		0	930	0202	6161	BMG	0		0		0
192	14/04/20	VIREMENT VERS 673	**2 356,00 €**	93	52	673	BB	0		0		0	935	51	673	BLASE	0		0		0
193	14/04/20	TRANSFERT P/AUTRES IMPUT	**1 500,00 €**	93	315	615221	RB	0		0		0	933	313	615221	RB	0		0		0
194	14/04/20	VIREMENT DE CREDIT AVRIL 2	**1 000,00 €**	93	20	64131	BFH	0		0		0	932	20	64131.1	BFH	0		0		0
195	14/04/20	VIREMENT DE CREDIT AVRIL 2	**60 000,00 €**	93	621	64118.1	BFH	0		0		0	936	621	64118.2	BFH	0		0		0
196	15/04/20	TRANSFERT P/AUTRES IMPUT	**500,00 €**	93	0202	611	RB	0		0		0	930	0202	6156	RB	0		0		0
198	16/04/20	VIREMENT DE CREDIT AVRIL 2	**1 000,00 €**	93	30	64131	BFH	0		0		0	933	30	6218	BFH	0		0		0
199	17/04/20	ACHAT DE PRODUITS D'HYGI	**5 000,00 €**	93	0202	6241	BMG	0		0		0	930	0202	60631	BMG	0		0		0
200	21/04/20	BESOIN CREDITS MAINTENAN	**400,00 €**	93	621	678	R	0		0		0	936	621	6156	R	0		0		0
201	22/04/20	POUR PAIEMENT AMF48	**6 113,76 €**	93	023	673	BB	0		0		0	930	0202	6281.1	BB	0		0		0
202	23/04/20	BESOIN CREDITS CP 2020	**100 000,00 €**	90	621	23151	R	2019	TXVOIRIE	2019	TS	2019000	906	621	23151	R	2019	TXVOIRIE	2019	RC	2019000
203	23/04/20	Virement de crédits	**5 926,80 €**	92		454411	DIAD	2019	AMEFONCFO	2019	ECHAM	731	924		454410	DIAD	2019	AMEFONCFOR	2019	ECHAM	731
205	23/04/20	COVID PRODUITS HYGIENE	**4 900,00 €**	93	0202	6748	BB	0		0		0	930	0202	60631	BMG	0		0		0
206	27/04/20	DM1 correction	**15 000,00 €**	93	021	6281	BFH	0		0		0	930	021	6535	BFH	0		0		0
207	27/04/20	DM1 correction	**4 000,00 €**	93	628	6184	BFH	0		0		0	936	61	6184	BFH	0		0		0

208	24/04/20	TRANSFERT P/AUTRES IMPUT	**500,00 €**	93(	0202	611	POLEN	0		0		0	930	0202	6156.5	POLEN	0		0		0
209	24/04/20	TRANSFERT P/AUTRES IMPUT	**500,00 €**	93(	0202	611	POLEN	0		0		0	930	0202	60612	POLEN	0		0		0
210	27/04/20	ACHAT MASQUES	**60 000,00 €**	93(	0202	6748	BB	0		0		0	930	0202	6283	BMG	0		0		0
211	27/04/20	ACHAT MASQUES	**15 000,00 €**	93(	0202	6748	BB	0		0		0	930	023	673	BB	0		0		0
212	27/04/20	ACHAT MASQUES	**25 000,00 €**	93(	0202	6748	BB	0		0		0	930	0202	63512	BB	0		0		0
213	27/04/20	ACHAT MASQUES	**33 000,00 €**	93(	0202	6748	BB	0		0		0	930	0201	6475	BFH	0		0		0
214	27/04/20	ACHAT PRODUIT DESINFECTA	**3 854,04 €**	93(	0202	6748	BB	0		0		0	930	0202	60631	BMG	0		0		0
215	27/04/20	ACHAT PLAQUES PLEXIS BUR	**1 813,92 €**	93(	0202	6748	BB	0		0		0	930	0202	60632	BMG	0		0		0
216	27/04/20	ACHAT MASQUES	**1 872,00 €**	93(	0202	6748	BB	0		0		0	930	0201	6475	BFH	0		0		0
217	28/04/20	Virement de crédits	**74 900,00 €**	93(	90	6574.90	DIAD	0		2020	PDIAD	1000	939	94	65734	DIAD	0		2020	PDIAD	1000
218	29/04/20	Actions Makers contre COVID	**200,00 €**	93(	0202	6748	BB	0		0		0	930	0202	6574	BB	0		2020	PDFB	1003
219	29/04/20	ACHAT PLAQUES PLEXIS BUR	**501,15 €**	93(	0202	6748	BB	0		0		0	930	0202	60632	BMG	0		0		0
220	30/04/20	EQUERRE CLOISONS	**8,12 €**	93(	0202	6748	BB	0		0		0	930	0202	60632	BMG	0		0		0
221	30/04/20	COVID ANNUL TITRES STAND	**1 636,00 €**	93(	0202	6748	BB	0		0		0	930	0202	673	COM	0		0		0
222	30/04/20	VETEMENTS	**516,96 €**	93(	0202	6748	BB	0		0		0	930	0202	60636	BMG	0		0		0
223	30/04/20	Virement de crédits	**26,00 €**	93(	91	6561.13	DIAD	0		2020	PDIAD	1000	939	928	6188	DIAD	0		2020	PDIAD	1000
224	30/04/20	Virement de crédits	**2 300,00 €**	93(	94	6574.88	DIAD	0		2020	PDIAD	1000	939	928	6188	DIAD	0		2020	PDIAD	1000
225	30/04/20	Virement de crédits	**1 146,00 €**	93(	928	6574.67	DIAD	0		2020	PDIAD	1000	939	928	6188	DIAD	0		2020	PDIAD	1000
226	30/04/20	Virement de crédits	**6 528,00 €**	93(	90	6574.90	DIAD	0		2020	PDIAD	1000	939	928	6188	DIAD	0		2020	PDIAD	1000

1 Laboratoire Départemental d'Analyses :

N°	Date	Libellé	Montant	Imputation source			Enveloppe source		Opération source			Imputation destination			Enveloppe destination		Opération destination		
27	16/01/20	VIREMENT DE CREDIT JANVI 2	**20 000,00 €**		64118.1	BFH	0		0		0		64118.2	BFH	0		0		0
41	24/01/20	ANNULATION DE TITRES	**1 000,00 €**		6542	BB	0		0		0		65738	BB	0		0		0
185	27/03/20	VIREMENT VERS LIGNE 60636	**1 000,00 €**		60668	BM	0		0		0		60636	BM	0		0		0
187	01/04/20	PRIME ASS AUTO 2020	**800,00 €**		6283	BMG	0		0		0		6161	BMG	0		0		0
190	06/04/20	VIREMENT VERS LIGNE 60636	**500,00 €**		60668	BM	0		0		0		60636	BM	0		0		0
197	15/04/20	TRANSFERT P/AUTRES IMPUT	**2 000,00 €**		6156	RB	0		0		0		615221	RB	0		0		0

Rapport 2

Code budget	Nom budget	Code collecti	Nom collectivité
0	CONSEIL DEPARTEMENT	D48	DEPARTEMENT DE LA LOZERE
0	GIP MDPH	MPH	GIP-MDPH
0	SDIS DE LA LOZERE	SDI	SDIS DE LA LOZERE
1	LABORATOIRE DPTAL AN	D48	DEPARTEMENT DE LA LOZERE
1	SDIS - ECOLE GRIMP	SDI	SDIS DE LA LOZERE
2	AIRE DE LA LOZERE	D48	DEPARTEMENT DE LA LOZERE
3	DOMAINE DES BOISSETS	D48	DEPARTEMENT DE LA LOZERE

BUDGET PRINCIPAL DEPENSES FONCTIONNEMENT

Fonctionnement

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements de crédits	DMs votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
		002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
				Somme :		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements de crédits	DMs votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
930	0201	60623	ALIMENTATION	BFH	F	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
	0201	6184	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	BFH	F	60 000,00	0,00	0,00	-15 000,00	45 000,00	-2 000,00	43 000,00
	0201	6218	AUTRE PERSONNEL EXTERIEUR	BFH	F	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
	0201	6225	INDEMNITES AU COMPTABLE ET AUX REGISSEURS	BFH	F	3 500,00	0,00	0,00	0,00	3 500,00	0,00	3 500,00
	0201	62268	AUTRES HONORAIRES, CONSEILS...	BMP	F	15 000,00	0,00	0,00	30 000,00	45 000,00	0,00	45 000,00
	0201	6227	FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX	BMP	F	15 000,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00
	0201	6231	ANNONCES ET INSERTIONS	BFH	F	15 000,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00
	0201	6231	ANNONCES ET INSERTIONS	BMP	F	60 000,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00	60 000,00
	0201	6251	VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS	BFH	F	25 000,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	25 000,00
	0201	6255	FRAIS DE DEMENAGEMENT	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0201	6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	BFH	F	11 300,00	0,00	0,00	0,00	11 300,00	0,00	11 300,00
	0201	6332	COTISATIONS VERSEES AU F.N.A.L.	BFH	F	12 300,00	0,00	0,00	0,00	12 300,00	0,00	12 300,00
	0201	6336	COTISATIONS AU CNFPT ET AU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION	BFH	F	48 200,00	0,00	0,00	0,00	48 200,00	0,00	48 200,00
	0201	64111	REMUNERATION PRINCIPALE	BFH	F	2 054 600,00	0,00	-10,00	50 000,00	2 104 590,00	0,00	2 104 590,00
	0201	64112	SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDEMNITE DE RESIDENCE	BFH	F	25 000,00	0,00	0,00	-2 000,00	23 000,00	0,00	23 000,00
	0201	64113	NBI	BFH	F	32 800,00	0,00	0,00	-5 000,00	27 800,00	0,00	27 800,00
	0201	64118	AUTRES INDEMNITES	BFH	F	485 800,00	0,00	0,00	17 000,00	502 800,00	0,00	502 800,00
	0201	64118.1	AUTRES INDEMNITES-HS	BFH	F	24 000,00	0,00	-6 500,00	0,00	17 500,00	0,00	17 500,00
	0201	64118.2	AUTRES INDEMNITES-ASTREINTES	BFH	F	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
	0201	64131	REMUNERATIONS	BFH	F	395 000,00	0,00	0,00	-25 000,00	370 000,00	0,00	370 000,00
	0201	64131.1	REMUNERATIONS-HS	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0201	64131.2	REMUNERATIONS-ASTREINTES	BFH	F	0,00	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00
	0201	6451	COTISATIONS A L'U.R.S.S.A.F.	BFH	F	425 300,00	0,00	0,00	-5 000,00	420 300,00	0,00	420 300,00
	0201	6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITE	BFH	F	722 600,00	0,00	0,00	20 000,00	742 600,00	-6 000,00	736 600,00

	0201	6454	COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	14 400,00	0,00	0,00	-2 000,00	12 400,00	0,00	12 400,00
	0201	6455	COTISATIONS POUR ASSURANCE DU PERSONNEL	BFH	F	850 000,00	0,00	0,00	0,00	850 000,00	0,00	850 000,00
	0201	6456	VERSEMENT AU F.N.C DU SUPPLEMENT FAMILIAL	BFH	F	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
	0201	6472	PRESTATIONS FAMILIALES DIRECTES	BFH	F	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
	0201	6474	VERSEMENTS AUX OEUVRES SOCIALES	BFH	F	150 000,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00	-3 000,00	147 000,00
	0201	6475	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	BFH	F	111 000,00	0,00	140 297,49	0,00	251 297,49	-2 500,00	248 797,49
	0201	6488	AUTRES CHARGES	BFH	F	65 000,00	0,00	0,00	0,00	65 000,00	0,00	65 000,00
	0201	65888	AUTRES	BFH	F	0,00	0,00	10,00	0,00	10,00	0,00	10,00
	0202	60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	POLEN	F	350,00	0,00	0,00	0,00	350,00	0,00	350,00
	0202	60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	RB	F	7 600,00	0,00	0,00	0,00	7 600,00	0,00	7 600,00
	0202	60612	ENERGIE - ELECTRICITE	POLEN	F	5 000,00	0,00	500,00	0,00	5 500,00	0,00	5 500,00
	0202	60612	ENERGIE - ELECTRICITE	RB	F	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00
	0202	60621	COMBUSTIBLES	BMG	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	60621	COMBUSTIBLES	POLEN	F	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
	0202	60621	COMBUSTIBLES	RB	F	90 000,00	0,00	-1 850,00	0,00	88 150,00	0,00	88 150,00
	0202	60622	CARBURANTS	BMG	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	60623	ALIMENTATION	BB	F	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
	0202	60628	AUTRES FOURNITURES NON STOCKEES	CAB	F	3 000,00	0,00	-400,00	0,00	2 600,00	0,00	2 600,00
	0202	60631	FOURNITURES D'ENTRETIEN	BMG	F	8 000,00	0,00	23 324,58	0,00	31 324,58	0,00	31 324,58
	0202	60631	FOURNITURES D'ENTRETIEN	CAB	F	250,00	0,00	0,00	0,00	250,00	0,00	250,00
	0202	60631	FOURNITURES D'ENTRETIEN	R	F	0,00	0,00	1 193,76	0,00	1 193,76	0,00	1 193,76
	0202	60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	BMG	F	28 000,00	0,00	5 774,03	0,00	33 774,03	0,00	33 774,03
	0202	60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	R	F	0,00	0,00	2 870,39	0,00	2 870,39	0,00	2 870,39
	0202	60632.1	AUTRES FOURNITURES - INFORMATIQUE	BFI	F	4 000,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	4 000,00
	0202	60632.20	ACQUISITION PETIT MATERIEL - CONSEIL DEPARTEMENTAL	CAB	F	500,00	0,00	400,00	0,00	900,00	0,00	900,00
	0202	60636	HABILLEMENT ET VETEMENTS DE TRAVAIL	BFH	F	30 000,00	0,00	3 360,00	0,00	33 360,00	0,00	33 360,00
	0202	60636	HABILLEMENT ET VETEMENTS DE TRAVAIL	BMG	F	60 000,00	0,00	1 041,36	0,00	61 041,36	0,00	61 041,36
	0202	6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	BMG	F	63 000,00	0,00	0,00	0,00	63 000,00	0,00	63 000,00
	0202	6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	POLEN	F	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
	0202	6065	LIVRES, DISQUES, CASSETTES (BIBLIOTHEQUES, MEDIATHEQUES)	CAB	F	4 500,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00	0,00	4 500,00
	0202	60668	AUTRES PRODUITS PHARMACEUTIQUES	BFH	F	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
	0202	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	0202	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	BMG	F	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
	0202	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	POLEN	F	2 000,00	0,00	-1 000,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
	0202	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	RB	F	8 000,00	0,00	-60,00	0,00	7 940,00	0,00	7 940,00
	0202	611.6	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	POLEN	F	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
	0202	6132	LOCATIONS IMMOBILIERES	DIAD	F	295 000,00	0,00	0,00	0,00	295 000,00	0,00	295 000,00
	0202	6135	LOCATIONS MOBILIERES	BFI	F	95 000,00	0,00	-2 400,00	0,00	92 600,00	0,00	92 600,00
	0202	6135	LOCATIONS MOBILIERES	POLEN	F	1 600,00	0,00	0,00	0,00	1 600,00	0,00	1 600,00
	0202	614	CHARGES LOCATIVES ET DE COPROPRIETE	DIAD	F	45 000,00	0,00	0,00	0,00	45 000,00	0,00	45 000,00
	0202	61521	TERRAINS (ENTRETIEN PARCS ET JARDINS)	CAB	F	1 600,00	0,00	0,00	0,00	1 600,00	0,00	1 600,00
	0202	61521	TERRAINS (ENTRETIEN PARCS ET JARDINS)	POLEN	F	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
	0202	61521	TERRAINS (ENTRETIEN PARCS ET JARDINS)	RB	F	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
	0202	615221	BATIMENTS PUBLICS	POLEN	F	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
	0202	615221	BATIMENTS PUBLICS	RB	F	14 000,00	0,00	0,00	0,00	14 000,00	0,00	14 000,00
	0202	61558	AUTRES BIENS MOBILIERS	BMG	F	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
	0202	61558	AUTRES BIENS MOBILIERS	POLEN	F	650,00	0,00	0,00	0,00	650,00	0,00	650,00
	0202	61558	AUTRES BIENS MOBILIERS	RB	F	2 000,00	0,00	-1 010,00	0,00	990,00	0,00	990,00
	0202	61558.1	ENTRETIEN DU MATERIEL INFORMATIQUE	BFI	F	2 500,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00	2 500,00
	0202	6156	MAINTENANCE	BFI	F	396 500,00	0,00	0,00	0,00	396 500,00	0,00	396 500,00
	0202	6156	MAINTENANCE	BMG	F	4 000,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	4 000,00
	0202	6156	MAINTENANCE	BN	F	23 000,00	0,00	0,00	0,00	23 000,00	0,00	23 000,00
	0202	6156	MAINTENANCE	POLEN	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	6156	MAINTENANCE	RB	F	8 000,00	0,00	3 000,00	0,00	11 000,00	0,00	11 000,00
	0202	6156.3	MAINTENANCE SIT	POLEN	F	2 200,00	0,00	0,00	0,00	2 200,00	0,00	2 200,00
	0202	6156.4	MAINTENANCE MAG	POLEN	F	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
	0202	6156.5	MAINTENANCE BAT	POLEN	F	2 500,00	0,00	500,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
	0202	6161	MULTIRISQUES	BMG	F	220 000,00	0,00	5 000,00	0,00	225 000,00	0,00	225 000,00
	0202	6161	MULTIRISQUES	POLEN	F	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
	0202	6168	AUTRES	BMG	F	34 000,00	0,00	0,00	0,00	34 000,00	0,00	34 000,00
	0202	6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	BMG	F	25 000,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	25 000,00
	0202	6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	DIAD	F	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
	0202	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	BB	F	9 000,00	0,00	5 208,00	0,00	14 208,00	0,00	14 208,00
	0202	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	BFI	F	6 000,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	6 000,00
	0202	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	BMG	F	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
	0202	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	CAB	F	8 000,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	8 000,00
	0202	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	RB	F	500,00	0,00	-80,00	0,00	420,00	0,00	420,00

	0202	6188.113	AUTRES FRAIS DIVERS - ETUDE LOGEMENT JEUNES	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	62268	AUTRES HONORAIRES, CONSEILS...	BMG	F	8 000,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	8 000,00
	0202	6227	FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	6231	ANNONCES ET INSERTIONS	BMG	F	9 000,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00	0,00	9 000,00
	0202	6231	ANNONCES ET INSERTIONS	COM	F	0,00	0,00	1 635,99	0,00	1 635,99	0,00	1 635,99
	0202	6236	CATALOGUES ET IMPRIMES ET PUBLICATIONS	BMG	F	40 000,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	40 000,00
	0202	6236.1	CATALOGUES ET IMPRIMES ET PUBLICATIONS	COM	F	0,00	0,00	382,00	0,00	382,00	0,00	382,00
	0202	6241	TRANSPORTS DE BIENS	BMG	F	10 000,00	0,00	-5 000,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
	0202	6241.2	FRETS ET TRANSPORTS ADMINISTRATIFS - INFORMATIQUE	BFI	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	6245	TRANSPORTS DE PERSONNES EXTERIEURES A LA COLLECTIVITE	CAB	F	4 000,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	4 000,00
	0202	6247	TRANSPORTS COLLECTIFS DU PERSONNEL	BMG	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	6247	TRANSPORTS COLLECTIFS DU PERSONNEL	CAB	F	700,00	0,00	0,00	0,00	700,00	0,00	700,00
	0202	6251	VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS	CAB	F	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
	0202	6261	FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT	BMG	F	105 000,00	0,00	-5 000,00	0,00	100 000,00	0,00	100 000,00
	0202	6261	FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT	POLEN	F	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
	0202	6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	BFI	F	200 000,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00	0,00	200 000,00
	0202	6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	POLEN	F	26 800,00	0,00	-2 000,00	0,00	24 800,00	0,00	24 800,00
	0202	6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)	BFI	F	2 000,00	0,00	2 400,00	0,00	4 400,00	0,00	4 400,00
	0202	6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)	DIAD	F	16 000,00	0,00	-3 900,00	-29,00	12 071,00	0,00	12 071,00
	0202	6281.1	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS...)	BB	F	6 000,00	0,00	6 113,76	0,00	12 113,76	0,00	12 113,76
	0202	6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX	BMG	F	302 000,00	0,00	816,00	0,00	302 816,00	28 700,00	331 516,00
	0202	6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX	POLEN	F	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
	0202	6288	AUTRES	BMG	F	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
	0202	63512	TAXES FONCIERES	BB	F	58 000,00	0,00	0,00	0,00	58 000,00	34 000,00	92 000,00
	0202	63512	TAXES FONCIERES	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	8 000,00	8 000,00	8 000,00	16 000,00
	0202	63512	TAXES FONCIERES	POLEN	F	8 000,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	8 000,00
	0202	63513	AUTRES IMPOTS LOCAUX	BB	F	4 000,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	4 000,00
	0202	63513	AUTRES IMPOTS LOCAUX	DIAD	F	900,00	0,00	0,00	0,00	900,00	0,00	900,00
	0202	6488	AUTRES CHARGES	BB	F	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
	0202	6488.58	AUTRES CHARGES - PARKINGS	BMG	F	88 000,00	0,00	0,00	0,00	88 000,00	0,00	88 000,00
	0202	6541	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	6568	AUTRES PARTICIPATIONS	BFI	F	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
	0202	6568	AUTRES PARTICIPATIONS	POLEN	F	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
	0202	65734	COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	0202	65734	COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES	DIAD	F	0,00	0,00	74 900,00	0,00	74 900,00	0,00	74 900,00
	0202	65737	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	BB	F	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
	0202	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BB	F	7 000,00	0,00	200,00	0,00	7 200,00	0,00	7 200,00
	0202	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	DIAD	F	0,00	0,00	3 900,00	0,00	3 900,00	0,00	3 900,00
	0202	6574.41	SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES DE FONCTIONNEMENT	BB	F	100 000,00	0,00	-5 000,00	0,00	95 000,00	0,00	95 000,00
	0202	65888	AUTRES	BB	F	10,00	0,00	0,00	0,00	10,00	0,00	10,00
	0202	6711	INTERETS MORATOIRES ET PENALITES SUR MARCHES	RB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	COM	F	0,00	0,00	2 275,00	0,00	2 275,00	0,00	2 275,00
	0202	6748	AUTRES SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES	BB	F	0,00	0,00	-253 070,60	1 000 000,00	746 929,40	700 000,00	1 446 929,40
	0202	678	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	BMG	F	800,00	0,00	0,00	0,00	800,00	0,00	800,00
	0202	678	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	DIAD	F	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	200,00
	021	60623	ALIMENTATION	CAB	F	11 000,00	0,00	0,00	0,00	11 000,00	0,00	11 000,00
	021	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	BB	F	6 000,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	6 000,00
	021	6232	FETES ET CEREMONIES	CAB	F	1 800,00	0,00	0,00	0,00	1 800,00	0,00	1 800,00
	021	6234	RECEPTIONS	CAB	F	21 625,00	0,00	0,00	0,00	21 625,00	0,00	21 625,00
	021	6261	FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT	CAB	F	25,00	0,00	0,00	0,00	25,00	0,00	25,00
	021	6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)	BFH	F	0,00	0,00	-15 000,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00
	021	6531	INDEMNITES	BFH	F	550 000,00	0,00	-750,00	0,00	549 250,00	0,00	549 250,00
	021	6532	FRAIS DE MISSION ET DE DEPLACEMENT	BFH	F	54 000,00	0,00	0,00	0,00	54 000,00	0,00	54 000,00
	021	6533	COTISATIONS DE RETRAITE	BFH	F	56 000,00	0,00	0,00	0,00	56 000,00	0,00	56 000,00
	021	6534	COTISATIONS DE SECURITE SOCIALE - PART PATRONALE	BFH	F	115 000,00	0,00	0,00	0,00	115 000,00	0,00	115 000,00
	021	6535	FORMATION	BFH	F	2 000,00	0,00	15 750,00	0,00	17 750,00	0,00	17 750,00
	021	65888	AUTRES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	023	60623	ALIMENTATION	COM	F	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
	023	60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	COM	F	2 550,00	0,00	-1 000,00	0,00	1 550,00	0,00	1 550,00
	023	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	COM	F	21 800,00	0,00	0,00	0,00	21 800,00	0,00	21 800,00
	023	6135	LOCATIONS MOBILIERES	COM	F	1 000,00	0,00	740,00	0,00	1 740,00	0,00	1 740,00
	023	61558	AUTRES BIENS MOBILIERS	COM	F	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
	023	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	COM	F	7 950,00	0,00	4 000,00	0,00	11 950,00	0,00	11 950,00

	023	6188.1	AUTRES FRAIS DIVERS	COM	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	023	6188.97	AUTRES FRAIS DIVERS MAGAZINE DEPARTEMENTAL	COM	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	023	6231	ANNONCES ET INSERTIONS	COM	F	62 000,00	0,00	3 960,00	0,00	65 960,00	0,00	65 960,00
	023	6231.1	ANNONCES ET INSERTIONS	COM	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	023	6233	FOIRES ET EXPOSITIONS	COM	F	220 000,00	0,00	-7 500,00	0,00	212 500,00	0,00	212 500,00
	023	6234	RECEPTIONS	COM	F	11 700,00	0,00	-5 200,00	0,00	6 500,00	0,00	6 500,00
	023	6236	CATALOGUES ET IMPRIMES ET PUBLICATIONS	COM	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	023	6236.1	CATALOGUES ET IMPRIMES ET PUBLICATIONS	COM	F	36 500,00	0,00	0,00	0,00	36 500,00	0,00	36 500,00
	023	6236.2	CATALOGUES ET IMPRIMES ET PUBLICATIONS - IMPRESSION MAGAZINE	COM	F	28 000,00	0,00	0,00	0,00	28 000,00	0,00	28 000,00
	023	6238.21	OBJETS PROMOTIONNELS	COM	F	65 000,00	0,00	0,00	0,00	65 000,00	0,00	65 000,00
	023	6241	TRANSPORTS DE BIENS	COM	F	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
	023	65734	COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES	COM	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	023	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	COM	F	15 000,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00
	023	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BB	F	20 000,00	0,00	-11 321,76	200 000,00	208 678,24	0,00	208 678,24
930				**Somme :**		**9 563 410,00**	**0,00**	**0,00**	**1 285 971,00**	**10 849 381,00**	**757 200,00**	**11 606 581,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements de crédits	DMs votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
931	12	6553	SERVICES D'INCENDIE	I01	F	3 800 000,00	0,00	0,00	0,00	3 800 000,00	0,00	3 800 000,00
	12	6561	ORGANISMES DE REGROUPEMENT (SYNDICATS MIXTES ET ENTENTES)	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	12	6561	ORGANISMES DE REGROUPEMENT (SYNDICATS MIXTES ET ENTENTES)	DIAD	F	47 500,00	0,00	169,00	0,00	47 669,00	0,00	47 669,00
	12	65734	COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	12	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BB	F	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	-2 000,00	8 000,00
	18	6228	REMUNERATIONS INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES - DIVERS	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	18	6561	ORGANISMES DE REGROUPEMENT (SYNDICATS MIXTES ET ENTENTES)	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	18	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	DIAD	F	15 000,00	0,00	-169,00	169,00	15 000,00	0,00	15 000,00
	18	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	R	F	12 000,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00	0,00	12 000,00

931				**Somme :**		**3 884 500,00**	**0,00**	**0,00**	**169,00**	**3 884 669,00**	**-2 000,00**	**3 882 669,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements de crédits	DMs votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
932	20	6156	MAINTENANCE	RB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20	6184	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	BFH	F	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
	20	6218	AUTRE PERSONNEL EXTERIEUR	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20	6251	VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS	BFH	F	8 000,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	8 000,00
	20	6255	FRAIS DE DEMENAGEMENT	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20	6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	BFH	F	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00
	20	6332	COTISATIONS VERSEES AU F.N.A.L.	BFH	F	11 800,00	0,00	0,00	0,00	11 800,00	-500,00	11 300,00
	20	6336	COTISATIONS AU CNFPT ET AU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION	BFH	F	21 000,00	0,00	0,00	0,00	21 000,00	-600,00	20 400,00
	20	64111	REMUNERATION PRINCIPALE	BFH	F	2 036 000,00	0,00	0,00	-180 000,00	1 856 000,00	12 000,00	1 868 000,00
	20	64112	SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDEMNITE DE RESIDENCE	BFH	F	18 500,00	0,00	0,00	-3 000,00	15 500,00	-2 000,00	13 500,00
	20	64113	NBI	BFH	F	8 300,00	0,00	0,00	-3 000,00	5 300,00	0,00	5 300,00
	20	64118	AUTRES INDEMNITES	BFH	F	233 700,00	0,00	0,00	-3 500,00	230 200,00	0,00	230 200,00
	20	64118.1	AUTRES INDEMNITES-HS	BFH	F	8 500,00	0,00	-3 500,00	3 000,00	8 000,00	0,00	8 000,00
	20	64118.2	AUTRES INDEMNITES-ASTREINTES	BFH	F	0,00	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00
	20	64131	REMUNERATIONS	BFH	F	230 600,00	0,00	-1 000,00	178 000,00	407 600,00	-12 000,00	395 600,00
	20	64131.1	REMUNERATIONS-HS	BFH	F	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00	2 000,00	5 000,00
	20	64131.2	REMUNERATIONS-ASTREINTES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20	64168	AUTRES EMPLOIS AIDES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20	6451	COTISATIONS A L'U.R.S.S.A.F.	BFH	F	387 000,00	0,00	0,00	25 000,00	412 000,00	500,00	412 500,00
	20	6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITE	BFH	F	669 000,00	0,00	0,00	-40 000,00	629 000,00	-2 000,00	627 000,00
	20	6454	COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	11 000,00	0,00	0,00	-1 800,00	9 200,00	3 000,00	12 200,00
	20	6472	PRESTATIONS FAMILIALES DIRECTES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20	6473	ALLOCATIONS DE CHOMAGE	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20	6475	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	BFH	F	4 500,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00	0,00	4 500,00
	20	6488	AUTRES CHARGES	BFH	F	14 300,00	0,00	0,00	0,00	14 300,00	11 000,00	25 300,00
	20	6542	CREANCES ETEINTES	BB	F	1 600,00	0,00	0,00	0,00	1 600,00	0,00	1 600,00
	20	6568.3	PARTICIPATION FRAIS SERVICES PUBLICS - C.D.D.P.	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20	65738	ORGANISMES PUBLICS DIVERS	BD	F	10 500,00	0,00	0,00	0,00	10 500,00	0,00	10 500,00
	20	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BD	F	12 500,00	0,00	200,00	0,00	12 700,00	0,00	12 700,00
	20	65888	AUTRES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	21	6541	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	21	6568.31	PARTICIPATION FRAIS SERVICES PUBLICS - ECOLE ANNEXE	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	21	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	60612	ENERGIE - ELECTRICITE	RB	F	195 000,00	0,00	0,00	0,00	195 000,00	0,00	195 000,00
	221	60621	COMBUSTIBLES	RB	F	62 000,00	0,00	0,00	0,00	62 000,00	0,00	62 000,00
	221	60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	BMG	F	40 000,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00	10 000,00	50 000,00
	221	60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	RB	F	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
	221	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	RB	F	24 000,00	0,00	0,00	0,00	24 000,00	0,00	24 000,00
	221	6132	LOCATIONS IMMOBILIERES	DIAD	F	16 000,00	0,00	0,00	0,00	16 000,00	0,00	16 000,00
	221	6135	LOCATIONS MOBILIERES	RB	F	3 600,00	0,00	0,00	0,00	3 600,00	0,00	3 600,00
	221	615221	BATIMENTS PUBLICS	RB	F	35 000,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00	0,00	35 000,00
	221	61558	AUTRES BIENS MOBILIERS	RB	F	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
	221	6156	MAINTENANCE	RB	F	46 500,00	0,00	0,00	0,00	46 500,00	0,00	46 500,00
	221	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	BMG	F	0,00	0,00	317,00	0,00	317,00	0,00	317,00
	221	62268	AUTRES HONORAIRES, CONSEILS...	DIAD	F	13 500,00	0,00	0,00	0,00	13 500,00	3 457,00	16 957,00
	221	62268	AUTRES HONORAIRES, CONSEILS...	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	6227	FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX	DIAD	F	15 000,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00
	221	6227	FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	6228	REMUNERATIONS INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES - DIVERS	RB	F	4 000,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	4 000,00
	221	6245	TRANSPORTS DE PERSONNES EXTERIEURES A LA COLLECTIVITE	BD	F	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00
	221	6288	AUTRES	BD	F	5 066,00	0,00	0,00	0,00	5 066,00	0,00	5 066,00
	221	6288.1	AUTRES - PLACES DE CINEMA	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	63513	AUTRES IMPOTS LOCAUX	DIAD	F	8 000,00	0,00	0,00	-8 000,00	0,00	0,00	0,00
	221	6541	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	65511	DOTATION FONCTIONNEMENT COLLEGES - ETBS PUBLICS	BD	F	775 000,00	0,00	0,00	0,00	775 000,00	9 500,00	784 500,00
	221	65512	DOTATION FONCTIONNEMENT COLLEGES - ETBS PRIVES	BD	F	470 000,00	0,00	0,00	0,00	470 000,00	0,00	470 000,00
	221	65512.1	DOT.FONC.COLLEGES ETB PRIVES - FORFAIT EXTERNAT	BD	F	260 000,00	0,00	0,00	0,00	260 000,00	0,00	260 000,00
	221	6568	AUTRES PARTICIPATIONS	BD	F	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
	221	6568	AUTRES PARTICIPATIONS	BFI	F	85 000,00	0,00	0,00	0,00	85 000,00	0,00	85 000,00
	221	65737	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	BD	F	20 000,00	0,00	800,00	0,00	20 800,00	0,00	20 800,00
	221	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	221	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BD	F	15 734,00	0,00	0,00	0,00	15 734,00	0,00	15 734,00
	221	6574.36	SUBVENTION VOYAGES LINGUISTIQUES	BD	F	20 000,00	0,00	-1 000,00	0,00	19 000,00	0,00	19 000,00
	221	6574.37	SUBVENTION SECTIONS SPORTIVES	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	6711	INTERETS MORATOIRES ET PENALITES SUR MARCHES	RB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BB	F	7 890,00	0,00	-317,00	0,00	7 573,00	0,00	7 573,00
	222	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	23	60612	ENERGIE - ELECTRICITE	RB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	23	60621	COMBUSTIBLES	RB	F	40 000,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	40 000,00
	23	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	RB	F	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00
	23	615221	BATIMENTS PUBLICS	RB	F	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
	23	61558	AUTRES BIENS MOBILIERS	RB	F	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
	23	6156	MAINTENANCE	RB	F	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
	23	6228	REMUNERATIONS INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES - DIVERS	RB	F	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00
	23	6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	23	6558	AUTRES CONTRIBUTIONS OBLIGATOIRES	BD	F	40 000,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	40 000,00
	23	6568	AUTRES PARTICIPATIONS	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	23	6568.2	PARTICIPATION FRAIS SERVICES PUBLICS - I.U.P.	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	23	6568.6	PARTICIPATION FRAIS SERVICES PUBLICS - I.U.F.M.	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	23	65738	ORGANISMES PUBLICS DIVERS	BD	F	202 500,00	0,00	0,00	0,00	202 500,00	0,00	202 500,00
	23	6574.40	SUBVENTION C.D.T. - ECHANGE GUIZHOU	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	28	6513	BOURSES	RT	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	28	65734	COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	28	65734	COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES	DIAD	F	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
	28	65738.36	SUBVENTION VOYAGES LINGUISTIQUES	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	28	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BB	F	114 000,00	0,00	0,00	0,00	114 000,00	-2 000,00	112 000,00
	28	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	28	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	DIAD	F	28 000,00	0,00	0,00	0,00	28 000,00	0,00	28 000,00

	28	6574.10	EDUCATION A L'ENVIRONNEMENT - ASSOCIATIONS	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	28	6574.31	AIDE TRANSPORTS APPRENTISSAGE NATATION	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	28	6574.36	SUBVENTION VOYAGES LINGUISTIQUES	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
932				**Somme :**		**6 280 590,00**	**0,00**	**0,00**	**-33 300,00**	**6 247 290,00**	**32 357,00**	**6 279 647,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements de crédits	DMs votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
933	30	6184	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	BFH	F	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
	30	6218	AUTRE PERSONNEL EXTERIEUR	BFH	F	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
	30	6251	VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS	BFH	F	12 000,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00	0,00	12 000,00
	30	6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	BFH	F	3 300,00	0,00	0,00	-500,00	2 800,00	-150,00	2 650,00
	30	6332	COTISATIONS VERSEES AU F.N.A.L.	BFH	F	3 700,00	0,00	0,00	-500,00	3 200,00	-150,00	3 050,00
	30	6336	COTISATIONS AU CNFPT ET AU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION	BFH	F	6 600,00	0,00	0,00	-1 000,00	5 600,00	-150,00	5 450,00
	30	64111	REMUNERATION PRINCIPALE	BFH	F	600 000,00	0,00	0,00	-90 000,00	510 000,00	0,00	510 000,00
	30	64112	SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDEMNITE DE RESIDENCE	BFH	F	5 500,00	0,00	0,00	0,00	5 500,00	-200,00	5 300,00
	30	64113	NBI	BFH	F	4 100,00	0,00	0,00	0,00	4 100,00	0,00	4 100,00
	30	64118	AUTRES INDEMNITES	BFH	F	116 000,00	0,00	0,00	-15 000,00	101 000,00	1 400,00	102 400,00
	30	64118.1	AUTRES INDEMNITES-HS	BFH	F	1 500,00	0,00	-1 000,00	0,00	500,00	0,00	500,00
	30	64118.2	AUTRES INDEMNITES-ASTREINTES	BFH	F	0,00	0,00	1 000,00	200,00	1 200,00	0,00	1 200,00
	30	64131	REMUNERATIONS	BFH	F	102 500,00	0,00	-1 000,00	10 000,00	111 500,00	0,00	111 500,00
	30	64131.1	REMUNERATIONS-HS	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	30	64131.2	REMUNERATIONS-ASTREINTES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	30	64168	AUTRES EMPLOIS AIDES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	30	6451	COTISATIONS A L'U.R.S.S.A.F.	BFH	F	124 000,00	0,00	0,00	-17 000,00	107 000,00	-500,00	106 500,00
	30	6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITE	BFH	F	197 000,00	0,00	0,00	-26 000,00	171 000,00	-2 000,00	169 000,00
	30	6454	COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	4 500,00	0,00	0,00	-1 000,00	3 500,00	100,00	3 600,00
	30	6472	PRESTATIONS FAMILIALES DIRECTES	BFH	F	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	100,00
	30	6475	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	BFH	F	700,00	0,00	0,00	0,00	700,00	0,00	700,00
	30	6488	AUTRES CHARGES	BFH	F	18 000,00	0,00	0,00	-1 000,00	17 000,00	700,00	17 700,00
	30	65888	AUTRES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	30	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BB	F	8 000,00	0,00	-5 500,00	0,00	2 500,00	0,00	2 500,00
	311	62268	AUTRES HONORAIRES, CONSEILS...	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	311	6561	ORGANISMES DE REGROUPEMENT (SYNDICATS MIXTES ET ENTENTES)	BD	F	600 000,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00	0,00	600 000,00

	311	65734	COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES	BD	F	41 000,00	0,00	0,00	0,00	41 000,00	0,00	41 000,00
	311	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BB	F	136 000,00	0,00	0,00	0,00	136 000,00	0,00	136 000,00
	311	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BD	F	423 500,00	0,00	-6 000,00	100 000,00	517 500,00	-9 500,00	508 000,00
	312	60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	RB	F	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	100,00
	312	60612	ENERGIE - ELECTRICITE	RB	F	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
	312	60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	BD	F	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
	312	6068	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	312	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	RB	F	800,00	0,00	-100,00	0,00	700,00	0,00	700,00
	312	615221	BATIMENTS PUBLICS	RB	F	500,00	0,00	-364,00	0,00	136,00	0,00	136,00
	312	61558	AUTRES BIENS MOBILIERS	RB	F	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	100,00
	312	6156	MAINTENANCE	RB	F	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
	312	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	RB	F	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
	312	62268	AUTRES HONORAIRES, CONSEILS...	BD	F	0,00	0,00	6 500,00	0,00	6 500,00	0,00	6 500,00
	312	6568	AUTRES PARTICIPATIONS	BD	F	9 000,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00	0,00	9 000,00
	312	65734	COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES	BD	F	19 000,00	0,00	0,00	0,00	19 000,00	0,00	19 000,00
	312	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BB	F	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
	312	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BD	F	43 000,00	0,00	3 000,00	0,00	46 000,00	0,00	46 000,00
	313	60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	RB	F	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
	313	60612	ENERGIE - ELECTRICITE	RB	F	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00
	313	60621	COMBUSTIBLES	RB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	313	60623	ALIMENTATION	BI	F	300,00	0,00	0,00	0,00	300,00	0,00	300,00
	313	6065	LIVRES, DISQUES, CASSETTES (BIBLIOTHEQUES, MEDIATHEQUES)	BI	F	36 900,00	0,00	0,00	0,00	36 900,00	0,00	36 900,00
	313	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	BI	F	55 000,00	0,00	1 000,00	0,00	56 000,00	0,00	56 000,00
	313	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	RB	F	450,00	0,00	0,00	0,00	450,00	0,00	450,00
	313	615221	BATIMENTS PUBLICS	RB	F	500,00	0,00	2 064,00	0,00	2 564,00	0,00	2 564,00
	313	61558	AUTRES BIENS MOBILIERS	RB	F	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	100,00
	313	61558.3	ENTRETIEN DU MATERIEL - FRAIS DE RELIURE	BI	F	1 500,00	0,00	1 000,00	0,00	2 500,00	0,00	2 500,00
	313	6156	MAINTENANCE	RB	F	550,00	0,00	0,00	0,00	550,00	0,00	550,00
	313	6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	BI	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	313	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	BI	F	2 800,00	0,00	0,00	0,00	2 800,00	0,00	2 800,00

	313	6188.1	AUTRES FRAIS DIVERS	BI	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	313	6234	RECEPTIONS	BI	F	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
	313	6248	DIVERS	BI	F	1 500,00	0,00	170,00	0,00	1 670,00	0,00	1 670,00
	313	6251	VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS	BI	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	313	6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)	BI	F	10 000,00	0,00	-170,00	0,00	9 830,00	0,00	9 830,00
	313	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	314	60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	RB	F	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	100,00
	314	60612	ENERGIE - ELECTRICITE	RB	F	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
	314	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	RB	F	350,00	0,00	0,00	0,00	350,00	0,00	350,00
	314	615221	BATIMENTS PUBLICS	RB	F	900,00	0,00	-20,00	0,00	880,00	0,00	880,00
	314	61558	AUTRES BIENS MOBILIERS	RB	F	70,00	0,00	0,00	0,00	70,00	0,00	70,00
	314	6156	MAINTENANCE	RB	F	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
	314	6161	MULTIRISQUES	BMG	F	700,00	0,00	0,00	0,00	700,00	0,00	700,00
	314	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	RB	F	250,00	0,00	0,00	0,00	250,00	0,00	250,00
	314	65821	DEFICIT DES BUDGETS ANNEXES A CARACTERE ADMINISTRATIF	BB	F	66 877,00	0,00	0,00	0,00	66 877,00	881,76	67 758,76
	315	605	ACHATS DE MATERIEL EQUIPEMENTS ET TRAVAUX	BH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	315	60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	RB	F	700,00	0,00	0,00	0,00	700,00	0,00	700,00
	315	60612	ENERGIE - ELECTRICITE	RB	F	14 000,00	0,00	0,00	0,00	14 000,00	0,00	14 000,00
	315	60621	COMBUSTIBLES	RB	F	16 000,00	0,00	0,00	0,00	16 000,00	0,00	16 000,00
	315	60623	ALIMENTATION	BH	F	400,00	0,00	0,00	0,00	400,00	0,00	400,00
	315	60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	BH	F	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	100,00
	315	6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	BH	F	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	200,00
	315	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	BH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	315	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	RB	F	1 000,00	0,00	120,00	0,00	1 120,00	0,00	1 120,00
	315	6135	LOCATIONS MOBILIERES	BH	F	340,00	0,00	0,00	0,00	340,00	0,00	340,00
	315	615221	BATIMENTS PUBLICS	RB	F	3 500,00	0,00	-1 700,00	0,00	1 800,00	0,00	1 800,00
	315	61558	AUTRES BIENS MOBILIERS	RB	F	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
	315	61558.3	ENTRETIEN DU MATERIEL - FRAIS DE RELIURE	BH	F	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
	315	6156	MAINTENANCE	BH	F	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
	315	6156	MAINTENANCE	RB	F	4 500,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00	0,00	4 500,00
	315	6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	BH	F	4 500,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00	0,00	4 500,00
	315	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	BH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	315	6188.106	AUTRES FRAIS DIVERS -EXPO CLIMATOLOGIE ITINERANTE 2008	BH	F	31 555,00	0,00	0,00	0,00	31 555,00	0,00	31 555,00
	315	6188.107	AUTRES FRAIS DIVERS - PUBLICATIONS OUVRAGES D'ART	BH	F	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00

	315	6234	RECEPTIONS	BH	F	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	200,00
	315	6241	TRANSPORTS DE BIENS	BH	F	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	200,00
	315	6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)	BH	F	505,00	0,00	0,00	0,00	505,00	0,00	505,00
	32	65735	AUTRES GROUPEMENTS COLLECTIVITES ET COLL. STATUT PARTICULIER	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	32	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BB	F	250 000,00	0,00	0,00	0,00	250 000,00	-6 000,00	244 000,00
	32	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BD	F	117 000,00	0,00	0,00	100 000,00	217 000,00	0,00	217 000,00
	32	6574.14	AIDE AUX COMITES SPORTIFS	BD	F	105 000,00	0,00	0,00	0,00	105 000,00	0,00	105 000,00
	32	6574.18	EQUIPES SPORTIVES EVOLUANT AU NIVEAU NATIONAL	BD	F	119 000,00	0,00	0,00	0,00	119 000,00	0,00	119 000,00
	32	6574.20	POLITIQUE DE FORMATION DES JEUNES SPORTIFS	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	32	6574.45	SUBVENTIONS MANIFESTATIONS SPORTIVES	BD	F	123 060,00	0,00	0,00	0,00	123 060,00	0,00	123 060,00
	33	60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	DIAD	F	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
	33	6132	LOCATIONS IMMOBILIERES	DIAD	F	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
	33	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	DIAD	F	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
	33	6234	RECEPTIONS	DIAD	F	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
	33	6236	CATALOGUES ET IMPRIMES ET PUBLICATIONS	DIAD	F	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
	33	627	SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES	DIAD	F	700,00	0,00	0,00	0,00	700,00	0,00	700,00
	33	6513	BOURSES	DIAD	F	6 500,00	0,00	0,00	0,00	6 500,00	0,00	6 500,00
	33	6568.20	AUTRES PARTICIPATIONS - PASS JEUNESSE	DIAD	F	97 300,00	0,00	0,00	0,00	97 300,00	0,00	97 300,00
	33	65734	COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	33	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION		F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	33	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	33	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	DIAD	F	53 000,00	0,00	0,00	0,00	53 000,00	-10 000,00	43 000,00
	33	6574.15	SUBVENTION POLITIQUE DEPARTEMENTALE POUR LA JEUNESSE	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	33	6574.87	SUBV.FONCT.PERSONNES,ASSOC,AUTRES ORGANISMES - EDUCAT.ENVIRO	DIAD	F	13 000,00	0,00	0,00	0,00	13 000,00	0,00	13 000,00
933				**Somme :**		**3 682 107,00**	**0,00**	**0,00**	**58 200,00**	**3 740 307,00**	**-25 568,24**	**3 714 738,76**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements de crédits	DMs votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
934	40	60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	RB	F	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00
	40	60612	ENERGIE - ELECTRICITE	RB	F	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
	40	60621	COMBUSTIBLES	RB	F	40 000,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	40 000,00
	40	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	RB	F	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
	40	615221	BATIMENTS PUBLICS	RB	F	4 000,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	4 000,00
	40	61558	AUTRES BIENS MOBILIERS	RB	F	250,00	0,00	0,00	0,00	250,00	0,00	250,00
	40	6156	MAINTENANCE	RB	F	4 500,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00	0,00	4 500,00
	40	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	RB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	40	6541	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	41	60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	BLPMI	F	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
	41	60661	MEDICAMENTS	BLPMI	F	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00
	41	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	BLPMI	F	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
	41	6184	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	BLPMI	F	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
	41	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	BLPMI	F	1 900,00	0,00	0,00	0,00	1 900,00	0,00	1 900,00
	41	62261	HONORAIRES MEDICAUX ET PARAMEDICAUX	BLPMI	F	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
	41	6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)	BLPMI	F	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	100,00
	41	6568	AUTRES PARTICIPATIONS	BLPMI	F	88 500,00	0,00	0,00	0,00	88 500,00	0,00	88 500,00
	41	65734.29	SUBVENTION FONCTIONNEMENT STRUCTURES ACCUEIL PETITE ENFANCE	BLPMI	F	25 000,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	25 000,00
	41	65735	AUTRES GROUPEMENTS COLLECTIVITES ET COLL. STATUT PARTICULIER	BLPMI	F	55 000,00	0,00	0,00	0,00	55 000,00	0,00	55 000,00
	41	6574.29	SUBVENTION FONCTIONNEMENT STRUCTURES ACCUEIL PETITE ENFANCE	BLPMI	F	60 000,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00	60 000,00
	41	6574.30	SUBVENTION CAMSP	BLPMI	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	41	6574.69	SUBV.FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATIONS ...	BLPMI	F	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
	41	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BB	F	8 000,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	8 000,00
	41	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BLPMI	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	42	60662	VACCINS ET SERUMS	BLPMI	F	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
934				**Somme :**		**348 250,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**348 250,00**	**0,00**	**348 250,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements de crédits	DMs votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
935	50	60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	RB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	50	60612	ENERGIE - ELECTRICITE	RB	F	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
	50	60621	COMBUSTIBLES	RB	F	7 500,00	0,00	0,00	0,00	7 500,00	0,00	7 500,00
	50	60623	ALIMENTATION	BL	F	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
	50	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	RB	F	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
	50	615221	BATIMENTS PUBLICS	RB	F	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
	50	61558	AUTRES BIENS MOBILIERS	RB	F	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	200,00
	50	6156	MAINTENANCE	RB	F	2 500,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00	2 500,00
	50	6184	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	BFH	F	52 000,00	0,00	0,00	0,00	52 000,00	-15 000,00	37 000,00
	50	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	RB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	50	6218	AUTRE PERSONNEL EXTERIEUR	BFH	F	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
	50	62268	AUTRES HONORAIRES, CONSEILS...	BL	F	26 000,00	0,00	0,00	0,00	26 000,00	0,00	26 000,00
	50	6227	FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	50	6251	VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS	BFH	F	101 000,00	0,00	0,00	0,00	101 000,00	0,00	101 000,00
	50	6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)	BL	F	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
	50	6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	BFH	F	8 200,00	0,00	0,00	150,00	8 350,00	100,00	8 450,00
	50	6332	COTISATIONS VERSEES AU F.N.A.L.	BFH	F	15 500,00	0,00	0,00	100,00	15 600,00	0,00	15 600,00
	50	6336	COTISATIONS AU CNFPT ET AU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION	BFH	F	27 700,00	0,00	0,00	400,00	28 100,00	0,00	28 100,00
	50	64111	REMUNERATION PRINCIPALE	BFH	F	2 415 000,00	0,00	0,00	-10 000,00	2 405 000,00	-20 000,00	2 385 000,00
	50	64112	SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDEMNITE DE RESIDENCE	BFH	F	43 500,00	0,00	0,00	300,00	43 800,00	-1 500,00	42 300,00
	50	64113	NBI	BFH	F	30 000,00	0,00	0,00	-5 000,00	25 000,00	-2 500,00	22 500,00
	50	64118	AUTRES INDEMNITES	BFH	F	450 000,00	0,00	0,00	27 000,00	477 000,00	-5 000,00	472 000,00
	50	64118.1	AUTRES INDEMNITES-HS	BFH	F	8 000,00	0,00	-6 000,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
	50	64118.2	AUTRES INDEMNITES-ASTREINTES	BFH	F	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
	50	64131	REMUNERATIONS	BFH	F	646 000,00	0,00	0,00	100 000,00	746 000,00	22 500,00	768 500,00
	50	64131.1	REMUNERATIONS-HS	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	50	64131.2	REMUNERATIONS-ASTREINTES	BFH	F	0,00	0,00	3 000,00	2 400,00	5 400,00	0,00	5 400,00
	50	6451	COTISATIONS A L'U.R.S.S.A.F.	BFH	F	563 000,00	0,00	0,00	25 000,00	588 000,00	3 000,00	591 000,00
	50	6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITE	BFH	F	823 000,00	0,00	0,00	30 000,00	853 000,00	20 000,00	873 000,00
	50	6454	COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	26 700,00	0,00	0,00	2 500,00	29 200,00	800,00	30 000,00
	50	6459	REMBOURSEMENTS SUR CHARGES DE SECURITE SOCIALE ET DE PREVOYA	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	50	6472	PRESTATIONS FAMILIALES DIRECTES	BFH	F	4 000,00	0,00	0,00	6 900,00	10 900,00	0,00	10 900,00
	50	6475	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	BFH	F	850,00	0,00	0,00	0,00	850,00	500,00	1 350,00

	50	6488	AUTRES CHARGES	BB	F	0,00	0,00	820,00	0,00	820,00	0,00	820,00
	50	6488	AUTRES CHARGES	BFH	F	77 900,00	0,00	0,00	0,00	77 900,00	0,00	77 900,00
	50	651128	AUTRES	BB	F	320 000,00	0,00	0,00	0,00	320 000,00	0,00	320 000,00
	50	6568	AUTRES PARTICIPATIONS	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	50	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BB	F	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	10 000,00	20 000,00
	50	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	50	6574.91	SUBV FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION APSD	BB	F	25 000,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	25 000,00
	50	65888	AUTRES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	50	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	51	60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	BLASE	F	300,00	0,00	0,00	0,00	300,00	0,00	300,00
	51	60636	HABILLEMENT ET VETEMENTS DE TRAVAIL	BLASE	F	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00
	51	60661	MEDICAMENTS	BLASE	F	2 500,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00	2 500,00
	51	6067	FOURNITURES SCOLAIRES	BLASE	F	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00
	51	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	BLASE	F	1 000,00	0,00	1 500,00	0,00	2 500,00	0,00	2 500,00
	51	611.3	FRAIS T.I.S.F.	BLASE	F	290 000,00	0,00	0,00	0,00	290 000,00	0,00	290 000,00
	51	6184	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	BFH	F	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
	51	62261	HONORAIRES MEDICAUX ET PARAMEDICAUX	BLASE	F	1 000,00	0,00	1 394,75	0,00	2 394,75	0,00	2 394,75
	51	6245	TRANSPORTS DE PERSONNES EXTERIEURES A LA COLLECTIVITE	BLASE	F	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
	51	6251	VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS	BFH	F	132 000,00	0,00	0,00	18 000,00	150 000,00	0,00	150 000,00
	51	6251	VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS	BLASE	F	0,00	0,00	275,00	0,00	275,00	0,00	275,00
	51	6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	BFH	F	250,00	0,00	0,00	200,00	450,00	0,00	450,00
	51	6332	COTISATIONS VERSEES AU F.N.A.L.	BFH	F	5 800,00	0,00	0,00	1 120,00	6 920,00	0,00	6 920,00
	51	6336	COTISATIONS AU CNFPT ET AU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION	BFH	F	10 300,00	0,00	0,00	2 165,00	12 465,00	0,00	12 465,00
	51	64121	REMUNERATION PRINCIPALE	BFH	F	1 084 900,00	0,00	0,00	95 000,00	1 179 900,00	130 000,00	1 309 900,00
	51	64123	INDEMNITES D'ATTENTE	BFH	F	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
	51	64126	INDEMNITES DE LICENCIEMENT		F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	51	64126	INDEMNITES DE LICENCIEMENT	BFH	F	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
	51	64128	AUTRES INDEMNITES	BFH	F	277 000,00	0,00	0,00	93 000,00	370 000,00	0,00	370 000,00
	51	64128	AUTRES INDEMNITES	BLASE	F	60 000,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00	60 000,00
	51	6451	COTISATIONS A L'U.R.S.S.A.F.	BFH	F	335 200,00	0,00	0,00	68 500,00	403 700,00	0,00	403 700,00

	51	6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITE	BFH	F	50 700,00	0,00	0,00	15 400,00	66 100,00	0,00	66 100,00
	51	6454	COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	47 000,00	0,00	0,00	9 100,00	56 100,00	0,00	56 100,00
	51	6475	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	BFH	F	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	200,00
	51	65111	FAMILLE ET ENFANCE	BLASE	F	100 000,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	100 000,00
	51	65111.7	ALLOCATIONS HABILLEMENT ET ARGENT DE POCHE	BLASE	F	90 000,00	0,00	0,00	0,00	90 000,00	0,00	90 000,00
	51	6512	SECOURS D'URGENCE	BLASE	F	55 000,00	0,00	0,00	0,00	55 000,00	0,00	55 000,00
	51	6513.1	BOURSES- ETUDES PROFESSIONNELS SANTE	BLASE	F	15 000,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00
	51	6518	AUTRES (PRIMES DOTS...)	BLASE	F	5 200,00	0,00	0,00	0,00	5 200,00	0,00	5 200,00
	51	6518.1	AUTRES FRAIS ACTIONS EDUCATIVES	BLASE	F	30 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
	51	6518.2	AUTRES FRAIS ENFANTS	BLASE	F	12 000,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00	0,00	12 000,00
	51	6523	FRAIS D'HOSPITALISATION	BLASE	F	1 000,00	0,00	-1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	51	652411	FOYERS DE L'ENFANCE, CENTRES ET HOTELS MATERNELS	BLASE	F	200 000,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00	0,00	200 000,00
	51	652412	MAISONS D'ENFANTS A CARACTERE SOCIAL	BLASE	F	1 685 400,00	0,00	-2 500,00	0,00	1 682 900,00	0,00	1 682 900,00
	51	652412.1	MAISONS D'ENFANTS A CARACTERE SOCIAL - POUPONNIERE	BLASE	F	580 000,00	0,00	0,00	0,00	580 000,00	0,00	580 000,00
	51	652412.2	MAISONS D'ENFANTS A CARACTERE SOCIAL - ACCUEIL D'URGENCE	BLASE	F	125 000,00	0,00	2 034,60	0,00	127 034,60	0,00	127 034,60
	51	652412.3	MAISONS D'ENFANTS A CARACTERE SOCIAL - VISITES MEDIATISEES	BLASE	F	63 500,00	0,00	-2 034,60	0,00	61 465,40	0,00	61 465,40
	51	652412.4	MAISONS D'ENFANTS A CARACTERE SOCIAL - MIE	BLASE	F	1 200 000,00	0,00	0,00	0,00	1 200 000,00	0,00	1 200 000,00
	51	652413	LIEUX DE VIE ET D'ACCUEIL	BLASE	F	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00
	51	652415	ETABLISSEMENTS SCOLAIRES	BLASE	F	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
	51	652416	SERVICES D'AIDE EDUCATIVE EN MILIEU OUVERT ET A DOMICILE	BLASE	F	690 000,00	0,00	0,00	0,00	690 000,00	0,00	690 000,00
	51	652418.1	MNA HEBERGEMENT	BLASE	F	233 930,00	0,00	0,00	0,00	233 930,00	0,00	233 930,00
	51	652418.2	MNA DIVERS	BLASE	F	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
	51	6568	AUTRES PARTICIPATIONS	BLASE	F	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
	51	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	51	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BLASE	F	60 000,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00	60 000,00
	51	65888	AUTRES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	51	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BLASE	F	0,00	0,00	2 686,25	0,00	2 686,25	0,00	2 686,25
	52	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	BL	F	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
	52	6184	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	52	6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	BFH	F	1 650,00	0,00	0,00	-300,00	1 350,00	-100,00	1 250,00

	52	6332	COTISATIONS VERSEES AU F.N.A.L.	BFH	F	2 050,00	0,00	0,00	-400,00	1 650,00	-100,00	1 550,00
	52	6336	COTISATIONS AU CNFPT ET AU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION	BFH	F	3 900,00	0,00	0,00	-500,00	3 400,00	-500,00	2 900,00
	52	64111	REMUNERATION PRINCIPALE	BFH	F	327 000,00	0,00	0,00	-52 500,00	274 500,00	-18 000,00	256 500,00
	52	64112	SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDEMNITE DE RESIDENCE	BFH	F	4 100,00	0,00	0,00	-500,00	3 600,00	0,00	3 600,00
	52	64113	NBI	BFH	F	4 600,00	0,00	0,00	-1 500,00	3 100,00	-200,00	2 900,00
	52	64118	AUTRES INDEMNITES	BFH	F	63 550,00	0,00	0,00	-9 000,00	54 550,00	-2 000,00	52 550,00
	52	64131	REMUNERATIONS	BFH	F	30 250,00	0,00	0,00	13 000,00	43 250,00	6 500,00	49 750,00
	52	64131.1	REMUNERATIONS-HS	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	52	64131.2	REMUNERATIONS-ASTREINTES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	52	6451	COTISATIONS A L'U.R.S.S.A.F.	BFH	F	61 500,00	0,00	0,00	-9 000,00	52 500,00	0,00	52 500,00
	52	6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITE	BFH	F	106 600,00	0,00	0,00	-13 500,00	93 100,00	-1 500,00	91 600,00
	52	6454	COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	1 300,00	0,00	0,00	500,00	1 800,00	200,00	2 000,00
	52	6472	PRESTATIONS FAMILIALES DIRECTES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	52	6475	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	BFH	F	300,00	0,00	0,00	-200,00	100,00	0,00	100,00
	52	6488	AUTRES CHARGES	BFH	F	9 840,00	0,00	0,00	-800,00	9 040,00	400,00	9 440,00
	52	6511211	PRESTATION DE COMPENSATION DU HANDICAP - PLUS DE 20 ANS	BL	F	2 500 000,00	0,00	-40 000,00	0,00	2 460 000,00	0,00	2 460 000,00
	52	6511211.1	PRESTATION COMPENSATION HANDICAP - + 20 ANS - PRESTATAIRE	BL	F	1 250 000,00	0,00	-48 000,00	0,00	1 202 000,00	0,00	1 202 000,00
	52	6511212	PRESTATION DE COMPENSATION DU HANDICAP - MOINS DE 20 ANS	BL	F	250 000,00	0,00	0,00	0,00	250 000,00	0,00	250 000,00
	52	6511212.1	PRESTATION COMPENSATION HANDICAP - - 20 ANS - PRESTATAIRE	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	52	651122	ALLOCATION COMPENSATRICE TIERCE PERSONNE	BL	F	520 000,00	0,00	0,00	0,00	520 000,00	0,00	520 000,00
	52	65242	FRAIS SEJOUR ETABLISS.ET SERVICES POUR ADULTES HANDICAPES	BL	F	9 300 000,00	0,00	0,00	0,00	9 300 000,00	0,00	9 300 000,00
	52	65242.1	FR.SEJOUR ETABLIS.SERVICES ADULTE HANDICAP - ACCUEIL DE JOUR	BL	F	120 000,00	0,00	0,00	0,00	120 000,00	0,00	120 000,00
	52	65242.2	FR.SEJOUR ETABLIS.SERVICES ADULTE HANDICAP - PH EN EHPAD	BL	F	25 000,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	25 000,00
	52	65242.4	FR.SEJOUR ETABLIS.SERVICES ADULTES HANDICAP-PHV EHPAD	BL	F	35 000,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00	0,00	35 000,00
	52	6541	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	52	6542	CREANCES ETEINTES	BB	F	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
	52	6568	AUTRES PARTICIPATIONS	BL	F	30 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
	52	6568.11	AUTRES PARTICIPATIONS - SAVS	BL	F	143 500,00	0,00	0,00	0,00	143 500,00	0,00	143 500,00
	52	6568.12	AUTRES PARTICIPATIONS - SAMSAH	BL	F	274 000,00	0,00	0,00	0,00	274 000,00	0,00	274 000,00

	52	6568.13	AUTRES PARTICIPATIONS - GROUPE ENTRAIDE MUTUELLE	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	52	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BL	F	23 000,00	0,00	38 500,00	0,00	61 500,00	0,00	61 500,00
	52	65888	AUTRES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	52	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BB	F	20 000,00	0,00	-3 176,00	0,00	16 824,00	0,00	16 824,00
	52	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BL	F	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
	53	6541	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	53	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	531	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	BL	F	21 500,00	0,00	0,00	0,00	21 500,00	0,00	21 500,00
	532	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	BL	F	194 000,00	0,00	-7 500,00	0,00	186 500,00	0,00	186 500,00
	532	6188.1	AUTRES FRAIS DIVERS	BL	F	0,00	0,00	7 500,00	0,00	7 500,00	0,00	7 500,00
	532	62261	HONORAIRES MEDICAUX ET PARAMEDICAUX	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	538	60622	CARBURANTS	BLMAIA	F	0,00	0,00	32,40	0,00	32,40	0,00	32,40
	538	6068	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	BLMAIA	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	538	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	BL	F	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
	538	6132	LOCATIONS IMMOBILIERES	BLMAIA	F	500,00	0,00	-172,45	0,00	327,55	0,00	327,55
	538	6135	LOCATIONS MOBILIERES	BLMAIA	F	8 000,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	8 000,00
	538	61551	MATERIEL ROULANT	BLMAIA	F	0,00	0,00	140,05	0,00	140,05	0,00	140,05
	538	6227	FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX	BL	F	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
	538	6234	RECEPTIONS	BLMAIA	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	538	65243.1	FRAIS SEJOUR ETABLISSEMENTS PERSONNES AGEES - HEBERGEMENT	BL	F	3 320 730,00	0,00	-3 400,00	0,00	3 317 330,00	0,00	3 317 330,00
	538	6541	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	538	65738	ORGANISMES PUBLICS DIVERS	BL	F	2 900,00	0,00	0,00	0,00	2 900,00	0,00	2 900,00
	538	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BB	F	0,00	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00
	538	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BL	F	0,00	0,00	3 400,00	0,00	3 400,00	0,00	3 400,00
	538	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	538	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	541	6542	CREANCES ETEINTES	BB	F	30 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	-7 000,00	23 000,00
	541	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BB	F	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00

	5471	6541	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	550	6541	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	550	6542	CREANCES ETEINTES	BB	F	30 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
	550	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	551	651141.1	APA A DOMICILE VERSEE SERVICE D'AIDE DOMICILE - PRESTATAIRE	BL	F	4 500 000,00	0,00	-2 000,00	0,00	4 498 000,00	0,00	4 498 000,00
	551	651142	APA A DOMICILE VERSEE AU BENEFICIAIRE	BL	F	500 000,00	0,00	0,00	0,00	500 000,00	0,00	500 000,00
	551	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BL	F	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
	553	651144.1	APA VERSEE A L'ETABLISSEMENT - DOTATION GLOBALE	BL	F	5 020 500,00	0,00	0,00	0,00	5 020 500,00	0,00	5 020 500,00
	553	651144.2	APA VERSEE A L'ETABLISSEMENT - HORS DEPARTEMENT	BL	F	357 070,00	0,00	0,00	0,00	357 070,00	0,00	357 070,00
	561	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	BLRSA	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	561	611.6	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	BLRSA	F	230 000,00	0,00	-9 884,00	0,00	220 116,00	0,00	220 116,00
	561	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	BLRSA	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	561	6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)	BLRSA	F	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
	561	6542	CREANCES ETEINTES	BB	F	30 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	-7 000,00	23 000,00
	561	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BLRSA	F	124 000,00	0,00	0,00	0,00	124 000,00	0,00	124 000,00
	562	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BLRSA	F	16 000,00	0,00	0,00	0,00	16 000,00	0,00	16 000,00
	563	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BLRSA	F	15 800,00	0,00	0,00	0,00	15 800,00	0,00	15 800,00
	564	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	BLRSA	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	564	6512	SECOURS D'URGENCE	BLRSA	F	40 000,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	40 000,00
	564	65738	ORGANISMES PUBLICS DIVERS	BLRSA	F	104 000,00	0,00	9 884,00	0,00	113 884,00	0,00	113 884,00
	564	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BLRSA	F	553 600,00	0,00	0,00	0,00	553 600,00	0,00	553 600,00
	565	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BLRSA	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	567	65171	RSA - VERSEMENTS POUR ALLOCATIONS FORFAITAIRES	BLRSA	F	6 700 000,00	0,00	0,00	0,00	6 700 000,00	0,00	6 700 000,00
	567	65172	RSA - VERSEMENTS POUR ALLOCATIONS FORFAITAIRES MAJOREES	BLRSA	F	650 000,00	0,00	0,00	0,00	650 000,00	0,00	650 000,00
	567	6541	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	567	6542	CREANCES ETEINTES	BB	F	8 000,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	8 000,00

	567	65661	CONTRATS D'ACCOMPAGNEMENT DANS L'EMPLOI	BLRSA	F	180 000,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00	0,00	180 000,00
	567	65662	CONTRATS D'INITIATIVE-EMPLOI	BLRSA	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	567	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BLRSA	F	4 500,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00	0,00	4 500,00
	567	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BMP	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	568	6541	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	568	6542	CREANCES ETEINTES	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	58	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	BL	F	30 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
	58	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	58	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	BLRSA	F	170 000,00	0,00	0,00	0,00	170 000,00	0,00	170 000,00
	58	6245.1	FRAIS DE TRANSPORT - PERSONNES DEFAVORISEES	BL	F	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
	58	6512	SECOURS D'URGENCE	BL	F	21 000,00	0,00	0,00	0,00	21 000,00	0,00	21 000,00
	58	6512.4	SECOURS ACTIONS CULTURELLES ET SPORTIVES	BL	F	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
	58	6541	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	58	6556	CONTRIBUTIONS A DES FONDS	BL	F	170 000,00	0,00	0,00	0,00	170 000,00	0,00	170 000,00
	58	6568	AUTRES PARTICIPATIONS	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	58	6568.15	AUTRES PARTICIPATIONS	BL	F	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00
	58	65738	ORGANISMES PUBLICS DIVERS	BL	F	0,00	0,00	40 000,00	0,00	40 000,00	0,00	40 000,00
	58	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BB	F	50 000,00	0,00	-50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	58	6574.68	SUBVENTIONS COMMISSION ACTION SOCIALE	BL	F	29 070,00	0,00	9 500,00	0,00	38 570,00	0,00	38 570,00
935				**Somme :**		**52 471 540,00**	**0,00**	**0,00**	**407 535,00**	**52 879 075,00**	**113 600,00**	**52 992 675,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements de crédits	DMs votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
936	61	60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	BS1	F	7 050,00	0,00	0,00	0,00	7 050,00	0,00	7 050,00
	61	60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	BS2	F	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
	61	60636	HABILLEMENT ET VETEMENTS DE TRAVAIL	BS1	F	400,00	0,00	0,00	0,00	400,00	0,00	400,00
	61	60636	HABILLEMENT ET VETEMENTS DE TRAVAIL	BS2	F	600,00	0,00	0,00	0,00	600,00	0,00	600,00
	61	61558	AUTRES BIENS MOBILIERS	BS1	F	1 650,00	0,00	0,00	0,00	1 650,00	0,00	1 650,00
	61	61558	AUTRES BIENS MOBILIERS	BS2	F	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	200,00
	61	6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	BS1	F	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	200,00

	61	6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	BS2	F	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	200,00
	61	6184	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	BFH	F	5 000,00	0,00	4 000,00	0,00	9 000,00	0,00	9 000,00
	61	6188.105	AUTRES FRAIS DIVERS - SUIVI RIVIERE INDICE PISCICOLE	DIAD	F	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
	61	6188.80	AUTRES FRAIS DIVERS - ANALYSES SUIVI RIVIERES	DIAD	F	9 000,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00	0,00	9 000,00
	61	6228	REMUNERATIONS INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES - DIVERS	BS1	F	700,00	0,00	0,00	0,00	700,00	0,00	700,00
	61	6228.3	FRAIS ANALYSES LDA - SUIVI RIVIERES	DIAD	F	32 000,00	0,00	0,00	0,00	32 000,00	0,00	32 000,00
	61	6231	ANNONCES ET INSERTIONS	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	6251	VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS	BFH	F	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
	61	6251	VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS	BS1	F	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
	61	6251	VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS	BS2	F	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
	61	6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	BFH	F	1 200,00	0,00	0,00	0,00	1 200,00	0,00	1 200,00
	61	6332	COTISATIONS VERSEES AU F.N.A.L.	BFH	F	1 350,00	0,00	0,00	0,00	1 350,00	0,00	1 350,00
	61	6336	COTISATIONS AU CNFPT ET AU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION	BFH	F	2 200,00	0,00	0,00	0,00	2 200,00	0,00	2 200,00
	61	64111	REMUNERATION PRINCIPALE	BFH	F	285 000,00	0,00	0,00	-52 500,00	232 500,00	-5 000,00	227 500,00
	61	64112	SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDEMNITE DE RESIDENCE	BFH	F	2 600,00	0,00	0,00	-300,00	2 300,00	0,00	2 300,00
	61	64113	NBI	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	64118	AUTRES INDEMNITES	BFH	F	53 300,00	0,00	0,00	500,00	53 800,00	0,00	53 800,00
	61	64118.1	AUTRES INDEMNITES-HS	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	64118.2	AUTRES INDEMNITES-ASTREINTES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	64131	REMUNERATIONS	BFH	F	32 800,00	0,00	0,00	-5 000,00	27 800,00	-2 000,00	25 800,00
	61	64131.1	REMUNERATIONS-HS	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	64131.2	REMUNERATIONS-ASTREINTES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	64168	AUTRES EMPLOIS AIDES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	6451	COTISATIONS A L'U.R.S.S.A.F.	BFH	F	43 000,00	0,00	0,00	-1 500,00	41 500,00	0,00	41 500,00
	61	6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITE	BFH	F	71 750,00	0,00	0,00	-400,00	71 350,00	0,00	71 350,00
	61	6454	COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	1 250,00	0,00	0,00	-150,00	1 100,00	0,00	1 100,00
	61	6472	PRESTATIONS FAMILIALES DIRECTES	BFH	F	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	100,00
	61	6475	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	BFH	F	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	200,00
	61	6488	AUTRES CHARGES	BFH	F	5 400,00	0,00	0,00	0,00	5 400,00	800,00	6 200,00
	61	6541	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	6561	ORGANISMES DE REGROUPEMENT (SYNDICATS MIXTES ET ENTENTES)	DIAD	F	41 150,00	0,00	0,00	0,00	41 150,00	0,00	41 150,00

	61	65734	COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES	DIAD	F	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	-10 000,00	10 000,00
	61	65734	COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	65735	AUTRES GROUPEMENTS COLLECTIVITES ET COLL. STATUT PARTICULIER	DIAD	F	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	-3 000,00	2 000,00
	61	65888	AUTRES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BS1	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	RB	F	6 930,00	0,00	0,00	0,00	6 930,00	0,00	6 930,00
	621	60612	ENERGIE - ELECTRICITE	RB	F	93 000,00	0,00	0,00	0,00	93 000,00	0,00	93 000,00
	621	60621	COMBUSTIBLES	RB	F	80 000,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00	0,00	80 000,00
	621	60622	CARBURANTS	R	F	911 200,00	0,00	-45 000,00	0,00	866 200,00	0,00	866 200,00
	621	60628	AUTRES FOURNITURES NON STOCKEES	R	F	700 000,00	0,00	-90 000,00	0,00	610 000,00	0,00	610 000,00
	621	60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	BMG	F	30 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
	621	60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	RB	F	950,00	0,00	-150,00	0,00	800,00	0,00	800,00
	621	60633	FOURNITURES DE VOIRIE	R	F	880 000,00	0,00	106 500,00	0,00	986 500,00	0,00	986 500,00
	621	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	R	F	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
	621	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	RB	F	6 500,00	0,00	4 650,00	0,00	11 150,00	0,00	11 150,00
	621	6132	LOCATIONS IMMOBILIERES	DIAD	F	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00
	621	6135	LOCATIONS MOBILIERES	R	F	380 000,00	0,00	-21 700,00	0,00	358 300,00	0,00	358 300,00
	621	614	CHARGES LOCATIVES ET DE COPROPRIETE	DIAD	F	1 600,00	0,00	0,00	0,00	1 600,00	0,00	1 600,00
	621	615221	BATIMENTS PUBLICS	RB	F	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
	621	615231	VOIRIES	R	F	30 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
	621	615232	RESEAUX	R	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	61551	MATERIEL ROULANT	R	F	400 000,00	0,00	-60 000,00	0,00	340 000,00	0,00	340 000,00
	621	61558	AUTRES BIENS MOBILIERS	R	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	61558	AUTRES BIENS MOBILIERS	RB	F	4 500,00	0,00	-200,00	0,00	4 300,00	0,00	4 300,00
	621	6156	MAINTENANCE	R	F	0,00	0,00	928,00	0,00	928,00	0,00	928,00
	621	6156	MAINTENANCE	RB	F	35 000,00	0,00	-4 300,00	0,00	30 700,00	0,00	30 700,00
	621	6184	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	BFH	F	52 000,00	0,00	-4 000,00	0,00	48 000,00	-8 000,00	40 000,00
	621	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	R	F	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00	0,00	500,00
	621	6218	AUTRE PERSONNEL EXTERIEUR	BFH	F	70 000,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00	0,00	70 000,00
	621	62268	AUTRES HONORAIRES, CONSEILS...	R	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	6227	FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	6228	REMUNERATIONS INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES - DIVERS	R	F	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
	621	6248	DIVERS	R	F	12 000,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00	0,00	12 000,00

	621	6251	VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS	BFH	F	52 500,00	0,00	0,00	0,00	52 500,00	0,00	52 500,00
	621	6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	BFH	F	6 600,00	0,00	0,00	0,00	6 600,00	-150,00	6 450,00
	621	6332	COTISATIONS VERSEES AU F.N.A.L.	BFH	F	30 750,00	0,00	0,00	-1 500,00	29 250,00	-500,00	28 750,00
	621	6336	COTISATIONS AU CNFPT ET AU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION	BFH	F	55 350,00	0,00	0,00	-3 000,00	52 350,00	-800,00	51 550,00
	621	63513	AUTRES IMPOTS LOCAUX	DIAD	F	1 600,00	0,00	0,00	0,00	1 600,00	0,00	1 600,00
	621	6353	IMPOTS INDIRECTS	R	F	17 000,00	0,00	0,00	0,00	17 000,00	0,00	17 000,00
	621	6355	TAXES ET IMPOTS SUR LES VEHICULES	R	F	1 800,00	0,00	0,00	0,00	1 800,00	0,00	1 800,00
	621	64111	REMUNERATION PRINCIPALE	BFH	F	5 650 000,00	0,00	0,00	-180 000,00	5 470 000,00	26 750,00	5 496 750,00
	621	64112	SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDEMNITE DE RESIDENCE	BFH	F	76 900,00	0,00	0,00	-5 000,00	71 900,00	-1 500,00	70 400,00
	621	64113	NBI	BFH	F	29 750,00	0,00	0,00	-3 000,00	26 750,00	100,00	26 850,00
	621	64118	AUTRES INDEMNITES	BFH	F	932 750,00	0,00	0,00	13 000,00	945 750,00	10 000,00	955 750,00
	621	64118.1	AUTRES INDEMNITES-HS	BFH	F	480 000,00	0,00	-304 000,00	0,00	176 000,00	0,00	176 000,00
	621	64118.2	AUTRES INDEMNITES-ASTREINTES	BFH	F	0,00	0,00	254 000,00	0,00	254 000,00	0,00	254 000,00
	621	64131	REMUNERATIONS	BFH	F	174 250,00	0,00	0,00	50 000,00	224 250,00	0,00	224 250,00
	621	64131.1	REMUNERATIONS-HS	BFH	F	0,00	0,00	25 000,00	0,00	25 000,00	0,00	25 000,00
	621	64131.2	REMUNERATIONS-ASTREINTES	BFH	F	0,00	0,00	25 000,00	0,00	25 000,00	0,00	25 000,00
	621	64168	AUTRES EMPLOIS AIDES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	6451	COTISATIONS A L'U.R.S.S.A.F.	BFH	F	915 350,00	0,00	0,00	4 000,00	919 350,00	0,00	919 350,00
	621	6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITE	BFH	F	1 846 000,00	0,00	0,00	-60 000,00	1 786 000,00	5 000,00	1 791 000,00
	621	6454	COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	10 250,00	0,00	0,00	140,00	10 390,00	-500,00	9 890,00
	621	6472	PRESTATIONS FAMILIALES DIRECTES	BFH	F	10 000,00	0,00	0,00	-4 000,00	6 000,00	-1 500,00	4 500,00
	621	6475	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	BFH	F	3 300,00	0,00	0,00	0,00	3 300,00	2 000,00	5 300,00
	621	6488	AUTRES CHARGES	BFH	F	162 000,00	0,00	0,00	-2 000,00	160 000,00	18 500,00	178 500,00
	621	6541	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	6542	CREANCES ETEINTES	BB	F	15 000,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00
	621	65888	AUTRES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BB	F	15 000,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00
	621	678	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	R	F	10 000,00	0,00	42 772,00	0,00	52 772,00	0,00	52 772,00
	621	678	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	RB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	622	60633	FOURNITURES DE VOIRIE	R	F	400 000,00	0,00	70 000,00	0,00	470 000,00	0,00	470 000,00
	622	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	R	F	40 000,00	0,00	-4 000,00	0,00	36 000,00	0,00	36 000,00
	622	615231	VOIRIES	R	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	622	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	628	6184	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	628	6231	ANNONCES ET INSERTIONS	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	628	6251	VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS	BFH	F	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
	628	6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	BFH	F	900,00	0,00	0,00	0,00	900,00	0,00	900,00
	628	6332	COTISATIONS VERSEES AU F.N.A.L.	BFH	F	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
	628	6336	COTISATIONS AU CNFPT ET AU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION	BFH	F	1 800,00	0,00	0,00	0,00	1 800,00	-100,00	1 700,00
	628	64111	REMUNERATION PRINCIPALE	BFH	F	181 000,00	0,00	0,00	-4 000,00	177 000,00	5 000,00	182 000,00
	628	64112	SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDEMNITE DE RESIDENCE	BFH	F	2 000,00	0,00	0,00	1 000,00	3 000,00	0,00	3 000,00
	628	64113	NBI	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	628	64118	AUTRES INDEMNITES	BFH	F	56 000,00	0,00	0,00	3 000,00	59 000,00	100,00	59 100,00
	628	64118.1	AUTRES INDEMNITES-HS	BFH	F	800,00	0,00	-600,00	0,00	200,00	100,00	300,00
	628	64118.2	AUTRES INDEMNITES-ASTREINTES	BFH	F	0,00	0,00	600,00	0,00	600,00	150,00	750,00
	628	64131	REMUNERATIONS	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	628	64131.1	REMUNERATIONS-HS	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	628	64131.2	REMUNERATIONS-ASTREINTES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	628	6451	COTISATIONS A L'U.R.S.S.A.F.	BFH	F	27 000,00	0,00	0,00	0,00	27 000,00	100,00	27 100,00
	628	6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITE	BFH	F	56 500,00	0,00	0,00	-500,00	56 000,00	150,00	56 150,00
	628	6454	COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	628	6472	PRESTATIONS FAMILIALES DIRECTES	BFH	F	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	100,00
	628	6475	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	BFH	F	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	100,00
	628	6488	AUTRES CHARGES	BFH	F	3 800,00	0,00	0,00	0,00	3 800,00	600,00	4 400,00
	628	6561	ORGANISMES DE REGROUPEMENT (SYNDICATS MIXTES ET ENTENTES)	R	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	628	65888	AUTRES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	68	6228	REMUNERATIONS INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES - DIVERS	BN	F	74 000,00	0,00	0,00	0,00	74 000,00	0,00	74 000,00
	68	6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)	BN	F	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
	68	6514	COTISATIONS, ADHESIONS ET AUTRES PRESTATIONS (POUR LE COMPTE	DIAD	F	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
	68	6561	ORGANISMES DE REGROUPEMENT (SYNDICATS MIXTES ET ENTENTES)	BN	F	180 000,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00	0,00	180 000,00
	68	6745	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES DE DROIT PRIVE	BN	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
936				**Somme :**		**15 921 130,00**	**0,00**	**0,00**	**-251 210,00**	**15 669 920,00**	**36 300,00**	**15 706 220,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements de crédits	DMs votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
937	70	6184	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	70	6185	FRAIS DE COLLOQUES ET SEMINAIRES	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	70	6218	AUTRE PERSONNEL EXTERIEUR	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	70	6236	CATALOGUES ET IMPRIMES ET PUBLICATIONS	DIAD	F	2 000,00	0,00	-2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	70	6251	VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS	BFH	F	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
	70	6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	BFH	F	400,00	0,00	0,00	-50,00	350,00	-100,00	250,00
	70	6332	COTISATIONS VERSEES AU F.N.A.L.	BFH	F	500,00	0,00	0,00	-100,00	400,00	-100,00	300,00
	70	6336	COTISATIONS AU CNFPT ET AU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION	BFH	F	800,00	0,00	0,00	-100,00	700,00	-150,00	550,00
	70	64111	REMUNERATION PRINCIPALE	BFH	F	75 000,00	0,00	0,00	-8 000,00	67 000,00	-20 000,00	47 000,00
	70	64112	SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDEMNITE DE RESIDENCE	BFH	F	1 400,00	0,00	0,00	-100,00	1 300,00	0,00	1 300,00
	70	64113	NBI	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	70	64118	AUTRES INDEMNITES	BFH	F	36 000,00	0,00	0,00	-2 500,00	33 500,00	-5 000,00	28 500,00
	70	64118.1	AUTRES INDEMNITES-HS	BFH	F	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	200,00
	70	64118.2	AUTRES INDEMNITES-ASTREINTES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	70	64131	REMUNERATIONS	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	70	64131.1	REMUNERATIONS-HS	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	70	64131.2	REMUNERATIONS-ASTREINTES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	70	6451	COTISATIONS A L'U.R.S.S.A.F.	BFH	F	12 500,00	0,00	0,00	-1 500,00	11 000,00	-2 000,00	9 000,00
	70	6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITE	BFH	F	24 000,00	0,00	0,00	-1 500,00	22 500,00	-5 000,00	17 500,00
	70	6454	COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	70	6472	PRESTATIONS FAMILIALES DIRECTES	BFH	F	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	100,00
	70	6475	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	BFH	F	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	100,00
	70	6488	AUTRES CHARGES	BFH	F	1 800,00	0,00	0,00	0,00	1 800,00	-200,00	1 600,00
	70	6541	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	70	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BB	F	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
	70	65888	AUTRES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	71	6574.70	SUBV.FONCT.PERSONNES,ASSOC,AUTRES ORGANISMES - CAUE	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	71	7398	AUTRES REVERSEMENTS	BB	F	115 000,00	0,00	0,00	0,00	115 000,00	0,00	115 000,00
	72	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	DIAD	F	91 174,00	0,00	7 276,00	6 000,00	104 450,00	0,00	104 450,00
	72	6188.69	AUTRES FRAIS DIVERS - OPAH	DIAD	F	20 000,00	0,00	0,00	10 000,00	30 000,00	0,00	30 000,00
	72	6188.69	AUTRES FRAIS DIVERS - OPAH	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	72	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	DIAD	F	30 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
	731	60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	731	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	731	6132	LOCATIONS IMMOBILIERES	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	731	6231	ANNONCES ET INSERTIONS	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	731	6233	FOIRES ET EXPOSITIONS	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	731	6234	RECEPTIONS	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	731	6236	CATALOGUES ET IMPRIMES ET PUBLICATIONS	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	731	6238	DIVERS	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	731	65541	COMPENSATION VERSEE A LA REGION DANS LE CADRE LOI NOTRE	BB	F	15 341,00	0,00	0,00	0,00	15 341,00	0,00	15 341,00
	731	65734	COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES	DIAD	F	11 000,00	0,00	-5 276,00	0,00	5 724,00	-1 457,00	4 267,00
	731	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	617	ETUDES ET RECHERCHES	BS3	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	BS3	F	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	-14 560,00	5 440,00
	738	6188.301	AUTRES FRAIS DIVERS - APN	BS3	F	30 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
	738	6236	CATALOGUES ET IMPRIMES ET PUBLICATIONS	BS3	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	65541	COMPENSATION VERSEE A LA REGION DANS LE CADRE LOI NOTRE	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	6561	ORGANISMES DE REGROUPEMENT (SYNDICATS MIXTES ET ENTENTES)	DIAD	F	80 000,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00	0,00	80 000,00
	738	6568	AUTRES PARTICIPATIONS	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	65734.300	SUBVENTIONS FONCTIONNEMENT CNES ET STRUCTURES INTERC - ENS	BS3	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	65734.301	SUBVENTIONS FONCTIONNEMENT CNES ET STRUCTURES INTERC - APN	BS3	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	65735	AUTRES GROUPEMENTS COLLECTIVITES ET COLL. STATUT PARTICULIER	DIAD	F	9 336,00	0,00	0,00	0,00	9 336,00	0,00	9 336,00
	738	65735	AUTRES GROUPEMENTS COLLECTIVITES ET COLL. STATUT PARTICULIER	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	65737	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	738	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	6574.300	SUBVENTIONS FONCTIONNEMENT CNES ET STRUCTURES INTERC - ENS	BS3	F	30 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	-3 000,00	27 000,00
	738	6574.301	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES - APN	BS3	F	22 000,00	0,00	0,00	0,00	22 000,00	-9 890,00	12 110,00
	738	6574.65	SUBVENTIONS DIVERSES ENVIRONNEMENT (PRIVES)	DIAD	F	9 000,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00	0,00	9 000,00
	738	6574.76	SUBV. FONCT. A.L.E.	DIAD	F	88 000,00	0,00	0,00	0,00	88 000,00	0,00	88 000,00
	738	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BB	F	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
	74	6541	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
937				**Somme :**		**760 651,00**	**0,00**	**0,00**	**2 150,00**	**762 801,00**	**-61 457,00**	**701 344,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements de crédits	DMs votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
938	80	6184	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	80	6218	AUTRE PERSONNEL EXTERIEUR	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	80	6251	VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS	BFH	F	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
	80	6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	BFH	F	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	100,00
	80	6332	COTISATIONS VERSEES AU F.N.A.L.	BFH	F	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	100,00
	80	6336	COTISATIONS AU CNFPT ET AU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION	BFH	F	100,00	0,00	0,00	50,00	150,00	0,00	150,00
	80	64111	REMUNERATION PRINCIPALE	BFH	F	16 000,00	0,00	0,00	-500,00	15 500,00	0,00	15 500,00
	80	64112	SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDEMNITE DE RESIDENCE	BFH	F	10,00	0,00	0,00	0,00	10,00	0,00	10,00
	80	64118	AUTRES INDEMNITES	BFH	F	3 000,00	0,00	0,00	-300,00	2 700,00	0,00	2 700,00
	80	64118.1	AUTRES INDEMNITES-HS	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	80	64118.2	AUTRES INDEMNITES-ASTREINTES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	80	64131	REMUNERATIONS	BFH	F	10,00	0,00	0,00	0,00	10,00	0,00	10,00
	80	64131.1	REMUNERATIONS-HS	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	80	64131.2	REMUNERATIONS-ASTREINTES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	80	6451	COTISATIONS A L'U.R.S.S.A.F.	BFH	F	3 000,00	0,00	0,00	-400,00	2 600,00	0,00	2 600,00
	80	6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITE	BFH	F	5 000,00	0,00	0,00	-150,00	4 850,00	0,00	4 850,00
	80	6454	COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	10,00	0,00	0,00	0,00	10,00	0,00	10,00
	80	6472	PRESTATIONS FAMILIALES DIRECTES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	80	6475	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	80	6488	AUTRES CHARGES	BFH	F	800,00	0,00	0,00	0,00	800,00	0,00	800,00
	80	65888	AUTRES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	81	6245.2	FRAIS DE TRANSPORT - PERSONNES HANDICAPEES	RT	F	394 000,00	0,00	0,00	0,00	394 000,00	0,00	394 000,00
	81	6541	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	BB	F	40 000,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00	-20 000,00	20 000,00
	81	6542	CREANCES ETEINTES	BB	F	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00
	81	65541	COMPENSATION VERSEE A LA REGION DANS LE CADRE LOI NOTRE	BB	F	3 165 658,00	0,00	0,00	0,00	3 165 658,00	0,00	3 165 658,00
	81	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	RT	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	81	65888	AUTRES	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	81	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BB	F	20 000,00	0,00	-2 121,00	0,00	17 879,00	0,00	17 879,00
	81	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	RT	F	0,00	0,00	2 121,00	0,00	2 121,00	0,00	2 121,00
	88	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	RT	F	6 000,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	6 000,00
938				**Somme :**		**3 655 788,00**	**0,00**	**0,00**	**-1 300,00**	**3 654 488,00**	**-20 000,00**	**3 634 488,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements de crédits	DMs votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
939	90	60623	ALIMENTATION	DIAD	F	350,00	0,00	0,00	0,00	350,00	0,00	350,00
	90	60623.2	ALIMENTATION	DIAD	F	800,00	0,00	0,00	0,00	800,00	0,00	800,00
	90	6132	LOCATIONS IMMOBILIERES	BN	F	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
	90	6132.2	LOCATIONS IMMOBILIERES	DIAD	F	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
	90	6184	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	BFH	F	4 000,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	4 000,00
	90	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	DIAD	F	34 000,00	0,00	-4 500,00	0,00	29 500,00	0,00	29 500,00
	90	6188.2	APPEL A PROJET 2018 ATTRACTIVITE	DIAD	F	8 800,00	0,00	0,00	0,00	8 800,00	0,00	8 800,00
	90	6218	AUTRE PERSONNEL EXTERIEUR	BFH	F	10,00	0,00	0,00	0,00	10,00	0,00	10,00
	90	6231.2	ANNONCES ET INSERTIONS	DIAD	F	1 200,00	0,00	0,00	0,00	1 200,00	0,00	1 200,00
	90	6233	FOIRES ET EXPOSITIONS	DIAD	F	3 500,00	0,00	0,00	0,00	3 500,00	0,00	3 500,00
	90	6234	RECEPTIONS	DIAD	F	350,00	0,00	0,00	0,00	350,00	0,00	350,00
	90	6234.2	RECEPTIONS - COLLOQUE THEOPHILE ROUSSEL	DIAD	F	9 500,00	0,00	0,00	0,00	9 500,00	0,00	9 500,00
	90	6238.2	DIVERS	DIAD	F	3 500,00	0,00	0,00	0,00	3 500,00	0,00	3 500,00
	90	6245.2	FRAIS DE TRANSPORT - PERSONNES HANDICAPEES	DIAD	F	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
	90	6251	VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS	BFH	F	9 400,00	0,00	0,00	-7 175,00	2 225,00	0,00	2 225,00
	90	6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	BFH	F	2 500,00	0,00	0,00	-150,00	2 350,00	0,00	2 350,00
	90	6332	COTISATIONS VERSEES AU F.N.A.L.	BFH	F	2 600,00	0,00	0,00	-100,00	2 500,00	0,00	2 500,00

	90	6336	COTISATIONS AU CNFPT ET AU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION	BFH	F	4 700,00	0,00	0,00	-150,00	4 550,00	0,00	4 550,00
	90	64111	REMUNERATION PRINCIPALE	BFH	F	570 000,00	0,00	-12 520,00	0,00	557 480,00	-40 000,00	517 480,00
	90	64112	SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDEMNITE DE RESIDENCE	BFH	F	7 500,00	0,00	0,00	0,00	7 500,00	-500,00	7 000,00
	90	64113	NBI	BFH	F	4 100,00	0,00	0,00	0,00	4 100,00	-200,00	3 900,00
	90	64118	AUTRES INDEMNITES	BFH	F	147 000,00	0,00	0,00	0,00	147 000,00	22 000,00	169 000,00
	90	64118.1	AUTRES INDEMNITES-HS	BFH	F	2 200,00	0,00	-2 000,00	0,00	200,00	0,00	200,00
	90	64118.2	AUTRES INDEMNITES-ASTREINTES	BFH	F	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
	90	64131	REMUNERATIONS	BFH	F	10,00	0,00	12 000,00	12 000,00	24 010,00	0,00	24 010,00
	90	64131.1	REMUNERATIONS-HS	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	64131.2	REMUNERATIONS-ASTREINTES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	6451	COTISATIONS A L'U.R.S.S.A.F.	BFH	F	82 000,00	0,00	0,00	-2 000,00	80 000,00	1 400,00	81 400,00
	90	6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITE	BFH	F	180 000,00	0,00	0,00	-25 000,00	155 000,00	15 000,00	170 000,00
	90	6454	COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	10,00	0,00	500,00	500,00	1 010,00	0,00	1 010,00
	90	6472	PRESTATIONS FAMILIALES DIRECTES	BFH	F	200,00	0,00	20,00	0,00	220,00	0,00	220,00
	90	6475	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	BFH	F	600,00	0,00	0,00	0,00	600,00	0,00	600,00
	90	6488	AUTRES CHARGES	BFH	F	14 500,00	0,00	0,00	0,00	14 500,00	1 000,00	15 500,00
	90	6541	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	65734	COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES	DIAD	F	40 000,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	40 000,00
	90	65734.90	SUBVENTION FONDS INTERVENTION ECONOMIQUE	DIAD	F	5 000,00	0,00	3 400,00	0,00	8 400,00	0,00	8 400,00
	90	65737	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	DIAD	F	2 000,00	0,00	-50,00	0,00	1 950,00	0,00	1 950,00
	90	6574.90	SUBVENTIONS FONDS INTERVENTION ECONOMIQUE	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	6574.90	SUBVENTIONS FONDS INTERVENTION ECONOMIQUE	DIAD	F	78 000,00	0,00	-3 225,00	150 000,00	224 775,00	0,00	224 775,00
	90	65888	AUTRES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BB	F	15 000,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00
	91	6561.13	ORGANISMES DE REGROUPEMENT - SM PNR AUBRAC	DIAD	F	80 000,00	0,00	-26,00	-140,00	79 834,00	0,00	79 834,00
	91	65737	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	91	65737	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	DIAD	F	138 000,00	0,00	0,00	44 000,00	182 000,00	0,00	182 000,00
	91	65737.4	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	DIAD	F	45 000,00	0,00	-14 915,81	0,00	30 084,19	0,00	30 084,19

	91	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BB	F	90 000,00	0,00	0,00	0,00	90 000,00	0,00	90 000,00
	91	6574.43	SUBVENTIONS - POLITIQUES TERRITORIALES PAYS	DIAD	F	0,00	0,00	14 915,81	0,00	14 915,81	0,00	14 915,81
	91	65821	DEFICIT DES BUDGETS ANNEXES A CARACTERE ADMINISTRATIF	BB	F	340 519,00	0,00	0,00	0,00	340 519,00	0,00	340 519,00
	921	65821	DEFICIT DES BUDGETS ANNEXES A CARACTERE ADMINISTRATIF	BB	F	821 271,00	0,00	0,00	15 000,00	836 271,00	100 000,00	936 271,00
	928	60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	DIAD	F	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
	928	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	DIAD	F	0,00	0,00	10 000,00	60 000,00	70 000,00	0,00	70 000,00
	928	62268.1	AUTRES HONORAIRES - CDAF	DIAD	F	300,00	0,00	0,00	0,00	300,00	0,00	300,00
	928	6236	CATALOGUES ET IMPRIMES ET PUBLICATIONS	DIAD	F	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
	928	6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)	DIAD	F	9 000,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00	0,00	9 000,00
	928	6541	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	65734	COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	65737	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	65737	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	DIAD	F	120 000,00	0,00	0,00	0,00	120 000,00	0,00	120 000,00
	928	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	DIAD	F	130 000,00	0,00	0,00	0,00	130 000,00	0,00	130 000,00
	928	6574.67	SUBV.ANIMATION MOBILISATION FONCIERE (PRIVES)	DIAD	F	16 000,00	0,00	-1 146,00	0,00	14 854,00	0,00	14 854,00
	928	6574.71	SUBVENTION FONCTIO. ASS DE LOZERE	DIAD	F	130 000,00	0,00	0,00	0,00	130 000,00	0,00	130 000,00
	928	6574.85	SUBVENTIONS ANIMATION SAFER	DIAD	F	23 000,00	0,00	0,00	0,00	23 000,00	0,00	23 000,00
	928	6574.86	SUBV.FONCT.AUX PERSONNES ASSOCIATIONS - SECHERESSE	DIAD	F	30 000,00	0,00	-6 703,00	0,00	23 297,00	40 450,00	63 747,00
	928	6574.92	SUBVENTION TRANSPORT FOURRAGE	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	678	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	93	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	93	6713	DOTS ET PRIX	BB	F	750,00	0,00	0,00	0,00	750,00	0,00	750,00

	94	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	DIAD	F	130 000,00	0,00	0,00	0,00	130 000,00	0,00	130 000,00
	94	6227	FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	6227	FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX	BMP	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)	DIAD	F	0,00	0,00	50,00	0,00	50,00	0,00	50,00
	94	6561	ORGANISMES DE REGROUPEMENT (SYNDICATS MIXTES ET ENTENTES)	DIAD	F	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
	94	6568	AUTRES PARTICIPATIONS	DIAD	F	105 000,00	0,00	0,00	0,00	105 000,00	0,00	105 000,00
	94	65734	COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES	DIAD	F	172 800,00	0,00	0,00	0,00	172 800,00	0,00	172 800,00
	94	65734.19	COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES - OTSI	DIAD	F	63 000,00	0,00	1 350,00	0,00	64 350,00	0,00	64 350,00
	94	65735	AUTRES GROUPEMENTS COLLECTIVITES ET COLL. STATUT PARTICULIER	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	65738	ORGANISMES PUBLICS DIVERS	BB	F	0,00	0,00	6 000,00	0,00	6 000,00	0,00	6 000,00
	94	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BB	F	90 000,00	0,00	-6 000,00	0,00	84 000,00	0,00	84 000,00
	94	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	DIAD	F	1 278 000,00	0,00	0,00	0,00	1 278 000,00	0,00	1 278 000,00
	94	6574.88	SUBV.FONCT.PERSONNES,ASSOC,AUTRES ORGANISMES - OTSI	DIAD	F	77 000,00	0,00	-3 650,00	0,00	73 350,00	0,00	73 350,00
	94	6718	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPERATIONS DE GESTION	BMP	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	678	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	95	6233	FOIRES ET EXPOSITIONS	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	95	6233.2	FOIRES ET EXPOSITIONS-DEMOGRAPHIE MEDICALE	DIAD	F	0,00	0,00	4 500,00	0,00	4 500,00	0,00	4 500,00
	95	6236	CATALOGUES ET IMPRIMES ET PUBLICATIONS	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	95	6513	BOURSES	DIAD	F	44 000,00	0,00	0,00	0,00	44 000,00	0,00	44 000,00
	95	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	DIAD	F	4 000,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	4 000,00
939				**Somme :**		**5 206 970,00**	**0,00**	**0,00**	**246 785,00**	**5 453 755,00**	**139 150,00**	**5 592 905,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements de crédits	DMs votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
940		673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BB	F	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
		73918	AUTRES REVERSEMENTS SUR IMPOTS LOCAUX OU ASSIMILES	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

		73926	PREL. TITRE FONDS NTAL PEREQ. DES DMTO PERCUS PAR LES DEPTS	BB	F	0,00	0,00	400 000,00	0,00	400 000,00	0,00	400 000,00
		739262	PRELEVEMENTS AU TITRE DU FONDS DE SOLIDARITE EN FAVEUR DPTS	BB	F	400 000,00	0,00	-400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		73928	AUTRES REVERSEMENTS SUR DROITS D'ENREGISTREMENT	BB	F	150 000,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00	150 000,00
940				**Somme :**		**560 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**560 000,00**	**0,00**	**560 000,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements de crédits	DMs votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
943		627	SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES	BB	F	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
		6541	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		66111	INTERETS REGLES A L'ECHEANCE	BB	F	700 000,00	0,00	0,00	0,00	700 000,00	0,00	700 000,00
		66112	INTERETS - RATTACHEMENTS DES ICNE	BB	F	70 000,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00	0,00	70 000,00
		6615	INTERETS DES COMPTES COURANTS ET DE DEPOTS CREDITEURS	BB	F	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
		6616	INTERETS BANCAIRES ET SUR OPERATIONS DE FINANCEMENT (ESCOMPT	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6618	INTERETS DES AUTRES DETTES	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6688	AUTRES	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
943				**Somme :**		**800 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**800 000,00**	**0,00**	**800 000,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements de crédits	DMs votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
944		65861	FRAIS DE PERSONNEL	BFH	F	83 000,00	0,00	0,00	0,00	83 000,00	0,00	83 000,00
944				**Somme :**		**83 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**83 000,00**	**0,00**	**83 000,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements de crédits	DMs votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
945		6815	DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES DE FONCTION	BB	F	55 000,00	0,00	0,00	0,00	55 000,00	0,00	55 000,00
		6817	DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES ACTIFS CIRCUL	BB	F	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
945				**Somme :**		**60 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**60 000,00**	**0,00**	**60 000,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements de crédits	DMs votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
946		673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)		F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		675	VALEURS COMPTABLES DES IMMOBILISATIONS CEDEES		F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6761	DIFFERENCES SUR REALISATIONS (POSITIVES) TRANSFEREES EN INVE		F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6811	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS IMMO.INCORPORELLES		F	19 265 779,77	0,00	0,00	0,00	19 265 779,77	84 220,00	19 349 999,77
946				**Somme :**		**19 265 779,77**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 265 779,77**	**84 220,00**	**19 349 999,77**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements de crédits	DMs votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
952		022	DEPENSES IMPREVUES	BB	F	463 697,23	0,00	0,00	-200 000,00	263 697,23	200 000,00	463 697,23
952				**Somme :**		**463 697,23**	**0,00**	**0,00**	**-200 000,00**	**263 697,23**	**200 000,00**	**463 697,23**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements de crédits	DMs votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
953		023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F	5 100 000,00	0,00	0,00	0,00	5 100 000,00	0,00	5 100 000,00
953				**Somme :**		**5 100 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 100 000,00**	**0,00**	**5 100 000,00**

				Somme :		**128 107 413,00**	**0,00**	**0,00**	**1 515 000,00**	**129 622 413,00**	**1 253 801,76**	**130 876 214,76**

BUDGET PRINCIPAL DEPENSES INVESTISSEMENT

Investissement

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
		001	SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 871 268,71	11 871 268,71
				Somme :		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 871 268,71**	**11 871 268,71**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
900	0202	165	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	165	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS	POLEN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	2031	FRAIS ETUDES	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	2031.4	FRAIS ETUDES DSP LES BOUVIERS	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	2031.5	FRAIS ETUDES DSP STE LUCIE	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	2033	FRAIS D'INSERTION	BMP	I	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
	0202	2033	FRAIS D'INSERTION	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	2033.5	FRAIS D'INSERTION - DSP STE LUCIE	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	205	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES, BREVETS, LICENCES, MARQUES	BFI	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	46 143,00	46 143,00
	0202	2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	BFI	I	344 091,00	69 224,41	0,00	0,00	413 315,41	0,00	413 315,41
	0202	2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	DID	I	27 000,00	0,00	0,00	0,00	27 000,00	0,00	27 000,00
	0202	205.11	ACQUISITION LOGICIELS - SIG DIVERS DOMAINES	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	21311	BATIMENTS ADMINISTRATIFS	BFI	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	21311	BATIMENTS ADMINISTRATIFS	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	21311	BATIMENTS ADMINISTRATIFS	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	2157	MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE	BFI	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	2157	MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE	BMG	I	30 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
	0202	2157	MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	2181	INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DIVERS	BMG	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	21838	AUTRE MATERIEL INFORMATIQUE	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	21838	AUTRE MATERIEL INFORMATIQUE	BFI	I	496 396,37	22 699,52	0,00	0,00	519 095,89	0,00	519 095,89

900	0202	21841	MATERIEL DE BUREAU ET MOBILIER SCOLAIRES	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	21841	MATERIEL DE BUREAU ET MOBILIER SCOLAIRES	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS	BMG	I	30 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
	0202	21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS	RB	I	17 865,70	3 694,79	-10 000,00	0,00	11 560,49	0,00	11 560,49
	0202	2188	AUTRES	BMG	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	231312	BATIMENTS SCOLAIRES	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	231351	BATIMENTS PUBLICS	POLEN	I	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00
	0202	231351	BATIMENTS PUBLICS	RB	I	825 000,00	34 331,20	10 000,00	200 948,58	1 070 279,78	-10 000,00	1 060 279,78
	0202	231351.4	BATIMENTS PUBLICS DSP LES BOUVIERS	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	231351.5	BATIMENTS PUBLICS DSP SAINTE LUCIE	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	2314	CONSTRUCTION SUR SOL D'AUTRUI	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	23181	INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DIVERS	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	27634	COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
900				**Somme :**		**1 830 353,07**	**129 949,92**	**0,00**	**200 948,58**	**2 161 251,57**	**36 143,00**	**2 197 394,57**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
902	20	2031	FRAIS ETUDES	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20	2033	FRAIS D'INSERTION	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20	21841	MATERIEL DE BUREAU ET MOBILIER SCOLAIRES	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20	2317312	BATIMENTS SCOLAIRES	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	21	2031	FRAIS ETUDES	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	21	2317312	BATIMENTS SCOLAIRES	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	2031	FRAIS ETUDES	RB	I	0,00	46 752,10	-10 000,00	0,00	36 752,10	0,00	36 752,10
	221	2033	FRAIS D'INSERTION	BMP	I	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
	221	2033	FRAIS D'INSERTION	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	BFI	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	2111	TERRAINS NUS	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	2157	MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE	BMG	I	10 000,00	0,00	-3 200,00	0,00	6 800,00	0,00	6 800,00
	221	2157	MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	2181	INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DIVERS	BMG	I	0,00	0,00	3 200,00	0,00	3 200,00	0,00	3 200,00

902	221	21831	MATERIEL INFORMATIQUE SCOLAIRE	BFI	I	207 893,00	5 949,82	0,00	0,00	213 842,82	0,00	213 842,82
	221	21838	AUTRE MATERIEL INFORMATIQUE	BFI	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	21841	MATERIEL DE BUREAU ET MOBILIER SCOLAIRES	RB	I	114 232,02	1 750,72	-29 245,41	0,00	86 737,33	0,00	86 737,33
	221	21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS	BFI	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	231312	BATIMENTS SCOLAIRES	RB	I	3 001 000,00	594,15	-109 451,03	1 000,00	2 893 143,12	0,00	2 893 143,12
	221	23153	RESEAUX DIVERS	BFI	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	2317312	BATIMENTS SCOLAIRES	BMG	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	2317312	BATIMENTS SCOLAIRES	RB	I	1 568 100,24	156 639,92	158 102,29	231 643,95	2 114 486,40	0,00	2 114 486,40
	221	231735.05	MAINTENANCE DES COLLEGES	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	238	AVANCES VERSEES SUR COMMANDES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	23	2031	FRAIS ETUDES	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	23	21841	MATERIEL DE BUREAU ET MOBILIER SCOLAIRES	RB	I	4 000,00	2,00	-2 000,00	0,00	2 002,00	0,00	2 002,00
	23	2317312	BATIMENTS SCOLAIRES	RB	I	58 000,00	0,00	-7 405,85	0,00	50 594,15	0,00	50 594,15
902				**Somme :**		**4 983 225,26**	**211 688,71**	**0,00**	**232 643,95**	**5 427 557,92**	**0,00**	**5 427 557,92**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
903	312	2031	FRAIS ETUDES	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	312	2033	FRAIS D'INSERTION	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	312	21314	BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	250 000,00	250 000,00	-250 000,00	0,00
	312	216.5	COLLECTIONS ET OEUVRES D'ART - PATRIMOINE COMMUNES	BD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	312	21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS	BD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	312	21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS	RB	I	1 500,00	500,00	-1 250,00	-500,00	250,00	0,00	250,00
	312	2188	AUTRES	BMG	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	312	231314	BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	312	231351	BATIMENTS PUBLICS	RB	I	12 000,00	0,00	4 250,00	-9 500,00	6 750,00	0,00	6 750,00
	312	2316	RESTAURATION DES COLLECTIONS ET OEUVRES D'ART	BD	I	100 426,44	0,00	0,00	0,00	100 426,44	0,00	100 426,44
	312	2316.1	RESTAURATION COLLECTIONS OEUVRES ART JAVOLS	BD	I	7 176,00	0,00	0,00	0,00	7 176,00	0,00	7 176,00
	312	2316.1	RESTAURATION COLLECTIONS OEUVRES ART JAVOLS	RB	I	0,00	408,00	0,00	-408,00	0,00	0,00	0,00
	313	2031	FRAIS ETUDES	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	313	21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS	BMG	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	313	21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS	RB	I	1 500,00	1 000,00	-1 500,00	-500,00	500,00	0,00	500,00

903	313	2188	AUTRES	BI	I	125 000,00	0,00	0,00	0,00	125 000,00	0,00	125 000,00
	313	231351	BATIMENTS PUBLICS	RB	I	12 133,38	0,00	0,00	-9 633,38	2 500,00	0,00	2 500,00
	314	2031	FRAIS ETUDES	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	314	21314	BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS	DIAD	I	650 000,00	0,00	0,00	-650 000,00	0,00	0,00	0,00
	314	216.1	RESTAURATION OEUVRES D'ART - MUSEE	BD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	314	21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS	RB	I	1 500,00	500,00	-1 250,00	-500,00	250,00	0,00	250,00
	314	231351	BATIMENTS PUBLICS	RB	I	12 000,00	1 012,00	-1 750,00	-10 512,00	750,00	0,00	750,00
	314	2314.19	REAMENAGEMENT CHATEAU DE SAINT ALBAN	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	314	2316	RESTAURATION DES COLLECTIONS ET OEUVRES D'ART	BD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	315	2031	FRAIS ETUDES	RB	I	0,00	24 401,21	0,00	0,00	24 401,21	0,00	24 401,21
	315	21314	BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	815 000,00	815 000,00	0,00	815 000,00
	315	2157	MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE	BH	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	315	216	COLLECTIONS ET OEUVRES D'ART - RESTAURATION	BH	I	43 000,00	7,90	0,00	-7,90	43 000,00	0,00	43 000,00
	315	216.2	COLLECTIONS ET OEUVRES D'ART-ACQUISITIONS	BH	I	2 000,00	0,31	0,00	-0,31	2 000,00	0,00	2 000,00
	315	216.6	COLLECTIONS ET OEUVRES ART NUMERISATION	BH	I	15 000,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00
	315	21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS	BH	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	315	21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS	BMG	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	315	21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS	RB	I	1 500,00	1 500,00	-2 270,00	-500,00	230,00	0,00	230,00
	315	2188	AUTRES	BH	I	4 000,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	4 000,00
	315	231314	BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS	RB	I	559 985,00	262,60	0,00	-360 000,00	200 247,60	0,00	200 247,60
	315	231351	BATIMENTS PUBLICS	RB	I	12 364,61	5 195,53	3 770,00	-12 560,14	8 770,00	10 000,00	18 770,00
	32	21314	BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
903				**Somme :**		**1 561 085,43**	**34 787,55**	**0,00**	**10 378,27**	**1 606 251,25**	**-240 000,00**	**1 366 251,25**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
904	40	2031	FRAIS ETUDES	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	40	21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS	RB	I	2 818,91	1 756,40	0,00	-1 533,44	3 041,87	0,00	3 041,87
	40	231351	BATIMENTS PUBLICS	RB	I	149 000,00	19 466,56	0,00	-138 466,56	30 000,00	0,00	30 000,00
	40	23181	INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DIVERS	RB	I	0,00	1 000,00	0,00	19 000,00	20 000,00	0,00	20 000,00
904				**Somme :**		**151 818,91**	**22 222,96**	**0,00**	**-121 000,00**	**53 041,87**	**0,00**	**53 041,87**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
905	50	2031	FRAIS ETUDES	RB	I	0,00	335,06	0,00	-335,06	0,00	0,00	0,00
	50	21838	AUTRE MATERIEL INFORMATIQUE	BFI	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	50	21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS	BMG	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	50	21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS	RB	I	2 500,14	0,00	0,00	-1 000,00	1 500,14	0,00	1 500,14
	50	231351	BATIMENTS PUBLICS	RB	I	43 000,00	637,90	0,00	-34 000,00	9 637,90	0,00	9 637,90
905				**Somme :**		**45 500,14**	**972,96**	**0,00**	**-35 335,06**	**11 138,04**	**0,00**	**11 138,04**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
906	61	21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS	BMG	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	2188	AUTRES	BMG	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	1313	DEPARTEMENTS	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	1313	DEPARTEMENTS	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	1314	COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	1314	COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	2031	FRAIS ETUDES	R	I	210 000,00	0,00	-68 161,00	0,00	141 839,00	0,00	141 839,00
	621	2031	FRAIS ETUDES	RB	I	0,00	4 609,05	-4 609,05	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	2032	FRAIS DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT	R	I	0,00	0,00	38 161,00	0,00	38 161,00	0,00	38 161,00
	621	2033	FRAIS D'INSERTION	BMP	I	40 000,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	40 000,00
	621	2033	FRAIS D'INSERTION	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	2111	TERRAINS NUS	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	2115	TERRAINS BATIS	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	2115	TERRAINS BATIS	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	21311	BATIMENTS ADMINISTRATIFS	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	21318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	145 000,00	145 000,00	-55 000,00	90 000,00
	621	21318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	2151	RESEAUX DE VOIRIE	R	I	100 000,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	100 000,00
	621	2152	INSTALLATIONS DE VOIRIE	R	I	215 000,00	0,00	50 000,00	0,00	265 000,00	0,00	265 000,00
	621	2157	MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE	BMG	I	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
	621	2157	MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE	R	I	685 000,00	0,00	0,00	0,00	685 000,00	0,00	685 000,00
	621	2157	MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	2182	MATERIEL DE TRANSPORT	R	I	350 000,00	0,00	0,00	0,00	350 000,00	0,00	350 000,00
	621	21841	MATERIEL DE BUREAU ET MOBILIER SCOLAIRES	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

906	621	21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS	BMG	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS	RB	I	7 000,00	4 092,45	-2 097,60	0,00	8 994,85	0,00	8 994,85
	621	231318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	231318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS	RB	I	252 000,00	75 291,64	227 584,41	-200 000,00	354 876,05	0,00	354 876,05
	621	23151	RESEAUX DE VOIRIE	R	I	12 790 000,00	0,00	-20 000,00	0,00	12 770 000,00	0,00	12 770 000,00
	621	23157	MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	2317318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	2317318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS	RB	I	322 000,00	86 394,64	-306 877,76	200 000,00	301 516,88	0,00	301 516,88
	621	231757	MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	23181	INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DIVERS	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	23181	INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DIVERS	RB	I	19 000,00	17 040,06	86 000,00	0,00	122 040,06	0,00	122 040,06
	621	238	AVANCES VERSEES SUR COMMANDES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	622	2157	MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	622	2182	MATERIEL DE TRANSPORT	R	I	650 000,00	3 481,00	0,00	-3 481,00	650 000,00	0,00	650 000,00
	622	23151	RESEAUX DE VOIRIE	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	68	2031	FRAIS ETUDES	BN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	68	204122	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	68	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	68	2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	BN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	68	2111	TERRAINS NUS	BN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	68	23153	RESEAUX DIVERS	BN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	68	231753	RESEAUX DIVERS	BN	I	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
906				**Somme :**		**15 670 000,00**	**190 908,84**	**0,00**	**141 519,00**	**16 002 427,84**	**-55 000,00**	**15 947 427,84**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
907	731	2031	FRAIS ETUDES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	731	2031	FRAIS ETUDES	DID	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	2031	FRAIS ETUDES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	2031	FRAIS ETUDES	BS3	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	208	AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	2128	AUTRES AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	2157	MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	2157	MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE	BS3	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

907	738	2157.300	MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE	BS3	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	2157.301	MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES - APN	BS3	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	2257	MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES	BS3	I	2 000,00	0,00	0,00	10 000,00	12 000,00	0,00	12 000,00
	74	2031	FRAIS ETUDES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
907				**Somme :**		**2 000,00**	**0,00**	**0,00**	**10 000,00**	**12 000,00**	**0,00**	**12 000,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
908	80	2031	FRAIS ETUDES	RT	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	80	23151	RESEAUX DE VOIRIE	RT	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	821	2031	FRAIS ETUDES	RT	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	821	2152	INSTALLATIONS DE VOIRIE	RT	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	821	231752	INSTALLATIONS DE VOIRIE	RT	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	88	2128	AUTRES AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS	RT	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	88	2188	AUTRES	RT	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	88	23151	RESEAUX DE VOIRIE	RT	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
908				**Somme :**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
909	90	2031	FRAIS ETUDES	BN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	BN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	2111	TERRAINS NUS	BN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	231785	MATERIEL DE TELEPHONIE	BN	I	30 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
	91	204182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	921	204182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	261	TITRES DE PARTICIPATION	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	261.1	TITRES DE PARTICIPATION	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	266.1	PARTICIPATION CAPITAL SOCIAL SEM ABATTOIR	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	208	AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	21318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	170 000,00	170 000,00	0,00	170 000,00
	94	2188	AUTRES	DIAD	I	115 000,00	0,00	0,00	-40 000,00	75 000,00	-35 000,00	40 000,00
	94	23151	RESEAUX DE VOIRIE	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
909				**Somme :**		**145 000,00**	**0,00**	**0,00**	**130 000,00**	**275 000,00**	**-35 000,00**	**240 000,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM

910	0202	204141.328	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - PED	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	168 294,00	16 046,00	0,00	-40 694,00	143 646,00	0,00	143 646,00
	0202	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	262 479,00	390,00	0,00	199 610,00	462 479,00	50 000,00	512 479,00
	0202	204142.328	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - PED	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	204142.328	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - PED	DID	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	2041721	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	2041722	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	2041782	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	2748	AUTRES PRETS	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	453 857,00	453 857,00
910				**Somme :**		**430 773,00**	**16 436,00**	**0,00**	**158 916,00**	**606 125,00**	**503 857,00**	**1 109 982,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
911	12	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DAD	I	94 839,60	0,00	0,00	-20 000,00	74 839,60	0,00	74 839,60
	12	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DIAD	I	25 000,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	25 000,00
	12	204142.24	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - DFCI	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	12	2041782	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	12	204181	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	I01	I	400 000,00	0,00	0,00	0,00	400 000,00	200 000,00	600 000,00
	12	204182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	I01	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
911				**Somme :**		**519 839,60**	**0,00**	**0,00**	**-20 000,00**	**499 839,60**	**200 000,00**	**699 839,60**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
912	21	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	21	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	21	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	74 030,00	0,00	0,00	0,00	74 030,00	20 000,00	94 030,00
	221	20421.218	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES-OGEC COLL.PRIV.INFO.PEDA	BD	I	26 916,00	0,00	0,00	0,00	26 916,00	0,00	26 916,00
	221	20422.63	BATIMENTS ET INSTALLATIONS-OGEC COLLEGES PRIVES	BD	I	186 049,42	0,00	0,00	0,00	186 049,42	0,00	186 049,42
	221	20431.206	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES-COLLEGES PUBLICS	BD	I	25 000,00	1 530,85	0,00	0,00	26 530,85	0,00	26 530,85
	222	20431	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BD	I	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
	222	20432	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	23	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
912				**Somme :**		**321 995,42**	**1 530,85**	**0,00**	**0,00**	**323 526,27**	**20 000,00**	**343 526,27**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
913	311	20417	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	DID	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	312	204122	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	312	204122	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	33 668,00	0,00	0,00	0,00	33 668,00	0,00	33 668,00
	312	204141.12	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES-RESTAU.OBJETS MOBILIERS	BD	I	41 539,50	0,00	0,00	4 968,00	46 507,50	0,00	46 507,50
	312	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	335 000,00	37 297,00	0,00	-233 207,00	139 090,00	0,00	139 090,00
	312	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	312	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	50 000,00	0,00	0,00	40 000,00	90 000,00	100 000,00	190 000,00
	312	20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	312	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	312	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
	313	204141	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BI	I	10 000,00	15 706,50	0,00	0,00	25 706,50	0,00	25 706,50
	313	204141.1	BIENS MOBILIERS, MATERIEL VEHICULES MEDIATHEQUES	BI	I	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
	313	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	313	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BI	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	313	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	314	204182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BB	I	294 723,00	0,00	0,00	-294 723,00	0,00	0,00	0,00
	315	20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BH	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	315	21314	BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	32	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	32	20421.167	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES-EQUIPEMENTS SPORTIFS ASS	BD	I	35 000,00	348,00	0,00	-348,00	35 000,00	0,00	35 000,00
	33	204141	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BLASE	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	33	204142.2	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - CRECHE HALTE GARDERIES PUBLIQUE	BL	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	33	204142.2	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - CRECHE HALTE GARDERIES PUBLIQUE	BLASE	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	33	2041721	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BLASE	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	33	204182.2	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BLASE	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	33	20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	33	20421.2	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - CRECHES HALTE GARDERIE	BLASE	I	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
	33	20422.2	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - CRECHES HALTE GARDERIES PRIVEES	BL	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

913	33	20422.2	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - CRECHES HALTE GARDERIES PRIVEES	BLASE	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
913				**Somme :**		**824 930,50**	**53 351,50**	**0,00**	**-483 310,00**	**394 972,00**	**100 000,00**	**494 972,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
915	50	204181	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BL	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	51	204142.2	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - CRECHE HALTE GARDERIES PUBLIQUE	BLASE	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	51	204182.2	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BLASE	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	51	20422.2	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - CRECHES HALTE GARDERIES PRIVEES	BLASE	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	53	204142.3	COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES - EHPAD PUBLIQUES	BL	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	53	2041722.3	CENTRE COMMUNAL ACTION SOCIALE - EHPAD PUBLIQUES	BL	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	53	2041782.3	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - EHPAD PUBLIQUES	BL	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	53	204182.3	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BL	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	53	20422.3	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - EHPAD PRIVES	BL	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	538	204142.3	COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES - EHPAD PUBLIQUES	BL	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	538	2041782	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BL	I	440 000,00	0,00	0,00	0,00	440 000,00	0,00	440 000,00
	538	2041782.3	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - EHPAD PUBLIQUES	BL	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	538	20418	ORGANISMES PUBLICS DIVERS	BL	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	538	204182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BL	I	750 000,00	0,00	0,00	0,00	750 000,00	0,00	750 000,00
	538	204182.3	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BL	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	538	20422.3	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - EHPAD PRIVES	BL	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	538	2748	AUTRES PRETS	BL	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	58	20417	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	BL	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	58	2041781	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BL	I	600 000,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00	0,00	600 000,00
	58	2041782.1	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - AIRDIE	BL	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
915				**Somme :**		**1 790 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 790 000,00**	**0,00**	**1 790 000,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
916	61	204141.217	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - RMC	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	204142.217	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - RMC	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	2041781	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	2041782	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	204182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	628	204113	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL	BC	I	1 142 344,00	0,00	0,00	-300 000,00	842 344,00	-142 344,00	700 000,00
	628	204113	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	628	204114	VOIRIES	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	628	204114	VOIRIES	DID	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	628	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	3 099,00	52 076,50	0,00	-16 199,00	38 976,50	0,00	38 976,50
	628	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	628	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	1 056 516,25	0,00	-53 250,00	0,00	1 003 266,25	173 098,00	1 176 364,25
	628	204142.14	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - INONDATION 2008	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	628	204142.7	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - PROGRAMME URBAIN	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	628	204142.78	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - PEVC	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	628	2041782	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	628	2041782	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	0,00	0,00	53 250,00	0,00	53 250,00	100 000,00	153 250,00
	628	2041782.78	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - PEVC	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	68	204123	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL	BN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	68	204143	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL	BN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	68	2041783	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL	BN	I	950 000,00	0,00	0,00	0,00	950 000,00	0,00	950 000,00
	68	20423	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL	BN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
916				**Somme :**		**3 151 959,25**	**52 076,50**	**0,00**	**-316 199,00**	**2 887 836,75**	**130 754,00**	**3 018 590,75**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
917	70	2041783	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL	BN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	70	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	71	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

917	72	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	11 912,00	0,00	0,00	11 912,00	0,00	11 912,00
	72	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	72	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	120 158,00	0,00	0,00	0,00	120 158,00	0,00	120 158,00
	72	204182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	72	20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	72	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	4 000,00	1 500,00	0,00	-1 500,00	4 000,00	0,00	4 000,00
	72	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DIAD	I	45 000,00	0,00	0,00	10 000,00	55 000,00	10 000,00	65 000,00
	72	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	13 000,00	0,00	0,00	2 500,00	15 500,00	0,00	15 500,00
	731	204141	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	DIAD	I	28 976,00	0,00	0,00	9 934,00	38 910,00	-10 020,00	28 890,00
	731	204141	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	DID	I	5 601,50	0,00	0,00	2 513,09	8 114,59	0,00	8 114,59
	731	204141.216	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - DECHETS MENAGER	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	731	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	731	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	731	204142.216	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - DECHETS MENAGER	BS	I	70 439,36	83 133,28	0,00	-713,44	152 859,20	-7 925,20	144 934,00
	731	204142.216	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - DECHETS MENAGER	DID	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	731	204151	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	731	2041782	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	731	2041782	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	731	20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	731	20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	DIAD	I	4 661,00	0,00	0,00	-554,79	4 106,21	0,00	4 106,21
	731	20421.216	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - DECHETS MENAGER	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	204141.30	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - GES.INTEGREE COURS EAU	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	204141.300	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - ENS	BS3	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	204141.31	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES-ACT.PLEINE NATURE PUBLIC	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	204141.41	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES-MOBILI.FONCIERE PUBLIC	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	204141.42	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES-SUB.ENVIR.DIVERSE PUBLIC	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BS	I	0,00	2 713,00	0,00	-28,00	2 685,00	0,00	2 685,00
	738	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DAD	I	9 918,47	0,00	0,00	12 920,93	22 839,40	0,00	22 839,40
	738	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DIAD	I	24 899,50	0,00	0,00	20 000,00	44 899,50	5 000,00	49 899,50

917	738	204142.19	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - SYLVICULTURE	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	204142.19	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - SYLVICULTURE	DID	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	204142.30	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - GEST.INTEGREE COURS EAU PUBLIC	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	204142.300	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - ENS	BS3	I	108 061,00	0,00	14 103,00	0,00	122 164,00	20 000,00	142 164,00
	738	204142.301	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - APN	BS3	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	204142.31	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - ACT.PLEINE NATURE PUBLIC	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	204151	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	204152	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	2041781	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	2041782	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	204181.10	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES-CIRCUIT RANDO TOPO-GUIDE	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	20421.24	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES-ACT.PLEINE NATURE PRIVES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	20421.300	BIENS MOBILIERS, MATERIELS ET ETUDES - ENS	BS3	I	22 120,55	0,00	-14 103,00	3 000,00	11 017,55	-1 043,43	9 974,12
	738	20421.301	BIENS MOBILIERS, MATERIELS ET ETUDES - APN	BS3	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	20421.42	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES-SUB.ENVIR.DIVERSE PRIVES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	20422.300	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - ENS	BS3	I	0,00	0,00	0,00	2 943,00	2 943,00	0,00	2 943,00
	74	204141	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	DAD	I	0,00	0,00	0,00	7 657,25	7 657,25	0,00	7 657,25
	74	204141	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	DIAD	I	14 400,00	0,00	0,00	-138,56	14 261,44	11 000,00	25 261,44
	74	204141	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	DID	I	0,00	0,00	0,00	9 997,00	9 997,00	-121,14	9 875,86
	74	204141.199	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - DGE	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	74	204141.22	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - FONCIERES PASTORALES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	74	204141.41	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES-MOBILI.FONCIERE PUBLIC	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	74	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	1 106 563,34	205 908,69	0,00	-273 653,72	1 038 818,31	-167 665,47	871 152,84
	74	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BS	I	441 799,00	0,00	0,00	-58 027,00	383 772,00	-58 961,00	324 811,00
	74	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DIAD	I	8 000,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	8 000,00
	74	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	2 952 845,50	6 665,00	0,00	-259 907,00	2 699 603,50	150 000,00	2 849 603,50
	74	204142.199	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - DGE EQUIPEMENT RURAL	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	74	204142.199	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - DGE EQUIPEMENT RURAL	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

917	74	204142.200	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - PROGRAMME EXCEPTIONNEL	BS	I	394 705,00	0,00	0,00	0,00	394 705,00	0,00	394 705,00
	74	204142.22	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - AMELIORATION FONCIERE PASTORALE	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	74	204142.83	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - AMENAGEMENTS DE VILLAGES	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	74	204151	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	74	204182.32	BATIMENTS ET INSTALLATIONS- AMELIORATION FONCIERE PASTORALE	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	74	20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	74	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	74	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	74	20422.10	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - HABITAT JEUNES AGRICULTEURS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
917				**Somme :**		**5 375 148,22**	**311 831,97**	**0,00**	**-513 057,24**	**5 173 922,95**	**-49 736,24**	**5 124 186,71**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
918	821	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	88	20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	RT	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	88	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	RT	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
918				**Somme :**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
919	90	204141	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	204141	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	204142.55	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - FIE	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	204152	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	204181	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	204182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DAD	I	0,00	0,00	0,00	7 696,00	7 696,00	0,00	7 696,00

919	90	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DIAD	I	82 798,00	0,00	0,00	50 000,00	132 798,00	0,00	132 798,00
	90	20422.55	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - FIE	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	921	204182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	204141	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	204141.162	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES-DIVERSIFICATION AGRICOLE	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	204141.28	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - ENERGIES RENOUVELABLES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	204142.162	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - DIVERSIFICATION AGRICOLE	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	204142.28	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - ENERGIES RENOUVELABLES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	204181	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	DAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	204181	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	204181.26	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES-MAITRISE EAU AGRICULTURE	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	204182.26	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - MAITRISE EAU AGRICULTURE	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	DAD	I	0,00	0,00	0,00	20 000,00	20 000,00	0,00	20 000,00
	928	20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	DIAD	I	45 000,00	0,00	0,00	-5 875,00	39 125,00	50 000,00	89 125,00
	928	20421.86	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - IDENT.ELECT.OVINS	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	20421.95	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES-DIVERSIFICATION AGRICOLE	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	20422.17	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - BATIMENTS ELEVAGE	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	20422.28	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - ENERGIES RENOUVELABLES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	20422.95	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - DIVERSIFICATION AGRICOLE	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	2748	AUTRES PRETS	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	2748	AUTRES PRETS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

919	93	204141	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	DAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	93	204141	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	93	204141.6	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - ZONES D'ACTIVITE	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	93	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	448 500,00	0,00	0,00	-412 500,00	36 000,00	0,00	36 000,00
	93	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	93	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	100 000,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	100 000,00
	93	204142.235	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - AIDE AU COMMERCE RURAL	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	93	204142.37	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - PROGRAMME IMMOBILIER D'ENT.	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	93	204142.45	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - FIIA	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	93	204142.6	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - ZONES D'ACTIVITE	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	93	204182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DAD	I	4 935,00	0,00	0,00	0,00	4 935,00	0,00	4 935,00
	93	20421.33	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - PME	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	93	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DAD	I	72 265,14	0,00	0,00	0,00	72 265,14	0,00	72 265,14
	93	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DIAD	I	155 000,00	0,00	0,00	20 000,00	175 000,00	20 000,00	195 000,00
	93	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	8 357,04	3 150,01	0,00	-3 150,01	8 357,04	0,00	8 357,04
	93	20422.235	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - COMMERCE RURAL	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	93	20422.31	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - OPERATION VITRINE	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	93	20422.45	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - FIIA	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	93	20422.55	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - FIE	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	204122.161	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	204141.75	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - O.T.S.I.	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	168 276,44	1 762,00	0,00	-2 455,00	167 583,44	-31 018,00	136 565,44
	94	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	10 000,00
	94	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	169 335,03	0,00	0,00	0,00	169 335,03	0,00	169 335,03
	94	204142.161	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - PROJET TOURISTIQUE STRUCTURANT	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	204142.161	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - PROJET TOURISTIQUE STRUCTURANT	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	204142.161	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - PROJET TOURISTIQUE STRUCTURANT	DID	I	0,00	13 097,97	0,00	0,00	13 097,97	0,00	13 097,97
	94	204142.48	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - TOURISME RURAL COMMUNES	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	204182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	204182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DAD	I	700 000,00	0,00	0,00	0,00	700 000,00	0,00	700 000,00
	94	204182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

919	94	204182.15	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - SELO RENOVATION BAGNOLS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	20421.75	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - O.T.S.I.	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DIAD	I	65 000,00	0,00	0,00	0,00	65 000,00	40 000,00	105 000,00
	94	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	62 302,18	41 080,00	0,00	0,00	103 382,18	0,00	103 382,18
	94	20422.161	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - POLES TOURISTIQUES	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	20422.48	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - TOURISME RURAL PRIVES	BC	I	22 264,00	4 641,00	0,00	-572,00	26 333,00	0,00	26 333,00
	94	2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	2111	TERRAINS NUS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	2761	CREANCES POUR AVANCES EN GARANTIES D'EMPRUNT	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	2762	CREANCES SUR TRANSFERT DE DROIT A DEDUCTION DE T.V.A	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	27638	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	2764	CREANCES SUR PARTICULIERS ET AUTRES PERSONNES DE DROIT PRIVE	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	95	204141	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	95	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	95	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	95	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	20 000,00	0,00	0,00	17 504,00	37 504,00	0,00	37 504,00
	95	2041782	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	95	2041782.2	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - SDEE ELECTRIFICATION	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	95	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
919				**Somme :**		**2 124 032,83**	**63 730,98**	**0,00**	**-309 352,01**	**1 878 411,80**	**88 982,00**	**1 967 393,80**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
922		266	AUTRES FORMES DE PARTICIPATION	DAD	I	186 500,00	0,00	0,00	0,00	186 500,00	0,00	186 500,00
		266	AUTRES FORMES DE PARTICIPATION	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
922				**Somme :**		**186 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**186 500,00**	**0,00**	**186 500,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
923		1641	EMPRUNTS EN EUROS	BB	I	5 980 000,00	0,00	0,00	0,00	5 980 000,00	-354 713,65	5 625 286,35
		16441	OPERATIONS AFFERENTES A L'EMPRUNT		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

923		16441	OPERATIONS AFFERENTES A L'EMPRUNT	BB	I	10 000 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000 000,00	0,00	10 000 000,00
		16449	OPERATIONS AFFERENTES A L'OPTION DE TIRAGE SUR LIGNE DE TRES	BB	I	10 000 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000 000,00	0,00	10 000 000,00
		1678	AUTRES EMPRUNTS ET DETTES	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2761	CREANCES POUR AVANCES EN GARANTIES D'EMPRUNT	BB	I	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
923				**Somme :**		**26 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**26 000 000,00**	**-354 713,65**	**25 645 286,35**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
924		20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		45421	REMEMBREMENT	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		454213	REMEMBREMENT LIE AMENAGEMENT DE L'A75	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		454410	AMENAGEMENT FONCIER - DEPENSE	DIAD	I	36 000,00	0,00	5 926,80	6 600,00	48 526,80	0,00	48 526,80
		45441.1	ANIMATIONS FONCIERES - ECHANGES AMIABLES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		45441.1	ANIMATIONS FONCIERES - ECHANGES AMIABLES	DAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		454411	REMEMBREMENT PRE-ETUDE AMENAGEMENT FONCIER	DIAD	I	21 000,00	0,00	-5 926,80	4 926,80	20 000,00	0,00	20 000,00
		45441.2	ANIMATIONS FONCIERES - FRAIS D'ECHANGES AMIABLES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		45441.2	ANIMATIONS FONCIERES - FRAIS D'ECHANGES AMIABLES	DAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		454412	ANIMATIONS FONCIERES - ECHANGES AMIABLES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		454416	AMENAGEMENT FONCIER - DEPENSES	DAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		454416	AMENAGEMENT FONCIER - DEPENSES	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		454417	AMENAGEMENT FONCIER - DEPENSES - FRAIS	DAD	I	1 058,00	0,00	0,00	0,00	1 058,00	0,00	1 058,00
		454417	AMENAGEMENT FONCIER - DEPENSES - FRAIS	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		454418	AMENAGEMENT FONCIER - DEPENSES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		454418	AMENAGEMENT FONCIER - DEPENSES	DAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		454419	AMENAGEMENT FONCIER - DEPENSES - FRAIS	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		454419	AMENAGEMENT FONCIER - DEPENSES - FRAIS	DAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		4581.1	DEPENSES - VOIRIES COMMUNALES	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
924				**Somme :**		**58 058,00**	**0,00**	**0,00**	**11 526,80**	**69 584,80**	**0,00**	**69 584,80**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
925		16441	OPERATIONS AFFERENTES A L'EMPRUNT		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2031	FRAIS ETUDES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2033	FRAIS D'INSERTION		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		204411	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		204412	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2151	RESEAUX DE VOIRIE		I	265 000,00	0,00	0,00	0,00	265 000,00	0,00	265 000,00
		2157	MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE		I	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
		2182	MATERIEL DE TRANSPORT		I	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
		21841	MATERIEL DE BUREAU ET MOBILIER SCOLAIRES		I	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
		21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		231311	BATIMENTS ADMINISTRATIFS		I	8 000,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	8 000,00
		231314	BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS		I	54 000,00	0,00	0,00	0,00	54 000,00	0,00	54 000,00
		231318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS		I	160 000,00	0,00	0,00	0,00	160 000,00	0,00	160 000,00
		231351	BATIMENTS PUBLICS		I	40 000,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	40 000,00
		2314	CONSTRUCTION SUR SOL D'AUTRUI		I	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
		23151	RESEAUX DE VOIRIE		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		23153	RESEAUX DIVERS		I	200 000,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00	0,00	200 000,00
		2317312	BATIMENTS SCOLAIRES		I	210 000,00	0,00	0,00	0,00	210 000,00	0,00	210 000,00
		2317318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS		I	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
		231735	INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS, AMENAGEMENTS DES CONST		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		231753	RESEAUX DIVERS		I	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
		231785	MATERIEL DE TELEPHONIE		I	9 000,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00	0,00	9 000,00
		23181	INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DIVERS		I	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
		248	AUTRES MISES EN AFFECTATIONS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
925				**Somme :**		**1 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 000 000,00**	**0,00**	**1 000 000,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
926		1391	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RATTACHEES ACTIFS AMORTISSABLES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		13911	SUBV.INV.TRANSFEREES AU C.R.-ETAT ET ETBS NATIONAUX		I	11 145,00	0,00	0,00	0,00	11 145,00	0,00	11 145,00
		13912	SUBV. INVESTIS. TRANSFEREES AU C.R.- REGION		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

926		13914	SUBV. INVESTIS. TRANSFEREES AU C.R. - COMMUNES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		13916	SUBV.INVESTIS.TRANSFEREES AU C.R.-AUTRES ETBS PUBLICS LOC.		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		139172	SUBV. INVESTIS. TRANSFEREES AU C.R.-FEDER		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		139178	SUBV. INVESTIS. TRANSFEREES AU C.R. - FONDS EUROPEENS AUTRES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		13918	SUBV. INVESTIS. TRANSFEREES AU C.R.- AUTRES		I	500 000,00	0,00	0,00	0,00	500 000,00	0,00	500 000,00
		13931	DGE		I	244 851,00	0,00	0,00	0,00	244 851,00	0,00	244 851,00
		13932	DOTATION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT DES COLLEGES		I	834 974,00	0,00	0,00	0,00	834 974,00	0,00	834 974,00
		13936	DOTATION DE SOUTIEN A INVESTISSEMENT DES DEPARTEMENTS		I	4 453 559,00	0,00	0,00	0,00	4 453 559,00	0,00	4 453 559,00
		192	PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS D'IMMOBILISATIONS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		198	NEUTRALISATION DES AMORTISSEMENTS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		21311	BATIMENTS ADMINISTRATIFS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28033	AMORTISSEMENT DES FRAIS INSERTION		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		280414	COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28041722	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		280422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		281848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
926				**Somme :**		**6 044 529,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 044 529,00**	**0,00**	**6 044 529,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
950		020	DEPENSES IMPREVUES	BB	I	144 237,14	0,00	0,00	0,00	144 237,14	-144 237,14	0,00
950				**Somme :**		**144 237,14**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**144 237,14**	**-144 237,14**	**0,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
953		1068	EXCEDENTS DE FONCTIONNEMENT CAPITALISES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
953				**Somme :**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

				Somme :		**72 360 985,77**	**1 089 488,74**	**0,00**	**-902 320,71**	**72 548 153,80**	**12 072 317,68**	**84 620 471,48**

BUDGET PRINCIPAL RECETTES FONCTIONNEMENT

Fonctionnement

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
		002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	963 732,20	963 732,20
					Somme :	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**963 732,20**	**963 732,20**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
930	0201	6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERSONNEL	BFH	F	110 000,00	0,00	0,00	110 000,00	0,00	110 000,00
	0201	6459	REMBOURSEMENTS SUR CHARGES DE SECURITE SOCIALE PREVOYANCE	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0201	7081	PRODUITS DES SERVICES EXPLOITES DANS L'INTERET DU PERSONNEL	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0201	7081	PRODUITS DES SERVICES EXPLOITES DANS L'INTERET DU PERSONNEL	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0201	7475	AUTRES GPTS COLLECTIVITES STATUT PARTICULIER ET E.P.	BMP	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0201	74788	AUTRES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0201	7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0201	773	MANDATS ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0201	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERSONNEL	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERSONNEL	BFI	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	6459	REMBOURSEMENTS SUR CHARGES DE SECURITE SOCIALE PREVOYANCE	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	70323	REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC DEPARTEMENTAL	BN	F	3 500,00	0,00	0,00	3 500,00	0,00	3 500,00
	0202	70878	PAR DES TIERS	BFI	F	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00
	0202	70878	PAR DES TIERS	BMG	F	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00
	0202	70878	PAR DES TIERS	BMP	F	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
	0202	70878	PAR DES TIERS	POLEN	F	18 000,00	0,00	0,00	18 000,00	0,00	18 000,00
	0202	70878	PAR DES TIERS	RB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	7088	AUTRES PRODUITS ACTIVITES ANNEXES (ABONNEMENT VTE OUVRAGES)	COM	F	7 000,00	0,00	0,00	7 000,00	0,00	7 000,00
	0202	74788	AUTRES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	752	REVENUS DES IMMEUBLES	BMG	F	40 000,00	0,00	14 000,00	54 000,00	0,00	54 000,00
	0202	752	REVENUS DES IMMEUBLES	POLEN	F	35 000,00	0,00	0,00	35 000,00	0,00	35 000,00

	0202	7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	RB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	7718	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIONS DE GESTION	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	775	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	BMG	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	021	7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	021	775	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	R	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	023	74788	AUTRES	COM	F	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
					Somme :	**311 500,00**	**0,00**	**14 000,00**	**325 500,00**	**0,00**	**325 500,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
931	12	70848	AUX AUTRES ORGANISMES	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	12	70848	AUX AUTRES ORGANISMES	BFH	F	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
	12	70878	PAR DES TIERS	BB	F	18 000,00	0,00	0,00	18 000,00	0,00	18 000,00
					Somme :	**20 000,00**	**0,00**	**0,00**	**20 000,00**	**0,00**	**20 000,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
932	20	6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERSONNEL	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20	6459	REMBOURSEMENTS SUR CHARGES DE SECURITE SOCIALE PREVOYANCE	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20	74712	EMPLOIS D'AVENIR	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20	7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20	773	MANDATS ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERSONNEL	BD	F	250 000,00	0,00	0,00	250 000,00	0,00	250 000,00
	221	6459	REMBOURSEMENTS SUR CHARGES DE SECURITE SOCIALE PREVOYANCE	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	74712	EMPLOIS D'AVENIR	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	74718	AUTRES	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	7473.2	DEPARTEMENTS - FONCTIONNEMENT COLLEGES	BD	F	140 000,00	0,00	0,00	140 000,00	0,00	140 000,00

	221	7475	AUTRES GPTS COLLECTIVITES STATUT PARTICULIER ET E.P.	RB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	74881	PARTIC. FAMILLES AU TITRE RESTAURATION-HEBERG.SCOLAIRES	BD	F	280 000,00	0,00	0,00	280 000,00	0,00	280 000,00
	221	752	REVENUS DES IMMEUBLES	BD	F	6 000,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	6 000,00
	221	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	23	70878	PAR DES TIERS	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	23	70878	PAR DES TIERS	RB	F	3 500,00	0,00	0,00	3 500,00	0,00	3 500,00
	23	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	RB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**679 500,00**	**0,00**	**0,00**	**679 500,00**	**0,00**	**679 500,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
933	30	6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERSONNEL	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	30	7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	30	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	311	6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERSONNEL	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	312	74718	AUTRES	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	312	74718.5	AUTRES - PARTICIPATION DRAC-PROG CONSERV PREV CNES	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	312	7472	REGIONS	BH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	313	6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERSONNEL	BI	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	313	74718	AUTRES	BI	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	314	70878	PAR DES TIERS	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	314	7472	REGIONS	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	315	6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERSONNEL	BH	F	60 000,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00	60 000,00
	315	7081	PRODUITS DES SERVICES EXPLOITES DANS L'INTERET DU PERSONNEL	BH	F	1 500,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00
	315	70878	PAR DES TIERS	BH	F	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
	315	7088	AUTRES PRODUITS ACTIVITES ANNEXES (ABONNEMENT VTE OUVRAGES)	BH	F	6 000,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	6 000,00
	315	74712	EMPLOIS D'AVENIR	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	315	74712	EMPLOIS D'AVENIR	BH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	315	74718	AUTRES	BFH	F	14 000,00	0,00	0,00	14 000,00	0,00	14 000,00
	315	74718	AUTRES	BH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	315	74718	AUTRES	BI	F	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
	315	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	BH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	32	70878	PAR DES TIERS	BMG	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	33	7068	AUTRES REDEVANCES ET DROITS	DIAD	F	8 000,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	8 000,00
					Somme :	**111 500,00**	**0,00**	**0,00**	**111 500,00**	**0,00**	**111 500,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
934	40	6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERSONNEL	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	40	70878	PAR DES TIERS	DIAD	F	4 000,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	4 000,00
	40	752	REVENUS DES IMMEUBLES	BL	F	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
	41	7512	RECOUVREMENTS SECURITE SOCIALE ET ORGANISMES MUTUALISTES	BL	F	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
					Somme :	**26 000,00**	**0,00**	**0,00**	**26 000,00**	**0,00**	**26 000,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
935	50	6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERSONNEL	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	50	6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERSONNEL	BL	F	85 000,00	0,00	0,00	85 000,00	0,00	85 000,00
	50	6459	REMBOURSEMENTS SUR CHARGES DE SECURITE SOCIALE PREVOYANCE	BFH	F	25 000,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	25 000,00
	50	70878	PAR DES TIERS	BL	F	13 000,00	0,00	0,00	13 000,00	0,00	13 000,00
	50	74771	FONDS SOCIAL EUROPEEN	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	50	747813	DOTATION VERSEE AU TITRE DES MDPH	BL	F	320 000,00	0,00	0,00	320 000,00	0,00	320 000,00
	50	7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	50	773	MANDATS ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	50	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	51	74718	AUTRES	BL	F	150 000,00	0,00	258 600,00	408 600,00	0,00	408 600,00
	51	7511	RECOUVREMENTS DEPARTEMENTS ET AUTRES COLLECTIVITES PUBLIQUES	BL	F	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00
	51	7511	RECOUVREMENTS DEPARTEMENTS ET AUTRES COLLECTIVITES PUBLIQUES	BLASE	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	51	7513	RECOUVREMENTS BENEFICIAIRE,TIERS-PAYANTS ET SUCCESSIONS	BL	F	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00
	51	7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	51	773	MANDATS ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	52	70848	AUX AUTRES ORGANISMES	BFH	F	622 000,00	0,00	0,00	622 000,00	0,00	622 000,00
	52	70848	AUX AUTRES ORGANISMES	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	52	70878	PAR DES TIERS	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	52	747812	DOTATION VERSEE AU TITRE DE LA PCH	BL	F	980 000,00	0,00	0,00	980 000,00	0,00	980 000,00
	52	74788	AUTRES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	52	7511	RECOUVREMENTS DEPARTEMENTS ET AUTRES COLLECTIVITES PUBLIQUES	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	52	7513	RECOUVREMENTS BENEFICIAIRE,TIERS-PAYANTS ET SUCCESSIONS	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	52	7535	PCH	BL	F	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
	52	7538	AUTRES	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	52	7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	531	7478141	PART AUTONOMIE	BL	F	14 000,00	0,00	0,00	14 000,00	0,00	14 000,00
	532	7475	AUTRES GPTS COLLECTIVITES STATUT PARTICULIER ET E.P.	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	532	7475.1	AUTRES GROUPEMENTS DE COLLECTIVITES ET ETABLISSEMENTS PUBLIC	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	532	7478141	PART AUTONOMIE	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	532	7478142	PART PREVENTION	BL	F	100 000,00	0,00	-50 000,00	50 000,00	93 700,00	143 700,00
	538	6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERSONNEL	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	538	74718	AUTRES	BL	F	0,00	0,00	0,00	320 000,00	0,00	320 000,00
	538	7475	AUTRES GPTS COLLECTIVITES STATUT PARTICULIER ET E.P.	BL	F	320 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	538	7478142	PART PREVENTION	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	538	74788	AUTRES	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	538	7513	RECOUVREMENTS BENEFICIAIRE,TIERS-PAYANTS ET SUCCESSIONS	BL	F	355 000,00	0,00	0,00	355 000,00	0,00	355 000,00
	541	74718	AUTRES	BL	F	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
	544	74771	FONDS SOCIAL EUROPEEN	BL	F	0,00	0,00	26 000,00	26 000,00	-24 570,44	1 429,56
	5471	74783	FONDS DE MOBILISATION DPTAL POUR L'INSERTION	BL	F	345 000,00	0,00	0,00	345 000,00	0,00	345 000,00
	550	747811	DOTATION VERSEE AU TITRE DE L'APA	BL	F	3 950 000,00	0,00	-350 000,00	3 600 000,00	0,00	3 600 000,00
	550	7533	APA	BL	F	60 000,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00	60 000,00
	553	773	MANDATS ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	567	7518	RECOUVREMENTS SUR AUTRES REDEVABLES	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	567	75342	ALLOCATIONS FORFAITAIRES	BL	F	40 000,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	40 000,00
	567	773	MANDATS ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	58	70878	PAR DES TIERS	BMG	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	58	74788	AUTRES	BL	F	176 000,00	0,00	0,00	176 000,00	0,00	176 000,00
	58	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**7 645 000,00**	**0,00**	**-115 400,00**	**7 529 600,00**	**69 129,56**	**7 598 729,56**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
936	60	6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERSONNEL	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	60	6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERSONNEL	R	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	60	7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERSONNEL	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	7474	COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	7474.1	CNES ET STRUCT.INTERCOMMUNALES - PROTECTION RESSOURCE EN EAU	DIAD	F	95 000,00	0,00	0,00	95 000,00	0,00	95 000,00
	61	7475.24	AUTRES GRPTS COLLECTIVITES PARTICIPATION AGENCE EAU - SATESE	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	7475.25	AUTRES GRPTS COLLECTIVITES PARTICIPATION AGENCE EAU - SATEP	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	7475.26	AUTRES GRPTS COLLECTIVITES AGENCE EAU - RESEAU MESURE EAU	DIAD	F	25 000,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	25 000,00
	61	7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERSONNEL	R	F	230 000,00	0,00	0,00	230 000,00	0,00	230 000,00
	621	70323	REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC DEPARTEMENTAL	R	F	185 000,00	0,00	0,00	185 000,00	0,00	185 000,00
	621	70388	AUTRES	R	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	7081	PRODUITS DES SERVICES EXPLOITES DANS L'INTERET DU PERSONNEL	R	F	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
	621	70878	PAR DES TIERS	R	F	3 700,00	0,00	0,00	3 700,00	0,00	3 700,00
	621	74712	EMPLOIS D'AVENIR	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	R	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	7711	DEDITS ET PENALITES PERCUS	R	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	775	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	R	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	R	F	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00
	622	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	R	F	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
	628	7081	PRODUITS DES SERVICES EXPLOITES DANS L'INTERET DU PERSONNEL	BH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	628	7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	68	6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERSONNEL	BN	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	68	70878	PAR DES TIERS	BN	F	16 800,00	0,00	0,00	16 800,00	0,00	16 800,00
	68	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	BN	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**608 500,00**	**0,00**	**0,00**	**608 500,00**	**0,00**	**608 500,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM

937	70	6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERSONNEL	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	70	6459	REMBOURSEMENTS SUR CHARGES DE SECURITE SOCIALE PREVOYANCE	BFH	F	6 000,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	6 000,00
	70	7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	72	74718	AUTRES	DIAD	F	0,00	0,00	74 000,00	74 000,00	0,00	74 000,00
	731	7475.28	AUTRES GPTS COLLECTIVITES STATUT PARTICULIER ADEME DECHETS	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	7351	TAXE SUR LA CONSOMMATION FINALE D'ELECTRICITE	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	74718	AUTRES	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	74	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**6 000,00**	**0,00**	**74 000,00**	**80 000,00**	**0,00**	**80 000,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
938	80	6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERSONNEL	RT	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	80	7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	81	6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERSONNEL	RT	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	81	7081	PRODUITS DES SERVICES EXPLOITES DANS L'INTERET DU PERSONNEL	RT	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	81	7472	REGIONS	RT	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	81	7474	COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES	RT	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	81	74778	AUTRES	RT	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	81	74888	AUTRES	RT	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	81	7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	RT	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	81	7714	RECOUVREMENT SUR CREANCES ADMISES EN NON VALEUR	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	81	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	RT	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	821	74718	AUTRES	RT	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
939	90	6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERSONNEL	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERSONNEL	DIAD	F	49 000,00	0,00	0,00	49 000,00	0,00	49 000,00
	90	70388	AUTRES	BFI	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	90	70388	AUTRES	BN	F	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00
	90	7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	91	6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERSONNEL	BFH	F	195 000,00	0,00	0,00	195 000,00	0,00	195 000,00
	91	70878	PAR DES TIERS	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	91	70878	PAR DES TIERS	DIAD	F	24 000,00	0,00	0,00	24 000,00	0,00	24 000,00
	91	70878	PAR DES TIERS	R	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	91	7475	AUTRES GPTS COLLECTIVITES STATUT PARTICULIER ET E.P.	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	91	752	REVENUS DES IMMEUBLES	DIAD	F	6 000,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	6 000,00
	91	775	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	BMG	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	921	70872	PAR LES BUDGETS ANNEXES	BB	F	25 000,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	25 000,00
	928	74778	AUTRES	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	70323.4	REDEVANCE OCCUPATION DOMAINE PUBLIC DEPARTEMENTAL BOUVIERS	DIAD	F	1 500,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00
	94	70323.5	REDEVANCE OCCUPATION DOMAINE PUBLIC DEPARTEMENTAL STE LUCIE	DIAD	F	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
	94	70878	PAR DES TIERS	DIAD	F	1 500,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00
	94	74778	AUTRES	RT	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	752	REVENUS DES IMMEUBLES	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	757	REDEVANCES VERSEES PAR LES FERMIERS ET CONCESSIONNAIRES	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	95	74778	AUTRES	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**347 000,00**	**0,00**	**0,00**	**347 000,00**	**0,00**	**347 000,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
940		73111	TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES BATIES	BB	F	21 706 000,00	0,00	0,00	21 706 000,00	-32 033,00	21 673 967,00
		73112	COTISATION SUR LA VALEUR AJOUTEE DES ENTREPRISES	BB	F	2 285 000,00	0,00	0,00	2 285 000,00	298 968,00	2 583 968,00
		73114	IMPOSITION FORFAITAIRE SUR LES ENTREPRISES DE RESEAUX	BB	F	535 000,00	0,00	0,00	535 000,00	-17 194,00	517 806,00
		73121	F.N.G.I.R.	BB	F	918 061,00	0,00	0,00	918 061,00	0,00	918 061,00
		73125	FRAIS DE GESTION DE LA TAXE FONCIERE SUR PROPRIETES BATIES	BB	F	5 100 000,00	0,00	0,00	5 100 000,00	88 733,00	5 188 733,00
		73128	AUTRES - PART ETAT TSCA	BB	F	2 500 000,00	0,00	300 000,00	2 800 000,00	0,00	2 800 000,00
					Somme :	**33 044 061,00**	**0,00**	**300 000,00**	**33 344 061,00**	**338 474,00**	**33 682 535,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
941		73122	FONDS PEREQUATION COTISATION VALEUR AJOUTEE ENTREPRISES	BB	F	208 000,00	0,00	0,00	208 000,00	0,00	208 000,00
		7321	TAXE DPTLE PUB.FONCIERE ET DROIT DPTAL ENREGIS.	BB	F	4 500 000,00	0,00	269 000,00	4 769 000,00	0,00	4 769 000,00
		7322	TAXE DPTLE ADDITION.A CERTAINS DROITS ENREGIS.	BB	F	90 000,00	0,00	0,00	90 000,00	0,00	90 000,00
		7326	ATTRIBUTION TITRE FONDS NTAL PEREQUATION DMTO PERCUS	BB	F	0,00	0,00	1 000 000,00	5 340 000,00	-700 000,00	4 640 000,00
		73261	ATTRIBUTIONS AU TITRE DU FONDS NATIONAL DE PEREQUATION DMTO	BB	F	3 700 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		73262	ATTRIBUTIONS AU TITRE DU FONDS DE SOLIDARITE EN FAVEUR DPTS	BB	F	640 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		7327	TAXE D'AMENAGEMENT	BB	F	250 000,00	0,00	0,00	250 000,00	0,00	250 000,00
		7342	TAXE SUR LES CONVENTIONS D'ASSURANCE	BB	F	12 000 000,00	0,00	0,00	12 000 000,00	0,00	12 000 000,00
		7342.1	TAXE SUR LES CONVENTIONS D'ASSURANCE - SDIS	BB	F	1 700 000,00	0,00	80 000,00	1 780 000,00	0,00	1 780 000,00
		7351	TAXE SUR LA CONSOMMATION FINALE D'ELECTRICITE	BB	F	1 100 000,00	0,00	0,00	1 100 000,00	0,00	1 100 000,00
		7352	TAXE INTERIEURE CONSOMMATION PRODUITS ENERGETIQUES (TICPE)	BL	F	2 841 122,00	0,00	0,00	2 841 122,00	0,00	2 841 122,00
		7352.1	TAXE INTERIEURE CONSOMMATION PRODUITS ENERGETIQUES COMPLEMEN	BB	F	2 700 000,00	0,00	0,00	2 700 000,00	0,00	2 700 000,00
		7352.2	TAXE INTERIEURE CONSOMMATION PRODUITS ENERGETIQUES RSA	BL	F	310 973,00	0,00	0,00	310 973,00	0,00	310 973,00
		7388	AUTRES	BB	F	4 500 000,00	0,00	0,00	4 500 000,00	0,00	4 500 000,00
					Somme :	**34 540 095,00**	**0,00**	**1 349 000,00**	**35 889 095,00**	**-700 000,00**	**35 189 095,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
942		7411	DOTATION FORFAITAIRE	BB	F	8 528 000,00	0,00	0,00	8 528 000,00	49 023,00	8 577 023,00
		74121	DOTATION DE FONCTIONNEMENT MINIMALE	BB	F	17 051 000,00	0,00	0,00	17 051 000,00	515 607,00	17 566 607,00
		74123	DOTATION DE COMPENSATION	BB	F	15 743 406,00	0,00	0,00	15 743 406,00	0,00	15 743 406,00
		744	FCTVA	BB	F	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00
		7461.09	DOTATION GENERALE DE DECENTRALISATION	BB	F	1 543 322,00	0,00	0,00	1 543 322,00	0,00	1 543 322,00
		74831	COMPENSATION DES PERTES DE BASE D'IMPOSITION A LA CET	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		74832	D.C.R.T.P.	BB	F	930 000,00	0,00	-31 600,00	898 400,00	0,00	898 400,00
		74833	ETAT - COMPENSATION TITRE CONTRIBUTION ECO TERRITORIALE	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		74834	ETAT - COMPENSATION TITRE EXO TAXE FONCIERE PROP BATIES	BB	F	25 000,00	0,00	0,00	25 000,00	997,00	25 997,00

		74835	ETAT - DOT TRANSF COMPENSATIONS EXO FISCALITE DIRECTE LOCALE	BB	F	810 000,00	0,00	-75 000,00	735 000,00	16 839,00	751 839,00
					Somme :	**44 645 728,00**	**0,00**	**-106 600,00**	**44 539 128,00**	**582 466,00**	**45 121 594,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
943		761	PRODUIT DE PARTICIPATIONS	BB	F	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
		773	MANDATS ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		775	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**3 000,00**	**0,00**	**0,00**	**3 000,00**	**0,00**	**3 000,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
945		7815	REPRISES PROVISIONS RISQUES ET CHARGES DE FONC. COURANT	BB	F	75 000,00	0,00	0,00	75 000,00	0,00	75 000,00
		7817	REPRISES SUR PROVISIONS POUR DEPRECIATION ACTIFS CIRCULANTS	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**75 000,00**	**0,00**	**0,00**	**75 000,00**	**0,00**	**75 000,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
946		773	MANDATS ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)		F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		775	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS		F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		7761	DIFFERENCES SUR REALISATIONS (NEGATIVES) REPRISES AU COMPTE		F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		7768	NEUTRALISATION DES AMORTISSEMENTS		F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		777	QUOTE-PART DES SUBVENTIONS INVESTISSEMENT TRANSFEREES AU CR		F	6 044 529,00	0,00	0,00	6 044 529,00	0,00	6 044 529,00
		7811	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLE		F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**6 044 529,00**	**0,00**	**0,00**	**6 044 529,00**	**0,00**	**6 044 529,00**

					Somme :	**128 107 413,00**	**0,00**	**1 515 000,00**	**129 622 413,00**	**1 253 801,76**	**130 876 214,76**

BUDGET PRINCIPAL RECETTES INVESTISSEMENT

Investissement

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
		001	SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
900	0202	1311	ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX	BFI	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	1311	ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	110 000,00	110 000,00
	0202	1328	AUTRES	BFI	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	27634	COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**110 000,00**	**110 000,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
902	221	13172	FEDER	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	1332	DOTATION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT DES COLLEGES	BB	I	834 974,00	0,00	0,00	834 974,00	0,00	834 974,00
	221	2031	FRAIS D'ETUDES	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	238	AVANCES VERSEES SUR COMMANDES D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**834 974,00**	**0,00**	**0,00**	**834 974,00**	**0,00**	**834 974,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
903	313	1311	ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX	BI	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	315	1311	ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX	BH	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
906	621	1311	ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	1321.16	ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX - RD 806	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	1321.35	ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX - CATASTROPHES NATURELLES	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	1322	REGIONS	R	I	825 834,00	0,00	0,00	825 834,00	0,00	825 834,00
	621	1323	DEPARTEMENTS	R	I	0,00	0,00	50 000,00	50 000,00	0,00	50 000,00
	621	1328	AUTRES	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	23151	RESEAUX DE VOIRIE	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	238	AVANCES VERSEES SUR COMMANDES D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**825 834,00**	**0,00**	**50 000,00**	**875 834,00**	**0,00**	**875 834,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
907	731	1381	ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX	DID	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
908	821	1311	ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX	RT	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	821	1321	ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX	RT	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
909	94	1318	AUTRES	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM

917	738	1321	ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX	DID	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	1322	REGIONS	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	1322	REGIONS	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	74	1331	DGE	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	74	1331.10	DGE	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	74	1336	DOTATION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT DES DEPARTEMENTS	BB	I	5 000 000,00	0,00	0,00	5 000 000,00	0,00	5 000 000,00
	74	1346	DOTATION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT DES DEPARTEMENTS	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	74	204142.83	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - AMENAGEMENTS DE VILLAGES	DID	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**5 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**5 000 000,00**	**0,00**	**5 000 000,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
919	91	1322	REGIONS	POLEN	I	0,00	0,00	14 754,00	14 754,00	0,00	14 754,00
	928	2748	AUTRES PRETS	BB	I	98 166,00	0,00	0,00	98 166,00	0,00	98 166,00
	93	1314	COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES	DIAD	I	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
	94	1314	COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	27638	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**118 166,00**	**0,00**	**14 754,00**	**132 920,00**	**0,00**	**132 920,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
922		10222	F.C.T.V.A	BB	I	3 200 000,00	0,00	122 414,03	3 322 414,03	6 828,97	3 329 243,00
		1345	AMENDES DE RADARS AUTOMATIQUES ET AMENDES DE POLICE	BB	I	200 000,00	0,00	0,00	200 000,00	0,00	200 000,00
					Somme :	**3 400 000,00**	**0,00**	**122 414,03**	**3 522 414,03**	**6 828,97**	**3 529 243,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
923		1068	EXCEDENTS DE FONCTIONNEMENT CAPITALISES	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	11 871 268,71	11 871 268,71
		1641.20	EMPRUNTS EN EUROS 2020	BB	I	16 460 232,00	0,00	0,00	16 460 232,00	0,00	16 460 232,00
		16441	OPERATIONS AFFERENTES A L'EMPRUNT	BB	I	10 000 000,00	0,00	0,00	10 000 000,00	0,00	10 000 000,00

923		16449	OPERATIONS AFFERENTES A L'OPTION DE TIRAGE SUR LIGNE DE TRES	BB	I	10 000 000,00	0,00	0,00	10 000 000,00	0,00	10 000 000,00
					Somme :	**36 460 232,00**	**0,00**	**0,00**	**36 460 232,00**	**11 871 268,71**	**48 331 500,71**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
924		454221	REMEMBREMENT	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		45422.117	REMEMBREMENT	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		454223	REMEMBREMENT	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		454421	AMENAGEMENTS FONCIERS	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		454422	AMENAGEMENTS FONCIERS	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		454428	AMENAGEMENT FONCIER - RECETTES	DAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		454428	AMENAGEMENT FONCIER - RECETTES	DIAD	I	56 000,00	0,00	0,00	56 000,00	0,00	56 000,00
		454429	AMENAGEMENT FONCIER - RECETTES - FRAIS	DAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		4582.1	RECETTES - VOIRIES COMMUNALES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**56 000,00**	**0,00**	**0,00**	**56 000,00**	**0,00**	**56 000,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
925		16449	OPERATIONS AFFERENTES A L'OPTION DE TIRAGE SUR LIGNE DE TRES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2031	FRAIS D'ETUDES		I	794 000,00	0,00	0,00	794 000,00	0,00	794 000,00
		2033	FRAIS D'INSERTION		I	206 000,00	0,00	0,00	206 000,00	0,00	206 000,00
		21311	BATIMENTS ADMINISTRATIFS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		21314	BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		21328	AUTRES BATIMENTS PRIVES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		21351	BATIMENTS PUBLICS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		21838	AUTRE MATERIEL INFORMATIQUE		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		231311	BATIMENTS ADMINISTRATIFS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		231351	BATIMENTS PUBLICS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		238	AVANCES VERSEES SUR COMMANDES D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**1 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**1 000 000,00**	**0,00**	**1 000 000,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
926		192	REALISATIONS POSTERIEURES AU 01/01/2004		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2111	TERRAINS NUS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2157	MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		216	COLLECTIONS ET OEUVRES D'ART		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2182	MATERIEL DE TRANSPORT		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		266	AUTRES FORMES DE PARTICIPATION		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28031	AMORTISSEMENTS DES FRAIS D'ETUDES		I	61 183,94	0,00	0,00	61 183,94	0,00	61 183,94
		28032	AMORTISSEMENT FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28033	AMORTISSEMENT DES FRAIS D'INSERTION		I	3 487,23	0,00	0,00	3 487,23	0,00	3 487,23
		280411	ETAT		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2804111	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2804112	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I	212 409,00	0,00	0,00	212 409,00	0,00	212 409,00
		2804113	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL		I	71 441,00	0,00	0,00	71 441,00	0,00	71 441,00
		2804114	VOIRIES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2804115	MONUMENTS HISTORIQUES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2804121	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES		I	400,00	0,00	0,00	400,00	0,00	400,00
		2804122	BATIMENTS ET INSTALLATION		I	7 051,00	0,00	0,00	7 051,00	0,00	7 051,00
		2804123	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL		I	42 739,00	0,00	0,00	42 739,00	0,00	42 739,00
		2804141	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES		I	182 578,21	0,00	0,00	182 578,21	0,00	182 578,21
		2804142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I	10 083 522,61	0,00	0,00	10 083 522,61	0,00	10 083 522,61
		2804143	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL		I	183,00	0,00	0,00	183,00	0,00	183,00
		2804151	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES		I	1 786,46	0,00	0,00	1 786,46	0,00	1 786,46
		2804152	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I	29 828,00	0,00	0,00	29 828,00	0,00	29 828,00
		28041721	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES		I	291,66	0,00	0,00	291,66	0,00	291,66
		28041722	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I	69 476,00	0,00	0,00	69 476,00	0,00	69 476,00
		28041781	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28041782	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I	1 670 294,70	0,00	0,00	1 670 294,70	0,00	1 670 294,70

926		28041783	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL		I	53 513,00	0,00	0,00	53 513,00	0,00	53 513,00
		2804181	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES		I	295 635,00	0,00	0,00	295 635,00	0,00	295 635,00
		2804182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I	700 789,88	0,00	0,00	700 789,88	0,00	700 789,88
		280421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES		I	140 088,53	0,00	0,00	140 088,53	0,00	140 088,53
		280422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I	1 073 032,00	0,00	0,00	1 073 032,00	0,00	1 073 032,00
		280423	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL		I	74 693,00	0,00	0,00	74 693,00	0,00	74 693,00
		280431	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES		I	24 980,25	0,00	0,00	24 980,25	0,00	24 980,25
		280432	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I	51 395,54	0,00	0,00	51 395,54	0,00	51 395,54
		2804411	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2804412	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I	19 601,90	0,00	0,00	19 601,90	0,00	19 601,90
		2805	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES, BREVETS, LICENCES, DROITS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES		I	339 044,77	0,00	0,00	339 044,77	0,00	339 044,77
		2808	AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		I	500 000,00	0,00	0,00	500 000,00	0,00	500 000,00
		281311	BATIMENTS ADMINISTRATIFS		I	61 552,00	0,00	0,00	61 552,00	0,00	61 552,00
		281312	BATIMENTS SCOLAIRES		I	48 439,00	0,00	0,00	48 439,00	0,00	48 439,00
		281313	BATIMENTS SOCIAUX ET MEDICO-SOCIAUX		I	30 617,00	0,00	0,00	30 617,00	0,00	30 617,00
		281314	BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS		I	19 128,00	0,00	0,00	19 128,00	0,00	19 128,00
		281318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS		I	219 637,00	0,00	0,00	219 637,00	0,00	219 637,00
		281351	BATIMENTS PUBLICS		I	156 499,00	0,00	0,00	156 499,00	0,00	156 499,00
		2814	CONSTRUCTIONS SUR SOL D'AUTRUI		I	96 809,00	0,00	0,00	96 809,00	0,00	96 809,00
		28152	INSTALLATIONS DE VOIRIE		I	151 343,00	0,00	0,00	151 343,00	0,00	151 343,00
		28153	RESEAUX DIVERS		I	57 505,00	0,00	0,00	57 505,00	0,00	57 505,00
		28157	MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES		I	439 032,40	0,00	0,00	439 032,40	0,00	439 032,40
		2817	IMMOBILISATIONS RECUES AU TITRE D'UNE MISE A DISPOSITION		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28172	AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DE TERRAINS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		281728	AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DE TERRAINS		I	4 633,38	0,00	0,00	4 633,38	0,00	4 633,38
		2817312	BATIMENTS SCOLAIRES		I	919 713,13	0,00	0,00	919 713,13	84 220,00	1 003 933,13
		2817314	BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS		I	6 076,00	0,00	0,00	6 076,00	0,00	6 076,00
		2817318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS		I	21 160,00	0,00	0,00	21 160,00	0,00	21 160,00

926		281735	INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS, AMENAGEMENTS DES CONST		I	85 496,52	0,00	0,00	85 496,52	0,00	85 496,52
		281752	INSTALLATIONS DE VOIRIE		I	2 245,00	0,00	0,00	2 245,00	0,00	2 245,00
		281753	RESEAUX DIVERS		I	179 786,00	0,00	0,00	179 786,00	0,00	179 786,00
		281785	MATERIEL DE TELEPHONIE		I	78 009,00	0,00	0,00	78 009,00	0,00	78 009,00
		2818	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28181	INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DIVERS		I	2 161,00	0,00	0,00	2 161,00	0,00	2 161,00
		28182	MATERIEL DE TRANSPORT		I	499 331,34	0,00	0,00	499 331,34	0,00	499 331,34
		28183	MATERIEL INFORMATIQUE		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		281831	MATERIEL INFORMATIQUE SCOLAIRE		I	201 326,26	0,00	0,00	201 326,26	0,00	201 326,26
		281838	AUTRE MATERIEL INFORMATIQUE		I	139 731,53	0,00	0,00	139 731,53	0,00	139 731,53
		281841	MATERIEL DE BUREAU ET MOBILIER SCOLAIRES		I	84 140,13	0,00	0,00	84 140,13	0,00	84 140,13
		281848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS		I	38 980,54	0,00	0,00	38 980,54	0,00	38 980,54
		28185	MATERIEL DE TELEPHONIE		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28188	AUTRES		I	12 982,86	0,00	0,00	12 982,86	0,00	12 982,86
					Somme :	**19 265 779,77**	**0,00**	**0,00**	**19 265 779,77**	**84 220,00**	**19 349 999,77**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
951		021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		I	5 100 000,00	0,00	0,00	5 100 000,00	0,00	5 100 000,00
					Somme :	**5 100 000,00**	**0,00**	**0,00**	**5 100 000,00**	**0,00**	**5 100 000,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
954		024	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	BB	I	300 000,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00	300 000,00
					Somme :	**300 000,00**	**0,00**	**0,00**	**300 000,00**	**0,00**	**300 000,00**

				Somme :		**72 360 985,77**	**0,00**	**187 168,03**	**72 548 153,80**	**12 072 317,68**	**84 620 471,48**

BUDGETS ANNEXES DEPENSES FONCTIONNEMENT ET INVESTISSEMENT

Fonctionnement et Investissement

Budget	Nom budget	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
1	**LABORATOIRE DPTAL ANALYSES**	002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	BB	**F**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	RB		3 100,00	0,00	0,00	3 100,00	0,00	3 100,00
		60612	ENERGIE - ELECTRICITE	RB		30 200,00	0,00	0,00	30 200,00	0,00	30 200,00
		60621	COMBUSTIBLES	BM		20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
		60621	COMBUSTIBLES	RB		38 000,00	0,00	0,00	38 000,00	0,00	38 000,00
		60622	CARBURANTS	BM		11 000,00	0,00	0,00	11 000,00	0,00	11 000,00
		60622	CARBURANTS	BMG		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		60622	CARBURANTS	R		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		60623	ALIMENTATION	BM		350,00	0,00	0,00	350,00	0,00	350,00
		60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	BM		92 000,00	0,00	0,00	92 000,00	0,00	92 000,00
		60636	HABILLEMENT ET VETEMENTS DE TRAVAIL	BM		1 800,00	0,00	0,00	3 300,00	0,00	3 300,00
		60636	HABILLEMENT ET VETEMENTS DE TRAVAIL	BMG		500,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
		6064.1	FOURNITURES ADMINISTRATIVES HT	BMG		2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
		60668	AUTRES PRODUITS PHARMACEUTIQUES	BM		205 000,00	0,00	0,00	203 229,24	215 000,00	418 229,24
		611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	BMG		10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
		611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	RB		1 500,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00	2 500,00
		61521	TERRAINS	RB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

1	**LABORATOIRE DPTAL ANALYSES**	615221	BATIMENTS PUBLICS	BM	**F**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		615221	BATIMENTS PUBLICS	RB		3 500,00	0,00	0,00	5 500,00	0,00	5 500,00
		61551	MATERIEL ROULANT	BM		15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00
		61551	MATERIEL ROULANT	BMG		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		61551	MATERIEL ROULANT	R		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		61558	AUTRES BIENS MOBILIERS	BM		5 000,00	0,00	0,00	6 850,00	0,00	6 850,00
		61558	AUTRES BIENS MOBILIERS	RB		700,00	0,00	0,00	700,00	0,00	700,00
		6156	MAINTENANCE	BFI		34 000,00	0,00	0,00	34 000,00	0,00	34 000,00
		6156	MAINTENANCE	BM		55 000,00	0,00	0,00	53 150,00	0,00	53 150,00
		6156	MAINTENANCE	RB		20 000,00	0,00	0,00	17 000,00	0,00	17 000,00
		6161	MULTIRISQUES	BMG		3 000,00	0,00	0,00	3 800,00	0,00	3 800,00
		6168	AUTRES	BMG		1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
		6182.1	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	BMG		1 500,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00
		6184.1	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	BFH		20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
		6184.2	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	BFH		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6188	AUTRES FRAIS DIVERS	BM		52 000,00	0,00	0,00	52 000,00	0,00	52 000,00
		6218	AUTRE PERSONNEL EXTERIEUR	BFH		10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
		62268	AUTRES HONORAIRES, CONSEILS...	BM		65 700,00	0,00	0,00	65 700,00	0,00	65 700,00
		6231	ANNONCES ET INSERTIONS	BM		100,00	0,00	0,00	100,00	0,00	100,00
		6236	CATALOGUES ET IMPRIMES ET PUBLICATIONS	BMG		1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
		6241	TRANSPORTS DE BIENS	BM		3 000,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
		6251	VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS	BFH		10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
		6251.1	VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS	BFH		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6261	FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT	BMG		5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00

1	**LABORATOIRE DPTAL ANALYSES**	6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	BFI	**F**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS...)	BM		1 100,00	0,00	0,00	1 100,00	0,00	1 100,00
		6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX	BMG		42 000,00	0,00	0,00	41 200,00	0,00	41 200,00
		6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	BFH		3 300,00	0,00	0,00	3 300,00	0,00	3 300,00
		6332	COTISATIONS VERSEES AU FNAL	BFH		3 600,00	0,00	0,00	3 600,00	0,00	3 600,00
		6336	COTISATIONS AU CNFPT ET AU CENTRE DE GESTION DE LA	BFH		6 300,00	0,00	0,00	6 300,00	0,00	6 300,00
		6355	TAXES ET IMPOTS SUR LES VEHICULES	BM		270,00	0,00	0,00	540,76	0,00	540,76
		64111	REMUNERATION PRINCIPALE	BFH		602 280,00	0,00	-3 000,00	599 280,00	-400,00	598 880,00
		64112	SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDEMNITE DE	BFH		25 000,00	0,00	0,00	25 000,00	-2 200,00	22 800,00
		64113	NBI	BFH		15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	-1 400,00	13 600,00
		64118	AUTRES INDEMNITES	BFH		130 000,00	0,00	10 000,00	140 000,00	0,00	140 000,00
		64118.1	AUTRES INDEMNITES-HS	BFH		30 600,00	0,00	0,00	10 600,00	0,00	10 600,00
		64118.2	AUTRES INDEMNITES-ASTREINTES	BFH		0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
		64131	REMUNERATIONS	BFH		100 000,00	0,00	-10 000,00	90 000,00	2 200,00	92 200,00
		64131.1	AUTRES INDEMNITES-HS	BFH		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		64131.2	AUTRES INDEMNITES-ASTREINTES	BFH		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6451	COTISATIONS A L'U.R.S.S.A.F	BFH		120 000,00	0,00	0,00	120 000,00	0,00	120 000,00
		6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITE	BFH		186 000,00	0,00	3 000,00	189 000,00	400,00	189 400,00
		6454	COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C	BFH		5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
		6455	COTISATIONS POUR ASSURANCE DU PERSONNEL	BFH		36 000,00	0,00	0,00	36 000,00	0,00	36 000,00
		6472	PRESTATIONS FAMILIALES DIRECTES	BFH		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6474	VERSEMENTS AUX OEUVRES SOCIALES	BFH		6 200,00	0,00	0,00	6 200,00	0,00	6 200,00
		6475	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	BFH		700,00	0,00	0,00	700,00	0,00	700,00
		6488	AUTRES CHARGES	BFH		20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	1 400,00	21 400,00

1	**LABORATOIRE DPTAL ANALYSES**	6541	CREANCES ADMISES EN NON VALEUR		**F**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6541	CREANCES ADMISES EN NON VALEUR	BB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6542	CREANCES ETEINTES	BB		3 000,00	0,00	5 000,00	7 000,00	0,00	7 000,00
		65738	ORGANISMES PUBLICS DIVERS	BB		0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
		6574.1	PARTICIPATION ETAT ESB TVA 0%	BB		2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
		65888	AUTRES	BB		2,00	0,00	0,00	2,00	0,00	2,00
		65888	AUTRES	BFH		20,00	0,00	0,00	20,00	0,00	20,00
		673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BB		0,00	0,00	10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00
		6811	DOTATIONS AMORTISSEMENTS IMMO. INCORPORELLES ET			165 467,00	0,00	0,00	165 467,00	2 080,00	167 547,00
		6817	DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR DEPRECIATION ACTIFS	BB		1 500,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00
					F						
1			**LABORATOIRE DPTAL ANALYSES**		Somme :	**2 226 289,00**	**0,00**	**15 000,00**	**2 241 289,00**	**217 080,00**	**2 458 369,00**
Budget	**Nom budget**	**Article**	**Libellé Article**	**Service**	**Sect**	**BP**	**Reports**	**DMs Votées**	**Total crédits inscrits avant DM**	**Propositions DM**	**Total crédits inscrits après DM**
2	**AIRE DE LA LOZERE**	002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	BB	**F**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	RB		52 000,00	0,00	0,00	52 000,00	0,00	52 000,00
		60612	ENERGIE - ELECTRICITE	RB		15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00
		60621	COMBUSTIBLES	RB		15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00
		60631	FOURNITURES D'ENTRETIEN	BMG		700,00	0,00	0,00	700,00	0,00	700,00
		611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	RB		125 000,00	0,00	0,00	125 000,00	0,00	125 000,00
		615221	BATIMENTS PUBLICS	RB		20 500,00	0,00	0,00	20 500,00	0,00	20 500,00
		615231	VOIRIES	RB		10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
		61558	ENTRETIEN ET REPARATIONS AUTRES BIENS MOBILIERS	RB		500,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00

2	**AIRE DE LA LOZERE**	6156	MAINTENANCE	RB	**F**	7 000,00	0,00	0,00	7 000,00	0,00	7 000,00
		6161	MULTIRISQUES	BMG		300,00	0,00	0,00	300,00	0,00	300,00
		6188.1	AUTRES FRAIS DIVERS - FONCT STATION EPURATION ALBARET	DIAD		15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00
		6188.1	AUTRES FRAIS DIVERS - FONCT STATION EPURATION ALBARET	DID		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX	BMG		100 000,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	100 000,00
		63512	TAXES FONCIERES	BB		8 600,00	0,00	0,00	8 600,00	0,00	8 600,00
		63512	TAXES FONCIERES	DID		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		63513	AUTRES IMPOTS LOCAUX	BB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		63513	AUTRES IMPOTS LOCAUX	DIAD		10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
		63513	AUTRES IMPOTS LOCAUX	DID		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6542	CREANCES ETEINTES	BB		1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
		6574.3	SUBVENTION CDT - AIRE DE LA LOZERE	BC		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6574.3	SUBVENTION CDT - AIRE DE LA LOZERE	DAD		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6574.3	SUBVENTION CDT - AIRE DE LA LOZERE	DIAD		78 000,00	0,00	0,00	78 000,00	0,00	78 000,00
		65888	AUTRES	BB		25 000,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	25 000,00
		673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BB		3 000,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
		6811	DOTATIONS AMORTIS.IMMOBILISATIONS			356 553,00	0,00	0,00	356 553,00	0,00	356 553,00
					F						
2			**AIRE DE LA LOZERE**		Somme :	**843 153,00**	**0,00**	**0,00**	**843 153,00**	**0,00**	**843 153,00**
Budget	**Nom budget**	**Article**	**Libellé Article**	**Service**	**Sect**	**BP**	**Reports**	**DMs Votées**	**Total crédits inscrits avant DM**	**Propositions DM**	**Total crédits inscrits après DM**
3	**DOMAINE DES BOISSETS**	002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	BB	**F**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	RB		800,00	0,00	0,00	800,00	0,00	800,00

3	**DOMAINE DES BOISSETS**	60612	ENERGIE - ELECTRICITE	RB	**F**	6 000,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	6 000,00
		60631	FOUNITURES D'ENTRETIEN	BMG		100,00	0,00	0,00	100,00	0,00	100,00
		611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	RB		700,00	0,00	0,00	700,00	0,00	700,00
		615221	BATIMENTS PUBLICS	RB		5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
		61558	AUTRES BIENS MOBILIERS	RB		500,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
		6161	MULTIRISQUES	BMG		600,00	0,00	0,00	600,00	0,00	600,00
		6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	BFI		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX	BMG		800,00	0,00	0,00	800,00	0,00	800,00
		63512	TAXES FONCIERES	BB		9 800,00	0,00	0,00	9 800,00	0,00	9 800,00
		63512	TAXES FONCIERES	DID		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6541	CREANCES ADMISES EN NON VALEUR	BB		800,00	0,00	-500,00	300,00	0,00	300,00
		65888	AUTRES	BB		2,00	0,00	0,00	2,00	0,00	2,00
		65888	AUTRES	DIAD		0,00	0,00	500,00	500,00	0,00	500,00
		65888	AUTRES	DID		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		675	VALEURS COMPTABLES DES IMMOBILISATIONS CEDEES			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6761	DIF./REALISATINS POSITIVES TRANSFEREES EN INVESTIS.			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6811	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS			45 277,00	0,00	0,00	45 277,00	881,76	46 158,76
					F						
3			**DOMAINE DES BOISSETS**		Somme :	**70 379,00**	**0,00**	**0,00**	**70 379,00**	**881,76**	**71 260,76**

Fonctionnement et Investissement

Budget	Nom budget	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
1	**LABORATOIRE DPTAL ANALYSES**	001	SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		13913	SUBVENTION D'EQUIPEMENT TRANSFEREES AU CPTE			10 616,00	0,00	0,00	10 616,00	0,00	10 616,00
		2031	FRAIS D'ETUDES	RB		0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
		2033	FRAIS D'INSERTION	BMP		2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
		2033	FRAIS D'INSERTION	RB		0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
		2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	BFI		20 000,00	4 731,60	0,00	24 731,60	0,00	24 731,60
		2182	MATERIEL DE TRANSPORT	BM		0,00	20 720,48	0,00	20 720,48	0,00	20 720,48
		2182	MATERIEL DE TRANSPORT	R		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS	BMG		1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
		21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS	RB		2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
		2188	AUTRES	BM		60 000,00	53 319,53	100 000,00	213 319,53	0,00	213 319,53
		231318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS			30 000,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
		231318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS	RB		48 000,00	711,00	30 000,00	78 711,00	0,00	78 711,00
		28188	AUTRES			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					I						
1			**LABORATOIRE DPTAL ANALYSES**		Somme :	**173 616,00**	**79 482,61**	**130 000,00**	**383 098,61**	**0,00**	**383 098,61**
Budget	**Nom budget**	**Article**	**Libellé Article**	**Service**	**Sect**	**BP**	**Reports**	**DMs Votées**	**Total crédits inscrits avant DM**	**Propositions DM**	**Total crédits inscrits après DM**
2	**AIRE DE LA LOZERE**	001	SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		13912	SUBV. INVESTIS. TRANSFEREES AU C.R.- REGION			302,00	0,00	0,00	302,00	0,00	302,00
		13913	SUBV.INVESTISSEMENT TRANSFEREES AU C.R. -			102 330,00	0,00	0,00	102 330,00	0,00	102 330,00
		192	DIF./REALISATION D'IMMO.- POSTERIEURES AU 01/01/04			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2031	FRAIS D'ETUDES	RB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

2	**AIRE DE LA LOZERE**	2033	FRAIS D'INSERTION	BMP	I	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
		2033	FRAIS D'INSERTION	RB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIER	RB		5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
		2314	CONSTRUCTIONS SUR SOL D'AUTRUI			6 000,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	6 000,00
		2314.31	TRAVAUX AMENAGEMENT AIRE	RB		45 000,00	1 566,20	0,00	46 566,20	0,00	46 566,20
					I						
2			**AIRE DE LA LOZERE**		Somme :	**160 632,00**	**1 566,20**	**0,00**	**162 198,20**	**0,00**	**162 198,20**

Budget	Nom budget	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
3	**DOMAINE DES BOISSETS**	001	SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		13911	SUBV.INV.TRANSFEREES AU C.R.-ETAT ET ETBS NATIONAUX			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		192	DIF./REALISATION IMMO POSTERIEURES AU 01/01/04			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2031	FRAIS D'ETUDES	RB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		21314	BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIER	RB		20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
		2188	AUTRES	DIAD		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		231314	BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS	DIAD		250 000,00	0,00	0,00	250 000,00	0,00	250 000,00
		231314	BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS	RB		70 000,00	13 681,67	0,00	83 681,67	0,00	83 681,67
		23188	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	RB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					I						
3			**DOMAINE DES BOISSETS**		Somme :	**340 000,00**	**13 681,67**	**0,00**	**353 681,67**	**0,00**	**353 681,67**

BUDGETS ANNEXES RECETTES FONCTIONNEMENT ET INVESTISSEMENT

Fonctionnement et Investissement

Budget	Nom budget	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DM	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
1	**LABORATOIRE DPTAL ANALYSES**	002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	BB	**F**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERSONNEL	BFH		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		7061	TAXES D'ANALYSES	BM		8 000,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	8 000,00
		7061.2	TAXES D'ANALYSES - TVA 7	BM		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		7061.3	TAXES D'ANALYSES - TVA 19,6	BM		100,00	0,00	0,00	100,00	0,00	100,00
		7061.4	TAXES D'ANALYSES - TVA 10	BM		305 000,00	0,00	0,00	305 000,00	0,00	305 000,00
		7061.7	TAXES D'ANALYSES - TVA 20	BM		820 000,00	0,00	0,00	820 000,00	117 080,00	937 080,00
		7061.8	TAXES D'ANALYSES ESB - TVA 20	BM		400,00	0,00	0,00	400,00	0,00	400,00
		7061.9	TAXES D'ANALYSES SATEP SATESE - TVA 20	BM		15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00
		74718	AUTRES	BM		1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
		74718.1	PARTICIPATION ETAT - TVA 19,6	BM		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		74718.4	PARTICIPATION DE L'ETAT (TVA 20 %)	BM		25 000,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	25 000,00
		74718.5	PARTICIPATION ETAT E.S.B. - TVA 0 %	BM		50,00	0,00	0,00	50,00	0,00	50,00
		74718.6	PARTICIPATIONS ETAT AUTRES (TVA 8.5 %)	BM		1 200,00	0,00	0,00	1 200,00	0,00	1 200,00
		74718.7	PARTICIPATION DE L'ETAT - E.S.B. EQUARISSAGE (TVA 20 %)	BM		217 000,00	0,00	0,00	217 000,00	0,00	217 000,00
		74718.8	PARTICIPATION DE L'ETAT (TVA 10 %)	BM		150,00	0,00	0,00	150,00	0,00	150,00
		74788	PARTICIPATION ETAT ESB TVA 0%	BB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		75822	PRISE EN CHARGE DU DEFICIT DU BUDGET ANNEXE A CARACTERE ADM.	BB		821 271,00	0,00	15 000,00	836 271,00	100 000,00	936 271,00

1	**LABORATOIRE DPTAL ANALYSES**	75822	PRISE EN CHARGE DU DEFICIT DU BUDGET ANNEXE A CARACTERE ADM.	BM	**F**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	BB		2,00	0,00	0,00	2,00	0,00	2,00
		7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	BFH		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		7718	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIONS DE GESTION	BB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		773	MANDATS ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		773	MANDATS ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BM		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		777	QUOTE-PART SUBV INVESTIS TRANSFEREES AU CPTE DE RESULTAT			10 616,00	0,00	0,00	10 616,00	0,00	10 616,00
		7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	BB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		7811	REPRISE SUR AMORTISSEMENT			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		7817	REPRISES SUR PROVISIONS POUR DEPRECIATION ACTIFS CIRCULANTS	BB		1 500,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00
					F	**2 226 289,00**	**0,00**	**15 000,00**	**2 241 289,00**	**217 080,00**	**2 458 369,00**
Budget	**Nom budget**	**Article**	**Libellé Article**	**Service**	**Sect**	**BP**	**Reports**	**DM**	**Total crédits inscrits avant DM**	**Propositions DM**	**Total crédits inscrits après DM**
2	**AIRE DE LA LOZERE**	002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	BB	**F**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		7068	AUTRES REDEVANCES ET DROITS	BB		140 000,00	0,00	0,00	140 000,00	0,00	140 000,00
		757	REDEVANCES VERSEES PAR LES FERMIERS ET CONCESSIONNAIRES	BB		260 000,00	0,00	0,00	260 000,00	0,00	260 000,00
		75822	PRISE EN CHARGE DU DEFICIT DU BUDGET ANNEXE A CARACTERE ADM.	BB		340 519,00	0,00	0,00	340 519,00	0,00	340 519,00
		7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	BB		2,00	0,00	0,00	2,00	0,00	2,00
		773	MANDATS ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		777	QUOTE-PART SUBVENTIONS INVESTISS. TRANSFEREES CPTE RESULTAT			102 632,00	0,00	0,00	102 632,00	0,00	102 632,00
		7788	PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS	BB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					F	**843 153,00**	**0,00**	**0,00**	**843 153,00**	**0,00**	**843 153,00**
Budget	**Nom budget**	**Article**	**Libellé Article**	**Service**	**Sect**	**BP**	**Reports**	**DM**	**Total crédits inscrits avant DM**	**Propositions DM**	**Total crédits inscrits après DM**

3	**DOMAINE DES BOISSETS**	002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	BB	**F**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		70878	PAR DES TIERS	BB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		73918	AUTRES REVERSEMENTS SUR AUTRES IMPOTS LOCAUX OU ASSIMILES	BB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		752	REVENUS DES IMMEUBLES	BB		3 500,00	0,00	0,00	3 500,00	0,00	3 500,00
		75822	PRISE EN CHARGE DU DEFICIT DU BUDGET ANNEXE A CARACTERE ADM.	BB		66 877,00	0,00	0,00	66 877,00	881,76	67 758,76
		7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	BB		2,00	0,00	0,00	2,00	0,00	2,00
		773	MANDATS ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		777	QUOTE-PART SUBV.INVESTIS. TRANSFEREES AU C.R.			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		7788	PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS	BB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					F	**70 379,00**	**0,00**	**0,00**	**70 379,00**	**881,76**	**71 260,76**

Fonctionnement et Investissement

Budget	Nom budget	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DM	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
1	**LABORATOIRE DPTAL ANALYSES**	001	SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE	BB	**I**	0,00	0,00	671 313,00	671 313,00	0,00	671 313,00
		021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		024	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	BB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		1313	SUBV. EQUIPEMENT TRANSFERABLES-DEPARTEMENTS	BB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2031	FRAIS D'ETUDES			30 000,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
		2033	FRAIS D'INSERTION			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28031	AMORTISSEMENTS DES FRAIS D'ETUDES			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28033	FRAIS INSERTION			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

1	**LABORATOIRE DPTAL ANALYSES**	2805	AMORTIS. CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES			5 974,00	0,00	0,00	5 974,00	0,00	5 974,00
		281318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS			63 664,00	0,00	0,00	63 664,00	0,00	63 664,00
		2814	CONSTRUCTIONS SUR SOL D'AUTRUI			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28182	MATERIEL DE TRANSPORT			8 234,00	0,00	0,00	8 234,00	0,00	8 234,00
		281838	AMORTIS. AUTRE MATERIEL INFORMATIQUE			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		281841	MATERIEL DE BUREAU ET MOBILIER SCOLAIRES			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		281848	AMORTIS. AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS			242,00	0,00	0,00	242,00	0,00	242,00
		28188	AMORTIS. AUTRES IMMO CORPORELLES			87 353,00	0,00	0,00	87 353,00	2 080,00	89 433,00
					I	**195 467,00**	**0,00**	**671 313,00**	**866 780,00**	**2 080,00**	**868 860,00**
Budget	**Nom budget**	**Article**	**Libellé Article**	**Service**	**Sect**	**BP**	**Reports**	**DM**	**Total crédits inscrits avant DM**	**Propositions DM**	**Total crédits inscrits après DM**
2	**AIRE DE LA LOZERE**	001	SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE	BB	I	0,00	0,00	2 078 844,02	2 078 844,02	0,00	2 078 844,02
		021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		1313	SUBV. EQUIPEMENT TRANSFERABLES - DEPARTEMENTS	BB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2031	FRAIS D'ETUDES			3 000,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
		2033	FRAIS D'INSERTION			3 000,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
		28031	AMORTISSEMENTS DES FRAIS D'ETUDES			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2804142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS			3 333,00	0,00	0,00	3 333,00	0,00	3 333,00
		28121	PLANTATIONS D'ARBRES ET ARBUSTES			3 808,00	0,00	0,00	3 808,00	0,00	3 808,00
		2814	AMORTISSEMENT CONSTRUCTION SUR SOL D'AUTRUI			214 489,00	0,00	0,00	214 489,00	0,00	214 489,00
		2817318	AMORTISSEMENT AUTRES BATIMENTS PUBLICS			134 158,00	0,00	0,00	134 158,00	0,00	134 158,00
		28181	AUTRES IMMO CORPO-INSTAL.GENERALES,AGENCE. ET AMENAG DIVERS			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		281848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS			765,00	0,00	0,00	765,00	0,00	765,00

					I	**362 553,00**	**0,00**	**2 078 844,02**	**2 441 397,02**	**0,00**	**2 441 397,02**
Budget	**Nom budget**	**Article**	**Libellé Article**	**Service**	**Sect**	**BP**	**Reports**	**DM**	**Total crédits inscrits avant DM**	**Propositions DM**	**Total crédits inscrits après DM**
3	**DOMAINE DES BOISSETS**	001	SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE	BB	**I**	0,00	0,00	623 412,38	623 412,38	0,00	623 412,38
		021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		1313	DEPARTEMENTS	BB		294 723,00	0,00	-294 723,00	0,00	0,00	0,00
		21314	BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		281314	AMORTISSEMENTS BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS			45 277,00	0,00	0,00	45 277,00	801,76	46 078,76
		281841	MATERIEL DE BUREAU ET MOBILIER SCOLAIRES			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		281848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS			0,00	0,00	0,00	0,00	80,00	80,00
		28188	AMORTIS. AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					I	**340 000,00**	**0,00**	**328 689,38**	**668 689,38**	**881,76**	**669 571,14**

Délibération n°CD_20_1021

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

Conseil Départemental

Séance du 19 juin 2020

Commission : Finances et gestion de la collectivité

Objet : Octroi de la protection fonctionnelle dans le cadre de diffamations publiques d'actes pris par Madame Sophie PANTEL en sa qualité de Présidente du Département de la Lozère

Dossier suivi par Affaires juridiques, commande publique et logistique - Achats

Le Conseil Départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 09h30

Présents : Françoise AMARGER-BRAJON, Rémi ANDRE, Alain ASTRUC, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Bruno DURAND, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Sophie PANTEL, Guylène PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Laurent SUAU, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

Pouvoirs : Robert AIGOIN ayant donné pouvoir à Michèle MANOA.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU l'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;

VU l'article L3123-29 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

CONSIDÉRANT le rapport n°705 intitulé "Octroi de la protection fonctionnelle dans le cadre de diffamations publiques d'actes pris par Madame Sophie PANTEL en sa qualité de Présidente du Département de la Lozère" en annexe ;

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

VU la non-participation au débat et au vote de Sophie PANTEL, sortie de séance ;

VU l'avis de la commission plénière du 15 juin 2020 et les précisions au rapport apportées en séance ;

ARTICLE 1

Rappelle que le Département est tenu de protéger les élus ainsi que les agents contre les violences, menaces ou outrages dont ils pourraient être victimes à l'occasion ou du fait de leurs fonctions, et de réparer, le cas échéant, le préjudice qui en est résulté.

ARTICLE 2

Indique qu'un internaute animant la page Facebook "dans l'œil de la bête" a publié, le 30 avril 2020 un post et différents commentaires tendant à faire croire à « un scandale Sophie Pantel et Département de la Lozère » autour du Drive Fermier.

ARTICLE 3

Prend acte que Madame Sophie PANTEL a déposé une plainte avec constitution de partie civile afin que ces diffamations publiques soient poursuivies, lesquelles visent effectivement son action supposée durant son mandat sachant que ces propos s'inscrivent dans une longue série d'attaques envers la Présidente du département, à laquelle se livre l'auteur de cette page Facebook depuis plusieurs années, et ce, de façon récurrente et que ces messages constituent clairement des diffamations publiques à l'encontre des actes pris par Madame Sophie PANTEL dans l'exercice de ses fonctions et en sa qualité de Présidente du Département de la Lozère.

ARTICLE 4

Décide, dans cette affaire, d'accorder la protection fonctionnelle à Madame Sophie PANTEL en sa qualité d'élue, qui consiste principalement à prendre en charge les frais d'avocat de l'élu, étant précisé qu'une déclaration sera faite auprès de l'intermédiaire d'assurances SARRE & MOSELLE et de PROTEXIA, assureur de la collectivité, qui prendra en charge cette affaire au titre du contrat "protection juridique et protection fonctionnelle des agents et des élus".

ARTICLE 5

Donne délégation à la commission permanente, pour le reste de la durée de la mandature, afin d'examiner toutes les demandes de protection fonctionnelle qui seraient à venir.

Adopté à l'unanimité des voix exprimées,

La Présidente du Conseil Départemental
Sophie PANTEL

Délibération n°CD_20_1021

Annexe à la délibération n°CD_20_1021 du Conseil Départemental du 19 juin 2020 : rapport n°705 "Octroi de la protection fonctionnelle dans le cadre de diffamations publiques d'actes pris par Madame Sophie PANTEL en sa qualité de Présidente du Département de la Lozère".

En préambule, il est rappelé que le Département est tenu de protéger les élus ainsi que les agents contre les violences, menaces ou outrages dont ils pourraient être victimes à l'occasion ou du fait de leurs fonctions, et de réparer, le cas échéant, le préjudice qui en est résulté.

Au vu du constat d'huissier qui a été établi, il s'avère que l'internaute animant la page Facebook "dans l'œil de la bête" a publié en date du 30 avril 2020 un post et différents commentaires tendant à faire croire à « un scandale Sophie Pantel et Département de la Lozère » autour du Drive Fermier.

Allant jusqu'à indiquer que le Département de la Lozère sous l'administration de Sophie PANTEL, prendrait une commission de 10 % sur l'activité du Drive Fermier et à tenir des propos portant atteinte à son honneur et à sa considération,

Il est rappelé que ces propos s'inscrivent dans une longue série d'attaques envers la Présidente du département, à laquelle se livre l'auteur de cette page Facebook depuis plusieurs années, et ce, de façon récurrente.

Ces propos constituant clairement des diffamations publiques à l'encontre des actes pris par Madame Sophie PANTEL dans l'exercice de ses fonctions et en sa qualité de Présidente du Département de la Lozère, Sophie Pantel, a déposé une plainte avec constitution de partie civile afin que ces diffamations publiques soient poursuivies, lesquelles visent effectivement son action supposée durant son mandat.

Il est rappelé que lorsque la protection fonctionnelle est demandée par un élu, le Conseil départemental, en tant qu'organe délibérant du département, est l'autorité compétente pour se prononcer sur cette demande, au nom du département.

Cette protection consiste principalement à prendre en charge les frais d'avocat de l'élu.

Il est précisé qu'une déclaration sera faite auprès de l'intermédiaire d'assurances SARRE & MOSELLE et de PROTEXIA, assureur de la collectivité, qui prendra en charge cette affaire au titre du contrat "protection juridique et protection fonctionnelle des agents et des élus".

Au vu de ces dispositions, il convient que le Conseil départemental délibère sur l'octroi de la protection fonctionnelle à Madame Sophie PANTEL en sa qualité d'élue.